



UNIVERSITÉ DES ANTILLES

Faculté des lettres et sciences humaines

ED 636 : Dynamique des environnements dans l'espace Caraïbes-Amériques

Thèse de doctorat en géographie

Diaspora et tourisme en Haïti : contexte et enjeux

Le cas de la région Nord



Bazelais DULIENCE

Jury

- 1.— Bruno SARRASIN, Professeur des universités, Université du Québec à Montréal, Président
- 2.— Pascal SAFFACHE, HDR, Professeur des universités, Université des Antilles, Directeur
- 3.— Olivier DEHOORNE, Maître de conférences, Université des Antilles, co-directeur
- 4.— Georges Eddy LUCIEN, HDR, Université d'État d'Haïti, Rapporteur/Examineur
- 5.— Jean-Marie FURT, Maître de conférences, HDR, Université de Corse, Rapporteur/examineur
- 6.— Evens EMMANUEL, Professeur des universités, HDR, Université Quisqueya, Membre invité
- 7.— Dorina Camelia ILIES, Professeure des universités, Université d'Oradea, Examinatrice
- 8.— Selma ZAIANE-GHALIA, Professeure des universités, Université de Moncton, Examinatrice

Soutenue en séance publique, à l'Université des Antilles, le 18 décembre 2023

Dédicace

Derrière la réussite de cette thèse, il y a mon épouse. Je la rédige, mais je l'offre en cadeau à ma très chère épouse, Sherlie Jean Louis Dulienc. Elle est à la fois une épouse, une confidente, une mère et une amie.

Je la dédie également à mes trois enfants : Christie, Alexandra et Chris Alexander. Ils ont beaucoup souffert de mon absence. La thèse leur a ravi une bonne partie de mes affections.

Je la dédie aussi à mon frère cadet, Evins Dulienc, pour ses aides inestimables depuis mon premier cycle universitaire.

Ce serait manqué à mon devoir, si je ne l'ai pas aussi dédiée à ma mère, Rosilia Louis, qui m'a montré le chemin de l'école.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à Dieu. Il est pour moi un point d'ancrage me permettant de ne pas être emporté par les flots, malgré les mauvais temps.

Mes directeurs de thèse méritent plus que des remerciements. Ils ont droit à une plaque d'honneur. Durant tout le parcours, ils se sont montrés patients, compréhensifs. Ils savent comment mettre la pression tout en restant très flexible. Ils ne cessent jamais de me dire que j'y arriverai.

Des remerciements particuliers sont adressés à monsieur Sarrasin et à monsieur Lucien pour leurs conseils au cours de la rédaction du texte.

Je remercie tous les membres du jury. Sans eux, la soutenance ne serait pas possible. Chers membres du jury, je vous suis reconnaissant.

Je suis aussi reconnaissant envers tous ceux (et envers toutes celles) qui ont contribué à la mise en place, à l'École Normale Supérieure (Port-au-Prince, Haïti), du Master de géographie. Je ne veux pas citer de noms pour ne pas commettre l'erreur d'oublier quelqu'un. Mais, je sais que vous vous connaissez.

Réaliser une thèse est un exercice extrêmement gourmand sur le plan financier. Je ne pourrais jamais mener jusqu'au bout mes recherches sans aucune aide financière. En ce sens, je tiens à remercier d'une manière très spéciale deux institutions. La première est la Collectivité territoriale de Martinique qui m'a financé pendant deux ans. La seconde est l'Université d'État d'Haïti, à travers le Rectorat, qui m'a fourni des financements sur une durée de trois ans.

Mes remerciements s'adressent également à la communauté du Campus Henry Christophe de Limonade. Chaque membre de cette communauté (qu'il soit professeur, étudiant, membre du personnel administratif ou membre du Conseil de gestion) contribue à sa manière à la réalisation de cette thèse. Les livres attribués en prêt ou en cadeau, les références bibliographiques partagées, les critiques émises font partie des expériences de la thèse. D'une manière exceptionnelle, je veux remercier Jusline Rodné/Jeanty, Raoul Petit-Bel, Dieupuisant Florida, Cléberon Jean-Louis, Renardo Joseph, Nixon Jeanty, Anolex Raphaël, Julien Irving, Virginie Destuynder, Onès Jean...

Je veux aussi remercier certains de mes anciens étudiants qui ont participé à la collecte des données. Il s'agit de Cynthia Alexandra Colas, de Sandia Saintilmond, de Love-Manie Zéphirin et

Julmiste Manius. Je ne veux pas oublier Karl-Hermene Joseph, aujourd'hui géomaticien, pour son support exceptionnel dans le domaine de la géomatique, ainsi que mes amis du laboratoire AIHP-GEODE, Mirode Saint Juste et Tatiana Razafimanjato.

Je ne veux pas oublier mon collègue Constantin Joseph, mon camarade de combat durant les études doctorales en Martinique.

Jeannot Sylvestre, mon ami, mon frère, est un symbole d'amitié, de sincérité et de modestie. Je lui serai toujours reconnaissant. Aussi, je veux remercier Christophe Providence pour ses conseils.

Mon ami Maquis Noël est celui qui m'a montré la route du Campus de Schœlcher lors de mon premier séjour en Martinique. Je le remercie.

Je ne veux pas oublier Philippe Simon, Olguine Verdieu, Ernest Laguerre et sa famille ; les membres du Foyer des Jeunes Travailleurs La Ruche de Moutte (Fort-de-France).

Pour ne pas faire de jaloux, je ne veux pas citer tous les noms. Mais, je remercie tous ceux (et toutes celles) qui ont participé à mes entretiens. Sans vous, cette recherche ne serait que de la poésie.

Je veux, également, remercier d'une façon spéciale toute l'équipe de Safe Trips Haiti.

Je ne veux pas oublier quelques amis, dont Jean Odile Étienne, Délide Joseph, Kenrick Démesvar, Mibsam Jeannis, Sony Laurole, Dieuvenu Jean-Baptiste, Willy Pierre...

Pour finir, je veux remercier l'ingénieur Jean Odinel Villiom qui m'a hébergé durant mon séjour à l'Ile-à-Vache et le responsable du Centre Communautaire Kay Kòk qui m'a accueilli. Mon guide et mon chauffeur en la circonstance, dont j'oublie le nom, est resté gravé dans mon cœur. Je veux aussi remercier Maître Abelard Xavier qui m'a hébergé lors de mon passage à Léogâne, sans oublier les membres de l'URAL (Union des Raras de Léogâne) qui m'avaient très bien accueilli. Mes remerciements vont aussi à Julien de Boukan Guinguette qui m'a supporté lors de mon passage au Môle-Saint-Nicolas.

Citer toutes les personnes à qui je suis redevable serait impossible. Il me faudrait des centaines de pages pour le faire. Si votre nom ne se trouve pas sur cette courte liste, cela ne signifie pas que je n'ai pas apprécié votre aide.

« *Seule la vérité triomphe* »

Devise de l'Inde

**« *La vérité attend. Seul le mensonge est
pressé* »**

Alexandru Vlahuta

Table des matières

Dédicace.....	i
Remerciements.....	ii
Table des matières.....	v
Liste des cartes.....	xii
Liste des images.....	xiii
Liste des tableaux.....	xv
Liste des schémas.....	xvi
Liste des graphiques.....	xvii
Liste des sigles et acronymes.....	xviii
Résumé.....	xx
Introduction générale.....	1
Chapitre I.- Revue de littérature, cadre conceptuel et théorique, cadre méthodologique.....	8
Introduction.....	8
1.1.- Revue de littérature.....	9
1.1.1.- La thématique du tourisme diasporique à travers le monde.....	9
1.1.2.- La problématique du tourisme diasporique en Haïti.....	10
1.1.2.1.- Les travaux portant sur le tourisme.....	10
1.1.2.2.- Les travaux portant sur la thématique « <i>diaspora</i> ».....	12
1.1.2.3.- La problématique du tourisme diasporique.....	13
1.2.- Cadre conceptuel et théorique.....	14
1.2.1.- Qu'est-ce que le tourisme ?.....	14
1.2.1.1.- Définitions officielles.....	14
1.2.1.2.- Pour les chercheurs.....	21

1.2.2.- La diaspora : problématique de définition.....	24
1.2.2.1.- De la religion aux sciences sociales : un parcours de plusieurs millénaires.....	24
1.2.2.2.- Revisiter la définition de la diaspora : un point de vue haïtien	28
1.2.2.3.- Une hiérarchisation de la diaspora.....	31
1.2.3.- Tourisme de la diaspora ou tourisme diasporique : définition et enjeux.....	34
1.2.3.1.- Définition du tourisme de diaspora	35
1.2.3.2.- Les enjeux du tourisme de diaspora	39
1.2.4.- Le concept du risque dans le tourisme.....	41
1.2.4.1.- Risque : origines du concept et définition	42
1.2.4.1.1.- Les origines du concept	42
1.2.4.1.2.- Définition du risque	43
1.2.4.1.3.- Risque, catastrophe et crise : quelle relation ?.....	49
1.2.4.2.- Risques politique et tourisme	53
1.2.4.2.1.- La notion de risque politique	53
1.2.4.2.2.- Risques politiques et tourisme.....	56
1.2.4.2.3.- La destination haïtienne et les risques politiques	61
1.3.- Cadre méthodologique.....	65
1.3.1.- Rencontre avec le sujet.....	65
1.3.2.- Justification des choix méthodologiques.....	65
1.3.2.1.- La méthode qualitative	66
1.3.2.2.- Le choix de l'approche de l'étude de cas	66
1.3.3.- Collecte de données.....	67
1.3.3.1.- Recherche documentaire.....	68
1.3.3.2.- Recherche de terrain	69

1.3.3.2.1.- L'observation.....	69
1.3.3.2.2.- Les entretiens.....	70
1.3.3.2.2.- Les enquêtes	71
1.3.4.- Traitement des données	71
1.3.5.- Les difficultés rencontrées.....	71
Conclusion	73
Chapitre II.- Le tourisme en Haïti : contexte d'évolution et caractéristiques.....	75
Introduction.....	75
2.1.- Le contexte sociopolitique haïtien : une évolution en dents de scie.....	77
2.1.1.- De la situation générale d'Haïti : de l'indépendance à aujourd'hui	77
2.1.1.1.- De l'indépendance à l'occupation américaine (1804-1934) : échec de la construction politique et économique d'Haïti.....	78
2.1.1.2.- De la fin de l'occupation américaine à la chute de Duvalier (1934-1986) : un renforcement de l'État ?.....	82
2.1.1.3.- De l'institution de la démocratie à la catastrophe du 12 janvier 2010 : quel changement réel opéré ?.....	86
2.1.1.4.- Une crise qui perdure.....	91
2.1.2.- « The rise and fall » : l'histoire du tourisme en Haïti.....	95
2.1.2.1.- L'Entre-deux-guerres : les prémices de l'activité touristique en Haïti.....	95
2.1.2.2.- L'après-guerre et l'apogée du tourisme en Haïti	100
2.1.2.3.- À partir des années 1990, une évolution en dents de scie	106
2.2.- Des équipements et des ressources touristiques en Haïti	110
2.2.1.- Des aménagements, infrastructures et équipements non compétitifs	110
2.2.1.1.- L'accessibilité par les airs, par la mer et par la terre	111
2.2.1.2.- De la faiblesse des infrastructures de loisirs.....	119

2.2.2.- Des ressources de grande importance, mais peu valorisées	122
2.2.2.1.- Un patrimoine historique d'une grande valeur	122
2.2.2.2.- Un patrimoine culturel vivant.....	125
2.2.2.3.- Une tropicalité omniprésente.....	129
2.3.- Haïti, une destination en crise : échec des politiques publiques et résilience	131
2.3.1.- Échec des politiques publiques en tourisme et clientèle atypique.....	131
2.3.1.1.- L'échec des politiques touristiques : une conséquence structurelle	132
2.3.1.2.- Une clientèle atypique	135
2.3.1.3.- Les croisiéristes : une clientèle non négligeable, mais invisible	140
2.3.2.- La destination haïtienne et ses faiblesses	142
2.3.2.1.- Un tourisme local peu développé	142
2.3.2.2.- Un approvisionnement (en biens et services) extraverti.....	144
2.3.2.3.- Une destination dispendieuse	146
Conclusion	150
Chapitre III.- La diaspora haïtienne : caractéristiques et enjeux touristiques.....	152
Introduction.....	152
3.1.- Identification de la diaspora haïtienne.....	153
3.1.1.- Processus de formation.....	153
3.1.1.1.- Occupation américaine ou le début de la formation de la diaspora haïtienne ..	155
3.1.1.2.- Dictature des Duvalier	158
3.1.1.3.- Coup d'État et répression militaire des années 1990.....	159
3.1.1.4.- Le contexte post-séisme.....	161
3.1.2.- La diaspora haïtienne : répartition, situation économique et sociale.....	165
3.1.2.1.- Répartition	165

3.1.2.2.- Situation économique et sociale	171
3.2.- L'attachement de la diaspora au pays d'origine	174
3.2.1.- Engagement financier, culturel et supports divers.....	175
3.2.1.1.- Le poids financier de la diaspora.....	175
3.2.1.2.- L'attachement culturel.....	180
3.2.2.- La diaspora, acteur majeur du tourisme en Haïti.....	185
3.2.2.1.- Investissements et promotion	186
3.2.2.2.- Une clientèle spéciale	190
Conclusion	192
Chapitre IV.- Les enseignements tirés de la région Nord.....	195
Introduction.....	195
4.1.- Présentation du terrain d'étude	195
4.1.1.- Les caractéristiques physiques.....	196
4.1.2.- Économie et infrastructures	202
4.1.2.1.- Économie et infrastructures routières	203
4.1.2.2.- Infrastructures touristiques et assimilées	206
4.1.3.- Passé touristique	211
4.2.- Le poids de la diaspora dans le secteur touristique	216
4.2.1.- La diaspora comme investisseurs dans le secteur touristique.....	216
4.2.1.1.- Domaine de l'hôtellerie et de la restauration.....	216
4.2.1.2.- De l'organisation de voyages et d'événements	234
4.2.2.- La diaspora comme clients	252
4.2.2.1.- Les festivités champêtres.....	253
4.2.2.2.- La reprise des activités post covid-19.....	259

4.2.2.3.- Visite des sites touristiques dont le PNH-CSSR	263
Conclusion	266
Chapitre V.- Haïti : le tourisme face à l'accentuation du chaos	267
Introduction.....	267
5.1.- Les manifestations du chaos en Haïti	267
5.1.1.- Présentation du chaos haïtien	268
5.1.1.1.- Essai sur l'origine contemporaine du chaos en Haïti	268
5.1.1.2.- La balkanisation du territoire haïtien : tentative de cartographier le gangstérisme en Haïti.....	271
5.1.2.- La population face aux gangs	278
5.1.2.1.- Le mode opératoire des gangs	279
5.1.2.3.- Gangstérisation et liberté de circulation	286
5.2.- Les impacts de la crise actuelle sur la destination	290
5.2.1.- Les impacts sur les acteurs du secteur	290
5.2.1.1.- Perte de l'attractivité du territoire.....	290
5.2.1.2.- Perturbation des activités culturelles et artistiques.....	295
5.2.2.- La perception de la diaspora sur la destination face à la crise.....	298
5.2.2.1.- Présentation de l'enquête et du profil des enquêtés.....	299
5.2.2.2.- Les impacts de la crise sur la perception de la diaspora de la destination haïtienne	300
5.2.2.2.1.- La République dominicaine semble ne pas être sur le point d'être la grande bénéficiaire.....	300
5.2.2.2.2.- La Nord en position favorable des intentions.....	303
Conclusion	305
Conclusion générale.....	307

Bibliographie.....	312
Annexes.....	Error! Bookmark not defined.
Annexe 1.- Présentation du niveau de risque de la destination haïtienne par le gouvernement canadien	a
Annexe 2.- Formulaire distribué par des gangs aux chauffeurs.....	i
Annexe 3.- Quelques outils de collecte.....	j

Liste des cartes

Carte 1.- Matérialisation de l'aléa sismique à travers l'image de la faille Enriquillo traversant la presqu'île du Sud et la baie de Port-au-Prince.....	48
Carte 2.- Haïti dans son contexte régional	76
Carte 3.- L'un des premiers circuits touristiques de la destination haïtienne au milieu du XXe siècle	98
Carte 4.- Les aéroports d'Haïti et le port de croisière de Labadee	115
Carte 5.- Les grandes vagues migratoires de la diaspora haïtienne	154
Carte 6.- Localisation de la région Nord.....	196
Carte 7.- Les caractéristiques physiques de la région Nord.....	198
Carte 8.- Localisation du PNH-CSSR et du PN3B.....	199
Carte 9.- Carte du réseau routier de la région Nord.....	206
Carte 10.- Organisation spatiale des établissements touristiques dans la région.....	209
Carte 11.- Distribution spatiale des six établissements considérés.....	219
Carte 12.- Un exemple de circuit organisé par Destination Hispaniola.....	242
Carte 13.- Localisation de la commune de Dondon.....	243
Carte 14.- Multiplication des gangs dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.....	275
Carte 15.- Incidents liés aux gangs en Haïti	277
Carte 16.- Un exemple de l'impact de la gangstérisation sur la liberté de circulation	289

Liste des images

Image 1.- Publication d'un internaute haïtien sur la signification de la diaspora.....	30
Image 2.- Publication d'un internaute haïtien évoquant l'idée de hiérarchisation de la diaspora	32
Image 3.- Illustration de la dimension sociale du risque sismique en Haïti dans le contexte de la catastrophe du 12 janvier 2010	49
Image 4.- Conseils aux voyageurs émis par le gouvernement canadien.....	62
Image 5.- Un citoyen exigeant des comptes à l'État.....	64
Image 6.- Des membres de la diaspora en visite dans le Nord en mai 2021	70
Image 7.- Un timbre illustrant les dégâts du cyclone Hazel	85
Image 8.- Des victimes d'un ouragan en Haïti	91
Image 9.- Policiers haïtiens lors d'un mouvement de protestation.....	93
Image 10.- Illustration et photos sur l'Exposition internationale du bicentenaire	101
Image 11.- Vue de l'Hôtel Oloffson	104
Image 12.- Le quai touristique de Jacmel	116
Image 13.- Arrêt de la circulation sur la Nationale #1	118
Image 14.- Pétroglyphe à Sainte-Suzanne	123
Image 15.- Photo du bassin Lovana à Quartier-Morin dans le Nord	126
Image 16.- Rara à Léogâne et champêtre à Limonade.....	129
Image 17.- Débarcadère et tronçon de route non achevé de la « route du tourisme »	135
Image 18.- Des Haïtiens à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince en route vers le Chili	164
Image 19.- Migrants sous le pont du Texas (aux États-Unis, près de la frontière mexicaine) en septembre 2021	168
Image 20.- Columbus Beach Resort au Môle Saint-Nicolas	187
Image 21.- Deux espèces de poisson endémiques à la région	202
Image 22.- Publicité en faveur de l'établissement Hostellerie du Roi Christophe	214
Image 23.- La Belle Maison.....	221
Image 24.- Centre culturel Lakou Lakay	222
Image 25.- Le Marien Hotel and Resort	227
Image 26.- Trinity Brothers	228

Image 27.- Fort-Royal.....	232
Image 28.- Bravo Maison	234
Image 29.- Logo de l'entreprise Destination Hispaniola	235
Image 30.- Capture d'écran de la publicité du prochain tour de Belle Vue Tours en Haïti	240
Image 31.- Adresse de l'ODID à Brooklyn	245
Image 32.- Une affiche du Festival des grottes du Dondon.....	247
Image 33.- La seconde édition du Dîner en blanc au Cap-Haïtien	252
Image 34.- Scènes d'activités champêtres	254
Image 35.- Un Orchestre et une bande de Rara	256
Image 36.- Visiteurs au PNH-CSSR un Jeudi saint.....	264
Image 37.- Des membres du gang « 400 Mawozo ».....	278
Image 38.- Le titre d'un périodique haïtien sur l'enlèvement de la religieuse : Sœur Dachoune Sévère.....	282
Image 39.- La destination Haïti n'est plus accessible sur les sites de ventes de billet	292
Image 40.- Port-Morgan : Images d'un lieu abandonné	294
Image 41.- Un pan du Sumfest sur la Côte des Arcadins	297

Liste des tableaux

Tableau 1.- Types de risques et leur niveau de perception	58
Tableau 2.- Évolution des grands paquebots visitant Port-au-Prince entre 1933 et 1938	96
Tableau 3.- La part des continents dans la croissance touristique en 2018	Error! Bookmark not defined.
Tableau 4.- Présentation des deux principaux aéroports du pays	113
Tableau 5.- Répartition des structures d'accueil selon leur classement par le MTIC.....	121
Tableau 6.- Nombre de croisiéristes reçus dans la région Nord entre 2002 et 2017	141
Tableau 7.- Budget quotidien pour un couple de touristes à Port-au-Prince et à Punta Cana pour un séjour de deux semaines.....	147
Tableau 8.- Flux migratoires des Haïtiens vers le Cuba (1915-1929)	157
Tableau 9.- Les dix premières provenances des transferts reçus par Haïti de 2018 à 2020	177
Tableau 10.- Programmation du groupe KLASS aux États-Unis en octobre et décembre 2021	182
Tableau 11.- Éléments de la biodiversité du PNH-CSSR.....	200
Tableau 12.- Quelques festivités champêtres dans la région Nord.....	258

Liste des schémas

Schéma 1.- Relation entre le tourisme et le tourisme de diaspora	39
Schéma 2.- Synthèse de la relation entre le tourisme et les risques politiques.....	60
Schéma 3.- Représentation graphique du cadre méthodologique.....	68
Schéma 5.- Essai de schématisation de la clientèle atypique.....	139
Schéma 6.- Synthèse de la problématique des faiblesses de la destination haïtienne.....	149
Schéma 7.- Représentation de l'attachement de la diaspora à Haïti	194

Liste des graphiques

Graphique 2.- Évolution en dents de scie des flux touristiques d'Haïti de 1984 à 2010	108
Graphique 3.- Graphique de répartition de la diaspora haïtienne par continent/sous-continent.	170
Graphique 4.- Les cinq premières provenances de fonds de la diaspora pendant la période 2018-2020.....	179
Graphique 5.- Les établissements touristiques dans la région Nord.....	208
Graphique 6.- Mobiles des voyages de la diaspora en Haïti.....	303

Liste des sigles et acronymes

AFP : Agence France-Press

ANAP : Agence Nationale des Aires Protégées

BRH : Banque de la République d'Haïti

CARDH : Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme

CECI : Centre d'études et de coopération internationale

CNUCED : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

CODEVI : Compagnie de Développement Industriel

COHATA : Compagnie Haïtienne de Transports Aériens

DATDRL : Direction de l'Aménagement du Territoire et du Développement local et régional

DCTD (ONU) : Département de la Coopération Technique pour le Développement

EHESS : École des hautes études en sciences sociales

IDB : Inter-American Development Bank

IDH : Indice de développement humain

IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

INRouTe : International Network on Regional Economics, Mobility and Tourism

ISERSS : Institut Supérieur d'Études et de Recherches en Sciences Sociales

MARNDR : Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

MICT : Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

MIT : Massachusetts Institute of Technology

MTIC : Ministère du Tourisme et des Industries Créatives

MPCE : Ministère de la Planification et de la Coopération Externe

MTPTC : Ministère des Travaux Publics Transports et Communications

ODID : Organisation pour le Développement Intégral du Dondon

OECE : Organisation européenne de coopération économique

OGDNH : Organisation de Gestion de la Destination Nord d'Haïti

OMT : Organisation mondiale du tourisme

ONG : Organismes non gouvernementaux

PAST : Préservation du Patrimoine et Appui au Secteur Touristique

PHTK : Parti Haïtien Tèt Kale

PIB : Produit intérieur brut

PIC : Parc Industriel de Caracol

PN3B : Parc National des 3 Baies

PNH-CSSR : Parc National Historique : Citadelle, Sans-Souci, Ramiers

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité de pouvoir d'achat

SOLANO : Société Labadie Nord

TNC : The Nature Conservancy

UEH : Université d'État d'Haïti

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UNAT : Union nationale des associations de tourisme et de plein air

UNWTO : World Tourism Organization (Organisation mondiale du tourisme)

Résumé

Français

Résumé

Bénéficiant de la proximité avec les riches foyers pourvoyeurs de touristes nord-américains, la République d'Haïti était devenue une destination touristique très prisée durant les années 1960-1970. Cette popularité va vite disparaître au point d'effacer la destination de la carte du tourisme international en dépit de quelques soubresauts ponctuels.

Malgré tout, sur le plan interne, le secteur touristique en Haïti continue d'exister et de fonctionner. Cette résistance aux chocs est possible grâce à l'entrée en scène de nouveaux acteurs favorisant de nouveaux investissements et constituant de nouveaux flux de visiteurs : la communauté diasporique haïtienne est l'élément essentiel de cette dynamique.

L'objectif de cette recherche est d'analyser la participation de la diaspora haïtienne dans le maintien du secteur touristique haïtien dans le contexte de la crise que connaît le pays depuis le départ de Jean Claude Duvalier en 1986.

Pour prendre la mesure de cette dynamique et des nouveaux enjeux, nous avons choisi de mettre l'accent sur la région Nord comme terrain d'étude. Les données recueillies nous permettent de conclure que la diaspora, à travers ses liens privilégiés avec le pays (placements financiers, visites à des proches et séjours touristiques), constitue le socle du secteur touristique haïtien aujourd'hui. Toutefois, il n'en est pas le seul acteur important. Les ONG, les missions militaires, la population locale participent également à maintenir le secteur en vie.

Par ailleurs, il est aussi démontré que l'attachement de la diaspora n'est pas immuable. Si la crise persiste avec cette acuité, cette communauté témoigne de signes de désengagement au profit de la destination voisine, la République dominicaine.

Mots clés : tourisme, diaspora, tourisme de diaspora, crise, risque politique, région Nord, Haïti.

English

Abstract

Benefiting from the proximity to the rich North American tourist provider centers, the Republic of Haiti had become a very popular tourist destination during the 1960s and 1970s. This popularity will quickly disappear to the point of erasing the destination from the international tourism map despite some occasional upsets.

Despite everything, on the domestic front, the tourism sector in Haiti continues to exist and function. This resilience to shocks is made possible by the arrival on the 1970s. This popularity will quickly disappear to the point of being erased for a while, and from time to time, on the international tourist map scene of new players encouraging new investments and constituting new visitor flows: the Haitian diaspora community is the essential element.

The aim of this research is to analyze the participation of the Haitian diaspora in maintaining the Haitian tourism sector in the context of the crisis that the country has been experiencing since the departure of Jean-Claude Duvalier in 1986.

To take stock of this dynamic and the new challenges, we have chosen to focus on the Northern region as a field of study. The data collected allow us to conclude that the diaspora, through its privileged links with the country (financial investments, visits to relatives and tourist stays), constitutes the foundation of the Haitian tourism sector today. However, he is not the only important player. NGOs, military missions, the local population are also involved in keeping the sector alive.

Moreover, it is also demonstrated that the attachment of the diaspora is not immutable. If the crisis persists with this acuity, this community testifies to signs of disengagement in favor of the neighboring destination, the Dominican Republic.

Key words: Tourism, Diaspora, Diaspora tourism, Crisis, Political risk, Northern region, Haiti.

Kreyòl ayisyen

Rezime

Gras a pwoksimite jewografik li genyen ak gran peyi nan Amerikdinò ki bay anpil touris yo, Ayiti te tounen yon destinasyon touristik anpil moun te renmen, ozanviwon lane 1960-1970 yo. Popilarite sa pa pran tan pou li te disparèt. Peyi a menm rive disparèt sou kat touristik entènasyonal la, menmsi li fè ti parèt tèt li detanzantan.

Malgre tout bagay sa yo, touris la pa janm disparèt anndan peyi a, li kontinye ap fonksyone. Kapasite rezistans sa a posib gras ak kèk nouvo aktè. Aktè sa yo non sèlman pote investisman, men yo vin vizite peyi a tou. Dyaspora se baz fondamantal mouvman sa a.

Objektif rechèch sa a, se analize patisipasyon dyaspora nan kenbe touris la vivan nan peyi a, nan sitiasyon kriz ki ap trakase peyi a depi 1986, aprè Jean-Claude Duvalier fin kite pouvwa.

Pou nou mezire dinamik sa e gade sa li trennen ak li, nou chwazi mete aksan sou rejyon Nò a kòm tèren etid nou. Done nou kolekte yo pèmèt nou konkli ke, gras ak kontak dyaspora kenbe ak peyi a (investisman, vizit fanmi ak zanmi, sejou touristik li reyalize nan peyi a), li se potomitan sektè touris la nan peyi a jodi a. Men tou, genyen ONG yo, misyon militè yo, popilasyon lokal la ki patisipe nan kenbe sektè a vivan.

Pi lwen, travay la montre tou ke atachman dyaspora pa le pou tout tan. Si kriz la rete rèd konsa, kominote dyaspora montre li kòmanse fatige, yo prefere ale Repiblik Dominikèn.

Mo ki pi enpòtan yo : touris, dyaspora, touris dyaspora, kriz, risk politik, rejyon Nò, Ayiti.

Introduction générale

Phénomène majeur des sociétés contemporaines, le tourisme constitue aujourd'hui « *l'une des mutations économiques les plus marquantes du XX^e siècle* » (Wieckowski, 2021). En 2018, le secrétaire général de l'OMT avait concédé que le tourisme est l'« *un des moteurs les plus puissants de la croissance et du développement mondial* » (UNWTO, 2019).

En 2019, ce secteur représentait 10,3 % du PIB mondial et valait 9 600 milliards de dollars américains (WTTC, s. d.). Pour certains pays en développement, le tourisme assure une part essentielle du PIB. Il constitue la première source de devises étrangères pour près de 94 % des 49 pays les moins avancés. Il participe ainsi au renforcement de la croissance économique de certains d'entre eux à l'instar de la République dominicaine, des Maldives de la Tunisie et de l'Égypte (Condès, 2004). Le tourisme confirme sa place même dans l'économie des pays développés. C'est l'exemple de l'Espagne où il représentait, au début des années 2000, la valeur de 11,4 % du PIB total. Sur le plan commercial, sa contribution à l'exportation est considérable. À titre d'exemple, elle était de 28,9 % pour l'Espagne ou 18,5 pour la Nouvelle-Zélande pendant la même période (Condès, 2004).

Cette activité met en mouvement une multitude d'acteurs dont l'État, des multinationales, des entreprises locales ou nationales, les populations locales et aussi la communauté diasporique. Aujourd'hui, certaines destinations, essentiellement des pays en développement, bénéficient de plus en plus des apports des membres de la diaspora. Avec la logique du retour aux racines (aux sources), du « *Visiting Friends and Relatives (VFR)* »¹, ces derniers deviennent des acteurs très importants du secteur. Ils participent à son maintien et à son développement par le renforcement des flux de visiteurs et également à travers leurs investissements (Backer & Morrison, 2017 ; Boyne et al., 2002 ; Huang et al., 2017).

¹ Visite des amis et des parents

La situation observée en Haïti s'inscrit dans cette dynamique. Au niveau de la société haïtienne, les circonstances faisant référence à la diaspora comme un acteur important du tourisme sont nombreuses. Par exemple, depuis l'année 2011, devant la rareté des investissements directs étrangers, l'État haïtien fait de la diaspora une cible prioritaire (Séraphin & Paul, 2016). Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti de 2012 identifie cette communauté non seulement comme un acteur majeur du tourisme, mais aussi, comme un acteur de développement dans son sens large (Gouvernement de la République d'Haïti : MPCE, 2012).

Par ailleurs, les multiples prises de parole et les actions des titulaires du MTIC corroborent cette volonté. Par exemple, le 16 avril 2012, la ministre du Tourisme, Stéphanie Balmir Villedrouin, dans son discours d'ouverture de la semaine de la diaspora, a exposé clairement la politique de son ministère par rapport à cette communauté. Elle soulignait que « *les compatriotes de l'Étranger sont la première cible de clientèle du ministère du Tourisme* »². Le 19 janvier 2018, en visite à Miami, la ministre du Tourisme, Colombe Emilie Jessie Menos, a rencontré les membres de la communauté haïtienne pour discuter des possibilités d'investissement dans le tourisme en Haïti³. À l'occasion du lancement de la journée nationale de la diaspora en Haïti, le 20 avril 2023, à la conférence d'ouverture du 19 avril, la ministre du Tourisme Luz Kurta Cassandra François a plaidé pour l'intégration de la diaspora dans les questions touristiques du pays⁴. Ce sont des éléments parmi d'autres qui prouvent que les gouvernements accordent une place importante à la diaspora comme acteur du tourisme.

En effet, avec ses paysages diversifiés, ses rivages et son patrimoine, la République d'Haïti est un pays possédant un grand potentiel touristique. La géographie du pays se caractérise par un relief très accidenté où plus de 60 % du territoire présentent des pentes supérieures à 20 %. Son littoral s'étend sur un linéaire côtier d'environ 1 500 kilomètres enrichi de cinq îles adjacentes mesurant

² <https://www.haitilibre.com/article-5419-haiti-tourisme-discours-de-stephanie-balmir-villedrouin-a-la-diaspora.html> (consulté le 22 juin 2023)

³ <https://www.haitilibre.com/article-23355-haiti-tourisme-la-ministre-menos-rencontre-la-diaspora-a-miami.html> (consulté le 19 mai 2023)

⁴ <https://www.hpinfo.com/post/le-minist%C3%A8re-du-tourisme-impliqu%C3%A9-dans-l-organisation-de-la-journ%C3%A9e-nationale-de-la-diaspora-jnd2023> (consulté le 19 mai 2023)

environ 950 km² (Alexis, 2008)⁵. Cela est complété par un patrimoine matériel et immatériel de grande importance. C'est l'exemple de la ville du Cap-Haïtien qui présente « *un cachet assez semblable à celui du Vieux-Carré de La Nouvelle-Orléans avec ses maisons à galeries, ses places ornées de fontaines dont certaines portent encore la couronne royale et ses rues tracées au carré dont les noms rappellent l'Ancien Régime* »⁶. Il y a également des vestiges d'habitations coloniales, des pratiques culinaires intéressantes, des manifestations culturelles attrayantes à l'instar des fêtes champêtres et des danses traditionnelles, comme la contredanse. Fort de ce potentiel, le pays s'est officiellement lancé dans l'industrie touristique à partir de la deuxième moitié du XXe siècle.

Le démarrage du secteur touristique d'Haïti n'est pas un fait isolé, hors contexte. Il coïncide avec le développement du tourisme dans tout l'espace caribéen à partir de la deuxième moitié du XXe siècle. Ainsi, le tourisme s'est structuré et s'est progressivement imposé comme une activité majeure dans les économies caribéennes à la faveur de deux principaux facteurs. Premièrement, le développement de l'aviation civile après la Deuxième Guerre mondiale. Deuxièmement, la proximité avec les riches foyers urbains et industriels nord-américains où résident les touristes potentiels majeurs (Dehoorne, 2006).

Sur le plan national, le pays a profité des festivités du bicentenaire de la création de la ville de Port-au-Prince, « l'Exposition Universelle de 1949 », pour se présenter officiellement au monde comme destination touristique. C'était l'occasion pour diverses grandes personnalités de visiter le pays (Dulience et al., 2021).

Durant les années 1950-1960, Haïti était une destination touristique très connue dans la région et ses flux touristiques ne cessaient d'augmenter année après année. À preuve, de 1951 à 1956, soit en cinq ans, le nombre de touristes fréquentant le pays a été multiplié par 6, passant de 10 788 en 1951 à 67 700 en 1956 (Dupont, 2009). Cette performance se prolonge jusqu'en 1975. Au cours des années 1960 et 1970, Haïti figurait parmi les destinations les plus prisées de la Caraïbe. Le

⁵ À titre de comparaison, la République Dominicaine, sa voisine immédiate, détient presque le même périmètre de côte, soit 1600 km de plage.

⁶ <http://www.ipimh.org/nouvelle.php?id=31> (consulté le 17 mai 2023)

secteur touristique soutenait quelque 10 000 emplois et représentait près de 3,5 % du PIB de l'époque. En ce qui concerne les recettes générées, elles étaient évaluées à environ 50 millions de dollars⁷, soit 20 % des exportations du pays (Alexis, 2008).

Malheureusement, cette croissance n'a pas duré. À partir des années 1980, Haïti n'a pas su tirer parti de ce secteur. Les structures d'accueil deviennent de plus en plus inadaptées. Les investissements dans le secteur se font rares, alors que d'autres pays de la région se modernisent et s'adaptent aux nouvelles exigences de cette industrie. Sur le plan de la perception, la publicité mensongère faisant passer les Haïtiens comme l'un des agents de la propagation du SIDA a vite fait du pays un paria sur le plan touristique (Farmer, 2009 ; J. Francisque, 2020a). À cela, il faut ajouter les nombreuses crises politiques et sociales (permanentes) qui font considérer le pays, de jour en jour, comme une destination à risque ou « *de crise* ».

En effet, après les mouvements populaires ayant poussé le dictateur Jean-Claude Duvalier à l'exil, l'instabilité s'installe dans le pays. Les gouvernements se succèdent à un rythme rapide, les élections se font rares, l'insécurité gagne du terrain, les investissements sont quasi inexistantes et les visiteurs étrangers et internationaux fuient.

La période 1987 à 2004 est très significative. En moins de deux décennies, le pays a perdu plus de la moitié de ses visiteurs. De 239 200 en 1987, les flux touristiques sont passés à 108 868 en 2004. Cette réduction se fait accompagner d'une chute des recettes touristiques par rapport au PIB et aux exportations totales. En 2009, les recettes touristiques valaient 1,5 % du PIB du pays et 10 % des exportations totales (Dupont, 2009). À se rappeler qu'au cours de la période 1960-1970, les recettes touristiques correspondaient à 20 % des exportations totales du pays (Alexis, 2008).

Malgré une légère augmentation de la fréquentation touristique d'Haïti durant ces dernières années, le pays demeure une destination touristique de très peu d'importance en comparaison à d'autres destinations de la région. En 2015, Haïti était classée 133^e rang mondial sur 141 dans le

⁷ Dans le cadre de cette étude, la mention de dollar fait référence systématiquement au dollar américain.

rapport sur la compétitivité et le tourisme et elle s'était trouvée en dernière position dans la Caraïbe, malgré sa progression par rapport à 2012⁸.

Problématique

Le tourisme est un secteur fragile qui ne rime pas avec l'instabilité. Il aime l'innovation et de nouveaux investissements. Face à la crise permanente multidimensionnelle que connaît le pays depuis près de quatre décennies, le secteur touristique dépérit. Comme le dit Séraphin et Paul, il n'est même pas aisé aujourd'hui d'associer l'industrie touristique à la destination haïtienne (Séraphin & Paul, 2016). Malgré tout, le secteur (ou ce qui en reste) s'adapte. Il a même reçu certains investissements. Ce fut le cas par exemple des années 2010, dans le contexte de l'après-séisme, où plusieurs établissements touristiques avaient été implantés au pays⁹.

En fait, contre toute attente, le secteur touristique en Haïti résiste. Au lieu de disparaître, il s'adapte. Dans le contexte de la disparition de la clientèle étrangère et de la faiblesse des investissements directs étrangers, la diaspora haïtienne semble être le principal artisan de cette adaptation. D'où notre question principale : Quel rôle joue la diaspora dans le maintien du secteur touristique haïtien dans le contexte de la crise multidimensionnelle à laquelle le pays fait face depuis environ quatre décennies ?

De cette question découlent trois questions spécifiques :

- 1) Quelles sont les caractéristiques du secteur touristique haïtien ?
- 2) Quelle est la participation de la diaspora dans le maintien du tourisme en Haïti, essentiellement à partir de 2019 avec le mouvement « pays lock » (quelles sont les activités touristiques menées par la diaspora en Haïti) ?
- 3) Malgré l'aggravation de la crise, le secteur touristique pourra-t-il toujours compter sur la diaspora ? En d'autres termes, par rapport à l'aggravation de la crise en Haïti ces dernières années, l'attachement de la diaspora a-t-il des limites ?

⁸ Carl-Henry Cadet, Tourisme : Haïti classée 133e sur 141 pays in Le Nouvelliste

URL : <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/144554/Tourisme-Haiti-classee-133e-sur-141-pays>

(publié le 7 mai 2015 et consulté le 30 janvier 2016 à 15 h 40)

⁹ Toutefois, il faut dire que, si quelques-uns ont cessé leurs activités quelques années après, d'autres sont encore fonctionnels jusqu'à aujourd'hui.

Hypothèse

Principale

Avec le départ de la clientèle internationale, qui était constituée majoritairement de Nord-Américains, le tourisme haïtien devrait disparaître, si ce n'était pas l'entrée en action de la diaspora à partir de la chute de Duvalier en 1986. En d'autres termes, la diaspora haïtienne représente le socle sur lequel le secteur touristique haïtien s'est construit depuis près de quatre décennies.

Secondaires

- 1) Le tourisme en Haïti est un tourisme de crise qui se développe dans un environnement à risque.
- 2) La diaspora haïtienne représente un acteur majeur du tourisme en Haïti. Ses membres agissent à la fois comme investisseurs et comme visiteurs.
- 3) Malgré son attachement à la destination haïtienne affiché depuis les années 1986, la diaspora haïtienne peut fuir complètement la destination, dans le cas où cette situation de crise persisterait et s'aggraverait.

Objectif de la recherche

L'objectif général de cette recherche est d'analyser la participation de la diaspora haïtienne dans le maintien (en vie) du secteur touristique haïtien dans le contexte de la crise que connaît le pays depuis le départ de Jean Claude Duvalier en 1986.

Les objectifs secondaires sont déclinés en trois éléments. Il s'agit de

- 1) Présenter ou caractériser le secteur touristique haïtien ;
- 2) Questionner les relations entre la diaspora et le tourisme en Haïti ;
- 3) Réfléchir sur les enjeux de l'instabilité sur la survie du secteur touristique haïtien.

Organisation du travail

Ce travail est organisé en cinq chapitres. Le premier établit la revue de littérature, les cadres conceptuel, théorique et méthodologique. Le deuxième dresse le contexte d'évolution ainsi que les caractéristiques du secteur touristique haïtien. Au troisième chapitre, le lecteur aura la possibilité de découvrir la diaspora haïtienne à travers son histoire, sa répartition ainsi que ses relations avec

le pays (Haïti). Le quatrième chapitre traite des enseignements tirés de la région Nord par rapport à l'implication des membres de la diaspora dans le maintien du secteur touristique en Haïti. Au dernier chapitre, nous abordons la réalité (politique, économique et sociale) du pays dans le contexte de l'aggravation de la crise multidimensionnelle à laquelle il fait face. L'objectif de ce chapitre est de réfléchir sur les impacts possibles de l'aggravation de la crise sur l'attachement de la diaspora à la destination. Il veut répondre à la question concernant les limites de l'attachement de la diaspora.

Chapitre I. — Revue de littérature, cadre conceptuel et théorique, cadre méthodologique

Introduction

Le fait touristique s'impose indéniablement. Qui n'a jamais entendu parler du tourisme, quelle que soit la langue parlée ? Le tourisme imprègne toutes les sociétés, toutes les communautés. Peu importe le continent, il est aujourd'hui rare qu'une communauté ignore l'existence de ce phénomène. Mais, ce qui pose un problème c'est la maîtrise de son contour, de sa définition et de son contenu. Sa définition est source d'intenses débats entre les chercheurs de différentes disciplines, sans arriver à s'accorder sur sa définition. Elle varie selon qu'elle provient de la géographie, de l'économie, de l'anthropologie, de la sociologie ou de la science politique (Clergeau & Peypoch, 2019). Si le débat entre les différentes disciplines ne permet pas de cerner son contour, la différence de vision entre chercheurs et politiques renforce encore les difficultés.

Aussi, depuis quelques années, devant la concurrence internationale, certaines destinations des pays en développement, dont celle de la Caraïbe, se tournent vers une clientèle beaucoup plus facilement accessible vu les liens préalablement tissés. Cette clientèle est constituée de la diaspora et de ses proches¹⁰ (Basu, 2004b ; Goreau-Ponceaud, 2010). Une approche qui permet d'aborder le développement touristique sous un autre angle.

Dans ce chapitre, nous voulons asseoir le cadre méthodologique ainsi que les principaux éléments théoriques et conceptuels liés aux deux principaux termes de notre recherche : le tourisme et la diaspora. Après avoir dressé la revue de littérature sur la thématique du tourisme diasporique à la première section, la deuxième section aborde la définition des notions de tourisme, de diaspora et de tourisme de diaspora. Elle aborde également les concepts de risque et de risques politiques tout en essayant d'établir le rapport entre risques politiques et tourisme. Enfin, la troisième section établit le cadre méthodologique.

¹⁰ <https://www.idrc.ca/fr/recherche-en-action/des-visages-connus-de-letranger-le-tourisme-de-la-diaspora-dans-les-caraibes> (consulté le 1e avril 2023)

1.1.— Revue de littérature

La thématique du tourisme diasporique est de plus en plus étudiée par des spécialistes issus de divers champs de recherche à partir des années 1990. La décennie d'après sera plus prolifique que celle d'avant, avec des numéros thématiques qui lui seront (totalement ou en grande partie) consacrés.

À ce paragraphe, nous n'avons nullement l'intention de répertorier tous les travaux réalisés dans le domaine du tourisme en rapport avec la diaspora. Nous nous contentons de situer l'état de la recherche sur le tourisme diasporique, pour en donner une idée aux lecteurs.

1.1.1. — La thématique du tourisme diasporique à travers le monde

La recherche concernant le tourisme de la diaspora est relativement récente. Il existe de plus en plus d'études portant sur le transnationalisme et les diasporas. Mais, le tourisme de la diaspora est une thématique peu explorée. Il faut attendre l'année 1990 pour voir paraître la première étude sur le tourisme de diaspora par Jackson (1990), même si l'expression tourisme de diaspora n'a pas été explicitement utilisée. Dans cette étude, Jackson a analysé les voyages effectués entre certains États développés et d'autres États moins développés, par exemple des ex-colonies, dont le mobile est de rendre visite à des amis et des parents. Pour lui, ce pan du secteur qui était déjà très important depuis les années 1980 était, malheureusement, sous-évalué et sous-estimé (Roberts, 2012).

Par la suite, à partir des années 2000, d'autres chercheurs seront intéressés à cette nouvelle thématique. Nous pouvons citer Steven *et al.* qui ont écrit en 2002 « *Reconceptualising VFR Tourism* » (Boyne et al., 2002). Il y a aussi Butler qui, en 2003, dans son article intitulé « *Relationships between Tourism and Diasporas : Influences and Patterns* », a étudié le tourisme diasporique à travers la diaspora libanaise (Butler, 2003). En 2004, ce fut le tour de Nguyen et King qui a abordé ce segment à travers la communauté vietnamienne en Australie (King & Nguyen, 2004). Dans le cas de ce dernier, nous pouvons considérer l'approche comme du tourisme diasporique « *en diaspora* » (Goreau-Ponceaud, 2010). C'est-à-dire, une pratique touristique diasporique au pays d'accueil. En 2008, Wagner dans son texte titré « *Diasporic visitor, diasporic tourist* » aborde la question du tourisme diasporique sous un angle ethnographique à partir de la diaspora marocaine en Europe en visite au pays (Wagner, 2008). Au cours de cette même année,

la revue *Diasporas* a lancé l'appel à proposition pour un numéro titré *Tourisme et Diasporas*¹¹. En 2010, la revue *Téoros* a publié le numéro 29-1 ayant pour titre « *Tourisme des racines et Tourisme autochtone* »¹².

Si elle est de plus en plus abordée à travers le monde, l'est-elle de la même manière en Haïti ?

1.1.2. — La problématique du tourisme diasporique en Haïti

En ce qui concerne Haïti, il existe un grand nombre de travaux scientifiques portant sur le tourisme et aussi sur la diaspora. Il est même possible de dire qu'ils sont indénombrables. Ils analysent des problématiques très diverses comme le développement, la culture, l'instabilité et l'hôtellerie de luxe. Ces travaux peuvent être catégorisés en trois parties : ceux ne portant que sur le tourisme, ceux ne portant que sur la diaspora et ceux ayant pour problématique le tourisme diasporique.

1.1.2.1. — Les travaux portant sur le tourisme

De cette première catégorie, nous pouvons citer quelques exemples. Le texte « *L'endroit et l'envers du décor : la "touristicité" comparée d'Haïti et de la République dominicaine* », paru en 2004 dans le numéro 178 de la Revue *Tiers Monde* en est un. Il analyse la notoriété et la place du secteur touristique haïtien à travers une comparaison avec la République dominicaine. Hugues Séraphin, l'un des chercheurs parmi les plus prolifiques sur ce sujet en Haïti a publié plusieurs articles traitant cette thématique. « *Quel avenir pour le tourisme en Haïti ?* » en est un. Paru en janvier 2010 au numéro 281 de la revue *Espaces*, l'auteur y analyse la problématique du développement du secteur touristique haïtien dans le contexte de la grande pauvreté du pays. « *Les jeux d'influence dans le tourisme : cas d'Haïti* » paru en décembre 2014, en est un autre. Il y aborde principalement la problématique du jeu des acteurs dans le cadre de la reconstruction du pays après le séisme de 2010. Dans ce texte, l'auteur souligne le rôle de la diaspora dans le financement du secteur touristique du pays. À travers « *La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) : un compromis entre tourisme de masse et tourisme alternatif. Le cas d'Haïti* » publié en 2015 au numéro 31-32 de la revue *Études Caribéennes*, en collaboration avec Bénédicte, l'innovation

¹¹ <https://calenda.org/195281?lang=pt> (consulté le 5 juin 2023)

¹² [29—1 | 2010 Tourisme des racines / Tourisme autochtone \(openedition.org\)](#) (consulté le 27 août 2023)

institutionnelle est analysée comme élément pouvant réduire les effets pervers du tourisme de masse.

Dans son texte « *Tourisme et vaudou en Haïti : nouveaux acteurs et nouvelles dynamiques* », Joseph Ronald Dautruche questionne les rapports entre le tourisme et le vaudou en Haïti. L'auteur y aborde la problématique du tourisme l'angle culturel (Dautruche, 2019).

S'agissant des travaux de fins d'études (nous excluons les travaux de master), même si nous ne sommes pas en mesure de tout répertorier, nous pouvons quand même dire qu'ils ne sont pas nombreux. À titre d'illustration, sur le site « *these.fr* » qui recense l'ensemble des thèses de doctorat soutenues en France depuis 1985, la recherche à partir de la thématique « *tourisme en Haïti* » n'affiche que deux travaux. Ce sont ceux de Pascal Villecroix et de Guichard Doré.

En 1985, Pascal Villecroix a présenté à Bordeaux 3 sa thèse en géographie dans laquelle elle a analysé sous l'angle géographique le mal-développement du tourisme en Haïti. Il y a aussi la thèse de Guichard Doré soutenue en 2010 à l'Université Paris Est, en sciences de l'éducation. Elle est titrée « *Politique de formation professionnelle et d'emploi en Haïti : le cas du secteur du tourisme (1980-2010)* ». Elle analyse, entre autres, les comportements des acteurs touristiques par rapport à la formation professionnelle et, également, les principaux freins au développement touristique du pays.

Nous dénombrons deux autres travaux de fin d'études soutenus à l'Université Laval. Ce sont ceux de Joseph Ronald Dautruche et de Jean Rony Gustave. Joseph Ronald Dautruche en 2013, dans sa thèse de doctorat intitulé « *Culture, Patrimoine et Tourisme en Haïti. Construction et dynamique de reconstruction d'une destination touristique* », soutenue à l'Université Laval a lié tourisme et culture. Dans cette recherche, il a travaillé sur trois aspects en lien avec le tourisme et la culture. Premièrement, il s'agit de l'histoire de la construction de l'image de la destination haïtienne. Deuxièmement, sur les efforts de reconstruction de la destination par l'État. Troisièmement, sur les stratégies de certains groupes et de certaines collectivités locales pour « *s'approprier de nouvelles formes de tourisme en vogue dans le pays et ...changer l'image de certaines expressions culturelles* ». En 2021, à la même université, Jean Rony Gustave a soutenu sa thèse titrée « *Patrimoine, tourisme et communautés locales en Haïti. Une étude dans les Départements de l'Artibonite et du Centre* ». Les objectifs de cette thèse peuvent être résumés en l'analyse de la

participation des acteurs locaux dans les projets touristiques et les représentations qu'ils se font des sites culturels liées au catholicisme et au vaudou.

1.1.2.2. — Les travaux portant sur la thématique « diaspora »

Qu'en est-il de la thématique diaspora ?

Depuis la chute du duvaliérisme en 1986 et l'entrée en action de la diaspora haïtienne, un intérêt particulier s'est manifesté pour des travaux portant sur cette communauté. Sans vouloir procéder à un classement quelconque, nous tenons d'en citer quelques-uns. Le site « *these.fr* » cité plus en haut nous en donne une idée.

« *De la Diaspora Haïtienne à la communauté Haïtiano-Américaine de New York : modèle d'une intégration réussie ?* » est la thèse d'anglais soutenue en 2008 à l'Université Antilles-Guyane par Stéphanie Melyon-Reinette. Elle met en avant les stratégies d'intégrations des Haïtiens à New York. La recherche doctorale de Dimitri Béchacq est intitulée « *Pratiques migratoires entre Haïti et la France : des élites d'hier aux diasporas d'aujourd'hui* ». Elle a été présentée en 2010 à l'EHESS. Cette thèse aborde l'influence de la migration entre Haïti et la France en ce qui concerne la constitution des frontières sociales et culturelles.

En 2016, Hadrien Munier a présenté sa thèse en Anthropologie réalisée à Lyon, en cotutelle avec l'Université Laval. Son titre est « *Le vaudou asogwe diasporique transnational : Ontologie analogique et naturalisme moderne globalisé* ». À travers cette recherche, l'auteur analyse la « *forme contemporaine du vaudou haïtien telle qu'elle est pratiquée dans la diaspora et plus particulièrement à Montréal* ». C'est une étude de la diaspora haïtienne à partir une pratique culturelle, le vaudou. En 2020, ce fut le tour de Rodelin Exavier dans « *Mobilité sociale et politisation de la diaspora haïtienne en France et au Québec* ». Cette thèse se donne pour objectif l'explication de l'intégration politique de la diaspora haïtienne dans ces pays d'accueil ainsi qu'en Haïti en dépit des obstacles qui se dressent, des deux côtés, devant eux.

À côté des thèses, il y existe des ouvrages, des chapitres d'ouvrages ou des articles scientifiques dont la thématique est la diaspora haïtienne. C'est l'exemple du chapitre d'ouvrage de Audebert, titré « *La diaspora haïtienne : vers l'émergence d'un territoire de la dispersion ?* ». Dans ce texte, l'auteur étudie l'importance de l'appellation diaspora à travers l'expérience des communautés

haïtienne à l'étranger. En 2012, ce même auteur a publié sous les Presses universitaires de Rennes, « *La diaspora haïtienne : territoires migratoires et réseaux* ». Ce texte fait une étude globale de la diaspora haïtienne. Son histoire, sa constitution et ses enjeux pour l'avenir d'Haïti y sont abordés. Valérie Montinard, en 2019, dans son texte « *Pran wout la : Dynamiques de la mobilité et des réseaux haïtiens* », réalise une analyse sur la migration haïtienne à partir du Brésil. C'est une étude portée de préférence sur la mobilité de la diaspora haïtienne en quête d'un mieux-être.

1.1.2.3. — La problématique du tourisme diasporique

Les travaux traitant du tourisme diasporique en Haïti ne sont pas nombreux. Pour l'instant cette problématique n'est réellement étudiée que par Hugues Séraphin et Bénédicte Paul. En 2014, dans « *L'Haïtianité et la responsabilité sociale de la diaspora dans le développement d'Haïti* » paru dans le numéro 29 de la revue « *Études caribéennes* », ils ont considéré la diaspora haïtienne comme un acteur touristique important. Même s'il est important de souligner que cette publication n'avait pas pour objectif principal d'analyser le rôle de la diaspora dans le développement du secteur touristique spécifiquement. L'année suivante, soit en 2015, ils ont encore publié au numéro 11 de la revue « *Mondes du tourisme* » l'article intitulé « *La diaspora : un levier pour le développement du tourisme en Haïti* ». Dans ce texte, après avoir souligné certains investissements de la diaspora dans le domaine de l'hôtellerie, les auteurs ont procédé à une analyse SWOT de la diaspora haïtienne comme investisseurs ainsi que comme touristes.

Toutefois, cet article ne peut, en aucun cas, prétendre épuiser cette problématique. D'ailleurs, les exemples considérés sont des investissements de l'ordre de millions (plusieurs millions même) de dollars américains. Alors que les petits investissements de l'ordre de milliers de dollars sont majoritaires dans le secteur. À cela, il faut ajouter les jeunes sans financement qui participent à leur manière, par exemple à partir d'un petit tour-opérateur, à faire la promotion de la destination haïtienne.

Il est aussi intéressant de souligner le livre de Georges Eddy Lucien, « *Espaces périphériques et économie d'archipel : la trajectoire contemporaine de la commune de Verrettes (Haïti)* », publié en 2009. Dans ce texte, comme dans beaucoup d'autres publications sur la diaspora, cette communauté est présentée comme un acteur de développement dans son sens large, sans mettre l'accent sur le tourisme.

1.2. — Cadre conceptuel et théorique

Cette partie consiste à exposer les principaux concepts autour desquels l'étude est construite. Cela permet la structuration de la recherche en évoquant l'ensemble des théories et des connaissances en lien avec le sujet.

1.2.1. — Le champ du tourisme

Si tout le monde s'accorde sur l'existence du phénomène, sa définition est un fait qui divise. Chacun pense détenir la vraie définition. Même si le sens commun pense cerner la définition du tourisme, la réalité est beaucoup plus complexe. Souvent, selon Lozato-Giotart, les gens confondent le tourisme aux vacances. Ils n'arrivent pas à identifier la frontière qui existe entre les deux (Mayi, 2007). En fait, par sa multidisciplinarité, le tourisme reste en réalité difficile à définir. Certes, il y en existe plusieurs définitions, mais elles restent partiales et partielles. Elles reflètent trop souvent les caractéristiques de la discipline dont elles font l'objet (Charaï, 2014; Jeannite, 2018). Malgré cette difficulté, les définitions les plus usitées font toujours appel à trois notions indispensables. Ce sont le déplacement, la durée et le mobile (Darbellay & Paulsen, 2008). Toutefois, il existe une troisième, moins populaire, mais très importante surtout lorsqu'il s'agit de parler du tourisme domestique. Il s'agit de la distance. C'est-à-dire, le nombre de kilomètres parcourus. De ces différents éléments, le déplacement constitue le dénominateur commun, ou l'élément de base, autour duquel toutes les définitions sont construites.

Pris isolément, aucun de ces éléments, à lui seul, ne permet pas de définir le tourisme. Par exemple, malgré l'importance de l'élément déplacement, se déplacer ne relève pas forcément du tourisme. Il faut aussi tenir compte de la durée du séjour ainsi que du mobile du déplacement. Il est important de ne pas oublier la distance parcourue, quand il s'agit du territoire national.

Quels sont les critères utilisés par les organismes internationaux ainsi que les États pour définir le tourisme ? Quel est le point de vue des chercheurs ?

1.2.1.1. — Définitions officielles

Nous entendons, par définitions officielles, celles proposées par les organismes internationaux ou régionaux ainsi que celles données par les États. Il faut dire que, ici, nous ne nous donnons pas

pour objectif d'énumérer tous les organismes internationaux, encore moins tous les États. Les organismes internationaux comme les États s'alignent généralement en fonction de certaines logiques pour ce qui concerne la définition du tourisme.

La nécessité de définir officiellement le tourisme n'a pas été toujours une préoccupation. C'est l'importance statistique du secteur dans la balance des paiements au cours de la crise de 1929 qui va pousser la Société des Nations (SDN) à en proposer officiellement une au cours de l'année 1937. Il s'agit de celle-ci : « *Toute personne qui, voyageant pour son agrément, s'éloigne pendant plus de 24 heures et moins d'un an de son domicile habituel...* ». Cette définition prend le soin de préciser que « *les déplacements de moins de 24 heures sont des excursions* » (Boyer, 1982, 1999, 2000). En fait, même si la définition de la SDN porte de préférence sur l'acteur à la place du phénomène, elle permet quand même d'établir la différence entre le tourisme et d'autres formes de déplacement, dont l'excursion et la migration. Ce qui signifie, pour parler du tourisme, il faut que la durée du séjour soit supérieure à 24 heures et inférieure à un an. Cette définition sera reprise plus tard par d'autres organismes, dont l'Association internationale des experts scientifiques du tourisme (AIEST). Et, en 1963, la Conférence des Nations unies, à partir de la définition de la SDN, a officiellement établi deux catégories de visiteurs qui sont les touristes et les excursionnistes (Demen-Meyer, 2005). Ainsi, le nombre d'heures passées dans le lieu de destination permet de différencier un touriste d'un excursionniste. Mais, l'extensibilité de cette définition est loin de permettre de viser les déplacements spécifiquement touristiques. Cela a conduit à une véritable cacophonie où certains États ont considéré tous les étrangers traversant leurs frontières comme tourisme. D'autres, dont la Suisse ne considère comme telles que « *les personnes qui séjournent pour leurs vacances dans des hébergements contrôlés* ». Entre-temps, en 1964, la France propose une définition considérant que le tourisme est un séjour hors du domicile habituel de quatre jours ou plus. C'est une définition stricte, mais qui réfère beaucoup plus aux vacances qu'au tourisme (Boyer, 1982).

La définition de la SDN reprise par d'autres organismes met en relief trois éléments. Ce sont : le mobile, qui est l'agrément ; le déplacement en dehors de son environnement habituel ; et la durée (plus de 24 heures et moins d'un an). L'agrément suppose trois choses : la volonté, la liberté et le plaisir. Le visiteur doit être libre de voyager en dehors de toute contrainte, dont celles de

nature professionnelle. C'est-à-dire, l'individu doit pouvoir voyager de son propre chef sans aucune pression externe. L'autre aspect à souligner est l'idée de loisirs. Dans cette optique, le déplacement effectué doit avoir pour objectif principal de se divertir, de se récréer. D'ailleurs, l'Office québécois de la langue française voit le voyage d'agrément comme « *déplacement et séjour effectués à des fins récréatives* »¹³. Ce qui peut se traduire, de manière plus simple, par « *voyage de plaisir* »¹⁴. Le déplacement est exprimé dans la définition à travers les termes voyage et domicile habituel. Il est dit sans ambiguïté que le tourisme requiert un changement de lieu, d'espace. C'est sortir de son domicile habituel pour aller dans un domicile inhabituel. Ce changement d'environnement est provisoire. Ce provisoire se limite entre 24 heures et moins d'une année. Ainsi, il établit clairement la différence entre le tourisme et l'excursion, en ce sens que celle-ci s'effectue dans un temps plus court que celui-là.

Il faut revenir aux loisirs pour souligner que ces derniers sont différents du tourisme et sont étroitement liés au temps libre. Dumazedier définit cette notion comme « *distractions, occupations auxquelles on se livre de son plein gré, pendant le temps qui n'est pas pris par le travail ordinaire* » (Dumazedier, 1962). Pour Merlin, citant Dumazedier, les loisirs impliquent forcément quatre critères : le libre choix, le désintéressement, le plaisir et l'individualisation (Merlin, 2008; Merlin & Choay, 2010). Selon Merlin et Choay, les loisirs sont l'ensemble des activités choisies en fonction de ses goûts et de ses objectifs durant son temps libre en dehors de toute activité contraignante. (Merlin & Choay, 2010). Ce qui signifie que le temps des loisirs peut être consommé chez soi, ou en dehors de chez soi. Le temps libre passé à la maison ne prend pas une appellation particulière. Mais, quand l'individu sort de son domicile, c'est de l'excursion ou du tourisme. L'excursion se réalise lors d'un déplacement d'une journée. Il y a du tourisme, quand la durée du séjour est d'au moins une nuit hors de chez soi (Botti et al., 2013). Dans le cas du tourisme d'agrément¹⁵, le mobile peut être regroupé dans trois catégories d'activités. Ces trois catégories sont : l'art de vivre (patrimoine, gastronomie, shopping, festivals...); la détente (balnéaire, camping, naturisme, tourisme vert, parc à thème...); et, les loisirs particuliers (Hørner, 2008).

¹³ https://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=18951461 (consulté le 26 juin 2022).

¹⁴ Idem

¹⁵ Selon Hørner, le tourisme d'agrément et le tourisme d'affaires sont les deux grandes divisions du tourisme.

Une nouvelle définition du tourisme est proposée en 1994 par l'ONU à travers l'OMT. Elle est ainsi formulée : « *Les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité* » (Demen-Meyer, 2005; Duhamel, 2018; OMT, 1994). Cette définition sera adoptée par d'autres États, dont la France. Nous la retrouvons avec les mêmes mots sur le site de l'Insee¹⁶. Ainsi, à partir de cette définition, l'OMT évolue par rapport au mobile du tourisme. Si pour la SDN le mobile n'était que l'agrément, à partir de cette définition, il peut être aussi économique ou professionnel. Dans un souci de clarté, quelque temps plus tard, l'OMT va décomposer ces grandes motivations en six groupes. Ils sont ainsi déclinés : loisirs, détente, vacances, visites à des parents ou des amis, affaires et motifs professionnels, traitement médical, religion/pèlerinage et autres (Duhamel, 2018; Py, 2007). L'Union européenne, pour sa part, à travers son office statistique, définit le tourisme comme « *les activités des visiteurs qui effectuent un voyage vers une destination principale située hors de leur environnement habituel, pour une durée de moins d'un an, quelle qu'en soit la raison principale, qu'il s'agisse d'affaires, des loisirs ou de toute autre raison personnelle à l'exception d'un emploi auprès d'une entité de l'endroit visité* »¹⁷. Cette dernière est, en quelque sorte, la reprise de celle de l'OMT.

Suivant le même schéma adopté plus haut, trois aspects sont à souligner. Ce sont l'environnement du tourisme, le mobile et la durée. Si la consommation du tourisme se fait dans un environnement habituel, il n'est pas pour autant ponctuel. Il peut être une succession de lieux allant du lieu d'embarquement, en passant par celui du transit jusqu'à la destination principale ou finale. Dans chacun de ces lieux, diverses activités ou pratiques sont (ou peuvent être) déployées.

Le concept d'environnement habituel est aussi fondamental à la compréhension du tourisme. Il a, à côté des dimensions sociologique et économique, une dimension géographique. En fait, il est « *le lieu géographique où un individu mène son activité quotidienne* ». Il ne doit pas être confondu avec le lieu de résidence ou le pays de résidence, qui sont essentiellement utilisés pour les ménages,

¹⁶ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1094> (consulté le 28 décembre 2022)

¹⁷ <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Tourism/fr> (consulté le 28 décembre 2022)

contrairement à celui-là qui est utilisé pour les individus. Cette différence se justifie par le fait que deux individus d'un même ménage ont, obligatoirement, le même pays de résidence et le même lieu de résidence habituelle, sans avoir le même environnement habituel. L'environnement habituel « *détermine le fait d'être un visiteur à un endroit donné* ». Les concepts de pays de résidence habituelle et de lieu de résidence habituelle sont utilisés par les statistiques du tourisme pour classer les visiteurs selon qu'il s'agit du tourisme international ou du tourisme interne (Nations Unies, 2009).

Définissant le motif du voyage comme l'élément sans lequel le voyage n'aurait pas lieu, l'OMT, l'Eurostat et l'OCDE procèdent à un regroupement de ces six éléments classés en deux grandes catégories. Ce sont les voyages personnels ; et, les voyages d'affaires ainsi que ceux à motifs professionnels. Pour la première catégorie, elle comprend les loisirs, la détente et les vacances ; les visites à des parents et des amis ; l'éducation et la formation ; la santé et les soins médicaux ; la religion et les pèlerinages ; le shopping ; le transit ; et les autres (Nations Unies, 2009). Pour le tourisme d'affaires, il concerne tous les déplacements à but professionnel en dehors de son environnement habituel. C'est le mariage du tourisme aux affaires.

Selon le site « *Tourisme Au Burkina Faso* », le tourisme d'affaires, à son tour, est réparti en quatre groupes : les voyages d'affaires ; les conventions d'entreprises et les congrès professionnels ; les « *incentives* » et les voyages de récompenses ; et, les célébrations d'événements spécifiques (Tourisme au Burkina Faso, s. d.). Pour le premier cas (les voyages d'affaires), il englobe les déplacements individuels ou collectifs ayant pour objectif « *une opération de relations publiques, un voyage de prospection clients ou un voyage de presse* ». Le deuxième cas fait référence à deux réalités : des rassemblements avec des personnes internes d'une entreprise ou des rassemblements de spécialistes discutant sur une thématique donnée. Ce cas englobe aussi les séminaires, les foires, les salons, les tournées professionnelles ou les petits-déjeuners d'affaires. Les « *incentives* » et les voyages de récompense comprennent des séjours et séminaires ayant pour objectif de trouver la cohésion, renforcer la motivation. Les séjours de récompense ou de remerciement en font aussi partie. Dans le dernier cas, il y a les voyages entrepris dans des moments spéciaux de l'entreprise comme, entre autres, l'anniversaire ou une soirée de fin d'année (Tourisme au Burkina Faso, s. d.).

Là encore, le problème demeure entier. Les différents mobiles de voyages énumérés portent à confusion. Ils ne permettent aucun progrès dans la quête de trouver une définition à la notion de tourisme. Il paraît que tous les déplacements effectués en dehors de l'environnement habituel relèveraient du tourisme. Comment considérer un étudiant participant à un échange universitaire comme un touriste ? Alors que son mobile principal est les études. Certes, il peut profiter des infrastructures touristiques de la ville dans laquelle il s'installe pendant son temps libre. Mais, en toute logique, il n'est pas foncièrement un touriste. Cela est aussi vrai pour un professionnel participant à un séminaire d'affaires. Il n'est pas du tout libre. Son temps est principalement consacré à ses activités professionnelles, même en étant dans un environnement hors quotidien. En fait, selon les mots de Ceriani-Sebregondi, en considérant les différents mobiles, cette définition (celle de l'OMT et toutes celles qui la reprennent) est très problématique. De nature attrape-tout, elle ne satisfait ni les chercheurs pointus ni les professionnels ayant à gérer des flux de nature diverse (Ceriani-Sebregondi et al., 2008).

Le dernier aspect à souligner est la durée. Dans le « Recueil de recommandations de l'OMT », l'organisation mondiale fixe, encore une fois, la durée maximale du séjour touristique. Elle souligne que celle-ci ne doit pas être inférieure à un an (UNWTO, 2016). Dans ce cas, par rapport à la durée du séjour, tenant compte des différentes définitions, il nous est permis de distinguer trois catégories de voyageurs. Ce sont les touristes, les excursionnistes et les migrants. Les touristes sont les visiteurs dont le séjour est compris entre 24 heures et 12 mois ; les excursionnistes, moins de 24 heures ; et les migrants, plus de 12 mois (Boyer, 2000; Stock et al., 2003).

Dans ce contexte, il est compréhensible que le migrant ne s'inscrive pas dans le même registre que les autres catégories. Mais, en utilisant la durée du séjour pour séparer le touriste du non-touriste, les excursionnistes sont automatiquement exclus des statistiques touristiques. Pourtant, comme les touristes, ils contribuent au développement du secteur. Les deux groupes achètent presque les mêmes services, et utilisent les mêmes infrastructures (Vellas, 1996). En considérant les dépenses effectuées au pays d'accueil, il n'est pas impossible que, dans certains cas, le visiteur d'une journée participe autant (et parfois même plus) à l'augmentation des recettes touristiques que certains touristes classiques. Par exemple dans la zone Ouanaminthe/Dajabon, des Haïtiens traversent souvent la frontière pour se rendre la République dominicaine le temps d'une journée. Au cours

de leur visite, ils peuvent se payer une chambre d'hôtel pour la journée, se restaurer et acheter d'autres produits dont ils ont besoin. C'est un cas qui peut également exister dans d'autres zones frontalières. À côté du déplacement en dehors de son environnement habituel effectué, il y a aussi la consommation. Et, à travers la consommation, il y a forcément un acte touristique posé (Darbellay & Paulsen, 2008). Il n'est pas automatique qu'une personne qui séjourne à Santiago (à environ 150 km plus loin), pendant plus de 24 heures, dépense autant que celui qui reste dans la ville frontalière de Dajabon.

Parlant de la durée du séjour, il y a deux autres détails à ne pas omettre. D'abord, c'est la durée d'un visa de touriste ou la durée légale d'un séjour touristique. Ensuite, c'est la durée des congés payés. En effet, les visas de touriste ne sont valides en moyenne que pour trois à six mois (Duhamel, 2018). Même si le visa a une validité de plusieurs années, il y a toujours une limitation sur la durée du séjour du visiteur. Par exemple, au Canada et aux États-Unis, il est possible de bénéficier d'un visa d'une validité respective de dix ans et de cinq ans, mais sans pouvoir y séjourner plus de six mois. Dans le cas contraire, c'est l'illégalité. Aussi, les congés payés des salariés semblent ne pas être octroyés pour plus de 45 jours (Stock et al., 2003). Les aspects concernant la validité des visas et la durée des congés payés ne facilitent pas non plus la compréhension du tourisme. Ils ne font que montrer la complexité de l'exercice qui consiste à définir le tourisme.

En ce sens, le tourisme est considéré comme un voyage temporaire dont l'unité de mesure est la nuitée. Ce qui revient à dire que le touriste demeure, au moins, une nuit au pays d'accueil et l'excursionniste, aucune. Le mobile semble être noyé dans la généralisation. Toutefois, quand il s'agit du tourisme domestique, il semble que son contour est beaucoup plus difficile à déterminer. Le hors-quotidien devient plus difficile à cerner. C'est pourquoi certains pays définissent le hors-quotidien, implicitement, l'environnement habituel en fonction de la distance parcourue. Ainsi, si aux États-Unis, il faut parcourir 160 kilomètres de distance de chez soi pour être considéré comme touriste, au Canada il en faut la moitié, soit 80 kilomètres. En Australie, la distance exigée est moindre. Il est de 40 kilomètres. Mais, il faut quand même passer une nuit dans la zone visitée. Quant au Royaume-Uni, la nuitée seule suffit (Mayi, 2007).

Donc, il n'est pas du tout facile, à partir des seuls critères de durée, de mobile, et de distance parcourue de définir le tourisme à partir des points de vue officiels. Maintenant, voyons si les chercheurs, dans leurs travaux, peuvent améliorer notre compréhension du fait touristique et faire avancer le débat.

1.2.1.2. — Pour les chercheurs

Pendant longtemps, les chercheurs n'étaient pas trop intéressés par le fait touristique au point d'y apporter une définition. S'ils y étaient intéressés, ils ne s'étaient pas spécialisés dans le domaine. Leur recherche n'avait qu'un caractère général (Mayi, 2007). W. Hunzinker et K. Krapf sont parmi les premiers ayant proposé, en 1942, une définition du tourisme. Ils le considéraient comme : *« ensemble des relations et des faits constitués par le déplacement et le séjour de personnes hors de leurs lieux de résidence habituelle, pour autant que ce séjour et ce déplacement ne soient pas motivés par une activité lucrative quelconque »* (Charaï, 2014). Plusieurs éléments sont ainsi à souligner. D'abord, il y a l'idée de déplacement qui permet de préciser que le tourisme ne se pratique pas dans son environnement habituel. Ensuite, il y a le motif du déplacement qui ne doit pas être non animé par un objectif lucratif. Enfin, implicitement, cette définition indique que le tourisme est l'agencement de plusieurs activités et pratiques. Sa principale limite est de ne pas mettre l'accent sur la durée du séjour.

Quelques années plus tard, K. Krapf, met en relief de manière claire la dualité de la notion. Pour lui, le tourisme est d'abord *« une activité humaine, caractérisée extérieurement par l'abandon provisoire du domicile, et obéissant à des mobiles psychophysiques »*. C'est aussi *« l'appareil technico-économique prévu en sa faveur »* selon Boyer (Boyer, 2000). Ici, en mentionnant les mobiles psychophysiques, Krapf évoque en quelque sorte l'aspect thérapeutique du tourisme. En fait, l'individu postmoderne est toujours en quête du bien-être mental et physique. Le tourisme constitue l'une des activités permettant d'atteindre cet objectif (Graillot, 2021). C'est dans cette même optique que l'Université du Québec à Montréal établit la finalité du tourisme comme étant la satisfaction du besoin d'harmonisation du corps et de l'esprit (Boyer, 2000; Duhamel, 2018). Aussi, pour jouir de son voyage et de son séjour, tout un ensemble de structures et d'infrastructures est mis en place (pour offrir les services touristiques). Ces dernières portent aussi l'appellation de

tourisme. Par ailleurs, même si la durée n'est pas expressément indiquée, mais le caractère provisoire de la jouissance de cette pratique est à prendre en compte.

Marc Boyer de sa part le voit comme « *ensemble des phénomènes résultant du voyage et du séjour temporaire de personnes hors de leur domicile quand ces déplacements tendent à satisfaire, dans le loisir, un besoin culturel de la civilisation industrielle* » (Demen-Meyer, 2005). Là, le tourisme est abordé sous un angle positif en soulignant ses éléments constitutifs ainsi que sa finalité. Il est vu comme une migration de loisir, un besoin culturel né avec la civilisation industrielle. En outre, cette définition met non seulement en évidence les aspects liés à la durée, au motif et au déplacement hors quotidien entourant le tourisme, mais aussi, à son contexte de création. Elle nous renseigne que cette pratique est la fille de la révolution industrielle.

En considérant le déplacement comme la base (fondamentale) du tourisme, ce dernier est vu comme une période de rupture avec le quotidien. Sur le plan spatial, cela doit être perçu dans le sens d'un changement de place et d'un changement d'habiter. C'est la « *déroutinisation* » du quotidien. C'est sortir de son quotidien pour aller dans le quotidien des autres. Donc, du point de vue géographique, c'est laisser son espace pour investir celui des autres. Un changement qui n'est pas uniquement spatial, mais aussi physique, spirituel et émotionnel, nous dit Duhamel. Il permet des apprentissages qui renforcent les compétences spatiales, sociales et culturelles de l'individu. C'est une quête de l'altérité marquée par « *le différentiel entre le lieu de départ et le lieu d'arrivée* ». Donc, le choix d'une destination ainsi que l'appréciation dont elle est l'objet sont toujours motivés par la différence que le visiteur arrive à établir avec son environnement habituel. Ainsi, avec le tourisme, les territoires et les sociétés sont devenus des espaces d'apprentissage et d'expérimentation (Duhamel, 2018).

Partir en tourisme c'est confronté l'altérité. Cela débute dès la préparation du voyage. Quatre logiques sous-tendent cette confrontation. Premièrement, celle liée aux caractéristiques physiques des lieux visités. Deuxièmement, celle liée à la nature des personnes rencontrées sur les lieux de destination. Troisièmement, celle liée au groupe auquel l'on fait partie lors du voyage ; et, enfin celle liée au visiteur personnellement. En effet, l'expérience d'un voyage touristique dépend d'un ensemble d'éléments hors quotidiens. Le lieu visité est différent sur certains points, si ce n'est pas totalement, de l'environnement habituel du touriste. Les personnes rencontrées, que ce soit la

population locale, les touristes ou tout autre voyageur de passage, affichent une certaine différence, même légère, par rapport au vécu (aux habitudes) du visiteur. Ces moments permettent également de découvrir « autrement » les personnes côtoyées quotidiennement. Par-dessus tout, il y a le visiteur lui-même qui se découvre également lors de ses voyages touristiques, à travers des expériences positives ou négatives vécues (Duhamel, 2018).

Sur le plan géographique, le tourisme est une mobilité choisie. C'est l'abandon de son espace de vie pour habiter temporairement un autre. Une pratique dont les conséquences spatiales ne sont pas négligeables. Ces nouveaux lieux d'« habiter » doivent être aménagés selon les besoins de ces nouveaux « migrants » (Duhamel, 2018).

L'utilisation du mot migrant ici est volontiers. Elle permet d'introduire le débat autour des termes tourisme/migration. Pour Dehoorne, c'est tranché, « *le tourisme n'est pas une migration* ». Le temps du tourisme est court ou limité, et celui de la migration est plus ou moins long et parfois illimité. Le touriste reste attaché à sa résidence, le migrant s'en sépare pour adopter une autre (Dehoorne, 2002). Contrairement à Dehoorne, pour Nagy par exemple, le tourisme est une forme de migration de la même manière que la migration est une forme de tourisme (Nagy, 2009). Toutefois, cela ne constitue pas le fond de notre démonstration. Mais, il prouve, encore une fois, que le débat concernant la définition du tourisme demeure très vif.

Toujours, sous l'angle géographique, le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, considère le tourisme comme « *un système d'acteurs, de pratiques et d'espaces* » (Duhamel, 2018). L'aspect spatial du tourisme est déjà abordé dans les lignes antérieures. Il est lié au changement d'environnement du touriste et aussi aux connexions qui existent entre l'environnement habituel de l'individu en question et l'environnement provisoire du tourisme. En ce qui concerne le système d'acteurs, cela met en relief les réseaux de professionnels et d'institutions évoluant dans le secteur. Ces réseaux sont constitués de plusieurs « nœuds d'interconnexion » (Piriou, 2016). Ils sont, non seulement, formés de divers professionnels (des multinationales aux petites entreprises, jusqu'aux entrepreneurs indépendants) du tourisme, mais aussi des touristes, qui n'en sont pas moins importants. Aussi, il y a les pratiques. Pour l'Équipe de MIT¹⁸, elles sont « *ce que fait un touriste pendant son déplacement* ». Toujours selon l'Équipe

¹⁸ Mobilités, Itinéraires, Tourismes

MIT, cela résulte d'abord de l'intention du visiteur et, ensuite, de la nature du site visité qui dépend de ses aménagements et de sa politique¹⁹.

Du point de vue économique, il y a lieu de résumer des considérations venant de Høerner. Selon ce dernier, un acte touristique est posé à partir du moment où l'on effectue une dépense touristique. Et, la dépense touristique se réalise soit à partir de la nature touristique de l'établissement concerné, soit lors d'un séjour, court ou long, en dehors de son environnement habituel (Hoerner, 2008). À ce niveau, le débat est contradictoire, comme l'auteur l'a lui-même indiqué. Que la consommation dans un établissement touristique transforme l'individu en touriste ou non, l'essentiel c'est qu'un acte touristique est posé. Et, cet acte contribue au développement du secteur et à la construction des statistiques touristiques.

1.2.2. — La diaspora : problématique de définition

Construit à partir du verbe *diaspeirô*, le mot diaspora a été, d'abord, popularisé par la traduction en grec de la bible hébraïque. Il faisait référence à la dispersion des juifs emmenés en captivité à Babylone (Dufoix, 2003). Il a été pendant longtemps utilisé dans la sphère de la religion avant de passer dans le domaine des sciences sociales vers la fin de la première moitié du XXe siècle (Cohen, 2008; Peretz, 2005). Depuis lors, sa définition ne cesse d'évoluer en passant d'une connotation négative, péjorative, vers une connotation positive et neutre (Dufoix, 2003). Toutefois, au niveau local, les communautés peuvent avoir leur propre perception de la diaspora, comme c'est le cas en Haïti où l'implication du sujet dans le développement local est indispensable (Lucien, 2020).

1.2.2.1. — De la religion aux sciences sociales : un parcours de plusieurs millénaires

Le terme diaspora est très ancien et son sens a subi une évolution considérable de l'Antiquité à aujourd'hui. Au cours de la période 800-600 av. J.-C., le terme renvoyait à l'idée de conquête et d'expansion commerciale des Grecs dans l'Asie Mineure et dans la Méditerranée (Helly, 2006). Vers le Ve siècle av. J.-C. grâce à son utilisation par des personnalités comme Sophocle, Hérodote ou Thucydide, il va devenir assez populaire. Au IIIe siècle av. J.-C., le terme accroît en popularité grâce à son utilisation dans la bible hébraïque avec l'idée de « *punition divine, de déracinement et*

¹⁹ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/pratiques-touristiques> (consulté le 3 janvier 2023)

de souffrance ». Cela correspond à la destruction de Jérusalem et de son Temple en 586 av. J.-C., et à la déportation de son élite vers Babylone (Helly, 2006; Kee, 2014). Plus tard, avec l'installation volontiers des juifs hors de Palestine, le mot va changer de sens chez ce peuple pour « *désigner l'ensemble même des dispersés ainsi que l'espace de la dispersion* » (Dufoix, 2003; Helly, 2006). La destruction du second temple par les Romains en 70 redonne une connotation négative à la dispersion juive (Helly, 2006).

L'utilisation de la dimension eschatologique du terme diaspora a été aussi exploitée par les chrétiens au cours de leur histoire. C'est le cas de certaines églises protestantes dispersées au milieu des catholiques. C'est, pour elles, selon Peretz, l'occasion de légitimer l'existence même du groupe au sein des « étrangers » là où elles se trouvent (Peretz, 2005).

Historiquement, il existe trois grands moments importants concernant le sens que le mot diaspora revêt aujourd'hui. En premier lieu, c'est l'histoire de la dispersion juive depuis le VI^e siècle av. J.-C jusqu'à la constitution d'un État juif en 1948 après plusieurs millénaires. En deuxième lieu, il s'agit de l'histoire de la dispersion des noirs d'Afrique. Et, en troisième lieu, ce sont les tentatives de retour. Pour Daniel Elazar, cité par Dufoix, le cas juif est un exemple classique de « *diasporisme* » par sa capacité de conserver son « intégrité ethnoreligieuse ». Aussi, le terme diaspora convient parfaitement à la situation des descendants des noirs africains. Ces derniers, dispersés pendant plusieurs siècles, revendiquent malgré tout, des héritages communs (comme la couleur de la peau et l'afrocentrisme), à la faveur des mouvements pour les droits civiques aux États-Unis, à partir des années 1960 (Dufoix, 2003; Kee, 2014).

S'agissant de son utilisation dans le domaine des sciences sociales, au milieu des considérations religieuses, l'historien russe Dubnov a, en 1931, fait une ouverture. En effet, dans son texte « *Diaspora* » publié dans la revue *Encyclopedia of the Social Sciences*, il a fait remarquer que le terme diaspora ne peut pas être cantonné dans l'histoire juive ou dans l'histoire religieuse. Pour lui, selon Dufoix, il existe un ensemble de situations qui font naître des « *communautés de diaspora* ». Ce sont, par exemple, les déplacements et les installations provoqués par la crise économique, des raisons commerciales ou pour toute autre cause similaire (Dufoix, 2003).

Le vrai glissement s'opère pendant la période 1950-1970. Elle constitue le point de départ réel de l'extension de la signification du mot (Cohen, 2008; Peretz, 2005). En effet, à côté de la situation

des Africains, la dispersion des Irlandais, des Arméniens et aussi des Palestiniens est comparée à celle des Juifs. Toutes ces situations ont pour point commun la victimisation et l'oppression de ces peuples par un oppresseur (Cohen, 2008). Pendant cette période, les dictionnaires commencent à insérer dans leurs pages la nouvelle acception du mot. C'est le cas de *Webster* qui, en 1961, étend le sens de la dispersion. Pour ce dictionnaire, elle est l'essence même de du terme diaspora, à des « *gens d'origine nationale commune ou de croyances communes* » et au « *peuple d'un pays dispersé dans d'autres pays* ». En 1968, ce fut le tour du journal *Le Monde* d'utiliser de son côté le mot « diaspora tchèque », nous dit Dufoix (Dufoix, 2003).

Cette même période a vu se populariser le mot diaspora, grâce aux travaux de l'anthropologue Maurice Freedman, pour désigner les Chinois d'outre-mer. Aussi, la première typologie des diasporas est établie en 1976 par Jonh Armstrong. Sa définition est large et ne possède aucune restriction. Elle a été considérée comme : « *Toute collectivité ethnique ne disposant pas d'une base territoriale au sein d'une société politique donnée, c'est-à-dire qui demeure une minorité relativement faible sur l'ensemble de cette société politique* » (Peretz, 2005). C'est l'un des premiers efforts de théorisation sur la diaspora.

Vers les années 1980, le sens du mot va s'étendre à des groupes plus variés. Certains peuples, par rapport à leurs expériences différentes aux pays d'accueil par rapport au pays d'origine, s'attribuent eux-mêmes le titre de diaspora. D'autres catégories à l'instar des expulsés, des expatriés, des réfugiés politiques, des immigrants, des résidents étrangers, des minorités ethniques et raciales se voient aussi désigner sous l'appellation de la diaspora (Cohen, 2008).

En 1986, dans le *Modern Diasporas in International Politics*, Gabriel Sheffer (1986) avec d'autres auteurs théorise sur la question de la diaspora en se basant sur une perspective comparative entre plusieurs situations de déplacement ou de migration. Il va plus loin qu'Armstrong en faisant ressortir que le nomadisme est incompatible au phénomène de diaspora ou à la situation de diaspora. Il ajoute un élément important et même fondamental qui fait aujourd'hui encore l'essence et le sens du mot. C'est l'attachement avec le pays d'origine (Dufoix, 2003). En fait, pour Sheffer, trois critères fondamentaux sont nécessaires pour parler de diaspora. À côté de l'attachement, il doit y avoir l'existence d'une identité collective au sein de ce groupe ou de ces groupes vivant au pays d'accueil. Il faut qu'il y ait également une organisation interne différente de celles qui existent

dans les deux pays (d'origine et d'accueil). Ainsi, il définit la diaspora comme « *le résultat d'une migration forcée ou volontaire, dont les membres se considèrent de même origine ethnonationale et résident de manière permanente, en tant que minorités, dans un ou plusieurs pays* » (Peretz, 2005). Van Heaar (1998) de son côté considère trois critères pour parler de diaspora. D'abord, il faut la répartition de la population en question sur au moins deux territoires. Ensuite, il faut que la population en question puisse résider en permanence sur le territoire d'accueil, même si des mouvements aller-retour peuvent exister est le deuxième élément. Enfin, il faut qu'il y ait de l'échange entre les deux territoires ou entre les communautés établies au pays d'accueil et la population restée au pays d'origine. Ici, le terme échange est pris dans son sens large (Anteby-Yemini & Berthomière, 2005).

Les années 1990 sont surtout marquées par une volonté d'établir une typologie des diasporas, tout en continuant le travail de théorisation (Anteby-Yemini & Berthomière, 2005). Établir une typologie sous-entend déjà que tous les groupes de nationaux installés en dehors de leur territoire d'origine ne sont pas forcément identiques (Amstrong l'avait déjà souligné depuis 1976). Cette différenciation, comme le suggère Cohen, peut se baser sur plusieurs aspects. Ils peuvent être déclinés en plusieurs éléments, dont le contexte de départ, les types d'activités pratiqués au pays d'accueil ou le niveau d'instruction. À ceux-là, nous pouvons ajouter la capacité de porter et de véhiculer le discours identifiant le groupe (Anteby-Yemini & Berthomière, 2005).

À partir des années 2000, des intellectuels comme Dominique Schnapper ont mis l'accent sur la transformation du sens du mot : de connotation négative, péjorative à une connotation positive et neutre. Le terme est alors applicable à n'importe quel groupe, quelles que soient les circonstances de sa dispersion (Dufoix, 2003). De nom propre, il est donc transféré dans le registre des noms communs. Le mot s'est popularisé grâce aux médias et grâce aux publications scientifiques. Il s'est aussi « élasticisé » pour prendre la signification, selon Dufoix, de « *communauté ethnique séparée par des frontières d'État* » ou « *communauté transnationale* » (Dufoix, 2003).

De la religion dans l'Antiquité, le mot diaspora est, aujourd'hui, passé dans le domaine des sciences sociales. Il permet d'étudier la situation de tout groupe humain qui laisse son territoire pour s'établir sur le territoire d'un autre État tout en conservant des relations avec le territoire d'origine.

1.2.2.2. — Revisiter la définition de la diaspora : un point de vue haïtien

Le premier souci d'une communauté n'est pas de donner du sens aux mots, mais de donner de préférence du sens à leur réalité. Ainsi, les mots vont avoir leur sens à partir du vécu. Ce qui donne une place importante à la connotation. Dans ce contexte, il serait inapproprié de vouloir conduire une recherche sur la thématique de la diaspora en Haïti sans considérer son sens premier et son extension dans le contexte de la société en question.

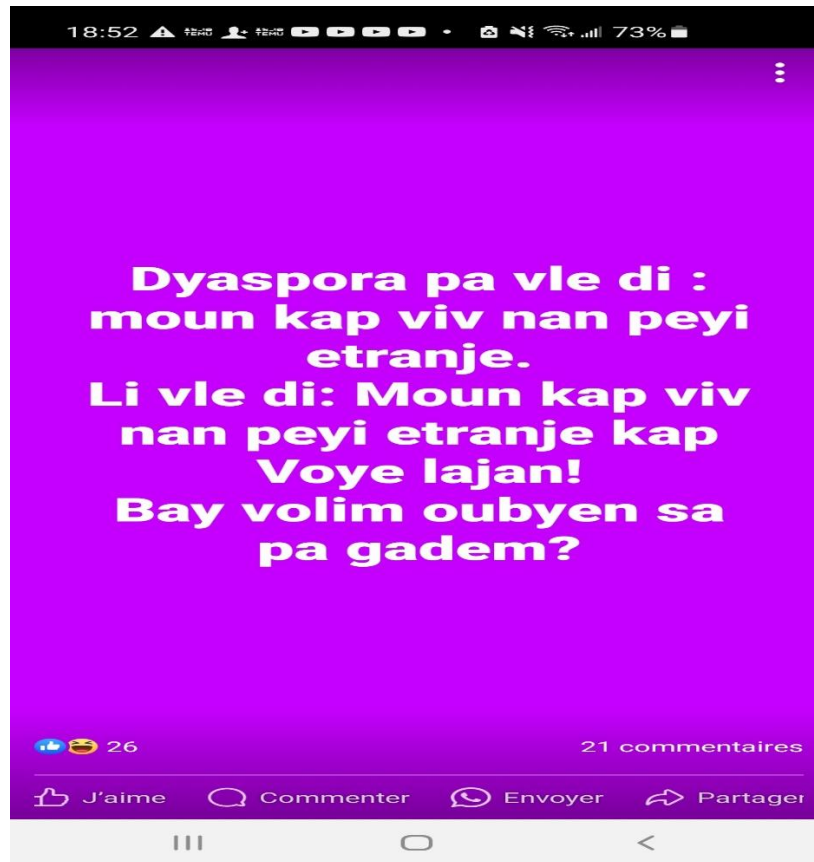
Qu'est un(e) diaspora en Haïti ?

Si la définition classique de la diaspora fait référence à une communauté, en Haïti, le sens populaire fait référence beaucoup plus à l'individu qu'au groupe. Ainsi, si s'établir à l'étranger paraît être l'élément indispensable pour parler de diaspora, l'attachement l'est au même niveau. Cet aspect est désigné par le géographe haïtien Georges Eddy Lucien sous le vocable de « *visibilité* » (Lucien, 2020). Cette visibilité est la matérialisation des réalisations individuelles et personnelles sur les lieux d'origine. Elles peuvent avoir une existence matérielle à l'instar d'une maison, d'un commerce ou d'une entreprise. La visibilité peut être également manifestée à travers des interventions sociales et collectives comme la participation à la construction d'une école, d'une place publique, d'une route et à toute autre activité de développement. Elle peut aussi prendre la forme d'une aide à l'immigration fournie à un proche ou à quelqu'un d'autre de la zone. En ce sens, cela fait référence, non seulement, au niveau de réussite personnelle, mais aussi à l'impact de cette réussite sur la communauté (Lucien, 2020).

Ainsi, tous ceux qui vivent en dehors du pays ne sont pas forcément considérés comme faisant partie de la diaspora. Pour être considéré comme tel, il faut les moyens économiques nécessaires pour se procurer du bien-être et aider sa famille ainsi que sa communauté. Cette perception semble être profondément ancrée non seulement dans l'esprit de ceux qui restent au pays, mais également dans l'esprit de ceux qui vivent à l'étranger comme l'illustrent les données suivantes. Sur 27 participants (10 membres de la diaspora et 17 membres de la population locale) ayant répondu à la question sur la définition du mot « diaspora », plus de 92 % soit 25 participants laissent ressortir l'aspect économique. La réponse de l'un d'entre-deux, vivant à Montréal, est à souligner. Il nous a expliqué que, la diaspora : « *C'est quelqu'un qui vit en dehors de son pays natal et qui possède des moyens (économiques) là où il vit* ». À lui d'enchéirir pour préciser que

« ... il y a beaucoup d'Haïtiens qui s'établissent à l'étranger et qui ne font pas pour autant partie de la diaspora ». Dans ce même ordre d'idées, il a pris l'exemple de certains ressortissants haïtiens vivant dans la clandestinité et la précarité la plus totale, en République dominicaine ou aux États-Unis. Pour lui, ces gens ne font que vivre en dehors d'Haïti. Mais, ils ne peuvent pas être considérés forcément comme « diaspora » ou comme faisant partie de la diaspora. Donc pour faire partie de la diaspora, deux conditions sont indispensables. L'individu doit être d'abord capable d'assurer ses besoins au pays d'accueil. Ensuite, être en mesure de se solidariser avec ceux qui restent au pays de départ, comme l'indique la capture d'écran suivante.

Image 1.- Publication d'un internaute haïtien sur la signification de la diaspora



Source : Facebook

Cette capture d'écran peut être ainsi traduite : « Diaspora ne signifie pas celui qui vit à l'étranger. Il signifie celui qui vit à l'étranger et qui effectue des transferts d'argent ! Dois-je augmenter le volume ou cela ne vous concerne pas ? »

Ces publications sont nombreuses sur les réseaux sociaux en Haïti. Quand elles ne définissent pas la diaspora, elles la hiérarchisent en fonction de la capacité économique.

Pour montrer que vivre à l'étranger ne permet pas automatiquement d'entrer dans la sphère de la diaspora, un autre répondant prend l'exemple des Haïtiens qui s'étaient amassés sous le pont du Texas. De son point de vue, ces derniers ne font pas partie de la diaspora proprement dite. Certes, ils vivent à l'extérieur du pays, mais ils ne bénéficient pas encore d'une stabilité leur permettant d'être utiles au pays de départ.

Cette perception semble conduire à une hiérarchisation de la diaspora haïtienne. Le pays de résidence joue un rôle crucial à ce classement subtil.

1.2.2.3. — Une hiérarchisation de la diaspora

En effet, dans la perception haïtienne, toutes les communautés diasporiques ne se valent pas. Les communautés sont hiérarchisées comme le montre la capture d'écran suivante sur la communauté haïtienne établie au Canada et en France. Les États-Unis se trouvent en tête de liste. Ils sont suivis du Canada et de la France, respectivement en deuxième et en troisième position. Ne faisant pas l'objet de critères bien définis, ce classement se base grosso modo sur la capacité économique des membres de la diaspora. Cette hiérarchisation est liée à la réalité économique et sociale du pays où le migrant vit. Cela concerne la valeur de la monnaie du pays dans lequel vit l'élément de la diaspora, ainsi que le degré de liberté financière dont il jouit. Selon le système dans lequel il évolue, il peut plus ou moins, disposer de plus de liquidité qu'un autre vivant dans un autre pays ou dans un autre système.

Image 2.- Publication d'un internaute haïtien évoquant l'idée de hiérarchisation de la diaspora



Source : Facebook

« Imaginez que votre mari est originaire de la ville des Cayes, qu'il a étudié la gestion et qu'il vit en France ou au Canada ».

Cette publication reprend une série de préjugés populaires en Haïti concernant des groupes peu généreux. Ici, on en fait état de trois d'entre eux. Ils concernent les hommes originaires de la commune des Cayes, les gestionnaires de formation et les membres de la diaspora vivant en France et au Canada. À travers cette publication, l'internaute hiérarchise de manière subtile la diaspora haïtienne en fonction du territoire d'accueil et de leur « capacité économique ». Si les membres de la diaspora haïtienne vivant en France et au Canada sont vus comme des « mesquins », au contraire, ceux vivant aux États-Unis sont considérés comme généreux.

N.B. Notre objectif n'est pas de juger ou d'avouer, mais d'évoquer l'existant.

Ainsi, les États-Unis sont considérés, à tort ou à raison, comme le pays des opportunités par excellence. Cela peut être expliqué par plusieurs éléments. D'abord, la proximité avec Haïti qui facilite grandement la migration des Haïtiens, de manière légale ou illégale. Cela fait de ce territoire le plus grand pays d'accueil de la diaspora haïtienne. Ensuite, sa puissance économique

facilite grandement la réussite économique et financière des migrants. La valeur de la monnaie américaine, le dollar, fait rêver presque la population entière.

Le côté libéral des États-Unis facilite mieux l'accumulation économique chez un migrant que les deux autres pays. Aussi, le fonctionnement de la société américaine semble permettre à un travailleur de cumuler plusieurs emplois. Par exemple, au dernier trimestre de l'année 2022, un ouvrier haïtien vivant aux États-Unis nous a confié qu'il gagne environ 7 000 dollars le mois.

En ce sens, il est possible pour un migrant de cumuler des emplois aux États-Unis et de réduire drastiquement son train de vie en vue d'accumuler l'argent nécessaire à l'exécution d'un projet au pays d'origine. C'est en partie, ce que nous livre « *Pèlen tèt* ». Ce texte écrit par Franck Étienne vers les années 1970 décrit la vie de deux Haïtiens, Pyram et Polidor, fuyant la dictature dans leur pays. Ils vivent ensemble dans un sous-sol à New York. Si Polidor, l'intellectuel s'ennuie ; Pyram, l'ouvrier, se résigne en vue d'économiser l'argent nécessaire pour la construction de trois logements à ses trois concubines et aussi faire la fête avec ses amis²⁰²¹. Dans la réalité, aux États-Unis, il est possible de réduire très bas son niveau de vie pour mieux accumuler de l'argent pour un projet.

Il paraît plus difficile d'avoir un tel comportement en France et au Canada. D'une certaine manière, dans ces pays, l'accumulation fait l'objet de certaines restrictions liées à la qualité de vie ou à l'organisation générale de la société. À titre d'illustration, en 2021, l'État français a refusé la nationalité à un ressortissant syrien sur motif qu'il a fourni « *plus de 44 heures hebdomadaires sur douze semaines consécutives* »²². Ce n'est pas un cas isolé puisqu'en 2002 un Algérien s'était vu également refuser la nationalité française pour avoir trop travaillé. Contrairement aux 151 heures légales par mois, il a réalisé près de 250 heures²³.

Au Canada, si l'État ne punit pas pour avoir trop travaillé, il décourage les gens à trop travailler au nom de la qualité de vie, du bien-être personnel et de celui de la famille. Il semble que, la société dans son ensemble, désapprouve le « trop travailler ». Cela se fait sentir, par exemple, à travers un

²⁰ [Pelin tet 1/2 pelen tet - pyram ak polido - Piram ak polido - YouTube](#) (consulté le 26 février 2022)

²¹ [Pelen tet 2/2 Pyram ak polido , piram ak polido - YouTube](#) (consulté le 26 février 2022)

²² L'administration lui refuse la nationalité française parce qu'il a trop travaillé. URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/l-administration-lui-refuse-la-nationalite-francaise-parce-qu-il-travaille-trop-20210616> (consulté le 26 février 2022).

²³ Il voit sa naturalisation refusée parce qu'il travaille trop. URL : <https://www.capital.fr/economie-politique/il-voit-sa-naturalisation-refusee-parce-quil-travaille-trop-1388278> (consulté le 26 février 2022).

article de Le Journal de Montréal citant une recherche réalisée en Europe mettant en relief les effets négatifs du travail excédentaire²⁴. Aussi, ne pouvons-nous pas considérer la plainte à l'OIT de la Fédération interpersonnelle de la santé du Québec (FIQ) contre l'État canadien pour la pratique du « travail forcé », dans le cadre du temps supplémentaire obligatoire²⁵, comme un autre exemple ?

En fait, les autres communautés haïtiennes établies dans d'autres pays sont considérées comme une diaspora de seconde zone. Leurs membres ne sont pas aussi estimés que ceux des trois pays sus-cités. Après ces derniers, l'estime va de ceux qui résident aux Antilles anglaises, en passant par les Antilles françaises et l'Amérique du Sud, pour finir avec ceux résidant en République dominicaine. Encore une fois, cela se base essentiellement sur la possibilité financière et les réalisations au pays. La diaspora vivant en République dominicaine est la moins estimée. Toutefois, sur le plan global des transferts, à côté de ces trois ténors, la diaspora « méprisée » participe de façon non négligeable à faire vivre le pays (voir tableau sur les transferts de la diaspora).

En fait, nous pouvons conclure que l'estime dont jouit la communauté haïtienne établie aux États-Unis est justifiée. Le « mépris » dont les autres communautés font l'objet n'est pas justifié. Nous basons notre position en tenant compte de la place des transferts venant du Chili, entre 2018 et 2020²⁶, par rapport à ceux venant du Canada et de la France.

Toutefois, cet aspect ne sera pas approfondi dans ce point. Il le sera au paragraphe traitant de l'attachement de la diaspora au pays.

1.2.3. — Tourisme de la diaspora ou tourisme diasporique : définition et enjeux

Considéré comme un tourisme de retour à des terres ancestrales (Bruce & Urbain, 2021), le tourisme diasporique est fondé sur l'attachement de la diaspora à ses racines. Contrairement, aux touristes traditionnelles, les voyages de la diaspora au pays d'origine sont motivés par de multiples

²⁴ Arrête de trop travailler ! URL : <https://www.journaldemontreal.com/2018/09/12/trop-travailler-ne-payé-pas-forcement> (consulté le 26 février 2022).

²⁵ Des infirmières du Québec déposent une plainte à l'ONU contre « le travail forcé ». URL : [Des infirmières du Québec déposent une plainte à l'ONU contre le « travail forcé » | Radio-Canada.ca](#) (consulté le 26 février 2022).

²⁶ Entre 2028 et 2020, le Chili se plaçait en deuxième position derrière les États-Unis en ce qui concerne les transferts de fonds vers Haïti.

prétextes qui peuvent n'avoir aucune relation avec les mobiles du tourisme classique. Qualifié de « *roots-tourism* », de « *visiting friends and relatives* » tourisme (Basu, 2004a; Goreau-Ponceaud, 2010), ce type de tourisme associe les liens familiaux et culturels à la consommation touristique.

1.2.3.1. — Définition du tourisme de diaspora

Le terme tourisme de diaspora est de plus en plus étudié depuis un certain temps, pourtant les travaux qui traitent de sa définition se font très rares. Quand il en existe, souvent ils n'utilisent pas explicitement l'expression « tourisme de diaspora ». C'est le cas de Jackson dans son article titré « *VFR Tourism : Is it Underestimate?* »²⁷ qui, en 1990, à travers le terme « *visiting friends and relatives* »²⁸, a étudié le tourisme diasporique sans le nommer. Cet article peut être considéré comme la première recherche de grande envergure sur ce sujet. Il voulait analyser les voyages dont le principal but est la visite des amis et des parents, réalisés entre certains États (comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et d'autres plus petits, pour certains, d'anciennes colonies (Roberts, 2012).

Dans « *Pratiques touristiques de et en diaspora* », Goreau-Ponceaud (2010) étudie le tourisme de diaspora à travers les pratiques touristiques, en Inde, des ressortissants indiens établis hors du pays (la diaspora indienne). Dans cette recherche, le problème de la définition du tourisme est posé puisque l'élément de la diaspora (le diasporé) en visite au pays se trouve dans une situation ambiguë. Par son origine et son lieu de résidence, aux yeux de la population, il n'est ni touriste²⁹ ni résident. L'auteur considère ce type de tourisme comme fondé sur la famille. C'est pourquoi il reprend la désignation « *visiting friends and relatives* » (VFR) de Jackson (1990). À côté de la visite de la famille restée au pays, il y a aussi le besoin d'un retour aux sources à travers des pratiques mémorielles. Ce qui n'exclut pas pour autant les pratiques récréatives (Goreau-Ponceaud, 2010).

À travers ses recherches, dans le contexte de la diaspora indienne, l'auteur souligne certains éléments constitutifs de ce type de tourisme. Parmi lesquels, il a noté : 1) Un séjour plus ou moins long (29 jours en moyenne) ; 2) L'existence dans la majorité des cas d'une maison de famille au

²⁷ Le tourisme de visite des amis et parents : est-il sous-estimé ? (Traduction de l'auteur)

²⁸ VFR : Rendre visite à des amis et des parents.

²⁹ Dans le sens d'étranger et par rapport à la perception de la population.

pays ; 3) La volonté « *de rester en contact avec la terre des origines* » et la famille tout en gardant une posture distante. Au cours de leur séjour, les « *touristes-diasporés* »³⁰, à côté des pratiques récréatives qui sont typiquement touristiques, ont également adopté des pratiques mémorielles. Dans le cas de la diaspora indienne, ces pratiques sont structurées, entre autres, autour des sites historiques dont certains sont reconnus par l'UNESCO comme patrimoine mondial (Goreau-Ponceaud, 2010). Ainsi, en termes d'attachement, le tourisme diasporique permet de satisfaire deux désirs : celui de rester en communion avec la patrie et celui de rester en contact avec la famille.

Basu (2004) de son côté aborde la problématique du tourisme diasporique à travers la diaspora écossaise en utilisant l'appellation de « *roots-tourism* » (tourisme des racines). Ce tourisme des racines est constitué par les voyages de retour des « *diasporés* », pour utiliser les mots de Goreau-Ponceaud. Lors de ces voyages, ces derniers reviennent à leur origine pour se ressourcer à travers des pratiques comme la visite des lieux ancestraux et sacrés. Ainsi, le tourisme des racines et le pèlerinage favorisent la relation entre « *un certain nombre d'idées, d'images, de valeurs et de stéréotypes* », nous dit Basu (2004).

L'homme moderne fait face à une crise d'identité permanente ayant pour causes, notamment, l'éloignement du lieu et celui des structures sociales sur lesquels son identité est fondée. Il cherche constamment à réaffirmer son attachement à son origine. Ainsi, si cette volonté (ou cette quête) de « *réaffirmation* » est affichée par les résidents, elle l'est encore beaucoup plus par les expatriés qui sont physiquement éloignés et qui se considèrent comme des exilés (Basu, 2004b). C'est-à-dire, l'éloignement physique favorise un rapprochement identitaire qui compense l'éloignement des structures sociales. Répétant Smith (1991), l'auteur souligne qu'un peuple peut rester longtemps, et intensément, attaché aux centres sacrés de son pays malgré la distance (Basu, 2004b). Ce qui constitue, dès que possible, un motif de retour, même temporaire.

Il existe un autre aspect du tourisme de la diaspora peu étudié, mais très significatif en matière d'image. C'est le tourisme diasporique au pays d'accueil. Ce type de tourisme consiste en un ensemble de manifestations identitaires organisées au pays d'accueil par des ressortissants d'un

³⁰ Appellation formée par l'auteur pour désigner les membres de la diaspora en visite en Inde. Ce mot est construit à partir de « *diasporé* » utilisé par Goreau-Ponceaud (2010) pour faire référence au membre de la diaspora.

autre pays (une diaspora). Ces manifestations sont organisées autour de nouveaux lieux de mémoire bâtis au pays d'accueil. C'est l'exemple de la fête de Gamesh à Paris, organisée autour des temples hindous. Cette fête est l'occasion pour des Indiens de l'Inde et de la diaspora indienne venue d'ailleurs (Allemagne, Suisse, Italie, Guadeloupe, Réunion), de se rassembler en un seul lieu. Pour l'auteur, les temples sont non seulement des lieux de mémoires, mais aussi des lieux touristiques. Ces types d'événements constituent également une opportunité pour des familles, et également des amis, n'ayant pas les mêmes lieux de résidence, de se rencontrer (Goreau-Ponceaud, 2010).

Ce tourisme, en diaspora, est aussi l'occasion pour la diaspora de faire la promotion des entreprises tenues par les nationaux dans les pays visités. À ce sujet, les Indiens en visite identitaire (à Paris, à Londres, à Genève, à Innsbruck, à Vienne, à Venise, à Florence, à Rome) sont un exemple. Quand ils doivent se restaurer, ils se dirigent tous vers un restaurant indien à l'instar de Salaam Namaste à Londres ou de Jaipur Palace à Paris (Goreau-Ponceaud, 2010). C'est un acte riche de sens. Il est à la fois identitaire et solidaire. Il est identitaire pour s'être identifié à une culture et en faire la promotion. Il est solidaire, en ce sens qu'il contribue à promouvoir les entreprises de leurs frères indiens.

L'expérience du tourisme diasporique est aussi étudiée par Mensah (2015) à travers la diaspora gabonaise. Il utilise la même expression que Basu (2004), « *tourisme des racines* », pour désigner cette forme du tourisme dont la diaspora en est le principal acteur. Il souligne que pour ce type de tourisme, les éléments mis en valeur sont l'histoire de la famille, les attractions patrimoniales, les festivals et tout autre rassemblement ou cérémonie permettant des réunions de famille. Considérant l'exemple gabonais, l'objectif consiste à découvrir le patrimoine et à retracer ses racines. Il est lié à la détente et au repos (Mensah, 2015). Dans son texte, l'auteur se contente de parler des pratiques et des lieux tout en soulevant la problématique de la promotion de ce type de tourisme, sans se soucier de la définition.

Tous ces auteurs se limitent à nous présenter la pratique et les activités menées par les « *diasporés* ». Ils ne se donnent pas la peine de préciser la définition du terme « *tourisme de diaspora* » ou « *tourisme diasporique* ». Mais, cela nous permet de souligner que, pour parler du tourisme de diaspora, il faut deux choses. D'abord, la présence d'une diaspora. Ensuite, l'existence

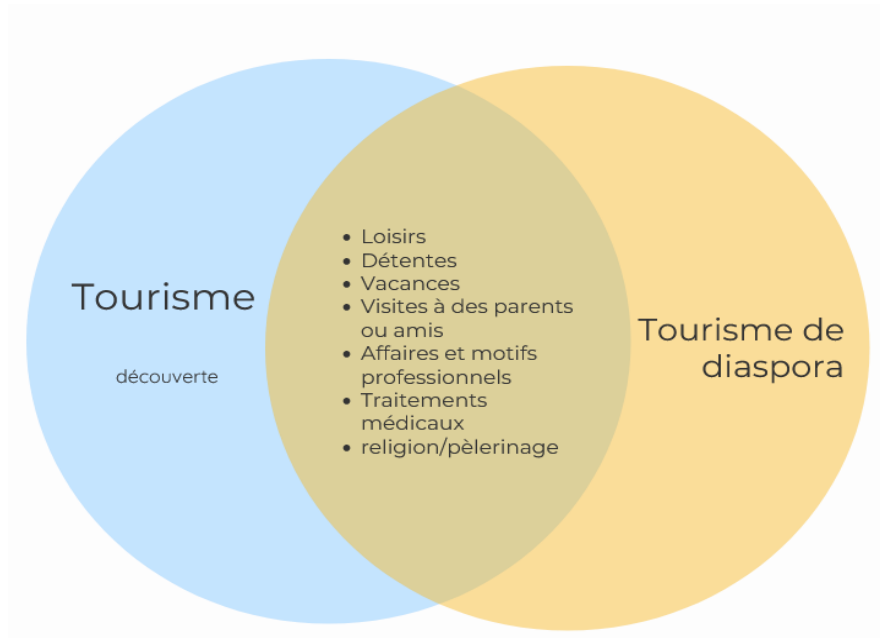
et la manifestation de l'attachement de cette dernière à tout ce qui représente son origine ou ses racines. Ce sont par exemple l'histoire, la religion, la gastronomie, la famille et les amis. Cette forme de tourisme est surtout pratiquée au pays d'origine. Il est souvent désigné sous les appellations de tourisme de retour et de tourisme des racines. Le tourisme de diaspora, c'est la pratique touristique des « *diasporés* » au pays d'origine. Il combine les pratiques touristiques proprement dites à des pratiques identitaires (Goreau-Ponceaud, 2010). Ce tourisme est souvent abordé sous l'angle anthropologique en considérant l'existence de la volonté du retour aux racines ou aux pratiques mémorielles. Cela sous-tend l'idée d'enracinement, d'identité, de tradition et du passé.

Si Mensah (2015) dans ses recherches considère que l'objectif du tourisme de diaspora n'est pas la détente et le repos, nous pensons que l'approche est un peu faussée. En fait, il est aujourd'hui difficile de parler de repos dans le sens de tranquillité quand il s'agit du tourisme. D'ailleurs, les pratiques touristiques occupent non seulement du temps, mais aussi engendrent de la fatigue. Par ailleurs, la question de la détente est très relative. Les pratiques sont variées et ne doivent pas être limitées à celles considérées comme classiques. La détente doit être vue sous l'angle où l'individu se libère de ses activités habituelles pour en entreprendre d'autres lui procurant du plaisir et qui lui accorde du répit.

Toutefois, s'il est essentiellement un tourisme de retour au pays d'origine, il peut être aussi pratiqué au pays d'accueil. C'est ce que Goreau-Ponceaud désigne par « tourisme *en* diaspora ». Il est considéré comme des activités touristiques conduites par la diaspora au pays d'accueil. Les éléments d'identité, d'enracinement, de tradition et du passé sont toujours au rendez-vous. La seule différence est qu'il n'y a pas de retour au pays. Mais, la rencontre entre amis et parents existe toujours (entre de la diaspora, également entre la diaspora et les membres de la communauté restés au pays). Lors de ces événements, ces derniers, quand ils ont un visa, n'ont pas hésité à y participer. Cependant, cette dernière considération n'est pas prise en compte dans ce travail. Nous ne considérons que les pratiques touristiques de la diaspora au pays d'origine. Un tourisme construit autour des racines haïtiennes comme le Rara, le vaudou, le carnaval, les festivités champêtres ; les lieux de mémoire comme le PNH-CSSR et Vertières, sans oublier les événements familiaux (noces, première communion...).

Pour conclure, le tourisme de la diaspora c'est du tourisme à part entière. Comme le montre le schéma suivant (Schéma 1), les motivations sont presque les mêmes par rapport au tourisme traditionnel. La différence entre les deux semble être marquée par un seul élément qui est la découverte. Même là encore, cette différence est toute relative puisque dans le cas des deuxième, troisième et quatrième générations, la découverte peut être bien présente.

Schéma 1.- Relation entre le tourisme et le tourisme de diaspora



Bazelais Dulience, juillet 2023

Ce Schéma nous indique que le tourisme de diaspora et le tourisme traditionnel se superposent par rapport aux motivations. L'unique élément de différence être la découverte. En réalité, il n'en est pas un puisque, dans certains cas, comme dans le cas de la deuxième, de la troisième et de la quatrième génération, la motivation « découverte » existe bien souvent.

1.2.3.2. — Les enjeux du tourisme de diaspora

Bien que sous-estimé, le tourisme de diaspora représente une part importante des flux touristiques internationaux. Si les données font défaut, de plus en plus d'États comptent sur les retombées de cette branche du tourisme³¹. Par cela, ils se donnent pour objectif de promouvoir leur culture et

³¹ Le Surinam et la Guyana dans la Caraïbe sont des illustrations. La clientèle diasporique représente près de deux tiers de flux totaux de visiteurs (CRDI - Centre de recherches pour le développement international, 2012).

leurs patrimoines tout en visant une clientèle particulière. Par exemple, c'est dans cette optique que s'était tenue, du 25 octobre au 30 octobre 2009 en Tanzanie, la conférence de la diaspora africaine. Au cours de cet événement, le principal message diffusé par l'African Diaspora Heritage Trail, est le « *retour à la maison* ». Ce retour s'inscrit dans le contexte du projet « *La route de l'esclave* » lancé officiellement en 1994 au Bénin. Elle avait pour but de documenter et de mettre en lumière l'histoire de l'esclavage. Ainsi, la clientèle privilégiée visée est la diaspora (africaine) qui peut bien être intéressée à retracer l'origine de leurs arrière-parents. D'ailleurs, depuis les années 1950, certains membres de la diaspora africaine organisaient déjà des voyages de découverte en vue d'explorer le patrimoine historique et culturel du continent. Ce type de tourisme veut mettre en valeur les héritages culturels et historiques des pays africains. Il se donne aussi pour mission d'éduquer les visiteurs à propos du patrimoine du continent, de sauvegarder tout ce qui est lié aux valeurs fondamentales, à la créativité et au progrès des ancêtres africains. Considérée comme une niche touristique, la diaspora est une occasion de diversifier la clientèle et d'« *améliorer la viabilité économique* » des pays (R. Morin, 2022; Rencontre-Tourisme-Culturel.fr, 2020).

Avec le tourisme de la diaspora, une destination trouve, dans les membres de la diaspora, de vrais ambassadeurs bénévoles pour sa promotion à l'étranger. Ils représentent, également, la clientèle la plus sûre qui, lors des visites, injecte de l'argent dans le secteur à partir de leurs consommations. Ils sont aussi des investisseurs qui, par l'apport de capitaux, peuvent améliorer les infrastructures de la destination en question. C'est l'exemple de plusieurs destinations africaines, dont le Cap-Vert. Selon Lesourd (2005), la diaspora est l'un des vecteurs de l'identité capverdienne après l'indépendance. À propos de cet aspect, il souligne :

« Les communautés de la diaspora jouent un grand rôle dans la dynamique culturelle et l'ouverture économique des Capverdiens des îles, par leur participation active à la créativité musicale et littéraire, comme foyers de consommation de produits agroalimentaires capverdiens qui participent de l'affirmation identitaire, par les voyages touristiques familiaux et de "racines", et, plus récemment, par l'utilisation des technologies numériques comme moyen de consolidation des relations sociales » (Lesourd, 2005).

Avec la diaspora, le secteur touristique des pays d'origine bénéficie de deux choses. La première, ce sont les apports matériels de leurs ressortissants à travers les investissements, et les consommations lors des différentes visites. La seconde, c'est une sorte d'extension territoriale, une vitrine hors territoire. En effet, le territoire d'accueil de la diaspora constitue une sorte de

prolongement du territoire national. Bruneau (2006) parle de « micro-territoires », où l'encrage est basé sur les marqueurs qui réfèrent au territoire d'origine (Bruneau, 2006). En exposant aux autres sa culture et son patrimoine, la diaspora se transforme en agent marketing en faveur de la destination qu'est son pays. En ce sens, tous les citoyens des pays d'accueil de la diaspora (la côtoyant) seraient de potentiels clients pour la destination qu'est le pays d'origine de la diaspora. Il suffit d'un peu d'efforts pour les attirer puisque le gros du travail est déjà réalisé par ces ambassadeurs bénévoles.

Il serait déraisonnable de considérer que les expatriés n'acquièrent rien de la culture du pays d'accueil. Ce dernier est souvent devenu une nouvelle patrie. Ce qui constitue l'élément fondamental de la « diasporisation ». Pour Mathijsen et Mathijsen (2020), la combinaison des deux cultures est l'essence même de la transnationalité des « diasporés ». Un élément qui doit être pris comme un atout puisqu'il représente une passerelle entre les deux territoires (Mathijsen & Mathijsen, 2020).

Dans certains cas, à côté du tourisme patrimonial qui est déjà étudié plus haut, la diaspora favorise aussi le développement du tourisme médical. En effet, plusieurs destinations se positionnent comme une destination médicale par l'offre de services médicaux concurrentiels de grande qualité. Comme dans d'autres secteurs, la diaspora se prête au jeu en fournissant des matérielles et son expertise, souvent de manière bénévole. Parfois, les expatriés effectuent aussi des voyages de retour dans l'objectif de se faire soigner au pays d'origine. Les pays comme la Colombie, le Guatemala, l'Inde, la Jordanie, la Turquie, le Mexique, le Porto Rico, les Philippines, le Cuba et le Taiwan sont des exemples. D'ailleurs, certains d'entre eux (à l'instar du Cuba, de Porto Rico, des Philippines, de l'Inde et Taiwan) ont fait des expatriés une clientèle privilégiée (Agunias & Newland, 2012; Mathijsen & Mathijsen, 2020).

1.2.4. — Le concept du risque dans le tourisme

Notion très récente dans la géographie française, le risque n'est apparu comme objet d'étude des géographes français qu'à la fin du XXe siècle. Aujourd'hui, il est étudié par toutes les branches de la géographie. Quand la géographie physique l'aborde sous l'angle naturel et environnemental, la géographie de la santé le fait sous l'angle épidémiologique et sanitaire. Si la géographie urbaine s'occupe des risques sociaux, la géographie politique aborde par exemple les conflits au sein d'un

territoire dans le sens de risque (Beucher & Reghezza, 2004). Ainsi, associer le risque dans une étude sur le tourisme nous met d'emblée dans le champ de la géographie.

1.2.4.1. — Risque : origines du concept et définition

1.2.4.1.1. — Les origines du concept

L'origine de la notion de risque est très obscure et très contestée. De certains points de vue, le mot français « risque », apparu en 1557, serait dérivé des mots latins « *rixare* » qui aurait lui-même apparu au XIIe siècle et qui a pour signification « *quereller* ». Dans le contexte des relations commerciales entre les chrétiens et les Arabes, ce mot semble aussi trouver son origine du mot arabe « *rizq* ». Celui-ci aurait donné en latin « *resecare* » ou « *risicare* » qui signifie « *retrancher, supprimer* » ou « *rogner, retrancher, couper* » (J. O. Étienne, 2018; Magne, 2010). Dans la langue arabe et la croyance arabe, « *rizq* » a une connotation religieuse et fait référence à tout ce que le divin accorde aux humains, tant sur le plan matériel qu'immatériel. Mais, rien n'est fixe ou sûr. Tout dépend d'Allah qui décide en fonction des agissements des humains (Magne, 2010). À ce niveau déjà, nous pouvons y voir l'idée de l'incertitude, de la fatalité et du destin. Cette acception va s'effriter à partir du XVIIIe siècle avec le développement de la statistique et de la probabilité (Walbum, 2014).

D'autres points de vue associent l'origine de la notion du risque au secteur maritime. Entre le Ve et le IV av. J.-C et pendant la renaissance, le commerce maritime a connu un développement exceptionnel, mettant en contact différents peuples. Ce mouvement commercial a favorisé non seulement la circulation de fortes sommes d'argent, mais également, le transport de grandes quantités de marchandises par voies maritimes. Ce qui poussait les négociants et les armateurs à s'associer face aux dangers que présente la navigation maritime. C'est dans ce contexte que les premières compagnies d'assurance prennent naissance. Donc, le mot risque aurait, également, apparu dans cet environnement commercial par rapport aux différentes menaces auxquelles les navires sont exposés et que les assureurs désignent par le vocable « risques » (Croutsche & Roux, 2005; Konan, 2017; Tchékémian, 2018).

Aussi, ce concept serait dérivé de l'italien médiéval « *risco* », venant du latin médiéval « *resecum* » qui signifie « *coupant* », « et serait lié à l'idée de péril en mer ». D'ailleurs, le mot « *risco* » fait référence aux rochers escarpés et aux écueils. Ainsi, étymologiquement, le sens du mot risque

aurait été défini par rapport à l'aspect tranchant des rochers sur lesquels pourraient s'échouer les navires, nous dit Tchékémian citant Bloch (1960). La conception économique du risque va s'étendre aux catastrophes à partir du tremblement de terre de Lisbonne qui a provoqué un raz-de-marée accompagné d'un incendie. Ce qui a permis le développement d'un débat entre deux tendances. D'un côté, ceux qui croient qu'il est la manifestation de la volonté de Dieu et de l'autre côté, ceux qui pensent, en revanche, le contraire. Ces derniers, composés essentiellement des philosophes des Lumières, se divisent en deux camps. L'un croit que la catastrophe est la résultante des comportements et des actions de l'homme et l'autre avance qu'elle est le fait du hasard (Beucher & Reghezza, 2004; Tchékémian, 2018).

1.2.4.1.2. — Définition du risque

Il est difficile de définir le mot risque. Selon le contexte, il peut se référer à plusieurs réalités. Dans les dictionnaires ordinaires, le mot peut être synonyme de danger, hasard et péril (Konan, 2017). Le « *Dictionnaire des termes géographiques contemporains* » pour sa part, ramène la notion à la géographie humaine, et la définit comme le « *danger auquel l'on est exposé individuellement ou collectivement dans certaines circonstances* » (Mayer & Roche, 2012). Pour Lacoste, il s'agit d'un « *danger éventuel plus ou moins prévisible* » (Lacoste, 2003).

Le concept risque peut être aussi considéré comme un dommage potentiel ou comme la possibilité qu'une action ou qu'un événement provoque un dommage (Field *et al.*, 2004). C'est « *la conséquence en matière de coût d'un accident multiplié par la probabilité de sa survenance* ». Il est aussi « *l'éventualité d'un événement pouvant provoquer des conséquences dommageables* » (Konan, 2017).

Selon Pigeon, le risque peut être considéré comme « *la probabilité d'occurrence d'un dommage lié à la conjonction territoriale d'un ou plusieurs dangers et d'une présence humaine, directe ou indirecte* » (J. O. Étienne, 2018). Niget et Petitclerc définissent le risque comme événement prévisible dont les chances de réalisation peuvent être évaluées quantitativement ainsi que les coûts qu'il peut entraîner (Niget & Petitclerc, 2012).

Le climatologue Pierre Pagney, lui, voit le risque comme « *un danger éventuel plus ou moins prévisible* ». En ce sens, « *Le risque peut être concevable, inévitable, lointain ou immédiat. Il s'agit d'un événement dramatique plus ou moins attendu* » (Pagney, 1994).

Le risque est une construction sociale. Il est la transformation sociale des dangers en vue de les appréhender dans une optique de protection ou pour en tirer d'autres avantages (Niget & Petitclerc, 2012; Veyret, 2003). Dans ce cas, un événement exceptionnel et imprévisible ne rentre pas dans le domaine du risque. Il s'agit de préférence d'un accident. Le risque doit être calculable et évaluable (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

À partir de ces définitions, plusieurs éléments sont à souligner. Premièrement, le risque n'est pas la catastrophe. Cette dernière succède au risque. Cela permet de dire que le risque est une projection impliquant non seulement l'incertitude d'un événement, mais aussi l'implication de l'impact de ce dernier qui peut être, lui-même, également, incertain. En ce sens qu'il se trouve entre le fait générateur et les conséquences (Clerveau, 2016; Walbum, 2014).

Dans « Concepts de base en sécurité civile », le risque est défini comme « *la combinaison de la probabilité d'occurrence d'un aléa et des conséquences pouvant en résulter sur les éléments vulnérables d'un milieu donné* » (M. Morin, 2008). Donc, nous pouvons dire que le risque est constitué de l'aléa, des conséquences de l'aléa jointes aux vulnérabilités du territoire. Pour les chercheurs, particulièrement les géographes, le risque est formé de deux éléments indispensables qui sont l'aléa et la vulnérabilité. Ainsi, le risque est la combinaison de la menace et des enjeux vulnérables. Ce qui peut être traduit par la formule $RISQUE = ALÉA \times ENJEUX \times VULNÉRABILITÉ$ (Clerveau, 2016; Meschinet de Richemond & Reghezza, 2010; Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

Quel est le sens de ces concepts dans le domaine du risque ?

L'aléa est le processus physique générant le danger. C'est la probabilité d'occurrence d'un phénomène ou les caractéristiques de ce phénomène. Il dépend de plusieurs éléments dont : l'intensité du phénomène, de son occurrence, de sa durée et aussi de l'espace (Dauphiné & Provitolo, 2013; J. O. Étienne, 2018; Meschinet de Richemond & Reghezza, 2010; Veyret & Meschinet de Richemond, 2003). Il est aussi « *un phénomène, une manifestation physique ou une activité humaine susceptible d'occasionner des pertes en vies humaines ou des blessures, des dommages aux biens, des perturbations sociales et économiques ou une dégradation de l'environnement* » (M. Morin, 2008).

Dans le domaine du risque naturel, les aléas (naturels) sont des phénomènes biophysiques imprévisibles tels que les avalanches, les inondations, les glissements de terrain, les tempêtes, les cyclones. Il est, dans certains cas, comme dans la géotechnique, caractérisé par sa fréquence statistique basée sur son intensité potentielle. Celle-ci, elle-même, est caractérisée par sa vitesse de déplacement, le volume des matériaux déplacés, la hauteur d'eau atteinte, la distance parcourue et la durée du phénomène (Dauphiné & Provitolo, 2013; J. O. Étienne, 2018). Ils peuvent être également d'origine technologique et ayant pour source les actions de l'homme, à l'instar des explosions d'usines chimiques et du naufrage de pétroliers, pour ne citer que ces exemples. Aussi, ils peuvent découler des rapports sociaux comme les guerres et le terrorisme, sans oublier des espèces vivantes comme les épidémies ou les pandémies (Dauphiné & Provitolo, 2013).

En gros, les aléas dans leur ensemble sont caractérisés principalement par : leur intensité, leur probabilité d'occurrence, leur localisation spatiale et l'étendue possible de leurs effets. Il faut aussi noter leur vitesse d'évolution (ou cinétique), leur prévisibilité, la durée de leurs impacts, leur degré de soudaineté, leur mécanisme physique de destruction. À celles-là, il convient d'ajouter leur potentiel destructif, leur niveau de perturbation du fonctionnement d'une collectivité, leur dimension temporelle et la possibilité de les maîtriser ou de les contrôler. Les trois premiers éléments sont, généralement, les plus utilisés pour caractériser un aléa (M. Morin, 2008). Pour Veyret et Meschinet de Richemond, l'aléa est lié au phénomène en question par son intensité, sa durée, sa fréquence ainsi que par l'espace considéré (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003). Il faut toutefois souligner que pour Dauphiné et Provitolo, l'aléa n'est fonction que de quatre éléments : l'intensité, l'occurrence du phénomène, la durée et l'espace prise en compte (Dauphiné & Provitolo, 2013).

Les aléas d'un milieu donné ne sont pas statiques. Ils peuvent évoluer dans le temps en fonction de plusieurs facteurs. Aussi, un aléa peut être à l'origine d'un autre aléa ou l'association de plusieurs autres. Ce qui donne naissance à des appellations liées à l'origine de l'aléa pour le désigner ou les désigner. Ainsi, nous pouvons parler d'aléa simple et d'aléas combinés (ou d'aléa primaire et d'aléa secondaire), quand il s'agit d'un aléa indépendant ou des aléas découlés d'un ou de plusieurs autres (M. Morin, 2008). Les aléas anthropisés constituent un exemple. C'est le cas

d'un phénomène déclenché naturellement dont l'évolution est liée à l'action humaine (Dauphiné & Provitolo, 2013).

Quant aux enjeux, il n'y a pas trop de débats sur leur définition. Ils sont désignés comme les éléments à risque, menacés, exposés ou vulnérables aux aléas (M. Morin, 2008). Les enjeux peuvent être de nature matérielle (éléments naturels, équipements) ou humaine. En dehors de leur existence, il n'y a ni vulnérabilité ni catastrophe. Aussi, l'humain y est au centre. En ce sens, un événement d'une grande intensité survenu en dehors des zones d'installation humaine ne sera pas considéré comme catastrophe. Il faut que l'humain soit concerné directement ou indirectement.

La vulnérabilité, quant à elle, renvoie à trois mots latins. Ce sont : le nom commun « *vulnu* » qui signifie « blessure », le verbe « *vulnerare* » ayant le sens de « blessés » et « *vulnerarius* » ayant le sens de « qui peut être blessé » et « qui blesse ». Concept instable, la vulnérabilité est rentrée dans le vocabulaire des experts des catastrophes naturelles vers les années 1970. Par la suite, elle va s'étendre à d'autres domaines comme les sciences de la santé, les sciences humaines et sociales, les sciences naturelles, l'informatique et la comptabilité (Liendle, 2012).

Polysémique, parfois utilisée dans des circonstances difficilement compatibles, la vulnérabilité peut être définie comme « *l'endommagement que subit un enjeu* ». Elle peut aussi renvoyer à *la propension de l'enjeu à subir un endommagement* » (Meschinet de Richemond & Reghezza, 2010; Veyret & Reghezza, 2006).

Pour Mora (2002), « *la vulnérabilité réfère aux facteurs qui rendent la société susceptible de subir des dégâts face aux phénomènes naturels* ». Perkins (2001), lui, la considère comme « *le degré auquel une unité d'exposition est susceptible d'être affectée due à son exposition aux perturbations [...] et la capacité de cette unité de faire face à, de se récupérer ou de s'adapter* » (J. O. Étienne, 2018).

Elle est aussi la probabilité qu'un territoire ou une population soit frappé par un choc dans un délai donné. Ce choc peut être une épidémie, des catastrophes naturelles ou des conflits. Elle traduit la fragilité, la faiblesse des acteurs et des systèmes en fonction des dégâts enregistrés face à un choc (Hugon, 2017). Il faut dire que, autant que le risque zéro n'existe pas, autant qu'il n'existe pas de société totalement résiliente. Mais, certaines sociétés sont plus vulnérables que d'autres, face à

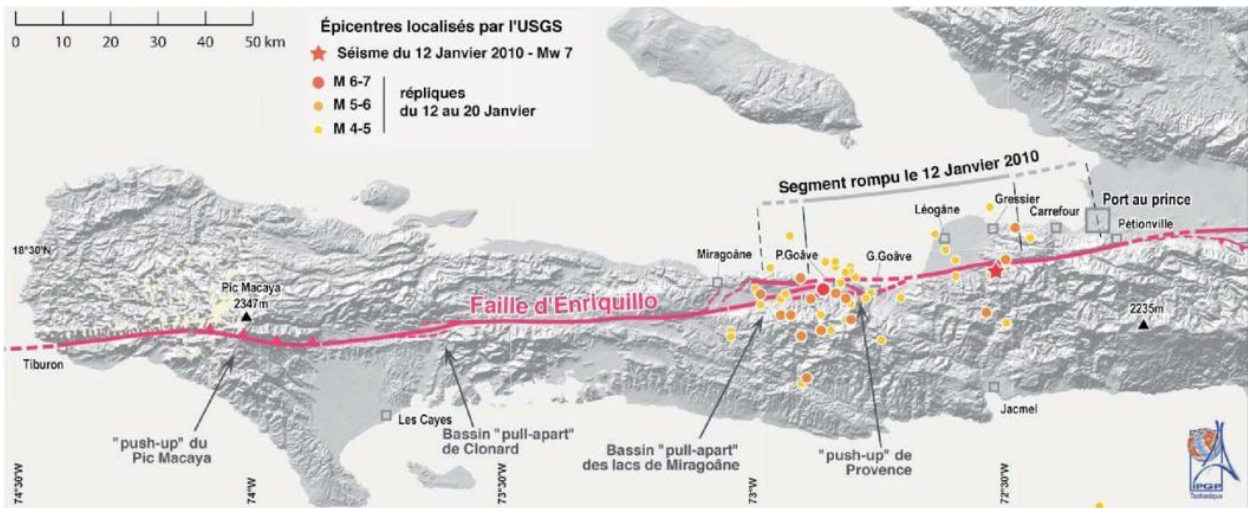
certain aléas. Cela dépend, d'un ensemble de mesures de gestion du territoire mise en place et de décisions prises par l'État et les différents acteurs territoriaux.

En fait, les éléments du milieu exposés peuvent être de nature tangible ou intangible. Et, les dommages subis pourraient être d'origine naturelle ou anthropique. Ils sont susceptibles d'affecter tous les éléments constitutifs d'un territoire ou des systèmes se trouvant sur un territoire, dont les personnes, les biens, les réseaux, les infrastructures, les activités, les services, les éléments patrimoniaux et les écosystèmes (M. Morin, 2008).

L'idée qu'un système peut se récupérer ou s'adapter face à des dégâts rapporte à la notion de résilience. Si la vulnérabilité est à connotation négative, la résilience au contraire, emprunte une connotation positive. Elle est en quelque sorte l'opposé de la vulnérabilité ou les deux sont liées. À mesure que la résilience augmente, la vulnérabilité diminue. Donc, l'augmentation de la résilience d'un système réduit les dommages d'une catastrophe. C'est l'approche par la résilience. Cela consiste à accepter les catastrophes, mais à faire en sorte que les impacts soient réduits (Dauphiné & Provitolo, 2007).

L'aléa et la vulnérabilité se combinent pour donner au risque sa dimension sociale (le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti peut être pris comme exemple, voir la carte 1 et l'image 3). Ils permettent également de mettre en évidence son irréductibilité au processus physique. Cela permet d'analyser le risque en fonction de l'aléa causal. Ainsi, on parle de risques naturels quand l'aléa est d'origine naturelle ; de risques technologiques, si l'aléa est d'origine technologie ; risques sociaux, si, au contraire, l'aléa est d'origine sociale. Cela est aussi vrai pour la vulnérabilité qui peut être considérée enjeu par enjeu, tout en ayant la possibilité de l'aborder par une analyse globale. En effet, par effet domino, certains risques impactent plusieurs systèmes quant à la nature des éléments endommagés qu'aux échelles territoriales affectées (Meschinot de Richemond & Reghezza, 2010).

Carte 1.- Matérialisation de l'aléa sismique à travers l'image de la faille Enriquillo traversant la presqu'île du Sud et la baie de Port-au-Prince



Source : (Lacassin et al., 2013)

La faille Enriquillo traverse toute la presqu'île du sud d'Haïti et la baie de Port-au-Prince. Selon les experts, c'est la rupture de l'un de ses segments qui aurait provoqué le séisme dévastateur du 12 janvier 2010 dont une partie de ses conséquences est présentée sur la photo qui suit.

Image 3.- Illustration de la dimension sociale du risque sismique en Haïti dans le contexte de la catastrophe du 12 janvier 2010



Source³²

Cette image prise après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti illustre très bien la notion du risque et sa dimension sociale. Premièrement, le territoire est exposé à l'aléa sismique avec la présence des failles en activité. Deuxièmement, le territoire est occupé par une population (avec des infrastructures et des systèmes qui peuvent être endommagés). Troisièmement, cette population n'est pas préparée face à un tel aléa, tant du point de vue éducatif que du point de vue technique.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'aspect social du risque, il faut juste regarder l'alignement des sceaux dans une fontaine publique, le visage des personnes présentes et l'environnement général dans lequel elles vivent. Cela explique que le risque est, en quelque sorte, perçu et vécu par la population et provoque aussi des conséquences sociales.

1.2.4.1.3. — Risque, catastrophe et crise : quelle relation ?

Risque, catastrophe et crise sont trois concepts liés, même s'il est généralement difficile d'établir la liaison entre eux. Dans les lignes précédentes, nous avons essayé de définir le concept de risque. Pour établir le lien entre ce dernier et les deux autres, il est important de les définir à leur tour.

D'abord, il faut dire que, si le risque est dans l'ordre de la probabilité, la catastrophe et la crise sont dans l'ordre du réel (Dauphiné & Provitolo, 2013). La catastrophe appelée aussi désastre est

³² <https://www.solidarites.org/wp-content/uploads/2020/01/haiti-seisme-reponse.jpg> (consulté le 7 juillet 2023)

la matérialisation du risque, « *la réalisation concrète dans le temps et l'espace d'un aléa* ». Ce sont des événements qui exposent la société à de graves dangers où les impacts et les pertes perturbent la structure sociale. Avec ces événements, l'exécution des fonctions sociales ou d'une partie des fonctions sociales reste bloquée. Ainsi, pour définir la catastrophe, on se base sur les impacts dommageables de l'aléa (Dauphiné & Provitolo, 2013; J. O. Étienne, 2018).

Selon E.L. Quarantelli (2005) cité par Dauphiné et Provitolo (2013), il existe six éléments permettant de qualifier un événement de catastrophe. Il faut que

- a) les impacts soient massifs et diffus ;
- b) il soit impossible pour les responsables d'accomplir pleinement leur mission comme d'habitude ;
- c) cela exige de l'aide de territoires externes qui peuvent relever de l'autorité de l'État central de qui relève le territoire impacté ou de l'extérieur ;
- d) les fonctions communautaires quotidiennes (comme la fourniture de services de base) soient fortement interrompues;
- e) l'événement attire l'attention des médias internationaux ;
- f) l'État central et des agences gouvernementales centrales s'impliquent dans la gestion de l'événement.

La catastrophe se caractérise également par son intensité. C'est-à-dire, ses conséquences ou ses effets. Une situation qualifiée de catastrophique doit être d'une grande ampleur en ce qui a trait à ses conséquences. Elle doit être d'une grande intensité occasionnant des impacts considérables parsemés sur tout le territoire. Ce qui rend la gestion plus difficile en matière de ressources humaines et financières sans oublier l'aspect technique. En 2012, l'ONU considère la catastrophe comme de « *graves interruptions du fonctionnement d'une société, causant de larges pertes humaines, matérielles ou environnementales que la société affectée ne peut pas surmonter avec ses seules ressources propres* » (J. O. Étienne, 2018).

La catastrophe porte en elle l'idée de changement et suppose un bouleversement. C'est un événement intense, inattendu, rapide, rare, inhabituel dont les conséquences marquent la discontinuité et la rupture par rapport à la réalité habituelle. Elle déstabilise en provoquant des pleurs, des bousculades, des paniques. Elle frappe par la violence de son choc manifestée par le

déchaînement des forces physiques et par un choc émotionnel. Ce dernier s'amplifie par le caractère soudain de la catastrophe ainsi que par sa vitesse. La catastrophe a, aussi, un caractère collectif. Elle affecte une portion considérable du territoire et ainsi qu'une large part de la population (Clavandier, 2013).

Il faut dire que, compte tenu de ses conséquences (impacts), l'effet de la catastrophe ne disparaît pas avec les interventions. Il perdure par ses impacts irréversibles tant matériels qu'immatériels. En ce sens que, par exemple, les systèmes écologiques peuvent être tellement affectés qu'ils sont irrémédiables ou qu'il faut un temps long pour qu'ils retrouvent leur équilibre. Il y va de même sur le plan humain.

En ce qui concerne leurs sources, les catastrophes peuvent, à l'instar des aléas, avoir des origines naturelle (ouragan, séisme, tsunami...) ou anthropique. C'est l'exemple des ouragans, des séismes, des tsunamis et aussi celui des actes terroristes, des accidents industriels ou de la pollution provoquée par les activités humaines (J. O. Étienne, 2018).

Sur le plan de la spatialisation, le risque est plus étendu que la catastrophe. Les zones à risque sont généralement plus vastes que les zones frappées par la catastrophe. Celles frappées par la catastrophe sont généralement un fragment des zones exposées aux risques, même si le débordement est possible dans certains cas (Dauphiné & Provitolo, 2013). Par exemple, les feux de forêt survenus entre Chibougamau et la communauté autochtone de Mistissini, dans le Nord du Québec en 2023, ont des effets étendus en dehors des zones à risque. La fumée atteint une partie du territoire des États-Unis, comme New York, New Jersey (Hutchison, 2023), des espaces non exposés au risque d'incendie.

Qu'en est-il de la crise ?

La notion de crise est d'abord utilisée dans la langue française dans le domaine médical, vers les années 1330, pour désigner « *la phase décisive d'une maladie* ». Elle sera adoptée vers 1600 par la psychologie pour faire référence à « *l'idée de trouble, de déséquilibre et de malaise* » (Formarier & Jovic, 2012). Cette notion est difficile de définir en raison de la multiplicité des éléments qui la caractérisent. Mais, nous pouvons résumer qu'elle correspond, au moins, à des « *circonstances imprévisibles et pleines de difficultés* » ou à « *des moments de perturbation et d'incertitude* » (PÜndrich et al., 2008).

Pour certains, la crise est un événement. Ce qui signifie son apparition et même son existence sont ponctuelles. C'est ce que nous indique la définition de Libaert (2015) qui voit la crise comme « *un événement inattendu mettant en péril la réputation et le fonctionnement d'une organisation* » (Libaert, 2015). Lagadec (1999), cité par Dauphiné et Provitolo, le voit de la même manière, comme un événement (Dauphiné & Provitolo, 2013). D'autres chercheurs considèrent que, au contraire de l'événement (au contraire de la catastrophe), la crise est un processus. Elle se développe dans le temps et l'espace (Libaert, 2015). C'est-à-dire, elle n'est pas spontanée. Elle est le résultat du pourrissement d'une situation pendant un certain temps, avant d'atteindre son paroxysme (PÜndrich et al., 2008).

Cela permet de comprendre que les dysfonctionnements de tous les jours ne peuvent pas être assimilés forcément à la crise, puisque cette dernière correspond à la phase de rupture. Toutefois, il faut nuancer. Ces dysfonctionnements quotidiens observés peuvent être à la fois des facteurs, des manifestations et des conséquences de la crise. Ainsi, pour parler de crise, il faut que le système en question soit déstabilisé et subisse de fortes pressions (Dauphiné & Provitolo, 2013).

La crise ne concerne pas un domaine particulier. Elle est transversale. Elle concerne non seulement les domaines liés à la science et la technologie, mais aussi ceux concernant l'environnement, les finances, le commerce, les sociétés et les questions politiques (PÜndrich et al., 2008).

Selon les réflexions Bost et Rosière, la crise doit être appréhendée sur un temps plus ou moins long (Bost & Rosière, 2018). Pour Harvey cité par Bost et Rosière, la crise puise ses causes dans l'organisation même du système capitaliste (Bost & Rosière, 2018). Gramsci, repris par Bost et Rosière, voit la crise comme la lutte entre deux temps : le temps ancien et le temps nouveau. Elle est une période de résistances et de contradiction. Le temps ancien résiste au temps nouveau qui doit s'installer (Bost & Rosière, 2018). En ce sens, elle doit être une situation passagère, une période de transition qui ne doit pas durer. Quand cela a trop duré, cela peut donner l'impression que l'on n'est plus en crise, mais dans la normalité.

La catastrophe et la crise ont des similitudes. Premièrement, les deux peuvent être des événements. Même si, nous acceptons que la crise soit de préférence un processus, sa manifestation se fait par le biais d'événements. Deuxièmement, les deux sont des situations extrêmes mettant à rude épreuve les structures en place. D'ailleurs, ce qui fait la différence entre les deux et les événements

quotidiens c'est leur intensité. Troisièmement, dans les deux cas, il s'agit d'une situation de discontinuité et de rupture. Quatrièmement, elles sont toutes deux transversales. Elles ne concernent pas un domaine spécifique. Elles peuvent concerner tant le champ naturel que le champ des sociétés. Cinquièmement, elles sont toutes deux liées au risque. Elles sont la matérialisation du risque. Par ailleurs, leur manifestation peut conduire à d'autres risques.

1.2.4.2. — Risques politique et tourisme

1.2.4.2.1. — La notion de risque politique

Comme nous l'avons dit plus haut, les risques contemporains peuvent être d'origine environnementale ; industrielle et technologique ; économique, géopolitique et sociale (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003). Les risques environnementaux sont constitués des risques naturels et de l'aggravation ou de la génération d'autres risques liés aux processus naturels, par les activités humaines. Ils peuvent être lithosphériques ou hydroclimatiques. Cependant, les activités de l'homme peuvent décontrôler les processus naturels jusqu'à exposer le territoire à un ensemble de risques à l'instar de la désertification, des incendies et des pollutions. Les risques industriels et technologiques sont liés à l'industrialisation du monde et au développement de la technologie. Ils peuvent découler d'explosion, de fuite de produits ou d'incendie (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

Les risques économiques, géopolitiques et sociaux peuvent être traduits par des situations de conflits au sein des sociétés et entre les peuples. Ils peuvent être la résultante de conflits liés au partage des ressources, quelle que soit leur nature. En ce qui concerne le risque social, il peut renvoyer à la ségrégation, à la fragmentation urbaine, donc à l'insécurité (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

Le risque social est difficilement appréhendable. Pour le faire, nous pouvons nous référer soit aux causes sociales du risque soit à ses conséquences sociales et humaines. Ainsi, le social est utilisé de manière large pour désigner tout ce qui concerne la société. En ce sens, le risque social existe quand le « *vivre ensemble* » ou la cohésion sociale est menacé (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

Considérant leur origine, les risques sociaux peuvent être exogènes ou endogènes. Ils sont dits exogènes quand il s'agit des risques subis. En ce sens, il s'agit de risques d'origine externes qui

affectent les sociétés. Leur nature est déterminée à partir de leurs effets. Quand leurs risques trouvent leur origine directement au sein de la société et qu'ils en sont directement leurs produits, ils sont dits endogènes. Ce sont par exemple des éléments liés à la croissance urbaine, à une densité excessive sur le territoire, à un problème de gouvernance urbaine, à l'absence de l'autorité des pouvoirs publics. Les conséquences sont, dans ce cas, « *une forte insécurité* » et « *une augmentation des agressions* » (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003). En quelque sorte, les risques sociaux est la résultante des inégalités sociales, qui font naître des insatisfactions et des revendications, nous disent Veyret & de Richemond (2003). Aussi, il est nécessaire de rappeler que les inégalités sociales génèrent automatiquement des inégalités territoriales. En sachant que le territoire est la base de toute politique et de toute revendication ou action.

En fait, les risques sociaux sont multiples. Ils peuvent prendre la forme de conflits sociaux, de rivalités politiques ou de terrorisme (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003). Donc, les risques politiques se trouvent incluse dans la catégorie des risques sociaux. Ce qui revient à dire que tous les risques politiques sont aussi de nature sociale.

Plus clairement, comment pouvons-nous définir les risques politiques ?

La définition du risque politique est aussi difficile que celle du risque puisque cela dépend de la discipline et du champ professionnel en question. Pour Walbum, le risque politique peut être considéré comme « *un risque touchant les intérêts de la Cité, du polity, soit qu'il concerne une part significative des individus ou communautés qui le composent, soit qu'il affecte les décideurs ou les institutions* » (Walbum, 2014).

Situant le risque politique dans le domaine des affaires, Amewokunu et Su le voient comme des discontinuités observées dans l'environnement politique dont les incidences, de nature négative, affectent les objectifs et les performances des entreprises étrangères. Selon eux, à partir du point de vue de Robock (1971), le risque politique existe « *quand ces discontinuités sont difficiles à anticiper et quand elles résultent de changements de nature politique* ». C'est aussi « *la probabilité que certains événements politiques se produisent et changent les perspectives de rentabilité en termes de profits rapatriés ou d'expansion de la part du marché d'un investissement* » (Amewokunu & Su, 2009).

Ces risques sont de deux ordres. Ceux liés à la propriété et ceux qui concernent les opérations et la rentabilité de l'entreprise. Toutefois, il mérite de faire la différence entre le risque lui-même et ses causes. En ce sens, les événements politiques ne sont pas du tout les risques. Ils en sont les sources potentielles. Si nous prenons l'exemple des événements politiques suivants : changement de gouvernement hôte, conflits et rébellions internes, désordres sociaux et nouvelles alliances internationales, d'aucuns peuvent penser qu'ils constituent des risques. Pourtant non, ils sont « *les principales causes du risque de confiscation, de nationalisation et perte de propriétés et des dommages causés aux personnes et aux biens des étrangers* » (Amewokunu & Su, 2009).

Toujours dans la logique des affaires, Sarrasin voit le risque politique comme « *l'incapacité d'un pays à honorer ses paiements pour cause de violence politique, tels des conflits armés, des troubles sociaux ou de la corruption généralisée* » (Sarrasin, 2004 b). Toutefois, il a lui-même montré les limites de cette définition en attirant l'attention sur le fait que les États n'ont plus aujourd'hui le monopole des relations internationales.

Par ailleurs, malgré ses limites, elle permet de comprendre quand même les contours du risque politique. Si l'État n'est pas l'unique acteur des relations internationales aujourd'hui, il en reste un acteur important. D'ailleurs, la gestion du territoire, ou plus largement la régulation des actions des autres acteurs évoluant sur le territoire, relève de ses compétences.

Dans son texte « La gestion des risques », orienté vers l'entreprise, Hassid souligne que les transformations majeures observées au cours des années 1970, 1980, ont développé des risques collectifs. Ces derniers se définissent par des menaces contre les biens collectifs ou « *qui concernent de larges groupes de personnes du fait du comportement d'autres agents, ou encore qui résultent de phénomènes naturels* ». Ces risques collectifs, selon l'auteur, se divisent en quatre catégories, dont les risques politiques. Sans le définir, l'auteur le classe en quatre groupes. Ce sont la guerre ou l'instabilité politique, la corruption, la spoliation de la part des États ou de la part du crime organisé et la faiblesse de l'État Providence (Hassid, 2008).

Dans le premier groupe, nous trouvons tous les actes collectifs de violences ayant leurs origines dans les rivalités entre les chefs de guerre, entre le gouvernement et l'opposition armés ou, tout simplement, entre tribus. Dans ce cas, les entreprises sont de moins en moins à vouloir s'installer

dans un tel territoire. Pour la corruption, elle est « *l'emploi de faveur pour faire agir un homme politique ou un fonctionnaire contre ses devoirs* », nous dit Hassid (2008). Ce qui provoque, d'un côté, d'énormes coûts financiers pour les entreprises. Et, de l'autre, elle mine la légitimité des fonctionnaires du pays. En ce qui concerne la spoliation de la part des États ou de la part du crime organisé, il est un risque réel. Il survient quand l'État utilise son armée pour exproprier les entreprises ou quand la banque centrale d'un pays intervient pour empêcher certains débiteurs de ne pas payer les créanciers. Il y a aussi tous les systèmes de racket mis en place par la mafia. Enfin, la faiblesse de l'État Providence peut être un vecteur de risque pour les entreprises. Quand la protection sociale et la législation sur le travail n'existent pas, les entreprises sont plus exposées aux maladies et à la fatigue des travailleurs (Hassid, 2008).

Après avoir présenté la notion de risque politique dont le sens est très étendu. Il est important de considérer la relation entre les risques politiques et le tourisme.

1.2.4.2.2. — Risques politiques et tourisme

Pour parler de la relation entre les risques politiques et le tourisme, nous reprenons la définition de Walbum du risque politique. Comme noté plus haut, pour lui, il s'agit d'« *un risque touchant les intérêts de la Cité, du polity, soit qu'il concerne une part significative des individus ou communautés qui le composent, soit qu'il affecte les décideurs ou les institutions* » (Walbum, 2014). Aussi, nous devons nous rappeler que les risques politiques sont une composante des risques sociaux. En sens, ils peuvent se manifester sous la forme de divers conflits de nature sociale, politique ou sous forme de terrorisme (Veyret & Meschinet de Richemond, 2003).

Comme toute activité économique, l'évolution du tourisme dépend de l'environnement politique, économique et social dans lequel il évolue. Pour ce secteur, la sécurité et la certitude, dans le sens général, sont indispensables à son développement et au développement d'une destination. Paradoxalement, vu la diversité de ses composantes (les composantes du tourisme), la mutation de ses formes et l'investissement émotionnel qui pourrait l'accompagner, il est un secteur hautement à risque. C'est-à-dire, il est exposé aux différentes crises des sociétés, dont les risques politiques (Benjamin et al., 2019; Croutsche & Roux, 2005; Michel, 2004; Sarrasin, 2004a, 2004 b).

Selon Sarrasin (2004), trois raisons fondamentales expliquent pourquoi le tourisme est si exposé. D'abord, pour avoir généralement mobilisé des capitaux étrangers, il est vu comme le modèle parfait du capitalisme. Un système qui marginalise une partie des populations mondiales. En frappant ce secteur, les impacts dépassent les frontières et atteignent plusieurs territoires. Pour répéter La Branche (2004), le terrorisme paraît être, dans ce contexte, une réponse à la violence structurelle de la mondialisation. Ensuite, dans les pays du Sud, les touristes sont généralement originaires des pays du Nord avec des moyens financiers et des pratiques mal acceptées au pays d'accueil. Le tourisme ne fait pas l'unanimité. Ils sont nombreux les anti-Occidentaux qui le perçoivent comme une forme d'attaque structurelle et culturelle. Donc, une source potentielle de tensions sociales. Enfin, le secteur est généralement soutenu par les pouvoirs publics, surtout quand il s'agit des pays en développement. Dans ce cas, pour nuire à l'État, il suffit de frapper le secteur (Branche, 2004; Sarrasin, 2004 b).

De manière très simple, parler de risque dans le domaine du tourisme fait référence essentiellement à la sécurité et à la santé des acteurs. En effet, la stabilité politique est un élément indispensable pour le développement de l'activité touristique. Les destinations sont susceptibles d'être frappées par plusieurs types de risque comme les guerres, les attentats, les épidémies, l'hygiène, le terrorisme. Donc, l'instabilité sous toutes ses formes. La tendance des touristes est d'éviter les destinations pouvant mettre en danger leur sécurité et leur santé. C'est ce qui explique la décadence de certaines destinations pouvant offrir, malgré tout, aux touristes, le dépaysement, de grands espaces et la nouveauté. Au rang de ces territoires, il y a l'Égypte, l'Asie Mineure et les pays d'Extrême-Orient (Croutsche & Roux, 2005).

Une enquête menée par Ipsos en 2005 sur 3 502 Européens montre le poids de la question du risque dans le choix d'une destination. Les visiteurs ont une conscience du risque et choisissent les destinations en fonction de la nature du risque auquel elles sont exposées. C'est-à-dire, tous les risques ne sont pas perçus de la même manière. Aussi, plus la perception est élevée, moins la destination est choisie. Ainsi, les risques sanitaires et ceux liés aux attentats se placent en première position avec, respectivement, une note de 43 et de 40 %. Dans cette étude, nous voyons que la sécurité du visiteur est l'élément principal pour évaluer une destination. Gillet nous dit que l'aspect lié au budget est le moins important (Gillet, 2011).

Dans une étude menée par Croutsche & Roux (2005) en France sur un échantillon de 400 personnes pour mesurer le poids des risques fondamentaux sur la une destination quelconque, le résultat est clair. Si tous les risques sont craints par les touristes, ceux considérés comme fondamentalement politiques sont les plus craints. En effet, il a considéré 14 risques (voir Tableau 1). Sur une échelle allant de 1 à 5, avec 1 comme perception faible et 5 comme perception élevée, nous pouvons lire les résultats suivants :

- la guerre, le terrorisme et l'hygiène sont les trois premiers risques les plus redoutés. Leur perception est respectivement 4,24 ; 4,09 et 4 ;
- les six autres risques qui suivent ont une note entre 3,93 et 3,3. Ce sont l'épidémie, la sécurité et les vols, l'insécurité de manière générale, l'enlèvement, le risque transport, les catastrophes naturelles ;
- les cinq derniers se trouvent entre 2,99 et 2,54 sur l'échelle. Ces risques en question sont la pollution, le risque lié au logement, la drogue, les risques sociaux, les risques économiques.

Tableau 1.- Types de risques et leur niveau de perception

Notation moyenne élaborée sur une échelle de 1 (faible perception) à 5 (perception élevée)	
Guerres	4,24
Terrorisme	4,09
Hygiène	4
Épidémie	3,93
Sécurité, vols	3,92
Enlèvement	3,63
Risque lié au transport	3,42
Catastrophe naturelle	3,3
Pollution	2,99

Risque lié au logement	2,97
Drogue	2,96
Risques sociaux	2,81
Risques économiques	2,54

Source : (Croutsche & Roux, 2005)

Ce tableau résume les résultats d'une étude sur la perception des risques par rapport à une destination. Il nous permet de voir que les situations de guerre et de terrorisme sont celles qui impactent le plus une destination.

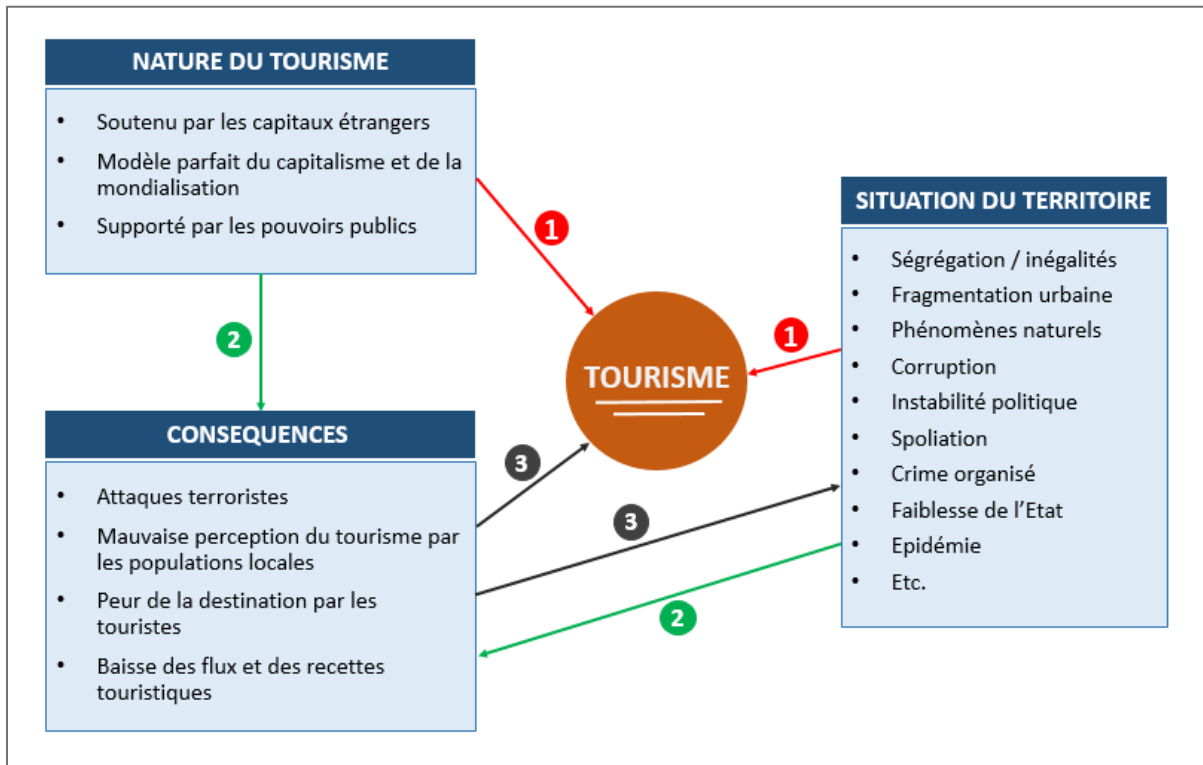
Donc, par rapport à ce tableau, ce sont les risques liés à la guerre, au terrorisme, à l'hygiène et à la maladie qui hantent le plus l'esprit des voyageurs. Mais, l'analyse plus fine des données montre le degré d'importance de ces risques dans la perception de ces derniers. En ce qui concerne le risque d'attentats, 80 % des répondants y accordent la note de 4 à 5, et 63 % accordent la note de 5. Pour l'insécurité de manière générale, 63 % des personnes interviewées accordent la note 4 ou 5. La guerre est crainte par 63 % des personnes interrogées (Croutsche & Roux, 2005).

Si les risques non proprement politiques ne sont pas les premiers considérés, ils ne sont pas pour autant insignifiants. À titre d'illustration, les risques concernant le transport préoccupent grandement. Ainsi, plus de 50 % attribuent une note comprise entre 4 et 5 à cette variable. A contrario, les risques économiques ne pèsent pas lourdement sur la perception d'un tourisme d'une destination. Il faut préciser que ces risques se manifestent par des éléments comme la déficience des services, la chute des monnaies locales, la hausse des prix et les pénuries économiques (Croutsche & Roux, 2005).

Sarrasin (2004) résume les risques politiques liés au tourisme par l'instabilité politique et l'instabilité économique. En ce sens, il avance que la stabilité sur les plans politique et économique est le pilier de la croissance des voyages touristiques. La stabilité politique y est définie comme la légitimité du pouvoir acquise par les gouvernements. Et, cela semble n'avoir rien à voir avec la démocratie puisque plusieurs États ont développé leur industrie touristique à la faveur de pouvoirs dictatoriaux (Sarrasin, 2004 b).

En réalité, ce n'est pas que les destinations qui se développent soient complètement sans risque. Il est également question de la gestion de la perception du risque. Cela devient plus facile dans le contexte où les touristes ne sont pas les cibles directes des actions de déstabilisation. À ce sujet, les exemples corse et basque sont édifiants. En effet, malgré les attentats, les touristes continuent de visiter ces deux destinations. Il n'est pas rare de les voir exprimer leur satisfaction. Dans le cas basque par exemple, il est même possible de trouver de petites entreprises touristiques appartenues à certains nationalistes modérés. À partir de ces constats et bien d'autres encore, Lanquar considère que le terrorisme ne nuit au tourisme que dans certains contextes (Lanquar, 2004; Sarrasin, 2004 b). Toutefois, de manière générale, du fait de sa nature, le tourisme est tributaire des conditions sociopolitiques dans lesquelles il évolue (voir le schéma sur les relations entre le tourisme et les risques politiques).

Schéma 2.- Synthèse de la relation entre le tourisme et les risques politiques



Bazalais Dulience, août 2023

Cette figure qui schématise le rapport entre le tourisme et les risques politiques met en évidence trois niveaux de relation : primaire (1), secondaire (2) et tertiaire (3). Le niveau primaire concerne les facteurs impactant directement l'industrie touristique. Nous les considérons, dans le langage du risque, comme les enjeux et les aléas. Les premiers sont liés à la nature même du secteur et les seconds, à la situation

générale du territoire d'accueil. La relation de niveau secondaire fait référence aux manifestations des éléments primaires (les enjeux et les aléas) qui, eux, interagissent à un troisième niveau sur la société en générale et le tourisme en particulier, considérés à un autre niveau, comme les éléments dommageables.

1.2.4.2.3. — La destination haïtienne et les risques politiques

À partir de ces éléments, nous pouvons dire que le cas haïtien est un cas typique de risque politique. En effet, depuis quelques années, si la destination ne connaît pas de guerres et d'attentats terroristes classiques, elle fait face à une situation de violence qui s'est aggravée depuis ces deux à trois dernières années. Les groupes armés se multiplient, balkanisent le territoire et séquestrent tout ce qui est à leur portée. Les risques liés à la circulation sont bien réels. La libre circulation n'est pas garantie sur toute l'étendue du territoire. Ce qui a pour conséquence le bannissement, à plusieurs reprises, de la destination des circuits de vente et de promotion. Certains pays émetteurs, à l'instar des États-Unis, du Canada et de la France déconseillent souvent à leurs ressortissants de ne pas visiter la destination haïtienne, comme le montre la capture d'écran suivante (Image 4).

Cette situation de risque ne date pas d'aujourd'hui. Elle ne fait que s'enraciner depuis près de quatre décennies. Les manifestations de ces risques se sont clairement exprimées à partir des années 1986. Par exemple, l'agronome Emile Eyma Jr. nous a raconté comment les bateaux de croisière ont abandonné définitivement la ville du Cap-Haïtien, dans le contexte du début de la crise, vers les années 1986. Selon lui, lors d'une excursion, des touristes ont dû écourter la visite de la ville à la suite d'une échauffourée entre les forces de l'ordre et les membres de la population. C'était la dernière présence de croisiéristes dans la ville du Cap-Haïtien. Soirélus nous explique aussi comment, en 1999, le Club Med a dû fermer sa porte en raison de la dégradation des conditions sociopolitiques³³. En 2019, après seulement quelques années de fonctionnement dans le pays, l'hôtel cinq étoiles, Best Western, a également cessé ses opérations devant l'instabilité sociale que connaît le pays.

³³ <https://lenouvelliste.com/article/27137/club-indigo-remplace-club-med> (consulté le 13 juin 2023)

Image 4.- Conseils aux voyageurs émis par le gouvernement canadien

Niveau de risque



Haïti - Évitez tout voyage

Évitez tout voyage en Haïti en raison de la menace que représentent les enlèvements, la violence reliée aux gangs et les possibles troubles civils dans l'ensemble du pays.

La situation sécuritaire demeure instable en Haïti. Vous devriez envisager de quitter le pays par des moyens commerciaux si vous pouvez le faire de façon sécuritaire.

Source³⁴

Ici, il s'agit d'un avis aux voyageurs émis, le 6 juin 2023, par le gouvernement du Canada à leurs ressortissants. Cet avis émet à l'encontre d'Haïti, constitue la perception de niveau de risque la plus élevée qu'une destination peut présenter. Les détails se trouvent en Annexe I.

En ce qui concerne la corruption, c'est encore le même constat. Au cours de son histoire, le pays a dû faire face à des gouvernements corrompus. Les grands fonctionnaires de l'État confondent souvent la caisse publique à leur propre compte. Le dernier scandale en date est celui du Petro Caribe. Ce dernier est un programme de fourniture de pétrole à des taux préférentiels mis en place en 2005 par l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez au profit de certains pays de la Caraïbe dont Haïti. Les bénéfices devraient être utilisés à des fins de développement³⁵. Malheureusement, les gouvernements haïtiens ont gaspillé plus de 4 milliards de dollars aux dépens du développement. Ce qui avait provoqué un vaste mouvement citoyen exigeant des comptes sous

³⁴ <https://voyage.gc.ca/destinations/haiti> (consulté le 13 juin 2023)

³⁵ <https://time.com/5609054/haiti-protests-petrocaribe/> (consulté le 5 juin 2023)

l'appellation de « Kot Kòb Petwokaribe a ? »³⁶ (voir la photo plus bas). Le dernier rebondissement à ce jour est l'interdiction du territoire des États-Unis à un ancien premier ministre haïtien. Selon le gouvernement des États-Unis, ce dernier aurait détourné à son profit au moins 60 millions de dollars (Alphonse, 2023).

L'indice de perception généralement utilisé pour montrer le degré de corruption d'un État attribue, en 2002, la note de 83 sur 100 à Haïti. Ce qui la classe en 173^e position sur 180 pays. En effet, depuis 2003, la plus petite note acquise par le pays est 78. Certaines fois, elle atteint même la note de 85, comme en 2003 et en 2004³⁷.

Ce qui a vraiment pour conséquence la faiblesse des investissements directs étrangers dans le pays. Ces derniers ont chuté de 75 millions de dollars américains à 30 millions entre 2019 et 2020. En ce qui concerne les facteurs, à côté de la pandémie de Covid1-19, il y a surtout les troubles civils, la crise humanitaire, l'instabilité politique, la corruption et la bureaucratie³⁸. Il faut mentionner que les IDE ont diminué de 72 % en un an, de 2017 à 2018. Soit, de 374 millions de dollars américains à 105 millions. Loin d'être une amélioration des réalités macroéconomiques du pays, les belles performances de 2017 sont le résultat de l'achat direct d'une entreprise haïtienne par une entreprise française³⁹. Si le premier est considéré comme un facteur occasionnel, les autres sont surtout structurels. Dans cette circonstance, le pays n'est pas en situation d'accueillir d'énormes investissements directs étrangers. Donc un environnement économique en crise et à risque, tout en sachant que les risques économiques menacent le développement économique (Lebaron, 2016).

Dans de telles circonstances, la destination haïtienne est une destination où les risques politiques sont matérialisés et se manifestent au grand jour. Les différents freins au développement touristiques du pays (criminalité, manifestations violentes, problèmes infrastructurels...) en sont les manifestations.

³⁶ Où est l'argent du programme Petro Caribe ?

³⁷ <https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/corruption.php> (consulté le 5 juin 2023)

³⁸ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/haiti/investissements> (consulté le 5 juin 2026)

³⁹ <https://www.haitilibre.com/article-27106-haiti-economie-les-investissements-directs-etrangeurs-chutent-de-72.html> (consulté le 5 juin 2016)

Image 5.- Un citoyen exigeant des comptes à l'État



Source⁴⁰

Dans le contexte de la dilapidation des fonds du programme Petro Caribe, au cours de l'année 2017, est né un mouvement de protestation pour demander des comptes aux grands commis de l'État.

⁴⁰ <https://pbs.twimg.com/media/DklTi2SU0AAPrD?format=jpg&name=small> (consulté le 5 juin 2023)

1.3.— Cadre méthodologique

Dans le contexte d'une recherche scientifique, il est indispensable pour les lecteurs de connaître les procédés méthodologiques utilisés par l'auteur. Cela consiste à exposer la méthode et l'approche choisies pour aborder le terrain, sans oublier les outils utilisés et les stratégies adoptées pour collecter et traiter les données. Cela constitue un gage de qualité du travail.

1.3.1. — Rencontre avec le sujet

Notre rencontre avec le champ du tourisme s'inscrit dans le cadre de la réalisation de notre Master 2 professionnel, « *Aménagement et Gouvernance en Pays des Suds (MAGPS)* », réalisé à l'Université de Franche-Comté. Au dernier semestre, la réalisation d'un stage en milieu professionnel ainsi que l'élaboration d'un rapport étaient obligatoires. À l'époque, en 2013, le gouvernement haïtien multipliait les interventions dans le secteur du tourisme. Ainsi, le PNH-CSSR avait bénéficié de plusieurs projets, dont le PAST. C'est dans cette dynamique que nous avons pu réaliser notre stage au PNH-CSSR.

S'agissant du choix du sujet de la thèse, il est fondamentalement guidé par la réalité. En fait, trois éléments nous ont poussés à nous intéresser à cet aspect. En premier lieu, malgré la situation délétère de l'environnement touristique haïtien, plusieurs jeunes de la région Nord parviennent à créer leurs petites entreprises touristiques, essentiellement des tour-opérateurs, dont la principale clientèle vient de la diaspora. En second lieu, il existe dans notre environnement plusieurs établissements touristiques appartenant à la diaspora, bien qu'elles ne soient pour la plupart que de petites structures. En dernier lieu, l'État haïtien ne rate jamais l'occasion d'associer cette communauté au secteur du tourisme. Voilà les éléments qui nous ont fait penser qu'un tel sujet serait intéressant à explorer. Évidemment, il l'est ! Pour le faire, nous avons choisi la région Nord comme cas d'étude.

1.3.2. — Justification des choix méthodologiques

Pour réaliser ce travail, nous avons choisi la méthode qualitative et l'approche de l'étude de cas, deux procédés très adaptés pour étudier les acteurs et les systèmes sociaux.

1.3.2.1. — La méthode qualitative

La méthode qualitative est constituée en un ensemble de méthodes qui, selon Dumez (2016), s'efforce d'analyser les acteurs. Elle cherche à comprendre leurs agissements en se basant « *sur leurs discours, leurs intentions, les modalités de leurs actions et interactions* ». Donc, par ses objectifs qui consistent à décrire et à raconter, la recherche qualitative peut être aussi appelée recherche compréhensive (Dumez, 2016). Gagnon de sa part explique que, pour comprendre les phénomènes en rapport avec les systèmes sociaux, il faut avoir recours à une vision holistique. Elle permet de décrire de façon détaillée des situations et des événements. De surcroît, « *elle fournit une connaissance approfondie sur l'interaction entre les participants, leurs comportements et leurs sentiments* ». Cette vision holistique n'est accessible que par le biais de la recherche qualitative (Gagnon, 2012).

1.3.2.2. — Le choix de l'approche de l'étude de cas

L'étude de cas, elle-même, est l'une des approches très fréquentes de la méthode qualitative. Selon Berg (2000), elle s'agit d'une approche méthodologique, éprouvée et ancienne, utilisée dans différents domaines comme les sciences sociales. Elle favorise systématiquement la collecte de manière suffisante d'informations « *sur une personne, un événement ou un système social (groupe d'individus ou organisation) afin de permettre au chercheur de comprendre comment celui-ci fonctionne ou se comporte en situation réelle* » (Barlatier, 2018). Selon Yin (2002, 2009), cité par Barlatier l'approche de l'étude de cas se justifie dans plusieurs contextes dont celui où « *l'étude doit répondre à des questions de recherche du type "quoi", "comment" et "pourquoi"* » (Barlatier, 2018).

Siggelkow parle, lui, de trois grandes utilisations de cette approche que Barlatier reprend. Il s'agit d'abord, de « *la motivation d'étudier une question de recherche importante à la lueur d'un cas particulièrement intéressant* ». Ensuite, dans le cas de « *l'inspiration de nouvelles idées générées par l'immersion dans un cas riche grâce à une approche inductive* ». Enfin, c'est dans le contexte de « *l'illustration d'une théorie par un cas à valeur ajoutée, qui va apporter de nouveaux éclairages* » (Barlatier, 2018).

Pour Gagnon, « *l'étude de cas permet une compréhension profonde des phénomènes, des processus les composant et des personnes y prenant part* ». Elle « *est appropriée pour la description, l'explication, la prédiction et le contrôle de processus inhérents à divers phénomènes individuels ou collectifs* ». Ainsi, les questions « qui », « quoi », « comment » permettent la description et le pourquoi favorise l'explication (Gagnon, 2012).

Cette approche a, entre autres points forts, le mérite de permettre d'aborder le phénomène étudié dans son environnement réel et concret. Elle permet aussi d'utiliser à la fois les modes de traitement qualitatif et quantitatif des données (Barlatier, 2018; Gagnon, 2012).

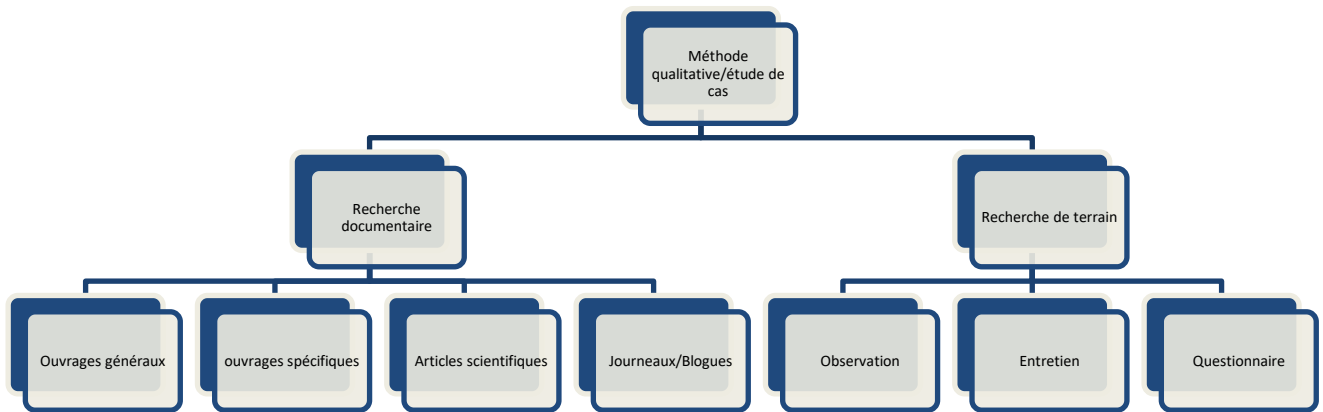
Donc, le choix de la méthode de l'étude de cas se justifie dans le cadre de ce travail puisque nous voulons analyser la diaspora comme acteur au sein de ce phénomène social qu'est le tourisme en Haïti.

Toutefois, malgré ses forces, elle comporte certaines faiblesses qu'il convient de souligner. D'abord, c'est une approche chronophage tant pour le chercheur que pour les participants. Ensuite, elle n'est pas facilement reproductible par un autre chercheur. D'où, un déficit de validité externe. Enfin, elle ne favorise pas la généralisation des résultats. Ainsi, « *il y a peu de chances d'avoir suffisamment d'études d'autres cas exactement comparables pour rendre les conclusions applicables à toute une population* » (Gagnon, 2012).

1.3.3. — Collecte de données

Ce processus consiste à recueillir des informations qui seront traitées et analysées. Les résultats obtenus permettent de tester les hypothèses avancées. Comme le synthétise le schéma suivant, cette démarche est divisée en deux grandes parties : la recherche documentaire et la recherche de terrain.

Schéma 3.- Représentation graphique du cadre méthodologique



1.3.3.1. — Recherche documentaire

S’agissant de la recherche documentaire, nous avons fait de notre mieux pour qu’elle soit rigoureuse et, dans la mesure du possible, exhaustive. D’abord, elle permet de vérifier l’importance de notre problématique. Ensuite, elle favorise l’exploration des concepts fondamentaux en lien avec les thématiques traitées comme tourisme, diaspora, tourisme de diaspora, risque. Elle fournit aussi des données sur la réalité du secteur sur tous les plans : global, international ou local.

Pour y arriver, nous nous sommes référés, entre autres, à des ouvrages (généraux et spécifiques), à des articles scientifiques, à des articles de journaux et aussi aux discours officiels. Ces recherches nous ont permis de dresser notre revue de littérature ainsi que notre cadre théorique et conceptuel.

Ayant vécu au Cap-Haïtien où les bibliothèques universitaires sont inexistantes, nous avons dû acheter nous-mêmes, à travers le web, les principaux ouvrages dont nous avons besoin. Par la suite, lors de nos séjours d'études en Martinique, nous avons profité de la bibliothèque universitaire de l'Université des Antilles, pour lire certains textes et en photographier d'autres. Le service d'accès distant de la bibliothèque de l'Université des Antilles nous a été, également, d'un grand support. À quelques mois de la fin de la thèse, nous avons aussi bénéficié de l'hospitalité de la bibliothèque de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

1.3.3.2. — Recherche de terrain

En ce qui concerne notre recherche de terrain, nous avons eu recours à plusieurs modes de collecte de données dont l'observation et, essentiellement, l'entretien et le questionnaire.

1.3.3.2.1. — L'observation

L'observation est un mode de collecte de données qualitatif très utilisé en géographie. Même si elle ne s'y limite pas, « *elle favorise une entrée par l'espace plutôt que par le groupe social* » (Morange & Schmoll, 2016). Dans ce contexte, nous avons choisi d'être un « *observateur complet* » pour répéter Morange et Schmoll (2016). Ce qui signifie, nous avons privilégié l'observation non participante. Deux principaux objectifs ont été fixés à cette phase. D'abord, nous avons voulu identifier certaines entreprises touristiques, situées dans l'aire de notre terrain d'étude, appartenant à la diaspora. Ensuite, il s'agissait de déceler la présence de membres de la diaspora dans les espaces touristiques comme les hôtels, les restaurants et d'autres espaces touristiques.

Il n'était pas toujours facile de pouvoir identifier les établissements touristiques appartenant à la diaspora. Il nous était impossible de trouver un document quelconque où sont enregistrés les établissements ainsi que leur propriétaire. Si ce type de document existe, nous n'y avons pas accès. Donc il était impératif de trouver une manière de les identifier, du moins, certains d'entre eux.

Comme outil, nous avons utilisé une grille d'observation simplifiée avec les rubriques suivantes : nom de l'établissement, type d'établissement, localisation (hôtel, restaurant, club...), appartenant à la diaspora. En matière de stratégie, il nous a fallu discuter avec des personnes travaillant au sein des entreprises ou avec des habitants qui connaissent l'histoire de ces entreprises. Il faut aussi dire que, à certains égards, cette observation s'apparente aussi à une préenquête en vue de mieux appréhender le territoire. Toutefois, il est important de faire comprendre aux lecteurs que notre

objectif ne consistait pas à cartographier les établissements touristiques de la région Nord. Ce serait une tâche irréalisable pour nous en tenant compte des contraintes (essentiellement économiques) auxquelles nous faisons face.

L'observation concernant la présence de la diaspora dans les espaces touristiques avait pour but de comparer le discours des propriétaires et des gérants des entreprises touristiques concernant la présence de la clientèle diasporique par rapport à la réalité. Elle n'était pas difficile à réaliser. Même si, en fait, il n'existe pas de véritables éléments extérieurs permettant de distinguer un membre de la population locale d'un membre de la diaspora. Notre observation se basait essentiellement sur les comportements et les discours observés.

Si cette observation ne permet pas d'établir des statistiques concernant la présence des membres de la diaspora dans les espaces ou événements touristiques, elle nous permet de conclure que cette catégorie est omniprésente. La photo suivante en est une illustration.

Image 6.- Des membres de la diaspora en visite dans le Nord en mai 2021



Source : (Dulience, 2021)

1.3.3.2.2. — Les entretiens

Ces entretiens semi-directifs avaient pour but principal de déterminer l'implication de la diaspora en tant que visiteur ou en tant que client, et en tant qu'investisseur. Ils ont été réalisés avec les différents acteurs du tourisme, dont des marchands de produits artisanaux, des guides touristiques, des conducteurs de chevaux, des chauffeurs de taxi, des propriétaires et des gérants d'entreprises touristiques (voyagiste, restaurant, hôtel...). Nous avons aussi discuté avec professeurs, des

chercheurs, des activistes touristiques ainsi que des membres de la société civile. Un guide d'entretien, un enregistreur étaient les principaux outils ou matériels utilisés.

La situation sécuritaire du pays n'a pas favorisé les déplacements et certains des interviewés résident hors d'Haïti. Pour cela, une partie de nos entretiens a été réalisée à distance à partir de WhatsApp. La technique consiste à appeler l'interviewé, à activer le haut-parleur du téléphone et à enregistrer la discussion à l'aide de l'enregistreur vocal.

1.3.3.2.2. — Les enquêtes

En vue de déterminer l'impact de la crise actuelle sur l'attachement de diaspora, nous avons organisé une enquête par questionnaire. Ainsi, une centaine de questionnaires a été distribuée. Nous en avons pu récupérer 97. Ces questionnaires ont été adressés à des membres de la diaspora haïtienne. L'objectif était d'évaluer leur attachement au pays avec l'accentuation du chaos. Le formulaire a été élaboré à partir de « *Office form* » et a été administré à distance. Les principaux canaux de distribution sont le courrier électronique et les réseaux sociaux, essentiellement WhatsApp et Facebook.

Ces canaux utilisés pour administrer les enquêtes présentent l'avantage de pouvoir mener une enquête à distance. Toutefois, il présente aussi un désavantage majeur : les répondants restent isolés, interprétant les questions à leur manière. En effet, bien que j'aie testé le questionnaire avant de le distribuer, beaucoup de questions ont été mal interprétées. Ce qui conduit automatiquement à des réponses inappropriées ou inexploitable.

1.3.4. — Traitement des données

La transcription des entretiens a été réalisée grâce au logiciel de transcription « *Express Scribe* » version 11.03. Leur analyse a été faite de manière empirique. S'agissant des données des enquêtes, elles ont été traitées et analysées à travers « *Office form* ». Nous avons aussi utilisé Excel 365 pour traiter et analyser certaines données.

1.3.5. — Les difficultés rencontrées

Les difficultés étaient énormes. Cela nous pousse à demander s'il ne serait pas intéressant qu'une recherche soit mise en place sur les difficultés rencontrées par les étudiants haïtiens dans le cadre de la réalisation de leur recherche en Haïti. Ce qui nous a le plus marqués est les difficultés rencontrées pour avoir accès aux institutions étatiques, aux grandes associations professionnelles

et aux entreprises les plus huppées. La règle est d'avoir un bon carnet d'adresses. Sans connaître la bonne personne qui doit servir de référence, il est grandement possible de se faire ridiculiser.

Nous aimerions raconter une anecdote (une déception) qui a failli nous pousser à abandonner nos recherches.

Dans le cadre d'une rencontre avec un ancien directeur régional de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), nous avons eu l'opportunité d'avoir la carte de visite d'un entrepreneur touristique. J'y étais invité par un ami qui occupait à l'époque le poste de recteur d'une université publique en région. Cet entrepreneur est le propriétaire d'un hôtel-plage et aussi le président du Comité de Direction Régional Nord d'une grande association touristique nationale. Après la réunion, nous lui avons fait part de notre recherche et il nous a gentiment donné sa carte de visite. Nous l'avons contacté par écrit pour un entretien. Ce qu'il avait accepté sans difficulté.

Malheureusement, le jour de la rencontre, bien qu'il soit présent (il faisait des allers-retours dans son entreprise), il nous avait laissé attendre une heure. Il était arrivé par la suite pour nous dire que nous devrions de préférence préparer une grande enquête à la place de l'entretien. Nous lui avons expliqué que les deux (l'enquête et l'entretien) se diffèrent et que l'une ne peut pas remplacer l'autre, et vice versa. D'un air furieux et agacé, il a lancé : *« Même si je n'ai pas le doctorat, je sais faire la différence entre une enquête par questionnaire et un entretien. D'ailleurs, quand la Banque Mondiale a des projets dans le Nord, c'est avec "nous"⁴¹ qu'elle travaille. "Nous" sommes habitués à diriger de très grandes enquêtes pour les institutions internationales... Je ne suis pas disposé à te raconter des baratins... »*.

La réalité est que la gentillesse avec laquelle il nous avait donné sa carte de visite n'était qu'une apparence exigée par la présence du directeur de l'AUF.

Ce n'est pas la seule expérience négative à laquelle nous avons dû faire face au cours de cette recherche. Les gens de l'élite ainsi que les institutions privées ou publiques du pays ne sont pas disposés à accompagner les étudiants haïtiens lors de leurs travaux de recherche. Cependant, c'est totalement le contraire quand il s'agit d'un étranger.

⁴¹ Le « Nous » fait, sans doute, référence à son entreprise et, peut-être, à l'association qu'il dirige.

Un ami ayant travaillé au CNRS nous a expliqué l'expérience d'un anthropologue « *blanc* », de nationalité française, en Haïti. Ce dernier aurait raconté que, durant ses recherches doctorales, par sa qualité d'étranger et de « *blanc* », tous les salons lui étaient ouverts. Il aurait même relevé dans son carnet de notes des anecdotes concernant l'élite haïtienne. Il serait aussi étonné d'apprendre que les étudiants haïtiens ont du mal à réaliser leur recherche de terrain. Malheureusement, les histoires en ce sens sont nombreuses.

Il faut aussi souligner les conséquences de la pandémie de Covid-19 ayant frappé le monde. En effet, la fermeture des frontières, les difficultés de circulation ont, en une certaine mesure, nui au bon déroulement de la collecte des données. À cela, il faut ajouter l'aggravation de la crise haïtienne depuis ces quatre dernières années. L'insécurité qui sévit dans le pays, les entraves à la libre circulation des personnes affectent (plus que la pandémie de COVID-19) de manière considérable les activités de recherche en Haïti.

Conclusion

Le débat sur la définition du tourisme est difficile à clore. Le tourisme est vu comme un « habiter » temporaire. Ce qui implique deux éléments importants (la durée et le déplacement), mais flous en ce qui concerne leur contour. En faisant appel au mobile, il devient de plus en plus difficile d'aborder la définition du tourisme. Toutefois, il faut comprendre que la difficulté rencontrée dans la définition et la description de l'activité n'enlève rien de son existence probante.

Sa « constance existentielle » dans le temps, à partir de la deuxième moitié du XXe siècle, le place parmi les outils pouvant favoriser le développement économique au sein des pays en développement moyennant une volonté politique et certains aménagements. C'était l'expression des politiques de certaines institutions internationales, dont le PNUD, la Banque Mondiale et l'UNESCO à partir des années 1960 (Bédard & Kadri, 2004). Malgré les limites de ces politiques, le développement par le tourisme semble possible. Des exemples au Mexique et au Sénégal le confirment.

C'est dans cet ordre d'idées qu'intervient la diaspora comme acteur majeur du développement du tourisme au pays d'origine. À partir des investissements et des visites réalisés au pays ainsi qu'à travers de sa promotion au pays d'accueil, « les diasporés » supportent pleinement le secteur touristique dans leur pays d'origine.

Ce chapitre constitue l'entrée en matière de notre problématique associant diaspora et tourisme en Haïti. Il a pour but d'essayer d'asseoir théoriquement et conceptuellement nos principaux termes. Il a aussi exposé les différentes méthodes et approches utilisées pour aborder cette étude. Maintenant, abordons le chapitre deux exposant le contexte d'évolution ainsi que les caractéristiques du tourisme en Haïti.

Chapitre II. — Le tourisme en Haïti : contexte d'évolution et caractéristiques

Introduction

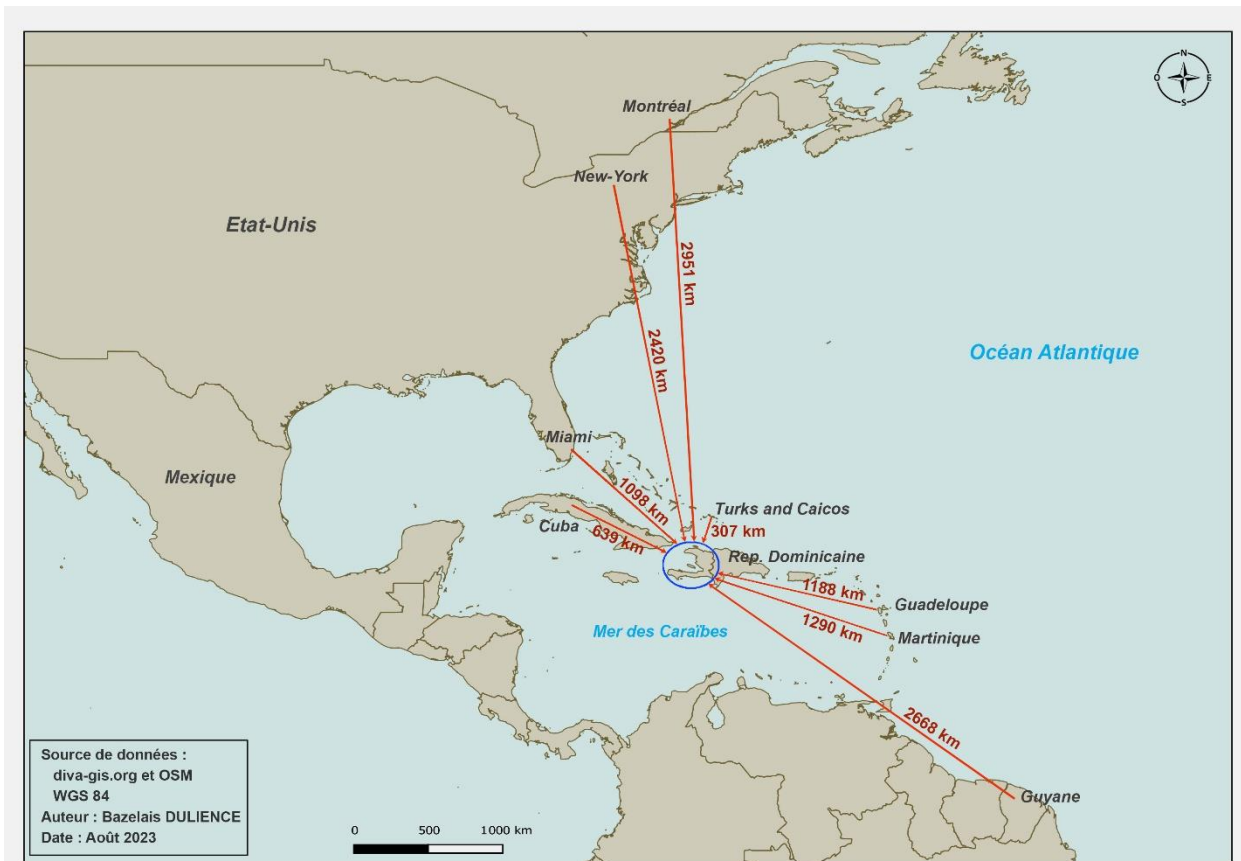
L'état de l'économie, en général, est habituellement fonction d'un ensemble de paramètres d'ordre historiques et politiques. Mandon expose en partie cette réalité dans son texte intitulé « *L'approche historique du développement comparé : des visions complémentaires* ». Il montre que la situation économique de certains États, essentiellement d'anciennes colonies, n'est pas uniquement liée à la gouvernance adoptée par les gouvernements des pays nouvellement indépendants. Mais elle est aussi à la nature du système d'exploitation mise en place par les colonisateurs (Mandon, 2015). En ce sens, la situation générale d'un État peut dépendre (ou dépend) fortement de son passé et aussi de l'environnement général (externe) dans lequel il évolue.

Le développement touristique n'échappe pas à cette règle. D'ailleurs, les grands pays touristiques restent et demeurent des pays du Nord, pour la plupart, d'anciennes puissances coloniales. Aussi, ce sont des États politiquement stables, où les autres secteurs économiques soutiennent l'activité touristique. Les cinq premières destinations touristiques du monde en 2018 (la France, l'Espagne, les États-Unis, la Chine et l'Italie) peuvent illustrer cette réalité⁴². D'ailleurs, comme l'évoque Dehoorne, à part quelques recompositions engagées sur les marges, la domination du tourisme par les pays économiquement plus avancés et politiquement plus stables persiste. Les pays dominants sont l'Europe, l'Asie⁴³ et l'Amérique du Nord (Dehoorne et al., 2008). Ainsi, pour mieux étudier une destination touristique, il est indispensable de comprendre sa situation à travers son passé et ses réalités présentes, y compris sa localisation géographique comme l'indique la carte suivante (Carte 2) à propos d'Haïti.

⁴² <https://www.populationdata.net/palmares/tourisme/> (consulté le 5 avril 2023)

⁴³ Grâce à la Chine, au Japon et aux nouveaux pays industrialisés.

Carte 2.- Haïti dans son contexte régional



Haïti est située dans un carrefour stratégique où elle est exposée aux influences politiques et économiques immédiates de son puissant voisin nord-américain. Cela explique l'occupation américaine de 1915 à 1934 du pays. D'un autre côté, elle est aussi exposée à toute la réalité politique et économique de la grande région caribéenne et nord-américaine, comme la région elle-même est aussi exposée à son influence. C'est dans ce contexte que l'activité touristique va prendre naissance et se développer dans le pays.

À travers ce deuxième chapitre, nous tâchons de décrire le secteur touristique en Haïti. Pour y arriver, trois sections sont proposées aux lecteurs. La première fait un rappel historique sur la situation globale du pays depuis l'indépendance jusqu'à la crise actuelle en mettant un accent particulier sur la question touristique. La deuxième section traite des équipements, des aménagements et des ressources touristiques du pays de la destination. À la dernière section, les spécificités du secteur touristique haïtien sont décrites.

2.1.— Le contexte sociopolitique haïtien : une évolution en dents de scie

Depuis la fondation de la nation haïtienne, son évolution n'a jamais été une ligne droite marquée uniquement par une succession d'échecs ou de succès. C'est, de préférence, une évolution sinusoïdale faite de prouesses et d'échecs, même si ces derniers l'emportent. La suite de l'histoire du pays après son indépendance jusqu'au premier quart du XXI^e siècle, le prouve. Cette constance a des impacts sur toutes les sphères de la société : de la politique à l'économie, dont le tourisme.

2.1.1. — De la situation générale d'Haïti : de l'indépendance à aujourd'hui

Après plusieurs années de luttes contre le système économique esclavagiste, Haïti est né sur les vestiges de cette société coloniale inégalitaire et violente. Les différents faits conduisant à l'indépendance du pays s'étendent sur plus d'une décennie. La méthode de la terre brûlée pratiquée par les généraux indigènes a fait ses preuves. Les colonisateurs ne sont plus ! Une fois la guerre terminée, l'heure est au bilan : tout est détruit. Il faut reconstruire la nouvelle nation qui doit aussi faire face à l'hostilité internationale manifestée tant sous l'angle politico-militaire, que sous l'angle économique. Une fois révolue, l'hostilité est remplacée par l'ingérence dans le cadre du néocolonialisme. À cela, il faut ajouter la corruption systémique et l'instabilité politique auxquelles la nouvelle nation doit faire face sur le plan interne. En conséquence, malgré certains moments d'espoirs, le pays reste encore aujourd'hui, comme l'a fait remarquer Barros, un État au bord de l'effondrement général (Barros, 1968). Les différentes tranches d'histoire politique et socioéconomique du pays, de l'indépendance à l'assassinat du président Jovenel Moïse, prouvent cette réalité de crise permanente dans laquelle évolue le pays depuis son indépendance.

Cette évolution dans la permanence peut être abordée à travers quatre périodes. Elles sont ainsi déclinées : de l'indépendance à l'occupation américaine ; de la fin de l'occupation américaine à la chute de Duvalier ; de la chute de Duvalier au séisme du 12 janvier 2010 ; enfin, du séisme du 12 janvier 2010 jusqu'en 2021.

2.1.1.1. — De l'indépendance à l'occupation américaine (1804-1934) : échec de la construction politique et économique d'Haïti

En fait, la victoire de l'armée indigène, composée d'anciens esclaves, sur l'armée napoléonienne, l'une des plus puissantes de l'époque, a donné naissance à la République d'Haïti. C'est un fait singulier dans l'histoire. Léonard expose la situation en ces termes :

« Seul État indépendant de la Caraïbe à se soustraire à la domination coloniale par ses propres moyens, seul État libre et indépendant de l'Amérique où l'esclavage est officiellement aboli, seul État nègre de l'hémisphère occidental où des gens de couleur sont aux commandes du pouvoir politique, seul État au monde né d'une révolution d'esclaves réussie » (Léonard, 2003).

C'est la première fois que les principes de liberté et d'égalité pour tous sont devenus concrets. Ils le sont par la seule bravoure d'une « horde » de nègres considérés comme barbares et n'ayant pas toutes les facultés humaines, puisqu'ils sont d'une « race inférieure ». En conséquence, il faut punir ces « insolents » qui osent mettre en question l'ordre mondial. Il faut les asphyxier, les mettre en quarantaine. La nouvelle nation ne pouvait même pas compter sur les anciennes colonies britanniques formant les États-Unis. En effet, elles ont bénéficié de l'aide de l'ancienne colonie française (Saint-Domingue qui deviendra Haïti) lors de leurs luttes contre la métropole anglaise. En fait, le caractère fondamental de ces deux luttes était différent. Si la lutte haïtienne était anticolonialiste, antiesclavagiste et antiségrégationniste, celle des colons anglais était uniquement anticolonialiste. Donc, elles sont par essence différentes. L'idéologie des nègres d'Haïti était plus profonde et en avance par rapport au temps.

Malgré les rivalités coloniales de l'époque, une coalition de nations va se mettre en place pour endiguer la propagation de la révolution haïtienne vue comme une menace. Considérant qu'aucun pays ne peut vivre en autarcie, tout sera mis en place pour isoler le nouvel État. Par exemple, en 1815 à Vienne, les puissances européennes ont reconnu en faveur de la France le principe de la plénitude de ses droits sur Haïti. Cette dernière était encore considérée comme une colonie en rébellion depuis 1804 et non comme un État indépendant. Dans ce cas, ces puissances s'entendent pour ne pas reconnaître l'indépendance du pays et ne pas l'accepter au concert des nations libres. Seules des relations commerciales ont été maintenues. Et, là encore, c'était uniquement dans leurs propres intérêts et selon l'état des alliances. Ainsi, si au début les États-Unis avaient accepté de nouer des relations commerciales avec la jeune nation, la diplomatie française a obtenu du Congrès

américain leur suspension en 1806 (Léonard, 2003). La reprise des relations commerciales en 1809 entre Haïti et les États-Unis n'a pas pour autant consacré la reconnaissance de l'indépendance du pays par cet État constitué d'anciennes colonies. Même après la reconnaissance de l'indépendance du pays par la France en 1825, les États-Unis ont toujours été réticents à le faire. Il faut attendre l'année 1864 pour qu'ils acceptent enfin de reconnaître l'existence d'Haïti comme une nation libre et souveraine.

Du côté de la France, cette reconnaissance n'était pas gratuite. Ainsi, en avril 1825, par une ordonnance émanant du roi Charles X, l'indépendance d'Haïti a été reconnue par l'ancienne métropole. Du côté haïtien, fatigué d'être toujours en alerte, le gouvernement a accepté dans l'euphorie des conditions qui vont peser très lourdement sur l'économie de la nation tout au long de son histoire. La nation sera ruinée et sera toujours en difficulté pour trouver les ressources adéquates pour mettre en place des politiques publiques qui vont dans le sens du développement. Ces conditions imposées peuvent être résumées par la prédominance du commerce français dans les ports haïtiens et le paiement de cent cinquante millions de francs or pour indemniser les colons ayant perdu leurs biens lors des guerres de l'Indépendance. À côté d'un commerce inégalitaire en faveur de la France instauré dans les ports de la nouvelle nation, l'indemnité représentait cinq fois la valeur moyenne annuelle des exportations du pays (Dorigny, 2005; B. Joachim, 1975).

Le paiement de cette indemnité devrait se faire sur cinq ans par versement proportionnel de 30 millions de francs or par année. Étant donné que ce montant était au-dessus des moyens financiers et économiques d'Haïti, cette échéance ne sera pas respectée. D'ailleurs, pour payer la première tranche de 30 millions, les dirigeants haïtiens ont eu recours à des banques françaises pour l'octroi d'un prêt. C'est la réalité de la double dette. Impossible de poursuivre les paiements, Haïti a obtenu en 1832 une révision de la dette. C'est l'ordonnance de Charles X. Avec cette ordonnance, les cent cinquante millions de francs or ont été réduits à 90 millions, dont les 30 qui ont été déjà payés. Même après cette reconsidération, le calendrier des paiements ne pouvait pas être respecté. Cette somme était encore trop lourde pour le budget du pays. Il a fallu attendre 1883 pour que la dernière annuité soit finalement payée (Dorigny, 2005; B. Joachim, 1975). Cependant, le pays reste englué dans une spirale de prêts extérieurs à l'égard des créanciers français, au point que des prêts contractés en 1910 ne seront épongés qu'au début des années 1960 (Gaillard, 2020).

L'asphyxie du jeune État ne s'arrête pas avec la reconnaissance de son indépendance. Les ressortissants des puissances étrangères qui s'y installent, comprenant la fragilité dans laquelle se trouve le pays, ont su profiter des moindres occasions pour formuler, sous menaces militaires ou diplomatiques, des réclamations d'ordre pécuniaire.

Le cas de l'Affaire Maunder en est un exemple. En mars 1887, sous la menace du navire de guerre Canada, Haïti fut contraint de verser une indemnité de 32 000 livres sterling à une ressortissante britannique. En effet, l'unique cause est un litige entre madame Maunder et le gouvernement haïtien concernant l'exploitation de l'Île de la Tortue (Coradin, 1995). D'autres réclamations ont eu lieu, comme celle faite en faveur de Pelletier en 1885 qui consiste à faire payer à l'État haïtien 57 250 dollars à Pelletier. La faute commise par le pays était l'emprisonnement de ce dernier pour avoir essayé de capturer, en 1861, des nègres en Haïti pour aller les revendre à La Havane sur un navire battant pavillon américain (Coradin, 1995).

Cette situation s'accompagne aussi d'une lutte pour le pouvoir conduisant à des guerres civiles et de l'instabilité politique dès les premières années de fondation du jeune État (Audebert, 2017). En effet, dès le 17 octobre 1806, soit deux années après la proclamation de l'indépendance, Dessalines, le père de la nation, est assassiné. La guerre civile éclate et le pays est scindé en deux États, le Royaume du Nord et la République de l'Ouest, voire en trois États avec la scission du Sud en 1810. Les rivalités politiques, provoquant l'émiettement du pays après l'assassinat de Dessalines, n'ont pas disparu avec la prise du pouvoir par Boyer à la mort de Pétion et l'unification du pays à la mort de Christophe. Elles demeurent tout au long de l'histoire du pays. Cela conduit à une instabilité chronique constituant l'une des caractéristiques du système politique haïtien. À titre d'illustration, entre mars 1843 et avril 1846, soit dans l'espace de trois ans, quatre chefs d'État se sont succédé. Entre juillet 1911 et juillet 1915, en quatre ans, le pays a connu plus de six gouvernements. Et, au cours de l'histoire du pays, les gouvernements éphémères ne manquent pas et les guerres civiles étaient presque une constance.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'occupation américaine en juillet 1915. En effet, les rivalités entre noirs et mulâtres ne cessaient de s'exacerber entraînant des guerres civiles à répétition. Selon Castor, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, « *les contradictions entre la bourgeoisie*

et la classe féodale revêtirent un caractère de violence extrême, prenant souvent la forme d'une lutte entre les secteurs noirs et mulâtres des classes dominantes » (Castor, 1988).

Cette double situation (externe et interne) est grandement néfaste pour le pays sur le plan financier et économique. Cela a privé la jeune nation des ressources financières et économiques nécessaires pour construire l'avenir de ses citoyens. À propos des conséquences néfastes de la dette de l'indépendance, Dorigny souligne une double dépendance financière et commerciale. D'abord, parce que des emprunts ont été utilisés pour payer la dette. Ensuite, « *puisque l'exportation du café vers la France fut le seul moyen de se procurer des devises pour payer une dette libellée en francs or* » (Dorigny, 2005). L'avenir de la nation est hypothéqué, le sous-développement est évident « *en sacrifiant l'investissement et le développement social* » (Gainot & Régent, 2019). Cela est responsable grandement du manque de ressources pour lancer les projets de développement. Au début du XXe siècle nous livre Castor, la dette extérieure qui dépassait la capacité de paiement de l'État ne cessait d'augmenter. En 1903, elle s'élevait à 33 121 999 dollars américains et passait en décembre 1904 à 40 891 394 dollars, dont 26 784 149 en or. Au cours de cette même période, le budget annuel du pays ne s'élevait qu'à environ 12 millions de dollars (Castor, 1988).

À côté de ces dettes qui mettaient à genoux le pays, le commerce national, comme nous l'avions mentionné plus haut, a été contrôlé en grande partie par des étrangers. En effet, depuis le XIXe siècle, nombreux sont les commerçants étrangers installés dans le pays. Au début du XXe siècle, d'autres entreprises étrangères, dont des entreprises américaines, s'étaient établies sur le sol national. C'est le cas de l'American Dyewood of Boston et de Mac Donald, deux entreprises fruitières installées respectivement en 1901 et 1907 en Haïti. La pénétration des commerçants étrangers sur le marché haïtien provoque l'expulsion des commerçants locaux n'ayant pas les moyens de résister. Interdisant d'acquérir des propriétés dans le pays, ces commerçants étrangers se sont mariés à des femmes haïtiennes et conduisent leurs activités sans s'inquiéter (Castor, 1988). Donc, si le pays s'appauvrit avec le paiement des dettes de l'indépendance et les autres emprunts extérieurs, la situation est encore plus critique quand le commerce du pays est contrôlé par des étrangers. Aucune bourgeoisie réelle ne peut être constituée. Dans ce cas, il n'y existe aucune accumulation de richesses. Ce qui avait pour conséquence une absence de politique d'équipements

et de développement social. Le pire dans tout cela est la corruption des fonctionnaires qui confondent souvent les ressources publiques à leurs propres ressources (Gérard, 1993).

L'occupation américaine entre 1915 et 1934 n'a rien changé en réalité. Au contraire, elle a contribué à déstabiliser encore plus économiquement le pays selon l'intellectuel haïtien Georges Eddy Lucien, cité par Michelet Joseph dans un article de *Le Nouvelliste*. Selon lui, les Américains s'inscrivaient dans la logique de rendre d'abord Haïti dépendante de leurs capitaux, avant de la placer dans une situation de débiteur (Joseph, 2018). D'ailleurs, avant même l'occupation, la puissance étoilée avait déjà prouvé ses intentions. La confiscation par ses soldats, le 17 décembre 1914, des réserves d'or du pays qui se trouvaient à la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) est très révélatrice.

Voilà le résumé de la situation sociopolitique et économique du pays après l'indépendance jusqu'à l'occupation américaine. La situation de l'après-occupation, sera-t-elle meilleure ?

2.1.1.2. — De la fin de l'occupation américaine à la chute de Duvalier (1934-1986) : un renforcement de l'État ?

L'un des premiers actes des Américains consiste à doter l'occupation d'une couverture légale, en élaborant une série de textes juridiques. Ils font également semblant d'appliquer ceux qui existaient avant leur débarquement. C'est dans ce contexte qu'ils font élire le 12 août 1915, Sudre Dartiguenave, comme nouveau président pour une période de sept ans. Pour pallier l'absence d'une armée nationale unifiée ayant un commandement centralisé, la gendarmerie a été créée avec des soldats haïtiens et des officiers supérieurs américains. Ce corps avait pour mission principale la pacification du territoire national. Pour mieux contrôler le territoire dans tous ses aspects, la centralisation a été adoptée. Port-au-Prince devient « *le seul et unique siège de détention, de concentration et de centralisation du pouvoir d'État* ». C'est la fin du régionalisme (S. P. Étienne, 2018).

L'arrivée des Américains a aussi mis fin, du moins provisoirement, à l'instabilité qui pourrissait la vie politique haïtienne. Pendant les 19 ans d'occupation, à part un gouvernement éphémère de sept mois, il n'y avait que trois gouvernements qui s'étaient succédé. Des réformes ont été opérées dans l'administration publique, dont la création de l'Administration générale des contributions, la

création ou la modernisation des infrastructures douanières. Ainsi, une augmentation des recettes fiscales accompagnée d'une meilleure gestion des dépenses publiques a été constatée. L'équilibre budgétaire a été assuré et les dettes extérieures ont été réduites. L'État peut augmenter maintenant son budget de fonctionnement et d'investissement (S. P. Étienne, 2018). Mais, il est à souligner que la domination tant financière que politique n'a pas pour autant disparu. Les principales institutions haïtiennes ont été contrôlées par des fonctionnaires américains malgré la présence des fonctionnaires haïtiens. C'est par exemple le cas du Conseiller financier, un fonctionnaire américain, placé au ministère des Finances (Lucien, 2014).

Même après le départ des occupants, un semblant de stabilité semble s'installer dans le pays jusqu'en 1986. Il faut quand même souligner que les sept gouvernements éphémères qui se sont succédé, entre décembre 1956 et octobre 1957, mettaient déjà en question cette fragile stabilité dont hérite le pays de l'occupation. En réalité, si les paysans sont éliminés des questions politiques, les rivalités ne disparaissent pas pour autant entre les classes dominantes. En effet, pour construire l'administration, les occupants s'étaient appuyés sur les mulâtres (Audebert, 2017; S. P. Étienne, 2018). Ces derniers avaient le contrôle « *de façon exclusive [de] tous les centres de décisions de l'appareil de l'État* ». Leur mainmise sur l'administration publique était réelle (S. P. Étienne, 2018). L'apparente construction de l'État n'est qu'un leurre. En ce sens, nous pouvons emprunter les mots de Sauveur Pierre Étienne disant : « *les occupants arrivaient à construire un État à l'allure moderne, mais faible* » (S. P. Étienne, 2018). Dans ce contexte, la crise de 1946, dont l'apogée est marqué par un coup d'État militaire contre Lescot, prouve à quel point les institutions mises en place pendant l'occupation étaient faibles. Élu en 1946, après la chute de Lescot, Dumarsais Estimé sera lui aussi chassé quatre ans plus tard par un coup d'État militaire. Après un gouvernement militaire de quelques mois, Paul Eugène Magloire sera installé comme président. Il sera à son tour chassé du pouvoir par un coup d'État militaire en décembre 1956. L'État néopatrimonial d'avant l'occupation refait surface (S. P. Étienne, 2018; Lucien, 2014).

Après la chute de Magloire en décembre 1956, sept gouvernements provisoires se sont succédé avant l'arrivée au pouvoir de François Duvalier en octobre 1957. Ce dernier va établir une dictature qui durera jusqu'en 1986. En avril 1971, à l'occasion de son décès, son fils, Jean-Claude Duvalier, arrive au pouvoir. Il sera chassé en février 1986 par une insurrection populaire.

Sur le plan économique, la situation du pays n'a guère évolué au cours de cette période. La domination étrangère et la dépendance continuent. En ce qui concerne l'aspect commercial, la prépondérance allemande et française disparaît au profit de celle des Américains. Ces derniers n'avaient qu'un seul objectif : asseoir leur domination. Les conséquences de leur politique sociale vont avoir de grandes répercussions sur l'avenir de la nation. La politique budgétaire des Américains n'était en aucune manière au profit du développement. Elle ne visait que la solvabilité d'Haïti vis-à-vis des créanciers. Ce qui a, pour corollaire, l'absence de politique sociale, éducative et infrastructurelle pouvant soutenir le développement. À propos de cette politique budgétaire, au tome 2 du texte « *Une modernisation manquée* », Lucien note ceci :

« Pour y parvenir, il est dans l'obligation de favoriser les secteurs les plus rentables et par conséquent, il se désinvestit de secteurs jugés peu dynamiques tels le social, l'éducation, etc. Or, ces domaines sont primordiaux pour la maîtrise de la croissance de la population. La mise en place de cette politique provoque de façon la plus aiguë les déficiences observées précédemment dans les équipements scolaires, sanitaires, de transport... » (Lucien, 2014).

Si nous considérons le principe de la division internationale du travail, Haïti s'était surtout spécialisé dans la fourniture de main-d'œuvre vers les plantations sucrières de Cuba et de la République dominicaine. Les investissements réalisés étaient faibles. La monoculture caféière reste l'élément prédominant du paysage économique du pays. Malheureusement, le mode de production (artisanal) adopté, l'absence d'investissements et d'innovations technologiques ne favorisait pas une productivité élevée et stable. Entre 1920 et 1940, la production de café est passée de 31 500 tonnes par an à 17 500 tonnes (S. P. Étienne, 2018). À cela, il faut ajouter l'instabilité des prix des produits agricoles sur le marché international et aussi les catastrophes naturelles, essentiellement de nature hydroclimatique provoquant d'énormes pertes pour le pays. C'est le cas du cyclone Hazel en octobre 1954. Frappant la région sud du pays, il a provoqué pas moins de mille (1 000) morts. Sur son passage, il a détruit près de 50 % de la récolte de cacao et 40 % des plantations caféières⁴⁴⁴⁵ (S. P. Étienne, 2018; H. Pierre, 2015).

⁴⁴ <https://lenouvelliste.com/article/145081/le-cyclone-hazel-un-passe-encore-present> (consulté le 1er août 2021)

⁴⁵ <https://gilbertmervilus.medium.com/cyclone-hazel-octobre-1954-8bd6aeb7a989> (consulté le 1er août 2021)

Image 7.- Un timbre illustrant les dégâts du cyclone Hazel



Source⁴⁶

Les catastrophes naturelles marquent tellement les esprits qu'un timbre postal immortalise l'un de ces drames : le cyclone Hatzel frappant le pays en octobre 1954

Malgré la présence de certaines industries comme la HASCO, la Standard Fruit et la Steamship Company spécialisées dans l'exploitation de la canne à sucre et de la figue banane, l'économie haïtienne reste moribonde. La Deuxième Guerre mondiale va aggraver la situation et une économie de guerre sera installée. Des restrictions seront pratiquées sur les exportations haïtiennes et les paysans seront dépossédés de leur terre au profit des denrées d'exportation, comme le caoutchouc, pour le besoin de la guerre. La fin de la guerre va vite consacrer la fin de ces projets. Et du coup, le pays va accuser une dette externe évaluée à 60 % du budget annuel de l'État (S. P. Étienne, 2018).

⁴⁶ <https://gilbertmervilus.medium.com/cyclone-hazel-octobre-1954-8bd6aeb7a989> (consulté le 1er août 2021)

N. B : L'image du timbre illustre les dégâts du cyclone Hazel sur la région Sud. Nous y voyons une ville couverte par les flots (probablement, Jérémie eu égard à l'architecture de la cathédrale). Elle met aussi en évidence une végétation rasée et des sinistrés, mains en l'air, implorant et attendent les secours d'un hélicoptère.

Il y a lieu de souligner que, dans cette situation de crise économique constante, il existe des moments éphémères de prospérité. C'est l'exemple des premières années de la présidence de Dumarsais Estimé. Malgré tout, ces moments de prospérité étaient insuffisants pour entretenir et moderniser les équipements de développement. Toutefois, certains aménagements urbains ont pu être réalisés, comme ceux mis en place à l'occasion du bicentenaire de création de la ville de Port-au-Prince (Lucien, 2014).

Il faut rappeler que, comme c'est déjà souligné au début, la nation fait face tout au long de son histoire à la corruption (Péan, 2003, 2005, 2006, 2007). Un phénomène qui constitue un frein au développement du pays. Sous le règne des Duvalier, le favoritisme était un mode de gouvernance. « *Les Tontons Macoutes* », la milice armée qui supportait le régime était un symbole de la corruption (Hurbon, 1987). Le clan Duvalier a participé directement dans le pillage des caisses publiques. Plusieurs stratagèmes ont été utilisés pour mieux s'enrichir aux dépens de la société et de chaque individu. Au départ de Jean-Claude Duvalier en 1986, sa fortune s'élevait à plusieurs centaines de millions de dollars américains⁴⁷. L'économie rurale a été anéantie après la destruction des porcs créoles adaptés à l'environnement haïtien, et leur remplacement par d'autres espèces qui nécessitent des soins et des aliments particuliers⁴⁸. C'est dans ce contexte que le 7 février 1986, le régime a été emporté par une insurrection populaire mettant fin à la dictature. Le pays en était sorti économiquement exsangue et politique faible avec des institutions qui n'existent que de nom. De 1957 à 1986, le PIB du pays chute de plus de 40 %⁴⁹.

Le régime des Duvalier est déchu, l'ère de la « *démocratie* » commence. L'État qui n'a jamais été renforcé le sera-t-il ?

2.1.1.3. — De l'institution de la démocratie à la catastrophe du 12 janvier 2010 : quel changement réel opéré ?

« Économie soutenue par l'aide internationale, sécurité assurée par la tutelle onusienne : les tensions ont reculé en Haïti. Mais le pays rongé par les inégalités reste en panne » (Wargny, 2009).

⁴⁷ [Jean-Claude Duvalier, 1971-86 — Traveling Haiti](#) (consulté le 25 juillet 2021)

⁴⁸ [Jean-Claude Duvalier, 1971-86 — Traveling Haiti](#) (consulté le 25 juillet 2021)

⁴⁹ [Haïti et le duvaliérisme — Cahiers libres](#) (consulté le 24 juillet 2021)

Voilà comment Christophe Wargny décrit la situation sociopolitique et économique du pays après la dictature des Duvalier.

Le départ du pouvoir de Jean-Claude Duvalier pour l'exil, le 7 février 1986, conduit à des liesse populaires partout dans le pays. Pour la nation, c'était la fin du règne de la dictature et de la corruption. Cette rupture était si importante qu'on le qualifiait de « *deuxième indépendance* ». Des groupes musicaux à l'instar de Bossa Combo et de l'Orchestre Septentrional le chantent dans des chansons titrées respectivement « Deuxième indépendance »⁵⁰ et « 7 février »⁵¹. Dans le contexte de cette « *deuxième indépendance* », pour asseoir les bases de la démocratie, une nouvelle constitution est rédigée en 1987 pour remplacer celle de 1983. Une « *démocratie* » qui ne verra jamais le jour.

La chute des Duvalier va favoriser l'installation dans le pays d'une instabilité (ou du moins sa réapparition) dont les principaux acteurs sont d'abord les militaires et ensuite la population à travers ses différents mouvements de revendication. En effet, à la faveur du 7 février 1987, un Conseil de gouvernement dirigé par le Général Henri Namphy est installé. Il reste aux commandes jusqu'en février 1988. Entre-temps, les élections du 29 novembre 1987 sont annulées après des tueries perpétrées par l'armée dans certains bureaux de vote. Trois mois plus tard, à la faveur des élections du 17 janvier 1988, Lesly François Manigat sera consacré président de la République. Il sera renversé le 20 juin de la même année par le Général Henri Namphy qui reprend, du coup, le pouvoir. Le 17 septembre, c'est le tour du Général d'être renversé par un autre militaire, le Général Prosper Avril. Le 10 mars 1990, sous la pression de la population, sans oublier les injonctions des puissances étrangères comme la France et les États-Unis, ce dernier part pour l'exil. L'intérim est assuré par le Major-général Hérard Habraham qui remet le pouvoir le 13 mars de la même année à Madame Ertha Pascal-Trouillot, issue de la Cour de cassation. Elle va organiser le 16 décembre 1990, les premières élections dites démocratiques du pays⁵².

Ces élections marquent un tournant décisif dans la politique du pays. C'est la transition démocratique, une période d'espoir pour Haïti. Malheureusement, elle n'était que de courte durée. Le 30 septembre 1991, un coup d'État militaire a emporté le président Jean-Bertrand Aristide. Ce

⁵⁰[Deuxième Indépendance \(Bossa Combo\) — YouTube](#) (consulté le 23 juillet 2021)

⁵¹[7 Fevrier Orchestre Septentrional dhaiti 1986 — YouTube](#) (consulté le 23 juillet 2021)

⁵²[Haïti, 1983, Constitution, Digithèque MJP \(univ-perp.fr\)](#) (consulté le 24 juillet 2021)

dernier est parti pour l'exil. Pendant trois années environ, entre septembre 1991 et octobre 1994, un régime de répression s'installe dans le pays. L'armée et les paramilitaires répriment avec violence les moindres gestes faisant penser au président déchu. Le droit à l'information et à l'expression a été bafoué. De nombreuses personnes sont emprisonnées, torturées ou tuées. Aucune catégorie n'a été épargnée : des journalistes, des membres du clergé catholique, des syndicalistes, des membres d'organisations populaires étaient tous victimes de cette répression politique (Amnesty International, 1992). Grâce à la résistance populaire sur le plan interne et les pressions internationales, le 15 octobre 1994, vingt-trois mille soldats américains⁵³ ramènent au pays le président destitué. Une action applaudie par la plupart des Haïtiens. Pourtant, vu les conséquences politiques, certains intellectuels, à l'instar de Sauveur Pierre Étienne, considèrent que cet événement consacre « *l'effondrement de l'État haïtien* » (S. P. Étienne, 2018).

À la faveur des élections du 17 décembre 1995, René Garcia Préval succède à Aristide le 7 février 1996. Au cours de cette mandature marquée par diverses crises, le président n'était pas libre de ses actions. Il était en quelque sorte une doublure de Jean-Bertrand Aristide qui reprendra le pouvoir en 2001 à partir des élections contestées. Ce dernier va quitter prématurément le pouvoir le 29 février 2004, à la suite d'une insurrection armée. Le départ du président sous la pression d'une rébellion armée provoque plusieurs conséquences majeures. D'abord, il y a la prolifération des gangs, la multiplication des assassinats. Ensuite, les trafics de stupéfiants ont augmenté. Enfin, cela provoque une nouvelle fois « *l'effondrement de l'État haïtien* », pour emprunter les mots de Sauveur Pierre Étienne (S. P. Étienne, 2018).

Sur le plan de la sécurité, les soldats de l'ONU qui accompagnaient Aristide en 1994 ont dû quitter le pays en 2001. Les troubles nés en 2004 poussent le Conseil de sécurité de l'ONU à dépêcher en Haïti une autre mission militaire qui portera le nom de Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Elle va rester au pays jusqu'en 2017 avec pour mission de maintenir l'ordre et la paix. Un élément qui prouve que la maturité politique du pays n'a toujours pas été atteinte, plus de deux cents ans après. Une fois de plus, les institutions publiques sont trop faibles pour maintenir de l'intérieur la stabilité. Il faut l'intervention étrangère !

⁵³ [Le Nouvelliste | Le Gouvernement Latortue et les dossiers de la transition](#) (consulté le 27 juillet 2021)

Le départ d'Aristide conduit à l'installation d'un gouvernement intérimaire. Face à l'instabilité et la violence des gangs armés, ce gouvernement était chargé de rétablir la sécurité et d'organiser les élections. En février 2006, René Préval accède une seconde fois au pouvoir pour un mandat de cinq ans. Au cours de son mandat, les conditions sécuritaires restent précaires (même si certaines améliorations pouvaient être observées). Selon un rapport du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), de 2006 à 2010, plus de deux mille quatre cent trente-deux (2432) cas d'assassinats ont été enregistrés, ainsi que quatre mille huit cent soixante-treize (4 873) cas d'enlèvement. Une situation aggravée par le séisme du 12 janvier 2010.

Durant cette période, si la situation était catastrophique sur le plan politique, elle ne l'était pas moins sur le plan économique. La corruption demeure ! Les biens de l'État sont souvent détournés au profit de certains particuliers. Les responsables politiques nuisent au développement économique du pays. Généralement, ils confondent les biens publics aux biens personnels. Les institutions publiques, à l'instar de la Téléco et de la douane, sont pillées. Les deux rapports accusant, avec preuve à l'appui, Aristide de détournement d'au moins de 55 millions de dollars (Caroit, 2005; S. P. Étienne, 2018) n'est pas un fait singulier.

À côté de la corruption, l'économie de cette période a surtout été marquée par un embargo imposé à Haïti à partir de 1991 jusqu'au retour d'Aristide en octobre 1994. Les impacts ne se faisaient pas attendre. Les sanctions ont aggravé une situation économique déjà difficile. Le plus dur est que les premières victimes restent la population civile (Tehindrazanarivelo, 2014). De 2,5 milliards de dollars en 1990, le PIB du pays passe à environ 1,8 milliard de dollars en 1993 (J. Francisque, 2020b). La perte d'emplois a été considérable. Pendant la période de l'embargo, le taux d'emploi dans les usines de montage a diminué de 80 %. Trente mille à quarante mille (30 000 à 40 000) emplois sont perdus dans les domaines du vêtement, de l'électronique, des sports et du montage de jouets ; et, soixante mille (60 000) dans le domaine de l'artisanat. De 25 % entre 1992 et 1993, l'inflation passe à 52 % en 1994 (Garfield, 2000; Gaspard, 2008). Les conséquences ne sont pas seulement économiques, l'affaiblissement de l'administration constitue en effet l'une des conséquences. (Garfield, 2000; Gaspard, 2008).

L'économie du pays a dû aussi subir les conséquences du plan d'ajustement structurel (PAS) élaboré par les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI. En

effet, depuis les années 1986, le PAS a été déjà mis en pratique par les militaires. Les barrières douanières ont été abaissées et le commerce a été libéralisé. Le cas le plus emblématique est le riz sur lequel les droits de douane sont passés en 1995 de 35 % à 3 %. Comme résultat, le marché haïtien est envahi par le riz provenant des États-Unis. Ce qui pénalise les producteurs locaux. Alors que les agriculteurs des pays industrialisés sont subventionnés, il est interdit de pratiquer cette politique dans les pays en développement comme en Haïti⁵⁴. Les entreprises publiques sont privatisées et des milliers de licenciements opérés⁵⁵. L'économie du pays devient de plus en plus déstructurée. Le développement endogène est rejeté au profit du modèle extraverti, souvent inadapté aux réalités locales.

Les catastrophes naturelles continuent de fragiliser encore plus les bases économiques du pays. Le premier quart du XXI^e siècle est une période marquée par plusieurs grandes catastrophes mettant le pays à genoux. Entre 2004 et 2008, les effets des différents cyclones et ouragans, aux effets dévastateurs (voir l'image suivante), ayant frappé le pays ont provoqué des pertes cumulées évaluées à 24 % du PIB (H. Pierre, 2015). À partir de janvier 2010, l'économie portera les séquelles d'une autre catastrophe majeure. C'est celle que nous venons d'évoquer plus haut : le séisme du 12 janvier 2010.

Instabilité politique, crise économique, ce sont encore les principales caractéristiques de l'après Duvalier jusqu'au séisme de 2010. À partir de cette catastrophe, le pays aura-t-il pris un tournant positif ?

⁵⁴ https://www.cadtm.org/IMG/pdf/Haiti_construire_ou_reconstruire.pdf (consulté le 28 juillet 2021)

⁵⁵ https://www.cadtm.org/IMG/pdf/Haiti_construire_ou_reconstruire.pdf (consulté le 28 juillet 2021)

Image 8.- Des victimes d'un ouragan en Haïti



Source⁵⁶

En l'espace de quatre années, soit en 2004 et en 2008, le pays (spécifiquement la ville des Gonaïves) a été frappé par deux ouragans majeurs (Jeanne et Hanna). Des milliers de victimes, dont des centaines de morts étaient à déplorer. À cela, il faut ajouter la destruction des infrastructures économiques.

2.1.1.4. — Une crise qui perdure

La campagne électorale de 2010 porte le parfum du séisme du 12 janvier. Les candidats promettent l'espoir pour une population en désarroi. C'étaient des joutes électorales bourrées d'enjeux. Tout de suite après la proclamation des résultats préliminaires, la population des trois principales villes du pays (Port-au-Prince, Cap-Haïtien et Cayes) se dressait en faveur du candidat « *antisystème* », Michel Joseph Martelly, sorti en troisième position (Geffrard, 2010). Aux Cayes, plusieurs bâtiments publics ont été incendiés. Repêché aux dépens de Jude Célestin, Martelly est proclamé vainqueur du second tour en avril 2011, dans des conditions douteuses. Donc, la période débute avec une crise.

Durant sa mandature, les institutions publiques deviennent, plus que jamais, de plus en plus faibles. Dès 2014, deux ans avant la fin de son mandat, des mouvements de protestation réunissant de milliers de citoyens sont organisés pour exiger son départ⁵⁷. Puisque les élections législatives n'ont

⁵⁶ <http://www.gonayv.com/CYCLONEJEANNE.htm> (consulté le 7 juillet 2023)

⁵⁷ [Crise en Haïti : des manifestants exigent le départ de Michel Martelly \(rfi.fr\)](http://www.rfi.fr/fr/actualites/haïti/20140802-manifestants-exigent-le-depart-de-michel-martelly) (consulté le 2 août 2021)

pas été organisées à temps, à un certain moment, le président dirige par décret. C'est dans ce contexte qu'il nomme par exemple Evans Paul, dont le choix a été rejeté auparavant par le Parlement, au poste de Premier ministre⁵⁸. En février 2016, Martelly laisse le pouvoir au profit d'un président provisoire. Ce dernier avait pour mission principale de poursuivre le processus électoral en cours. En effet, les résultats du premier tour des élections d'octobre 2015 ne sont pas acceptés et sont entachés de nombreuses violences en raison des accusations de fraudes massives. En janvier 2017, un nouveau président, Jovenel Moïse, est élu président d'Haïti. Déjà, sa légitimité était problématique et contestée. Tout d'abord, cela reposait sur le taux de participation qui n'était que de 21 % ; ensuite, sur le fait que, dès la proclamation des résultats, sa victoire a été contestée par les principaux candidats rivaux (Le Monde, 2017). La base de la crise aiguë que va vivre le pays est installée.

Deux ans après son élection, à l'occasion de la commémoration de la fin de la dictature en Haïti, le 7 février 2019, fut l'occasion de lancer des mouvements de protestation contre la vie chère. Les protestataires exigent en même temps le départ du président. Pendant plusieurs jours, ces mouvements appelés « pays lock » paralysent toutes les activités économiques dans le pays (voir Image 9), principalement à Port-au-Prince. Les villes de province n'ont pas été épargnées. En juillet de la même année, à l'occasion de l'augmentation des prix des produits pétroliers, outre les protestations de rue, des scènes de pillage ont été observées. Quelques mois plus tard, soit en septembre de la même année, de vastes mouvements de contestations éclatent. Durant environ trois mois et demi, le pays était totalement fermé. Le départ du président était exigé. Entre-temps, le 13 janvier 2020, la fin de la 50^e législature marque la caducité du parlement. Avec le départ de la chambre basse et les 2/3 des sénateurs, il ne reste que 10 sénateurs au parlement. Dans un tweet, le président déclare constater « *la caducité du Parlement* » et prendre acte de « *ce vide institutionnel* » (Geffrard, 2020a). La gouvernance par décret revient ! De janvier 2020 à juillet 2021, l'opposition est affaiblie. Le président dirige le pays par décret sans trop grande difficulté. Il lance les préparatifs pour un référendum sur une nouvelle constitution et aussi pour des élections générales. C'est dans ce contexte qu'il est assassiné chez lui le 7 juillet 2021.

⁵⁸ [La présidence de Michel Martelly : les Haïtiens désenchantés | Analyses | Perspective Monde \(usherbrooke.ca\)](#) (consulté le 2 août 2021)

Image 9.- Policiers haïtiens lors d'un mouvement de protestation



Source ⁵⁹

Face à la misère, à l'irresponsabilité de l'État et à la corruption, les protestations violentes ne sont pas rares en Haïti.

Sur le plan sécuritaire, des rumeurs font état de la connivence entre les hautes sphères de l'État et les gangs armés. Ce n'est pas un fait nouveau, cela semble exister depuis les années 2000 avec le président Aristide. Mais les réseaux sociaux et l'internet rendent le phénomène plus visible puisque les informations circulent avec plus de facilité et de rapidité. Cette dernière décennie est exceptionnelle pour le pays sur le plan sécuritaire avec la multiplication des gangs. Ces bandes adoptent l'enlèvement et l'assassinat comme modes opératoires. Pour mieux contrôler le territoire, certains d'entre eux se fédèrent (Rich, 2021), à l'instar du G9 et alliés. Cet aspect sera mieux développé au chapitre V.

⁵⁹ <https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-mort-marge-manifestation-reclamant-demission-president-2019-06-09-1301027739>
(consulté le 2 août 2021)

Sur le plan de la gouvernance, depuis le retour de l'ordre démocratique⁶⁰ en 1994, le contrôle du pays par l'extérieur s'est renforcé et le néocolonialisme a une forme. Il existe, à côté du gouvernement politique traditionnel, un gouvernement humanitaire parallèle (Heine & Verlin, 2014). En effet, la gouvernance du pays est partagée entre les milliers d'ONG, les services de coopération des ambassades, les diverses agences de l'ONU, dont la Minustah et l'État haïtien. Paradoxalement, ce dernier constitue l'acteur le plus faible du territoire. Toujours selon Hein et Verlin, ces entités externes précitées ont une capacité financière dix fois plus élevée que celle de l'État haïtien. Leur capacité logistique, économique ainsi que politique est de loin supérieure à celle dont dispose l'État (Heine & Verlin, 2014).

Dans leurs actions, ces entités ont tendance à concurrencer l'État sur son propre territoire. Ce qui, non seulement, l'a affaibli, mais aussi a conduit à l'échec des programmes de coopération (Heine & Verlin, 2014). L'après-tremblement de terre de 2010 est un cas flagrant. Considéré comme trop faible et corrompu, l'État n'a pas joui de la confiance de la communauté internationale. En effet, cette dernière ne voulait pas que l'aide passe par les autorités publiques. Elle est canalisée vers les ONG qui malgré leur « force » deviennent pour la plupart plus corrompues que l'État. C'est l'exemple de la Croix-Rouge américaine qui n'a construit que six (6) maisons avec les 488 millions de dollars américains collectés en faveur d'Haïti⁶¹. En réalité, la corruption n'est pas uniquement une question de perception. Elle est une réalité. L'exemple de plusieurs milliards de dollars dilapidés dans le cadre du programme « PetroCaribe⁶² » est très parlant.

À côté des problèmes politiques matérialisés par des guerres civiles, l'instabilité politique et l'intervention étrangère, Haïti connaît des situations économiques catastrophiques. Du paiement de la dette de l'indépendance en passant par les réclamations, parfois fantaisistes des ressortissants étrangers, le pays fait face tout au long de son histoire à la corruption. Elle peut prendre plusieurs formes dont les pots-de-vin, les évasions fiscales, les détournements de fonds, les rackets ainsi que

⁶⁰ Appellation donnée au retour d'Aristide sous l'égide de la communauté internationale.

⁶¹ [Haïti : pourquoi la Croix-Rouge américaine n'a construit que 6 maisons avec les 488 millions de dollars collectés \(latribune.fr\)](http://latribune.fr) (consulté le 31 juillet 2020)

⁶² C'est un programme de fourniture de pétrole à des prix préférentiels mis en place par Hugo Chavez, ancien président du Venezuela, dont bénéficiait Haïti.

les « chèques zombis »⁶³ (J. A. Pierre, 2014). La question des catastrophes naturelles doit être aussi prise en compte. À côté du séisme de 2010, le pays a dû faire face à d'autres catastrophes naturelles de type hydroclimatique dont les effets ne font que renforcer le retard du pays.

Donc, pour répéter Doura, l'économie haïtienne est une économie désarticulée, dépendante et fonctionnant selon le modèle d'enclave⁶⁴. Ce qui explique logiquement que cette économie est inapte à favoriser le développement. C'est dans ce contexte général que le pays s'efforce de maintenir l'activité touristique.

2.1.2.— « The rise and fall »⁶⁵ : l'histoire du tourisme en Haïti

Au cours de la période de l'entre-deux-guerres, la destination haïtienne a vu arriver de plus en plus des visiteurs séduits par ses potentialités naturelles et culturelles. La Seconde Guerre mondiale, par ses conséquences sur les voyages, a grandement réduit les flux de visiteurs, sans pouvoir les éliminer pour autant. Après la guerre, la destination va prendre son envol pour devenir, vers la fin des années 1950, l'une des destinations les plus populaires de la Caraïbe. À partir des années 1960, le secteur touristique haïtien a connu une décroissance qui s'est aggravée à la fin des années 1980 et qui, malheureusement, perdure encore aujourd'hui.

2.1.2.1. — L'Entre-deux-guerres : les prémices de l'activité touristique en Haïti

La réalité économique d'un territoire est généralement liée à un contexte qui dépasse de loin l'espace en question. Ainsi, les prémices de l'activité touristique dans le pays correspondent, sur le plan externe, à l'Entre-deux-guerres. Elles sont également liées au développement du tourisme dans la région caribéenne, lui-même lié à la grande dépression des années 1930 aux États-Unis.

En effet, l'histoire touristique de la Caraïbe aurait commencé depuis le premier quart du XXe siècle. Elle s'inscrit dans le contexte du lancement des bateaux de croisière. Même si, en réalité, des passagers avaient déjà l'habitude d'utiliser les navires de commerce prenant la direction

⁶³ En Haïti, les chèques zombis désignent des chèques émis dans la fonction publique pour lesquels les bénéficiaires n'ont fourni aucun travail. La personne au nom de laquelle le chèque est émis peut être décédée, inexistante (personne fictive) ou abandonner son poste pour aller vivre à l'étranger.

⁶⁴ http://www.cresfed-haiti.org/IMG/pdf/bn03.-_economie.pdf (consulté le 4 août 2021)

⁶⁵ Ce qui peut être traduit par « De la prospérité à la décadence ». C'est une image souvent utilisée pour parler de l'évolution à reculons du tourisme en Haïti, comme dans l'article suivant : [Haiti experiences a tourism revival – Business Destinations – Make travel your business](#) (consulté le 4 août 2021).

des « îles à sucre », pour répéter Dehoorne (Dehoorne, 2009). Dès 1920, soit vingt années après le lancement des premiers paquebots en Europe, des visiteurs se faisaient déjà remarquer dans les eaux caribéennes. Dans le contexte de la prohibition aux États-Unis et la crise de 1929, « *la Méditerranée américaine* » devient une destination privilégiée pour les personnes en quête de liberté et pour des amateurs de bateaux en difficulté. Il faut aussi souligner la proximité de la région caribéenne avec la Floride, une importante base portuaire des croisières (Dehoorne, 2009).

Dans l’homogénéité des territoires de la Caraïbe, les éléments hétérogènes ont une grande valeur. Ainsi, Haïti a suscité la curiosité des visiteurs pour son histoire et sa culture, avec le vaudou en relief⁶⁶. Les débuts de l’activité touristique en Haïti correspondent exactement à cette époque. Selon Paul Moral, au cours de l’année 1928-29, dix-huit (18) navires de touristes se faisaient remarquer dans les ports d’Haïti. L’année suivante, on en dénombrait vingt (20) qui emmenaient des excursionnistes visiter le pays (Moral, 2005). Au cours des années suivantes, les navires continuent d’observer des escales dans le pays. De jour en jour, la popularité de Port-au-Prince comme port d’escale pour les touristes ne cesse d’augmenter. D’énormes paquebots en visite dans la Caraïbe s’arrêtent à Port-au-Prince. Comme le montre le tableau suivant (Tableau 2). Il nous indique que pendant l’Entre-deux-guerres, le nombre de grands paquebots visitant Port-au-Prince passe de 10 à 24 en seulement quatre à cinq ans (De La Rue et al., 1937).

Tableau 2.- Évolution des grands paquebots visitant Port-au-Prince entre 1933 et 1938

Période	1933-34	1935-36	1936-37	1937-38
Nombre de croisières	10	15	17	24

(Dulience et al., 2021)

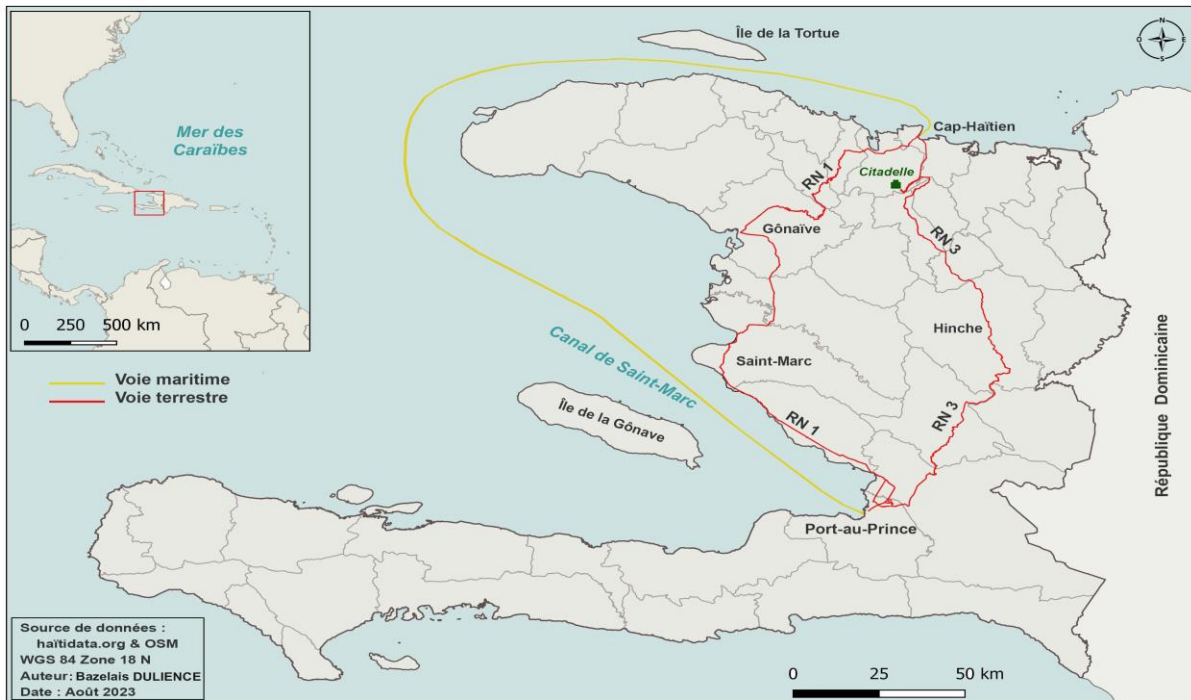
À un certain moment de l’histoire touristique du pays, les villes de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien étaient des destinations de croisière. Ces croisières énumérées dans ce tableau accostaient au Quai Colomb, qui est aujourd’hui une zone inaccessible, contrôlée par des gangs.

⁶⁶ [Haïti experiences a tourism revival – Business Destinations – Make travel your business](#) (consulté le 11 août 2021)

Au cours de la seule période 1937-38, 7 469 passagers ont visité Port-au-Prince. Ce chiffre a été atteint surtout avec les dix voyages à Port-au-Prince du navire North Star qui, au cours des mois d'hiver, assurait des liaisons hebdomadaires entre la Floride et la Caraïbe. Les visiteurs n'arrivaient pas uniquement dans le pays via les navires de passagers. Des navires de marchandises emmenaient souvent des touristes visiter le pays (De La Rue et al., 1937).

Deux ports étaient principalement concernés : Port-au-Prince et Cap-Haïtien. Les navires de la compagnie Colombia Line fréquentaient à la fois le port de Port-au-Prince et celui du Cap-Haïtien. Dans ce contexte, cela a facilité le développement d'un tourisme intérieur. Des visiteurs de la Colombia Line prenaient l'habitude de traverser le pays, de Port-au-Prince au Cap-Haïtien, par voie terrestre. Non seulement ils avaient la possibilité de traverser le pays, mais aussi celle de visiter le palais Sans Souci et la Citadelle Christophe. Une fois la visite terminée, ils pouvaient monter sur un navire de la même compagnie, depuis le Cap-Haïtien, pour se rendre à Port-au-Prince (voir la carte 3). Après la cessation des voyages de cette dernière compagnie en avril 1938, une autre compagnie appelée Grace Line, va faire escale au Cap-Haïtien en mettant en valeur l'actuel Parc National Historique : Citadelle, Sans Souci, Ramiers. Toutefois, il faut souligner que, en décembre 1939, Grace Line va rayer Cap-Haïtien de la liste des ports à visiter dans la Caraïbe (De La Rue et al., 1937).

Carte 3.- L'un des premiers circuits touristiques de la destination haïtienne au milieu du XXe siècle



Au cours de la première moitié du XXe siècle, Haïti était déjà une destination très fréquentée par les visiteurs nord-américains, en particulier ceux qui venaient des États-Unis. À côté de la ville de Port-au-Prince et de ses environs, d'autres lieux attiraient également la curiosité des touristes. Certains d'entre eux réalisent le trajet par la route pour arriver à Cap-Haïtien. Sur la route, ils observent le paysage ainsi que le quotidien des habitants. Arrivés dans le Nord, ils visitent le Palais Sans-Souci, la Citadelle et la ville du Cap-Haïtien.

Au retour, il leur arrive souvent de prendre un navire dans le port du Cap-Haïtien pour se rendre à Port-au-Prince. Lors de ce trajet, les visiteurs avaient la possibilité de vivre la beauté de la mer, des côtes et des montagnes qui les surplombent.

Malgré l'apparition de nouvelles compagnies, à l'instar de America United States of America Line, l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale a provoqué la baisse des activités touristiques dans le pays. À titre d'exemple, vingt-deux (22) navires qui planifiaient de visiter le Cap, entre septembre et décembre de l'année 1939, avaient dû annuler leur programmation à cause de la guerre (De La Rue et al., 1937; Dulience et al., 2021). Si la guerre avait réduit les flux touristiques, elle n'avait pas pour autant consacré la fin de toute circulation touristique. En effet, en pleine guerre, le pays a reçu la visite en 1943, de monsieur Penaranda, président de la Bolivie ; de

l'héritière du trône de Hollande, de la princesse Juliana, et de Paul Van Zeeland, d'un grand homme d'État belge (Corvington, 2009). Cela n'était pas une situation isolée. Port-au-Prince a gardé, malgré tout, une vie culturelle très intense, nous dit Lucien. De grands intellectuels étrangers ont déposé leur valise dans la Capitale en vue de présenter des conférences ou d'y participer. Au nombre desquels, il y a Alfred Métraux, Alejo Carpentier et Jean-Paul Sartre. Du 24 au 30 septembre 1944, par exemple, Port-au-Prince a même eu l'opportunité d'accueillir le Congrès international de philosophie (Lucien, 2014). Il faut comprendre que cela s'inscrit dans une ambiance de transformation culturelle et intellectuelle de la capitale haïtienne. Cela s'est manifesté entre autres, par la création de salles de spectacles, à partir des années 1930, dont le ciné-théâtre Rex (Lucien, 2014).

Même si les visiteurs continuent d'arriver en Haïti, l'activité touristique fait de plus en plus face à un manque d'infrastructures de manière générale. En dépit de l'aménagement de la route Cap/Milot, de celle de Pétion-Ville/Kenscoff et d'autres voies de communication dans l'Artibonite et dans l'Ouest, la circulation dans le pays devient chaque jour limitée. Les touristes étaient surtout concentrés à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien. Même dans ces deux pôles, les activités récréatives pouvant divertir les touristes n'étaient pas au rendez-vous. Le texte « *Annual Report of the Fiscal Representative* » nous expose la réalité de Port-au-Prince comme destination. En effet, selon le texte, les potentialités touristiques de cette baie n'étaient pas à démontrer. Les activités comme la plaisance, la pêche, le golf, le tennis, la natation, l'équitation, l'alpinisme et la chasse y seraient excellentes. Malheureusement, les infrastructures étaient inadéquates ou inexistantes. Cela limitait le développement du secteur touristique dans le pays, contrairement à Cuba et à la Jamaïque qui ont eu un développement touristique réussi (De La Rue et al., 1937).

Cela signifie que, malgré la place qu'occupait Haïti, elle ne figurait pas parmi les meilleures destinations de la Caraïbe. Si sa beauté naturelle était incontestable, sur le plan de l'aménagement et de l'organisation, le pays figurait au rang des destinations de seconde classe, au même titre que la République dominicaine et Porto Rico (De La Rue et al., 1937).

La situation va-t-elle évoluer après la guerre ?

2.1.2.2. — L'après-guerre et l'apogée du tourisme en Haïti

La fin de la Seconde Guerre mondiale va favoriser le développement du secteur touristique non seulement dans le monde, mais également dans la Caraïbe. Considérant les nombreuses craintes et contraintes provoquées par la guerre sur la vie des individus et sur le fonctionnement des différentes activités, il est logique que sa fin libéralise certaines pratiques comme celles liées au loisir et au voyage. En effet, plusieurs circonstances favorisent l'essor du tourisme après 1945. Les dangers liés à la circulation disparaissent. Le désir de vivre et de tourner la page de cette période sanglante anime presque tout le monde. À ces éléments, il faut ajouter aussi le développement de l'aviation civile.

Dans l'immédiat de l'après-guerre, certains navires de guerre seront désaffectés et convertis en paquebots pour transporter partout des voyageurs fatigués de la guerre (Dulience et al., 2021). De même, l'aviation civile sera développée sur les traces de l'aviation militaire. Ainsi, un grand nombre d'avions de combat seront convertis dans le transport des civils⁶⁷. C'est dans ce cadre, que la Caraïbe, bénéficiant de sa proximité par rapport aux potentiels clients de l'Amérique du Nord, va voir développer son secteur touristique vers les années 1950⁶⁸. C'est l'occasion pour la clientèle des pays du Nord de visiter par exemple les villes coloniales, de profiter des hôtels de luxe et des casinos de Cuba et les plages tropicales de la Jamaïque⁶⁹.

Au cours de cette même époque, le secteur touristique haïtien a aussi connu ses moments de gloire. Dans le contexte de la célébration du bicentenaire de la création de Port-au-Prince, en 1949, le président Dumarsais Estimé a profité pour placer le pays sur la liste des destinations touristiques de la Caraïbe (Dulience et al., 2021). À cette occasion, des aménagements notables ont été réalisés dans la capitale (voir Image 10). Sur une superficie d'une trentaine de kilomètres carrés, comprenant la plus grande partie du front de mer, la rénovation de Port-au-Prince s'étendait de l'Hôtel de Ville jusqu'au quartier de Martissant. Dans l'objectif de favoriser le développement de nouveaux quartiers ou d'étendre la ville, plusieurs voies de communication étaient construites,

⁶⁷ [1945—2010 L'aviation civile dans ses grandes lignes — Airtractorconcept](http://atlas-carai-be.certic.unicaen.fr/fr/page-15.html) (consulté le 7 août 2021)

⁶⁸ <http://atlas-carai-be.certic.unicaen.fr/fr/page-15.html> (consulté le 7 août 2021)

⁶⁹ <http://atlas-carai-be.certic.unicaen.fr/fr/page-15.html> (consulté le 7 août 2021)

dont celle de Delmas par Chancerelles conduisant à Pétion-Ville. Aussi, plusieurs entreprises⁷⁰ ont été contraintes de quitter le centre-ville. Certaines places publiques, même celles ne trouvant pas à proximité de l'aire de l'exposition, comme la place Boyer à Pétion-Ville, ont été rénovées et embellies (Lucien, 2014). Même le secteur commercial a été également pris en compte. Les commerçants du centre historique ont bénéficié de facilités pour aménager des vitrines, améliorer leurs étalages et installer des enseignes lumineuses (Lucien, 2014).

Image 10.- Illustration et photos sur l'Exposition internationale du bicentenaire



Source : (Dorsinville, 2020)

Ces illustrations sont constituées d'un plan et de deux photos de l'Exposition internationale en 1949, à l'occasion de la célébration du bicentenaire de la création de la ville de Port-au-Prince. Le plan, en haut et à gauche, expose le projet de rénovation du front de mer depuis l'Hôtel de Ville jusqu'à Martissant. Nous pouvons y voir, au second plan, la mer et des navires qui

⁷⁰ Selon Lucien, ce sont les entreprises produisant des liquides inflammables et aussi celles transformant des fibres et des graines de coton et de leurs sous-produits.

s'avancent vers le port. Et, aussi, les aménagements à réaliser pour transformer le littoral en zone d'attraction. La photo de droite, toujours en haut, est un zoom sur les pavillons construits. Celle d'en bas immortalise le bicentenaire la nuit, à travers sa fontaine lumineuse.

Pendant environ six mois⁷¹, de nombreuses personnalités politiques ou artistiques (ainsi que des troupes) ont participé à l'exposition à l'appel du président Estimé (Dulience et al., 2021). Parmi lesquelles, nous pouvons citer Marguerite des Ferran, Irène Fratiza de l'Opéra de Rome ; Gasperoni de l'Opéra de Milan ; la troupe de patineurs sur glace de Hollywood ; Irène Mc-Shine venant de Trinidad ; la soprano américaine Ruth Morris ; le pianiste américain Donald Shirley ; Gaston Monnerville président du Conseil de la République ; Jacques de Lacretelle de l'Académie française ; Maurice Chayet, ambassadeur de France et bien d'autres encore (Corvington, 2009; Lucien, 2014). Cet événement a servi de prétexte pour lancer officiellement la destination touristique qu'est Haïti.

Malgré la fermeture officielle de l'exposition, le 8 juin 1950, les visiteurs continuaient d'affluer vers Haïti. Des milliers de touristes vont par la suite profiter de l'hospitalité de la baie de Port-au-Prince. Des navires célèbres y ont jeté l'ancre. C'est le cas en 1955 du Wisconsin, le plus grand cuirassé du monde. Le paquebot allemand SS Berlin, lors de son premier voyage dans la Caraïbe, pendant la saison touristique 1954-55, a réalisé une escale dans la baie de Port-au-Prince. Par sa position idéale, proche de Cuba et sur la route des paquebots depuis les Bahamas (Séraphin, 2014a), la capitale haïtienne va devenir, en 1955, la deuxième destination de croisière, après Curaçao. Elle a, conséquemment, reçu la visite de nombreuses personnalités, dont Jackie Kennedy, Mick Jagger, Charles Addams. Par son attractivité, le pays a été souvent désigné sous les appellations de « *Perle des Antilles* » et de « *Pleasure world* » (Monde du plaisir) (Corvington, 2009; Dulience et al., 2021; Séraphin, 2014a).

En cinq ans, le nombre de visiteurs arrivant à Port-au-Prince a été multiplié par quatre, soit de 17 708 en 1951 à 67 703 en 1956. Au cours de cette même période (1951-1956), 250 000 touristes au total ont séjourné en moyenne trois jours dans le pays et ont dépensé en moyenne 35 à 40 dollars quotidiennement. Ce qui rapportait au pays environ 25 millions de dollars, soit 5 millions de

⁷¹ Le 8 décembre 1949 marque l'ouverture de l'exposition.

dollars en moyenne chaque année⁷². Annuellement, la part du tourisme représentait 20 à 25 % du montant des exportations. La prospérité a continué jusqu'à la fin des années 1950 ou au début des années 1960. Pour preuve, en 1959, ils étaient 145 000 touristes à visiter Haïti (E. Francisque, 1986; Jules & Laplanche, 2005). Ces flux dépendaient surtout du mouvement des croisières d'Hiver en provenance des États-Unis. Pour preuve, le sous-continent nord-américain fournissait environ 90 % de ces flux (Moral, 2005).

Une fois débarqués dans la baie, les touristes ont accès directement à la ville. Ils visitaient les environs, dépensaient dans les restaurants et les maisons d'artisanat comme *The Souvenir Shop*, *Fisher Art and Curio Shop* qui se trouvaient à la rue du Quai. Le marché en fer où étaient exposés des objets de l'art haïtien attirait également beaucoup de visiteurs. Ils se promenaient au Bicentenaire et participaient à des spectacles vaudou organisés pour amuser le public. L'Hôtel Oloffson (voir Image 11) constituait l'un de ces lieux célèbres (Dulience et al., 2021).

⁷² Pour Paul Moral, l'apport était plus conséquent. Il pouvait être évalué entre 7 et 8 millions de dollars par an.

Image 11.- Vue de l'Hôtel Oloffson



Source⁷³

Cet établissement est une maison privée de style « Gingerbread » construite à la fin du XIXe siècle pour la famille de Tirésias Simon-Sam, ancien président d'Haïti. Pendant l'occupation américaine, elle a été transformée en hôpital militaire par les soldats américains. Au départ des Américains, la maison a été louée au Suédois, capitaine de bateau, Werner Gustav Oloffson, qui l'a transformée en hôtel⁷⁴. L'établissement, qui fut une référence dans l'histoire touristique d'Haïti au XXe siècle, existe encore aujourd'hui.

Malheureusement, à partir des années 1960, en raison des problèmes politiques et économiques, le secteur touristique en Haïti accuse une récession considérable. De 145 000 en 1959, le nombre de visiteurs passe à 7 340 en 1963 avant d'atteindre 6 090 en 1964 (Jules & Laplanche, 2005). Il est important de préciser que le départ massif des ressortissants américains joue un grand rôle dans cette récession. Ces derniers représentaient à cette époque 67 % des visiteurs que comptait le pays,

⁷³ [Haitian art at the entrance - Picture of Hotel Oloffson, Haiti - Tripadvisor](#) (consulté le 4 août 2023)

⁷⁴ [Port-au-Prince — L'hôtel Oloffson...comme dans un roman | Le Devoir](#) (consulté le 5 août 2023)

loin devant les Européens qui représentaient 14 % de ces flux et des Latino-Américains, qui ne représentaient que 8 % (Jules & Laplanche, 2005).

La reprise touristique en Haïti sera observée à partir des années 1970. Par exemple, en 1972, on dénombrait 67 625 touristes qui visitaient le pays. Les touristes américains reviennent dans le pays. Leur nombre s'est même augmenté. Ils sont passés de 60 % en 1973 à 73 % en 1979 (Jules & Laplanche, 2005). Le couple Bill et Hillary Clinton était parmi les touristes attirés par la beauté de la destination haïtienne. Pour sa lune de miel en 1975, le couple, en visite en Haïti, a séjourné à l'Hôtel Beau Rivage se trouvant au Bicentenaire⁷⁵ (Séraphin, 2014a). C'est à cette même époque que deux navires de croisières, *Skyward* et *Bohème*, fréquentaient la rade de la ville du Cap-Haïtien, respectivement chaque lundi et chaque jeudi (Dulience et al., 2021).

Cette reprise était de courte durée. À partir de 1981, les apports touristiques à l'économie haïtienne ne cessaient de diminuer. Entre la période 1980-81 et 1983-84, une baisse annuelle de 27 % a été observée dans le secteur touristique. En cinq ans, soit entre 1979-80 et 1983-84, le nombre de visiteurs a chuté de 301 521 à environ 215 490. Cette dépression s'est aggravée de jour en jour jusqu'à la chute de Jean-Claude Duvalier. En effet, des problèmes internes (crise politique et économique) aussi bien qu'externes, comme l'association des Haïtiens à la propagation du SIDA, ont eu raison de l'industrie touristique haïtienne (Dulience et al., 2021; E. Francisque, 1986).

Si la question du SIDA sonne le glas de l'industrie touristique haïtienne vers les années 1980, les problèmes structurels doivent être, de préférence, considérés comme les principaux facteurs. Alors que d'autres territoires de la région s'efforcent de moderniser les infrastructures liées au développement du tourisme, en Haïti, les quelques installations qui existaient devenaient de jour en jour inadaptées. Les sites n'étaient pas aménagés et les routes étaient en piteux état. À cela, il faut ajouter l'insécurité (E. Francisque, 1986). Il y a, toutefois, un point important à souligner. Malgré le début de la déchéance au début des années 1980, lors de l'installation du Club Med, les recettes touristiques d'Haïti étaient supérieures à celles de la République dominicaine. Cette dernière s'était alors spécialisée dans l'industrie sucrière (Séraphin, 2014a).

⁷⁵ <https://gilbertmervilus.medium.com/les-clinton-arriv%C3%A8rent-par-mer-ou-en-avion-1b64b3cd862d> (consulté le 11 août 2021)

Voilà l'état du secteur touristique en Haïti après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute de Jean-Claude Duvalier en 1986. De la gloire à la décadence : ce sont les mots qui peuvent le mieux résumer la situation.

Qu'est-ce qui va changer à partir des années 1990 ?

2.1.2.3. — À partir des années 1990, une évolution en dents de scie

Le déclin du secteur touristique observé à partir du début des années 1980 perdure malgré une légère augmentation des flux pendant la période 1988-1990. En effet, si les touristes internationaux raient Haïti dans leur calepin de voyage, la diaspora haïtienne retenue à l'extérieur à cause de la dictature va se constituer en une nouvelle clientèle à la chute de Jean-Claude Duvalier. Malgré l'entrée en scène de la diaspora, les recettes touristiques ne font que décroître. De 85 millions de dollars américains en 1985, elles n'étaient que de 30 millions en 1989. Donc, une baisse de près de deux tiers en quatre ans (Jules & Laplanche, 2005).

À partir de 1991, le pays devenait de plus en plus ostracisé sur le plan touristique à partir du coup d'État de septembre de la même année. L'aggravation de la situation politique dans ce contexte du coup d'État militaire éloigne non seulement les touristes internationaux, mais aussi la diaspora. Ainsi, le nombre de visiteurs ne cessait de diminuer (voir le graphique 2). Si en 1991 le pays a reçu 239 276 visiteurs, ce nombre a été réduit à 89 600 en 1992 (Jules & Laplanche, 2005). C'est-à-dire, en seulement un an, les cinq huitièmes des flux touristiques sont perdus au profit d'autres pays de la région. Étant donné que le secteur touristique est grandement tributaire des conditions sociopolitiques, le retour à l'ordre constitutionnel en 1994 a permis une amélioration de la situation. En effet, de 89 600 en 1992, les flux de visiteurs vont passer à 145 369 en 1995⁷⁶. Toutefois, considérant leur lieu d'hébergement, nous pouvons déduire que la diaspora marque de plus en plus sa présence dans les flux touristiques dont bénéficie le pays. Selon Jules et Laplanche, 73 % des visiteurs étaient hébergés dans des maisons privées et le reste dans des hôtels (Jules & Laplanche, 2005). Ce qui permet de conclure que près de trois quarts ces visiteurs étaient de la diaspora. Le Plan Directeur Tourisme de 1996 nous fournit un supplément d'informations

⁷⁶ Il faut dire que beaucoup de ces données ne prennent pas en compte les croisiéristes. Pour cette même année, selon les données de l'OMT citées par la Banque mondiale, le nombre de visiteurs (croisiéristes et touristes de séjour) était de 370 000.

permettant de confirmer le poids touristique de la diaspora parmi les autres visiteurs. La combinaison des données liées au pays de naissance, au pays de résidence et au type d'hébergement des visiteurs, permet de déduire que beaucoup d'Haïtiens de deuxième ou de troisième générations étaient parmi les voyageurs (Secrétairerie d'État au Tourisme, 1996).

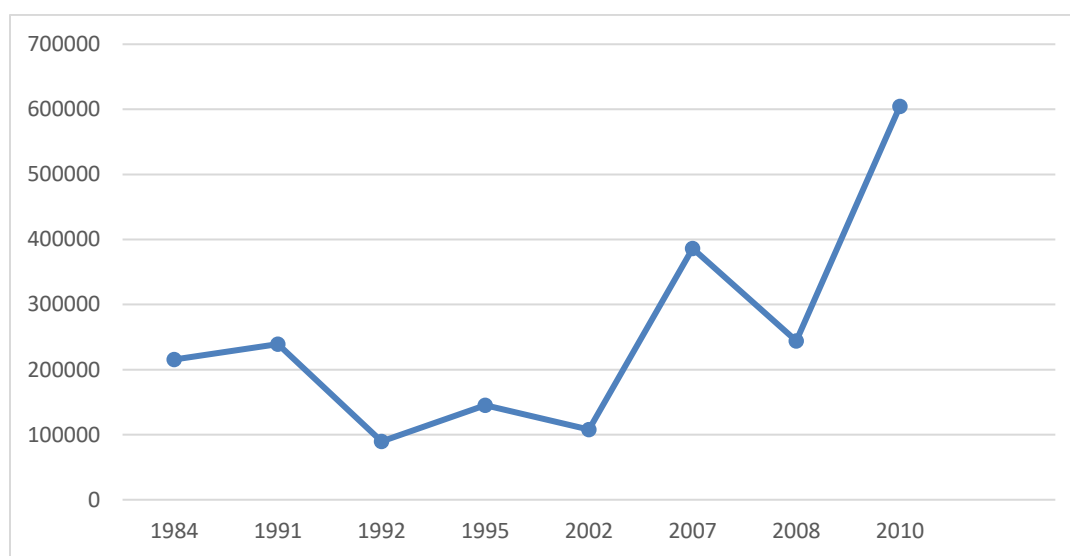
Les autorités haïtiennes ne restaient pas inactives à regarder le déclin du secteur. En 1996, le premier plan de relance du tourisme est rédigé. Il s'agit du Plan Directeur Tourisme. Selon ce plan, une régionalisation est effectuée avec six régions. Chaque région est structurée autour d'un pôle. Ce sont : 1) Le Nord, autour du Cap-Haïtien ; 2) Le Plateau Central, autour de Hinche ; 3) Le Centre Artibonite, autour de Saint-Marc ; 4) L'Ouest, autour de Port-au-Prince ; 5) Le Sud-Est, autour de Jacmel ; 6) Le Sud/Grande Anse, autour de Les Cayes (Secrétairerie d'État au Tourisme, 1996). Ce plan listait des sites ainsi que des monuments à valoriser et à promouvoir, dont : 1) Le centre historique de la ville du Cap-Haïtien ; 2) La baie de l'Acul ; 3) Les chutes de la ville de Saut-d'Eau ; 4) La Grotte de l'Ayaye ; 4) Le site de La Roche Tampé où se trouvent des écritures indiennes (pétroglyphe) ; 5) Le Palais des 365 portes et bien d'autres encore (Secrétairerie d'État au Tourisme, 1996). Malgré les efforts déployés, les déceptions ne manquent pas. C'est l'exemple de la fermeture en 1996 du Club Magic Haïti, propriété du Club Méditerranée, ouvert en Haïti vers les années 1980 sur la Côte des Arcadins. Il ne faut pas aussi oublier l'abandon en 2004 de la construction d'un hôtel Hilton à Port-au-Prince (Séraphin, 2014b).

À partir de 2006, l'État haïtien affiche un intérêt particulier pour le secteur touristique (Séraphin, 2014b). Quatre départements prioritaires sont définis pour des aménagements sectoriels. Les départements sont le Nord, l'Ouest, le Sud et le Sud-Est. Le développement du premier devrait être réalisé autour du Parc National Historique : Citadelle, Sans Souci, Ramiers. Celui du deuxième, autour de la Côte des Arcadins. Le développement du troisième devrait être articulé autour de Port-Salut et de la plage Pointe-Sable. En ce qui concerne le dernier, il devrait être réalisé autour du Centre ancien de Jacmel (République d'Haïti, 2007).

Malgré les difficultés, même si Haïti ne se hissait pas au sommet de l'activité touristique dans la Caraïbe, de légères améliorations se faisaient sentir. Les efforts de l'État haïtien donnaient quand même des résultats. En effet, entre 2002 et 2007, malgré la crise de 2004, les flux de touristes de

séjour étaient passés de 108 000 à plus de 386 000. En ce qui a trait aux croisiéristes, leur nombre a aussi augmenté : de 342 000, les flux étaient passés à plus de 482 000 pour la même période. Ce qui rapportait 14,5 millions de dollars à l'État (Le Nouvelliste, 2009). Au cours des années suivantes, les données étaient intéressantes. Elles laissaient croire que le secteur touristique se portait plutôt bien. Les flux des années 2008 et 2009 avaient été évalués respectivement à 758 000 et 826 000⁷⁷. Évidemment, le nombre de croisiéristes est aussi à prendre en compte. Par exemple, selon les données du Bureau régional Nord du ministère du Tourisme et des Industries créatives, ils étaient de 514 000 en 2008. Malheureusement, le séisme du 12 janvier a pratiquement détruit l'essentiel des établissements hôteliers dans le département de l'Ouest. Si, malgré tout, les données affichent 793 000 touristes pour l'année 2010, dont 188 485 croisiéristes, la vérité est que les humanitaires et les missionnaires étaient beaucoup plus présents que les vacanciers (Kolbe et al., 2013).

Graphique 1.- Évolution en dents de scie des flux touristiques d'Haïti de 1984 à 2010



Bazelais Dulience : août 2023

Source : Données combinées

Sur ce graphique, nous pouvons observer la grande variation des flux touristiques d'Haïti entre 1984 et 2010. Cette variation est un indicateur de la crise haïtienne. Même en 1984, le tourisme en Haïti connaissait déjà le déclin. La montée des flux touristiques en 1991 est liée aux voyages de la diaspora après la chute de la dictature et à l'espoir que suscitait les élections « démocratiques » de 1990. Les violences qui ont suivi le coup d'État de 1991 ont porté un coup dur au secteur touristique. La nouvelle clientèle, la diaspora, reste à distance.

⁷⁷ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ST.INT.ARVL?locations=HT> (consulté le 12 août 2021)

Le retour à la démocratie en 1994 (retour de Jean-Bertrand Aristide de l'exil pour terminer son mandat) a apporté un brin d'espoir pour le tourisme. La crise née des élections de 2001 et qui conduit au départ pour l'exil du président Aristide en 2004 pour une seconde fois a eu raison du secteur. Le pic de 2007 correspond aux efforts du second gouvernement de René Garcia Préval. Malheureusement, les émeutes contre la faim enregistrées dans le pays à partir de 2008 ont fait chuter, encore une fois, les flux de visiteurs. Paradoxalement, le séisme de 2010 a mobilisé un ensemble d'acteurs humanitaires internationaux autour d'Haïti. C'est cette clientèle atypique qui fait grimper la courbe en 2010.

L'élection de Joseph Michel Martelly à la présidence du pays en 2011 va placer pour une nouvelle fois le tourisme au cœur des politiques publiques. Absent depuis 1980 du classement de l'Organisation mondiale du Tourisme, le pays va y faire son apparition en 2013. À la dernière place en 2013, il était passé à la 133^e (sur 141 pays), l'année suivante (Septembre, 2019). Les acteurs internationaux semblaient croire en ce qui se faisait le pays. CNN, Fox News, Global Peace Index, Air France, pour la première fois depuis un certain temps, envoient tous des messages positifs en faveur d'Haïti. En 2018, placé en 9^e position, le pays a été présenté par le Magazine Forbes comme l'une des 27 destinations de voyage à petit budget à visiter (Septembre, 2019).

Pourtant, tout n'était qu'illusion. Les événements de février et d'octobre 2019 ont eu raison des efforts initiés sur le plan touristique. La destination était, à plusieurs reprises, enlevée de la carte touristique mondiale, même de manière provisoire. Plusieurs établissements hôteliers sont poussés à la fermeture ; le ministère des Affaires étrangères de plusieurs États, dont la France, interdit⁷⁸ à leurs ressortissants de visiter Haïti. Certaines entreprises, dont des compagnies de transport, enlèvent le pays de leur offre. Il suffit de quelques événements pour observer à la quasi-disparition d'Haïti de l'offre touristique internationale. À l'heure où nous écrivons ces lignes, en août 2021, la Royal Caribbean vient d'annuler son escale à Labadee. En effet, la recommandation « ne pas voyager » faite par le Département d'État, à cause des troubles en Haïti, pousse la compagnie à retirer la station balnéaire de Labadee de son offre (Parkinson, 2021).

En réalité, les progrès qui ont été réalisés ne suffisaient pas pour relancer l'industrie touristique en Haïti. D'un côté, les pouvoirs publics semblent s'acharner pour supporter le secteur ; de l'autre côté, les problèmes structurels qui ont provoqué dans le passé son déclin existent encore, et deviennent même plus aigus. Le territoire est découpé en zones d'influence des gangs. La

⁷⁸ C'est une constance liée à l'intensité de la crise haïtienne.

circulation à travers le pays devient de plus en plus difficile. À cela, il faut ajouter les conséquences de la pandémie de Covid-19 rendant les voyages internationaux de plus en plus difficiles, voire impossibles. Entre-temps, d'autres destinations de la région avancent. Alors que le pays aurait reçu en 2019 938 000⁷⁹ visiteurs, la République dominicaine en aurait reçu pour la même année 7 550 000⁸⁰.

C'est dans ce même contexte que le sociologue Abner Septembre⁸¹ souligne le côté conjoncturel de l'amélioration de l'image touristique d'Haïti sur le plan international. Ne représentant que 3,5 % du PIB et ne fournissant que 4 169 emplois en 2015, le pays n'a jamais été parmi les grandes destinations de la région. Sa visibilité était due à la disponibilité des fonds Petro Caribe permettant de réaliser un marketing actif et du lobbying. Immédiatement après l'épuisement des fonds, la faiblesse de la destination apparaît au grand jour.

2.2. — Des équipements et des ressources touristiques en Haïti

Le développement du tourisme dépend non seulement de la stabilité du système politique, mais aussi des infrastructures et des ressources touristiques qui mettent en valeur la destination. Les premières doivent d'abord favoriser l'accessibilité de la destination et, ensuite, sa découverte. Quant aux secondes, elles doivent favoriser le divertissement des visiteurs. En Haïti, malgré l'existence de ressources touristiques de grande valeur, le manque d'infrastructures pèse très lourdement sur le développement du secteur.

2.2.1. — Des aménagements, infrastructures et équipements non compétitifs

Sur le plan infrastructurel et de l'aménagement, Haïti accuse une faiblesse tant en ce qui concerne l'accessibilité par les airs, par la mer ainsi que par la terre. Cela se fait aussi sentir en matière d'infrastructures de divertissement. Cette faiblesse se fait sentir tant sur le plan de la qualité que de la quantité. Ce qui met la destination en situation défavorisée par rapport à d'autres destinations mieux pourvues de la région.

⁷⁹ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ST.INT.ARVL?locations=HT> (consulté le 12 août 2021)

⁸⁰ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ST.INT.ARVL?locations=DO> (consulté le 12 août 2021)

⁸¹ https://www.lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENTUE/economies&rebmun=2172 (consulté le 12 août 2021)

2.2.1.1. — L’accessibilité par les airs, par la mer et par la terre

La République d’Haïti accuse un déficit sur le plan de l’accessibilité aérienne. Elle possède officiellement six aéroports, dont trois de niveau international. Ce sont les aéroports régionaux de Port-de-Paix, de Jacmel, des Cayes, ceux du Cap-Haïtien, des Cayes et de Port-au-Prince. L’Aéroport International Toussaint Louverture à Port-au-Prince et l’Aéroport international Hugo Chavez à Cap-Haïtien sont ceux qui, en réalité, reçoivent les vols internationaux. L’ancien aéroport régional de Jérémie est transformé en juillet 2020 en aéroport international pouvant recevoir des vols internationaux⁸².

L’Aéroport international Toussaint Louverture est la principale porte d’entrée du pays par voie aérienne. Situé à Tabarre, il possède une piste d’atterrissage asphaltée d’environ 3030 mètres de long et de 47 mètres de large. Pour celui du Cap-Haïtien, sa piste d’atterrissage ne mesure que 2 652 mètres de long (MTPTC & UCE, 2019). L’aéroport de Jérémie, quant à lui, ne fait que 1 200 mètres de long sur 25 mètres de large⁸³. Inauguré pendant la crise sanitaire, où le trafic aérien se réduit, ce dernier-né des aéroports internationaux n’a pas encore assuré de vols commerciaux internationaux. Le trafic qui existe dans les deux autres aéroports internationaux en activité est très faible. En 2019, avant la crise sanitaire de COVID-19, L’Aéroport international Toussaint Louverture n’était fréquenté que par environ une quinzaine de compagnies. Celui du Cap-Haïtien ne l’était que par environ six compagnies. La seule ville européenne directement accessible depuis Haïti était Paris avec les compagnies Air Caraïbes et Air France. Elles opèrent des vols réguliers depuis Port-au-Prince. Les vols internationaux sont surtout orientés vers l’Amérique du Nord, l’Amérique latine et les Caraïbes. Les villes de l’Amérique du Nord directement desservies sont Miami, Fort Lauderdale, New York, Atlanta, Orlando, Toronto et Montréal. Il est important de souligner que, de ces sept villes, cinq se trouvent aux États-Unis d’Amérique. La République Dominicaine, le Cuba, le Panama, les îles Turques et Caïques ainsi que les Bahamas sont d’autres territoires accessibles directement depuis Haïti⁸⁴ (MTPTC & UCE, 2019).

⁸² [Haïti — FLASH : Haïti inaugure son 3e aéroport international — HaitiLibre.com : Toutes les nouvelles d’Haïti 7/7](#) (consulté 17 août 2021)

⁸³ [Le Nouvelliste | Jérémie attend un aéroport international, une promesse du président Jovenel Moïse](#) (consulté le 12 août 2021)

⁸⁴ [Infrastructure \(cfihaiti.com\)](#) (consulté le 19 août 2021)

Les liaisons directes avec des villes européennes sont rares (voir le tableau présentant les deux principaux aéroports du pays). À partir de la crise sanitaire, le trafic s'est considérablement réduit. Certains vols sont même suspendus comme la liaison Cap-Haïtien/Miami assurée de la compagnie American Airlines. L'accès à certaines villes européennes et même de la Caraïbe devient possible uniquement via la République Dominicaine. C'est le cas de Paris, de l'Espagne, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Il est aussi important de noter la faiblesse des vols intérieurs. En effet, une seule compagnie, Sunrise Airways, assure des liaisons intérieures. Elle dessert les villes de Port-au-Prince, du Cap-Haïtien, des Cayes et de Jérémie.

Tableau 3.- Présentation des deux principaux aéroports du pays

Nom	Localisation	Dimension	Dessertes	Compagnies
Aéroport International Toussaint Louverture	Port-au-Prince (ouest)	- Longueur : 3 040 m ⁸⁵ - Largeur : 45 m	- Montréal - Toronto - New York - Fort Lauderdale - Miami - Atlanta - Antigua - Saint-Kitts - Saint Maarten - Pointe-à-Pitre - Providenciales - Panama - Paris - Santiago (Cuba) - Santo Domingo - Quelques villes d'Haïti, dont Cap-Haïtien	- Aerolineasmas ⁸⁶ - Air Canada - Air Caraïbes - Air France - American Airlines - Amerijet - Copa Airlines - Delta Airlines - Air Transat - Insel Airlines - JetBlue - Mission Aviation Fellowship - Spirit Airlines - Sunrise Airways
Aéroport International Hugo Chávez	Cap-Haïtien (Nord)	- Longueur : 2 652 m ⁸⁷ - Largeur : 45 m	- Fort Lauderdale - Nassau - Providenciales - Quelques villes d'Haïti, dont Port-au-Prince	- IBC Airways ⁸⁸ - Spirit Airlines - Sunrise Airways - InterCaribbean Airways - Caicos Express Airways - Bahamasair

Bazelais Dulience

Sources combinées

Ce tableau résume l'accessibilité par les airs du pays. Il montre que la destination est très peu accessible. Le pays n'est relié à l'Europe que par la ville de Paris. Le cas de la région Nord est plus frappant. Parmi les grandes villes du Nord, il n'y a que de Fort Lauderdale qui soit accessible directement.

Comparativement à Haïti, la République dominicaine dispose de huit aéroports internationaux et aussi de quelques aérodromes recevant plusieurs vols intérieurs⁸⁹. En considérant l'exemple de l'aéroport Las Americas, environ 31 compagnies y opèrent des vols. Six villes européennes sont desservies : Bruxelles, Madrid, Moscou, Frankfurt et Paris. En ce qui concerne l'Amérique du Nord, onze villes sont accessibles, dont huit aux États-Unis, deux au Canada (Montréal et Toronto)

⁸⁵ [Aéroports : L'état des lieux — Challenges \(challengesnews.com\)](#) (consulté le 11 août 2023)

⁸⁶ [Compagnies aériennes | Official website of Toussaint Louverture International Airport Port-au-Prince Airport — Toussaint Louverture PAP International Airport \(aan-haiti.com\)](#) (consulté le 11 août 2023)

⁸⁷ [Aéroports : L'état des lieux — Challenges \(challengesnews.com\)](#) (consulté 11 août 2023)

⁸⁸ [Vols directs au départ de Cap-Haïtien \(CAP\) \(flightconnections.com\)](#) (consulté le 11 août 2023)

⁸⁹ [Offre de vols pour la République Dominicaine \(voyagerepubliquedominicaine.org\)](#) (consulté le 18 août 2021)

et une au Mexique (Ciudad de Mexico)⁹⁰. Quant aux vols internes, au moins six compagnies les assurent. La compagnie la plus importante, Air Santo Domingo, effectue quarante-cinq vols quotidiens dans le pays⁹¹. En Haïti, nous pouvons attendre une semaine pour compter une trentaine de vols domestiques⁹².

Sur le plan maritime, l'accessibilité d'Haïti est encore faible (voir la carte des aéroports et du port de croisière de Labadee — Carte 4). Dans le passé, Haïti possédait deux ports touristiques situés à Port-au-Prince et à Cap-Haïtien. Les problèmes liés notamment à l'insécurité et la vétusté des infrastructures conduisent à leur abandon. Si celui du Cap-Haïtien est transformé en quai commercial, celui de Port-au-Prince est abandonné. Aujourd'hui, le pays ne possède qu'un seul port de croisière. Il s'agit de l'enclave de Labadee exploitée par la compagnie Royal Caribbean International. Étant une enclave, cette station touristique ne permet pas un réel contact entre la population et les visiteurs. Ces derniers sont gardés sur le site sans avoir une vision claire de la destination haïtienne (Dulience et al., 2021). Juste à côté, la République dominicaine en dénombre cinq : Saint-Domingue, La Romana, Samaná, Puerto Plata et Punta Cana⁹³. Ces ports de croisières sont desservis par des compagnies comme Norwegian Cruise Line, Celebrity Cruises et MSC Croisières⁹⁴.

⁹⁰ [Destinos | Santo Domingo \(aerpuertolasamericas.com\)](https://www.aerpuertolasamericas.com) (consulté le 18 août 2021)

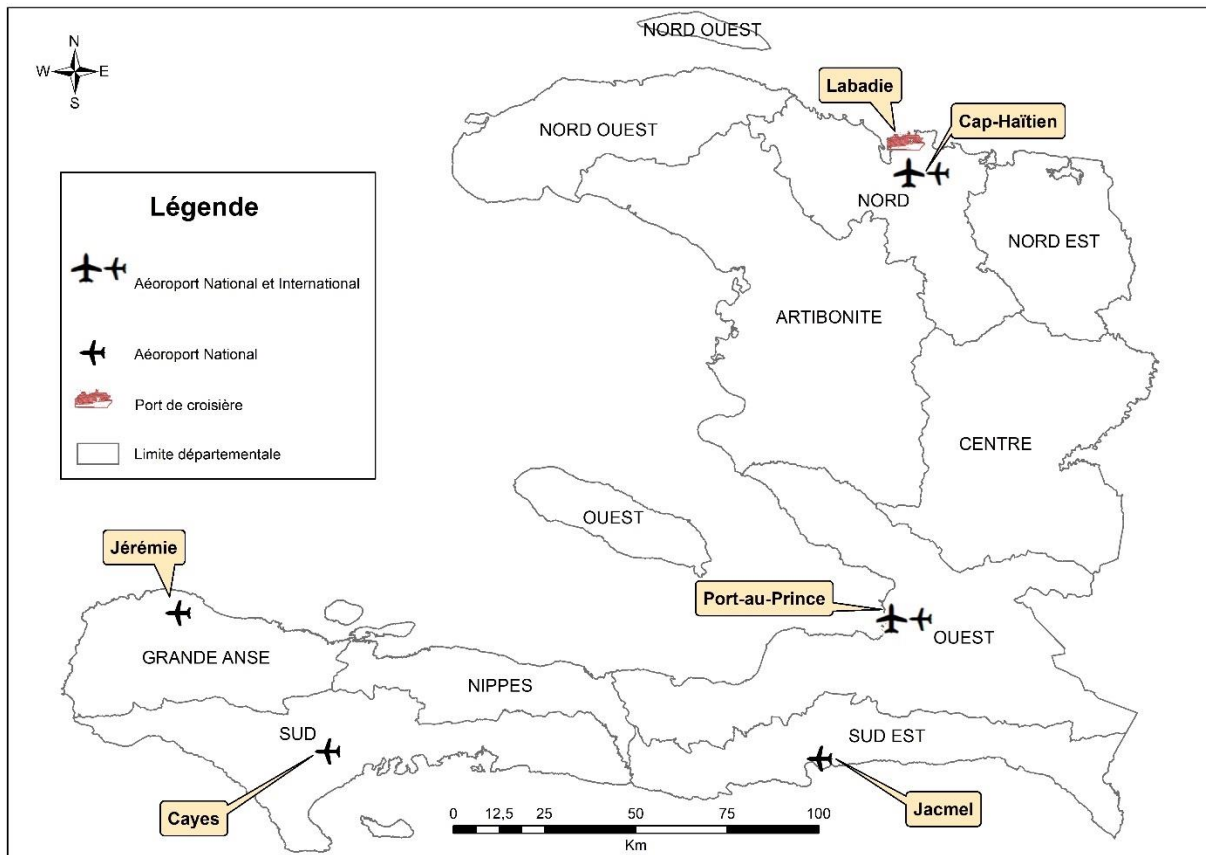
⁹¹ [Avion Santo Domingo : vols internes en République dominicaine \(chocolat.tv\)](https://www.chocolat.tv) (consulté le 19 août 2021)

⁹² [Les 5 vols les moins chers de Tripadvisor pour Haïti — Billet d'avion pas cher pour Haïti](https://www.tripadvisor.com) (consulté le 19 août 2021)

⁹³ [Voyages Aériens et Maritimes — GoDominicanRepublic.com](https://www.godominicanrepublic.com) (consulté le 18 août 2021)

⁹⁴ [Croisières République dominicaine 2021, 2022, 2023, 2024 : promotion sur votre croisière République dominicaine \(starcroisieres.com\)](https://www.starcroisieres.com) (consulté le 18 août 2021)

Carte 4.- Les aéroports d'Haïti et le port de croisière de Labadee



Cette carte expose la faible accessibilité touristique d'Haïti tant par la voie maritime que par la voie aérienne. Le pays ne possède que six aéroports, dont deux internationaux fonctionnels. On n'y compte qu'un port de croisière, Labadie. Les anciens ports de croisières qui se trouvaient dans les baies du Cap-Haïtien et de Port-au-Prince ne sont plus en services. Il faut remarquer que l'aéroport international de Jérémie n'est pas indiqué sur la carte. En effet, malgré son inauguration en juillet 2020, il n'opère pas encore de vols internationaux.

Des aménagements ont été réalisés par le président René G. Préal en vue d'accueillir des croisières à Jacmel. Malheureusement, la ville n'a jamais vu accoster une croisière à ce quai. Aujourd'hui, il est en ruine comme le montrent les photos ci-dessous.

Image 12.- Le quai touristique de Jacmel



Photo : Bazelais Dulienc, décembre 2019

Sur ce cliché, le quai semble être démoli par son inutilisation et son exposition aux éléments climatiques et à la mer. Le béton est en train d'être désagrégé et le parquet pourrit.

Du point de vue du transport terrestre, le pays est loin d'être mieux placé. En effet, selon le Centre de Facilitation des Investissements (CFI)⁹⁵, la République d'Haïti possède un réseau routier d'une longueur de 3 875 km. Ce réseau est divisé en routes principales ou nationales qui ne mesurent que 956 km ; en routes départementales ou secondaires évaluées à 1 315 km ; et, en routes rurales ou tertiaires mesurant 1 343 km. De nombreux efforts sont consentis par les autorités pour construire ou rénover le réseau. Ainsi, depuis 2011, plus de 700 km de routes ont été rénovés ou construits⁹⁶. Si la rénovation et la construction de 700 km de routes paraissent être du progrès, en réalité, il ne l'est pas du tout. En effet, selon le MTPTC, le réseau routier haïtien a perdu près de 30 % de son extension au cours des quinze dernières années⁹⁷.

Le cas de la Route Nationale no 1 est une belle illustration. En effet, depuis plus de dix ans, le tronçon Cap-Haïtien/Morne Puilboreau (dans la commune de Plaisance) est dans un piteux état. Le bitume est enlevé et l'eau de ruissellement y dessine des canaux plus ou moins profonds qui rendent la circulation difficile. À cela, il faut ajouter les ravins creusés en contrebas de la route. Une réalité qui met les usagers de la route dans l'insécurité et l'inconfort. Souvent, après les pluies, il n'est pas rare d'observer l'arrêt complet de la circulation pendant plusieurs heures, voir une journée entière ou plus (voir Image suivante). De telles conditions sont incompatibles avec le tourisme !

⁹⁵ Un organisme public qui a pour mission d'accompagner les investisseurs au cours de leur décision de créer une entreprise.

⁹⁶ [Infrastructure \(cfihaiti.com\)](http://cfihaiti.com) (consulté le 19 août 2021)

⁹⁷ [Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications — République d'Haïti : Les Transports \(mtptc.gouv.ht\)](http://mtptc.gouv.ht) (consulté le 19 août 2021)

Image 13.- Arrêt de la circulation sur la Nationale #1



Bazelais Dulience, août 2021

Ce cliché a été pris sur la route nationale no 1, entre les communes de Plaisance et de Limbé. Il illustre un camion-remorque qui a mal négocié une courbe et dont les essieux sont presque suspendus dans le vide. Ici, il faut remarquer l'état lamentable de ce tronçon (de la Nationale no 1). Il n'est pas goudronné, les sillons creusés par le ruissellement sont visibles. Sa largeur ne permet pas une manœuvre sécuritaire aux gros camions comme c'est le cas de cette remorque.

Les informations évoquées plus haut nous indiquent que, pendant ces quinze dernières années, le réseau routier haïtien, au lieu de croître, diminue considérablement sur le plan de la qualité et de la longueur.

Les données de 2001 disponibles nous permettent de mieux appréhender la situation actuelle. En effet, selon le MTPTC, seulement 5 % du réseau routier haïtien, soit 156 km environ, est en bon état ; et, seulement 16 %, soit 512 km, sont dans un état moyen. Près de la moitié du réseau, soit 46 %, est en très mauvais état, et le reste en mauvais état. La désignation « mauvais état » et « très mauvais état » fait référence à des tronçons de route qui ne sont praticables que par des véhicules tout terrain par beau temps, et qui sont impraticables en temps de pluie. Le pire de toute cette situation est que toute la partie du réseau qui est en « bon état » n'est pas asphaltée (MTPTC, 2001).

Il n'est pas rare de rencontrer des nids de poule sur les tronçons dits en bon état. Le transport ferroviaire est inexistant dans le pays, contrairement à Cuba, par exemple, qui est un pays sous embargo. Le réseau ferroviaire installé en Haïti entre le XIXe et le XXe siècle est aujourd'hui complètement détruit.

2.2.1.2. — De la faiblesse des infrastructures de loisirs

Les loisirs constituent l'un des maillons de la chaîne touristique. Ils sont indispensables à la satisfaction des clients et influencent aussi leur niveau de fidélité. Devenus de plus en plus populaires à partir du dernier tiers du XIXe siècle, ils renferment un ensemble de pratiques très variées exigeant des aménagements appropriés (Schut & Levet-Labry, 2012). De nature élitiste au début, les loisirs se sont démocratisés pour devenir non seulement une affaire de masse, mais aussi des pratiques qui ne s'inscrivent plus dans l'unique sphère du tourisme. Ils deviennent presque une routine quotidienne. Donc, ils peuvent être appréhendés comme « *l'ensemble des activités récréatives s'exerçant autant dans l'espace local et le temps du quotidien, que dans l'espace-temps du tourisme* » (Languillon-Aussel, 2011). Cela suppose que les aménagements de loisirs ne sont pas forcément des aménagements fondamentalement touristiques. Ils peuvent être liés à la mobilité, à la culture, au sport, aux éléments de la nature ainsi qu'aux artefacts.

La nature des loisirs pratiqués dans une société dépend largement du niveau de vie quotidienne de population et de la place réelle du secteur touristique dans l'économie. Comme le « Petit Futé » le souligne, la pauvreté du pays empêche une politique où ces pratiques occupent une place de choix. Dans le pays, la pratique de loisirs est plutôt élitiste et se limite aux classes aisées qui pratiquent le tennis, le golf, la voile et la plongée⁹⁸. À côté de son caractère élitiste, il subit les effets néfastes de la situation générale du pays.

Étant un pays montagneux, l'environnement serait très adapté à des activités comme le vélo de montagne. Pourtant, il a fallu attendre l'année 2013 pour avoir la première course de vélo de montagne en Haïti, pour un trajet de Port-au-Prince à Marigot⁹⁹. Non seulement cette initiative ne résiste pas aux aléas sociopolitiques, elle n'est pas aussi reproduite dans d'autres régions. La randonnée est praticable (et parfois pratiquée) dans les parcs nationaux comme le Parc national La

⁹⁸ [HAÏTI, Jeux, loisirs et sports, guide touristique Petit Futé \(petitfute.com\)](#) (consulté le 21 août 2021)

⁹⁹ [Haïti — Sports : Haiti's first ever mountain bike race — HaitiLibre.com : Haiti news 7/7](#) (consulté le 22 août 2021)

Visite, le Parc national de Macaya ainsi qu'au Parc National Historique : Citadelle, Sans Souci, Ramiers à Milot¹⁰⁰. À l'instar de la réalité de Milot, la randonnée fait face à l'absence ou un manque de guides qualifiés, qui reproduit une histoire orale approximative des lieux. Le manque de qualification nuit grandement à la pleine jouissance du temps. Les spécificités naturelles ne sont généralement pas prises en compte.

Les principaux équipements de loisirs se sont concentrés dans les différentes « enclaves touristiques » qui existent dans le pays. À l'instar de Labadee et de Decameron, ces établissements cherchent à garder les touristes isolés de la réalité de la destination. En dehors de ces lieux fermés, le divertissement des visiteurs n'est pas réellement garanti ou très limité. Les salles de théâtre ou de cinéma se font de plus en plus rares dans le pays. Depuis, le tremblement de terre du 12 janvier ayant provoqué l'effondrement de nombreux bâtiments, déjà en situation difficile, les salles de spectacles peinent à se relever.

Les compétitions sportives sont rares et peu diversifiées. Elles se limitent au football. L'aspect insulaire de la destination est loin d'être pris en compte. Les loisirs liés à la voile et à la mer, par exemple, sont quasi inexistantes. D'ailleurs, l'essentiel de la population tourne le dos à la mer, quand elle n'est pas exploitée pour installer des bidonvilles. Les cas de Village de Dieu à Port-au-Prince et de Shadda à Cap-Haïtien sont des exemples parmi plusieurs autres.

S'agissant des infrastructures d'accueil, le MTIC a recensé dans sept départements (Ouest, Nord, Sud, Sud-Est, Artibonite, Centre et Nippes) entre 522 et 525 établissements d'accueil. Parmi eux, 177 sont classés de 1 à 5 hibiscus¹⁰¹ (voir le classement plus bas) en fonction du niveau de confort qu'ils offrent. Il n'y en a que cinq d'entre eux qui sont classés dans la catégorie de 5 hibiscus. Ce qui représente 0,01 % des hôtels du pays. Ils sont tous situés à Port-au-Prince. Entre-temps, la crise actuelle du pays a provoqué la fermeture de Best Western. En 2016, l'Hôtel Marriott a rejoint le cercle fermé des 5 hibiscus. Dans la catégorie des 4 hibiscus, la région Nord n'a décroché qu'une palme. Il s'agit de l'Habitation Jouissant.

¹⁰⁰ [HAÏTI, Jeux, loisirs et sports, guide touristique Petit Futé \(petitfute.com\)](http://petitfute.com) (consulté le 22 août 2021)

¹⁰¹ Selon le système qui a été mis en place par le MTIC, l'hibiscus est l'équivalent de l'étoile utilisée dans le classement des hôtels sur le plan international.

À côté des 177 qui sont classés, la majorité, soit près de 348 établissements, n'est classée dans aucune catégorie. Ces établissements n'offrent même pas le minimum exigé pour être classés 1 hibiscus.

Dans un tel contexte, la destination devient de moins en moins attractive. Conséquemment, le secteur devient de plus en plus fragile et non compétitif malgré son potentiel touristique.

Tableau 4.- Répartition des structures d'accueil selon leur classement par le MTIC

Catégorie	Total	Quantité/département	Département
5 Hibiscus	5	5	Ouest
4 Hibiscus	7	4	Ouest
		1	Nord
		2	Sud
3 Hibiscus	52	34	Ouest
		3	Artibonite
		5	Nord
		2	Centre
		5	Sud-est
		3	Sud
2 Hibiscus	92	34	Ouest
		11	Artibonite
		2	Nippes
		2	Centre
		15	Sud
		9	Sud-est

		12	Nord
		1	Nord-est
1 Hibiscus	21	9	Ouest
		1	Nord
		4	Sud-est
		3	Sud
		2	Artibonite

Bazelais Dulience, septembre 2023 Source¹⁰²

Ce tableau résume la distribution des établissements touristiques classés par le MTIC. Ils sont au nombre de 177, et ne renferment que 5 classes dans la catégorie de 5 hibiscus. Ces derniers se trouvent tous à Port-au-Prince. Il faut souligner que 348 autres n'ont pas été classifiés.

Toutefois, la répartition par département n'est pas exacte. Il y a plusieurs établissements qu'il est impossible de trouver leur localisation. La recherche sur web ne permet pas de les localiser.

2.2.2. — Des ressources de grande importance, mais peu valorisées

La destination haïtienne recèle un patrimoine de grande valeur. Il peut être décliné en patrimoine historique et culturel. Ce sont, entre autres, des vestiges des civilisations précolombiennes, des infrastructures et des lieux qui rappellent l'économie coloniale ainsi que des pratiques culturelles et populaires. À côté de tout cela, il y a sa tropicalité et son insularité qui lui confère un énorme avantage par rapport à d'autres destinations, essentiellement non insulaires. Malheureusement, leur valorisation pose un problème.

2.2.2.1. — Un patrimoine historique d'une grande valeur

Le patrimoine historique d'Haïti est d'une valeur exceptionnelle malgré sa situation sociopolitique et économique critique. Avec la présence de vestiges de la civilisation précolombienne, des traces de la présence des Européens jusqu'aux éléments prouvant l'ingéniosité de cette nation de nègres ou d'anciens esclaves, son passé en lui-même constitue un patrimoine.

¹⁰² [Haïti — Tourisme : Liste de tous les hôtels classifiés en Haïti — HaitiLibre.com : Toutes les nouvelles d'Haïti 7/7](#) (consulté le 4 septembre 2023)

Ainsi, le territoire haïtien recèle de nombreuses traces des civilisations des peuples autochtones ayant vécu sur le territoire avant l'arrivée des Européens. Par exemple, la commune de Limonade dans le Nord, abrite l'un des plus importants vestiges de villages Taïnos connus. Il s'est situé dans la zone appelée « En Bas Saline ». D'une superficie d'environ 950 mètres carrés, le village aurait connu près de 300 ans d'occupation continue entre 1250 AD à 1492. Aussi, les pétroglyphes marquant la présence de ces peuples sur le territoire ne manquent pas. Au nombre desquels, nous pouvons énumérer ceux de la commune de Sainte-Suzanne (Image 14) dans le département du Nord-Est ; ceux de la Voûte à Minguet à Dondon et de Roche à l'Inde situés à Limbé, dans le département du Nord ; ceux de la Roche Tampée à Cerca Cavajal, dans le département du Centre (Millet, 2012; Ministère du Tourisme et al., 2013).

Image 14.- Pétroglyphe à Sainte-Suzanne



Source¹⁰³

Dans la commune de Sainte-Suzanne dans le Nord-Est, ces pétroglyphes vieux de plus de 1000 ans, sont parmi les éléments attestant de la présence des peuples Taïnos dans la région.

¹⁰³ <https://www.historic-haiti.com/decouvrir/patrimoine-et-culture/patrimoine/petroglyphes-de-sainte-suzanne/> (consulté le 7 juillet 2023)

Les constructions militaires sont également parmi les patrimoines historiques les plus vivants en Haïti. En effet, l'histoire « *postcolombienne* » du territoire est faite de guerres et de conquêtes. Les rivalités entre les puissances coloniales ainsi que la politique de défense des premiers dirigeants politiques de la nouvelle nation, après l'indépendance, ont laissé partout sur le territoire des forteresses de défense. L'inventaire des ressources touristiques du Nord et du Nord-Est réalisé en 2013 met le projecteur sur certaines d'entre elles dont : la Citadelle et les forteresses des Ramiers. Ils s'agissent d'un complexe de forteresses construit au XIXe siècle après l'indépendance par les indigènes. Avec le Palais Sans-Soucis, il est aujourd'hui le seul monument classé patrimoine de l'humanité par l'UNESCO. Il en existe encore d'autres qui forment le dispositif défensif colonial et postcolonial d'Haïti. Dans le Nord et le Nord-Est, il existe entre autres, les forts Picolet et Bourgeois au Cap, les forts Dauphin et La Bouque à Fort-Liberté. Dans le Nord-Ouest, il y a lieu de citer la Batterie de Grasse, la Batterie Vallières, la Poudrière du Môle, etc. Dans l'Ouest, il y a les forts Jacques et Alexandre, les forts Drouet et Delpêche à l'Arcahaie. Dans la région du Sud, nous pouvons compter entre autres, le fort Marfranc à Jérémie, la forteresse des Platons aux Cayes. Dans l'Artibonite, il y a le fameux Crête-à-Pierrot (ISPAN, s. d.; Ministère du Tourisme et al., 2013).

Les habitations sucrières ne sont pas à négliger. Elles marquent non seulement l'histoire économique d'une époque, mais aussi son histoire technique. En considérant la complexité des habitations sucrières avec le four, le moulin, la cheminée, les chaudières, ces unités économiques de production sont la mémoire vivante de l'économie de plantation avant 1804. Certaines d'entre elles se trouvent dans la Plaine du Cul-de-Sac, dans le département de l'Ouest. Ce sont, à titre d'exemple, les habitations Santo, Châteaublon¹⁰⁴, Soissons, Caradeux¹⁰⁵, Borgella. Dans la plaine du Nord, il y a notamment, les habitations Duplaa, Saint-Michel (Larue), Chastenye, Desglairaux, Cadush, Charrite, Macnemara (ISPAN, s. d.; Millet, 2012). Malheureusement, beaucoup d'entre elles sont démontées. Elles servent, pour la plupart, de carrière de briques pour la construction de maisons, de fours à pain et de bien d'autres ouvrages. Les briques font l'objet d'un commerce

¹⁰⁴ Où est logé actuellement le Parc Historique de la canne à sucre.

¹⁰⁵ Cette habitation porte le nom de l'esclavagiste Caradeux qui se fait un nom dans l'histoire coloniale, par sa cruauté.

informel au vu et au su de tous. Toutefois, les vestiges qui restent suscitent encore beaucoup d'intérêt.

Les habitations caféières et cacaoyères, moins imposantes que celles qui produisaient du sucre, méritent aussi une attention. Ces deux structures différentes livrent des éléments probants sur ce que nous pouvons appeler le zonage colonial. Si les plaines étaient le domaine du sucre, les montagnes étaient réservées à la production de la fève de cacao et du café. Une économie qui à elle seule satisfait une partie de la consommation européenne.

Le patrimoine urbain et architectural du pays est encore une autre source de curiosité. Vestiges du passé, certaines villes du pays combinent tracés et constructions pour une expérience originale. C'est le cas du centre historique de la ville du Cap-Haïtien, l'une des villes fondées par les Français. Pendant près de trois quarts de siècle, elle était la plus grande ville et la capitale de la colonie. Inscrite sur la liste du patrimoine national (Duhau & Davoigneau, 2018), ses rues bien tracées séparant la ville en parcelles pour donner l'aspect de carreaux de damier. Ses anciennes bâtisses, ainsi que ses différents lieux historiques, font d'elle un musée à ciel ouvert. Il y est possible, comme dans la ville de Fort-Liberté, de voir des restes d'anciennes fontaines datant de la colonisation européenne, essentiellement française.

D'autres villes du pays attirent autant l'attention. C'est le cas de Jacmel qui, à partir de la deuxième moitié du XIX, se fait un nom dans le commerce extérieur (Duhau & Davoigneau, 2018) et qui est aujourd'hui l'une des villes d'art du pays. Son fameux carnaval en est un bon exemple. Nous ne devons pas aussi oublier la ville de Port-au-Prince, la capitale politique et économique du pays. Avec un bord de mer rempli d'histoire¹⁰⁶, elle ne finit pas de livrer son secret. Malgré sa décrépitude, elle constitue encore une attraction dont il suffit de savoir comment l'exploiter.

2.2.2.2. — Un patrimoine culturel vivant

Du point de vue de la culture, la destination haïtienne possède d'énormes potentialités. De la gastronomie aux traditions orales en passant par certaines pratiques populaires, le pays se trouve

¹⁰⁶ De port négrier et marché aux esclaves, ce bord de mer a été transformé en port de croisière au cours de la deuxième moitié du XXe siècle.

placé dans une position confortable pour attirer des visiteurs. La diversité du patrimoine culturel haïtien était, dans le passé, l'un des éléments qui faisaient la prospérité touristique du pays.

Le premier des éléments à considérer est le vaudou. L'originalité des cérémonies vaudou a fait le délice de nombreux touristes visitant Haïti. Il est en fait omniprésent dans la vie des Haïtiens. Il n'est pas rare de voir les œuvres artistiques, à l'instar de la peinture et de la sculpture, porter l'insigne du vaudou (Théodat, 2004). Beaucoup de lieux naturels ou historiques sont convertis en lieux de culte. C'est l'exemple de Lovana (Image 15) dans la commune de Quartier-Morin qui, au fil du temps, est devenu lieu de culte vaudou assez populaire. Selon la tradition, le loa vénéré se présente sous la forme d'un poisson vivant dans un bassin et portant un anneau. En fait, le site est une ancienne habitation sucrière coloniale, l'habitation Duplaa, où les vestiges de la structure sont transformés en lieu sacré.

Image 15.- Photo du bassin Lovana à Quartier-Morin dans le Nord



Source¹⁰⁷

Cette photo possède une double importance. Premièrement, elle illustre une partie d'une habitation coloniale, la maison du maître. Deuxièmement, elle traduit la croyance religieuse d'une grande partie

¹⁰⁷ [Facebook](#) (consulté le 12 août 2023)

de la population haïtienne. C'est un élément du culte vaudou : l'esprit peut se manifester n'importe où et à travers de n'importe quel élément de la nature. Ici, il s'agit d'un poisson et de l'eau.

Ce cliché est pris lors d'un jour ordinaire où les visiteurs ne sont pas nombreux. Il paraît que les seules personnes qui viennent pour prier ce jour-là sont les deux femmes vues de dos, en pantalon noir et blanc.

Si cette pratique religieuse et culturelle est omniprésente, il existe pourtant un espace considéré comme garant de cette tradition. Il s'agit du « *Lakou* ». Selon Prophete, le « *Lakou* » est une sorte d'îlots constitués par des familles qui vivent dans un habitat groupé. Il renferme plusieurs maisons et les habitants vivent sous l'autorité d'un patriarche (Prophete, 1999). Étant à la base de la cérémonie vaudou du Bois Caïman, prélude du soulèvement général des esclaves, le « *lakou* » reste le berceau et le foyer du vaudou haïtien. Pour l'anthropologue haïtienne, Rachel Beauvoir Dominique, il est une entité spatiale véhiculant « *une cosmologie spécifique où prédominent l'hommage aux ancêtres et aux lignages, la préséance des enfants-jumeaux, une vision du monde où particularités et unicités sont ordonnancées* » (Dominique, 2010). Le « *lakou* » n'est pas seulement un espace religieux. C'est aussi une unité de vie, de conservation des traditions [médecine traditionnelle, musiques, danses, etc.] (Millet, 2012). Ils sont nombreux en Haïti. Parmi lesquels, il y a dans le département de l'Artibonite les lakous Souvenance, Soucri et Badio. Ils sont très connus dans le monde vaudou¹⁰⁸.

Dans le Nord, il y en a qui sont très populaires dont Clérisse, Dereal et Devarenne. À côté du vaudou comme dénominateur commun, chaque « *lakou* » construit sa réputation sur un élément particulier. Le premier est surtout connu pour ses « *médecins-feuilles* » qui prodiguent des soins médicaux à base de plantes naturelles au profit de la population. Quant au « *lakou* » Dereal, il est un lieu de pratique de certaines danses traditionnelles oubliées, dont la contredanse. Il est « *l'un de ces lieux mystiques où musique et danses s'associent aux cultes religieux pour perpétuer et transmettre les traditions ancestrales* » (Millet, 2012). Le « *lakou* » Devarenne pour sa part, accueille au moment de la fête patronale de St Jean-Baptiste un événement syncrétique (catholico-vaudou), où la danse, la musique, des jeux de société, la gastronomie locale sont au rendez-vous (Millet, 2012).

¹⁰⁸ <https://lenouvelliste.com/article/142401/the-typical-high-potential-products-in-the-artibonite> (consulté le 25 août 2021).

Le deuxième élément du patrimoine culturel haïtien qui mérite d'être souligné est le « *Rara* » (Image 16). Il est une activité culturelle et musicale avec une forte couleur vaudou. Il se déroule théoriquement juste après le carnaval, soit le jeudi après le mercredi des Cendres. Il prend fin le dimanche de Pâques ou le lendemain. Cette période correspond au carême chrétien (Dautruche, 2011; Décime, 2012; Rousseau, 2019). Il est une activité « *musicoculturelle* » par le fait que c'est une activité culturelle dont l'essence est la musique, le chant et la danse. Il est aussi religieux, puisque le Rara est profondément lié au vaudou, religion populaire d'Haïti.

Son origine fait encore débat. Pour certains, le « *Rara* » serait d'origine africaine et serait introduit dans le Nouveau Monde par les esclaves venus d'Afrique. Le mot Rara serait même emprunté de la langue yoruba¹⁰⁹ et aurait le sens de « hautement », et de « bruyamment » (Décime, 2012; Turner, 2003). Pour d'autres, dans la colonie de Saint-Domingue, il aurait correspondu à une récompense attribuée à la fin de la moisson aux esclaves ayant une attitude jugée convenable pour le colon. Ces esclaves auraient même eu une journée de congé au cours de laquelle ils auraient l'autorisation d'aller visiter leurs parents et leurs amis qui se trouvent sur les habitations avoisinantes (Rousseau, 2019). Ils auraient profité de ces moments de liberté pour organiser des festivités donnant naissance au fil du temps au Rara.

Les fêtes champêtres constituent également une autre attraction culturelle du pays (Image 16). Chaque année, essentiellement en été, des festivités culturelles et religieuses sont organisées en Haïti (dans les communes, les sections communales et les quartiers) portant l'appellation de « fêtes champêtres ». Ces festivités mettent au grand jour le syncrétisme catholico-vaudou et réunissent à la fois les adeptes du culte vaudou ainsi que ceux du culte chrétien. Ce syncrétisme est né avec la traite et la colonisation. Derrière chaque Saint de l'Église catholique se cache un loa de la religion vaudou. C'est l'exemple de Jésus-Christ qui correspond à « *Lenglesou* », l'image d'un crucifié portant une couronne d'épines. Saint André, correspondant à « *Simbi Andeizo* », homme portant une croix sur l'épaule. Saint Isidore, correspondant à « *Azaka Mede* », l'image d'un paysan-laboureur s'agenouillant pour prier¹¹⁰. C'est également une fête foraine attirant des visiteurs, n'ayant rien à voir avec le vaudou ou le christianisme, motivés uniquement par le côté ludique des

¹⁰⁹ Les Yorubas sont des peuples africains se trouvant dans certains pays africains comme le Bénin, Ghana, le Togo...

¹¹⁰ <https://mythologica.fr/vaudou/saints.htm> (consulté le 18 septembre 2021)

festivités. Si les festivités de certaines villes sont plus populaires que d'autres en ce qui concerne leur ampleur, ce phénomène existe à travers toute la République d'Haïti.

Image 16.- Rara à Léogâne et champêtre à Limonade



Bazelais Dulience, juillet et avril 2019

Les trois photos de gauche, (de haut en bas), ont été prises à Léogâne en avril 2023. Elles illustrent respectivement un défilé de danse, un stand événementiel et une bande de Rara. À droite (de haut en bas), il y a l'intérieur (les deux premiers clichés) de l'église Sainte-Anne de Limonade. Sur le dernier cliché, des vaudouisants qui dansent près de la place.

2.2.2.3. — Une tropicalité omniprésente

Située dans la partie occidentale de l'île d'Hispaniola (la République Dominicaine occupe la partie orientale), la République d'Haïti se trouve placée entre 18° 02' et 20° 06' de latitude nord, 71° 41' et 74° 29' de longitude ouest. Elle est bornée au nord par l'Océan Atlantique, au sud par la mer des Antilles ou des Caraïbes, à l'Ouest par le Golfe de la Gonâve et à l'est par la République Dominicaine. Elle forme une presqu'île dont trois de ses quatre façades sont baignées

par la mer. Avec ses 1 770 km de côtes et des profondeurs pouvant atteindre les 4 000 mètres à l'instar du Canal du Vent (Butterlin, 1960; Théodat, 2015). Avec les quatre cinquièmes de sa superficie occupés par des montagnes, le relief haïtien est très accidenté. Il offre des sommets pouvant atteindre jusqu'à 2 680 mètres, comme c'est le cas du Massif de la Selle dans le sud. À côté de ce dernier, il existe le pic Macaya d'une hauteur de 2 405 mètres. Situé également dans le Sud, il forme avec la Selle les chaînes méridionales. Au Nord, les chaînes centrales et septentrionales sont séparées des précédentes par la plaine du Cul-de-Sac et la plaine de l'Artibonite. Cette dernière est la plus étendue d'Haïti avec une superficie de 1 250 km² (Butterlin, 1960; Delince, 1993).

Situé entre l'Équateur et le tropique du Cancer, le pays jouit d'un climat tropical de type maritime. Sa température annuelle moyenne est de 27 degrés Celsius en plaine contre 16 degrés en montagne. Soumis aux effets des vents alizés, la variation de la température entre les saisons n'est pas trop marquée. Elle n'est que de 4 à 5 degrés. Toutefois, des climats locaux peuvent être rencontrés en fonction des côtes et de l'accentuation du relief. Ainsi, le climat devient plus doux. C'est l'exemple de Kenscoff, située au sommet de Port-au-Prince et à plus de 400 mètres d'altitude. Toute l'année, la chaleur n'y est jamais pénible le jour et la nuit est toujours fraîche. Par rapport aussi aux précipitations, il existe en Haïti deux saisons humides et deux saisons sèches. Les premières s'étendent d'avril à juin et d'octobre à novembre. En fait, les précipitations annuelles ne sont pas uniformes sur le territoire. Elles sont influencées par l'orographie. Dans les zones montagneuses, il tombe en moyenne chaque année, entre 1 200 et 2 700 millimètres de pluie. Cela peut varier dans les plaines entre 1 200 et 550 millimètres (Butterlin, 1960; Delince, 1993; Knowles et al., 1999).

En ce qui concerne son réseau hydrographique, il est assez dense. Il est constitué d'une centaine de cours d'eau. Selon l'Atlas d'Haïti cité par Delince, le pays compte quatre régimes hydrographiques. Le premier, celui du Nord, très humide et peu varié au cours des saisons. Le deuxième, celui du Nord-Ouest. Ces cours d'eau sont intermittents à cause de la sécheresse et de la faiblesse des précipitations. Le troisième, celui du Centre. Il est caractérisé par une saison humide et une saison sèche. Et, le quatrième, celui du Sud « *qui représente une unité remarquable malgré la diversité observée dans la répartition des précipitations* » (Delince, 1993). Dans le pays,

il existe une trentaine de bassins versants. Les plus importants sont ceux du fleuve Artibonite qui s'étend sur 6 268 km², de Bombardopolis/Gonaïves qui s'étend sur 1 144 km² et de Côte de fer-Bainet qui s'étend sur 1 060 km² (Paryski et al., 1998).

Ces potentialités pourraient être transformées en opportunités par la diversification des offres touristiques comme d'autres destinations de la zone le font. Les activités balnéaires (plongée, kayak, etc.), l'exploration des fonds marins, le vélo de montagne, la randonnée sont parmi les attractions susceptibles d'y être développées. De plus, par ses dimensions (environ 230 km du nord au sud et 290 km de l'est à l'ouest) et par son insularité, la République d'Haïti offre un décor que d'autres destinations ne peuvent pas offrir. Il s'agit de la présence constante de la mer et de la montagne. Malheureusement, ces richesses sont très peu exploitées. La destination paie les frais des différentes crises dont elle fait l'objet.

2.3. — Haïti, une destination en crise : échec des politiques publiques et résilience

Les différents freins cités plus haut ont façonné le visage de l'industrie touristique en Haïti. Elle est caractérisée par le manque de planification conduisant généralement à l'échec des politiques publiques engagées. Ce qui est responsable de l'arrivée d'une clientèle particulière, différente de celle des destinations ayant un fonctionnement normal. N'ayant qu'une clientèle spécifique, le secteur touristique haïtien dans sa survie affiche toutes les caractéristiques d'une destination en crise : tourisme domestique quasi absent, approvisionnement en bien et services à l'étranger et prix élevé des produits.

2.3.1. — Échec des politiques publiques en tourisme et clientèle atypique

Les politiques publiques peuvent être considérées comme toutes actions ou stratégies mises en place par les pouvoirs publics dans le cadre de la gouvernance d'un territoire. Depuis un certain temps, les politiques publiques haïtiennes sont défailtantes ou inexistantes. Dans le domaine du tourisme, cela se traduit par un manque d'infrastructures et par le tâtonnement dans les interventions liées au secteur touristique. En conséquence, le pays n'est plus sur la liste des destinations classiques. Il devient une destination de crise dont l'essentiel de ses visiteurs est atypique.

2.3.1.1. — L'échec des politiques touristiques : une conséquence structurelle

Considéré comme l'un des secteurs économiques prioritaires depuis l'élaboration du Plan Directeur Tourisme en 1996, le tourisme est omniprésent dans les discours et les projets liés au développement économique du pays. Pourtant, dans la réalité, les questions touristiques sont abordées avec une légèreté saisissante. Entre les discours et la réalité, la différence est énorme. Même en temps de crise, il serait possible de réaliser certains projets touristiques spécifiques, dans des espaces spécifiques puisque tout le territoire n'est pas affecté au même niveau. L'insécurité peut être un exemple dans le cas d'Haïti. La terreur qui frappe Port-au-Prince est loin d'être la réalité dans d'autres villes de province. C'est ce qui explique la valeur de ce slogan « *Port-au-Prince n'est pas Haïti* »¹¹¹.

D'ailleurs, depuis quelque temps, le monde en général est devenu de plus en plus instable. Malgré tout, cela n'empêche pas le développement du tourisme. En prenant l'exemple de la Corse et du Pays basque espagnol et d'autres cas de pays victimes de terrorisme, il est possible de dire que le secteur touristique a la capacité de s'adapter (Lanquar, 2004). À côté de sa capacité d'adaptation, le secteur touristique est grandement tributaire des politiques publiques mises en place. L'exemple de certaines destinations, à l'instar des deux exemples cités plus haut et de celui de l'Égypte, montre que les difficultés auxquelles est confrontée l'industrie touristique haïtienne ne sont pas essentiellement d'origine sécuritaire. Elles sont d'abord, et surtout, liées à un problème de planification. Malgré les attaques violentes dont sont victimes les touristes en Égypte entre 1990 et 1997, cela n'a pas empêché qu'en 2002 4,9 millions de touristes internationaux ont choisi cette destination (Lanquar, 2004).

Le premier élément à souligner dans le problème de planification en Haïti se trouve dans le montant alloué au secteur touristique dans les différentes lois de finances. En effet, l'importance attribuée à un secteur quelconque dans un pays est reflétée à travers la loi de finances. En Haïti, contrairement aux discours, le tourisme n'a pas réellement la cote en considérant sa part dans les différents budgets. Selon les données fournies par les lois de finances de la République, pendant plus d'une décennie, soit entre 2009-2010 et 2020-2021, la part du budget alloué au secteur

¹¹¹ Ce slogan a été lancé par la ministre du Tourisme et des Industries créatives, madame Luz Kurta Cassandra François, au bureau de l'OGDNH lors de sa tournée dans le Nord, ce 14 octobre 2021.

touristique va de 0,17 % à 0,79 %. Dans une pareille situation, il est presque impossible qu'il y ait de gros investissements publics dans le secteur quand nous savons que le salaire des employés du ministère et des autres bureaux y est inclus. Pourtant, d'autres secteurs non économiques comme le Parlement se placent en très bonne position. Nous pouvons prendre l'exemple du budget 2017-2018 dans lequel la part du Parlement est dix fois supérieure à celle du ministère du Tourisme, soit 5 % contre 0,5 %.

Le second élément à prendre en compte est le degré de réussite des projets touristiques. Si les lois de finances n'accordent pas trop d'importance au secteur touristique, le peu d'investissements réalisés, qui pourraient améliorer les infrastructures au profit de ce secteur, ne respecte pas souvent les normes de planification et d'exécution des politiques publiques. Ce qui conduit à des projets inachevés, et aussi à des gaspillages de ressources. Trois exemples peuvent être utilisés à titre d'illustration. Ce sont le cas de l'Île à Vache, celui du Wharf touristique de Jacmel et celui de la route touristique d'Acul du Nord/Milot.

En 2012, le gouvernement de Martelly lance le projet « Destination Ile-à-Vache ». Ce dernier s'inscrivait dans une double logique. La première, ponctuelle, était inscrite dans le contexte de la campagne du gouvernement visant à changer l'image touristique d'Haïti sous le slogan « *Haiti is open for business* ». La seconde, plus structurelle, était liée à la position du tourisme considéré comme l'un des secteurs économiques prioritaires du pays. Dans ce contexte, « Destination Ile-à-Vache » a été présenté comme un mégaprojet. Il devait comprendre, entre autres infrastructures, des hôtels-ressorts, un aéroport international, plusieurs centaines de villas, des infrastructures routières, des parcs ainsi que des jardins botaniques. Après trois ans d'intervention sur le terrain et plusieurs millions de dollars dépensés, tout s'arrête sans qu'aucune infrastructure ne soit installée (Corneille & Lebrun, 2020). Le projet échoue, laissant derrière lui des personnes expropriées de leur terre. Les conditions de vie de ces populations ne s'améliorent pas. L'activité touristique déperit. Au dernier trimestre de l'année 2019, les deux principaux hôtels de l'île ont dû fermer leurs portes (Corneille & Lebrun, 2020).

Le wharf touristique de Jacmel est un autre cas très significatif. Dans le cadre de l'aménagement des pôles touristiques, prévus par le Plan Directeur Tourisme, en 2001, le président Préval a inauguré à Jacmel un port touristique. Ce dernier devrait être un port d'escale au beau milieu de la

ville. Du point de vue du développement local, sa localisation lui donnerait un avantage sur celui de Labadee considéré comme une enclave. Les populations locales devraient bénéficier directement de ses retombées. Il était prévu que des circuits soient établis et d'autres infrastructures soient installées pour une meilleure découverte de la ville par les touristes¹¹². Ce qui serait profitable à tous les secteurs économiques. Malheureusement, malgré l'existence du port et les potentialités de Jacmel, rien n'a été fait. Vingt ans plus tard, le port n'a jamais reçu la moindre croisière. Entre-temps, il est déjà tombé en vétusté (Image 12).

En juin 2010, le ministre de l'Économie et des Finances, en visite dans le Nord à l'occasion de la signature de certains contrats au site de la Société Labadie Nord (SOLANO), a annoncé la construction de la route reliant la baie de l'Acul à Milot. Cette annonce s'inscrit d'abord dans une logique d'aménagement touristique ; et ensuite dans une logique d'équité. Située non loin de la baie de Labadie, celle de l'Acul est une autre baie donnant accès au PNH-CSSR, sans passer par la ville du Cap-Haïtien. C'est la « *route du tourisme* ». Dans le cadre du développement touristique de la région Nord en général et du pôle Cap-Haïtien en particulier, l'idée était de faire visiter le PNH-CSSR par les croisiéristes en passant par la baie de l'Acul. Pendant longtemps, la population du Nord nourrit un sentiment d'injustice face à l'utilisation des fonds générés par la station balnéaire. Elle reproche à l'État que ces fonds ne servent pas la communauté. C'était le moment de lui en faire bénéficier (D. Joachim, 2010) dans un souci d'équité.

Comme prévu, les travaux ont démarré quelque temps plus tard. Parmi les infrastructures mises en place, il y en a deux qui attirent notre attention. Il s'agit d'un débarcadère prévu pour accueillir plus d'un million de touristes par an (Mars, 2013), et de la route reliant la baie de l'Acul au PNH-CSSR. La progression de ces travaux, dont le budget était estimé à près de 1,2 million de dollars, était plus qu'évidente. En février 2013, l'ingénieur en chef des travaux a estimé que tout sera prêt dans trois ou quatre mois. Malheureusement, malgré ce stade avancé des travaux, le projet a été abandonné, comme le montrent les photos suivantes (Image 17), et les ressources gaspillées. Le Nord en particulier, et le pays en général, n'a que Labadee pour recevoir des croisiéristes. De surcroît, Labadee demeure toujours une enclave (Dulience et al., 2021).

¹¹² <https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/31025/jacmel-une-escale-de-reve> (consulté le 30 septembre 2021)

Image 17.- Débarcadère et tronçon de route non achevé de la « route du tourisme »



Bazelais Dulienc, octobre 2018

Ces photos illustrent bien un cas d'échec des politiques publiques. Il s'agit de la « route du tourisme » dans la baie de l'Acul. Sur les deux premiers clichés, nous avons le débarcadère. Au second plan, ce sont les infrastructures d'accueil. Le troisième cliché montre une partie de la route donnant accès au débarcadère et qui devrait conduire au PNH-CSSR.

2.3.1.2. — Une clientèle atypique

La clientèle touristique haïtienne est particulière. En dehors de la diaspora qui constitue notre sujet d'étude, il existe pendant près d'un quart de siècle (1993-2016) une autre clientèle, très atypique qui participe à la résilience du secteur dans cette situation de crise. Ce sont les membres des missions des Nations Unies et les expatriés travaillant dans les ONG et dans d'autres organismes étrangers (Schéma 5). Dans ce contexte spécial, le secteur touristique haïtien s'adapte pour rester en vie. Trois grands moments de cette adaptation peuvent être soulignés. D'abord, il s'agit de l'intervention des Nations Unies après le coup d'État de 1991 pour faire revenir l'ordre constitutionnel. Ensuite, il est question du retour de la mission militaire (de paix) des Nations Unies en 2004, après le départ du président Aristide. Enfin, le troisième grand moment correspond à l'arrivée en masse de missions humanitaires dans le contexte du séisme du 12 janvier 2010.

En effet, les premières élections démocratiques du 16 décembre 1990 portèrent au pouvoir, pour une durée de 5 ans, le prêtre des bidonvilles Jean Bertrand Aristide. Quelques mois après sa prestation de serment le 7 février 1991, soit dans la nuit du 29 au 30 septembre de la même année, le président a été évincé par un coup d'État. Un régime de terreur est établi. Les opposants sont traqués, tués ou exilés. La communauté internationale condamne le coup d'État, instaure un embargo sur le pays pour contraindre les militaires à se retirer du pouvoir et accepter le retour du président démocratiquement élu. Le président sera réinstallé dans ses fonctions le 15 octobre 1994 par une intervention militaire menée par les Nations Unies. Cette force multinationale avait un effectif de 20 000 hommes¹¹³.

Avant le départ de la mission des Nations Unies du sol haïtien en 2001, les élections de l'année 2000, sèment déjà les germes d'une nouvelle présence militaire en Haïti. Une crise politique est née avec la contestation des résultats. Des mouvements armés ont éclaté dans plusieurs villes du pays, contraignant le président Aristide à partir pour l'exil le 29 février 2004. C'est dans ce contexte qu'a été déployée en 2004, dans le pays, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

En effet, les soldats et employés de la MINUSTAH arrivent dans le pays en 2004¹¹⁴, dans un contexte de grave crise. À travers le pays, et surtout à Port-au-Prince, les partisans de l'ancien président semaient le chaos. Plusieurs quartiers sont devenus des zones de non-droit où ne règne que la force des armes. Des personnes sont séquestrées et tuées, des voitures incendiées, des entreprises saccagées, sont autant de faits qui rythmaient le quotidien du pays en général et particulièrement la région métropolitaine de Port-au-Prince. Le Conseil de sécurité des Nations Unies vote le 29 février 2004 la résolution 1529 autorisant le déploiement d'une force multinationale d'environ 8 000 membres en Haïti. Au 30 décembre 2004, sur les 6 700 soldats prévus, 6 009 étaient déjà en Haïti. À cela, il faut ajouter les 1 400 membres de la police civile déjà arrivés, sur les 1 622 qui étaient prévues¹¹⁵. Ce qui donne un effectif de 8 322 personnes auquel il faut ajouter une partie des membres du personnel civil accompagnant la mission. Cette mission est restée dans le pays jusqu'en octobre 2017. Elle laissera la place à une autre mission dont l'effectif

¹¹³ <https://minustah.unmissions.org/historique> (consulté le 14 avril 2020)

¹¹⁴ La mission de la MINUSTAH a duré de 2004 à 2017

¹¹⁵ <https://news.un.org/fr/story/2004/12/66662> (consulté le 28 février 2020)

n'est pas de la taille de la première. En 13 ans, le coût de la MINUSTAH peut être évalué à plus de 8 milliards de dollars américains¹¹⁶.

Alors que les Nations Unies sont en Haïti pour une mission de stabilisation, le 12 janvier 2010, le pays est frappé par l'un des pires catastrophes de son histoire. Il s'agit d'un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter, détruisant ainsi la plupart des infrastructures du pays. Dans les mois qui suivent la catastrophe, la solidarité internationale s'est manifestée. Seulement aux États-Unis, 1,4 milliard de dollars américains ont été collectés au profit d'Haïti. De nombreuses institutions humanitaires dont des organismes non gouvernementaux (ONG) arrivent au pays. Le contexte du séisme est favorable pour leur établissement ou le renforcement de leur présence sur le territoire. En un rien de temps, ils ont commencé à multiplier leurs actions et ont collecté des millions de dollars. Parmi ces institutions, il y a lieu de souligner la Croix-Rouge américaine (471 millions), Catholic Relief Services (72 millions), Parteners in Health (82 millions), l'Unicef (72 millions), Doctors Without Borders (68 millions), le fonds Clinton-Bush pour Haïti (52 millions) et Word Vision (44 millions) (Salignon, 2017).

Quel est le rapport entre le tourisme et ces missions ?

Si le rapport n'est pas évident, il est du moins réel et paradoxal. Les missions des Nations Unies déployées en Haïti en temps de crise ont généralement un effectif de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de membres : militaires et civils. Elles ont souvent à leur disposition de gros budgets dont une bonne partie sera dépensée pour la consommation. À titre d'exemple, la résolution 940 votée en 1994 par le Conseil de sécurité prorogant le mandat de la MINUHA avait autorisé l'envoi de 6000 soldats en Haïti. D'autres catégories, comme des policiers et fonctionnaires civiles, allaient compléter plus tard cet effectif¹¹⁷. Au 31 mai 1996, le coût de la mission s'élevait à 315 794 700 dollars¹¹⁸. Si tout n'est pas dépensé en Haïti, une partie non considérable l'est pour autant.

¹¹⁶ <http://outremers360.com/sciences/haiti-la-minustah-remplacee-par-une-autre-mission-onusienne-plus-reduite/> (consulté le 15 avril 2020)

¹¹⁷ [https://undocs.org/fr/S/RES/975\(1995\)](https://undocs.org/fr/S/RES/975(1995)) (consulté le 14 avril 2020)

¹¹⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_des_Nations_unies_en_Ha%C3%Afti (consulté le 14 avril 2020)

Il faut noter que notre objectif n'est pas d'évaluer leurs actions en tant qu'acteurs humanitaires. Nous voulons, de préférence, expliquer leur participation à la constitution des flux touristiques dont bénéficiait le pays. C'est-à-dire, ils sont à la fois acteurs humanitaires et acteurs du tourisme.

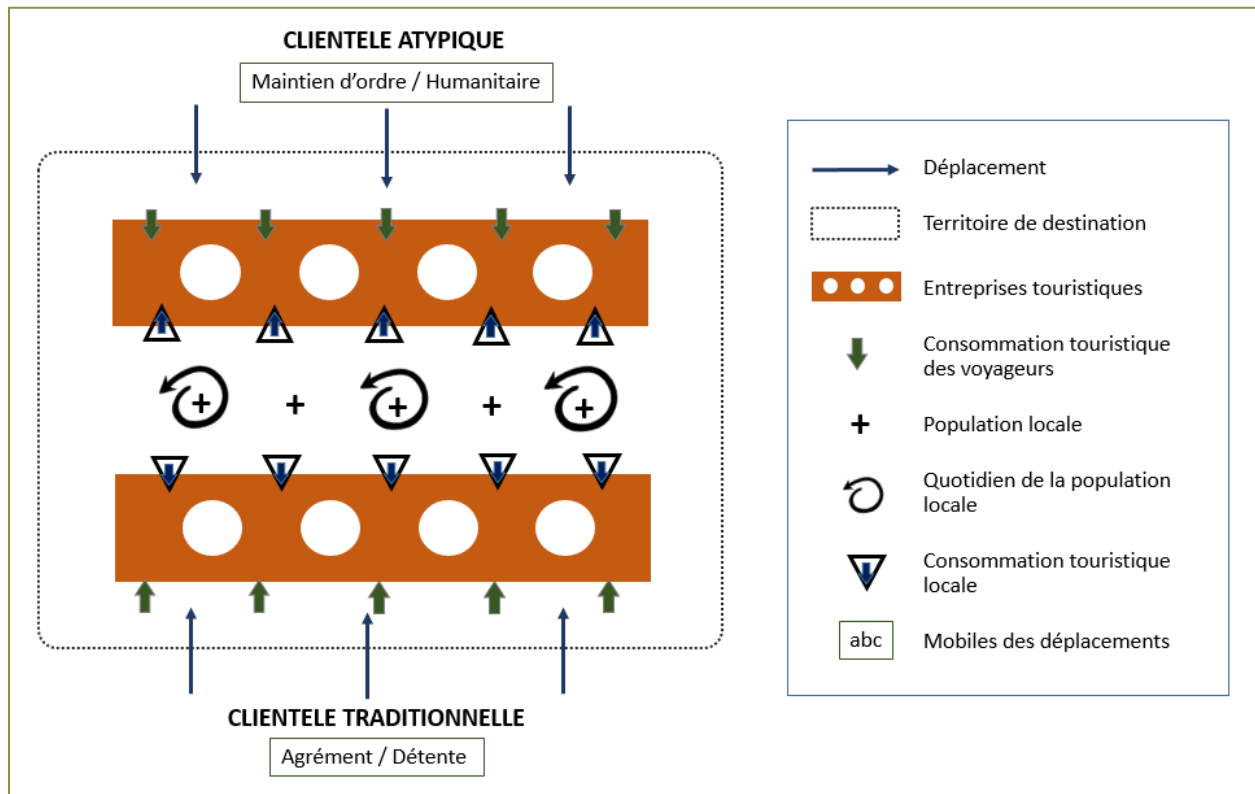
Une fois arrivées dans le pays, leurs membres constituent une nouvelle clientèle pour les établissements touristiques. Les employés civils sont logés et nourris dans des hôtels ou dans d'autres types d'établissements touristiques. Si les soldats, eux, s'installaient dans leurs bases militaires, ils étaient très fréquemment rencontrés dans les boîtes de nuit, sur les plages et dans d'autres lieux de consommation touristique. Disposant d'un bon salaire en dollar américain comparativement au reste de la population, ils ont à leur disposition un élément essentiel, pour faire du tourisme : les moyens financiers. Rapidement, leur omniprésence va s'imposer dans le paysage touristique haïtien. Ce qui a valu aux soldats onusiens de la MINUSTAH, le surnom caricatural de « *TOURISTA* ». Cette appellation renferme une connotation très significative. Il s'agit de la perception populaire qui considère les membres de la mission comme des touristes, et comme des fonctionnaires n'ayant pas accompli leur mission.

Revenons de l'aspect touristique de la question. Pour établir cette réflexion, prenons le cas de la MINUSTAH.

Il faut rappeler que l'effectif de cette mission s'élevait au début à environ 8 000 membres. Nous partons de la considération que chaque membre est un potentiel client par sa consommation dans les établissements touristiques. Si chacun dépense en moyenne 25 dollars par semaine dans ses diverses activités de loisirs et touristiques, cela fait en un an 10,4 millions de dollars de recettes pour le secteur. Ce qui n'est pas sans importance. Or, logiquement, ils dépensent de loin beaucoup plus que cela. Certains d'entre eux, surtout ceux qui font partie du personnel civil, sont logés et nourris dans ces établissements touristiques. Pour prouver leur importance, à l'approche de la fin de la mission et de la réduction drastique de son effectif, un gérant d'hôtel au Cap-Haïtien nous a fait part de ses inquiétudes. Il a nous souligné que : « *Depuis plusieurs années, la MINUSTAH constitue ma principale clientèle en ce qui concerne l'hébergement. Ces fonds m'ont permis de rénover et de construire d'autres appartements. Avec le départ de cette mission, le secteur de l'hébergement va beaucoup souffrir* ».

Il y a toutefois une autre catégorie de cette clientèle moins visible, mais aussi importante. Ce sont les autres expatriés faisant partie des organismes de l'ONU, des ONG et des organismes bilatéraux. Comme dans le cas des membres de la MINUSTAH, ce personnel s'est logé dans des établissements touristiques. C'est une clientèle très prisée pour certains établissements. Mais avec la dégradation du climat sécuritaire, ils se font de plus en plus rares. Certains établissements touristiques en souffrent.

Schéma 4.- Essai de schématisation de la clientèle atypique



Bazelais Dulience, août 2023

Ce schéma tend à éclaircir le concept de clientèle atypique. En effet, vu les mobiles, la clientèle traditionnelle voyage pour son agrément et est en quête de loisir. Dans le cas contraire, il s'agit d'une clientèle atypique. C'est ce qui arrive dans le cas d'Haïti. À côté de la clientèle traditionnelle qui se fait de plus en plus rare, la consommation touristique en Haïti est assurée, dans une large proportion, et depuis un certain temps, par les missions humanitaires civiles, les missions militaires de maintien d'ordre et les membres de la diaspora.

2.3.1.3. — Les croisiéristes : une clientèle non négligeable, mais invisible

Dans la région Nord, les croisiéristes constituent une autre clientèle à considérer. En effet, le site de Labadie (ou Labadee) exploité depuis 1985 par la *Royal Caribbean Cruise Line* est le seul point d'accueil des touristes de croisière du pays. Ce site peut accueillir tous les types de paquebots, même parmi les plus grands, dont : *Liberty of the Seas, The World, Navigator of the Seas, Freedom of the Seas, Jewel of the Seas, Allure of the Seas, Equinox, Harmony of the Seas, Summit, Silhouette, Independence of the Seas, Freedom of the Seas, Reflection* (Ministère du Tourisme, 2008).

Labadie est une station balnéaire très prisée. De 2002 à 2008, selon les données du ministère du Tourisme, le site a reçu en moyenne 391 330 visiteurs par an (Ministère du Tourisme, 2008). À partir des statistiques fournies par le Bureau régional Nord du ministère du Tourisme, entre 2009 et 2017, ces flux ont connu une légère hausse d'environ un cinquième par rapport à la période déjà citée. Ainsi, entre 2009 et 2017, la région a reçu plus de 3 893 126 croisiéristes. Ce qui représente une moyenne de plus de 469 727 croisiéristes sur une année. Toutefois, il faut établir que ces données sont incomplètes pour les années 2009, 2014 et 2017. Elles sont absentes pour l'année 2015. Ce qui, de toute manière, impacte notre analyse. Mais, à partir des années pour lesquelles les données sont complètes (2011, 2012, 2013 et 2016), nous constatons que le nombre de croisiéristes dépasse la barre des 500 000 (Tableau 6).

En 2010, le tourisme de croisière aurait rapporté en moyenne à l'État haïtien 4 325 700 dollars américains l'an. Entre la période 2010-2017, ce montant pourrait être évalué à plus de 38 millions de dollars. Ces sommes sont collectées sous forme de taxes à raison de 10 dollars par touriste à partir de 2010. Ces chiffres peuvent paraître dérisoires par rapport à certains pays de la Caraïbe, mais il faut comprendre que nous sommes, dans le cas d'Haïti, dans un contexte de crise. Aussi, 38 millions de dollars représentent le montant nécessaire pour la construction d'un campus à l'instar de celui de l'Université d'État d'Haïti à Limonade¹¹⁹.

¹¹⁹ Le coût des travaux de construction du Campus Henry Christophe de l'Université d'État d'Haïti serait de 30 millions de dollars. URL : <https://www.haitilibre.com/article-4699-haiti-education-inauguration-de-l-universite-roi-henri-christophe.html> (consulté le 18 septembre 2022)

En matière de retombées pour la population, les activités du site auraient favorisé la création de 230 emplois directs, de 700 emplois ponctuels survenus au moment lors des jours d'activités. Certains membres des communautés ont aussi la possibilité d'exposer des produits artisanaux sur le site. Aussi, plusieurs projets communautaires sont financés par la SOLANO au profit du village de Labadie, voisin immédiat du site (Dulience et al., 2021).

Tableau 5.- Nombre de croisiéristes reçus dans la région Nord entre 2002 et 2017

Évolution du nombre de croisiéristes au port de Labadie de 2002 à 2017																
Moi s	Année															
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Janv.	30722	23 326	41 230	30 546	38 119	51 400	47 849	51 110	36 810	61 464	74 357	89 234	78 469	?	62 857	78 100
Févr.	26959	30 245	18 895	39 016	30 135	41 313	47 189	43 163	41 413	66 124	70 456	49 361	63 252	?	77 501	74 069
Mar s	27 510	36 078	0	37 247	36 575	47 538	40 850	50 585		65 254	65 289	74 220	73 568	?	81 996	62 122
Avr.	28775	32 099	0	35 469	37 103	37 252	46 640	44 039		44 505	53 743	52 788	70 457	?	62 603	64 980
Mai	20 354	34 872	10 454	29 030	20 461	35 298	45 854	31 519		46 176	45 989	41 041	42 512	?	46 693	58 844
Juin	27 984	38 171	28 302	21 482	40 142	38 065	?	27 086		31 627	40 389	40 420	?	?	39 574	62 275
Juill.	27 620	37 405	28 757	25 323	38 416	42 807	?	29 979		36 011	46 898	50 689	?	?	56 997	67 747
Aou t	32 459	35 307	28 694	28 700	37 968	37 580	?			44 662	34 365	40 843	?	?	58 812	54 447
Sept	31 734	38 357	28 091	22 398	39 954	30 834	?	30 045		31 026	34 015	35 844	?	?	42 755	?
Oct.	25927	37 305	31 250	33 721	40 354	34 829	?	28 699		39 014	40 227	34 912	?	?	37 985	?
Nov.	20502	34 398	36 332	25 126	41 477	43 054	?	28 176	37 399	55 491	40 452	51 678	?	?	49 681	?
Déc.	30052	45 130	30 187	39 963	49 217	42 107	?		72 863	75 208	63 750	82 604	?	?	86 162	?
Tota l	342 088	423 686	282 192	368 021	449 921	482 077	228 382	334 422	188 485	596 562	575 565	643 634	328 258	?	703 616	522 584

Bazelais Dulience, 2017

Source de données : Bureau Régional Nord du ministère du Tourisme

Les données sur ce tableau ne nous permettent pas de réaliser une analyse pointue de la réalité étant donné qu'elles sont incomplètes. Elles doivent être acheminées par la SOLANO au Bureau Régional Nord du ministère du Tourisme. Certaines fois, pour des raisons que nous ignorons, elles ne sont pas toujours acheminées.

L'année 2010 est un cas particulier. C'est l'année où un séisme dévastateur a frappé le pays le 12 janvier. Ses conséquences étaient si dramatiques qu'elles ont fait soulever un débat sur le côté éthique de la présence des croisiéristes. Ce qui a fait arrêter les opérations sur le site pendant plusieurs mois.

Pourtant, à partir de 2011, nous pouvons constater une augmentation annuelle des flux. Cela s'explique par de nouveaux aménagements réalisés sur le site. À partir de 2010, il peut recevoir non seulement de plus gros paquebots, mais aussi deux simultanément.

2.3.2. — La destination haïtienne et ses faiblesses

La résistance aux chocs du secteur touristique haïtien n'est pas un processus anodin. Le contexte d'évolution du secteur lui imprime ses caractéristiques comme le synthétise le schéma des faiblesses de la destination haïtienne. Le tourisme local est presque inexistant, l'essentiel des biens de consommation du secteur vient de l'extérieur. Finalement, les prix deviennent exorbitants. Ce qui donne naissance à une destination onéreuse (Schéma 6).

2.3.2.1. — Un tourisme local peu développé

Désigné, avec parfois des nuances, sous les appellations de tourisme domestique, de tourisme national, de tourisme intérieur, le tourisme local implique les « *déplacements touristiques des autochtones dans leur pays* »¹²⁰. Ce type de tourisme est l'opposé du tourisme externe ou international. Il s'opère à l'intérieur des frontières nationales, en dehors de l'environnement quotidien ou familial. Le tourisme local joue un rôle majeur dans certains pays où les recettes qu'il occasionne peuvent même dépasser celles du tourisme international. C'est le cas, par exemple, de la Chine, de l'Inde, du Vietnam et de l'Indonésie (Chopin, 2019). C'est aussi le cas de la France en 2019. Au cours de l'année 2019, les flux de visiteurs étrangers ont diminué au profit du tourisme interne. Palierse dans un article a ainsi présenté la réalité : « *Le nombre total de nuitées a ainsi augmenté de 1,3 % en 2019 par rapport à 2018, à 441,9 millions, grâce à la hausse de 2,4 % des nuitées enregistrées au titre de la clientèle de résidents, à 306,6 millions. En parallèle, le nombre de nuitées de non-résidents a diminué de 1,1 %, à 135,5 millions* » (Palierse, 2020).

Ce type de tourisme a l'avantage de ne pas être sensible aux crises internationales. Par conséquent, il reste tributaire du développement socioéconomique de la destination en question. Même s'il n'est pas aussi exigeant que le tourisme externe, il exige au moins la présence de certains équipements et certaines infrastructures. Aussi, l'amélioration des conditions générales d'existence de la population est un élément indispensable. Il ne peut pas y avoir de développement

¹²⁰ <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=12590> (consulté le 25 avril 2020)

du tourisme local avec un pouvoir d'achat des populations locales trop faible. C'est ce qui peut expliquer le non-développement du tourisme interne dans certains pays, dont Haïti.

Même s'il est difficile de pouvoir évaluer par des chiffres le tourisme local en Haïti, il faut admettre que les Haïtiens qui restent au pays participent très faiblement dans le maintien de l'activité touristique. L'explication de cette faible participation au développement du tourisme local est surtout financière, économique et infrastructurelle. En effet, les difficiles conditions d'existence dans lesquelles évoluent la plupart des Haïtiens ne leur permettent pas de partir visiter leur propre pays pour faire du tourisme. Les prix des produits et des services sont généralement très élevés par rapport au revenu de la population. L'état lamentable des routes est un autre facteur à souligner, sans oublier l'insécurité et les crises politiques récurrentes.

Dès que l'espoir apparaît, des circonstances malheureuses se présentent et bloquent toute progression. Ainsi, vers les années 2018, le tourisme domestique avait affiché un certain optimisme au grand bonheur des acteurs du secteur. En effet, les principales routes nationales ont été légèrement réhabilitées et plusieurs compagnies de transport terrestre ont été créées. C'était comme une révolution dans le transport terrestre. Les compagnies utilisaient des autobus confortables et climatisés pour assurer certains trajets interdépartementaux. Les trajets étaient devenus moins pénibles et plus rapides. Aussi, les passagers arrivaient à destination totalement propres et moins fatigués. Malheureusement, la situation sociopolitique du pays a tout brisé. Le gérant (et à la fois propriétaire) de l'établissement touristique, *Lakou Breda*, situé dans le Nord, nous a expliqué une courte période d'espoir que le secteur a connu. Il a souligné que « *Chaque vendredi soir, des couples arrivaient de Port-au-Prince. Ils visitaient la ville et la Citadelle le lendemain, samedi. Ils allaient à la plage dimanche dans la matinée et repartaient dimanche soir vers Port-au-Prince pour reprendre le travail tôt le lundi. Mais les crises sociopolitiques et l'insécurité nous ont mis K.O.* ». Un autre gérant d'hôtel à Jacmel nous fait le même récit. Il a aussi évoqué l'insécurité qui sévit à la sortie sud de la capitale comme principal obstacle du développement du tourisme dans le Sud.

Toutefois, il existait naguère un tourisme local en Haïti. Ce mouvement touristique a été soutenu par plusieurs secteurs, dont les églises et les institutions scolaires. En effet, elles organisaient en des périodes précises de l'année (Carnaval, Pâques, vacances d'été), à l'intention de leurs

membres, des activités dénommées « *camps* » ou « *retraites* ». Ainsi, les participants ont été conduits vers des lieux parfois très éloignés de leur commune d'origine pour une période de 8 à 15 jours. Pour minimiser le coût de ces séjours, des établissements scolaires étaient généralement utilisés comme centre d'hébergement. Si l'impact économique de ce genre de tourisme sur les lieux visités n'était pas considérable, il favorisait tout de même la découverte du pays et la valorisation du patrimoine culturel. Cette valorisation s'opère par la visite des lieux et des monuments historiques. Alors que ce type de tourisme paraît comme une alternative au tourisme international, surtout en temps de crise, comme dans le cas de la pandémie de COVID-19¹²¹, il a malheureusement disparu de la réalité haïtienne.

2.3.2.2. — Un approvisionnement (en biens et services) extraverti

La relation entre le secteur touristique et les autres secteurs économiques est fondamentale. En effet, la relation entre le secteur touristique et le développement est établie par les institutions internationales, dont l'OMC. Le secteur touristique est souvent vu comme « *comme un véritable moteur pour le développement économique durable* » et « *un puissant instrument de croissance pour les pays en développement* ». Pour cela, il doit permettre, entre autres, le développement de PME (UNWTO, 2002). En d'autres termes, il doit favoriser la consommation de produits locaux. Mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'environnement politique et économique dans lequel le secteur évolue est déterminant pour son développement. Aussi, il est important que les autres secteurs économiques puissent supporter le tourisme.

Dans le cas haïtien, nous sommes face à ce que nous considérons être un cercle vicieux : le tourisme ne supporte pas réellement l'économie et l'économie, en retour, ne supporte non plus le tourisme. Donc, devant les exigences du secteur et à la faiblesse de l'économie nationale, l'approvisionnement en produits locaux de toutes sortes n'est pas garanti. En effet, à titre d'illustration, la République d'Haïti ne produit que 40 % des denrées agricoles consommées¹²². Les 60 % sont importés. Une grande partie des importations viennent de la République Dominicaine. Ce trafic est si important qu'il fait d'Haïti le deuxième partenaire commercial de la

¹²¹ <https://www.unwto.org/fr/news/l-omt-met-en-evidence-le-potentiel-du-tourisme-interne-au-service-du-redressement-economique-des-destinations-partout-dans-le-monde> (19 septembre 2021)

¹²² <https://radiotelevision2000.com/home/?p=80964> (consulté le 19 avril 2020)

république voisine, juste après les États-Unis¹²³. Les produits importés sont omniprésents dans les établissements touristiques du pays. Ce fait rapporté peut, très clairement, illustrer la réalité. C'est une anecdote racontée par le sociologue Abner Septembre. En effet, « *Lors d'une réunion de travail dans un restaurant, dans l'un des hôtels de 5 Hibiscus¹²⁴ de Pétion-Ville, alors que le repas tournait lentement sur la table, il a été demandé aux participants d'observer un moment tout ce qui est dans la salle et d'évaluer le pourcentage de contenu haïtien (c'est-à-dire ce qui est produit en Haïti ou qui appartient à Haïti). Ils ont conclu au plus fort à environ 5 % et "il y a nous" » (Septembre, 2019). Ainsi, les 95 % de la nourriture offerte dans cet établissement touristique sont importés. Seulement 5 % sont des produits locaux.*

À côté de la faiblesse de la production, il y a aussi un problème de standardisation. Et, cela ne date pas d'aujourd'hui. Pierre Chauvet, président des Agences réceptives et Transports au sein de l'Association Touristique d'Haïti (ATH), nous relate un fait intéressant pouvant illustrer ce que nous sommes en train d'expliquer. Il a exposé que, dans les années 1980, le Club Med¹²⁵ « *avait du mal à trouver pour ses 700 clients, 80 avocats de la même grosseur et du même goût, ou encore 700 queues de langouste de la même dimension* » (Kerby, 2015). Ce problème existe aussi en ce qui concerne l'approvisionnement en produits d'hygiène pour les clients. Pierre Chauvet nous a exposé cette réalité en ces termes : « *Nous avons de nouvelles chambres d'hôtel, les visiteurs se servent de petits savons, et nos industries n'en fabriquent pas encore en Haïti. On continue de les importer de la République Dominicaine* » (Kerby, 2015).

Le problème n'est pas posé uniquement pour la fourniture des biens. Il l'est aussi pour les services. En effet, la faiblesse (ou tout simplement le manque) de cursus de formation technique en Haïti conduit à un manque de techniciens qualifiés. Le secteur touristique en souffre. Par souci de qualité, le secteur se tourne le plus souvent vers des techniciens dominicains, mieux formés et disposant généralement d'outils mieux adaptés. C'est le cas d'un gérant d'hôtel à Cap-Haïtien¹²⁶ qui, pour installer et entretenir une petite centrale solaire financée par l'USAID, a fait appel à des Dominicains. Selon ses explications, il lui était impossible de trouver des techniciens haïtiens pour

¹²³ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/d639ed11-d5ea-414a-9fff-a114dc3d356f/files/94450b7d-9c91-45de-8b87-75b1c07e42fc> (consulté le 19 avril 2020)

¹²⁴ C'est à peu près l'équivalent de l'étoile.

¹²⁵ Actuellement DECAMERON

¹²⁶ Il ne voulait pas être identifié.

exécuter le contrat. C'est la réalité de tout le pays. La faiblesse de la production de biens et de services a un sévère impact sur le secteur touristique qui cherche à s'adapter.

2.3.2.3. — Une destination dispendieuse

Sur le blog DECOUVERTE MONDE, consacré à la thématique voyage, sous la rubrique « Comment choisir sa destination en 10 étapes », la question du budget se place en deuxième position¹²⁷. Le site PROFESSION VOYAGES classe également cet élément en deuxième position¹²⁸. Sur le site VOYAGE PLUS.NET, le budget arrive en quatrième position¹²⁹. Nous commençons de cette manière pour montrer que la question du budget est indispensable dans le choix d'une destination. À côté du coût du billet, il faut penser également à toutes les autres dépenses dont l'hébergement, la restauration et les loisirs.

Tenant compte du contexte de crise quasi permanente dans lequel le pays se trouve et les choix des pouvoirs publics, voyager en Haïti devient souvent plus cher en comparaison à d'autres destinations de la Caraïbe. La République Dominicaine en est un exemple (Saint-Fleur et al., 2021). Il n'est pas rare de constater d'énormes différences de prix pour un billet à destination de la République Dominicaine par rapport à un autre billet à destination d'Haïti. Les différences de prix sont parfois scandaleuses. Un cas relayé sur Facebook attire notre attention. Le 24 août 2019, sur le site de American Airlines, la différence de prix entre Haïti et la République Dominicaine, pour le même aéroport de départ et la même date, allait de 199 dollars à 1028 dollars. En effet, un voyageur qui se rendait en République Dominicaine en provenance de Miami pouvait payer le voyage entre 138 et 199 dollars. Quand il s'agit d'Haïti, le prix fixé était de 1028 dollars. Dépendamment de la durée du séjour, le prix du billet vers la destination haïtienne peut réaliser le séjour complet en République Dominicaine. Dans ce contexte, un simple touriste aura de préférence tendance à choisir la République Dominicaine comme destination au lieu de choisir Haïti.

L'autre élément qui impacte le coût d'un séjour touristique est les dépenses quotidiennes. Encore une fois, à comparer avec la République Dominicaine, Haïti perd la bataille auprès des potentiels

¹²⁷ <https://www.decouvertemonde.com/comment-choisir-sa-destination> (consulté le 19 avril 2020)

¹²⁸ <https://www.professionvoyages.com/comment-choisir-sa-destination-10-etapes/> (consulté le 20 avril 2020)

¹²⁹ http://www.voyageplus.net/choix_destination.html (consulté le 19 avril 2020)

touristes. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'économie haïtienne n'est pas en mesure de soutenir pleinement ce qui reste de l'industrie touristique du pays. Les éléments indispensables au fonctionnement de l'industrie doivent être importés (techniciens, équipements, denrées alimentaires...). C'est un secteur dont l'approvisionnement est tourné vers l'extérieur. Donc, nous pouvons avancer que le coût d'exploitation d'un établissement touristique en Haïti est plus élevé que celui de ses voisins. Une simulation sur le site de voyage « OÙ ET QUAND.NET »¹³⁰ concernant les destinations haïtienne et dominicaine en provenance de Paris, place la destination haïtienne comme la plus chère des deux. Trois catégories de budget sont considérées : petit, moyen et élevé. Pour un couple de visiteurs en voyage à Port-au-Prince durant deux semaines, en dehors du billet d'avion, ses dépenses seraient ainsi évaluées à, en considérant ces trois catégories citées plus haut : 1 274 euros, 2 856 et 5 278. Elles seraient de 588 euros, de 2 086 et de 4 354 si ce couple avait choisi la République Dominicaine (Punta Cana) (Tableau 7). La destination haïtienne est la plus chère, et souvent, pour un cadre et pour des services de moindre qualité. Ce qui n'attire qu'une clientèle particulière : la diaspora, les expatriés et certains touristes internationaux.

Tableau 6.- Budget quotidien pour un couple de touristes à Port-au-Prince et à Punta Cana pour un séjour de deux semaines

	HAÏTI,			RÉPUBLIQUE DOMINICAINE		
	Petit budget	Budget moyen	Budget élevé	Petit budget	Budget moyen	Budget élevé
Hébergement	53	75	114	23	74	156
Restauration	18	33	48	8	18	28
Transport	2	23	66	2	16	40
Activités gratuites		10	19		5	10

¹³⁰ <https://www.ou-et-quand.net/> (consulté le 20 avril 2020)

BUDGET À PRÉVOIR (en euro)	1 274	2 856	5 278	588	2 086	4 354
En monnaie locale (calculé en avril 2020)	134 260 HTG	300 888 HTG	556 136	34 244 DOP	122 822 DOP	256 284 DOP

Bazelais Duliencie

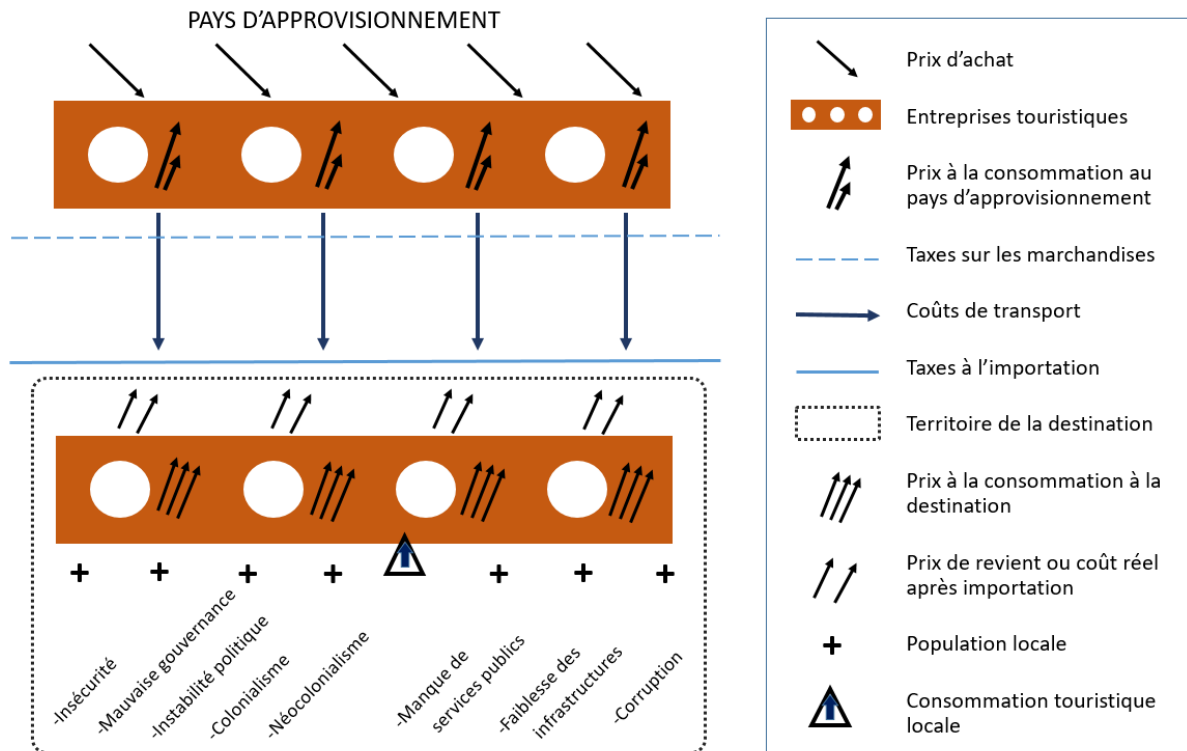
Source des données <https://www.ou-et-quand.net/>

Ce tableau est très révélateur de la réalité du secteur touristique en Haïti. Cette comparaison est juste indicative. Il existe bien d'autres éléments de comparaison qui ne sont pas pris en compte ici.

Ce tableau nous livre qu'Haïti est, dans certains cas, doublement plus chère que la République Dominicaine. Si nous considérons la différence de prix du billet d'avion, la République Dominicaine serait trois fois moins chère. À bien analyser de près le tableau, nous pouvons arriver à plusieurs conclusions. Premièrement, que le tourisme de petit budget n'existe pas en Haïti. C'est ce qui explique, en grande partie, que le tourisme local n'y est pas très développé. Donc, il serait moins onéreux pour un couple haïtien ayant un petit budget, de visiter la République Dominicaine que de faire du tourisme local. Deuxièmement, la restauration reste le produit au niveau duquel la différence de prix est la plus marquée. Pour deux couples avec un petit budget, la différence pour ce qui est de la restauration est de 2,25 fois plus grande ou plus petite entre les deux destinations. Elle est 1,83 fois plus grande ou plus petite pour un couple à budget moyen et 1,71 fois plus grande ou plus petite pour un couple à budget élevé. Troisièmement, nous pouvons conclure que les produits alimentaires constituent l'une des principales sources de dépenses des restaurateurs et hôteliers en Haïti. Toutefois, en analysant la réalité, il semblerait que les hôteliers haïtiens font répartir d'autres coûts d'exploitation sur la restauration. Ce qui expliquerait son prix aussi élevé, même si la non-disponibilité de ces produits sur le marché local et national est la principale cause de leur prix exorbitant.

Donc, pour pouvoir survivre, le secteur touristique haïtien pratique des prix relativement élevés. Il faut toutefois comprendre qu'il ne s'agit pas d'un choix délibéré, mais d'un choix dicté par le contexte politique et socioéconomique¹³¹.

Schéma 5.- Synthèse de la problématique des faiblesses de la destination haïtienne



Bazelais Dulience, août 2023

Le schéma expose deux catégories de territoires ou de destinations qui sont en contact. En amont, il s'agit des pays producteurs ou exportateurs. Ceux-ci, grâce à leur mode de gouvernance, arrivent à produire plus de biens et de services nécessaires à la consommation locale. N'étant pas exposés aux coûts du transport, aux droits d'exportation et de douane, les prix de ces produits de consommation y sont peu élevés.

En aval, il y a les pays qui sont dans l'obligation d'importer la plupart des biens et des services nécessaires à la consommation de la population et des entreprises. Sur ces territoires, comme le cas d'Haïti, les biens et services achetés en amont sont soumis aux droits d'exportation, aux coûts du transport et aux droits de douane. Le coût de revient et le prix à la consommation deviennent respectivement élevés et très élevés. Évoluant sur un territoire à risque (insécurité, mauvaise gouvernance, instabilité politique, néocolonialisme...), les entreprises touristiques ont dû faire face à

¹³¹ Aussi faut-il rappeler qu'en Haïti, il n'existe pas une industrie touristique classique. Les touristes (ici, nous parlons des vrais touristes, et non pas de la diaspora ou des expatriés qui travaillent dans le pays) qui y sont le plus souvent des aventuriers qui ont déjà tout accepté : insécurité, manque de loisirs, prix non compétitifs...

des frais d'exploitation très élevés. Pour résister, elles n'ont qu'à répercuter ces charges sur le consommateur final.

Cette situation à risque impacte aussi le développement du territoire de manière générale. En ce sens, la population n'est pas en mesure de supporter le développement du tourisme. Premièrement, elle n'est pas assez riche pour consommer dans les entreprises touristiques dans un but de détente et pour son agrément. Deuxièmement, l'insécurité et le manque d'infrastructures routières et de communication rendent difficile la circulation des personnes et des biens.

Conclusion

Née en 1804 à la suite d'une guerre dévastatrice, la République d'Haïti a dû faire face à de multiples difficultés, dont l'hostilité internationale et des crises internes d'ordre politique et économique. Pour s'être opposé au système colonial, esclavagiste et raciste, le pays était ostracisé et interdit de prendre place au concert des nations. Pour sortir de l'impasse, les autorités ont dû accepter de payer à la France 90 millions de francs-or prélevés durant plusieurs décennies dans les maigres ressources du pays. Par ailleurs, la fin de la colonisation et le paiement de la dette de l'indépendance n'ont pas mis fin à l'exploitation. Le néocolonialisme remplace le colonialisme. Sur le plan interne, les dissensions politiques, les guerres civiles n'ont pas permis de mettre en place les principales bases du développement économique et touristique du pays. La crise sécuritaire actuelle semble être le reflet d'un système dépassé, qui ne peut plus tenir.

Ainsi, sur le plan des aménagements et des infrastructures, le pays accuse un grand déficit par rapport à d'autres pays de la région dont la République dominicaine. Du point de vue de l'accessibilité aérienne, il ne possède que deux aéroports internationaux dont la connectivité est très faible. Paris est la seule ville européenne accessible directement depuis Haïti. Le pays ne compte qu'un port de croisière, Labadie (ou Labadee), alors que la République Dominicaine en compte cinq. La faiblesse des infrastructures routières constitue également un autre frein au développement touristique du pays.

À côté de la faiblesse des infrastructures de transport, le secteur touristique est également impacté par la nature des politiques publiques mises en place par les différents gouvernements. La faible part du budget national allouée au secteur touristique ainsi que le manque de suivi dans la planification et la réalisation des projets touristiques font également partie des facteurs limitatifs de l'expansion de ce secteur économique. En fait, l'économie locale n'arrive pas à supporter le

tourisme. En ce sens, les établissements touristiques sont contraints de s'approvisionner à l'étranger. En conséquence, le secteur est chétif, dispendieux.

Pourtant, son patrimoine historique, culturel et naturel est d'une grande valeur. Il a été déjà mis à profit au cours de son histoire, comme pendant les années 1950 jusqu'à la chute des activités touristiques vers les années 1980. Une période qui marque, en quelque sorte, la fin de l'arrivée des visiteurs étrangers. Ils seront remplacés par une clientèle particulière, dont la diaspora haïtienne. C'est cette dernière qui fait l'objet d'étude de notre prochain chapitre.

Chapitre III. — La diaspora haïtienne : caractéristiques et enjeux touristiques

Introduction

Le fait migratoire est très ancien dans l’histoire de l’humanité. Il remonte à très loin dans l’histoire de l’humanité, jusqu’à l’Homo erectus, soit à environ un million d’années (Larané, 2022). D’ailleurs, il constitue l’un des principaux facteurs du peuplement de l’humanité. Avec 244 millions de migrants en 2015¹³², la question migratoire est devenue une réalité qui s’impose au monde entier.

La migration peut être considérée comme « *le déplacement géographique de personnes ou de populations pour diverses raisons* ». Elle comprend deux grandes facettes qui sont l’émigration et l’immigration selon le côté où l’on se trouve : soit au pays d’accueil, soit au pays de départ. L’émigration désigne le fait de laisser son pays pour s’établir ailleurs, tandis que l’immigration désigne l’entrée dans un pays étranger pour s’installer (Bertheleu & Wadbled, 2018). Une fois installé dans un pays d’accueil, l’ensemble des membres d’une même communauté forme une diaspora.

Aussi, dépendamment de la nature du solde migratoire d’un pays, il peut être qualifié de pays d’immigration ou de pays d’émigration. Par rapport à leur réalité sociopolitique et économique, certains pays reçoivent moins de migrants qu’ils n’en émettent. Ce sont des pays d’émigration. La République d’Haïti fait partie de cette catégorie avec une proportion d’Haïtiens vivant à l’étranger évaluée à plus de 11 % de la population globale (Dulience, 2021; OECD, 2017).

En effet, contrairement à d’autres peuples, l’émigration haïtienne est récente et sa diaspora est très jeune. Pour certains, comme c’est le cas de César (2007) et de Stepick (1998) cité par OECD, les premières vagues migratoires du pays correspondent à la période révolutionnaire et aux premières années de l’indépendance, soit à la fin du XVIIIe siècle et au début du XXe (OECD, 2017). Les premières vagues migratoires haïtiennes constitutives de la diaspora actuelle ont réellement commencé un peu plus tard. Considérée comme des traîtres pendant la dictature des Duvalier, cette

¹³² <https://www.un.org/fr/desa/international-migrants> (consulté le 7 avril 2023)

diaspora devient aujourd'hui un acteur d'une grande importance. Comment s'est-elle constituée ? Dans quels pays s'est-elle établie ? Quel type de relation entretient-elle avec Haïti ? Ce sont à ces interrogations que nous nous efforçons de répondre dans ce chapitre divisé en deux sections. La première expose le contexte de formation de la diaspora haïtienne tout en essayant de cartographier sa répartition. À la seconde section, le lecteur a la possibilité de découvrir l'engagement de la diaspora haïtienne en faveur du pays d'origine sur les plans financier, culturel et touristique.

3.1.— Identification de la diaspora haïtienne

Avec un processus de formation qui débute au début du XXe siècle, la diaspora haïtienne est aujourd'hui inégalement répartie. Avec un mouvement migratoire continue, la diaspora haïtienne s'est de plus en plus étendue pour créer de nouvelles communautés dans des pays offrant de nouvelles « opportunités ». Donc, elle est éparpillée sur tous les continents : dans la Caraïbe depuis l'Occupation américaine, puis en Afrique francophone, en Europe et en Amérique du Nord où se trouve la plus grande communauté. Sa constitution est liée aux différents soubresauts politiques et économiques qu'a connu et que connaît le pays. Compte tenu de son contexte de formation, cette diaspora peut être qualifiée de diaspora de crise.

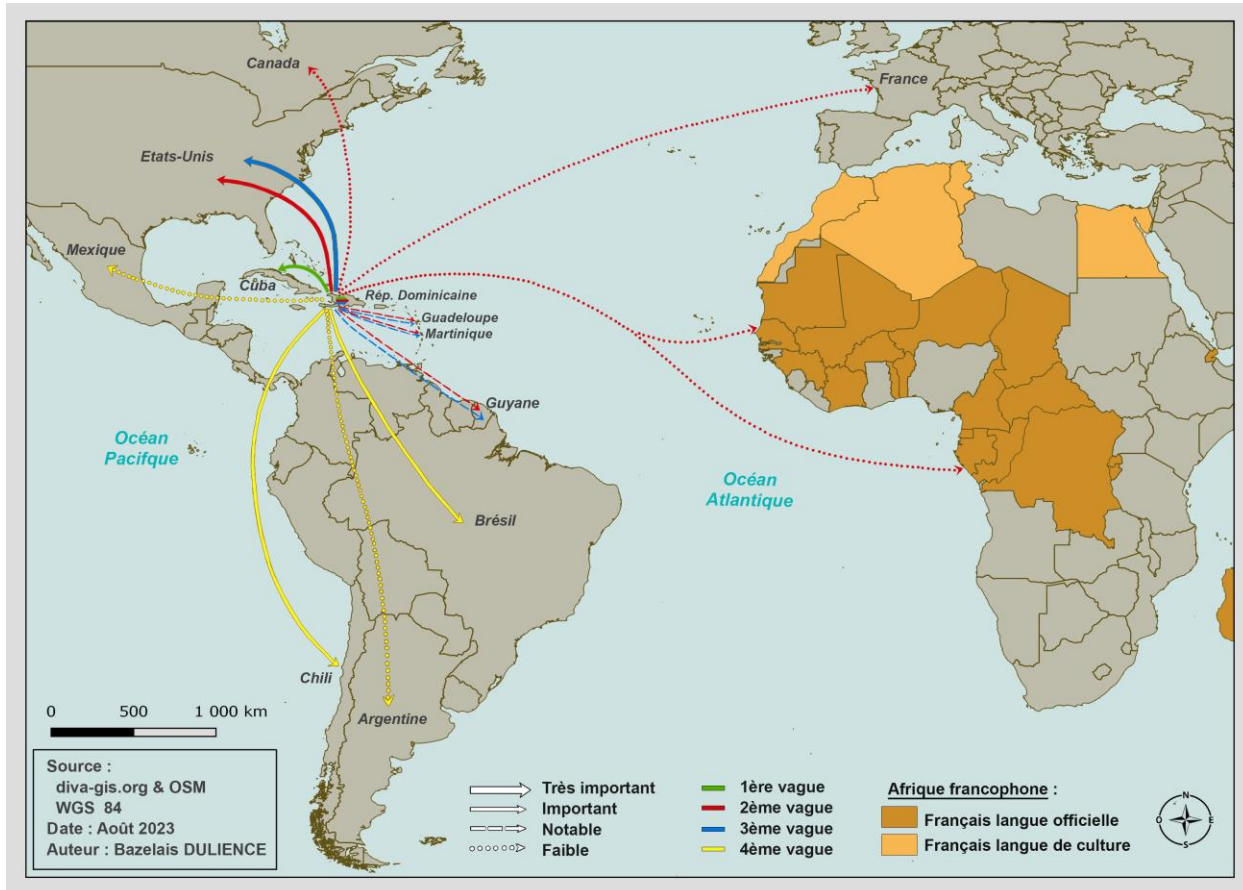
3.1.1. — Processus de formation

La formation de la diaspora a commencé, dans un double contexte, il y a environ un siècle. D'abord, le contexte général de l'affirmation de la puissance des États-Unis au début du XXe siècle. Ensuite, celui de l'occupation américaine d'Haïti en 1915 en particulier. Ce processus qui s'opère de manière continue est aussi la résultante d'un contexte interne marqué par des crises multiples survenues tout au long de l'histoire de la nation. Leurs impacts sont non seulement de nature sociopolitique, mais aussi de nature économique. Ce qui pousse un nombre considérable d'Haïtiens à quitter le pays. D'ailleurs, comme le souligne l'OECD, la cause principale de toute migration est le contexte socioéconomique et le contexte politique du pays de départ (OECD, 2017).

Vieille d'environ un siècle, la diaspora haïtienne s'est plus ou moins constituée, en quatre grandes périodes, ou vagues, comme la carte des grandes migratoires de la diaspora haïtienne le décrit (Carte 5). Ces vagues correspondent à des moments d'instabilité dans l'histoire de la nation. Ce

sont l'occupation américaine de 1915, la dictature des Duvalier, le coup d'État et la répression militaire des années 1991 ainsi que le séisme dévastateur de l'année 2010.

Carte 5.- Les grandes vagues migratoires de la diaspora haïtienne



À partir de la première moitié du XXe siècle, la diaspora haïtienne s'est construite à travers quatre grandes vagues migratoires. La première vague coïncide en grande partie avec l'occupation américaine entre 1915 et 1934 et était orientée vers les îles à économie sucrière comme la République Dominicaine et le Cuba. La deuxième correspond à l'établissement de la dictature des Duvalier. À ce stade, la plupart des migrants s'étaient dirigés vers les États-Unis et d'autres s'étaient éparpillés dans la Caraïbe, au Canada (essentiellement à Montréal) et en Afrique francophone.

Au cours de la troisième vague, les Haïtiens fuyant la répression militaire et la pauvreté s'étaient essentiellement dirigés vers les États-Unis, les Antilles et la Guyane. À la quatrième vague (après le séisme et jusqu'à aujourd'hui), les destinations sont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Certains migrants vont même tenter leur chance jusqu'en Asie.

3.1.1.1. — Occupation américaine : ou le début de la formation de la diaspora haïtienne

L'origine de la formation de la diaspora haïtienne est liée, sur le plan international et régional, à un contexte géopolitique favorable. Indépendants en 1776, les États-Unis affichent, un demi-siècle plus tard, ses volontés hégémoniques sur la région à travers sa politique étrangère définie par le président James Monroe. Cette politique peut être résumée par la formule l'« *Amérique aux Américains* ». Ce qui peut être interprété par la non-immixtion des Européens (le continent le plus avancé tant sur le plan économique que sur le plan militaire) dans les affaires de l'Amérique.

Cette formule va servir de prétexte pour l'occupation de plusieurs États de la région par les États-Unis. Dans ce contexte, la région caribéenne revêt une énorme importance stratégique pour cette nouvelle puissance. Cet espace constitue un passage naturel entre les deux Amériques et aussi, entre les océans Pacifique et Atlantique. Cela explique, sur le plan géopolitique ou géostratégique, l'implication des États-Unis dans les événements ayant conduit à l'indépendance du Panama et au percement du canal du même nom au début du XXe siècle. L'importance de cette région s'est confirmée en tenant compte de plusieurs autres faits hautement significatifs. Certains d'entre eux méritent d'être soulignés. En effet, les acquisitions territoriales permanentes des États-Unis se trouvent uniquement dans la région caribéenne et latino-américaine. Les États-Unis installent dans la région un ensemble de bases militaires. Du même coup, il existe entre eux et d'autres pays de la région de nombreuses contestations territoriales. Il ne faut pas, non plus, oublier les différentes interventions militaires effectuées dans plusieurs pays de la région ainsi que les aides militaires fournies. À titre d'exemple, entre 1902 et 1965, les États-Unis interviennent militairement, et parfois à plusieurs reprises en République dominicaine, à la Grenade, à Cuba, au Honduras, au Nicaragua pour ne citer que ceux-là. Au cours de la période 1950-1965, ce n'étaient pas moins de trente millions de dollars d'aide militaire qui ont été octroyés à la région (Davidas, 2006; S. P. Étienne, 2018; Manigat, 1969).

Sur le plan interne, en ce qui concerne le commerce et les finances, la dernière décennie du XIXe siècle était marquée par la prépondérance des capitaux allemands. Aussi, il ne faut pas oublier la présence d'autres puissances comme l'Angleterre et la France. Ce qui, selon le plan hégémonique des Américains, était insupportable. C'est dans ce contexte que ces derniers vont accélérer leur présence dans le pays. Au début du XXe siècle, ils se font de plus en plus présents à

travers un ensemble de compagnies. Ce sont, par exemple, la Tropical Dyewood Co, l'American Dyewood Co, la National Railroad Co, la Corporation Trust Co Of America. Ils ont également pris le contrôle de la nation à travers d'autres secteurs de la vie économique (S. P. Étienne, 2018).

Aussi, le climat sociopolitique était favorable à une intervention étrangère. Pour répéter Sauveur Pierre Étienne (2018), les institutions politiques étaient en décomposition et les élites politiques, en état d'impuissance. La pauvreté faisait rage et les luttes internes pour le pouvoir conduisent souvent à des moments regrettables comme l'assassinat du président Vilbrun Guillaume Sam à la légation française en juillet 1915 (Castor, 1988; S. P. Étienne, 2018).

C'est dans ce contexte que le 28 juillet 1915, les soldats américains débarquent dans la rade de Port-au-Prince pour une occupation militaire qui va durer presque deux décennies (1915-1934). Une fois débarqués, les occupants vont tout faire pour prendre le contrôle du territoire et étendre son hégémonie. Sur le plan agraire, avec la pénétration de leurs capitaux, ils renforcent le latifundisme combattu par les paysans depuis l'indépendance. Les lois élaborées ont facilité l'acquisition de terres par les grandes compagnies américaines au détriment des fermiers haïtiens, des petits propriétaires et des paysans (Audebert, 2017; Castor, 1988; S. P. Étienne, 2018).

Ainsi, les grands flux migratoires vers le Cuba et la République Dominicaine prennent naissance dans un triple contexte. Premièrement, il s'agit de l'aggravation de la misère de la population. Ses membres voulaient s'émigrer à la recherche d'une vie meilleure. Deuxièmement, la volonté des occupants de fournir de la main-d'œuvre aux plantations sucrières de la Caraïbe. Troisièmement, la nécessité de neutraliser la bombe que représentent les paysans dépossédés (Castor, 1988). Cela s'inscrivait aussi dans la logique de la division du travail instauré dans la Caraïbe par les Américains. En effet, eu égard aux faits, Haïti était spécialisée dans la fourniture de main-d'œuvre à bon marché. Le Cuba et la République Dominicaine s'étaient spécialisés dans la production et la transformation des produits agricoles. Les montants investis à Cuba et en République Dominicaine dans le domaine de l'agriculture en sont une preuve irréfutable. Lemoine (1981), cité par Audebert, note qu'en 1929 les investissements agricoles des Américains à Cuba étaient cent fois plus élevés que ceux réalisés en Haïti. Aussi, ceux réalisés en République dominicaine étaient huit fois plus élevés par rapport à ceux dont bénéficie Haïti (Audebert, 2017).

Dans ce climat, au cours de l'occupation américaine, entre 209 080 et plus de 300 000 Haïtiens auraient laissé le pays pour s'installer à Cuba (Castor, 1988) (voir tableau 8). Les clandestins représentaient entre le tiers et la moitié des migrants dûment enregistrés. Si certains reviennent après quelques années, d'autres ne reviendront jamais. La migration vers la république voisine était incontrôlable. Vu la proximité immédiate avec Haïti, les flux migratoires vers cette destination étaient de loin supérieurs à ceux vers le Cuba. Ce qui inquiétait l'opinion publique dominicaine de l'époque qui y voyait une menace (Castor, 1988). Pour Audebert, citant Anglade, pendant la durée de l'occupation américaine, entre 200 000 et 300 000 Haïtiens auraient travaillé en République dominicaine contre le double à Cuba. Malgré le départ des Américains en 1934 et le massacre de plusieurs milliers d'Haïtiens en terres voisines, la migration vers la République Dominicaine était toujours (et est encore) maintenue (Audebert, 2017).

Les fondations de la diaspora haïtiennes sont donc posées. Les pionniers sont donc, pour la plupart, des paysans contraints de laisser le pays pour s'installer essentiellement sur les plantations sucrières de Cuba et de la République Dominicaine, dans des conditions proches de l'esclavage (Casey, 2012).

Tableau 7.- Flux migratoires des Haïtiens vers le Cuba (1915-1929)

Année	Valeur des flux migratoires
1915	23 490
1916	4 878
1917	10 241
1918	11 268
1919	7 329
1920	30 722
1921	17 567
1922	10 152
1923	20 117
1924	21 517

1925	22 970
1926	21 619
1927	14 098
1928-1929	5 500
Total	221 468

Source : Suzy Castor, 1988

Ce tableau montre que la première moitié du XXe siècle est marqué par une forte migration haïtienne vers Cuba. Ces flux migratoires vont s'arrêter vers les années 1931, quand le gouvernement cubain a mis fin à l'immigration. Malgré les déportations, certains ressortissants haïtiens ont décidé de ne plus revenir au pays¹³³. Aujourd'hui, la diaspora haïtienne à Cuba est essentiellement constituée des descendants de ces migrants (Marcelino, 2013).

3.1.1.2. — Dictature des Duvalier

Le deuxième moment de la formation de la diaspora haïtienne remonte à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Ces flux migratoires peuvent être divisés en plusieurs catégories. Du point de vue de la durée du séjour, certains étaient des travailleurs saisonniers et d'autres des migrants sans idée de retour. En considérant les causes du départ, certains étaient des exilés et d'autres étaient des migrants économiques.

En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'occupation américaine a inauguré dans le pays le départ massif des Haïtiens vers les plantations sucrières de la République Dominicaine et de Cuba. Malgré le départ des occupants et le massacre de Trujillo en 1937 contre plusieurs milliers de ressortissants haïtiens, le gouvernement d'Haïti signe avec la République Dominicaine un accord de « *anbochay* »¹³⁴. Ce dernier, dont l'application va commencer en 1952, constituait à recruter des travailleurs saisonniers haïtiens pour le besoin des plantations sucrières. L'élection de François Duvalier n'a pas mis fin au recrutement des Haïtiens pour la « *zafra* »¹³⁵. Chaque année, jusqu'à 20 000 « *braceros* »¹³⁶ (Audebert, 2017) traversaient la frontière pour aller travailler sur

¹³³ <http://islandluminous.fiu.edu/french/part07-slide06.html> (consulté le 1er février 2022)

¹³⁴ « Anbochay » ou « anbochaj » du français « embauchage », est l'appellation créole et populaire de l'embauche des travailleurs saisonniers haïtiens vers la République dominicaine.

¹³⁵ Récolte de la canne à sucre en République dominicaine.

¹³⁶ Mot espagnol qui désigne les travailleurs haïtiens travaillant dans les champs de canne en République dominicaine.

les plantations de canne à sucre. À ce nombre, il faut en ajouter autant qui traversaient illégalement la frontière pour aller s'installer dans les « *bateys* »¹³⁷, parfois de manière définitive¹³⁸.

Petit à petit, Duvalier installe un régime répressif caractérisé par des massacres, par la confiscation de biens des particuliers, par la persécution politique à l'encontre des élites et des classes moyennes mulâtres dans un premier temps. Ainsi, dès la fin des années 1950 et le début des années 1960, des milliers d'Haïtiens ont dû laisser le pays. Ce sont les premiers migrants de cette catégorie. Ils se dirigeaient vers les États-Unis, le Canada francophone¹³⁹, l'Afrique francophone fraîchement indépendante et l'Europe, en particulier la France. Si Duvalier a affaibli l'opposition, il a aussi amorcé la fuite des cerveaux. Vus comme une menace pour le régime, les médecins, les intellectuels, les professeurs, les techniciens supérieurs et les chefs d'entreprises ont été contraints de quitter le pays (Audebert, 2017; Wah, 2013). À partir des années 1970, les flux migratoires vers les États-Unis ont triplé. Ils étaient passés de 3 000 par an au milieu des années 1950 à 10 000 par an en 1967, contre 25 000 en 1970 (Wah, 2013).

À côté de la migration des paysans vers le Cuba et vers la République Dominicaine, ou de la migration légale des classes privilégiées, d'autres flux migratoires vont naître vers la fin des années 1970 et le début des années 1980. En effet, poussé par la misère et la persécution des chefs « *macoutes* »¹⁴⁰, la classe populaire des villes va, elle aussi, se lancer dans l'aventure migratoire. N'ayant pas accès au visa, cette classe se tourne vers la mer et les canots de fortune. Le phénomène de « *boat people* » est né. C'était un phénomène de grande ampleur. De 50 000 migrants en 1977, ces flux avaient pris de l'ampleur pour atteindre 70 000 en 1981. Ils se dirigeaient non seulement vers les États-Unis, mais, aussi vers d'autres territoires caribéens comme les Bahamas ou les Îles Turks-et-Caïques (Audebert, 2017; Baker, 2005; Dulience, 2021).

3.1.1.3. — Coup d'État et répression militaire des années 1990

Le 7 février 1986, le dictateur Jean-Claude Duvalier est chassé du pouvoir mettant ainsi fin à 29 années de dictature. Pour la population, c'était une lueur d'espoir sur le plan économique et un

¹³⁷ Baraquements insalubres où vivaient (et vivent encore) les travailleurs agricoles.

¹³⁸ [Les « braceros » haïtiens sous la loi du peso, par Catherine Humblot \(Le Monde diplomatique, mai 1983\) \(monde-diplomatique.fr\)](#) (consulté le 1^{er} février 2022).

¹³⁹ Surtout la deuxième moitié des années 1960.

¹⁴⁰ Un « macoute » est un membre de la milice créée par François Duvalier.

renouveau politique surtout avec la nouvelle constitution votée par référendum le 29 mars 1987 par 99,81 % (Jalabert, 2005). Malheureusement, ce n'était qu'une illusion. Le dictateur s'en va, mais ses collaborateurs dans l'administration et au sein de l'armée voulaient perpétuer le régime. Les militaires deviennent les principaux décideurs de l'avenir politique du pays. Un Conseil National de Gouvernement, ayant à sa tête le Général Henry Namphy, est installé. Les conditions de vie restent insoutenables et la situation politique instable.

Le 29 novembre 1987 devrait aboutir aux premières élections présidentielles sous l'égide de la constitution du 29 mars 1987. Ne pouvant pas contrôler le processus en cours, le Général-président publie le 22 juin 1987 son propre calendrier électoral qui n'était pas suivi par les tendances proches des milieux populaires et progressistes. Les élections du 29 novembre sont maintenues. Le jour du scrutin, des paramilitaires néo-duvaliéristes avec l'aval de l'armée ont ouvert le feu sur des votants à la ruelle Vaillant à Port-au-Prince. D'autres départements ont connu les mêmes violences. Le bilan s'est soldé par une vingtaine de morts¹⁴¹. C'était l'occasion pour le Général-président de renvoyer les joutes électorales au 17 janvier 1988 (Jalabert, 2005). Dans ce contexte, le PIB ne cessait de diminuer et les conditions de vie devenaient de plus en plus difficiles malgré l'aide internationale (Jalabert, 2005).

Les élections de janvier 1988 ont porté au pouvoir le professeur Leslie François Manigat. Celui-ci sera emporté par un coup d'État militaire quelques mois plus tard, soit le 20 juillet 1988. À la suite de cet événement, la lutte populaire s'était structurée autour de Jean-Bertrand Aristide qui, malgré les manœuvres des néo-duvaliéristes, deviendra président d'Haïti en décembre 1990. Sept mois plus tard, soit le 30 septembre 1991, le président a été emporté par un coup d'État militaire dirigé par le Général Raoul Cédras (Jalabert, 2005). Le président sera ramené au pays le 15 octobre 1994, après trois ans d'exil pour ce dernier et trois ans de misère atroce et de répression politique pour le peuple haïtien.

Ces événements inaugurent une période difficile pour le pays tant sur le plan socioéconomique que sur le plan politique. Entre 1990 et 1994, le PNB d'Haïti passe de 2,5 milliards de dollars à 1,8 milliard. À côté de l'embargo imposé au pays, la diaspora devenait moins généreuse (Jalabert,

¹⁴¹ <https://haiti.loopnews.com/content/29-novembre-1987-massacre-delecteurs-democratiques-la-rue-vaillant> (consulté le 4 février 2022)

2005). Donc, toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait de nouveaux flux migratoires. Le phénomène concernait toutes les couches sociales. Ainsi, le phénomène de « *boat people* » réapparaît¹⁴² (Jabouin, 2018). En octobre 1991, soit environ un mois après le coup d'État, plus de 34 000 réfugiés haïtiens ont été interceptés par les garde-côtes américains¹⁴³. Certains d'entre eux étaient gardés à Guantanamo¹⁴⁴, et les autres étaient redirigés vers d'autres pays de la Caraïbe ayant accepté de recevoir quelques demandeurs d'asile. C'est le cas de la Jamaïque qui en avait reçu une centaine en novembre 1991¹⁴⁵. Selon un rapport d'Amnesty International publié en 2012, dans moins de six mois après le coup d'État, à côté des États-Unis, plusieurs milliers d'Haïtiens s'étaient aussi réfugiés en République Dominicaine¹⁴⁶.

3.1.1.4. — Le contexte post-séisme

La catastrophe du 12 janvier 2010 constitue un autre facteur poussant les Haïtiens à l'émigration. C'était l'occasion d'expérimenter à grande échelle l'accueil des pays de l'Amérique du Sud, dont le Brésil¹⁴⁷, le Chili et l'Argentine (International Organisation for Migration, 2014). Le Brésil est la première destination empruntée par les migrants haïtiens dans le contexte post-séisme. Outre les conséquences du séisme, deux autres facteurs ont contribué à diriger le choix des migrants sur le Brésil. D'abord, ce dernier était très visible depuis 2004 en Haïti à travers ses soldats présents dans la force onusienne. D'ailleurs, ce géant latino-américain, en avait même la commande. Ce qui favorisait la propagation du rêve brésilien dans l'imaginaire des Haïtiens. Ensuite, il y a la politique

¹⁴² Il y a deux éléments à souligner. Le premier est que le phénomène « *boat people* » n'a jamais disparu totalement. Tout simplement, l'élection d'Aristide a donné de l'espoir à la population, surtout les éléments des classes populaires. Tout est évaporé avec le coup d'État. Deuxièmement. Le phénomène était si considérable pendant la période du coup d'État que le partenariat entre l'OIM et le pays est initié en 1994.

¹⁴³ Haïti : les répercussions du coup d'État de septembre 1991. URL : <https://www.refworld.org/docid/3ae6a80922.html> (consulté le 4 février 2022)

¹⁴⁴ Une base navale américaine à Cuba.

¹⁴⁵ Haïti : les répercussions du coup d'État de septembre 1991. URL : <https://www.refworld.org/docid/3ae6a80922.html> (consulté le 4 février 2022)

¹⁴⁶ La tragédie des droits de l'homme depuis le coup d'État. URL : <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/06/amr360031992fr.pdf> (consulté le 5 février 2022)

¹⁴⁷ Politiques migratoires en Amérique latine entre 2010 et 2020 et choix du Brésil comme pays de destination par les migrants haïtiens. URL : <https://www.mideq.org/en/blog/politiques-migratoires-en-am%C3%A9rique-latine-entre-2010-et-2020-et-choix-du-br%C3%A9sil-comme-pays-de-destination-par-les-migrants-ha%C3%Aftiens/> (consulté le 10 février 2022)

favorable du Brésil en faveur de la migration haïtienne, dans un contexte de grand besoin de main-d'œuvre pour la réalisation de la coupe du monde de football quatre ans plus tard.

En effet, trois grandes résolutions y avaient favorisé l'installation des migrants haïtiens. La première est la Résolution 06/08 de mars 2011 qui accorde la résidence permanente, pour des raisons humanitaires, aux Haïtiens se trouvant au Brésil. La deuxième est la Résolution normative 97, de janvier 2012, octroyant annuellement 1 200 visas aux Haïtiens. La dernière, c'est la Résolution normative 103/2013, du mois d'avril 2013. Elle a révoqué celle fixant le nombre annuel de visas à accorder. Ainsi, le nombre d'Haïtiens ne cessait d'augmenter au Brésil. En 2016, selon des estimations, les Haïtiens seraient entre 50 000 et 85 000 à s'y installer¹⁴⁸. Le nombre ne cessait de s'accroître au point qu'en 2019, le ministère de la Justice du Brésil a estimé qu'il y aurait environ 107 000 Haïtiens dans le pays (Montinard, 2019).

Pendant près de sept années suivant le séisme, soit de 2011 à 2018, le Chili a reçu l'une des vagues migratoires les plus importantes en nombre par rapport à la durée. Faisant face à un besoin de main-d'œuvre, cet État a profité du drame haïtien pour offrir des visas de travail à des milliers d'Haïtiens voulant tenter cette aventure. À mesure que les conditions d'existence devenaient de jour en jour inacceptables, le nombre des migrants haïtiens augmentait (Image 16). Selon OIM, en 2014, on dénombrait moins de 1 800 Haïtiens au Chili. En avril 2017, le nombre s'élevait à plus de 120 000¹⁴⁹. Le nombre de migrants haïtiens arrivant quotidiennement, en 2017, dans le pays est un indice très important. Ils étaient de 400 individus¹⁵⁰. Selon Amode, entre 2011 et 2018, les flux migratoires haïtiens vers le Chili s'élevaient à près de 180 000 individus (Amode, 2019). Toutefois, il faut dire que, l'expérience n'est pas tout à fait intéressante pour certains. Plusieurs d'entre eux ont dû préférer revenir au pays pour fuir des conditions de vie difficiles.

¹⁴⁸ Politiques migratoires en Amérique latine entre 2010 et 2020 et choix du Brésil comme pays de destination par les migrants haïtiens. URL : <https://www.mideq.org/en/blog/politiques-migratoires-en-am%C3%A9rique-latine-entre-2010-et-2020-et-choix-du-br%C3%A9sil-comme-pays-de-destination-par-les-migrants-ha%C3%Aftiens/> (consulté le 10 février 2022)

¹⁴⁹ L'OIM appuie de nouvelles solutions de migration légale pour les Haïtiens au Chili. URL : [L'OIM appuie de nouvelles solutions de migration légale pour les Haïtiens au Chili | International Organization for Migration \(iom.int\)](https://www.iom.int/fr/nouvelles-solutions-de-migration-legale-pour-les-haitiens-au-chili) (consulté le 12 février 2022).

¹⁵⁰ Le Chili : nouvel Eldorado pour les migrants haïtiens ? URL : [Le Chili : nouvel eldorado pour les migrants haïtiens ? \(tv5monde.com\)](https://www.tv5monde.com/fr/actualites/le-chili-nouvel-eldorado-pour-les-migrants-haitiens) (consulté le 11 février 2022)

L'Argentine a adopté cette même politique de bon voisinage envers Haïti après le séisme. Grâce au permis de séjour dont ils ont bénéficié de la part des autorités argentines, les Haïtiens pouvaient étudier et travailler dans le pays sans se faire arrêter. À côté de la migration légale, il y existait également une migration illégale depuis le Chili et depuis d'autres États de la région, comme le Pérou. En 2018, le nombre d'Haïtiens établis en Argentine était évalué à 50 000 environ¹⁵¹.

En ce qui concerne le profil de ces migrants, nous pouvons noter qu'ils ne provenaient pas d'un milieu spécifique. Ils sont à la fois citadins et paysans. Pour ce qui a trait aux tranches d'âge, ils étaient, pour la plupart, des jeunes avec un niveau d'éducation varié : professionnels, universitaires, ou détenteurs d'un niveau d'instruction basique. Certains vivaient au paravent en République dominicaine (Amode, 2019; International Organisation for Migration, 2014).

¹⁵¹ L'Argentine accueille les Haïtiens sans visas. URL : [L'Argentine accueille les Haïtiens sans visas | Loop Haiti \(loopnews.com\)](https://www.loopnews.com/fr/actualites/argentine-accueille-les-haitiens-sans-visas) (consulté le 11 février 2022)

Image 18.- Des Haïtiens à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince en route vers le Chili



Source :¹⁵²

Cette photo est tirée d'un article écrit en 2017.

Après le séisme de 2010, Haïti a connu une vague migratoire vers les pays de l'Amérique du Sud, en particulier le Brésil et le Chili. Leur nombre était si élevé que la salle d'enregistrement de l'aéroport ne pouvait pas les contenir. Il fallait les faire constituer une file dehors sous la véranda. Il faut aussi mentionner que ces migrants étaient pour la plupart des jeunes. Même s'il n'existe pas de statistiques fiables sur la composition par sexe des voyageurs, la tendance constatée est que les deux sexes sont tous motivés par cette envie de fuir.

Le nombre des voyageurs pour le Chili était si élevé que la capacité d'accueil de l'Aéroport International Toussaint Louverture était mise à mal. Pour pallier cette situation, en janvier 2018, l'Autorité Aéroportuaire Nationale, a transféré tous les vols vers le Chili à l'Aérogare Guy Malary¹⁵³. Vers octobre

¹⁵² Le malheur haïtien : comprendre la frénésie du départ de nos jeunes vers l'étranger ! URL : <https://haitiliberte.com/le-malheur-haitien-comprendre-la-frenesie-du-depart-de-nos-jeunes-vers-letranger/> (Consulté le 9 juin 2022)

¹⁵³ [Des changements à l'aéroport Toussaint L pour les voyageurs vers Chili | Loop Haiti \(loopnews.com\)](#) (consulté le 2 août 2023)

*2017, la compagnie aérienne chilienne Latin American Wings (LAW) opérait hebdomadairement 9 vols entre Port-au-Prince et Santiago du Chili*¹⁵⁴.

3.1.2. — La diaspora haïtienne : répartition, situation économique et sociale

Au fil du temps, la diaspora haïtienne s'est éparpillée à travers le monde. Le plus grand foyer se trouve en Amérique du Nord : d'abord aux États-Unis et ensuite au Canada. Une communauté non négligeable s'est également établie en Europe. Les territoires antillais recèlent une part non négligeable de la diaspora haïtienne. La République dominicaine par sa proximité se trouve en première position parmi ces pays. Depuis l'aggravation de la crise, une grande communauté d'Haïtiens s'est formée en Amérique du Sud. Aussi l'Asie leur constitue aujourd'hui une nouvelle destination.

Sur le plan économique et social, les migrants haïtiens ne sont pas les mieux lotis. Les circonstances de leur migration semblent grandement jouer sur leur parcours économique et social.

3.1.2.1. — Répartition

La diaspora haïtienne est inégalement répartie à travers le monde comme le montre le graphique suivant (Graphique 3). Cette inégale répartition est la résultante d'un ensemble de facteurs historiques, conjoncturels ou géopolitiques. Face à l'importance, à la répétition et à la multiplicité des facteurs internes conduisant les Haïtiens à l'émigration, ce n'est pas de l'exagération de qualifier la diaspora haïtienne de « *diaspora de crise* ». Nous en avons déjà parlé au chapitre II et au début de ce chapitre. S'agissant de son effectif, il est difficile de préciser le nombre d'Haïtiens s'établissant hors du pays. En 2015, selon l'OCDE, le nombre d'Haïtiens résidant à l'étranger s'élevait, à environ 1,2 million d'âmes (OCDE & INURED, 2017).

En 2018, un article paru dans le journal Haïti Progrès, se basant sur des données de 2010, estimait que les membres de la diaspora haïtienne seraient d'environ 2 millions (Dulience, 2021). Pour certains, comme c'est le cas de Bidegain, le nombre d'Haïtiens vivant à l'étranger serait compris entre 3 à 4 millions en considérant les deuxième, troisième et quatrième générations. Ce qui représentait 11 % à 36 % de la population haïtienne, puisqu'en 2019 elle était estimée à plus de

¹⁵⁴ [Pour aller au Chili, les Haïtiens vont-ils devoir passer par la République dominicaine ? . Le Nouvelliste](#) (consulté le 2 août 2023)

11 millions d'habitants (Dulience, 2021; OCDE & INURED, 2017). S'il est difficile d'établir avec précision l'effectif de la communauté haïtienne vivant à l'étranger, il est toutefois admis que Haïti est un pays d'émigration et que sa diaspora forme une grande communauté.

Mais, où se sont-ils établis ? C'est ce que nous nous allons d'analyser dans les prochaines lignes. Toutefois, ce ne sera pas une cartographie exhaustive de la diaspora haïtienne qui sera dressée. Seuls les principaux foyers seront considérés.

Le premier foyer qui nous intéresse est celui de l'Amérique du Nord. Dans son sens géographique, nous voulons parler du Canada, des États-Unis et du Mexique. Pour le Canada, jusque vers la fin des années 1960, les Haïtiens ne représentaient qu'une infime partie des personnes d'origine étrangère qui y vivent. C'est à partir des années 1970, que l'effectif va grossir. En effet, selon les données du recensement de 2016, la taille de la communauté haïtienne au Canada s'élevait à 165 095 individus. Elle se concentre majoritairement au Québec, soit à 86 %. L'usage de la langue française et la pratique du catholicisme semblent être les deux principales raisons expliquant ce choix d'installation (Saint-Victor, 2021). Selon des données de 2001, 83 % de la population haïtienne au Canada vivait dans la ville de Montréal où elle représentait 2 % de la population totale de la métropole¹⁵⁵. Il y a toutefois une petite communauté qui est en train de se former à Toronto. En 2016, son effectif était de 5 145 membres (Saint-Victor, 2021). Au total, ce pays aurait hébergé environ 9 % des émigrés haïtiens (OCDE & INURED, 2017).

Quant aux États-Unis d'Amérique, ils représentent la première terre d'accueil de la communauté haïtienne à l'étranger. Cet État, à lui seul, accueille plus de la moitié des migrants haïtiens (OCDE & INURED, 2017). Pour certains, leur effectif pourrait être évalué entre un à deux millions d'individus. Pour d'autres, en tenant compte des deuxième, troisième et quatrième générations, il peut être évalué jusqu'à trois ou quatre millions d'individus (Dulience, 2021; International Crisis Group, 2007). Elle semble y être inégalement répartie principalement dans les États suivants : Floride, New York, Massachusetts, New Jersey. Il faut, toutefois, noter que les statistiques ne sont pas toujours d'accord de la position de Floride et de New York (International Crisis Group, 2007; Zéphirin, 2008).

¹⁵⁵ La communauté haïtienne au Canada. URL : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-621-x/89-621-x2007011-fra.htm> (consulté le 7 mars 2022).

De jour en jour, l'aggravation des conditions socioéconomiques du pays fait naître de nouvelles communautés haïtiennes, dans des territoires (lointains ou proches) qui, jusque-là, étaient loin d'être attractifs. Ainsi, à partir de l'année 2015, la proximité avec les États-Unis fait du Mexique un grand foyer de migrants haïtiens. Ils ont traversé toute l'Amérique du Sud, entre 8 et 10 États, parfois depuis le Chili pour tenter d'atteindre les États-Unis. L'impossibilité d'arriver aux États-Unis pour la plupart, selon le plan initial, les fait choisir le Mexique malgré eux. Au point que, en 2016 par exemple, 80 % des migrants vivant à Tijuana étaient Haïtiens (Morley et al., 2021). S'il est difficile d'évaluer le nombre de migrants haïtiens installés au Mexique, il est une évidence qu'ils sont nombreux. Entre janvier et octobre 2021, les Haïtiens étaient de 37 849 à y déposer une demande d'asile¹⁵⁶. Pour les trois premiers mois de l'année 2023, ils ont été évalués à 13 631 à y demander l'asile¹⁵⁷. Le nombre d'Haïtiens sous le pont de Texas en 2021 peut aussi donner une idée de l'ampleur des flux vers le Mexique (voir Image 19).

¹⁵⁶ Le Mexique, antichambre du rêve américain pour les migrants haïtiens. URL : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1842277/migration-haitiens-mexique-refuge-asile> (consulté le 9 mars 2022).

¹⁵⁷ Les demandes d'asile des Haïtiens au Mexique pourraient dépasser 52 000 en 2023. URL : <https://www.haitilibre.com/article-39328-haiti-flash-les-demandes-d-asile-des-haitiens-au-mexique-pourraient-depasser-52-000-en-2023.html> (consulté le 14 juillet 2023)

Image 19.- Migrants sous le pont du Texas (aux États-Unis, près de la frontière mexicaine) en septembre 2021



Source¹⁵⁸

En septembre 2021, des milliers de migrants de diverses nationalités, dont des Haïtiens, en provenance de l'Amérique du Sud, ont pris d'assaut la frontière américano-mexicaine dans l'espoir de traverser aux États-Unis. Ce cliché illustre la réalité migratoire des Haïtiens fuyant les conditions difficiles.

Les Haïtiens sont également présents dans plusieurs pays européens à l'instar de la Belgique, de l'Italie, de l'Allemagne et même de la Russie. Mais, c'est en France qu'ils sont les plus nombreux. Basés essentiellement dans la région parisienne, ils étaient estimés en 2020 à environ 87 000 membres. Elle est la plus grande communauté venant des Amériques, avant le Brésil dont sa communauté était estimée à 61 000 individus (Cadeau, 2021).

La République Dominicaine constitue elle aussi un important foyer de migrants haïtiens. En effet, avec le Cuba, la république voisine est l'une des plus anciennes terres d'accueil des Haïtiens. Selon les données officielles, en 2018, le nombre de ressortissants haïtiens en République Dominicaine

¹⁵⁸ Des milliers de migrants haïtiens campent sous in pont du Texas. URL : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1825226/migrants-haitiens-frontiere-sud-etats-unis> (consulté le 9 mars 2022)

serait d'environ 500 000¹⁵⁹. Toutefois, ce chiffre paraît être très loin de la réalité, eu égard à l'importance des flux illégaux facilités par les frontières terrestres séparant les deux États.

Nous recensons des communautés d'Haïtiens non négligeables en Amérique du Sud et dans la Caraïbe. Les communautés caribéennes sont plus vieilles que celles de l'Amérique du Sud. Ces dernières, constituées particulièrement après le séisme de 2010, se sont essentiellement éparpillées au Chili et au Brésil. En 2018, ils étaient environ 200 000 à vivre au Chili,¹⁶⁰ et environ 100 000 à vivre au Brésil¹⁶¹. L'Argentine est aussi un pays d'accueil où, en 2018, la diaspora haïtienne était d'environ 60 000 membres¹⁶².

En ce qui concerne la Caraïbe, la diaspora haïtienne s'est dispersée sur l'ensemble des îles de langue anglaise comme sur les possessions françaises. Aux Bahamas, la communauté haïtienne a été évaluée en 2020 à environ 80 000 individus, dont 50 000 vivants dans l'illégalité sur le plan migratoire¹⁶³. Dans les Antilles françaises, ils étaient de 38 000 en Guyane, 15 à 25 000 en Guadeloupe, 15 000 à Saint-Martin et de 5 000 en Martinique. Toutefois, il faut souligner que les données font l'objet de débat. Par exemple, pour la Guadeloupe, certains pensent que le nombre d'Haïtiens peut atteindre les 70 000 membres (International Crisis Group, 2007).

Depuis quelque temps, il y a également, de petites communautés haïtiennes qui se développent dans certains pays d'Asie à l'instar de la Chine, du Taiwan et de la Turquie.

En fait, malgré sa jeunesse, la diaspora haïtienne s'est éparpillée à travers le monde avec sa principale communauté basée aux États-Unis. Dans le cadre de notre recherche, c'est cette communauté qui nous intéresse d'abord. Son effectif, ses nombreux voyages au pays d'origine, sa capacité d'investissement et de consommation font d'elle un acteur majeur du tourisme. Toutefois,

¹⁵⁹ La République dominicaine va construire une clôture à la frontière avec Haïti. URL : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1773866/republique-dominicaine-cloture-frontiere-haiti> (consulté le 9 mars 2022).

¹⁶⁰ Des migrants haïtiens au Chili prennent volontairement le chemin du retour. URL : <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201811/07/01-5203401-des-migrants-haitiens-au-chili-prennent-volontairement-le-chemin-du-retour.php> (consulté le 9 mars 2022).

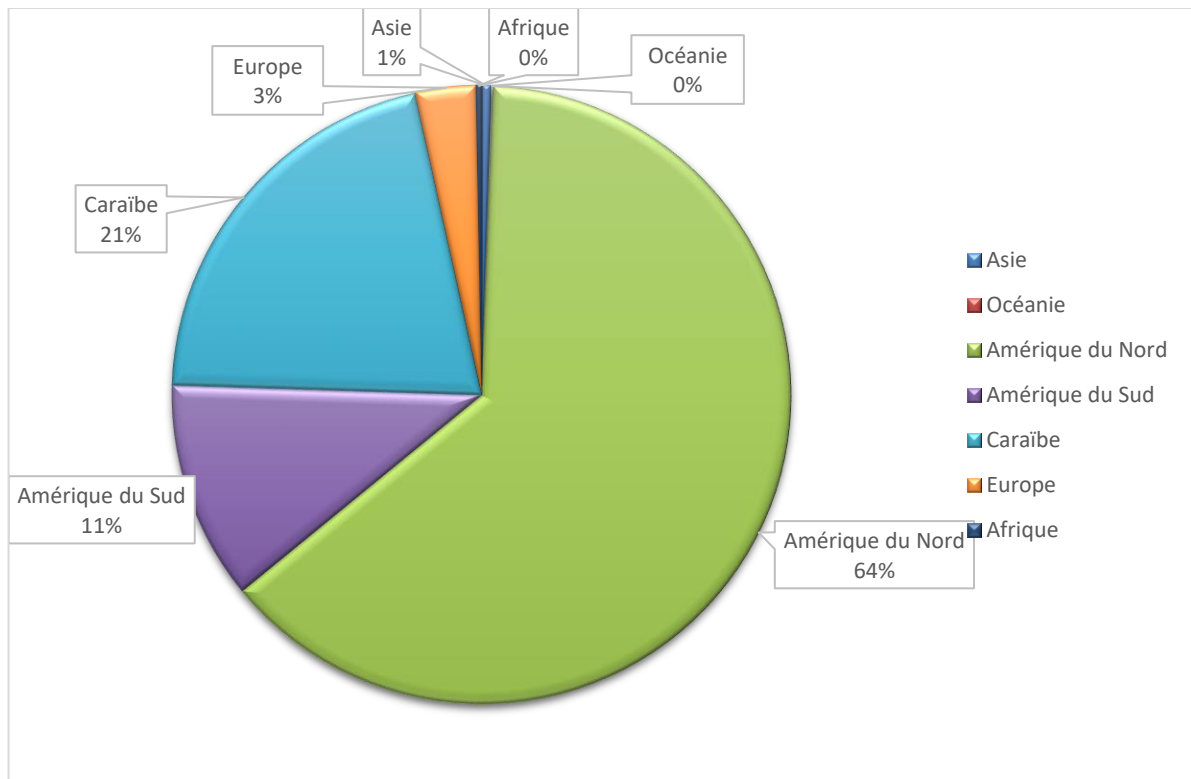
¹⁶¹ Brésil-Haïti, l'aventure migratoire continue. URL : <https://lenouvelliste.com/article/208663/bresil-haiti-laventure-migratoire-continue> (consulté le 9 mars 2022).

¹⁶² « Les Haïtiens n'ont pas besoin de visa pour visiter l'Argentine », dixit l'ambassadeur Pedro Cornelo Von Eyken. URL : <https://lenouvelliste.com/article/181989/les-haitiens-nont-pas-besoin-de-visa-pour-visiter-largentine-dixit-lambassadeur-pedro-cornelo-von-eyken> (consulté le 9 mars 2022).

¹⁶³ Haïti-Bahamas : La communauté haïtienne ne se porte pas bien. URL : <https://www.haitilibre.com/article-31767-haiti-bahamas-la-communaute-haitienne-ne-se-porte-pas-bien.html> (consulté le 9 mars 2022).

les autres communautés ne sont pas à ignorer. D'une manière ou d'une autre, elles sont toutes des acteurs du tourisme. C'est l'exemple de celles se trouvant aux Antilles françaises dont la présence est très visible sur le terrain, au moment du festival Rara de Léogane, par exemple.

Graphique 2.- Graphique de répartition de la diaspora haïtienne par continent/sous-continent



Bazelais Dulienc, juillet 2023

Source¹⁶⁴

Ce graphique essaie d'établir la répartition de la diaspora à travers le monde. Elle est construite à partir de diverses sources citées dans le texte.

Il nous indique que la diaspora haïtienne est inégalement répartie à travers le monde. L'Amérique du Nord constituée ici des États-Unis, du Canada, du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, le principal foyer de la diaspora haïtienne. L'Amérique du Sud (Chili, Brésil, Argentine...) vient en deuxième position. En troisième position, nous trouvons l'Europe. Ce sont, en fait, les trois principales régions d'accueil des migrants haïtiens. Ils se sont également éparpillés en Asie, en Afrique et en Océanie. Mais, ces communautés sont très peu importantes en ce qui concerne leur nombre.

¹⁶⁴ (Dulienc, 2021; International Crisis Group, 2007; Morley et al., 2021; OCDE & INURED, 2017; Saint-Victor, 2021; Zéphirin, 2008)

3.1.2.2. — Situation économique et sociale

La situation économique et sociale des migrants est une thématique difficile à étudier vu les diversités des situations qui peuvent exister, soit du point de vue du pays d'accueil soit du point de vue du pays de départ. Face à cette réalité, les études sur la situation des migrants au pays d'accueil sont simplifiées par l'analyse de son intégration qui passe par la réussite scolaire et professionnelle.

Sur le plan scolaire, plusieurs études confirment la thèse de réussite scolaire des enfants de migrants dans plusieurs pays. C'est le cas par exemple de la France où, Laurens, citant Mondon, parle de surinvestissement individuel pour expliquer la réussite scolaire, aux deux premiers cycles, des fils d'ouvriers migrants par rapport aux enfants français de la même catégorie (Laurens, 2020). Selon Taboada-Leonetti, sur le même sujet, les enfants des immigrés sont plus nombreux à atteindre la terminale que les Français de même origine sociale (Laurens, 2020).

Selon une étude menée entre 2006 et 2016 au Canada par Martin Turcotte, les enfants issus de l'immigration sont plus aptes à obtenir un diplôme universitaire que les enfants canadiens de la troisième génération. Le pourcentage est de 43 % contre 29 %. Cette réussite peut être expliquée par la motivation et la volonté de réussir qui animent les migrants. Ayant laissé leur pays, les migrants visent non seulement la réussite pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs enfants (Champagne, 2019).

Toutefois, la réussite scolaire ne signifie pas forcément la réussite économique. À compétence égale, le migrant n'a pas forcément accès aux mêmes catégories d'emplois ou n'est pas forcément aussi bien rémunéré que les personnes de la troisième génération nées dans le pays (Champagne, 2019), comme nous le montre l'exemple canadien.

Bien que significatives, ces données ne nous permettent pas réellement d'étudier la réussite des migrants aux pays d'accueil. Chaque situation constitue un cas à part qui mérite d'être abordé avec prudence, sans possibilité de généralisation. L'exemple des Chinois à Boston à travers le quartier d'affaires de Chinatown est à considérer. Ce quartier illustre la réussite des Chinois à Boston. Nous présumons que cette réussite chinoise est le résultat de deux facteurs indépendamment des opportunités qu'offre le territoire américain. Ce sont l'ancienneté de la migration chinoise aux États-Unis et le niveau de développement interne de la Chine. En effet, les premiers migrants

chinois aux États-Unis arrivèrent depuis le milieu du XIXe siècle. Donc, cette diaspora est vieille de plus d'un siècle et demi et les premiers migrants étaient composés non seulement de travailleurs, mais aussi de commerçants¹⁶⁵. L'autre facteur explicatif serait le niveau de développement interne de la Chine qui faciliterait les investissements des migrants chinois aux États-Unis. La diaspora haïtienne, pour sa part, ne s'est constituée qu'aux environs des années 1915. Aussi, les principaux migrants ne sont que des réfugiés politiques ou économiques.

L'autre exemple que nous pouvons prendre est le cas des Cubains aux États-Unis, plus précisément à Miami. En fait, face à la révolution castriste à Cuba, les dirigeants américains ont adopté une attitude bienveillante face aux exilés cubains. Ainsi, dès 1961, grâce au *Cuban Refugee Act*, l'intégration économique et sociale des ressortissants cubains installés aux États-Unis est encadrée par l'État. Cette bienveillance continue à travers le *Cuban Adjustment* en 1966 qui octroie la résidence permanente un an après leur admission dans le pays. Ce qui fait des Cubains l'une des diasporas les plus intégrées aux États-Unis sur les plans économique et politique. Une visite à Miami-Dade, dans l'État de Floride, peut nous en dire plus (Lambert, 2010). Les Haïtiens n'ont jamais bénéficié d'une telle attention, même en étant sous la dictature, comme vers les années 1970 (Fouron, 2020). Au contraire, ils ont été, à certains moments stigmatisés. C'est comme au début des années 1980 quand ils ont été associés à l'apparition et la propagation du sida aux États-Unis (Farmer, 2009).

Toute cette littérature ci-dessus a pour objectif de montrer que l'intégration des migrants au pays d'accueil est une thématique complexe. Elle dépend d'une série de facteurs dont l'accueil, les conditions préalables de vie aux pays de départ et aussi les réalisations des générations de migrants en question.

Ainsi, par rapport à ces deux exemples, la diaspora haïtienne ne semble pas avoir bien réussi le processus d'intégration économique dans les sociétés d'accueil. Deux éléments explicatifs peuvent être avancés. D'abord, comme nous l'avons souligné plus haut, les Haïtiens sont généralement des réfugiés sans capitaux de démarrage. Ensuite, ils n'ont jamais bénéficié de l'accueil chaleureux dont bénéficient d'autres migrants, à l'instar des Cubains aux États-Unis. Toutefois, deux

¹⁶⁵ An early history of Boston's Chinatown. URL : <https://www.nps.gov/articles/000/boston-chinatown.htm> (consulté 29 janvier 2022)

phénomènes sont à souligner. D'abord, de manière générale, les migrants affichent une sorte de réussite en considérant leur situation initiale en Haïti. Ensuite, les deuxième et troisième générations accusent une sorte de mobilité aux pays d'accueil par rapport à leurs ascendants. Ce qui justifie souvent l'idée de réussite attribuée aux migrants haïtiens.

Concrètement, comme nous l'avons noté, les vagues de migrants haïtiens peuvent être divisées en deux catégories : les cadres et les travailleurs. Ainsi, leur situation varie grandement en fonction de cette réalité. Les premiers sont constitués des intellectuels qui ont quitté le pays et qui ont émigré vers l'Afrique (par la suite vers la France), les États-Unis et le Canada. Ces vagues de migrations ont été initiées à partir de la fin des années 1950. Les seconds sont constitués de tous les autres migrants depuis le début du XXe siècle.

En Amérique du Nord, la plupart des migrants haïtiens sont des salariés. Quand ils se lancent dans l'entrepreneuriat, les activités se limitent généralement à des restaurants, des agences de voyages, des centres de transfert d'argent, des services de traduction ainsi que des épiceries spécialisées. Des services dont les principaux consommateurs demeurent la communauté haïtienne. Ils sont parmi ceux qui sont les plus frappés par le chômage. Par exemple, aux États-Unis, leur pourcentage dépasse la moyenne pour la population générale (OIM, 2015). Toutefois, selon Joël Dreyfuss, plusieurs Haïtiano-Américains se trouvent dans la haute société américaine. Ils peuvent être responsables d'entreprise comme c'est le cas Réginald Fils-Aimé qui était à la direction de Nitendo of North America. Ils peuvent être également présidents et doyens d'université, comme Reynold Verette Henri Ford, respectivement président de l'Université Xavier de Louisiane et doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Miami. Il y a aussi des stars de télévision comme Mona Scott-Young et des musiciens comme Wyclef Jean. Au Canada, par exemple, Michaëlle Jean, née en Haïti, a occupé la fonction de gouverneur entre 2005 et 2010. Il y a aussi Dominique Anglade, fille de migrant, ancienne ministre du Cabinet. Elle est aujourd'hui cheffe du Parti libéral du Québec (Dreyfuss, 2021). D'autres exemples peuvent être signalés. C'est le cas de Frantz Saintelley. Né en Haïti dans une famille modeste, il a émigré par la suite au Canada. Il vient d'être promu chancelier de l'Université de Montréal. C'est le cas également de Michèle Alexandre, une Américaine d'origine haïtienne, choisie comme la doyenne de la faculté de droit de l'Université catholique Loyale aux États-Unis. Malgré ces quelques cas, l'intégration des Haïtiens

en Amérique du Nord, et même en Europe, reste limitée. Ils font face au racisme institutionnel et à la discrimination religieuse (Organisation internationale pour les migrations, 2015).

Dans la Caraïbe et en Amérique latine en général, la situation des migrants haïtiens est également peu enviable. Leur statut de migrants clandestins comme aux Bahamas, en République Dominicaine, aux Antilles françaises, et la discrimination institutionnelle dont ils sont victimes comme en République Dominicaine ne favorisent pas leur intégration. Cet État constitue un exemple de l'instrumentalisation des institutions à l'encontre des Haïtiens, accusés souvent d'invasisseurs par les populations hôtes. La décision de l'État dominicain en 2013 de déchoir de leur nationalité plusieurs milliers de dominicains d'origine haïtienne, installés dans le pays depuis 1929, est un cas flagrant de discrimination et de violation des droits de l'homme. Du point de vue économique, les migrants haïtiens en république voisine évoluent dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, du commerce et d'autres services (OIM, 2015). C'est le même constat pour les migrants haïtiens au Chili. Dans certains cas, même si le processus migratoire auquel il participe est légal, le système est responsable de « *la précarité professionnelle des immigrants* » (Amode, 2019).

Aux Bahamas, la population haïtienne représente entre 50 % à 70 % des personnes sans statut légal. Ils travaillent essentiellement dans les services ménagers, la construction et l'agriculture. Ils sont victimes de discrimination à cause de leur langue (créole) et de leur religion (vaudou) qui sont considérées comme trop éloignées de la culture du pays, nous dit Audebert. Ils sont aussi accusés de voler les emplois des locaux et également d'avoir exercé trop de pression sur les services sociaux comme la santé et l'éducation (Audebert, 2017).

La situation des migrants haïtiens est des plus difficiles. Audebert souligne que leur intégration se fait partout « *au bas de l'échelle socioéconomique des sociétés d'installation* » (Audebert, 2017).

3.2.— L'attachement de la diaspora au pays d'origine

Aujourd'hui, la diaspora constitue un acteur majeur dans la vie politique, économique et sociale du pays d'origine (voir le schéma de l'attachement de la diaspora à Haïti à la fin du chapitre). Cette réalité demeure, peu importe le continent et le niveau de développement. Même en Europe, les gouvernements et les acteurs de la société civile ont conscience de l'importance de la diaspora comme acteur du développement (Sinatti & Horst, 2015). En 2020, la diaspora allemande a

transféré vers son pays 17,8 milliards de dollars. La France, elle, en bénéficie plus de 25 milliards de sa diaspora¹⁶⁶. Avec 10 milliards de dollars de transfert provenant uniquement de la France, la diaspora africaine est un grand financeur de développement sur le continent¹⁶⁷. Son importance est telle que, dans certains pays du continent, les transferts des migrants se trouvant précisément sur le sol français dépassent l'aide au développement fournie par cette puissance (Assogba, 2002). La réalité est de même pour l'Asie. Certains pays comme l'Inde et la Chine ont, au cours de leur histoire, appliqué une politique favorisant les investissements des émigrés au pays (Elie et al., 2011). Dans ce contexte, la diaspora haïtienne ne fait pas exception. Elle s'inscrit dans cette même logique. Ce qui fait d'elle un acteur de développement de grande envergure.

3.2.1. — Engagement financier, culturel et supports divers

Si la diaspora haïtienne constitue, depuis une trentaine d'années, un acteur de premier plan dans le développement du pays, la relation n'était pas toujours de cette nature. En effet, sous la dictature des Duvalier entre 1957 et 1986, les Haïtiens vivant à l'étranger étaient considérés (par le pouvoir) comme des personnes manquant à leur devoir, pour avoir abandonné la patrie. Il faut attendre la fin du régime en 1986 pour que les fils du pays qui se trouvent à l'extérieur puissent reprendre leur place dans les grands débats de la société (OCDE & INURED, 2017). Depuis lors, leur importance ne fait que s'agrandir. Ils participent à tous les niveaux de la vie de la société.

3.2.1.1. — Le poids financier de la diaspora

Les transferts de fonds des diasporas sont une réalité mondiale. Toutes les catégories d'États, économiquement avancés ou en développement, reçoivent des fonds de leurs ressortissants établis ailleurs. En ce qui concerne les pays du Sud, l'impact de ces fonds est beaucoup plus important puisqu'ils apportent des solutions là où il n'y en aurait pas, dans le contexte de la faiblesse des interventions publiques. Donc, ils sont vitaux pour ce groupe de pays. À titre d'illustration, alors que sur le plan mondial les transferts diminuent en 2020 avec la pandémie de COVID-19, l'Afrique

¹⁶⁶ Deux membres de la diaspora camerounaise au cœur des discours politiques français anti-immigration. URL : <https://www.agenceecofin.com/actualites/1111-93099-deux-membres-de-la-diaspora-camerounaise-au-c-ur-des-discours-politiques-francais-anti-immigration> (consulté le 11 novembre 2021)

¹⁶⁷ La Diaspora est-elle la solution du développement de l'Afrique ? URL : <https://classe-export.com/index.php/editions/lettreinternationale/32354-la-diaspora-est-elle-la-solution-du-developpement-de-lafrique/> (consulté le 5 mars 2022)

subsaharienne (en excluant le Nigéria) a même bénéficié d'une augmentation de 2,6 % des transferts. Cette augmentation est aussi observée dans les pays de l'Afrique du Nord. L'Égypte par exemple a reçu au cours de cette période plus de 11 % du poids habituel des transferts¹⁶⁸. Les transferts des migrants représentent une source de financement de premier ordre. Avec un montant atteignant en 2018 les 529 milliards de dollars, ils dépassent les investissements directs étrangers des pays en développement (Augustin & Prophète, 2019).

Haïti suit également la même tendance. Les transferts financiers sans contrepartie de la diaspora représentent une importante source de financement des projets des familles. Depuis ces trente dernières années, ils ne font qu'augmenter. Selon des données de 2019 de la BRH, depuis l'année 2017, les transferts financiers de la diaspora représentent plus du tiers du PIB du pays. Plus précisément, entre 1998 et 2018, la valeur de ces transferts vers Haïti est multipliée par dix. Elle est passée de 8,8 % à 32,5 % par rapport au PIB (Augustin & Prophète, 2019). Pour la période 1990-2019, selon les données de la Banque mondiale, Haïti a reçu près de 20 milliards de dollars de sa diaspora (Saint-Pré, 2020).

La diaspora haïtienne semble être toujours présente lors des grandes crises qui affectent le pays. Par ses envois, elle atténue la misère et la pauvreté du pays. Elle participe, entre autres, au financement de l'éducation, des soins de santé. Par exemple, entre 1991 et 1994, la crise née avec le coup d'État militaire et l'embargo a fait passer les transferts de la diaspora de 50 millions en 1991 à 100 millions en 1994. Soit le double en seulement trois ans. Quatre années plus tard, soit en 1998, le montant des transferts atteint le montant de 327 millions de dollars (Gary, 2021). Donc, des transferts 6,5 fois plus élevés par rapport à l'année 1991. Cette période correspond au retour d'exil de Jean-Bertrand Aristide et le début du premier mandat de René Préal. Cette augmentation des transferts pourrait être expliquée par la volonté de la diaspora de soutenir le retour à (de) la démocratie. Les dégâts du séisme du 12 janvier 2010 ont motivé la diaspora à augmenter son aide financière aux parents et aux familles qui sont en Haïti. Ainsi en 2011, la valeur des transferts a atteint 1,5 milliard de dollars avant d'atteindre 2,29 milliards de dollars en 2012. Ce qui représente 46 fois la valeur des transferts effectués en 1991 (Gary, 2021). Depuis, ces fonds oscillent autour

¹⁶⁸ Les transferts d'argent de la diaspora montrent à quel point la migration demeure vitale pour le pays. URL : <https://www.infomigrants.net/fr/post/32394/les-transferts-dargent-de-la-diaspora-demonstrent-a-quel-point-la-migration-demeure-vitale-pour-les-pays-du-sud> (consulté le 17 mai 2012).

des 2 milliards de dollars avant d’augmenter considérablement. Ainsi, selon la BRH, en 2019, le pays a reçu de sa diaspora 2,69 milliards de dollars. L’année prochaine, 2020, 4 milliards de dollars, soit 30 % de plus par rapport à l’année précédente, ont été transférés par la diaspora vers Haïti¹⁶⁹.

Ces fonds proviennent d’abord des États-Unis qui reçoivent la plus grande communauté haïtienne de la diaspora. Selon les données de la BRH, sur trois années, soit pour les années 2018, 2019 et 2020, ils représentent respectivement 69, 70 et 76 % des fonds transférés par la diaspora. Le Chili arrive en deuxième position, mais très loin des États-Unis avec respectivement 8, 7 et 4,9 %. L’autre fait marquant à souligner, en ce qui concerne la provenance des transferts, est la présence de la communauté haïtienne en République Dominicaine dans le top cinq des pourvoyeurs de fonds. Même si sa part n’atteint qu’environ les trois pour cent des transferts totaux, elle est, durant ces trois années, la cinquième provenance de fonds dont bénéficie le pays (Tableau 9 et le Graphique 4).

Tableau 8.- Les dix premières provenances des transferts reçus par Haïti de 2018 à 2020

	2018			2019			2020		
	Provenance	Montant	%	Provenance	Montant	%	Provenance	Montant	%
1	États-Unis	1 629 629 423	69	États-Unis	1 759 909 848	70	États-Unis	2 054 090 116	76
2	Chili	194 113 414	8	Chili	177 939 680	7	Chili	134 140 173	4,9
3	Canada	106 532 952	4,5	Canada	110 801 638	4,4	Canada	91 767 836	3,4
4	France	97 320 205	4	France	94 813 838	3,7	France	85 546 310	3

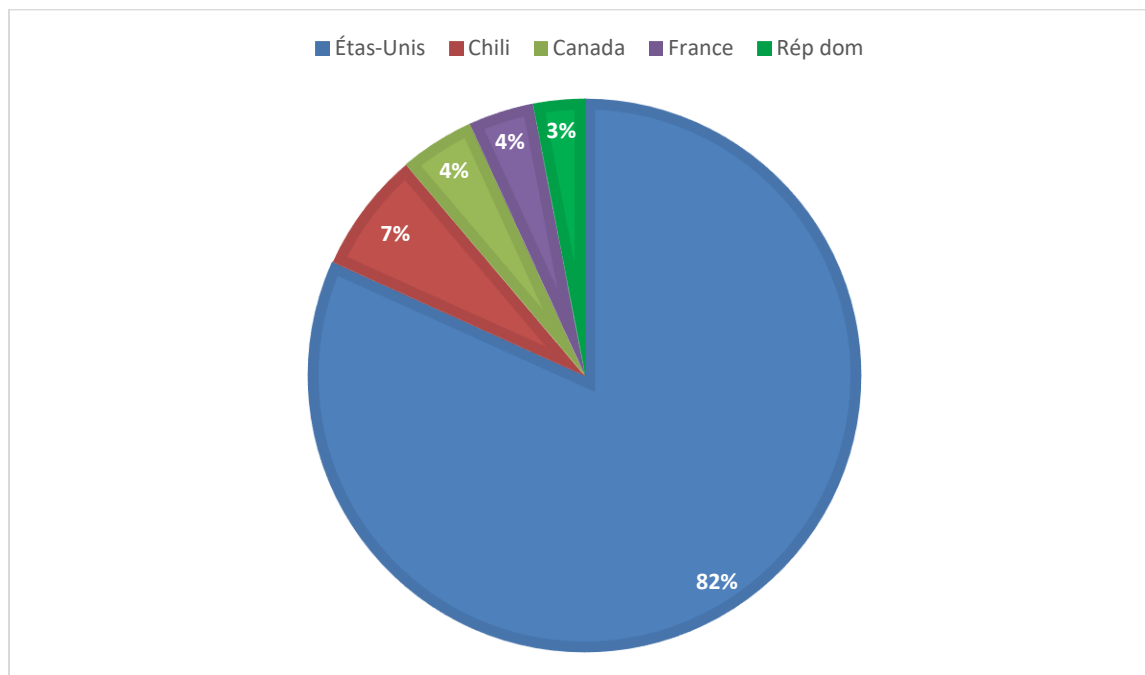
¹⁶⁹ [Les transferts de la diaspora vers Haïti en nette augmentation — Le Floridien.com](#) (consulté le 18 mai 2022).

5	République dominicaine	67 851 276	2,9	République dominicaine	74 880 217	2,9	République dominicaine	74 350 607	2,7
6	Brésil	67 419 063	2,8	Brésil	65 957 077	2,6	Brésil	59 711 745	2,2
7	Bahamas	48 544 145	2	Bahamas	48 987 816	1,9	Bahamas	49 442 589	1,8
8	Turks-et-Caicos	42 646 452	1,8	Turks-et-Caicos	39 316 714	1,5	Martinique	38 923 445	1,4
9	Martinique	36 034 724	1,5	Autres pays de l'Amérique du Sud	35 676 847	1,4	Turks and Caicos	33 758 182	1,2
10	Autres pays d'Europe	17 812 082	0,75	Autres pays d'Europe	27 754 694	1	Autres pays de l'Amérique du Sud	28 856 103	1

Source des données : BRH

Ce qui est intéressant dans ce tableau, contrairement à ce que l'on peut penser, certaines communautés diasporiques peu valorisées par rapport au pays de résidence, apporte une part significative en ce qui concerne le volume des transferts effectués. C'est l'exemple du Chili et de la République dominicaine.

Graphique 3.- Les cinq premières provenances de fonds de la diaspora pendant la période 2018-2020



Bazelais Duliencie

Source des données : BRH

En ce qui concerne ce diagramme, il permet de comprendre l'importance de la communauté haïtienne établie aux États-Unis. À elle seule, cette communauté fournit 82 % des transferts effectués vers Haïti entre 2018 et 2020.

Si dans bien des cas les transferts de la diaspora sont utilisés pour payer les frais d'écolage, de santé et des produits de première nécessité, en réalité ils ne servent pas qu'à cela. Ces fonds sont aussi, parfois, utilisés dans des projets de développement comme le souligne Lucien (2020). Certains membres de la diaspora se font le devoir d'acquérir des biens immobiliers (fonds de terre et maisons) dans le pays. Parfois, ils arrivent même à créer de nouveaux quartiers en prenant l'exemple de Liancourt (Lucien, 2020) et de la ville de Jacmel parmi tant d'autres. En ce qui concerne la ville de Jacmel, le docteur Jean-Elie Gilles, recteur de l'Université du Sud-Est à Jacmel (UPSEJ) abonde dans cette direction. Il souligne que : « La diaspora jacmélienne a construit ses propres maisons partout à Jacmel, avec de nouveaux quartiers bondés de belles villas ».

Deux éléments principaux peuvent expliquer ce comportement. D'abord, il s'agit d'une manière de montrer leur réussite (Lucien, 2020). Après avoir passé plusieurs années à l'étranger, il faut réaliser un projet personnel au pays pour montrer sa réussite. Ensuite, l'achat de biens immobiliers

rentre dans une logique sécuritaire selon la réponse de certains membres de la diaspora basée à Montréal. En Haïti, il est souvent admis que l'on peut se faire expulser à n'importe quel moment quand on n'est pas chez soi. Dans ce cas, il faut se préparer à une telle éventualité. Ainsi, il est une nécessité de mettre à l'abri une partie de ses avoirs en devenant propriétaire de biens immobiliers dans son pays d'origine. Il est aussi question de supporter d'une autre manière des proches laissés au pays.

Il faut également souligner que, après un certain temps passé à l'étranger, certains membres de la diaspora décident de s'installer au pays en se lançant dans les affaires. C'est l'exemple d'un couple qui revient et s'installe dans le Nord en se lançant dans diverses activités comme l'agriculture, l'élevage et l'éducation. Nous ne décidons pas de les identifier puisque notre demande d'entrevue n'a pas été agréée.

À côté de ses réalisations personnelles, la diaspora exécute parfois des projets de développement local en installant des équipements publics. C'est l'exemple de la diaspora de Liancourt, une petite localité de la commune de Verrettes, dans le département de l'Artibonite, qui a construit une école congréganiste et une place publique (Lucien, 2020). C'est aussi le cas de Milot où la diaspora haïtienne au Québec conçoit et finance un grand projet de développement éducatif dénommé « *Cité du savoir* »¹⁷⁰.

3.2.1.2. — L'attachement culturel

Pour Paul et Séraphin, par son « *expression identitaire* », la diaspora est un canal à travers lequel la culture du pays d'origine est véhiculée au pays d'accueil (Paul & Séraphin, 2015). Ainsi, du point de vue culturel et associatif, la diaspora haïtienne affiche également son attachement au pays comme sur le plan financier. Entre les communautés, il existe des échanges matériels et immatériels basés sur des « *références culturelles du pays d'origine* ». Ce sont par exemple la langue, la musique et les pratiques culinaires. Ces traits culturels sont mis en évidence essentiellement dans le cadre familial, religieux et entrepreneurial (Audebert, 2017).

¹⁷⁰ La diaspora prend les choses en main. URL : <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2021-07-18/reconstruction-d-haiti/la-diaspora-prend-les-choses-en-main.php> (consulté le 7 juin 2021).

En ce qui concerne la langue, elle constitue un marqueur qui identifie les membres des communautés de même origine. Elle permet également aux autres générations de garder un lien étroit avec le pays de leurs parents, et avec la communauté de leurs parents. C'est ce qui explique le maintien du créole dans les échanges entre les communautés haïtiennes de la diaspora. À titre d'exemple, à partir des données du recensement de l'année 2000 aux États-Unis, « 92 % des natifs d'Haïti de plus de 5 ans » qui y vivent, utiliseraient le créole comme première langue à la maison. Cette réalité est aussi observée dans la communauté haïtienne au Québec où, selon des données de 2001, 39 % d'entre eux déclarent faire du créole la première langue d'apprentissage à la maison (Audebert, 2017). Cette langue y est utilisée jusqu'à la deuxième génération (Organisation internationale pour les migrations, 2015).

Le même constat est fait chez la diaspora haïtienne dans la Caraïbe. À Saint-Martin, par exemple, les trois quarts de la population d'origine haïtienne utilisent le créole comme première langue. Ce qui la place, à côté de l'espagnol, en deuxième position des langues les plus parlées sur cette île (Audebert, 2017). En 2009, en tenant aussi compte de la migration clandestine, le créole haïtien serait parlé par environ 18 % de la population (Laëthier, 2014). Dans l'archipel des Bahamas, malgré la situation irrégulière de la plupart des migrants haïtiens, leur langue est enseignée au niveau supérieur, donc au Collège des Bahamas (Léger, 2010; Léger & Armbrister, 2009).

Il faut comprendre que la position du créole par rapport aux autres langues aux pays d'accueil n'est pas le fruit du hasard. C'est souvent le résultat de longues luttes menées pour faire triompher cette langue des préjugés dont elle est victime. Par exemple, c'est dans ce contexte que, depuis le 1^{er} janvier 2009, grâce à la pugnacité de la diaspora haïtienne, le maire de New York, Michael Bloomberg, fait du créole l'une des langues officielles de cet État¹⁷¹. Voulant maintenant la pratique de cette langue, plusieurs membres des communautés haïtiennes se lancent dans son enseignement. Plusieurs cas peuvent être soulignés comme Wynnie Lamour qui crée en 2013, à New York, l'Institut de la langue créole de New York¹⁷². C'est aussi celui de Frédéric DeGraff, linguiste, professeur au MIT qui se fait le défenseur du créole.

¹⁷¹ <https://la1ere.francetvinfo.fr/haitiens-new-york-fiers-leur-creole-411857.html> (consulté le 7 mai 2022)

¹⁷² Idem

L'attachement culturel de la diaspora s'est aussi manifesté à travers la musique. En effet, les communautés haïtiennes à l'étranger peuvent être considérées comme des canaux à partir desquels la musique haïtienne s'est propagée à travers le monde. Aujourd'hui, il existe une intense circulation de groupes musicaux essentiellement de tendance compas¹⁷³ entre Haïti et les pays où les communautés haïtiennes sont établies. Selon Audebert, ces groupes sont des acteurs du maintien de la culture haïtienne en terres étrangères. Plusieurs de ces groupes ont élu domicile au sein même de la diaspora à l'instar de T-Vice, Zenglen, Nu Look, Carimi, Phantoms, Zin¹⁷⁴ (Audebert, 2017). À bien regarder les affiches, les prestations sont nombreuses à certains moments de l'année, comme durant l'été et au cours des périodes de fin d'année. L'exemple du groupe Klass est très intéressant. Entre le début du mois d'octobre et la fin du mois de décembre 2021, accompagné ou non d'autres groupes haïtiens, sa programmation aux États-Unis ne cumule pas moins de 39 prestations (Tableau 10).

Tableau 9.- Programmation du groupe KLASS aux États-Unis entre octobre et décembre 2021

Date	Lieu	Groupe(s) ou Artiste(s) invités
2 octobre	Gala Notre-Dame Catholic Church, Miami	N/O
3 octobre	Douce Restaurant, Miramar Florida	N/O
8 octobre	New Jersey	Ekip/Roody Roodboy/Darline Desca
9 octobre	Long Island, Vault Café	N/O
10 octobre	Brooklyn	Vayb
15 octobre	Fort-Myers	N/O
16 octobre	Fort-Lauderdale, Revolution live	Vyab/Kenny Ayiti
17 octobre	Creole Culture Fest, Miramar Regional Park	N/O

¹⁷³ Le Compas (Konpa en créole haïtien) est le genre musical le plus populaire en Haïti.

¹⁷⁴ Il faut dire que certains de ces groupes n'existent plus, d'autres les remplacent. C'est le cas de Carimi qui est scindé depuis quelques années en Kai et Vyab.

22 octobre	Private Hollywood, Fl	N/O
23 octobre	Connecticut	N/O
24 octobre	Private Davie, Fl	N/O
29 octobre	Fort-Lauderdale, The Warehouse	Enposib
30 octobre	Atlanta	N/O
4 novembre	Private, Nuvo-Cafe	N/O
6 novembre	Indiana	Kolon
11 novembre	Private, Miami Fl	N/O
12 novembre	Private, Kissimmee, Florida	N/O
13 novembre	Pompano Beach Gala, Starlight Banquet Hall	N/O
19 novembre	West-Palm Beach	Ekip
20 novembre	Palm Bay	N/O
24 novembre	Hallandale, Tatiana Night Club	Ekip et Kenny Ayiti
25 novembre	Boston	Tony Mix
26 novembre	New York	Tropicana
27 novembre	Piladelphia	Tropicana
28 novembre	Diaspora Cup, North Miami Stadium "FIU"	N/O
2 décembre	Private, New Jersey	N/O
3 décembre	Private, Hallandale Fl	N/O
4 décembre	New Jersey	Tropicana
5 décembre	Hollywood Live	N/O
10 décembre	New York Haitian Beatz 13 th years anniversary	N/O
11 décembre	Long Island Haitian Beatz Gala Hondring Le Jacobin Noir	N/O

17 décembre	New York Gala for Haitian American Law Enforcement	N/O
18 décembre	Virginia, Gala	N/O
19 décembre	Manhattan « Private »	N/O
24 décembre	Hallandalew, Tatiana Night Club	Vyab
25 décembre	Gala West Palm Beach, Indian Springs Country Club	N/O
26 décembre	Orlando	Enposib
30 décembre	TBA	N/O
31 décembre	Kasachampet, Pembroke Pines	N/O

Source : Le site officiel du groupe Klass¹⁷⁵

Entre le 2 octobre et le 31 décembre 2021, le groupe de compas « Klass » a été programmé à 39 reprises dans plusieurs villes des États-Unis. À l'instar d'autres groupes, il est un ambassadeur de la culture haïtienne à l'étranger dont la diaspora est la gardienne. Il faut comprendre que ces prestations sont planifiées par l'entremise des membres de la communauté haïtienne aux États-Unis.

D'autres groupes se basant en Haïti ont aussi des programmations assez serrées. C'est l'exemple de l'Orchestre Tropicana d'Haïti et de l'Orchestre Septentrional qui évolue dans le pays. Mais, par leur popularité, ils sont toujours appelés à jouer à l'extérieur où sont basées les communautés haïtiennes.

Si le Compas reste le genre musical le plus populaire utilisé pour faire la promotion de la culture haïtienne à l'étranger, il existe un autre genre, le Rara, qui est en train de faire son chemin. Depuis quelque temps, la diaspora s'inscrit dans une logique d'exposition totale de sa culture au pays d'accueil. Ainsi des groupes de tendance Rara sont créés comme le *Jah Rara* de New York et de *Rara Lakay* de Miami. Fondé en 2004 et basé à Little Haiti, ce dernier fait danser la diaspora au son du tambour et des cornets artisanaux. Il participe à tous les types d'activités, du festival aux noces. Selon Émile, l'un des fondateurs du groupe, en 2021, la culture haïtienne a été à l'honneur

¹⁷⁵ <https://www.klassitis.com/> (consulté le 8 mai 2005)

lors des prestations du groupe en Angleterre pour le plaisir de la reine Élisabeth (AyiboPost, 2022)¹⁷⁶.

À côté de la musique, il y a aussi la gastronomie qui constitue également un vecteur de la culture haïtienne. Si, pour certains, elle manque de standardisation et de raffinement¹⁷⁷, pour d'autres, la gastronomie haïtienne est très riche. Malgré son « ostracisme »¹⁷⁸ et souvent ses mauvaises notes¹⁷⁹ dans les grands concours internationaux, les Haïtiens de l'extérieur ne cessent de faire sa promotion. La foire culinaire du 12^e Festival Haïti en Folie en est un exemple. Au Parc Lafontaine de Montréal, du 28 au 29 juillet 2018, la cuisine haïtienne a été mise en évidence avec la démonstration de plusieurs chefs connus de la communauté haïtienne à Montréal (Haïti Libre, 2018).

Ce n'est pas seulement la communauté haïtienne de Montréal qui fait la promotion de la culture haïtienne à travers sa gastronomie. Dans tous les pays d'accueil, la communauté haïtienne ne rate jamais l'occasion d'y implanter un restaurant où sont offerts les plats haïtiens. Ils sont installés partout, dans les quartiers ou les grands espaces fréquentés. Cette démarche, qui est d'abord économique, a aussi une portée patriotique puisque cet élément constitue un pont entre Haïti et les autres peuples. De tous les plats, la « *soup joumou* » (soupe au giraumon) a une signification spéciale pour être la soupe de l'indépendance.

3.2.2. — La diaspora, acteur majeur du tourisme en Haïti

Depuis l'entrée de la diaspora haïtienne sur la scène sociopolitique du pays, elle a une participation active sur le plan du développement socioéconomique, et particulièrement dans le domaine du tourisme. En effet, tous les acteurs du secteur, dont le ministère du Tourisme et des Industries créatives, ont conscience de l'importance de ce groupe pour les activités touristiques. À titre d'illustration, lors de son discours le 16 avril 2012, à l'occasion de l'ouverture de la semaine de la

¹⁷⁶ La ferveur provoquée au niveau de la diaspora par la prestation d'un groupe haïtien dans des lieux mythiques à l'étranger, comme le Zénith à Paris, est un signe que les Haïtiens établis à l'étranger sont conscients de leur rôle d'ambassadeur. Le dernier groupe haïtien a provoqué cette ferveur est Nu Look.

¹⁷⁷ La gastronomie haïtienne en quête de reconnaissance et d'innovation. URL : <https://maghaiti.net/la-gastronomie-haitienne-en-quete-de-reconnaissance-et-dinnovation/> (consulté le 16 mai 2021).

¹⁷⁸ Pour répéter Walter Innocent Jr. In La cuisine haïtienne en tête du classement mondial de la gastronomie. URL : <https://selonwalter.com/la-cuisine-haitienne-en-tete-du-classement-mondial-de-la-gastronomie/> (consulté le 16 mai 2022).

¹⁷⁹ Ce qui s'apparente beaucoup plus à la discrimination.

diaspora, la ministre du Tourisme, Madame Villedrouin, a déclaré que « *les compatriotes de l'étranger sont la première cible de la clientèle du ministère du Tourisme* »¹⁸⁰. Cette communauté, de son côté, a aussi conscience de son rôle. Les mots de Smith Joseph, le maire de North Miami, prenant la parole de 20 avril 2016 à l'occasion de la commémoration de la journée nationale de la diaspora, sont sans équivoque. Il a souligné : « *Nous, de la diaspora, nous sommes les ambassadeurs les plus authentiques d'Haïti, nous ne sommes pas seulement des envoyeurs d'argent, nous sommes des têtes pensantes, des visionnaires, des investisseurs et des touristes* »¹⁸¹.

En réalité, comme le dit le maire de North Miami, les membres de la diaspora participent grandement dans la survie du secteur touristique en Haïti. Ils ne se contentent pas de le financer à travers ses voyages en Haïti (la consommation), ils y investissent également.

3.2.2.1.– Investissements et promotion

Dans « *Les jeux d'influence dans le tourisme : Cas d'Haïti* », Séraphin présente la diaspora haïtienne comme des investisseurs essentiellement à travers ses transferts de fonds (Séraphin, 2014b). Effectivement, comme nous l'avons souligné plus haut, les fonds transférés en Haïti par la diaspora ne sont pas utilisés uniquement pour la satisfaction des besoins quotidiens. Ils sont également investis dans des secteurs productifs, dont le tourisme.

En Haïti, dans le domaine du tourisme, les investissements de la diaspora sont orientés essentiellement vers l'hôtellerie et la restauration (Dulience, 2021). Concernant cet aspect, en prenant par exemple le cas de Jacmel, le recteur Gilles abonde dans le même sens en nous disant que, « *ce sont eux qui possèdent les hôtels de luxe, les restaurants chics et les tour-opérateurs* ». Considérant l'état de pauvreté dans lequel vit la majorité de la population, l'accumulation de plusieurs centaines de milliers de dollars pour ériger un hôtel, même de taille moyenne, n'est pas toujours une évidence. Ainsi, il est plus facile pour certains membres de la diaspora, seuls ou en groupe, de pouvoir mobiliser autant d'argent. C'est ce qui explique qu'entre 2012 et 2014, dans le

¹⁸⁰ Haïti — Tourisme : Discours de Stéphanie Balmir Villedrouin à la diaspora. URL : <https://www.haitilibre.com/article-5419-haiti-tourisme-discours-de-stephanie-balmir-villedrouin-a-la-diaspora.html> (consulté le 22 mai 2022).

¹⁸¹ Haïti — Diaspora : « La diaspora ne peut pas seulement se mesurer à partir de sa contribution ». URL : <http://www.hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/haiti-diaspora/912-haiti-diaspora-journee-nationale-la-diaspora-ne-peut-pas-seulement-se-mesurer-a-partir-de-sa-contribution> (consulté le 22 mai 2022).

contexte de la reconstruction du pays après le séisme du 12 janvier 2010, les principaux hôtels construits ont été érigés par les efforts de la diaspora. À ce titre, nous pouvons citer l'Hôtel Oasis à Port-au-Prince et La Lorraine à Pétion-Ville ouverts en 2012 ; l'Hôtel Best Western à Pétion-Ville, la Villa Nicole à Jacmel, et l'Hôtel la Source à Port-Salut. Ils ont tous trois ouvert leurs portes en 2013. Il y a également, Monte Cristo à et Colin's Hotel à Jacmel ouverts en 2014 (Hugues Séraphin & Bénédicte Paul, 2015).

Ces cas sont des exemples qui ont été peut-être plus médiatisés. Étant dans l'impossible de tout recenser, nous sommes sûrs qu'il existe encore bien d'autres établissements dont la construction est financée par la diaspora (en partie ou en totalité). C'est l'exemple de Columbus Beach Resort (Image 20), situé à Môle Saint-Nicolas qui, selon le gardien des lieux à l'époque de notre visite, en août 2016, est un investissement d'un membre de la diaspora.

Image 20.- Columbus Beach Resort au Môle Saint-Nicolas



Bazelais Duliencie, août 2016

Cet établissement se trouve à Môle-Saint-Nicolas. Selon le gardien des lieux, à l'époque, son propriétaire est un membre de la communauté haïtienne vivant aux États-Unis. C'est un établissement situé près de la mer où la beauté est vraiment au rendez-vous.

Pour que ces investissements touristiques puissent être rentables, il faut qu'il y ait des clients. Ainsi, les membres de la diaspora profitent de leurs réseaux internationaux pour mettre en place des tour-opérateurs. Les tour-opérateurs Destination Hispaniola et Belle Vue Tour sont des exemples. Le premier est basé en République Dominicaine et le second est basé à New York. Ces entreprises feront l'objet d'une considération spéciale au chapitre suivant.

En Haïti, la diaspora finance également le secteur touristique à travers la culture. Le Rara à Léogâne en est un exemple parfait. Ce sont des investissements atypiques puisqu'aucun profit n'est en réalité attendu. L'objectif principal est de maintenir une tradition, une culture. En effet, pour réaliser chaque année le festival Rara à Léogâne, la trentaine de bandes¹⁸² de la commune nécessite beaucoup de fonds. Ces fonds sont utilisés pour l'achat d'instruments, pour la confection des costumes, pour l'achat des accessoires et pour le paiement du salaire des musiciens.

Il faut préciser que les activités peuvent s'étendre sur plusieurs mois (jusqu'à quatre mois, soit approximativement de la fin de novembre jusqu'au dimanche de Pâques). Au cours de cette période, plusieurs millions de gourdes sont nécessaires, même si le budget varie en fonction des bandes. Si certaines bandes ont un budget de près d'un demi-million de gourdes, d'autres en ont besoin de plus de deux millions. À titre d'exemple, nous pouvons prendre le cas de la bande « Sainte Thérèse » qui, en 2012, avait un budget s'élevant à 2 250 000 gourdes selon les informations du Coordonnateur du CASEC¹⁸³ de la 3^e Section communale, Grande Rivière. En considérant les données du site de la BRH¹⁸⁴, cette somme équivalait à l'époque à plus de 53 000 dollars. Selon le taux de référence affiché le 1^{er} juin 2022 par la BRH, elle équivaldrait aujourd'hui à un peu plus que 20 000 dollars américains. Une somme assez importante. Il ne faut pas oublier que ce calcul ne concerne qu'une bande. Pour les 32, le montant serait de loin plus élevé.

Cette réalité n'existe pas seulement à Léogâne. C'est une constante partout dans le pays, là où le Rara est populaire comme dans l'Artibonite. C'est ce que nous explique Jacky, petit-fils et fils d'anciens présidents de la bande Saint-André dans la zone des Gonaïves. S'il n'arrive pas à évaluer la somme dépensée pour entretenir une bande pendant une quinzaine de jours environ, il nous a,

¹⁸² En créole, il s'agit de « bann » (groupe musical).

¹⁸³ Conseil d'Administration de la Section Communale, l'un des trois niveaux des collectivités locales en Haïti.

¹⁸⁴ <https://www.brh.ht/wp-content/uploads/2018/08/1112.pdf> (consulté le 1er juin 2022).

au moins, donné une idée de l'ampleur des dépenses. Il nous a énuméré certaines d'entre elles dont : du clairin (rhum local), généralement un bœuf, plusieurs chèvres, de grandes quantités de riz, les instruments, les costumes des musiciens et des danseuses.

Toutefois, il faut préciser que, si la diaspora supporte la plus grande partie de ces fonds, les communautés locales participent également, même à une faible proportion, dans le financement des bandes. Mais, il ne faut pas pour autant surestimer l'importance de la participation de la population locale. D'ailleurs, plusieurs bandes sont présidées par des membres de la diaspora et nous savons que beaucoup de familles haïtiennes dépendent de la diaspora pour leur survie. Donc, leurs participations peuvent indirectement provenir de la diaspora.

La diaspora appuie le développement du tourisme dans le pays également à travers des activités de promotion ou de discussion réalisées à travers des événements particuliers soit en présentiel soit à travers le web. Le « *Tourism Innovation Summit* » en est une illustration. En effet, à partir de l'année 2018, certains entrepreneurs haïtiens^{185 186} se sont mis d'accord pour créer un espace de promotion du secteur touristique caribéen en général et celui d'Haïti en particulier. C'est l'exemple de Davidson Toussaint, un Haïtiano-Américain qui revient vivre au pays depuis 2016. Ce sommet constitue le plus grand espace de discussion sur le tourisme en Haïti¹⁸⁷. Lors de la première édition réalisée entre le 27 et le 29 juin 2019 à Cap-Haïtien, monsieur Toussaint a exprimé clairement sa volonté de faire la promotion du secteur touristique haïtien. Sa prise de parole était ainsi formulée : « *Nous voulons explorer des solutions adaptées aux réalités du XXIe siècle ; mettre l'accent sur l'utilisation de la technologie et démontrer comment celle-ci a contribué à attirer des touristes dans la Caraïbe notamment ; et rehausser du coup l'image d'Haïti dans la région* »¹⁸⁸. Conscient de l'importance de la diaspora pour le secteur, il l'a même invitée à rentrer au pays en déclarant : « *Il faut être honnête avec soi-même pour promouvoir le tourisme en Haïti. Il faut prêcher par l'exemple. Rentrez au pays et partagez votre expérience* »¹⁸⁹.

¹⁸⁵ <https://naahpusa.org/profile/davidson-toussaint/> (consulté le 24 mai 2022)

¹⁸⁶ Une première édition pour le Tourism Innovation Summit. URL : <https://lenouvelliste.com/article/203840/une-premiere-edition-pour-le-tourism-innovation-summit> (consulté le 24 mai 2022)

¹⁸⁷ <https://naahpusa.org/profile/davidson-toussaint/> (consulté le 24 mai 2022)

¹⁸⁸ Une première édition pour le Tourism Innovation Summit. URL : <https://lenouvelliste.com/article/203840/une-premiere-edition-pour-le-tourism-innovation-summit> (consulté le 24 mai 2022)

¹⁸⁹ Une première édition pour le Tourism Innovation Summit. URL : <https://lenouvelliste.com/article/203840/une-premiere-edition-pour-le-tourism-innovation-summit> (consulté le 24 mai 2022)

La pandémie de COVID-19 n'a pas empêché la tenue d'une deuxième édition qui a eu lieu entre le 30 octobre et le 1^{er} novembre 2020, encore au Cap-Haïtien.

La diaspora s'est aussi illustrée dans l'organisation d'événements de portée internationale en Haïti comme le « *Dîner en blanc* ». En effet, c'est un événement lancé pour la première fois en 1988 à Paris, par François Pasquier¹⁹⁰. Depuis lors, chaque année cet événement réunit plusieurs milliers de personnes dans plusieurs villes différentes. En Haïti, la première édition a eu lieu en 2013 grâce à trois jeunes Montréalais d'origine haïtienne. Depuis lors, chaque année des participants venus de l'extérieur du pays se sont mélangés à ceux vivant au pays, pour une expérience sans pareille. Cet événement sera abordé de manière plus détaillée au chapitre qui suit.

3.2.2.2. — Une clientèle spéciale

L'attachement de la diaspora à son pays d'origine se manifeste également à travers de multiples voyages réalisés au pays, soutenant ainsi le secteur touristique haïtien. Ainsi, dans le monde de l'hôtellerie, les périodes de haute saison correspondent à des moments où la diaspora est plus apte à voyager au pays. Ce sont les périodes de fin d'année et des vacances d'été, nous fait savoir Hérold Décius, propriétaire et gérant d'un établissement hôtelier au Cap-Haïtien.

En fait, pour la diaspora, les prétextes pour voyager en Haïti sont nombreux. Elle en profite pour participer au carnaval, aux festivités champêtres, aux noces et à la première communion d'un parent ou d'un ami, comme à des funérailles. Les occasions ne manquent pas pour la diaspora de revenir au pays.

En effet, il n'est pas rare de voir des membres de la diaspora voyager vers Haïti uniquement pour des rendez-vous de nature sacrée. Par exemple, pour honorer leurs engagements envers les « ancêtres » ou des loas. En ce sens, certains membres de la diaspora ont un rendez-vous sacré avec le pays dans des moments très particuliers. Donc, à côté du Rara, les rituels des lieux saints ou les festivités religieuses font aussi partie des pratiques touristique-culturelles de la diaspora. Parmi ces lieux et ces festivités, il est à souligner les « lakous » à l'instar de Lakou Souvenance ; le site de Bois-Caïman et les festivités champêtres.

¹⁹⁰ <https://paris.dinerenblanc.com/about> (consulté le 24 mai 2022)

Situé aux Gonaïves, Lakou Souvenance est un lieu de mémoire qui remonterait à 1791 et aurait été fondé par des esclaves qui voulaient être totalement libres pour pratiquer les rites ancestraux (Dautruche, 2019). À l'occasion de la fête de Pâques, à côté de la population locale, plusieurs membres de la diaspora se font le devoir de participer aux cérémonies du « lakou »¹⁹¹ (Gustave, 2014). En ce qui concerne Bois Caïman, il est un autre lieu sacré qu'il faut mentionner. Même s'il ne fait pas l'objet de grandes publicités, ce lieu est toutefois visité par des Haïtiens vivant à l'étranger et qui sont de passage dans le pays. Ils veulent découvrir ces espaces qui marquent la mémoire collective. Situé dans le département du Nord, il est le lieu de l'ultime rassemblement organisé par les esclaves en vue de préparer la grande révolte de 1791. Il existe aussi d'autres lieux mystico-religieux qui attirent chaque année des membres de la diaspora, parmi d'autres participants issus de la population locale. C'est le cas de Saut-d'Eau, un lieu de pèlerinage, dans le département du Centre (Gustave, 2021).

Les festivités champêtres demeurent également l'un des lieux ou l'un des espaces de divertissement de la diaspora qui entre dans le pays. Ces festivités attirent, chaque année, une partie des membres de la diaspora venant se ressourcer (Rodné-Jeanty & Desse, 2019). Cet aspect est mieux abordé au chapitre IV.

Aussi, la diaspora participe à deux nombreux événements culturels sans lien avec la religion organisés généralement durant l'été. C'est le cas de « *Sumfest* » et de « *Festival Bikini* »¹⁹². En effet, le Sumfest est un festival réunissant les principaux groupes musicaux et disc-jockeys haïtiens, dont la première édition a été organisée en 2017 sur la côte des Arcadins. Le « *Festival Bikini* » est aussi organisé sur la côte des Arcadins. Il se tient depuis 2010 et a la particularité que les femmes s'habillent en des deux-pièces (bikini). Au cours de ces événements, les éléments issus de la diaspora ont le bonheur de (re)vivre le plaisir qu'offre le pays d'origine. La satisfaction de cette clientèle est atteinte grâce à la combinaison de plusieurs éléments. D'abord, il s'agit de la tropicalité à travers la mer et le soleil. Ensuite, il y a la gastronomie à travers la cuisine haïtienne :

¹⁹¹ [Inventaire du patrimoine immatériel d'Haïti \(ipimh.org\)](http://ipimh.org) (consulté le 6 septembre 2021)

¹⁹² <https://haiti.loopnews.com/content/carlo-chancelien-la-diaspora-un-atout-pour-le-tourisme-haitien> (consulté le 7 septembre 2021)

un élément omniprésent dans ces moments de détente et de loisir. Enfin, de la musique haïtienne : du Compas, du Racine¹⁹³ et aussi, du « Rabòday »¹⁹⁴.

Face à l'instabilité politique, la diaspora par sa connaissance du terrain est apte à évaluer la situation avec objectivité. C'est ce qui explique que, malgré le contrôle de la sortie sud de Port-au-Prince par des gangs depuis environ un an, certains membres de la diaspora ont quand même osé se rendre dans le Sud. Ils ont profité de l'édition de 2022 du Carnaval de Jacmel pour réitérer leur attachement au pays. Dans le contexte de ces festivités, nous dit le recteur Jean-Élie Gilles, « elle [la diaspora] participe activement en créant des événements tels que : course de moto-cross et de voitures à travers la ville. Elle a fait don de groupes électrogènes à l'hôpital Saint-Michel de Jacmel et a aidé à installer des lampadaires solaires dans toute la ville et sur tout le parcours du carnaval, à travers une organisation de jeunes qui s'appelle MAX POWER. »

Malgré les difficultés auxquelles elle fait face, dont la discrimination et des problèmes financiers, la diaspora haïtienne représente un acteur économique majeur et plus spécifiquement, un acteur du tourisme. Les membres de ces communautés investissent dans le pays de diverses manières : soit dans des projets communautaires, soit dans des affaires individuelles dont des projets touristiques, à l'instar des établissements hôteliers, des restaurants et des tour-opérateurs.

Conclusion

La diaspora haïtienne s'est dispersée à travers le monde et s'est constituée essentiellement à partir de l'occupation américaine au début du XXe siècle. Ensuite, son expansion s'est opérée graduellement, par des vagues successives, au fur et à mesure que la situation globale du pays se détériore. C'est un processus continu, marqué par de grandes vagues à chaque accentuation de la crise. Aujourd'hui encore, avec la crise qui sévit dans le pays, les Haïtiens cherchent de plus en plus une terre d'asile. Selon RFI, en 2022, les Haïtiens se trouvaient en première position à demander l'asile au Canada¹⁹⁵.

¹⁹³ Style musical très populaire auprès des artistes engagés.

¹⁹⁴ Un style musical très populaire auprès des jeunes.

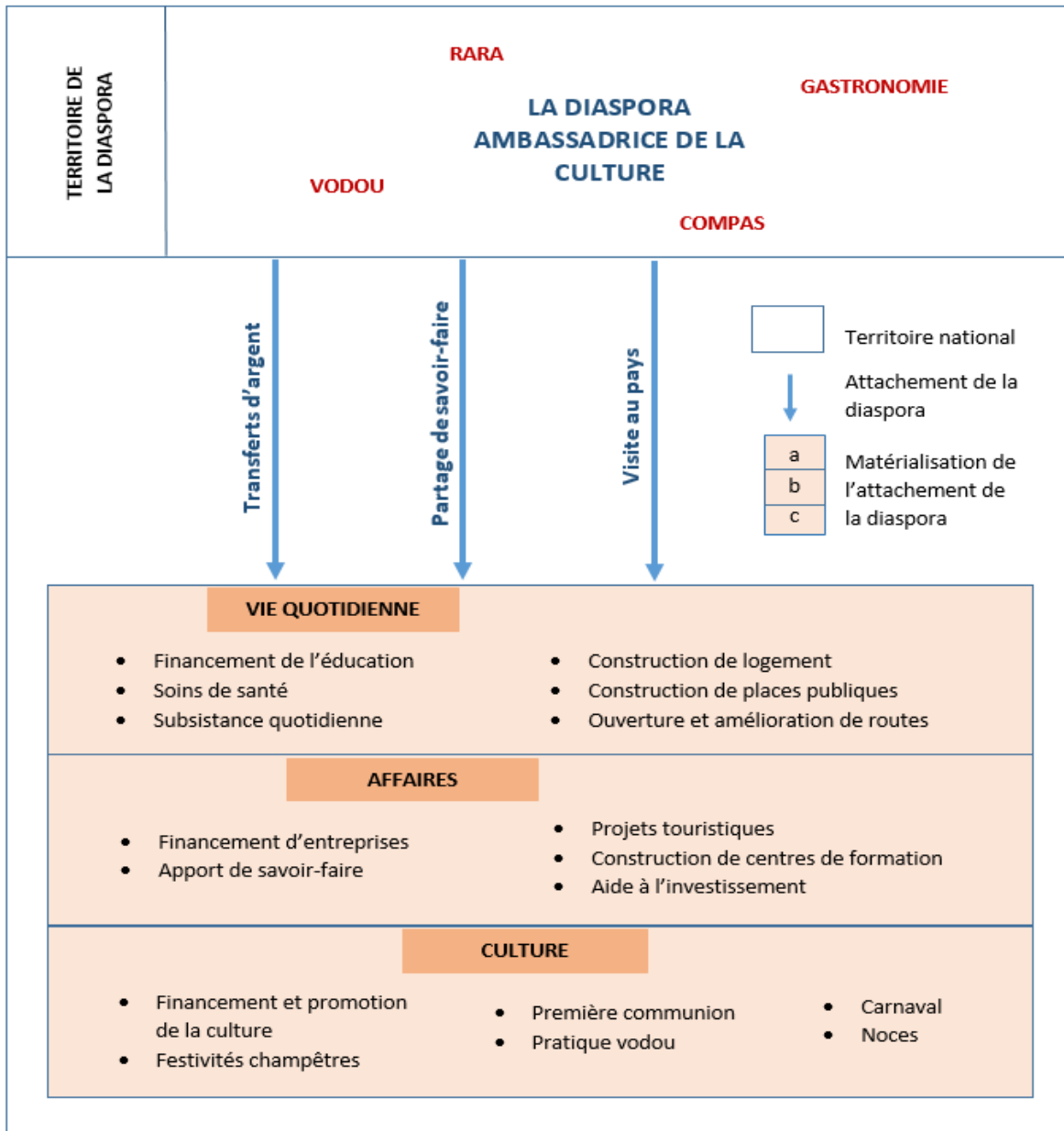
¹⁹⁵ <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-ha%C3%Afti-et-des-am%C3%A9riques/20230106-les-ha%C3%Aftiens-premiers-%C3%A0-demander-l-asile-au-canada-en-2022> (consulté le 7 avril 2023)

Si, sous la présidence des Duvalier, le mot diaspora possédait une connotation négative pour désigner les Haïtiens ayant fui le pays, avec la fin de la dictature, un nouveau regard est porté sur ces Haïtiens. Au lieu d’être vus comme des lâches, ils sont de préférence considérés comme des acteurs du développement (OECD, 2017). Profitant de la fin de la dictature en 1986, ces expatriés sont revenus et se sont impliqués dans le développement de leur pays. Comme pour toutes communautés diasporiques des pays en développement¹⁹⁶, l’implication de la diaspora haïtienne est d’une grande importance. Elle constitue une véritable source de devises pour le pays. Ses interventions se font sentir sur tous les plans, dont le tourisme. D’abord, elle investit dans le secteur. Ensuite, elle joue le rôle d’ambassadeur dans les pays où elle s’installe.

Quelle forme peuvent prendre ses investissements ? En quoi constitue-t-elle des ambassadeurs ? Un regard sur la région Nord nous permettra de mieux comprendre la nature de son implication.

¹⁹⁶ <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning/practices/empowering-the-immigrant-diaspora-for-sustainable-development-d054470a/> (consulté le 8 avril 2023)

Schéma 6.- Représentation de l'attachement de la diaspora à Haïti



Bazelais Dulience, août 2023

Cette figure essaie de schématiser l'attachement de la diaspora au pays. D'abord, au pays d'accueil, elle joue le rôle d'ambassadeur de la culture de son pays. Ensuite, les flux de transferts, de savoir-faire, de connaissances ainsi que les voyages effectués ont grandement supporté la vie quotidienne, les affaires et la culture au pays d'origine.

Les flèches vers le territoire indiquent que les interventions de la diaspora atteignent toutes les échelles territoriales : de la campagne jusqu'à la ville, des milieux favorisés jusqu'aux milieux défavorisés.

Chapitre IV. — Les enseignements tirés de la région Nord

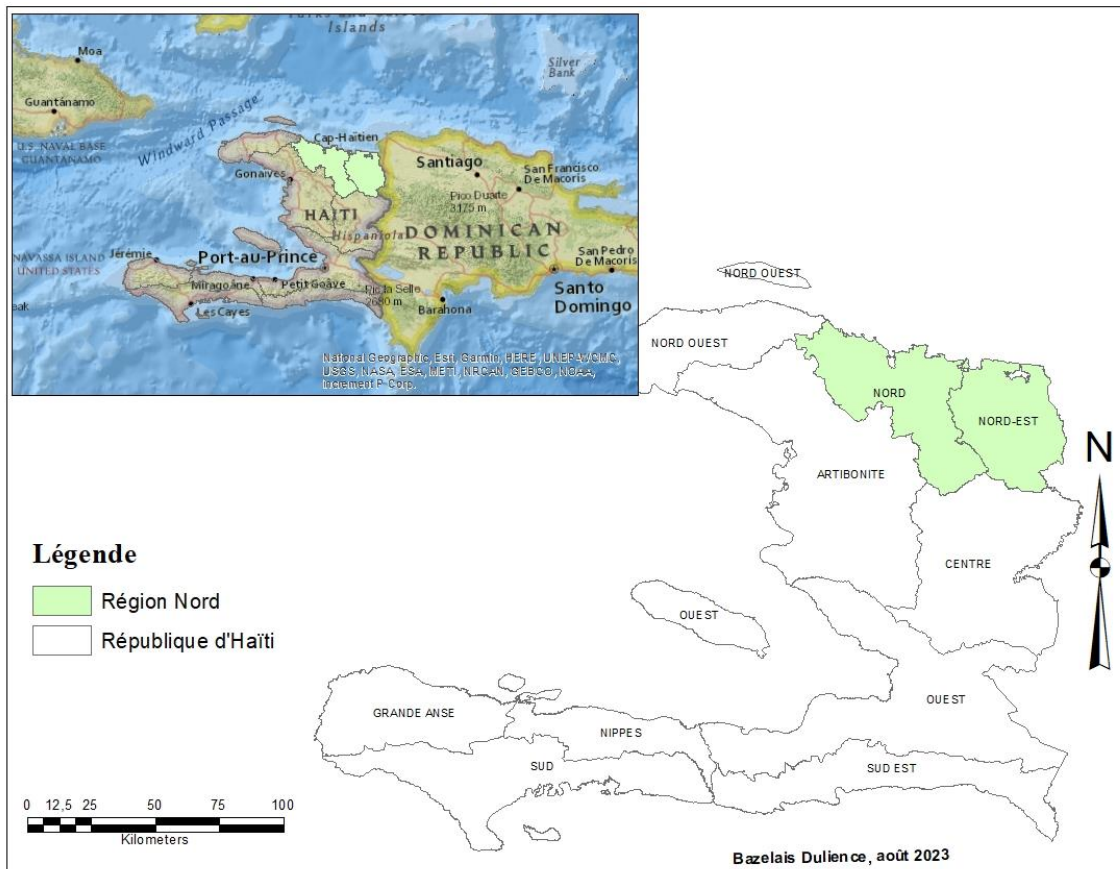
Introduction

Étendue sur une superficie de plus de 3 700 kilomètres carrés, la région Nord est constituée d'une diversité d'écosystèmes. Ils sont à la fois semi-arides à humides. Son relief est également aussi diversifié. Il est constitué de plaines et de montagnes pouvant atteindre plus de 1200 m d'altitude. Son passé historique et touristique très riche. Ses différents potentiels touristiques font d'elle l'une des rares destinations touristiques du pays encore active. La diaspora haïtienne constitue le fer de lance de cette activité. Elle investit dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration ; dans le domaine de l'organisation des événements et des voyages. Aussi, à travers ses voyages au pays, elle constitue la principale clientèle internationale.

4.1.— Présentation du terrain d'étude

La région Nord est constituée des départements du Nord et du Nord-Est. Elle partage une frontière avec la République dominicaine (voir la carte de localisation de la région — Carte 6). Un élément qui lui est considéré comme une opportunité. Présentons cet espace en vue de faire ressortir ses spécificités.

Carte 6.- Localisation de la région Nord



La région Nord est constituée de deux départements côtiers : le Nord et le Nord-Est. Ce qui lui donne l'avantage de pouvoir développer (d'avoir développé) le tourisme balnéaire. Aujourd'hui, elle abrite l'une des meilleures stations balnéaires de la Caraïbe et l'unique destination balnéaire du pays.

La proximité avec la République Dominicaine lui procure également de nombreux avantages notamment en ce qui concerne l'approvisionnement.

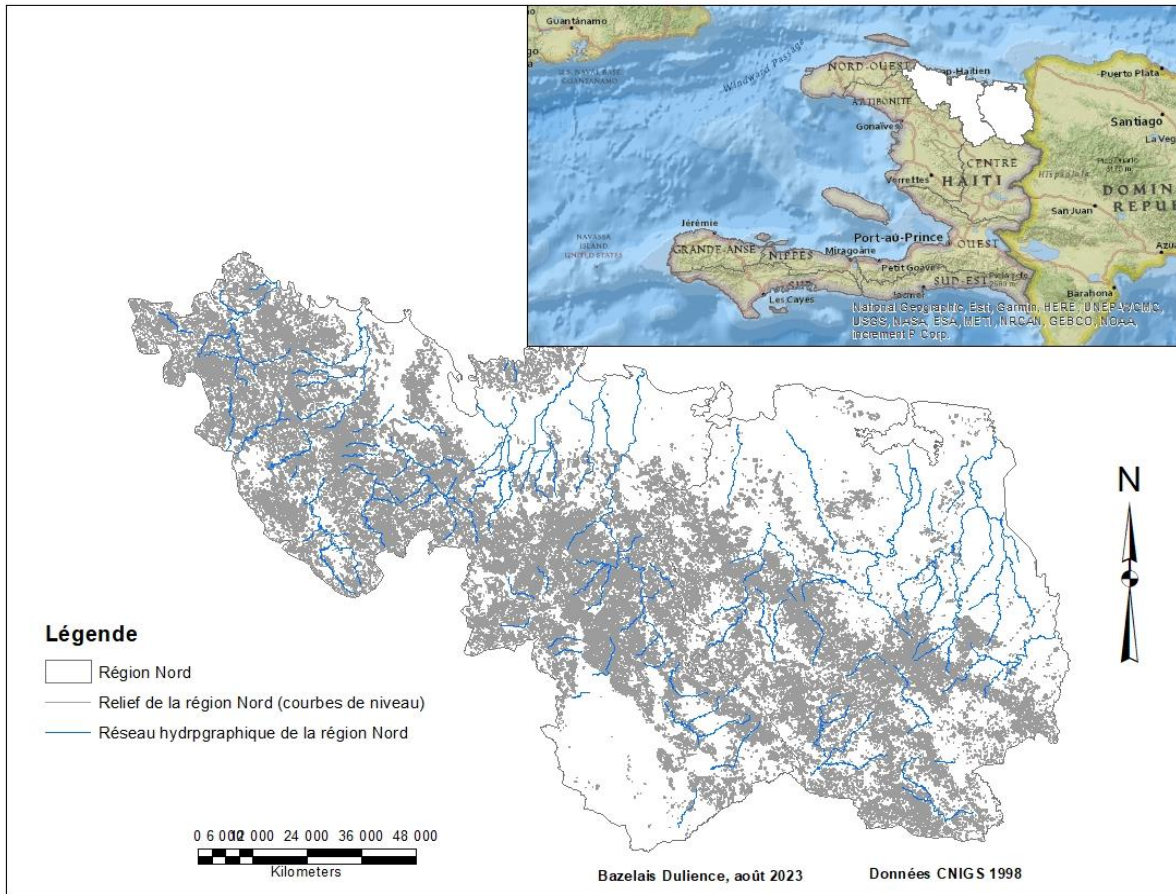
4.1.1. — Les caractéristiques physiques

La région Nord tel que nous la concevons dans notre recherche est la réunion de deux départements distincts qui sont le Nord et le Nord-Est. Ils ont respectivement une superficie de 2 109 et de 1 632 km². Ce qui représente près de 14 % du territoire national. Elle est limitée au nord par l'Océan Atlantique, au sud par les départements du Centre et de l'Artibonite, à l'ouest par le département du Nord-Ouest et à l'est, par la République dominicaine (ministère de l'Économie et des Finances — Unité Centrale d'Exécution, 2007).

Sur le plan de la topographie, la région offre de grandes possibilités pour le développement du tourisme de nature. En fait, le relief est dominé par le Massif du Nord et la Plaine du Nord. Le premier, selon Bellegarde, est l'une des plus grandes structures montagneuses du pays. Il est le prolongement nord-ouest de la Cordillère centrale de la République Dominicaine contenant le sommet le plus élevé des Antilles, la « Loma Tina » qui mesure 3 140 mètres. En Haïti, ses plus hauts sommets varient entre 1 200 et 1 500 mètres d'altitude. La partie centrale du massif détient un sommet, le Bonnet-à-l'Évêque, d'une hauteur de 865 mètres sur lesquels est construite, au début du XIXe siècle, la Citadelle, un patrimoine mondial. C'est une région qui offre un avantage particulier par rapport au reste du territoire puisque plus de 40 % de sa superficie sont formés de pentes inférieures à 5 %. C'est là que s'étend la plaine du Nord. C'est une unité qui s'étend de la côte septentrionale, depuis la commune de l'Acul, jusqu'à la frontière de la République dominicaine. Elle mesure 65 kilomètres de long, entre cinq kilomètres et 20 kilomètres de large (Bellegarde, 1938; Butterlin, 1960; ministère de l'Économie et des Finances — Unité Centrale d'Exécution, 2007).

Par sa situation, cette plaine est arrosée par la rivière du Limbé, la Grande Rivière du Nord, la rivière de Trou du Nord, la rivière Jassa, la rivière Lamatry et la rivière du Massacre (Carte 7). C'est une plaine alluviale apte à l'agriculture et à l'élevage (ministère de l'Économie et des Finances — Unité Centrale d'Exécution, 2007). Elle fut pendant la période coloniale l'une des plus prospères de la colonie. Cela faisait ainsi du Nord la province la plus riche de la colonie.

Carte 7.- Les caractéristiques physiques de la région Nord



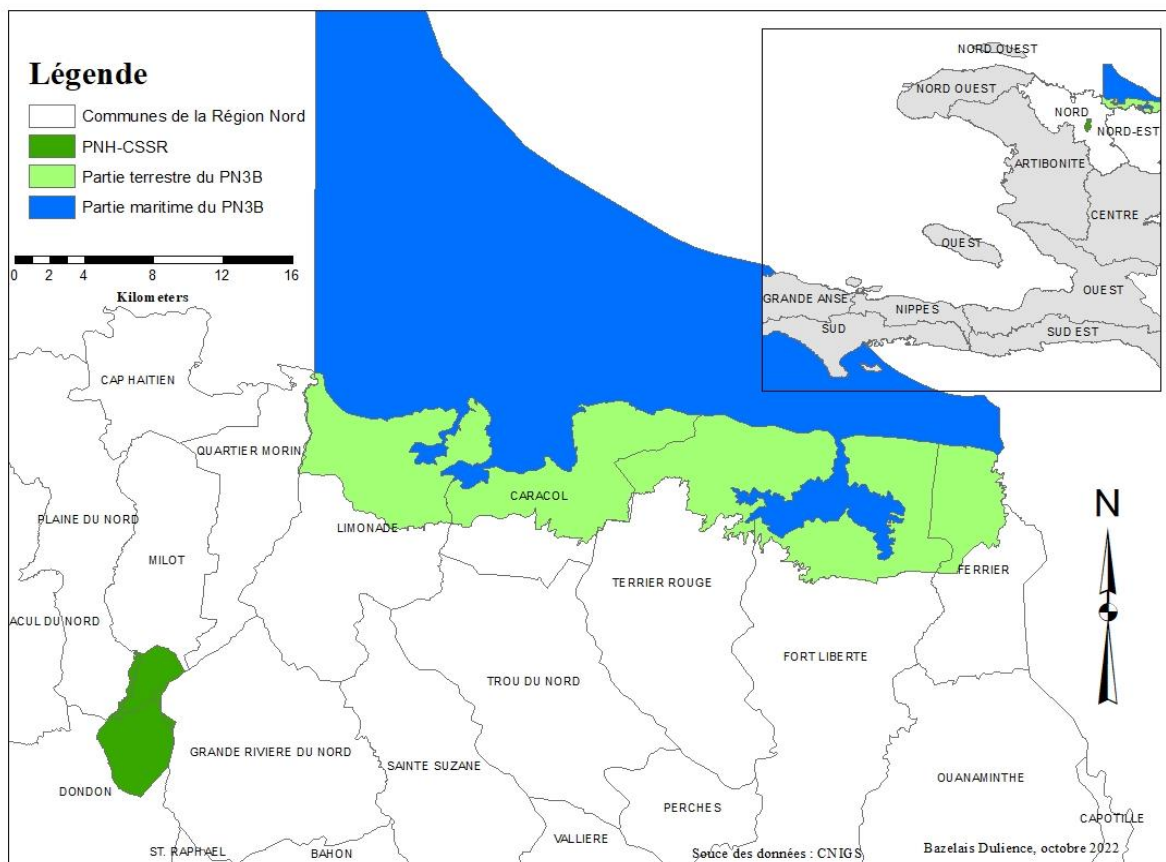
Cette carte nous permet de voir un réseau hydrographique assez dense prenant sa source dans les montagnes qui sont omniprésentes. Aussi faut-il remarquer une grande plaine littorale au pied des montagnes. Ce qui est favorable au développement de plusieurs types d'activités touristiques liées à la mer et à la montagne.

Du point de vue climatique, la région connaît une pluviométrie qui varie selon que l'on se trouve dans la montagne ou dans la plaine. Et là encore, des différences se font sentir entre les deux départements selon l'exposition aux vents dominants. Dans certaines montagnes de la région comme à Dondon, à Camp Coq, à Limbé, à Vallières, à Carice et à Mont-Organisé, le climat est de type humide. Les précipitations peuvent atteindre jusqu'à 2 500 mm d'eau à l'année. Par contre, les zones côtières de Ferrier et de Fort-Liberté ne bénéficient, annuellement, que de moins de 1 000 mm de précipitation. Ce qui favorise un climat semi-aride (ministère de l'Économie et des Finances — Unité Centrale d'Exécution, 2007). À l'instar du territoire national, la région Nord,

par sa température moyenne de 29° C, reste toujours accessible aux visiteurs, quel que soit le moment de l'année.

Sur le plan de la biodiversité, malgré la dégradation de l'environnement haïtien, la région Nord présente une flore et une faune assez riche. Leur mise en valeur pourrait permettre le développement du tourisme de nature essentiellement au PNH-CSSR et au PN3B (voir leur localisation — Carte 8).

Carte 8.- Localisation du PNH-CSSR et du PN3B



Bazelais Dulience, octobre 2022

Déclaré aire protégée en 2014, le PN3B est une réserve littorale de biodiversité. Il renferme, selon une étude, 179 espèces indigènes. C'est un parc qui s'étend sur 76 000 hectares et est constitué d'une partie terrestre et d'une autre partie marine.

À l'intérieur des terres, à cheval entre les communes de Milot, de l'Acul-du-Nord, du Dondon et de la Grande-Rivière-du-Nord, s'étend le PNH-CSSR. Il a été créé par décret présidentiel en 1978 et couvre une superficie de 25 km². À côté du cadre naturel, il renferme plusieurs espèces rares et indigènes. Il est aussi classé patrimoine mondial.

À titre d'exemple, au PNH-CSSR (voir la carte de localisation du PNH-CSSR — Carte 8), il ne compte pas moins de 55 espèces d'orchidées et de 180 espèces d'autres plantes. Certaines d'entre elles sont utilisées par la population à des fins médicinales. En ce qui concerne la faune, 28 espèces d'oiseaux y sont recensées dont 9 sont endémiques. Parmi ces dernières, il y a l'oiseau-palmiste (*Dulus dominicus*), le jacquot (*Amazona ventralis*) et la perruche (*Todus subulatus*) et (*Todus angustirotris*). Il faut aussi ajouter des reptiles et des amphibiens. Cette zone protégée revêt un intérêt particulier sur le plan de la biodiversité pour avoir concentré plusieurs espèces menacées. Le PNH-CSSR constitue une zone clé de la biodiversité haïtienne, nous dit CECI. Le tableau suivant (Tableau 11) peut nous en donner une idée (CECI, 2014; Demesvar, 2015).

Tableau 10.- Éléments de la biodiversité du PNH-CSSR

Classe	Espèce	Statut*
AMPHIBIEN	<i>Eleutherodactylus poolei</i> , Cochran, 1938	CR
	<i>Eleutherodactylus schmidtii</i> Schwartz, 1923	CR
	<i>Eleutherodactylus sommeri</i> , Schwartz, 1977	EN
	<i>Hypsiboas heilprini</i> Nobre, 1923	VU
	<i>Osteopilus pulchrilineatus</i> Cope, 1869	EN
	<i>Osteopilus vastus</i> Cope, 1871	EN
OISEAUX	<i>Amazona ventralis</i> Muller 1776	VU
	<i>Aratinga chloroptera</i> Souancé 1856	VU
	<i>Corvus leucognaphalus</i> Daudin, 1800	VU
	<i>Cedrela odorata</i> , L	VU
ARBRES	<i>Cinnamomum triplinerve</i> (Rui et Pav), Kosterm.	EN
	<i>Guaiacum officinale</i> , L.	EN
	<i>Guaia santum</i> L.	VU
CRUSTACÉE	<i>Epilaborera hayetensis</i> Rathbun, 1893	VU
REPTILE	<i>Celestus warreni</i> Shwartz, 1970	CR

*CR= En danger critique d'extinction, EN=En danger, VU=Vulnérable d'après la liste rouge de l'UICN
Source : CECI, 2014

Ce tableau résume la richesse du PN3B avec des espèces en danger critique d'extinction, en danger et aussi vulnérable selon l'UICN.

La région abrite également le Parc National des Trois Baies (voir la carte de localisation du PNH-CSSR et du PN3B plus haut — Carte 8). C'est un vaste espace qui, malgré les conséquences néfastes des activités anthropiques, abrite des écosystèmes ou une biodiversité assez riche. Le PN3B est créé en 2013 par décision du gouvernement haïtien et s'étend sur 75 618 ha. Comme son nom l'indique, il englobe trois baies. Ce sont la baie de Limonade, la baie de Caracol et celle de Fort-Liberté. À celles-là, il faut ajouter le Lagon aux Bœufs, une lagune intérieure d'eau saumâtre. L'intérêt écologique de ce parc est une évidence. Il abrite « *l'un des plus vastes peuplements intacts de mangroves de 4 274 ha et de terres humides côtières du pays* », soit 18 % des mangroves du pays, selon l'« *Inventaire écologique de référence pour le Parc National des Trois Baies, Haïti* ». D'ailleurs, les mangroves de cette lagune ont la particularité de détenir certains arbres dépassant les quinze mètres de hauteur. Une dimension unique dans le pays (Kramer et al., 2016).

La richesse de cet écosystème est manifestée par la présence, dans la zone terrestre côtière, d'un ensemble d'espèces indigènes dont certaines sont menacées. Nous pouvons, par exemple, noter cent-soixante-dix-neuf (179) espèces de plantes vasculaires indigènes¹⁹⁷, dont cinq (5) sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN comme étant menacées. Il recèle également quatre-vingt-quinze (95) espèces d'oiseaux, dont des espèces migratrices ainsi que des espèces indigènes rares. Parmi ces dernières, il y a l'Amazone d'Hispaniola (*Amazona ventralis*), le Flamant des Caraïbes (*Phaenicopterus ruber*), la Spatule rosée (*Platalea ajaja*) et l'Ibis blanc (*Eudocimus albus*). Même si la plupart sont invasives, on y trouve également, quatre espèces d'amphibiens et onze espèces de reptiles. En ce qui a trait aux animaux aquatiques d'eau douce, quatorze espèces de poissons et trente-trois espèces d'invertébrés vivent dans le parc. Le *limia pauciradiata*, mérite d'être souligné. C'est un limia endémique qui n'existe qu'au PN3B. Parmi les invertébrés, trente d'entre elles sont des espèces indigènes (Kramer et al., 2016).

¹⁹⁷ En dehors des plantes cultivées.

C'est au niveau de la mer que la biodiversité est la plus riche au PN3B. Selon le rapport précité, les eaux marines du parc renferment trois-cent-une espèces d'organismes benthiques, sessiles et vagiles. On y trouve cent quarante-neuf espèces d'éponges, cinquante-et-une espèces de coraux durs, quarante-trois espèces d'octocoralliaires et vingt et une espèces d'échinodermes. S'agissant des poissons marins, ils sont au nombre de cent-quatre-vingt-trois espèces différentes. Au sein d'elles, se trouvent au niveau de la Baie de Fort-Liberté, une espèce endémique (voir les photos des espèces endémiques — Image 21) de la famille des *Serranidae* (*Hypoplectrus*) (Kramer et al., 2016).

Il ne faut pas oublier que, à côté de ces espèces soulignées, il en existe d'autres appartenant par exemple aux classes des insectes. C'est le cas des papillons qui sont très visibles en été et qui peuvent faire le bonheur des visiteurs.

Image 21.- Deux espèces de poisson endémiques à la région



Source : Kramer et al., 2016

Ces deux poissons sont des espèces endémiques. L'un, le « Limia pauciradiata », vit dans la rivière du Trou du Nord. L'autre, de la famille des Serranidae (Hypoplectrus), se trouve dans la Baie de Fort-Liberté. Kramer et les autres auteurs parlent d'une nouvelle espèce pour la science.

4.1.2. — Économie et infrastructures

Du point de vue économique, la région Nord ne fait pas exception par rapport au reste du pays. Avec une faible industrialisation, l'économie est principalement basée sur le secteur informel et

l'agriculture. Toutefois, il existe toutefois quelques entreprises embauchant plus ou moins de la main-d'œuvre locale comme le PIC. Du point de vue des infrastructures, le problème demeure entier : peu d'infrastructures. À part le port et l'aéroport, les infrastructures se font rares. En matière de communication, très peu de routes sont goudronnées. L'essentiel des voies de communication est en piteux état.

Toutefois, sur le plan touristique, les établissements touristiques ne font qu'augmenter entre 2018 et 2021.

4.1.2.1. — Économie et infrastructures routières

L'économie de la région est dominée par le secteur primaire. On y pratique l'agriculture qui permet de produire des céréales, des légumineuses, des racines et des bananes pour la consommation locale. L'élevage et la pêche y sont aussi pratiqués, même si cette dernière ne se développe que pour la subsistance (PNUD, 1991). Aujourd'hui, malgré la place de l'agriculture dans l'économie de la région, elle diminue en importance de plus en plus. Les techniques de production n'ont guère évolué et les rendements sont faibles. Les agriculteurs haïtiens sont, de surcroît, concurrencés par les producteurs dominicains, plus outillés et qui disposent assez de crédits nécessaires pour se lancer dans la production, parfois de manière industrielle. En ce qui concerne l'élevage, il est surtout affecté par la dynamique économique qui s'installe depuis un certain temps dans le département du Nord-Est. C'est l'apparition de zones franches industrielles (manufactures) avec le PIC et la CODEVI ainsi que l'implantation de l'agriculture délocalisée avec AGRITRANS et avec Grand Marnier (Lucien, 2018). Ce qui conduit à l'occupation de grandes quantités de terre aux dépens de l'agriculture et de l'élevage. Conséquemment, bon nombre de paysans, agriculteurs ou éleveurs, sont transformés en ouvriers agricoles. Il ne faut pas oublier également le Campus Henry Christophe de l'Université d'État d'Haïti à Limonade qui occupe une superficie non négligeable. Cette situation conduit, en outre, à une urbanisation accélérée dans certaines zones du Nord-Est, avec comme corollaire l'inaccessibilité du foncier aux paysans. En ce sens, une grande partie des denrées agricoles consommées dans la région (par les particuliers et par les entreprises) proviennent de la République dominicaine.

Toutefois, depuis un certain temps, les entreprises AGRITRANS et Grand Marnier ne fonctionnent plus. Les terres occupées par cette dernière sont occupées par un groupe d'Haïtiens, dont d'anciens

députés. La réalité c'est que ces terres ne sont pas mises à profit de l'agriculture locale pour nourrir la population.

Dans certaines villes, à l'instar du Cap-Haïtien, de Milot et de Limonade, il existe une production artisanale, mais peu développée. Elle est essentiellement constituée de sandales en cuir, de bracelets, de colliers, de boucles d'oreille, de chapeaux et de beaucoup d'autres produits. Aujourd'hui, avec la chute des flux touristiques dans le pays, les artisans se tournent de plus en plus vers une clientèle locale constituée essentiellement de jeunes. Toutefois, certains marchands et des artisans du marché touristique du Cap-Haïtien nous font savoir qu'ils reçoivent régulièrement des commandes de certains négociants antillais. Ces produits seront revendus à des touristes comme des produits fabriqués sur place. Dans ce cas, ces touristes ne savent rien sur la provenance des produits achetés.

La plaine du Nord est aussi connue pour ses guildiveries qui sont des installations de transformation de la canne à sucre. Elles produisent du clairin, une sorte de rhum local. Aussi, le manque d'alternative fait grossir de jour en jour le secteur des services. En effet, depuis environ une vingtaine d'années, le secteur des services se développe à un rythme exponentiel. Beaucoup de paysans et de jeunes, tant du milieu urbain que du milieu rural, se transforment en chauffeurs de taxi-moto. D'autres, cependant, depuis la popularisation du téléphone portable dans le pays en 2006, distribuent des minutes et vendent des accessoires de toutes sortes pour les portables. Cela devient un bon business pour quelques-uns qui ont même l'opportunité de monter de petites boutiques.

La région Nord est un espace du territoire haïtien connu pour ses potentialités touristiques. Elle a toujours fait, et fait encore, partie des projets touristiques des différents gouvernements haïtiens. Elle fait toujours partie des différents plans directeurs du tourisme et de tous les autres plans de développement ou d'aménagement. Elle possède l'unique station balnéaire du pays et l'une des plus belles de la Caraïbe (ministère du Tourisme et al., 2013). Classée patrimoine national, la ville du Cap-Haïtien abrite l'un des deux aéroports internationaux actifs du pays : l'Aéroport international Hugo Chávez. Ce dernier dessert tout le grand Nord : les départements du Nord, du Nord-Est, du Centre, de l'Artibonite et du Nord'Ouest. Grâce à une liaison quotidienne entre Miami (Fort Lauderdale) et le Cap-Haïtien, assurée par la compagnie Spirit Airlines, l'aéroport

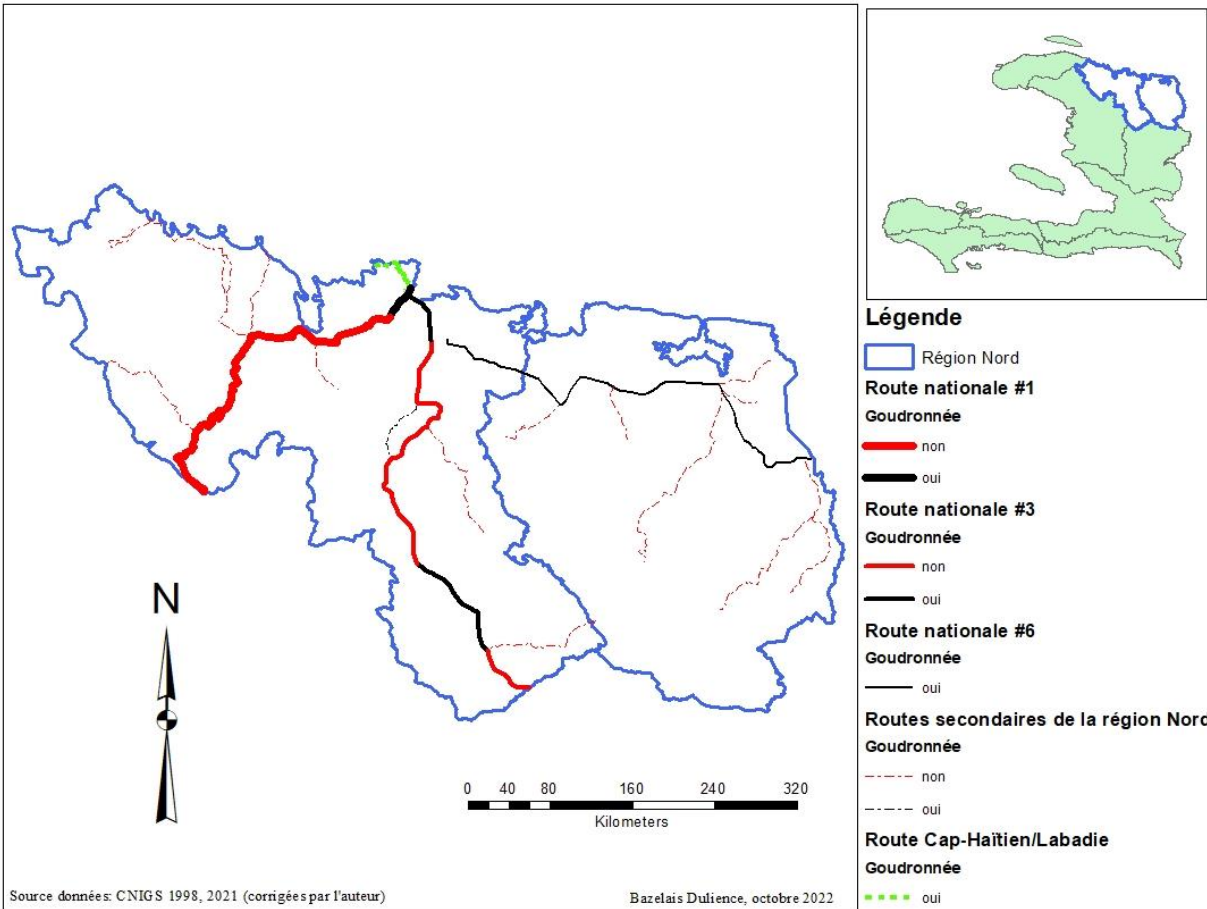
met la région en contact direct avec l'Amérique du Nord. Cette dernière demeure la première pourvoyeuse de touristes de la destination. Il faut aussi mentionner les vols intérieurs quotidiens liant la région avec la capitale, via l'Aérogare Guy Malary à proximité de l'aéroport international Toussaint Louverture.

En ce qui concerne les infrastructures routières, la région est loin d'être bien pourvue (voir la carte 9). La région est desservie principalement, par la route nationale no 1, du Cap-Haïtien jusqu'à Ennery, sur environ 73 kilomètres. Sur une longueur d'une centaine de kilomètres¹⁹⁸, la ville du Cap est reliée à celle de Saint-Raphaël par la route nationale no 3. Cette route traverse en partie le PNH-CSSR. La région est connectée à la République Dominicaine par la route nationale no 6, sur une longueur d'environ 64 kilomètres, depuis Carrefour-la-Mort jusqu'à la frontière haïtiano-dominicaine, au niveau de Ouanaminthe.

Selon un rapport du MTPTC, daté de 2001, la région possède 115 kilomètres de route départementale et 222 kilomètres de route communale (MTPTC, 2001). Il faut toutefois comprendre que l'instabilité, la pauvreté et la mauvaise gouvernance ne favorisent pas un meilleur entretien de ces réseaux routiers. À titre d'illustration, la route nationale no 1 jusqu'à Ennery est en piteux état. Cela est aussi vrai pour la route nationale numéro 6, du Cap jusqu'à Saint-Raphaël. Au moment des pluies, ces tronçons sont presque impraticables. Toutefois, à l'aide d'un véhicule tout terrain, toute la région est accessible.

¹⁹⁸ <https://www.distancesfrom.com/ht/distance-from-Cap-Haitien-to-Saint-Raphal-Arrondissement-Haiti/DistanceHistory/18326581.aspx> (consulté le 7 septembre 2022)

Carte 9.- Carte du réseau routier de la région Nord



Cette carte nous présente l'état des infrastructures routières de la région. À part la route nationale no 6, reliant Cap-Haïtien à Ouanaminthe, l'essentiel des voies de communication n'est pas asphalté.

4.1.2.2. — Infrastructures touristiques et assimilées

En matière d'infrastructures touristiques et assimilées, selon une enquête menée par l'OGDNH, la région compte, en 2021, 122 hôtels. Ces derniers sont inégalement répartis entre les deux départements. Le département du Nord en compte le plus grand nombre, soit 95 hôtels contre 27 pour le Nord-Est. Cela représente un rapport de près de 3,52 sur 1. En ce qui concerne le nombre de chambres disponibles, elles totalisent 2 136 unités. Elles sont ainsi réparties : 1 589 pour le Nord

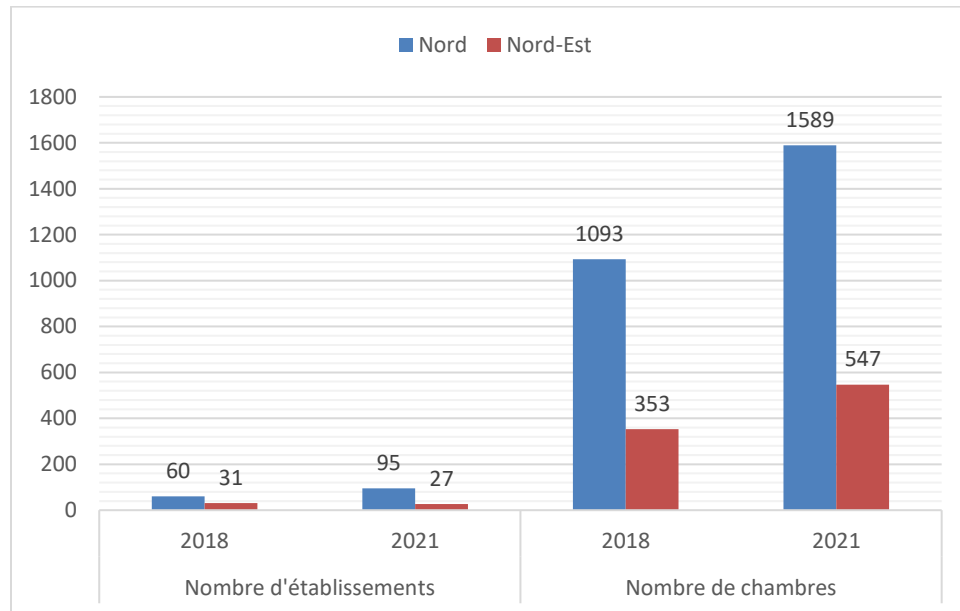
contre 547 pour le Nord-Est¹⁹⁹. Parmi les communes recensées, Cap-Haïtien vient en tête avec soixante-douze (72) chambres. La commune de Ouanaminthe arrive en seconde position pour en avoir possédé dix-huit. Le chef-lieu du département du Nord-Est, la ville de Fort-Liberté n'en compte que trois, selon l'enquête. En fait, située sur la frontière haïtiano-dominicaine, la commune de Ouanaminthe jouit d'une fonction commerciale. Elle assure le transit de toutes les marchandises qui traversent des deux côtés de la frontière. C'est un point de contact officiel important avec la République dominicaine.

Malgré la situation difficile du pays²⁰⁰, la région affiche une dynamique non négligeable dans le domaine de l'hôtellerie. Les données de l'enquête de l'année 2021 par rapport à celles de l'année 2018 sont la preuve. En effet, selon les données de 2018, il y avait dans la région quatre-vingt-onze établissements hôteliers, ainsi dispersés : 60 dans le Nord, 31 dans le Nord-Est (Graphique 5) pour un total de 1 446 chambres. Avec 2 136 chambres, c'est une augmentation de 47,71 % par rapport aux données de 2018. Toutefois, ces infrastructures hôtelières sont, pour la plupart, concentrées dans le Nord et plus précisément dans la ville du Cap-Haïtien, comme l'indique la carte de répartition située plus bas (Carte 10).

¹⁹⁹ Il n'y a pas de données concernant le nombre de lits. Nous supposons que chaque chambre reçoit au moins un lit. Ce qui permet de dire que le nombre de lits est supérieur ou égal au nombre de chambres.

²⁰⁰ Une situation qui va de mal en pis depuis le dernier trimestre de l'année 2019.

Graphique 4.- Les établissements touristiques dans la région Nord

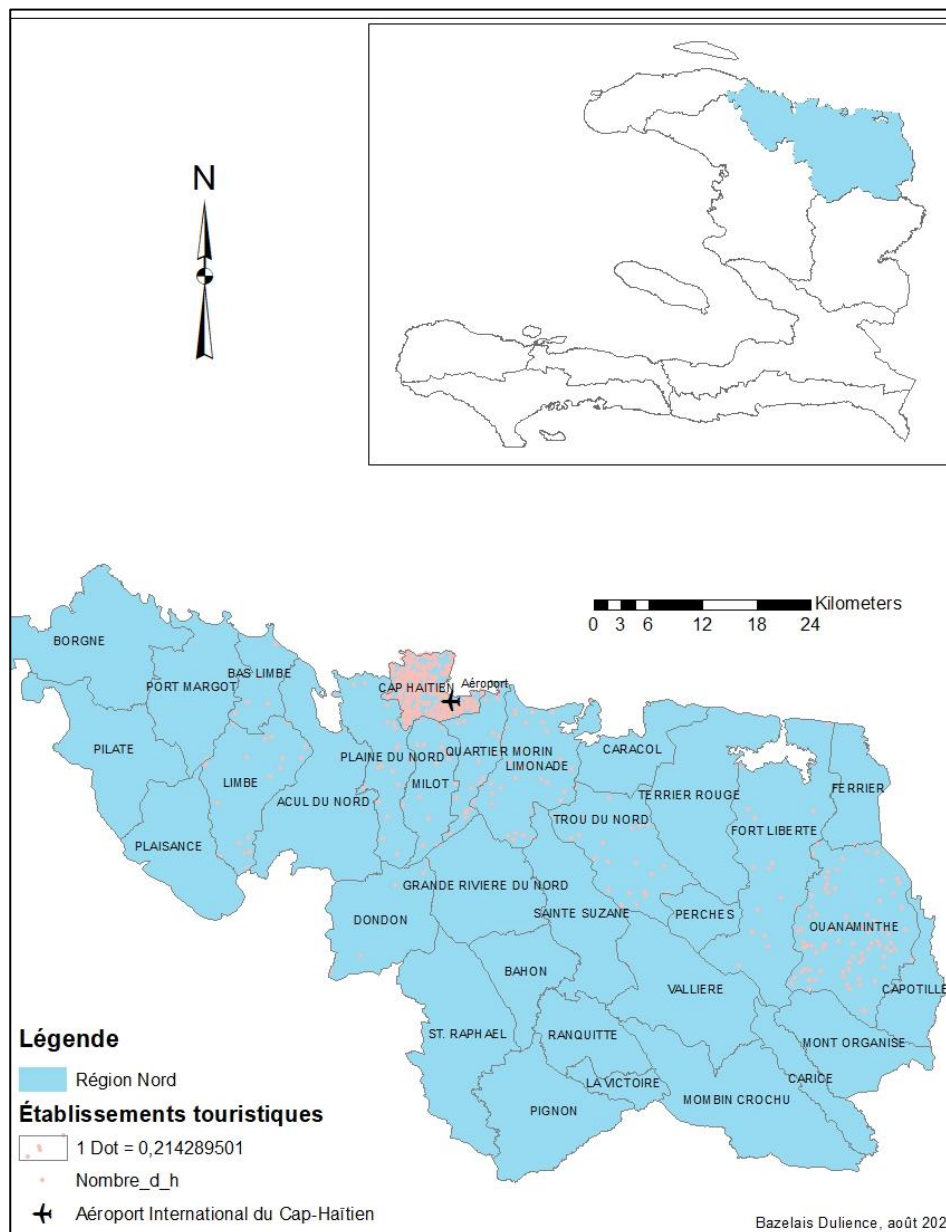


Bazalais Dulience, octobre 2022

Données OGDNH, 2021

Malgré la situation de crise, le secteur d'hébergement a connu une croissance non négligeable. Entre 2018 et 2021, même si le nombre d'établissements avait diminué dans le Nord-Est, le nombre de chambres a pourtant augmenté de 134 %.

Carte 10.- Organisation spatiale des établissements touristiques dans la région



La répartition des établissements touristiques dans la région Nord est soumise à deux logiques : celle du centre/périphérie et celle de la proximité des lieux internationaux. La ville du Cap-Haïtien, à elle seule, possède 59 % des 122 hôtels recensés par l’OGDNH en 2021. Elle est suivie par la ville de Ouanaminthe dans le Nord-Est, avec 18 établissements, soit 14 %.

Le Cap-Haïtien est la deuxième ville du pays. Elle constitue un centre qui attire un ensemble d’activités. Cette ville abrite également l’un des deux aéroports internationaux en service dans le pays. Ce qui la met en relation avec certains centres internationaux, malgré sa faible desserte. La deuxième place occupée par la ville de Ouanaminthe peut être expliquée par sa position. Elle est située sur la frontière avec la

République Dominicaine. Elle met la région Nord en contact avec les grandes villes de l'autre côté de la frontière.

Le confort est et les services offerts sont très variés selon le type d'établissement fréquenté. Quelques-uns offrent des chambres climatisées avec de l'eau chaude dans les salles de bain ; une connexion internet haute vitesse ; une salle de sport ; une ou plusieurs piscines ; et des salles de conférence. Ils peuvent aussi disposer d'un restaurant offrant le petit-déjeuner et aussi le dîner. Dans certains cas, ils offrent un service de transport entre l'aéroport et l'établissement. Il existe aussi d'autres établissements qui n'offrent que le strict minimum en matière de confort. C'est sur cette base que le MTIC a classé ces établissements hôteliers en Haïti en utilisant la fleur hibiscus²⁰¹. Si cette classification va d'un hibiscus à cinq hibiscus (à l'instar de celle faite en utilisant l'étoile), aucun établissement de la région ne se trouve dans la cinquième catégorie, soit cinq hibiscus²⁰².

La langue utilisée pour servir la clientèle varie également d'un établissement à l'autre. La plupart des structures offrent leurs services en deux langues : le français et le créole. Il n'est pas rare de trouver certains établissements qui servent la clientèle dans quatre langues : le créole, l'anglais, le français et l'espagnol. Il est aussi possible d'en trouver d'autres qui n'utilisent que le créole. Dans ce dernier cas, ce sont généralement des établissements classés dans la catégorie zéro hibiscus du MTIC. S'agissant du paiement, certains reçoivent tous les modes de paiement qui existe sur le marché : virement bancaire ou virement mobile (paiement par téléphone), carte de crédit ou de débit, argent comptant et aussi chèque. D'autres ne reçoivent que de l'argent comptant.

En ce qui concerne la nuitée, le prix varie aussi d'un établissement à l'autre, en fonction des commodités et des services offerts. Toujours selon les données de l'enquête, cela varie de 30 dollars à 165 dollars américains par personne. Il faut dire que, dans le secteur touristique en général et celui de l'hébergement en particulier, c'est le dollar qui est la monnaie de référence. Le paiement en gourde est accepté avec un taux de conversion généralement défavorable pour le

²⁰¹ Voir le guide de classification à partir de ce lien : <https://www.haitilibre.com/docs/guidedeclassification.pdf> (consulter le 10 octobre 2022)

²⁰² <https://lenouvelliste.com/article/138172/5-hotels-classes-dans-la-categorie-de-5-hibiscus> (consulté le 10 octobre 2022)

client. Toutefois, certaines petites structures ne sont pas en situation de fixer leur prix en dollar. Elles se résignent à recevoir la gourde.

Du point de vue du transport, il existe sept compagnies qui relient la région à la capitale. L'une d'entre-elles, Rotation Tours, assure aussi le trajet Port-au-Prince/Santo-Domingo. Depuis environ une décennie, ces compagnies améliorent grandement la liaison terrestre entre la région et la capitale. Les bus sont climatisés ainsi que certaines salles d'attente²⁰³ où le client a droit à un téléviseur et parfois à de l'eau fraîche. Dans tous les cas, la réservation peut se faire par téléphone. Quant au paiement, il peut être fait en argent comptant ou par virement mobile. Pour les déplacements à l'intérieur de la région, le client a le choix entre quatre autres compagnies. Leur tarif varie entre 20 et 62 dollars américains pour des circuits spécifiques préétablis. Le prix augmente si le client veut sortir en dehors des circuits préétablis. Quatre (4) compagnies de location de voiture situées non loin de l'aéroport du Cap-Haïtien. Toutefois, il y a des particuliers qui offrent ce service à moindre coût, même si la qualité des véhicules n'est pas toujours au rendez-vous.

4.1.3. — Passé touristique

L'histoire touristique de la région est profondément liée à l'histoire du tourisme et de la croisière dans la Caraïbe en général et dans le pays en particulier. À partir de l'année 1920, la Caraïbe commence à offrir un nouveau service touristique qu'est la croisière. Cette activité s'est développée dans le contexte de la prohibition aux États-Unis, où la production et la distribution d'alcool ont été interdites. En effet, certains privilégiés n'ont pas hésité à voyager jusqu'aux Antilles, dans des pays comme le Cuba, dans une époque où La Havane a été considérée comme « la ville du jeu et de tous les plaisirs ». La grande dépression de 1929 constitue, paradoxalement, un tournant très important pour l'industrie de la croisière. La baisse des liaisons commerciales entre les États-Unis et le reste de l'Amérique, la politique migratoire restrictive des États-Unis, diminuent drastiquement les voyages habituels. Dans ce contexte, les navires marchands vont être réaffectés au secteur de la croisière, qui semble ne pas s'arrêter avec la crise (Dehoorne et al., 2009).

²⁰³ Certaines compagnies n'installent que des ventilateurs.

En ce qui concerne Haïti, il paraît que la fièvre de la croisière l'a atteinte un peu plus tard, soit vers les années 1930. Au cours de cette année, ils étaient une vingtaine de navires emmenant des excursionnistes au pays (Secrétairerie d'État au Tourisme, 1996). L'activité se poursuit et s'intensifie dans les années suivantes. Comme nous l'avons vu au chapitre II, en 1933-34, plusieurs compagnies qui desservaient les Antilles depuis Miami faisaient des escales à Port-au-Prince ainsi qu'à Cap-Haïtien. Au nombre de ces compagnies, il y avait la *Clarke Steamship Company*, la *Colombia Line* et la *Grace Line*. De jour en jour, le nombre de touristes ne cesse d'augmenter. Au cours de la saison 1937-38, le pays dénombrait plus de 7 469 visiteurs qui faisaient escale à Port-au-Prince et qui visitaient du même coup le Nord. Plus clairement, une fois dans la capitale, ils prenaient la route vers le Nord, en contemplant le paysage montagneux et appréciant le climat. Il était même permis aux touristes de faire embarquer leur voiture pour les dédouaner sans frais en vue de leur faciliter la visite des autres régions du pays (Dulience et al., 2021; Haitian Government Tourism Bureau, 1956). Dans le Nord, ils visitaient la Citadelle, les ruines du Palais Sans Souci et aussi la ville du Cap. À ce point du circuit, ils pouvaient reprendre un bateau de la même compagnie pour revenir dans l'Ouest. Malheureusement, l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale va porter un grand coup à cette industrie naissante (Dulience et al., 2021).

Le retour à la paix après 1945 a permis la reprise des activités touristiques et de la croisière. La plupart des navires de guerre seront reconvertis dans la croisière. Entre les États-Unis et la Caraïbe, ils étaient nombreux, les paquebots qui assuraient le transport des visiteurs. C'est dans ce contexte qu'en 1949, le Président Dumarsais Estimé, a organisé l'Exposition internationale à l'occasion du bicentenaire de la création de Port-au-Prince. Cette exposition était l'occasion de mettre Haïti sous les feux des projecteurs comme destination touristique (Dulience et al., 2021).

Malgré la chute de Dumarsais Estimé, le tourisme reste l'un des axes prioritaires des politiques publiques de l'État haïtien. Le Président Paul E. Magloire va lui-même, d'une certaine manière, continuer la politique touristique de son prédécesseur. La région Nord a été l'un des bénéficiaires de cette politique. Nous pouvons résumer les projets de développement et de rénovation urbaine dont la région était le bénéficiaire ainsi : 1) Dragage de la mer et construction du boulevard du front de mer au Cap-Haïtien ; 2) Construction d'un réservoir et pose de tuyauterie pour la distribution d'eau potable au Cap-Haïtien ; 3) Construction de canaux de drainage et de caniveaux ;

4) Asphaltage des rues de la ville du Cap-Haïtien ; 5) Restauration de la Citadelle ; 6) Rénovation du site historique de Vertières et installation des statues des héros de l'indépendance ; 7) Asphaltage des routes nationales no 1 et no 6 ; 8) Création d'un musée dans l'ancienne résidence d'Anténor Firmin à la Rue 18 (*Président Paul Eugène Magloire 6 Déc. 1950 au 6 Déc. 1956, 2018*).

Toujours dans l'esprit de positionner le pays comme une destination touristique, le président s'inscrivait dans une logique événementielle. C'est ainsi que la région faisait l'objet de plusieurs grandes festivités capables de lui assurer une publicité. C'est dans ce contexte que l'année 1953 a vu organiser à Cap-Haïtien (et aussi à Port-au-Prince), un très beau carnaval, le plus beau carnaval de son histoire pour certains. Dans l'après-midi du 2 janvier 1954, pour commémorer les cent cinquante (150) ans de l'indépendance du pays, le Président Magloire a organisé une réception à laquelle prenaient part 700 invités. Au nombre desquels, il y avait la chanteuse noire américaine Marian Anderson (*Président Paul Eugène Magloire 6 Déc. 1950 au 6 Déc. 1956, 2018*).

Au cours des années 1950, la région Nord devenait une plaque tournante du tourisme dans la Caraïbe. Parmi les compagnies qui accostaient dans le principal port de la région, il y a lieu de souligner la *Swedish American Line* et la *Clipper Line*. La première opérait depuis New York et la seconde depuis New Orleans. Ces navires visitaient aussi plusieurs autres villes des Antilles, dont Port-au-Prince. À Cap-Haïtien, deux tour-opérateurs desservaient la population et les visiteurs. Il s'agissait de Travel Service qui était situé à la rue 23-A ; et d'Hispaniola Tours, qui se trouvait à la rue 18-A. L'un était tenu par Léopold Sanchez, et l'autre par Charles Robinson (Haitian Government Tourism Bureau, 1956).

S'agissant de l'hébergement, il y existait plusieurs structures pouvant accueillir les touristes. Parmi lesquelles, nous pouvons citer les hôtels Beck, Mont-Joli, Hostellerie du Roi Christophe ainsi que les pensions André et Martin. La plupart de ces établissements offraient un service standard au point que le New York Times considérait l'Hostellerie du Roi Christophe comme « l'établissement le plus merveilleux en Haïti » (The most wonderful hotel in Haiti), comme l'indique l'image ci-dessous. C'était une époque de splendeur pour le tourisme dans la région. Dans le but de faciliter la visite de la région par les touristes séjournant à Port-au-Prince, la compagnie aérienne du pays, la COHATA, assurait plusieurs vols quotidiens entre la capitale et la deuxième ville du pays. Ce

qui permettait à un visiteur faisant escale à Port-au-Prince de visiter le Nord et de retourner dans la capitale en seulement une journée (Haitian Government Tourism Bureau, 1956).

« *A Guide to Haiti* » fait ainsi l'éloge de la région à travers la ville du Cap-Haïtien en ces termes :

*« Of all cities in the Caribbean, Cap-Haitien promises to be the tourism haven of the future. Her location is most accessible; climate salubrious; scenery magnificent; her beaches clean and sublimely relaxing. Nearby are the Citadelle La Ferrière, the Sans Souci Palace and a myriad of other fascinating spots to visit. »*²⁰⁴ (Haitian Government Tourism Bureau, 1956)

Cet éloge a dressé le tableau de la région Nord par rapport à l'époque et l'a aussi projetée dans l'avenir.

Image 22.- Publicité en faveur de l'établissement Hostellerie du Roi Christophe

**Hostellerie
du
Roi Christophe**

"The most wonderful Hotel in Haiti"
NEW YORK TIMES

Park • Swimming Pool • Tennis • Bar
Fishing • Horseback Riding
Organization of trips to the Citadelle

RATES — AMERICAN PLAN

Summer—single	\$ 9.00 up	Winter—Single	\$14.00 up
Double	\$16.00 up	Double	\$25.00 up

Our North American Offices:
ATLANTIC INTERNATIONAL HOTEL SERVICE
Essex House, New York 19
55 East Washington St., Chicago 2
Chamber of Commerce Building, Miami 32

CAP HAÏTIEN

"The most wonderful Hotel in Haiti"
NEW YORK TIMES

Source : Haitian government tourism bureau, 1956

Selon cette publicité, « Le plus merveilleux hôtel d'Haïti » offre, entre autres services, un parc, une piscine, un bar, des sorties à dos de cheval ainsi que des visites à la Citadelle. Comme plusieurs autres établissements de l'époque qui installent une représentation aux États-Unis, l'Hostellerie a entretenu des bureaux à New York, Chicago et Miami. Une manière d'être plus proche de la clientèle nord-américaine, la principale clientèle de la destination haïtienne.

²⁰⁴ Traduction de l'auteur : « De toutes les villes des Caraïbes, le Cap-Haïtien promet d'être le havre touristique de l'avenir. Sa situation est des plus accessibles ; son climat salubre ; ses paysages magnifiques ; ses plages propres et sublimement relaxantes. À proximité se trouvent la Citadelle La Ferrière, le Palais Sans Souci et une myriade d'autres lieux fascinants à visiter ».

Au cours des années 1970, deux paquebots se faisaient un nom dans la région. Il s'agissait de *Skyward* et *Bohême*. Le premier appartenait à la compagnie *Norwegian Caribbean Line* et était rentré en service en décembre 1970. Quant au second, propriété de la *Commodor Cruise Line*, il était entré en service deux ans plus tôt, soit le 7 décembre 1968. Le premier accostait chaque lundi dans la rade du Cap-Haïtien et le second, chaque jeudi. Cette période marque encore un autre tournant dans l'histoire touristique de la région. Les visiteurs n'arrivaient plus uniquement des États-Unis, mais aussi de toutes les Antilles et essentiellement des Antilles anglophones. Plusieurs témoins de cette époque vivent encore dans la ville du Cap-Haïtien. C'est le cas d'une vendeuse de produits artisanaux au marché touristique du Cap-Haïtien. Elle nous a raconté que, à côté de *Skyward* et de *Bohême*, chaque jour, la ville du Cap recevait d'autres petits bateaux de moindre importance. Ils emmenaient des touristes venus de la Jamaïque ou des Bahamas. Les retombées étaient plus que positives et palpables. Tous les secteurs en bénéficiaient (Dulience et al., 2021).

Les facteurs ayant provoqué la fin de cette prospérité touristique sont nombreux. Malheureusement, au cours des années 1980, avec la propagation du SIDA aux États-Unis, les Haïtiens étaient considérés comme boucs émissaires. Ils étaient accusés à tort comme les principaux vecteurs de la propagation de la maladie. Les troubles politiques qu'a connus cette république noire, la faiblesse d'infrastructures dans le secteur touristique par rapport à de nouvelles destinations caribéennes vont avoir raison de cette relative prospérité touristique. Les touristes nord-américains, qui constituaient l'essentiel de la clientèle de la région et du pays, abandonnent brusquement la destination au profit de ces nouvelles destinations. *Skyward* a cessé ses activités en Haïti en 1982 au profit du Mexique. *Bohême*, pour sa part, aurait suspendu ses opérations en 1986 après que ses passagers auraient été pris dans une échauffourée entre la population et l'armée au moment où ils visitaient la ville du Cap-Haïtien. Il faut souligner, entre-temps, soit en 1985, que la *Royal Caribbean Cruise Line* signe avec le Président Jean Claude Duvalier un contrat de bail pour l'exploitation de Labadie à des fins de croisière (Dulience et al., 2021).

Aujourd'hui encore, dans ce contexte de multiplication des gangs armés, malgré la déchéance du secteur touristique en Haïti, la région Nord reste une destination très prisée par rapport au reste du pays. Depuis quelques semaines, une campagne est initiée sur les réseaux sociaux en sa faveur.

Cette campagne vise à attirer les visiteurs qui ne peuvent pas visiter l’Ouest ou le Sud. Il semblerait que cela porte ses fruits. À l’occasion du festival culturel du Nord et de la tenue du Dîner en blanc au Cap-Haïtien, la région semble confirmée sa place dans ce secteur. Les visiteurs étaient nombreux. Les établissements touristiques étaient tous remplis à l’instar de la compagnie, Spirit Airlines, assurant la liaison Cap-Haïtien/Miami.

4.2. — Le poids de la diaspora dans le secteur touristique

Sur le plan national, la diaspora demeure un acteur majeur du tourisme. Elle ne se contente pas d’investir dans des structures plus ou moins importantes comme le cas de Oasis, de Best Western et de bien d’autres établissements hôteliers à travers le pays (Hugues Séraphin & Bénédicte Paul, 2015). Elle investit également dans des structures de moindre importance, parfois invisibles même, mais essentielles pour la survie du secteur. Elle participe parfois dans l’organisation de beaucoup d’événements permettant de booster l’image de la destination à l’instar du Dîner en Blanc. Par ses visites, elle participe également à la résilience du secteur en y injectant des devises qui favorisent la création d’emplois tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Cette réalité nationale peut être étudiée à travers un espace particulier, qui est la région Nord.

4.2.1. — La diaspora comme investisseurs dans le secteur touristique

La région Nord ne fait pas exception en ce qui concerne l’attachement de la diaspora au pays. Les membres de cette communauté supportent grandement le secteur touristique dans la région. Leur engagement se manifeste à travers leur investissement dans des secteurs comme l’hébergement et de la restauration. Ce groupe est également présent à travers son engagement dans la promotion de la région. Cela se fait à travers des circuits et des événements organisés au pays.

Pour aborder cet aspect, nous procéderons à une étude de cas qui concerne non seulement l’hôtellerie et la restauration, mais aussi l’organisation de voyages et d’événements.

4.2.1.1. — Domaine de l’hôtellerie et de la restauration

Comme nous l’avons dit plus haut, la diaspora est très présente dans le domaine de l’hôtellerie et de la restauration dans la région Nord. Cela ne signifie pas qu’elle est l’unique investisseur dans le secteur. Cela signifie, tout simplement, qu’elle y occupe une place importante. Son importance se fait sentir partout. Dans la ville du Cap-Haïtien, nous pouvons citer par exemple Pluxotel dont

au moins l'un des associés est de la diaspora. Il y a aussi Sublime Restaurant, dont la propriétaire est un membre de la communauté haïtienne qui vivait aux États-Unis. Elle revient au pays pour investir. Il y a également l'exemple des entreprises de location de voitures JBJ Rent a Car et Prestige Auto Group. Il est à noter que nous ne prenons que des exemples. Ce n'est pas une liste exhaustive.

À Trou du Nord, en combinant les restaurants et les hôtels, nous énumérons dix établissements. Ce sont Cinélia Hôtel, Max Hôtel, Extravagaza Madame Dolor Jean, Kayana Sports Bar and Grill, Extravagaza Resort Hotel, Chou Bar, Chez Tonton Restaurant, Platinum Hôtel and Club, Boni Hôtel et Nirabelle Hôtel and Resort. Selon les informations dont nous disposons, six de ces institutions appartiennent à la diaspora. Il s'agit de Cinélia Hôtel, de Extravaganza Madame Dolor Jean, de Extravaganza, de Chou Bar, de Tonton Restaurant et de Boni Hôtel. Nirabelle, lui, fait partie d'une catégorie un peu difficile à classer. En effet, les fonds utilisés pour sa construction proviennent du labeur d'une fratrie qui travaillait dans l'administration publique²⁰⁵. Avant la fin des travaux, l'un des frères émigre aux États-Unis et continue à investir dans l'entreprise. En fait, l'un des associés vit maintenant à l'extérieur du pays. Mais les débuts du projet correspondent à des investissements locaux.

À Milot, sur trois structures d'hébergement recensées : Le Christopher, La Belle Maison et le Centre culturel Lakou Lakay, la totalité appartient à des membres de la diaspora. Le constat n'est pas trop différent pour la ville de Fort-Liberté. Les principales structures touristiques ou de loisirs appartiennent à des membres de la diaspora. Ce sont Le Marien, Le Relais, Trinity Brothers, Fort-Royal, Le Complexe Legacy Hôtel et Restaurant, Délices Bar et Restaurant, sans oublier Bravo Maison, une piscine offrant des services au public.

Dans le cadre de notre recherche, les structures que nous nous donnons pour objectif de présenter sont La Belle Maison, le Centre culturel Lakou Lakay, Le Marien, Trinity Brothers, Fort-Royal, et Bravo Maison. Elles se trouvent à Milot et à Fort-Liberté (Carte 11).

Pourquoi Milot et Fort-Liberté ?

²⁰⁵ Jusqu'à présent, l'un des frères travaille encore dans l'administration publique.

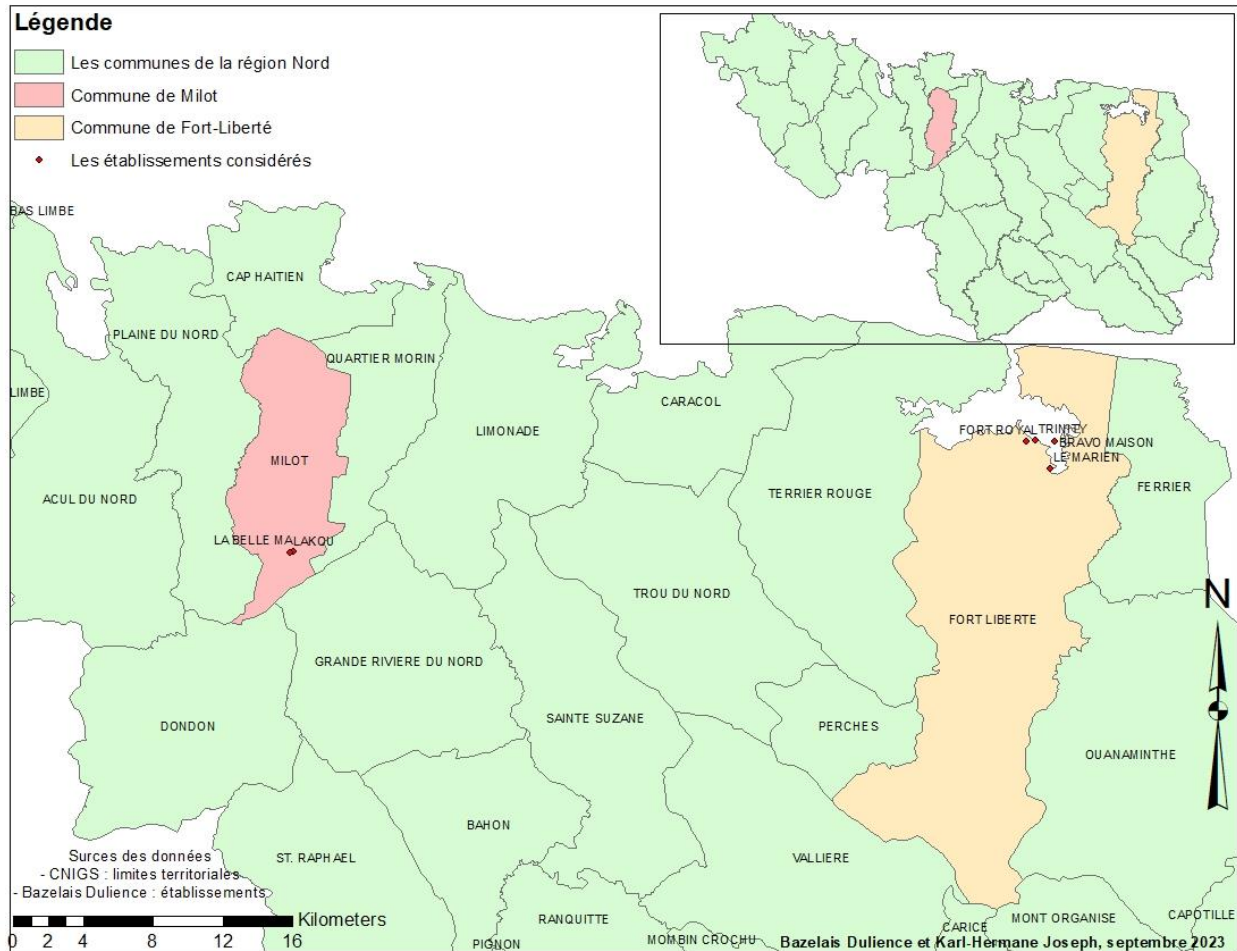
Normalement, la logique impose le choix des villes dans les deux départements de la région. C'est ce qui explique le choix d'une ville dans le département du Nord et d'une autre dans le département du Nord-Est. Mais, le plus important est la raison du choix de ces deux villes. D'abord, nous avons voulu choisir les deux chefs-lieux : Cap-Haïtien et Fort-Liberté. Mais, en regardant le profil touristique de Milot par rapport au Cap-Haïtien, malgré l'importance de celle-ci, nous avons jugé nécessaire de mettre le projecteur sur la ville où se trouve le PNH-CSSR. En effet, Milot est une commune intérieure de 76,41 km² avec une population estimée en 2015 à 31 992 habitants. C'est l'une des communes les plus visitées en Haïti. Elle abrite le PNH-CSSR constitué du palais Sans-Souci, de la Citadelle Laferrière et du Complexe des Ramiers. D'une superficie de 27 km², le PNH-CSSR est, depuis 1982, inscrit sur la liste du patrimoine mondial (Saint-Fleur & Falca Lima, 2021).

En ce qui concerne Fort-Liberté, fondée en 1578, elle est une ville côtière, d'une grande importance historique. L'acte consacrant l'indépendance de Saint-Domingue y fut signé (Bernadin, 2005). C'est une commune riche sur le plan patrimonial. Elle renferme des patrimoines archéologiques très anciens de l'époque précolombienne. Aussi, l'île de Bayaha renferme encore des traces des boucaniers (Ménanteau & Vanney, 2003). Elle renferme aussi un système défensif qui rappelle les conflits entre les principales puissances colonisatrices qui ont occupé dans le passé le pays²⁰⁶. Sur le plan naturel, sa « *baie présente une physiographie unique sur la côte nord d'Haïti et même de toute la région de la Caraïbe* » (Ménanteau & Vanney, 2003).

Donc, par leur spécificité, ces deux espaces sont très bien placés pour illustrer notre problématique.

²⁰⁶ <https://www.historic-haiti.com/decouvrir/patrimoine-et-culture/patrimoine/fort-liberte/> (consulté le 8 mai 2024)

Carte 11.- Distribution spatiale des six établissements considérés



Les établissements considérés sont répartis sur deux villes : Milot et Fort-Liberté. L'une est une ville intérieure, l'autre est côtière.

La Belle Maison et le Centre Culturel Lakou Lakay se trouvent à Milot. Les quatre autres établissements (Le Marien, Bravo Maison, Trinity Brother et Fort Royal) se trouvent à Fort-Liberté. Fort-Liberté est une ville côtière, le chef-lieu du département du Nord-Est. Milot est une commune intérieure abritant le PNH-CSSR, classé patrimoine mondial par l'UNESCO. C'est l'une des communes les plus visitées en Haïti.

1.— La Belle Maison-Bar et Restaurant

Situé à Milot, l'établissement touristique La Belle Maison, est fondé en 2009, grâce à un heureux hasard. À l'origine, c'était une construction à usage privé et familial. Pourtant, une circonstance inattendue, liée à sa proximité avec l'Hôpital Sacré-Cœur de Milot, va tout changer. En effet, certains médecins en résidence à l'hôpital étaient en difficulté pour trouver un logement adapté se

trouvant à proximité de leur lieu de travail. Étant situé à proximité de l'institution hospitalière, le bâtiment a été convoité et le propriétaire approché. Ainsi, après les négociations, le propriétaire a décidé de changer l'usage de la construction. L'objectif initial est abandonné. L'établissement est né ! Par la suite, d'autres chambres ont été ajoutées jusqu'à avoir l'allure qu'elle a aujourd'hui.

Selon l'administratrice, la diaspora fournit 70 % de sa clientèle. Les 30 % qui restent sont assurés par la clientèle locale. Elle nous a aussi rapporté que, avec les différents troubles politiques que connaît le pays et la pandémie de COVID-19, son entreprise va renouer avec la clientèle diaspora au mois de mars de l'année 2022. Ce qui signifie que, durant plusieurs années, l'entreprise a pu fonctionner grâce à la clientèle locale.

Propriété d'un Haïtien vivant aux États-Unis, La Belle Maison est une entreprise de 13 chambres. Selon l'administratrice de l'hôtel, l'institution emploie une quinzaine de personnes. Elle offre non seulement un service d'hébergement pour les visiteurs, mais également, un service de bar et de restaurant à la population locale.

La Belle Maison est un investissement pour lequel il est difficile d'estimer la valeur marchande. L'administratrice ne voulait pas répondre à une telle question. Toutefois, par une approche comparative, nous estimons que la construction peut être évaluée à plusieurs centaines de milliers de dollars américains. Elle peut même frôler le million si nous considérons sa valeur comme entreprise, avec les meubles et aussi la place qu'elle occupe dans le secteur.

Image 23.- La Belle Maison



Source : Bazelais Dulience, juillet 2022

Comme nous l'avons exposé dans le texte, le bâtiment de La Belle Maison n'a pas été à l'origine conçu pour être un hôtel. C'était, à l'origine, une maison familiale transformée en hôtel au gré des circonstances. Ce qui ne lui confère pas un look particulier. Toutefois, cette fleur grimpante sur la devanture (à l'entrée du bar et du restaurant) lui sert de marqueur et de décor dans le coin.

2.— Le Centre culturel Lakou Lakay

L'appellation « Lakou Lakay²⁰⁷ » vient de la tradition rurale haïtienne où l'habitation paysanne est construite autour d'une cour et d'un glacis. C'est un corollaire de l'économie caféière du XIXe et du XXe siècle. Par son organisation, elle exigeait que chaque paysan ait un glacis pour le séchage au soleil des denrées et essentiellement du café ou du cacao. Ce glacis remplissait aussi une fonction sociale puisqu'il était également un espace de rencontre et de discussion entre les membres de la famille, ou entre les membres de la famille avec d'autres familles du voisinage. La propriété appartenait aux grands-parents de l'actuel propriétaire qui conserve l'appellation de « lakou lakay ». C'est une manière pour lui de garder une tradition.

²⁰⁷ Qui peut se traduire en français par « notre cour », « la cour de chez nous ».

Le propriétaire nous expose qu'après avoir vécu aux États-Unis pendant plusieurs années, en revenant à Milot, le constat était alarmant. Ville touristique dans le passé, la destination n'est que l'ombre d'elle-même. Il n'y a plus d'hôtel, plus de restaurants, pas de salle paroissiale²⁰⁸ ni de centre culturel. En résumé, la ville était dépourvue d'infrastructures d'hébergement et de loisirs. Donc, rien pour accueillir les touristes et servir la population. C'est dans ce contexte qu'il a décidé de construire un centre culturel avec pour objectif « *de promouvoir nos traditions ; de préserver ce qui peut être préservé, en les transmettant à d'autres générations* ». À côté de ces deux principaux objectifs, il s'en était fixé deux autres. Ce sont : la création d'un espace de débats, en vue de former l'élite intellectuelle de demain face à l'effritement des valeurs ; la participation à la vie de la communauté, en rendant disponibles les locaux du centre pour les besoins de la population, moyennant certains frais.

Image 24.- Centre culturel Lakou Lakay



Source : Bazelais Duliencie, juillet 2022

Le Centre culturel Lakou Lakay est un ensemble de petits bâtiments qui s'incrustent dans une montagne et qui font corps avec le paysage. La couleur blanche des constructions n'affiche aucun contraste avec

²⁰⁸ En Haïti, pendant longtemps, les salles paroissiales servaient d'espace culturel communautaire.

la couleur verte des plantes. Malgré la présence des murs en bloc, l'espace offre le décor de la campagne et d'un paysage bien entretenu avec la présence de végétaux de toutes sortes. La barrière (première photo, en haut), ne laisse pas prévoir ce qu'il y a à l'intérieur. Une fois franchie, elle donne accès à ces escaliers (deuxième photo dans le sens horizontal) qui permettent de découvrir la réalité du site.

En fait, l'idée de la construction du centre prend naissance concrètement dans le contexte électoral de 1990 qui a conduit à l'élection de Jean-Bertrand Aristide à la présidence d'Haïti. Un moment d'espoir où plusieurs membres de la diaspora haïtienne avaient décidé de revenir s'installer au pays ou y investir. Le centre n'a pas été construit d'un coup. Il l'a été progressivement, à partir des fonds personnels du propriétaire. Le Centre culturel Lakou Lakay n'est pas à proprement parler un hôtel. C'est une maison d'hôtes (guest house) d'une dizaine de chambres réservées à l'accueil des visiteurs. Le vrai hôtel est actuellement en construction. Selon le propriétaire, il sera équipé d'une vingtaine de chambres. La dimension de l'hôtel est un choix découlant de sa vision. Selon ces mots, il n'est pas favorable à l'installation des grands hôtels dans la commune. Il faut des constructions modestes qui s'intègrent dans le paysage, sans porter préjudice à l'environnement à l'instar du centre (Image 24).

Toujours selon le propriétaire qui occupe aussi la fonction de gérant, le centre culturel veut offrir dix (10) services à la population. Mais, pour maintenant, seuls trois sont disponibles. Ce sont la restauration, l'hébergement et l'événementiel. À présent, Lakou Lakay peut recevoir cinquante personnes avec autant de couverts. En ce qui concerne l'événementiel, il se traduit par la location des espaces du centre pour des événements communautaires, de type familial ou autres.

Il est important de souligner que la crise politique qui commence avec le pays lock en septembre 2019 et la pandémie ont drastiquement réduit le nombre de visiteurs. L'institution résiste grâce à la clientèle locale.

En matière d'emploi, le Centre culturel Lakou Lakay mise sur les jeunes du quartier. En effet, en dehors de l'hébergement, les activités ne sont pas permanentes. En ce sens, il n'embauche que deux employés permanents. Le reste du personnel est occasionnel. Il est constitué de jeunes du quartier formés par le propriétaire. Selon ce dernier, cela sauve certains jeunes de l'oisiveté et du vice.

À la question, « pourquoi certains membres de la diaspora comme lui reviennent-ils en Haïti pour investir ? », il a expliqué que la plupart des Haïtiens qui partent le font malgré eux. Ils ne sont pas partis parce qu'ils n'aiment pas le pays. Ils partent pour améliorer leurs conditions d'existence et rêvent toujours de revenir « *par amour pour le pays* », même si les déceptions sont parfois nombreuses une fois de retour. Mais, pour lui, comme le dit l'adage anglais « *There is no place like home*²⁰⁹. *Et, chacun doit contribuer au développement du pays* ». Il a continué pour exhorter qu'

« Il ne faut pas attendre le changement en Haïti avant de venir investir. Il faut revenir et investir pour provoquer le changement. En provoquant le changement, on peut être victime. Mais, il n'y a pas d'omelettes sans casser des œufs. D'ailleurs, on peut être victime n'importe où, même si c'est d'une autre manière. Si nous voulons le développement d'Haïti, il faut prendre des risques ».

Dans ces mots, il compare les Haïtiens qui ne veulent pas investir dans le pays par crainte de l'insécurité, comme quelqu'un qui veut planter un jardin, mais qui craint la piqure des insectes.

En fait, tous ces éléments expliquent pourquoi le propriétaire ne voulait pas évaluer monétairement sa propriété. Pour lui, sa valeur est inestimable tenant compte de la charge émotionnelle investie, ainsi que de son importance patrimoniale en tant qu'ancienne habitation de ses arrières-parents. Toutefois, nous estimons que c'est un investissement de plusieurs centaines de milliers de dollars américains, voire le million.

La clientèle du centre est une clientèle un peu diversifiée constituée d'une partie internationale et d'une autre partie locale ou nationale. Elle est construite pour la plus grande part autour du PNH-CSSR. Le premier groupe, la partie internationale, est divisé en diaspora et visiteurs étrangers. Celle-là représente 50 % de la clientèle internationale par rapport à l'autre catégorie constituée d'étrangers proprement dits. Ces derniers peuvent être de nationalité américaine, anglaise, australienne, canadienne, allemande ou brésilienne. S'agissant de la clientèle nationale, elle est formée d'abord d'Haïtiens qui résident dans le pays qui sont en visite dans le Nord, et ensuite des locaux qui louent la salle de conférence. Lors de notre visite, nous avons l'occasion de rencontrer les trois catégories qui constituent la clientèle de la structure. Nous avons rencontré un couple d'anthropologues brésilien ainsi qu'un Canadien. À côté de ces étrangers, il y avait un groupe d'étudiants de l'Université d'État d'Haïti, plus précisément de l'ISERSS venant de Port-au-Prince,

²⁰⁹ Cela peut se traduire par : « Il n'existe aucun autre lieu comme chez soi ».

qui s’y logeait. En effet, en tournée d’étude et de recherche dans la région Nord, il avait choisi le Centre culturel comme lieu d’hébergement. Aussi, le même jour, c’était la présentation du premier Plan Communal de Développement de Milot. C’est Lakou Lakay que les autorités et la firme de consultation avaient choisi pour réaliser cet événement.

En ce qui concerne le chiffre d’affaires, selon les propos du propriétaire, en considérant la période précédant la pandémie, la clientèle internationale et la clientèle nationale étaient ex æquo. Aussi, la clientèle diasporique, de sa part, était ex æquo avec la clientèle étrangère. Ce qui signifie, concrètement, la clientèle locale assure la moitié du chiffre d’affaires.

En ce qui a trait au contexte dans lequel le secteur évolue, pour notre interlocuteur, le secteur touristique est très sensible aux événements impactant le quotidien de la population. C’est l’exemple de « pays lock » et de la pandémie de COVID-19. Pour lui, ces deux événements ont gravement perturbé le secteur touristique dans le pays en général et dans la région en particulier, dont les activités du centre. L’espoir avait commencé à renaître avec la levée des restrictions et la reprise des voyages.

Par rapport à l’importance de la communauté haïtienne s’établissant à l’étranger, il a fait comprendre que : « *sans la diaspora, Haïti n’existerait pas. Haïti résiste aux grands événements grâce à la diaspora. Lors de l’embargo, du “pays lock”, de la pandémie de COVID-19, Haïti ne pourrait pas résister sans l’apport de la diaspora. Du surcroît, la diaspora voyage en Haïti, quelle que soit la situation* ». Pour montrer l’importance de la diaspora pour le secteur touristique, il a déclaré qu’il préfère en recevoir deux à la place de cinquante étrangers. Pour lui, la visite de la diaspora impacte beaucoup plus la communauté que celle des étrangers. En ce sens, les étrangers dépensent uniquement dans leur consommation. Au contraire, la diaspora dépense non seulement dans sa consommation, mais aussi dans la construction, la création d’entreprise. Il ne faut pas oublier les aides qu’elle fournit à des parents et des amis. La diaspora apporte aussi des vêtements, des chaussures et bien d’autres objets en cadeau aux personnes laissées au pays.

3.— *Le Marien Hotel and Resort*

La présentation de cette structure est très sommaire. Nos différentes demandes d’entretien n’ont, malheureusement, pas pu aboutir. Les quelques données dont nous disposons sont glanées à travers le web et à partir d’un entretien réalisé avec un citoyen de la ville de Fort-Liberté. Toutefois, ces

données nous permettent, malgré tout, de prouver encore une fois l'implication de la diaspora dans la résilience du secteur touristique en Haïti.

Le Marien Hotel and Resort est l'un des plus beaux établissements hôteliers de la ville de Fort-Liberté. Inauguré le samedi 11 mars 2017, il est une structure d'une valeur de plusieurs milliers (voire un million) de dollars américains. Il est l'initiative de plusieurs Haïtiens vivant à l'étranger, notamment aux États-Unis. Le chef de file est le docteur Max Noël qui est originaire de la ville de Fort-Liberté et qui réside à New York. Pour son inauguration, plusieurs membres de la diaspora ont fait le déplacement pour participer à cet événement (Saint-Louis, 2017). Ils en ont profité pour visiter le pays et la région.

Avec 65 chambres, Le Marien Hotel and Resort prévoyait, lors de son inauguration, de fournir plus de 500 emplois à la population de la région Nord. Toutefois, à partir de l'observation que nous avons faite, l'objectif de 500 emplois est très loin d'être atteint. En matière de services, Le Marien offre, entre autres, des salles pour de réunion et de conférence de toutes sortes ; des activités sportives comme la plongée, le canoë-kayak et l'équitation (Greaterantilleshotels.com, 2022; Saint-Louis, 2017). Situé au bord de la mer, cet établissement constitue l'une des références dans la région par son architecture ainsi que son entretien (Image 25).

Image 25.- Le Marien Hotel and Resort



Source : Bazelais Dulienc, juin 2022

En gros plan, nous avons la façade principale. Sur la seconde photo, nous pouvons voir la mer, à droite, accessible depuis le parking de l'hôtel et visible depuis les balcons.

4.- Trinity Brothers Hotel and Entertainments

Trinity Brothers est une entreprise d'une dizaine de chambres qui se trouve dans la ville de Fort-Liberté (Image 26). Elle est vieille d'environ dix-sept années et fait vivre plus de dix-sept employés. Au début, elle n'était qu'un hôtel. Par la suite, ses propriétaires ont décidé d'y ajouter un restaurant et un bar. Comme son nom l'indique, elle est la propriété de trois frères. Ils sont originaires de Fort-Liberté et ils vivent aujourd'hui aux États-Unis.

Image 26.- Trinity Brothers



Source : Bazelais Dulience, juillet 2022

Trinity Brothers est placée au bord de la mer (située en arrière-plan de la photo). Cela lui offre un cadre particulier pour développer d'autres projets. Selon le manager, les propriétaires réfléchissent actuellement sur la possibilité d'aménager la plage pour le bonheur de la clientèle. Les clients pourront profiter pleinement du restaurant placé au bord de l'eau, en associant baignade et dégustation.

Il n'est pas facile de déterminer la valeur des investissements en question, puisque la responsable de l'institution affichait, comme presque tous les autres interviewés, une réticence à répondre à cette question. Mais selon notre évaluation, en termes monétaires, Trinity Brothers semble valoir plusieurs centaines de milliers de dollars américains. Ce qui est beaucoup dans une économie pauvre comme celle d'Haïti.

Par rapport à la motivation d'investir au pays malgré les difficultés, le manager l'a expliqué à travers deux éléments. Premièrement, l'amour de la patrie et deuxièmement, la nécessité de préparer sa retraite. Ainsi, elle explique que, même si la situation est difficile, la diaspora veut toujours participer dans la construction de l'image de sa ville ou de sa commune d'origine. Il a

aussi besoin d'un espace confortable pour jouir de ses vacances quand elle est en visite dans le pays. D'ailleurs, il faut souligner que les membres de la diaspora se font souvent accompagner d'amis haïtiens et étrangers. C'est le cas des propriétaires de Trinity Brothers qui, avec la levée de certaines restrictions et la réouverture des frontières, ont amené plusieurs étrangers dans le pays pendant la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, avant l'aggravation des situations sociopolitiques du pays, ils étaient nombreux les membres de la diaspora qui espéraient finir leurs derniers jours sur leur terre natale. Malgré ce contexte délétère, il y en a encore qui l'espère. En ce sens, ces investissements se font dans plusieurs objectifs.

Selon le manager de l'espace, l'activité touristique à elle seule ne peut pas maintenir le fonctionnement d'un établissement hôtelier. Il faut diversifier ses sources de revenus. Pour elle, sa principale clientèle est d'abord les gens de Fort-Liberté. Donc, par extension, sa principale clientèle reste la population haïtienne. En effet, le restaurant et la salle de conférence sont les deux services qui fonctionnent le mieux grâce aux activités traditionnelles de la population (mariage, première communion, graduation...). Au moment des formations et des séminaires, si les gens viennent d'ailleurs, comme de Port-au-Prince, ils y séjournent aussi. Ce qui constitue un bonus en matière de revenus.

Pour cette entreprise, la haute saison correspond à plusieurs moments de l'année. Le premier s'articule autour du mois de mars et est lié à la célébration du saint patron de la commune, Saint-Joseph, les 18 et 19 mars. À cette occasion, les réservations d'hôtel débutent depuis la fin du mois de février. Généralement, toutes les chambres sont réservées au complet. La clientèle est constituée essentiellement des gens venus de la diaspora. Toutefois, il faut faire remarquer qu'avec le temps, de plus en plus de membres de la diaspora construisent leur maison personnelle dans la ville et ne séjournent plus à l'hôtel. Le deuxième moment de la haute saison correspond aux fêtes de fin d'année. À cette période, contrairement à la première, les affaires se tournent essentiellement autour de certaines activités culturelles et familiales de la population locale.

Si la plupart des entreprises touristiques du pays et de la région ont dû fermer leurs portes ou renvoyer les employés pendant la crise sanitaire, l'établissement Trinity Brothers, lui, a pu tenir

malgré tout. Et ceci, grâce à la clientèle locale. Selon le manager de l'entreprise, les premiers jours de la pandémie étaient très durs. Mais, par la suite, avec le manque de rigueur dans l'observation du confinement en Haïti, les activités ont repris même avant l'arrivée des premiers visiteurs venant de la diaspora.

Bien que la principale clientèle de l'établissement demeure la population locale, le manager considère que la diaspora est un acteur incontournable pour le secteur touristique en Haïti. Selon sa vision, « *ce sont eux²¹⁰ qui investissent. Et quand ils viennent au pays comme visiteurs, c'est une autre affaire. Les ventes augmentent d'un côté ainsi que les investissements, de l'autre côté. D'ailleurs, ce sont eux qui tiennent ce secteur dans la ville. Et plusieurs personnes vivent de leurs investissements* ». Elle souligne que la diaspora est un acteur sur lequel le secteur peut toujours compter. Toutefois, elle estime que les problèmes sociopolitiques découragent certains Haïtiens vivant à l'étranger à investir dans le pays.

5.— Fort-Royal Hôtel

Nous ne présenterons pas cette structure selon le même schéma que nous avons utilisé pour présenter les autres structures d'hébergement et de restauration. Cette exception s'explique par le fait qu'elle est très jeune. C'est le dernier hôtel construit à Fort-Liberté. Lors de notre visite, il n'avait que quelques mois de fonctionnement. De surcroît, il nous était impossible de parler au manager ou au propriétaire qui seraient mieux placés pour répondre aux questions les plus sensibles.

En effet, fruit des investissements d'un Haïtien vivant aux États-Unis, Fort-Royal (Image 27) est un hôtel qui a été inauguré le 18 mars 2022, à l'occasion de la Saint-Joseph, fête patronale de la ville de Fort-Liberté. Le choix de cette date s'explique par l'ampleur des festivités à cette occasion. À côté du Festival de la mer, c'est le moment où la ville reçoit le plus grand nombre de visiteurs : des personnes vivant en Haïti et d'autres venus de la diaspora. Fort-Royal offre les services d'hébergement et de restauration. Il contient une trentaine de chambres dont douze sont

²¹⁰ Les membres de la diaspora

actuellement en fonction. Une salle de conférence est aussi mise à la disposition du public pour les événements de toutes sortes. À son ouverture, l'hôtel a hébergé et le restaurant a nourri quelques membres de la diaspora en visite dans la ville.

Bien que nous n'ayons pas beaucoup de choses à présenter sur cette entreprise, son cas est très intéressant. Pouvant être évaluée à plusieurs centaines de milliers de dollars, elle est inaugurée dans un contexte spécial. Un contexte où le secteur touristique dans le pays est à son plus bas niveau depuis des décennies. En effet, il a été, non seulement, frappé par la pandémie de COVID-19, il a également subi les conséquences de la mauvaise gouvernance que connaît le pays. Ce qui conduit les autorités de plusieurs pays à mettre la destination sur la liste des pays à éviter, comme le gouvernement canadien²¹¹ et le gouvernement américain l'ont fait²¹². Investir dans un pareil contexte est un signe d'attachement, et peut-être d'amour comme les investisseurs le soulignent souvent.

Par sa jeunesse, il est difficile de parler largement de sa clientèle. Selon les informations qui nous ont été fournies par une employée, nous pouvons tout simplement dire qu'après avoir reçu quelques membres de la diaspora pendant les festivités champêtres, son fonctionnement actuel repose sur la clientèle locale. À côté de la salle de conférence et du restaurant qui attire les membres de la population, les chambres font aussi l'objet d'une grande demande. Selon un membre du personnel, certains couples de la ville, pour vivre leur intimité, laissent leur résidence habituelle pour se payer une chambre pour un week-end. Un élément qui nous renseigne déjà sur l'importance de la clientèle locale.

²¹¹ « Évitez tout voyage non essentiel en Haïti en raison des enlèvements, de la violence des gangs et du risque de troubles civils dans tout le pays ». URL : <https://voyage.gc.ca/destinations/haiti#risque> (consulté le 21 août 2022)

²¹² Les États-Unis émettent régulièrement des alertes sur Haïti selon la situation politico-sociale, comme en avril 2022 où ils étaient clairs demandant à ses citoyens de ne pas voyager en Haïti. URL : <https://www.haitilibre.com/article-36355-haiti-flashles-usa-maintiennent-l-alerte-maximum-de-niveau-4-ne-pas-voyager-en-haiti.html> (consulté le 21 août 2022)

Image 27.- Fort-Royal



Source : Bazelais Dulience, juillet 2022

Situé sur la rue principale de la ville de Fort-Liberté et en face du commissariat principal du département du Nord-Est, Fort-Royal est un bâtiment de trois niveaux, construit en L. La première salle de gauche, à partir de l'escalier, abrite le restaurant. Du restaurant et à partir de la barrière principale, le client peut atteindre la salle de conférence située au rez-de-chaussée, en face de la barrière. Si toutes les chambres ne disposent pas de balcon privé, elles ont toutes, au moins, l'accès à un balcon commun. Toutefois, il y a deux remarques à faire. Premièrement, pour une trentaine de chambres, l'espace réservé au stationnement est trop étroit. Heureusement que le parc automobile de la ville n'est pas dense. Les rues peuvent servir de stationnement en cas de besoin. Deuxièmement, la présence d'une génératrice à l'extérieur, à droite dans le stationnement, fait penser au rationnement sévère d'électricité que font face toutes les entreprises de la région.

6.— Bravo Maison

Bravo Maison n'est pas, à proprement parler, un hôtel bien que l'établissement mette trois chambres au service du public. Au moment de notre entretien, ces chambres n'étaient pas encore ouvertes au public. Cet établissement préconise un concept Bar-Restaurant-Piscine. Bravo Maison attire notre intérêt parce qu'elle apporte dans la ville un nouveau service très apprécié depuis quelque temps en Haïti, essentiellement par les jeunes. C'est la piscine. Une activité qui peut être classée dans la catégorie des loisirs.

L'idée du projet vient d'un jeune ingénieur qui vit en Haïti. N'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour le concrétiser, il en a parlé à un ami qui réside aux États-Unis. Intéressé, ce dernier a consenti à investir. La construction a débuté en 2018 et l'inauguration a été faite le 13 août 2021. En l'état qu'il est (Image 28), selon l'ingénieur responsable, 280 000 dollars américains y sont déjà investis. Pour la finition, il nécessitera environ 70 000 dollars de plus. Ce qui portera probablement les investissements à 350 000 dollars.

Expliquant la motivation incitant quelqu'un qui vit à l'étranger à investir en Haïti, l'ingénieur responsable expose d'abord une raison pratique : « *Nous sommes tous des étrangers ailleurs. C'est pourquoi j'ai toujours conseillé à mes amis vivant à l'étranger d'avoir des biens en Haïti. S'il leur arrive de revenir au pays, ils auront des biens qu'ils appelleront "miens" »*²¹³. En effet, beaucoup d'Haïtiens se font l'écho de cette tendance depuis très longtemps. Elle s'est beaucoup plus présente depuis la dénationalisation massive des Dominicains d'origine haïtienne par le gouvernement dominicain en 2013, par l'arrêt TC/0168/13.

Toujours selon l'ingénieur responsable, le choix de ce secteur vient d'un constat. En ce qui concerne les loisirs, il n'y a aucune piscine ouverte au public à Fort-Liberté. Certes, il y a des hôtels qui en possèdent, mais elles ne sont pas accessibles au grand public. Ces piscines sont au service exclusif des personnes hébergées à ces hôtels. Avec Bravo Maison, il y a maintenant une innovation qui consiste à mettre à la disposition du public une piscine, un bar et un restaurant. La différence, c'est que tout le monde a maintenant accès à la piscine. C'est, en quelque sorte, un nouveau service pour la population. En effet, sa principale clientèle est constituée des jeunes des communautés avoisinantes à l'instar de Ouanaminthe et de Dérac. Malgré son jeune âge, les festivités patronales de la ville lui ont valu une clientèle occasionnelle composée d'étrangers et ainsi que de gens venus de la diaspora.

Inaugurée en août 2021, l'institution n'expérimente pas encore de crises majeures externes comme la pandémie et les grands troubles sociopolitiques. Pour cela, le responsable n'est pas en mesure

²¹³ « *Peyi moun pa peyi ou. Se pou sa, m toujou di tout zanmi mwen yo ki ap viv lòt kote, yo dwe gen yon bagay Ayiti. Si yon jou yo ap tounen, yo ap konnen yo gen yon bagay ki rele "pa mwen" »*.

de partager avec nous ses expériences par rapport aux conséquences des différentes crises sur le secteur. Mais, en ce qui concerne l'importance de la diaspora pour le secteur touristique, il a répondu que cela est une évidence. Il a pris l'exemple de l'institution qu'il dirige, dont la construction est financée par un Haïtien vivant à l'étranger.

Image 28.- Bravo Maison



Source : Bazelais Dulience, juillet 2022

À gauche, l'entrée et le bâtiment. À droite, le bâtiment et la piscine en haut ; en bas, des transats et un hangar à usage multiple. La piscine est essentiellement fréquentée en week-end et en fin d'après-midi. Ces photos sont prises en fin de matinée. Donc, il est difficile de voir des clients.

4.2.1.2. — De l'organisation de voyages et d'événements

L'un des centres d'intérêt de la diaspora dans le domaine touristique est l'organisation de voyages et d'événements. En effet, comme nous l'avons déjà vu, des difficultés de toutes sortes (dont la

misère, l'insécurité, les troubles politiques, la faiblesse des infrastructures de base et touristiques) rendent la destination haïtienne peu attrayante. Malgré tout, la région Nord, par la richesse de son patrimoine et par sa relative situation sécuritaire, est une destination qui reste en vie. Cela est possible grâce aux activités de certains voyagistes (tour-opérateurs) et de certaines agences événementielles ou de certains individus de la diaspora qui mettent en valeur les attractions de la région. À ce sujet, nous vous présentons les actions de deux voyagistes : Destination Hispaniola et Belle Vue Tours. Nous vous présentons aussi une initiative dite communautaire, le Festival des grottes de Dondon ; et, le Dîner en blanc qui peut être considéré comme un événement international.

1.— Destination Hispaniola

Image 29.- Logo de l'entreprise Destination Hispaniola



Source²¹⁴

Sur cette image, nous pouvons distinguer l'île d'Haïti (Hispaniola) en premier plan, avec un paysage tropical en second plan. La tropicalité est très bien exprimée avec un ciel bleu qui exprime la présence du soleil ; des cocotiers ; des oiseaux et aussi la mer (la plage). La lettre « D » du mot destination se termine par une flèche qui indique la position de la région Nord.

Destination Hispaniola est une entreprise touristique créée officiellement en 2015, par trois associés : deux Haïtiens et un Européen, nous dit madame Christina Blot l'associée majoritaire. Selon elle, bien avant la mise en place de l'institution, elle avait déjà l'habitude d'emmener des touristes visiter Haïti, essentiellement la région Nord, depuis la République Dominicaine. À cette époque, la plupart de ces visiteurs étaient des amis. L'objectif c'est de réaliser le tour d'Hispaniola.

²¹⁴ <https://destinationhispaniola.com/> (consulté le 8 juillet 2023)

En fait, il s'agit de faciliter la visite d'Haïti par les touristes qui visitent la république voisine et qui aimeraient bien traverser de l'autre côté de la frontière.

En effet, il existe des touristes qui visitent la République Dominicaine et qui aimeraient bien visiter Haïti également. Mais, les commentaires défavorables dont Haïti est victime les en dissuadent. Il faut un intermédiaire connaissant les deux destinations pour les rassurer. C'est à ce niveau qu'intervient Destination Hispaniola.

La compagnie dessert une clientèle venant d'abord de l'Europe et également de l'Amérique latine, nous dit le manager. Pour atteindre ces clients, l'institution met en place la stratégie B2B²¹⁵. Elle travaille directement avec un ensemble d'autres entreprises évoluant dans le secteur ou dans d'autres secteurs connexes. Au rang de celles-ci, il y a deux magazines situés en Espagne et en France, deux agences localisées en Europe (Allemagne et Italie), deux autres situées en Amérique du Nord (Canada, États-Unis). Il y en a aussi une dizaine d'autres qui se trouve en République Dominicaine. C'est tout un réseau d'entreprises qui se mettent ensemble pour la meilleure satisfaction des clients.

Destination Hispaniola a choisi de « *vendre Cap-Haïtien* », pour répéter les mots du manager, en offrant un forfait tout inclus. Il faut, toutefois, souligner que des excursions dans d'autres villes du pays peuvent être également organisées sur demande. Le forfait type comprend l'hébergement, les excursions, la nourriture, le bateau, les assurances. Rien n'est resté sous la responsabilité du client.

À partir des informations puisées sur le site de l'entreprise, dans la rubrique « NOS TOURS » (OUR TOURS), nous pouvons constater que plusieurs circuits sont proposés. Le premier, le plus complet, est **Santo-Domingo/Citadelle**. Ce tour comprend : 1) Le transport depuis Santo-Domingo vers Haïti ; 2) Un guide touristique bilingue qui reçoit le client une fois arrivé à la gare du Cap-Haïtien ; 3) Deux nuits dans un hôtel au bord de la mer ou sur les hauteurs de la ville ; 4) La nourriture (petit-déjeuner, déjeuner et dîner) ; 5) Excursion à la Citadelle et au Palais Sans-Souci incluant le déjeuner et le transport à cheval ; 6) Visite guidée de la ville du Cap-Haïtien ; 7) Excursion en bateau et plongée en apnée (snorkeling) à la plage de Labadie ainsi qu'à Amiga Island, incluant le déjeuner ; 8) Transport privé en Haïti ; carte touristique et taxes migratoires des

²¹⁵ Business-to-Business est une stratégie qui consiste à développer des rapports avec d'autres entreprises évoluant dans le même secteur ou dans de secteurs complémentaires.

deux pays (*Destination Hispaniola*, s. d.). Dans le contexte du Dîner en blanc au Cap-Haïtien, un circuit spécial appelé « *Le Dîner en Blanc* » *Cabo-Haitiano Tours* a été offert entre le 12 et le 15 août 2022. Il est ainsi présenté : jour 1, visite à la Citadelle ; jour 2, visite guidée et Dîner en blanc ; jour 3, Labadie et Amiga Island en barque ; jour 4²¹⁶, fête patronale et retour en République Dominicaine (*Destination Hispaniola*, s. d.).

Les autres circuits sont organisés depuis la ville du Cap-Haïtien. Ces derniers sont ainsi déclinés : du centre-ville du Cap-Haïtien vers la Citadelle ; excursion en bateau à Labadie ; visite guidée de la ville du Cap-Haïtien ; visite guidée à Bassin Waka (voir son tracé plus bas). En ce qui concerne Bassin Waka, il est un plan d'eau qui se trouve au sommet d'une montagne dans la commune de Port-Margot. Il est un espace de prière pour nombreux vaudouisants. Une visite à ce site est une aventure écologique permettant aux touristes de voyager au cœur du pays.

En ce qui concerne les retombées économiques de ces visites sur la région, il est difficile d'en parler puisque les données font défaut. Mais, selon Madame Blot, elles sont énormes. Elle nous explique que la compagnie dépense entre 400 et 500 dollars pour chaque visiteur puisque c'est la logique du tout-inclus. D'habitude, de manière individuelle, chaque touriste effectue des achats personnels qui peuvent être évalués à 100 dollars. Ce qui peut, sommairement, amener les dépenses autour de 600 dollars par visiteur. Du côté de l'État haïtien, il aurait bénéficié environ de 47 dollars provenant des différentes taxes exigées par visiteur.

Toutefois, pour la taxe d'entrée à la Citadelle, depuis quelques années, l'État n'a rien collecté. Le ministère du Tourisme perd le contrôle des kiosques. C'est la mairie de Milot qui les a pris en charge. Depuis l'épisode « pays lock », la mairie semble en perdre le contrôle. Certains groupes s'érigent en ayant droit. « *Chaque personne décide comment ils font avec l'argent* », nous dit le manager. Elle a profité pour souligner ce dysfonctionnement, ce cas de corruption qui affecte les projets de développement en Haïti. Si nous ne pouvons pas vérifier depuis quand l'État est absent au PNH-CSSR, l'évidence est claire, il n'y a aucun représentant de l'État sur le site. La perception est réellement faite par des personnes sans titre ni qualité.

²¹⁶ Sur le site, le jour 3 se répète, mais en considérant la liste des activités, nous arrivons à comprendre que c'est une erreur de répétition.

Toujours en ce qui a trait aux retombées, le manager déclare qu'elle a tout fait pour que la communauté puisse bénéficier de la présence des visiteurs. Il n'y a pas que la ville du Cap-Haïtien qui est concernée. À Ouanaminthe, par exemple, une escale est observée et 15 dollars américains sont dépensés pour la restauration de chaque individu. À Milot, à part la restauration pour le même tarif, 20 dollars de plus sont dépensés dans la communauté, pour la location d'un cheval et l'accompagnement d'un guide touristique à raison de dix dollars chacun. Il faut comprendre que ces données ont leur faiblesse. Elles proviennent d'un acteur intéressé qui, par sa position, peut ne pas pouvoir analyser la situation objectivement. Mais, elles ont le mérite de remplir un vide.

Il est important de rappeler que la clientèle de cette entreprise est constituée de touristes étrangers venant de l'Europe, de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique latine. La diaspora ne représente qu'une infime partie de son chiffre d'affaires, soit 1 à 2 %. Pourtant, à la question sur l'importance des Haïtiens vivant à l'étranger dans la résilience du secteur touristique en Haïti, elle a répondu de cette manière : « *Bien sûr ! Ce sont eux qui tiennent le tourisme, ce sont eux qui visitent Haïti. Il y a une partie qui vient, surtout avec le COVID, pour prendre un répit. Il y en a qui viennent pour participer aux festivités champêtres, aux funérailles, aux noces, aux premières communions (d'un parent ou d'un ami) ; pour visiter les parents... C'est ce qui fait entrer la diaspora en Haïti en dépit de l'insécurité. Sans quoi, on n'aurait personne* ». Elle nous a aussi fait part d'un paradoxe en expliquant que les membres de la diaspora sont nos pires ambassadeurs puisqu'ils savent tout ce qui se passe en Haïti. Souvent, ce sont eux qui relaient les mauvaises informations. Il faudrait que le ministère du Tourisme fasse quelque chose pour les faire comprendre qu'ils ont aussi leur part de responsabilité dans la promotion de la destination.

2.— Belle Vue Tours

L'histoire de Belle Vue Tours est liée à l'histoire d'un couple d'origine haïtienne qui développe un « amour » pour le pays, comme le précise madame Guerline T. Emmanuel, cofondatrice et directrice générale de Belle Vue Tours. Après avoir grandi aux États-Unis, les deux futurs époux ont, très tôt, commencé à voyager dans le pays. Mariés, ils n'ont jamais cessé de parler d'Haïti à leurs enfants. À un certain moment, devant l'ampleur de la crise haïtienne, ils ont choisi d'autres destinations pour leurs vacances, à la place d'Haïti. Mais, sous l'insistance de leurs enfants, ils ont par la suite décidé de replacer le pays d'origine comme leur destination de vacances privilégiée.

À chaque voyage au pays, essentiellement dans le Nord, les enfants ne ratent jamais l'occasion de manifester leur satisfaction par rapport à la beauté du pays. Cela permet aux parents de « *bien voir le pays à travers les yeux d'un enfant* »²¹⁷. Un jour, en visite à la Citadelle alors qu'ils étaient en train de contempler la beauté de la plaine du haut de la montagne, l'un des enfants s'exclama : « *Quelle belle vue !* ». C'était en 2009. En réfléchissant sur la faiblesse des flux de visiteurs qui contraste avec la beauté du site, le couple a pris la décision de créer une compagnie. Ils l'ont appelée Belle Vue Tours. L'objectif principal est de faire augmenter les flux de visiteurs sur le site et faire découvrir ce patrimoine.

Ayant son siège social à New York, l'entreprise Belle Vue Tours a choisi de faire d'Haïti son unique offre ou son unique produit proposé. Son mode opératoire consiste à travailler avec d'autres tour-opérateurs évoluant au pays tels que Voyage Lumière, Destination Hispaniola, Safe Trips Haiti pour accueillir ses clients. Elle est aussi en relation avec les compagnies de transport ainsi qu'avec les guides touristiques sur place. Ses principaux clients viennent de tous les États des États-Unis. Ils sont constitués, de 95 et 98 %, des membres de la diaspora haïtienne, selon la directrice générale. Il y a un autre aspect assez important à souligner. À chaque tour, il y a au moins un étranger qui participe au voyage à côté d'un Haïtien. Il peut être un ami ou son époux (ou son épouse).

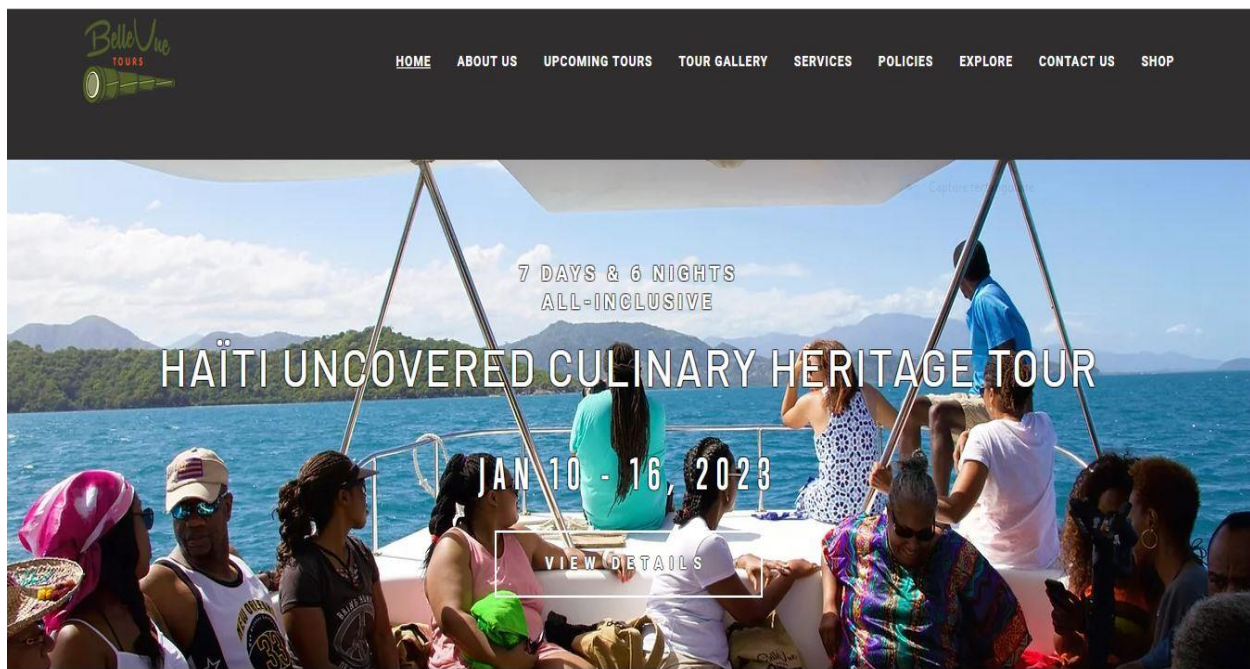
Chaque tour organisé met en valeur la destination. Lors des visites, un ensemble de sites historiques et de patrimoines sont au menu des circuits en vue de mettre en valeur la richesse de la destination. Il y a, entre autres : 1) Le Fossé Capois à Limonade, où se trouve la tombe de François Capois, héros de la bataille de Vertières ; 2) Les monuments de Vertières, lieu de la dernière bataille de l'indépendance ; 3) Le PNH-CSSR, un parc naturel et historique situé à Milot et déclaré patrimoine mondial de l'UNESCO en 1982²¹⁸ ; 4) Le musée de Guahaba à Limbé, miroir des civilisations précolombiennes d'Ayiti ; 5) Les pétroglyphes de Sainte-Suzanne et de Roche à Laine dans le quartier de Camp Coq, commune de Limbé. Aussi, plusieurs restaurants sont choisis en vue de diversifier l'expérience gastronomique des visiteurs. Cela permet une meilleure découverte de la culture haïtienne.

²¹⁷ Elle a dit en créole : « ...byen wè peyi a nan zye yon ti moun ».

²¹⁸ C'est dans ce parc que se trouvent le Palais Sans Souci, la Citadelle et la forteresse des Ramiers.

À l'occasion du cinquième anniversaire de l'entreprise, un tour spécial a été organisé avec une cinquantaine de personnes sur une durée de douze jours. L'objectif était de découvrir le pays. Ce circuit partait du Cap-Haïtien vers Port-à-Piment, dans le Sud. Au cours de cette tournée, des escales ont été observées à Limbé, aux Gonaïves, à St-Marc et à Côte des Arcadins. À Port-au-Prince, plusieurs lieux ont été visités, dont Kinam Hôtel, Caribe Convention Center. Vers le Sud, ils ont visité les communes de Jacmel, des Cayes, de Coteaux et de Port-à-Piment. À Port-à-Piment, ils ont l'occasion de découvrir la grotte Marie Jeanne, considérée comme la plus longue de la Caraïbe.

Image 30.- Capture d'écran de la publicité du prochain tour de Belle Vue Tours en Haïti



Source : (Historical and Cultural Outbound Tour Company to Haiti. | Belle Vue Tours, s. d.)

Du 10 au 16 janvier 2023 aura lieu un tour en Haïti (région Nord) dont l'objectif principal est la découverte de l'héritage culinaire du pays. Pendant sept jours, les visiteurs auront la possibilité de visiter les marchés publics, d'observer et d'expérimenter la cuisine haïtienne. Si nous nous fions au propos de la directrice générale de Belle Vue Tours, le plat régional constitué de poulet indigène (poulet pays) à la noix de cajou sera au rendez-vous.

Les tours et les circuits organisés répondent aux demandes des clients. À titre d'exemple, il existe un produit (un tour) qui prend l'appellation de « *Haïti Uncovered Culinary Heritage Tour* ». Ce tour est créé par rapport au livre de Nadège Fleurimond sur la cuisine haïtienne intitulée : « *Haiti*

uncovered : A Regional adventure into Art of Haitian cuisine ». À travers ce tour, les touristes sont emmenés à découvrir l'art culinaire haïtien. Parmi les activités planifiées, il y avait la visite des marchés publics pour découvrir les produits haïtiens. Aussi, ils avaient appris comment tuer et mariner un poulet selon la cuisine haïtienne, nous dit madame Emmanuel. La prochaine édition aura lieu en janvier 2023 (voir la capture d'écran se trouvant plus haut et la localisation de certains lieux visités sur la carte suivante — Carte 12).

En ce qui concerne les retombées, la cofondatrice n'avait pas de la peine pour parler des effets positifs pour tous les acteurs du secteur (hôtels, restaurants, guides...). Les produits locaux étaient priorisés dans la préparation des repas. Ce qui constitue une forme de valorisation de la production nationale. Pour être plus claire, selon la directrice, lors d'un tour d'une semaine, la région peut bénéficier jusqu'à 35 000 dollars de retombées. Considérant qu'elle peut réaliser plus d'un tour par années, cela peut s'élever jusqu'à 100 000 dollars. C'est peu, mais ce n'est pas négligeable pour la région, surtout dans un pareil contexte de crise. Là encore, il faut accueillir ces chiffres avec prudence comme dans le cas précédent.

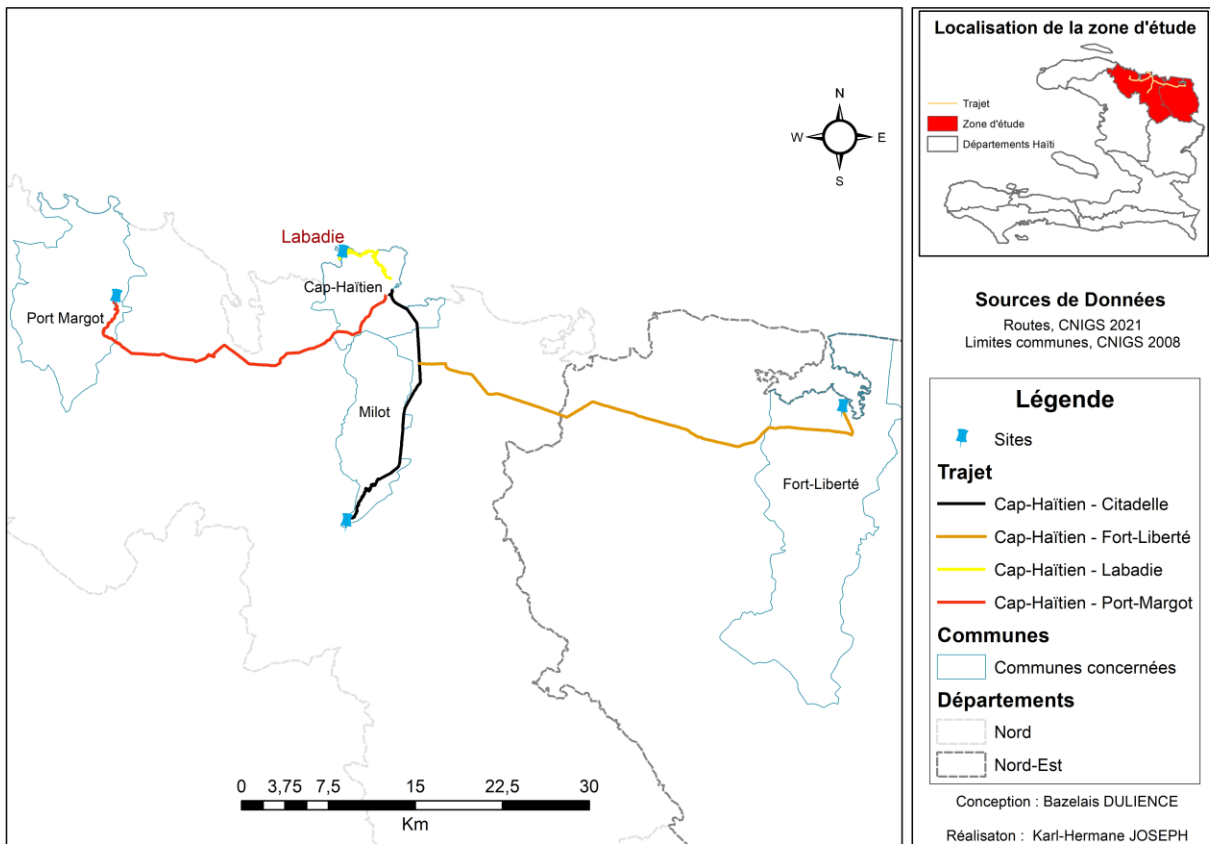
En ce qui concerne l'impact de la crise sur le secteur touristique, la directrice nous a expliqué comment celle-ci, quelle que soit sa nature, est néfaste pour le secteur. Elle a pris trois illustrations. La première correspond à la période « pays lock ». La deuxième se rapporte à la pandémie de COVID -19 et la troisième est liée à l'incertitude provoquée par la mort du président. En effet, « la première clientèle touristique internationale d'Haïti est la diaspora »²¹⁹ et elle reste attachée à la destination. Pour favoriser leur retour au pays, plusieurs entreprises évoluant dans divers domaines du tourisme, en Haïti et à l'étranger, se sont mises d'accord, à travers « *I Do Haiti* » pour offrir un nouveau produit. Il s'agit de l'organisation de noces en Haïti. L'objectif était « *de promouvoir et de positionner le pays comme une destination de mariage par excellence dans la Caraïbe*²²⁰ ». C'est en ce sens qu'en automne 2019, une grande exposition a été organisée à New York (Hôtel Marriott) pour lancer le projet. Beaucoup de personnes, selon la cofondatrice, affichaient leur

²¹⁹ En créole, elle a dit : « Premye kliyan touristik entènasyonal Ayiti se dyaspora ».

²²⁰ En anglais, il s'agit de « promote and position Haiti as a ultimate wedding destination locale of the Caribbean ». <https://idohaiti.com/> (fermé)

volonté de participer à ce projet. Malheureusement, avec les événements « pays lock », la plupart des réservations ont été annulées. Au début de 2020, la pandémie va suivre. La fermeture des frontières a été imposée à travers le monde. Les déplacements étaient limités et aussi deviennent risqués. Ce qui provoque, encore une fois, l'annulation d'autres réservations. Une accalmie semblait poindre quand, le 7 juillet 2021, le président Jovenel Moïse est assassiné en sa résidence. L'incertitude renaît et, la plupart des touristes, encore une fois, enlève Haïti dans leur liste.

Carte 12.- Un exemple de circuit organisé par Destination Hispaniola



Ce circuit met en valeur plusieurs éléments : le patrimoine historique, le patrimoine naturel et le patrimoine culturel de la région. À la Citadelle (PNH-CSSR), le visiteur a l'opportunité de revivre l'histoire du pays et de la destination tout en contemplant certains aspects du patrimoine naturel (montagne, certaines espèces endémiques comme indiquées plus haut...). La baie de Labadie abrite l'unique port de croisière du pays. C'est l'occasion pour le visiteur de se baigner dans une mer turquoise avec des plages au sable blanc, où les populations locales offrent des fruits de mer préparés de manière traditionnelle.

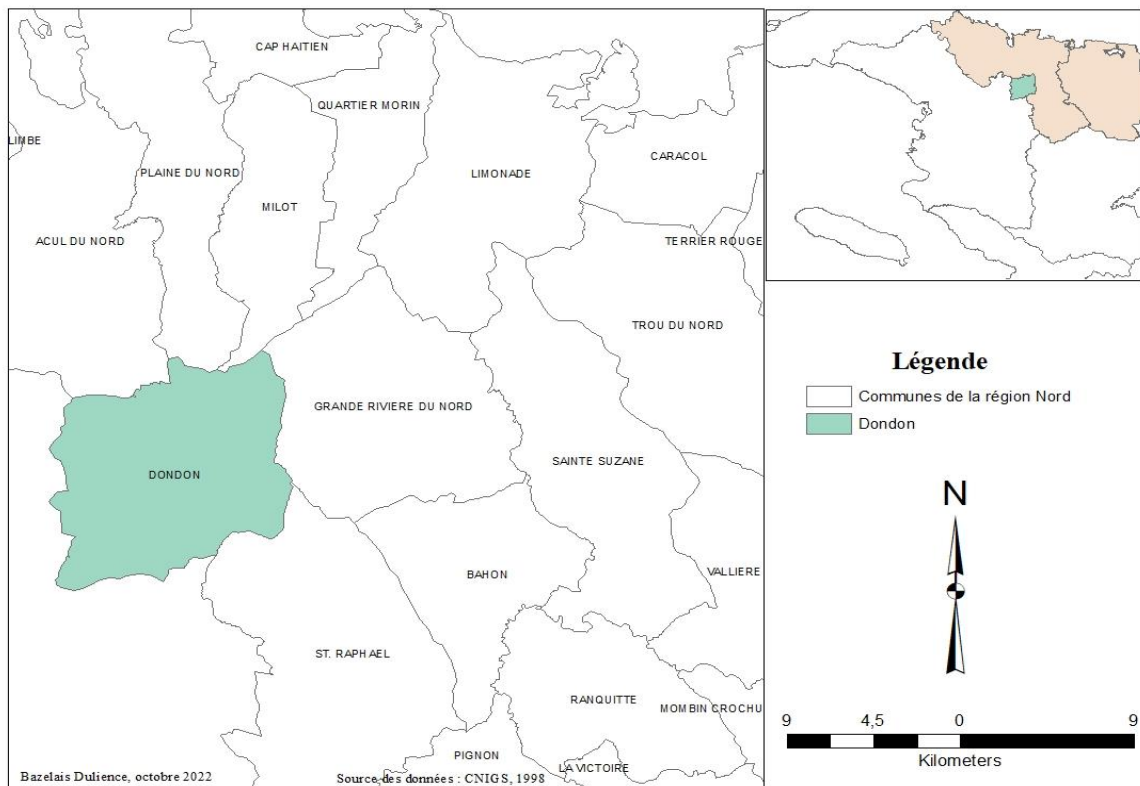
Une visite dans la ville du Cap-Haïtien favorise la découverte du patrimoine bâti de la ville, témoin de plusieurs siècles d'histoire. C'est aussi l'occasion de rencontrer la population à travers les marchés publics, les restaurants et le marché touristique.

Dans la commune de Port-Margot, Bassin Waka, est un lieu très attractif. Il a non seulement un intérêt sur le plan naturel, mais aussi sur le plan culturel. À côté d'être un bassin d'eau saumâtre situé dans un cadre idéal pour une évasion dans la nature, il est également un lieu de pratique vaudou.

Cet exemple de circuit est valable aussi pour Belle Vue Tour. En réalité, les entreprises mettent en valeur les mêmes ressources et développent presque les mêmes circuits.

3.— Festival des grottes de Dondon

Carte 13.- Localisation de la commune de Dondon



La commune de Dondon est une commune intérieure. À côté de sa couverture végétale, ses grottes et ses rivières, elle est l'une des communes dont le territoire abrite une partie du PNH-CSSR. Au nord, nous pouvons voir les communes de Plaine-du-Nord et de Milot, à l'est, les communes de la Grande-Rivière-du-Nord, et les trois autres communes sur lesquelles s'étend le PNH-CSSR.

La commune de Dondon est une commune rurale située à environ 30 kilomètres de la ville du Cap-Haïtien (Carte13). C'est une commune qui possède une grande potentialité touristique. Cette potentialité est constituée d'un ensemble de grottes et de chutes d'eau faisant d'elle une destination écotouristique unique. Elle est également limitrophe de Milot avec qui elle partage le Bonnet à l'Évêque sur lequel se trouve la Citadelle et la forteresse des Ramiers. En effet, depuis 2014, l'ODID qui regroupe des membres de la diaspora dondonaise (voir la capture d'écran de son adresse à Brooklyn) et des Dondonais vivant en Haïti, organise annuellement le Festival des grottes du Dondon. L'objectif est de mettre en valeur la potentialité de la commune, et favoriser son développement²²¹. De manière spécifique, ce festival a pour objectif « *d'attirer les touristes, mais aussi d'inspirer le retour de la diaspora dondonaise* », comme nous pouvons le lire sur le site de l'organisation²²².

²²¹ Il faut préciser que, comme le veut le terme intégral, ODID s'investit dans presque tous les aspects de la vie de la commune. Elle ne se contente pas d'organiser le festival annuel. Elle est présente tout au long de l'année dans les festivités champêtres de la commune, la fourniture de soins de santé, les questions sportives et éducatives. L'organisation a grandement contribué dans l'érection de l'Auberge du Parc de Dondon, la seule structure standard de la ville pouvant recevoir des visiteurs.

²²² (Site Officiel — ODID : Organisation pour le Développement Integral du Dondon, 2013) consulté le 28 août 2022

Image 31.- Adresse de l'ODID à Brooklyn



Source²²³

Cette capture d'écran montre la place de la diaspora dondonaise au sein de l'ODID. À côté de son adresse à Dondon, l'organisation en a une autre aux États-Unis. Ce qui prouve sans équivoque l'engagement de la diaspora dans le développement de la commune de manière générale ; et, dans tout ce qui concerne le tourisme. D'ailleurs, ce secteur constitue l'un des axes fondamentaux d'intervention de l'organisation.

Nous pouvons remarquer que l'ODID a également mis en place une station radio, organe de diffusion de ses valeurs. Elle émet en ligne et, aussi, sur le 106,3 FM à Dondon.

Le Festival des grottes du Dondon est un grand événement riche en activités et très médiatisé. Cette activité vise, de manière générale, à faire la promotion de la culture haïtienne à travers les arts (artisanat, contes, événements sportifs, concerts, musique, danse). La dernière édition, celle ayant lieu du 15 au 20 juillet 2022, en est un exemple. À l'ouverture des activités, l'Atelier GANMEL²²⁴ a présenté « La Tragédie du Roi Christophe », une adaptation de l'œuvre d'Aimé Césaire. Le lendemain, le groupe musical Boukman Eksperyans, venu de Port-au-Prince, a égayé la commune à travers un concert. Le dimanche 17 juillet a été marqué par un marathon de 21 kilomètres. Dénommé « Semi-marathon du Grand Nord », le circuit s'étendait de Milot à Dondon. La série musicale continue le lundi 18 avec le spectacle de l'artiste BIC venu également de la capitale, et de l'Orchestre Tropicana d'Haïti basé à Cap-Haïtien. Et, le mardi 19, c'était au

²²³ <https://www.odid.org/home> (consulté le 29 août 2022)

²²⁴ Du français « gamelle » correspond avec ce récipient traditionnel en bois dont se servait la population rurale haïtienne.

tour des groupes DJOUCY et EKIP d'occuper le podium²²⁵. À côté de ces activités, il y avait également des tours, des excursions, des compétitions sportives, des conférences, des foires ainsi que des bals (Image 32).

Selon monsieur Paul Sain-Jean, membre du comité responsable de l'écotourisme, la période mi-juillet est choisie pour organiser le festival parce qu'elle coïncide avec les vacances d'été. C'est un moment propice pour la diaspora de voyager vers Haïti. Comme certains membres influents de l'ODID vivent à l'étranger, ils ont choisi eux-mêmes cette période pour organiser le festival. Donc, cet événement qui dure environ une semaine est organisé en fonction de leur agenda. D'ailleurs, ils en sont les principaux organisateurs et aussi les principaux sponsors.

En cette occasion, Dondon reçoit de manière inhabituelle des visiteurs venus de partout. Une première catégorie provient de la ville du Cap-Haïtien et de ses environs, qu'ils soient Dondonais ou non. Une autre est constituée de gens venus d'autres villes plus éloignées, dont Port-au-Prince. Et, la dernière catégorie est formée des membres de la diaspora. Si certains d'entre-deux connaissaient déjà la commune, d'autres y arrivent pour la première fois, et sont attirés par les publicités qui entourent l'événement.

En matière de retombées, même si c'est difficile de les évaluer, l'arrivée de ces visiteurs a un impact positif sur l'économie de la commune en particulier et sur son image en général. À titre d'illustration, la période du festival correspond à l'un des rares moments où l'Auberge du Parc, l'unique lieu d'hébergement de la commune, est remplie. Certaines familles profitent de l'occasion pour transformer leur logement privé en chambre d'hôte, nous dit monsieur Paul Saint-Jean. C'est aussi le moment pour les guides touristiques, les restaurateurs (parfois occasionnels), les artisans et les chauffeurs de taxi-moto de gagner un peu plus d'argent que d'habitude. Au-delà de tout cela, la destination qui était méconnue avant l'initiation du festival sort petit à petit de l'ombre.

²²⁵ Nous ne faisons que citer quelques groupes. Ils ont bien plus nombreux que ceux cités.

Image 32.- Une affiche du Festival des grottes du Dondon



The poster features a central illustration of a man in a dark blue military-style uniform with white breeches and yellow boots, holding a black hat. He stands on a red carpet in front of a stone ruin. The background shows a lush green landscape with mountains and a blue sky. In the top right corner, there is a logo for 'Festival des Grottes du Dondon' with a sunburst effect. Below the illustration, the text '200 ANS DU SITE DES RAMIERS' is written in bold yellow letters on a dark red background. Below this, there are four diamond-shaped images: a cave interior, a stone tower, a large stone building, and a coastal scene with a blue sea and a small island. The main text of the poster is in French, listing the festival's dates and activities from Saturday to Friday. At the bottom, there is contact information for reservations.

200 ANS DU SITE DES RAMIERS

Festival des Grottes Tours & Excursions -All inclusive :

Samedi 16 : Palais Sans-souci, Citadelle et Ramiers
Dimanche 17 : City Tour, Tour du Café / Coopérative Gabard le Vaillant & piscine

Lundi 18 : Habitation Ogé & Voûte à Minguet
Mardi 19 : Grotte Cadelia & Chute de Cotard

Mercredi 20 : Voûte St. Martin, Fort Moise / Pic Dondon
Vendredi 22 : Plage Île a Rat

Un rabais sera appliqué pour ceux qui sont au Dondon.
Tous les prix indiqués sont par personne.

Pour information et Réservation :
509 3722 5110 - 509 4655 2783 - Odid2014@gmail.com

Source²²⁶ :

Cette affiche fait la publicité des tours et excursions organisées à l'édition de l'année 2022. Nous pouvons y voir la mise en valeur du patrimoine historique à travers le Palais Sans Souci, la Citadelle et la forteresse des Ramiers. La visite de la coopérative agricole-caféière Gabard, l'une des plus anciennes coopératives du pays (fondée en 1955). Elle permet de comprendre, entre autres, les techniques de production et de transformation du café. La visite des grottes, des chutes et du pic de Dondon est l'occasion de découvrir la richesse écologique de la destination.

À l'Île à rat, il s'agit de profiter de la mer et du soleil de la côte Nord. C'est un bonus de la visite : on passe de l'intérieur, montagneux, vers le littoral.

226

<https://www.facebook.com/bazelais.dulience/posts/pfbid02pSSiFZweA1MtKUgBxa9e1cCmvDm4R9iaY2djLghB96P1JptJpuK9MNUhWtfN5HyLI> (consulté le 29 août 2022)

4.— *Dîner en Blanc*

Le « Dîner en blanc » est un événement international réalisé chaque année dans plusieurs villes du monde. Il s'agit d'un chic pique-nique²²⁷. C'est un concept très original où tout est totalement en blanc : des vêtements et souliers portés par les invités, aux couverts placés, en passant par les tables et les chaises installées. Il revient aux convives d'apporter leurs repas, leurs chaises ainsi que leurs tables²²⁸. L'invitation se fait généralement par un participant de la dernière édition ou par les organisateurs eux-mêmes. Si la date et l'heure du rassemblement sont connues, le lieu reste toujours une surprise. Il sera dévoilé à la dernière minute. Il existe beaucoup de règles à respecter en vue du bon déroulement de l'événement. À titre d'exemple, tout ce qui peut dégrader l'espace et rendre son nettoyage difficile est à bannir, à l'instar du plastique, du papier et du carton. Les spiritueux ainsi que la bière sont aussi interdits²²⁹.

En effet, cette activité a pris naissance en 1988 en France, avec François Pasquier. De retour d'un long séjour professionnel à Tahiti, il voulait réunir ses amis, et n'avait pas assez d'espace chez lui à Paris. Ainsi, il a eu l'idée de demander à ces derniers d'apporter leur repas et de se rencontrer au Bois de Boulogne. Pour que chacun puisse identifier le groupe, il leur a recommandé de s'habiller en blanc. L'année suivante, il était autorisé à chaque personne ayant été présente au Bois de Boulogne d'inviter un ami. Le dîner grandit ! (AFP, 2018; Bosio & AFP, 2014; Judkis, 2016). Durant vingt ans, il s'est tenu à Paris et les participants augmentent de jour en jour jusqu'à atteindre les treize mille en 2014 à Paris (Bosio & AFP, 2014). Avec l'augmentation de la popularité de cette activité, d'autres villes du monde vont avoir l'envie de l'expérimenter.

Ainsi, en août 2009, le Dîner en blanc a été exporté pour la première fois hors de Paris. Il s'était tenu à Montréal sur la place Jacques-Cartier. Mille deux cents personnes y avaient pris part, dont Pasquier, le créateur de l'événement à Paris (Petrowski, 2009). Et, depuis lors, l'événement s'exporte dans le monde. Depuis son invention et, comme une marque déposée (Bosio & AFP,

²²⁷ Le Dîner en Blanc, c'est quoi ? URL : <https://quebec.dinerenblanc.com/le-diner-en-blanc-c-est-quoi--2429> (consulté le 23 août 2022)

²²⁸ Dîner en blanc de Montréal. URL : <https://professionvoyages.com/diner-en-blanc-de-montreal/> (consulté le 23 août 2022)

²²⁹ Le Dîner en blanc à Montréal. URL : <http://www.notremontrealite.com/2015/08/le-diner-en-blanc-montreal.html> (consulté le 24 août 2022)

2014), le Dîner en blanc est organisé dans plus de 120 villes dans le monde entier (Abeille, 2022), dont deux en Haïti : Port-au-Prince et Cap-Haïtien.

En Haïti, c'est la diaspora qui va introduire cet événement dans l'habitude du peuple. En effet, la première édition de ce pique-nique débarque dans le pays en 2013, grâce à trois jeunes Montréalais d'origine haïtienne : Carla Beauvais, Ingrid Enriquez-Donissaint et Chilandre Patry. Elle a eu lieu le 13 juillet au Musée Ogier-Fombrum. À cette occasion, six cents invités y avaient pris part (Harvey, 2013; Ladouceur, 2013). Jusqu'en 2017, les autres éditions ont été organisées à Port-au-Prince jusqu'en 2017. Par la suite, la licence a été achetée par un autre groupe d'organisateur qui vont délocaliser l'activité dans le Nord.

Ainsi, la première édition du Dîner en blanc dans le Nord a eu lieu en août 2019, dans le cadre de la célébration des 350 ans de création de la ville du Cap-Haïtien. Encore une fois, la diaspora haïtienne était aux commandes avec *Modernique & Co*, une entreprise formée de Fabienne Alphonse-Reid, Johanna Auguste Pierre Louis et de Jimmy Moïse. Ils vivent tous aux États-Unis. Les années 2020 et 2021 ont été marquées par la pandémie de COVID-19, empêchant du coup la réalisation de cet événement. Cette année, en 2022, ce somptueux pique-nique revient à Cap-Haïtien pour une seconde fois, encore sous la houlette des organisateurs de l'édition 2019 (Abeille, 2022; Beauvais, 2022). Ce 10 août 2019, la Place d'Armes du Cap-Haïtien, en face de la cathédrale, avait accueilli près de 500 invités.

En fait comme le dit Abeille (2022), le Dîner en blanc « *plus qu'un pique-nique élitiste* », est « *une opportunité pour la ville qui l'accueille* ». Dans le cas d'Haïti, c'est d'abord l'occasion pour des centaines de visiteurs, essentiellement d'origine haïtienne, de revenir au pays. À la troisième édition tenue à Port-au-Prince en 2015, près de 40 % des participants venaient de Montréal et des États-Unis (L'Encre Noire, 2015). Cette même réalité se répète dans le cas des deux éditions tenues à Cap-Haïtien. En 2019, 70 % des visiteurs provenaient de l'étranger. À l'édition du 13 août 2022, des 650 participants, 65 à 68 % viennent, encore une fois, de l'étranger et essentiellement des États-Unis et du Canada (Beauvais, 2022; Malandre, 2022).

Cet événement a un impact positif indéniable sur le secteur touristique de la région. Le premier impact se fait sentir dans le domaine de la consommation. Bien qu'il soit difficile à évaluer les retombées financières, il est clair qu'elles existent. À titre d'exemple, une semaine avant la date

de l'édition de 2022 au Cap-Haïtien, il était quasiment impossible de trouver une chambre d'hôtel dans les environs de la ville du Cap-Haïtien. Sur ce point, madame Alphonse-Reid ne le voit pas différemment, en considérant sa déclaration rapportée par *Le Nouvelliste*. À propos des visiteurs et de leur consommation, elle déclare : « *Ils ont passé tout un week-end au pays, du jeudi 11 août au lundi 15 août, à dépenser dans la ville, mangeant trois fois par jour et visitant les différents sites touristiques. "Tout sa se ekonomi lokal lan kap brase"*²³⁰ » (Malandre, 2022).

Effectivement, c'est l'occasion de découvrir la destination. Selon l'un des responsables de Safe Trips Haiti, le Dîner en blanc est l'occasion pour toutes les entreprises touristiques locales de faire des affaires. Des tour-opérateurs qui organisent des visites²³¹, aux restaurants qui voient leur clientèle croître, aux compagnies de location de voitures qui voient la demande de service augmenter, tout le secteur touristique dans son ensemble en tire profit. Selon ce responsable, même le secteur informel en profite puisque l'événement crée une sorte de mobilisation dans la région. C'est le cas des chauffeurs de taxi de moto et des guides touristiques.

La description des retombées par les organisateurs de la seconde édition corrobore les propos des responsables de Safe Trips Haiti. Dans les colonnes de Miami Herald, nous pouvons ainsi lire les impressions de Alphonse-Reid : « *It's really those local entrepreneurs, tour companies, taxi drivers, waitresses at restaurants, those restaurant's owners, hotel people, those tour operators and the employees that they have who survive under tourism activities* »²³². Elle continue : « *We sold out 13 to 17 hotels, and countless Airbnbs are sold out... We had to rent over 24 buses; the food, the wine, the excursions, and each tour is about US\$ 120 a pop* »²³³. Concrètement, selon les organisateurs, ce sont plus de 600 000 dollars de revenu qui sont générés grâce à cet événement (Beauvais, 2022).

²³⁰ Tout cela participe au développement de l'économie locale.

²³¹ C'est l'occasion de réaliser des tours dans la région. Ils permettent de visiter des lieux historiques comme les Bois Caïman, le Palais Sans Souci, la Citadelle, le centre-ville du Cap-Haïtien et Vertières. Plusieurs autres lieux permettant d'observer certains éléments de la culture haïtienne comme une cassaverie, une guildiverie, des cérémonies de vaudou sont aussi visités.

²³² « Ce sont vraiment les entrepreneurs locaux, les compagnies d'excursion, les chauffeurs de taxi, les serveuses de restaurant, les hôteliers, les voyageurs et les employés vivent de l'activité touristique ». Traduction de l'auteur

²³³ « Nous avons occupé 13 à 17 hôtels et d'innombrables Airbnb ont été également occupés... Nous avons dû louer plus de 24 bus ; la nourriture, le vin, les excursions où chaque visite coûte environ 120 dollars ». Traduction de l'auteur

Le Dîner en blanc n'a pas seulement des impacts économiques, il a aussi un impact sur l'image de la destination. Le voyage de plusieurs centaines de visiteurs vers Haïti et leur retour dans leur pays de résidence renvoient un autre message à propos d'Haïti et de la région Nord. En ce sens, Fabienne Alphonse-Reid lors de la première édition de Dîner en blanc au Cap-Haïtien a déclaré : « *Cet événement est un moyen de faire la promotion d'Haïti, [de] montrer au monde un autre aspect du pays, ses potentialités, et surtout de mettre en valeur les villes d'Haïti* » (Abeille, 2022). Ingrid Enriquez-Donissaint, à l'occasion de la deuxième édition en Haïti, va dans le même sens. Pour elle, le Dîner en blanc impactera de manière positive la perception et le discours à propos d'Haïti (Harvey, 2014).

Image 33.- La seconde édition du Dîner en blanc au Cap-Haïtien



Source : Facebook, août 2022

Sur cette photo, nous pouvons voir les convives élégamment vêtus tout de blanc au bord de la mer à Cormier Beach-Resort. Les nappes, les chaises sont toutes blanches. Il faut jeter un coup d'œil sur les lanternes placées de tous les côtés et qui illuminent l'espace. Elles donnent ainsi un aspect féerique à la plage. Il faut aussi plonger un regard sur la mer, au fond de la photo.

4.2.2. — La diaspora comme clients

L'importance de la diaspora dans la résilience du secteur touristique en Haïti ne peut pas être résumée aux investissements réalisés ni aux autres initiatives prises comme l'organisation des

événements. Ces aspects ne concernent qu'un groupe très restreint de la diaspora ayant les moyens financiers, les compétences, ainsi que les réseaux nécessaires. Pourtant, malgré sa grande participation, le plus grand nombre est invisible. Cette catégorie qui n'a pas forcément de quoi investir, ou qui investit dans d'autres secteurs différents du tourisme, participe à sa manière à la résilience du secteur. Elle l'est à travers ses visites. Une fois dans le pays, elle participe à des événements comme les festivités champêtres. Elle visite les lieux touristiques. La période de la pandémie de Covid19 est un exemple. C'était leur arrivée au pays en juillet 2020, en pleine période de COVID-19, qui a fait repartir les activités touristiques du pays et de la région.

4.2.2.1. — Les festivités champêtres

L'un des moments que la diaspora s'illustre le plus comme touristes est la période des festivités champêtres. En effet, durant plusieurs mois, soit de juin à septembre (Tableau 12), les festivités champêtres demeurent l'essentiel des activités culturelles du pays, et particulièrement de la région Nord. C'est le moment pour beaucoup d'Haïtiens de la diaspora de visiter la région.

Que sont les festivités champêtres ? Du point de vue sociologique, elles correspondent à deux réalités distinctes : des festivités patronales et des festivités champêtres proprement dites. Les premières font référence à la célébration du saint patron d'une paroisse catholique. Les secondes concernent des festivités ludiques et vaudou organisées dans le contexte des festivités patronales. Il faut, toutefois, admettre que la différence entre ces deux activités n'est pas facile à établir.

Ces festivités sont très riches en activités. C'est l'un des rares moments, peut-être l'unique moment, où les communes rurales peuvent se mettre en valeur. Dans ce contexte, elles accueillent des milliers de visiteurs éparpillés dans différentes activités et attractions qui constituent l'événement. Ces activités réunissent les chrétiens catholiques et les vaudouisants sur un même espace et en un même lieu. À ceux-là, il faut ajouter les visiteurs, attirés uniquement par les aspects ludiques des festivités. En fait, il est important de souligner que ces festivités sont la combinaison de plusieurs activités sur un même espace. Un espace qui est d'habitude divisé en lieux : lieu de pèlerinage et de prière ; lieu de loisir, lieu de commerce et aussi lieu de construction de popularité pour politiques, comme en témoignent les photos suivantes (Image 34).

Image 34.- Scènes de festivités champêtres



Source : Bazelais Dulienc, juillet 2019

Ces photos illustrent des scènes d'activités à l'occasion de la Sainte-Anne dans la commune de Limonade, en juillet 2019. Sur la première rangée (de haut en bas et de la gauche vers la droite), il y a : l'Église Sainte-Anne de Limonade dont le saint patron est Sainte-Anne, représentée par une dame ayant à ses pieds une fillette. Dans le vaudou, elle est assimilée, à « Grann Ezili » et « Grann Batala »²³⁴. La seconde photo montre une foule de pèlerins montés dans des camions en provenance des autres départements du pays. D'habitude, ils voyagent pour participer aux deux principales festivités du département Nord, avant de retourner chez eux. Donc, la veille de la fête de Sainte-Anne, ils participaient aux festivités en l'honneur de Saint-Jacques Le Majeur, dans la commune de Plaine du Nord.

Sur la deuxième rangée, nous pouvons voir des pèlerins qui se reposent aux abords de l'église. Et, aussi d'autres qui prient à l'intérieur de l'église²³⁵. C'est un élément du syncrétisme catholico-vaudou que connaît Haïti.

²³⁴ <http://dewjesusdew.canalblog.com/archives/2012/07/01/24616873.html> (consulté le 11 août 2022)

²³⁵ Cette photo se trouve plus haut.

La dernière rangée montre que les festivités champêtres constituent des opportunités d'affaires pour plusieurs secteurs. Les petits détaillants offrent un peu de tout. Parmi les produits exposés, il y en a qui viennent de Port-au-Prince, il y en a d'autres qui viennent directement de la République Dominicaine, comme les parfums, les mouchoirs nécessaires pour les pèlerins. Il y a, également, les artisans qui exposent les produits issus de leur travail comme cette cassave qui est en train d'être préparée.

Pour ce qui concerne l'aspect religieux, cet événement réunit dans un même lieu des chrétiens catholiques et des vaudouisants. Les premiers prient le saint patron de la paroisse. Ces activités de prière sont organisées durant la semaine précédant le jour consacré à la célébration de ce saint patron. Au jour J, une grande messe est organisée à l'église de la paroisse. C'est le moment d'accueillir de nombreux visiteurs venus des paroisses voisines et de celles très éloignées également. Nous mentionnons volontiers le mot visiteur ici pour établir une légère différence entre visiteur et pèlerin. L'objectif principal de l'un c'est de se divertir et celui de l'autre c'est de prier. Toutefois, il faut accepter que la délimitation entre les deux ne soit pas nette. Certaines personnes dont l'objectif fondamental est la prière participent également aux activités ludiques, comme les bals présentés par les groupes musicaux.

Il y a également les vaudouisants. Ils sont les plus nombreux et les plus motivés. Ils arrivent de partout. La plupart s'installent dans tous les coins du centre-ville de la commune. Mais, les abords de l'église de la paroisse restent le lieu le plus convoité. Les personnes s'installent avec leurs tambours et leurs maracas ; des objets rituels tels des mouchoirs, des bougies, des parfums, des vêtements et des rubans (Image 34). Si certains viennent pour remercier le Saint²³⁶ pour les bienfaits dont ils sont l'objet (mariage, visa, résidence à l'étranger, emploi, naissance d'enfants, etc.), d'autres y viennent pour adresser des demandes. Comme pour le premier cas, ces demandes sont très variées. Elles concernent tous les aspects de la vie quotidienne : à propos d'un mari infidèle, des mauvaises conditions de vie, de l'obtention d'un visa et de bien d'autres aspects.

À côté de l'aspect religieux, les festivités champêtres possèdent un côté très ludique avec des activités plus ou moins diversifiées (Image 35). Elles peuvent être déclinées sous plusieurs formes, dont des prestations musicales réalisées par des groupes musicaux ou des DJ. À Plaine du Nord ou à Limonade par exemple, c'est toujours l'occasion de mettre en valeur les orchestres

²³⁶ En réalité, le vodouisant ne s'adresse pas au Saint catholique, mais au loa ou l'esprit caché derrière le saint. C'est du syncrétisme.

Septentrional et Tropicana, deux ténors du compas. Ce style musical est inscrit le 21 octobre 2019 dans la liste du patrimoine immatériel du pays²³⁷ par le ministère de la Culture et de la Communication. Parmi les activités ludiques, il y a également des jeux populaires de hasard installés dans tous les coins. Ce sont essentiellement des jeux de dés, de cartes, de « *pike kole* », de « *la roulette* »²³⁸. Ces jeux présentent à la fois l’aspect ludique et l’aspect économique parce qu’ils représentent une source de revenus pour les « maîtres de jeu ».

Image 35.- Un Orchestre et une bande de Rara



Source : Bazelais Dulienc, juillet 2019

²³⁷ Liste des éléments culturels classés au Registre National du Patrimoine Culturel Haïtien. URL : <http://www.ipimh.org/nouvelle.php?id=41> (consulté le 16 juin 2022).

²³⁸ Ce sont des jeux populaires de hasard pratiqués essentiellement lors des regroupements comme dans les « Gagè », lieu où l’on pratique les combats de coqs.

Les deux photos d'en haut illustrent la préparation d'un bal par l'Orchestre Tropicana d'Haïti, l'un des plus anciens groupes musicaux du pays. De tendance compas, il a été créé le 15 août 1963. Dans cinq jours, ce sera la célébration de son 59^e anniversaire. Ici, vous pouvez voir le camion qui transporte les instruments des musiciens et d'autres objets pour le décor garé à proximité du terrain où aura lieu un bal en plein air. La photo en dessous est celle d'une bande de Rara en pleine performance.

L'augmentation de la densité de population dans un espace réduit, le centre-ville des communes lors des festivités champêtres, agit considérablement sur la consommation. En effet, dans une semaine précédant le jour de la célébration, des commerçants arrivent de partout et s'installent aux alentours de la place publique de la commune. Les riverains garnissent également leur commerce ou en improvisent un. Les produits vendus sont de toutes sortes et de toutes origines. C'est le moment de proposer à la vente des coupons de tissus, des vêtements et des chaussures d'occasion, des ustensiles de cuisine, de la nourriture, des boissons gazeuses et alcoolisées, des cigarettes, de l'eau en sachet et en bouteille, des produits artisanaux.

Il faut aussi ajouter que, les festivités champêtres augmentent considérablement la densité du trafic sur les routes interurbaines de la région. Le nombre de camions, de voitures et de motocyclettes qui circulent sur les routes de la région devient plus nombreux.

Et la diaspora dans tout cela ?

En effet, comme nous l'avons noté plus haut, la diaspora profite généralement de la période du déroulement des festivités champêtres pour voyager vers Haïti. C'est une période qui est plus propice pour les voyages au pays puisqu'elle correspond aux vacances d'été. Sur le plan professionnel, les membres de la diaspora s'arrangent généralement pour prendre leur congé annuel pendant cette période. Ce qui facilite leur voyage au pays.

En fait, même s'il est impossible de pouvoir préciser l'effectif des membres de la diaspora qui rentre dans la région à cette période, il est possible de confirmer qu'ils sont nombreux. Selon le maire-assesseur du Cap-Haïtien, monsieur Patrick Almonor, membre du CEPAC²³⁹, les festivités champêtres attirent un grand nombre des membres de la diaspora dans leur commune respective.

²³⁹ Un groupe de travail sur les festivités champêtres.

S'agissant de leur motivation principale, selon monsieur Almonor, elle ne vient que pour se ressourcer.

À propos de ses apports économiques et financiers à la communauté lors de ces festivités, les statistiques manquent pour une conclusion fiable. Mais, selon le maire, certaines communes bénéficient au moment des festivités entre 50 et 100 par visiteurs venus de la diaspora. Ces derniers peuvent injecter individuellement dans l'économie de la commune entre 500 et 1000 dollars. Des sommes qui pourraient être évaluées entre 25 000 et 100 000 dollars par an. Ce sont des sommes énormes pour une petite économie d'une commune dans un pays en difficulté comme Haïti. Ces sommes sont utilisées pour la consommation directe (transport à moto ou en voiture, consommation dans un restaurant, ou auprès d'un vendeur de rue). Elles peuvent être parfois utilisées pour payer des nuitées dans un hôtel. Ce qui en partie tient en vie le secteur touristique de la région.

Toutefois, il n'est pas sûr que la plupart des communes de la région bénéficient de tels montants lors des festivités champêtres. Mais la situation du secteur touristique, en particulier, et du pays, en général, est si précaire que n'importe quelle somme injectée dans l'économie a une grande importance par son effet d'entraînement.

Tableau 11.- Quelques festivités champêtres dans la région Nord

Date	Commune
<i>Juin</i>	
12-13	Les Perches
23-24	Trou du Nord
<i>Juillet</i>	
7-8	Caracol
15-16	Bas Limbé
15-16	Capotille
19-20	Port Margot

24-25	Plaine du Nord
25-26	Limonade
<i>Août</i>	
9-11	Sainte-Suzanne
14-15	Ouanaminthe
14-15	Cap-Haïtien
24-25	Quartier Morin
29-30	Pilate
29-30	Grande-Rivière-du-Nord

Source²⁴⁰²⁴¹

Ces quatorze fêtes ne sont pas les seules qui existent dans la région. Nous ne voulons que souligner certaines d'entre elles, dont les Perches, Capotille, Plaine du Nord et Limonade qui sont parmi les plus prisées. Nous ne mentionnons pas celles du mois de septembre. Avec le début de l'année scolaire, les esprits ne sont plus à la fête. Toutefois, certaines festivités patronales du mois de septembre sont très prisées. C'est le cas de la Sainte Philomise à Bord de Mer de Limonade.

4.2.2.2. — La reprise des activités post-COVID-19

La pandémie de COVID-19 a des impacts considérables sur l'économie mondiale en général et sur le secteur touristique en particulier. Du fait des restrictions sanitaires (fermeture des frontières, confinement, arrêt des croisières, interdiction de certaines activités), un coup fatal a été porté à l'activité touristique au niveau mondial. À titre d'illustration, au premier trimestre de l'année 2020, malgré le manque de rigueur dans l'application des règles sanitaires, 80 % des services d'hôtellerie et tous les parcs d'attraction du Brésil ont été contraints de fermer. Aux États-Unis, à la même époque, près de 1,6 million d'emplois liés à l'hôtellerie et 3,9 millions soutenus par ce secteur ont été perdus.

Les données sont significatives. Après seulement quelques mois de pandémie, soit en mai 2020, les flux touristiques internationaux ont déjà diminué de 98 % par rapport à l'année précédente.

²⁴⁰ <https://www.facebook.com/HistoricHaiti/posts/3040936645992734/> (consulté le 25 août 2022)

²⁴¹ http://www.haitiantreasures.com/HT_IMAGES/HT_fete.champetre.htm (consulté le 25 août 2022)

Cela représente une perte de 300 millions de touristes et 320 milliards de dollars en matière d'exportation. Pour le Secrétaire général de l'OMT, cette situation est interprétée comme l'effondrement du tourisme international (Dulience, 2021).

À la fin de l'année 2020, les flux touristiques comptabilisent une diminution de l'ordre d'un milliard d'arrivées. Ce qui représente une perte de 1 300 milliards de dollars. En ce qui concerne l'emploi, cela représente entre 100 et 120 millions de dollars de perte (Pangestu, 2021). En ce qui concerne les pertes totales connues par le secteur en 2020, elles pourraient être évaluées à environ 2 400 milliards de dollars (CNUCED, 2021). L'année 2021 n'était pas meilleure puisque les pertes ont été estimées à la même hauteur que celles de l'année précédente²⁴².

La Caraïbe de son côté n'était pas épargnée. D'après Soldaïni et Isoux, en avril 2021, avec la pandémie, la région a accusé une baisse de 60 % des revenus liés au tourisme. Ce qui représente 28 milliards de dollars et conduisant à une perte évaluée à un quart des emplois fournis par le secteur²⁴³. La Martinique et le Cuba peuvent être des exemples. Au troisième trimestre de l'année 2020, le secteur touristique de l'île française a perdu plus de 60 millions de dollars. Pour le Cuba, en avril 2020, l'arrivée des touristes était quasi nulle (Dulience, 2021).

La destination haïtienne se trouve parmi les pays les plus touchés par la pandémie. Déjà affecté par des troubles politiques au cours de l'année 2019, le secteur touristique est l'une des grandes victimes du COVID-19. Plusieurs structures hôtelières ont été contraintes de fermer leurs portes, soit définitivement ou provisoirement. Celles qui ont laissé leurs portes ouvertes (à l'instar de Marriott, Royal Decameron, Indigo Beach Resort, Royal Oasis, Montana, Hôtel Plaza, Prince Hôtel) ont été contraintes de renvoyer massivement leurs employés. C'est le cas du groupe Karibe²⁴⁴ qui avait dû licencier 90 % de son personnel (Haïti Libre, 2020). Selon une enquête menée en décembre 2019 par l'Association Touristique d'Haïti (ATH) et mise à jour en avril 2020,

²⁴² Le tourisme mondial encore durement touché par la crise sanitaire en 2021. URL : <https://www.capital.fr/economie-politique/le-tourisme-mondial-encore-durement-touche-par-la-crise-sanitaire-en-2021-1421311> (consulté le 18 juin 2022).

²⁴³ Caraïbes, Thaïlande... Comment le Covid-19 fait souffrir le tourisme dans le monde entier. URL : <https://www.europe1.fr/economie/caraibes-thaïlande-comment-le-covid-19-fait-souffrir-le-tourisme-dans-le-monde-entier-4041149> (consulté le 18 juin 2022).

²⁴⁴ Ce groupe possède les hôtels Serve Hôtel, Karibe et Palms Résidence.

certain grands hôtels fonctionnent parfois avec moins de cinq clients. Et, sur 58 répondants, 31,9 % ont été obligés de cesser toute opération (Nations Unies & Union Européenne, 2021).

Dans la région Nord, la situation n'était pas très différente. Certains établissements, comme des restaurants et des hôtels, ont été contraints de fermer provisoirement leurs portes. C'est le cas de Lakay Bar Restaurant qui, le 23 mars 2020, annonce sa fermeture jusqu'à nouvel ordre²⁴⁵. D'autres étaient contraints de réduire drastiquement leur personnel. Parmi ces institutions, figurent Hôtel du Roi Christophe et Satama, selon ce que nous rapporte un cadre et un employé du secteur. Le Royal Caribbean, la compagnie de croisière qui opère à Labadie, annonce la cessation de ses activités dès le 13 mars 2020. Pour certaines entreprises, les chiffres d'affaires ont subi une baisse de 85 à 100 % par rapport à l'année antérieure. Les tour-opérateurs étaient les plus durement touchés puisque leur perte pourrait être évaluée à 100 % par rapport à l'année 2019 (Dulience, 2021). C'est une situation catastrophique pour le secteur. Elle ne sera améliorée que par la réouverture des frontières haïtiennes.

En effet, la réouverture des frontières, essentiellement avec les États-Unis d'Amérique, a favorisé l'arrivée d'un nombre appréciable d'Haïtiens vivant à l'étranger, essentiellement aux États-Unis. Ces Haïtiens, stressés par l'ampleur de la pandémie et fatigués avec la rigueur des mesures sanitaires, ont sauté sur l'annonce de la réouverture des frontières haïtiennes. Ils voulaient tout simplement fuir l'enfer de la pandémie et jouir de la relative sécurité qu'offre Haïti (Dulience, 2021). Il faut comprendre que, en Haïti, malgré le non-respect des mesures sanitaires²⁴⁶ et la faiblesse des structures sanitaires, l'hécatombe prévue n'avait pas eu lieu. C'est un soulagement et aussi une fierté pour ces visiteurs d'origine haïtienne (Dulience, 2021).

Provenant pour la plupart des États-Unis, une fois débarqués au pays, ces visiteurs, par leur consommation, font démarrer le secteur touristique. C'est l'occasion pour les hôtels, les voyagistes et les restaurants de reprendre contact avec la clientèle (Dulience, 2021). Cette clientèle a profité de son séjour pour découvrir ou redécouvrir la beauté de la destination haïtienne à travers les

²⁴⁵ <https://web.facebook.com/HaiticiteOkap/posts/3080973852016774/> (consulté le 18 juin 2022).

²⁴⁶ Les activités culturelles comme le Rara et les festivités champêtres n'ont pas été suspendues nous dit Dulience (2021),

festivités champêtres, ou à travers des excursions organisées par les tour-opérateurs (Dulience, 2021).

À propos des excursions, nous pouvons les décrire ainsi :

« Elles permettent la découverte des monuments historiques de la région, dont les forts Saint-Michel et Picolet au Cap-Haïtien, Saint-Joseph à Fort-Liberté ; le Parc National Historique : Citadelle, Sans Souci, Ramiers sur les communes de Milot et de Dondon ; le site Bois Caïman dans la commune de Plaine du Nord où a lieu la cérémonie précédant la révolte des esclaves. Il y a aussi la visite de sites naturels comme Bassin Waka à Port-Margot ; les grottes et les chutes de Dondon. Des “boat tours” font aussi partie des activités. À ces occasions, nous visitons certaines plages de la région à l’instar de l’Île à rat, de Cadrasse, de Maquis et de Belly. Ils peuvent aussi participer à des cérémonies de vaudou ou visiter des ateliers traditionnels où l’on produit par exemple du clairin²⁴⁷ ou des briques d’argile. Les soirées sont généralement réservées à des sorties dans les restaurants de la ville » (Dulience et al., 2021).

L’exemple d’un groupe de visiteurs venu de la diaspora pour visiter la région Nord, en mai 2021, avec le voyageur *Safe Trips Haïti* est rempli d’enseignements. Au cours de leur séjour, le patrimoine culturel du pays a été mis en valeur. Ils ont visité des plages tropicales, des monuments historiques (comme les forts), des lieux mystiques (comme Bois Caïman). Ils ont aussi expérimenté des techniques traditionnelles de production (cassaverie, guildiverie...). La (re)découverte était totale. Pour cela, tous les maillons du secteur, dont l’hôtellerie, la restauration, le transport..., ont été sollicités.

Il est admis que la diaspora en visitant une destination peut emmener aussi des amis étrangers²⁴⁸. En effet, comme pour vendre ou faire découvrir la destination, ce groupe se faisait accompagner de quelques étrangers noirs américains qui étaient très enthousiastes de visiter le pays. Ils n’avaient pas caché leur satisfaction à cette occasion.

Les impacts se faisaient rapidement sentir. Tout le secteur, les hôtels, les restaurants et les voyageurs ont vu leurs activités redémarrer avec l’arrivée de la diaspora. Les propos de monsieur John Wesly Pierre, l’un des responsables de *Safe Trips Haïti*, peuvent bien illustrer l’importance de la diaspora dans la reprise des activités du secteur touristique dans la région Nord. *Il nous a exposé ceci : « La relance du tourisme dans le Nord par la diaspora, dans le contexte du COVID-19, est comparable à un malade en agonie qu’un médecin providentiel lui apporte un médicament*

²⁴⁷ Rhum populaire haïtien produit à partir de la canne à sucre.

²⁴⁸ <https://www.idrc.ca/fr/recherche-en-action/des-visages-connus-de-letranger-le-tourisme-de-la-diaspora-dans-les-caraibes> (consulté 9 septembre 2021)

de dernière chance » (Dulience, 2021). Et, c'est également l'avis de monsieur Augustel Charlot, le responsable de *Augustel Tour Haiti*.

Et, la reprise des activités touristiques s'opère !

4.2.2.3. — Visite des sites touristiques, dont le PNH-CSSR

Comme nous l'avons souligné plus haut, la région Nord est connue pour ses attractions touristiques de type événementiel, mais aussi pour ses sites naturels et pour son patrimoine bâti. Les visites organisées par les tour-opérateurs dans la région ont un dénominateur commun : le PNH-CSSR. Le site est visité tout au long de l'année tant par des visiteurs locaux que par des visiteurs venant de l'étranger.

Les visiteurs locaux sont des écoliers, des professionnels de tout genre, des membres d'associations laïques ou de groupes religieux qui veulent découvrir la grandeur et la fierté de la nation à travers ce monument. La plus grande foule est observée surtout le Jeudi saint, comme nous pouvons le voir sur les photos suivantes (Image 36). Plusieurs centaines de personnes viennent des régions avoisinantes, montées dans des autobus ou dans des camions qui se dirigent vers la commune de Milot pour une visite d'une journée au parc.

Image 36.- Visiteurs au PNH-CSSR un Jeudi saint



Source : Kenrick Demesvar, mars 2013

Colonne de gauche (de haut en bas). — Une banderole du ministère du Tourisme placée à l'entrée du parc pour souhaiter la bienvenue aux visiteurs. Une foule de visiteurs se protégeant de la pluie sous la galerie des kiosques d'accueil à Milot.

Colonne de droite (de haut en bas). — Des visiteurs en direction de la citadelle. Des visiteurs à l'entrée de la citadelle. Des visiteurs au toit de la citadelle contemplant l'horizon. Il faut souligner la présence des canons. Ce qui atteste la fonction militaire de la construction.

Si les locaux sont de loin les premiers à visiter le parc, la place de la diaspora est prédominante dans la catégorie des visiteurs venant de l'extérieur. Malheureusement, les données manquent pour illustrer cette réalité. Toutefois, plusieurs éléments nous amènent à affirmer que la diaspora est de loin la première clientèle internationale visitant les sites touristiques et monuments de la région, dont le PNH-CSSR.

Les déclarations des opérateurs touristiques sont des éléments sur lesquels nous pouvons nous baser. À la question concernant la provenance des clients, les tour-opérateurs qui amènent ou reçoivent des clients affirment pour la plupart que l'essentiel de leur clientèle est constitué de la diaspora. C'est le cas de Safe Trips Haïti, de Augunel Tour et de Belle Vue Tour. Donc, les flux touristiques de la région sont portés par des membres de la communauté haïtienne vivant à l'étranger. En considérant que les sites touristiques font partie des principales attractions de la région, en absence de données, il est logique de conclure que les membres de la diaspora constituent l'essentiel des touristes à les visiter.

Dolcine Gabart, inspecteur au PNH-CSSR, nous permet d'abonder dans le même sens. Pour lui, la diaspora représente la plus grande partie des visiteurs étrangers qui fréquentent le parc. Avec une proportion de 90 %, ce groupe est de loin les visiteurs ayant manifesté le plus grand intérêt pour le PNH-CSSR. Contrairement aux autres visiteurs venant de l'étranger, les membres de la diaspora visitent le parc, le plus souvent, en famille. Si les autres catégories de visiteurs étrangers effectuent le plus souvent des visites individuelles²⁴⁹, peut-être par peur ; les membres de la diaspora arrivent souvent avec leur famille. Parfois, parmi eux, des enfants nés à l'extérieur et qui, auparavant, n'ont jamais eu la chance de visiter Haïti.

D'une relative richesse sur le plan naturel et patrimonial, la région Nord, l'un des pôles touristiques du pays affiche, malgré la crise haïtienne, un relatif développement du secteur touristique. Cela s'est manifesté par plusieurs éléments. Il y a, par exemple, l'augmentation de plus de 635 % du nombre de chambres d'hébergement, entre 2013 et 2021. Il y a aussi l'accueil de plusieurs d'événements, à l'instar du Dîner en blanc d'envergure internationale, ou du Festival des grottes du Dondon. En fait, ce niveau élevé de résilience donne l'impression d'être acquis, entre autres, grâce à la communauté haïtienne vivant à l'étranger : la diaspora.

La diaspora haïtienne participe grandement de diverses manières à la résilience du secteur à deux niveaux principaux. Elle investit dans le secteur à travers plusieurs domaines. Premièrement, à travers la restauration à l'instar de Sublime à Cap-Haïtien et de Chez Tonton à Trou-du-Nord.

²⁴⁹ Ces étrangers sont constitués de deux principaux groupes : les expatriés et les visiteurs. Les premiers qui travaillent en Haïti y vivent généralement seuls. Leur famille reste au pays d'origine. Dans le cas du second groupe, ce sont des visiteurs qui effectuent un voyage ponctuel vers Haïti. Dans les deux cas, la peur peut expliquer l'absence d'enfants lors des visites.

Deuxièmement, à travers l'hébergement comme Lakou Lakay à Milot, Extravaganza à Trou-du-Nord ou Trinity Brothers à Fort-Liberté. Troisièmement, à travers des compagnies location ou de transport comme Flex. Quatrièmement, à travers des tour-opérateurs comme Belle Vue et Destination Hispaniola. La diaspora s'illustre aussi comme la clientèle la plus fidèle. Ses visites s'inscrivent dans des occasions variées et dans les contextes les plus difficiles. Même en nombre réduit, et même dans les pires moments, les membres de la diaspora n'ont jamais enlevé la destination de leur carte touristique.

Conclusion

La diaspora haïtienne demeure l'acteur clé du tourisme en Haïti. Comme le prouve la réalité de la région Nord. Ses membres sont propriétaires d'établissements d'hébergement ou de restaurants. C'est le cas de Cinélia Hôtel, d'Extravaganza Hôtel, de Chou Bar, La Belle Maison, Lakou Lakay. Ils investissent également dans des compagnies de transport comme c'est le cas de JBJ Rent a Car et Prestige Auto Group. Leurs investissements se font aussi remarquer dans l'organisation de voyages et d'événements comme c'est le cas de Destination Hispaniola et de Belle Vue Tour.

Par ailleurs, la diaspora prouve son attachement à la destination à travers ses voyages dans la région. Les festivités champêtres et toutes les autres occasions conduisant les membres de la diaspora à effectuer un voyage dans le pays constituent un prétexte pour se ressourcer et pour consommer dans les établissements touristiques. La reprise des activités touristiques après le confinement, dans le contexte du COVID-19, est un témoignage de son importance.

Toutefois, en matière de consommation, il y a lieu de souligner qu'elle n'est pas la seule clientèle. La population locale en fait partie également. Dans certains établissements, la part de consommation de la population locale est égale à celle de la diaspora. C'est l'exemple de Lakou Lakay.

Mais, dans le contexte de l'aggravation de la crise générale que vit le pays, une question mérite d'être posée : devons-nous constamment compter sur l'attachement de la diaspora ?

Chapitre V. — Haïti : le tourisme face à l'accentuation du chaos

Introduction

Le choix du concept de chaos pour exprimer la réalité d'Haïti n'est pas excessif. L'idée du chaos fait penser à des situations de désordre, à un ensemble de choses sens dessus dessous²⁵⁰. L'autorité publique s'effrite, l'insécurité bat son plein jusqu'à transformer le territoire en une vaste prison à ciel ouvert. La population est aux abois ainsi que le secteur touristique. Les membres de la diaspora étaient toujours attachés à la destination malgré les différentes crises que traverse le pays. Mais, aujourd'hui, face à la tournure que prend la crise l'attachement de cette communauté au pays semble être affecté. S'est-elle toujours résolue de supporter la destination ? Si non, est-ce qu'elle va porter son choix sur la république voisine, plus stable ?

Dans ce chapitre, notre objectif consiste d'analyser l'impact de l'aggravation de la crise sur l'attachement de la diaspora à la destination. Pour y arriver, nous procédons à la description du chaos que vit le pays depuis son accentuation à partir de ces quatre dernières années.

5.1.— Les manifestations du chaos en Haïti

Depuis un certain temps, la situation globale de la République d'Haïti devient de plus en plus difficile. Les gangs se multiplient à un rythme vertigineux à travers tout le pays. Le climat général s'est complètement dégradé depuis le 1^{er} juin 2021 avec l'éclatement de la guerre des gangs à la sortie sud de Port-au-Prince, au niveau du quartier populaire de Martissant. Depuis cette date, le cycle infernal de la « balkanisation » du territoire continue à un rythme effréné. Le secteur touristique en est une grande victime. La république voisine en bénéficie grandement. Beaucoup d'événements culturels liés à la prestation des groupes musicaux haïtiens sont, de plus en plus, délocalisés vers la République dominicaine.

Mais quelle est l'origine de ce chaos ? Quels sont les faits caractéristiques de ce chaos de ces dernières années ? Quelle est la perception de la diaspora de cette réalité ?

²⁵⁰ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chaos/14662> (consulté le 22 juin 2023)

5.1.1. — Présentation du chaos haïtien

L'histoire d'Haïti est marquée beaucoup plus par des crises que par la stabilité. Mais, depuis ces quatre dernières années, la situation devient de plus en plus compliquée. Le pays devient une exception dans la région. De la crise, la situation évolue vers le chaos.

Quelle est l'origine de ce chaos ?

5.1.1.1. — Essai sur l'origine contemporaine du chaos en Haïti

L'objectif n'est pas de présenter l'histoire de la violence en Haïti. Ce serait un travail fastidieux qui pourrait même faire l'objet d'une thèse. Il s'agit de préférence de nous situer par rapport aux circonstances directes conduisant au chaos auquel le pays fait face en ce moment.

De manière générale, ce qui se passe actuellement en Haïti est la conséquence de l'incapacité des élites de construire une nation en favorisant la cohésion entre les différentes couches sociales. Cela a commencé avec la pratique de la violence comme arme politique. La montée au pouvoir de François Duvalier en 1957 sert de point de départ de notre réflexion.

En fait, le chaos d'aujourd'hui a pour origine immédiate les violences politiques de l'ère duvaliériste qui va accoucher d'une situation intenable. Contrôlant l'État à partir de 1957 jusqu'en 1986, le régime duvaliériste a établi une terreur politique ayant deux dimensions. L'une est physique et l'autre est psychologique. Il faut noter que les deux sont liées. Une fois au pouvoir, François Duvalier a utilisé tous les appareils répressifs de l'État, comme l'armée et la police, pour installer et maintenir un pouvoir personnel. Il a même institué une milice, les tontons macoutes pour imposer la terreur contre tous ceux qui n'ont pas adhéré à sa vision. Qu'ils soient de l'élite ou de la masse. À un certain moment de son règne, il a même légalisé ses pratiques à travers des lois ou des décrets (Jalabert, 2003).

Les violences physiques ont pris la forme de vagues d'arrestation d'opposants politiques, d'emprisonnements, de tortures, d'assassinats et même de disparitions. Les arrestations peuvent être effectuées n'importe où et à n'importe quel moment. Le motif peut être réel ou inventé. Personne n'est épargné. Souvent, pour faire régner la terreur, les proches de la personne concernée sont attaqués, persécutés avant même de s'attaquer directement à cette personne. Des exécutions publiques et de groupe étaient pratiquées. Les plus chanceux sont exilés (Jalabert, 2003). L'arrivée

au pouvoir en 1971 de son fils, Jean-Claude Duvalier, n'a pas changé en profondeur la réalité, malgré certaines améliorations.

Le départ de Jean-Claude en 1986 a laissé place à un environnement politique et social contrôlé par les militaires. Ces derniers étaient aussi violents que sous les dictateurs. Dans l'euphorie de la fin de la dictature, l'armée a assassiné plusieurs personnes. À Piatre et à Jean-Rabel, l'armée accompagnée de paramilitaires intervient et assassine des paysans pour le compte de certains propriétaires terriens. À l'église de Saint-Jean Bosco, des militants sont exécutés en plein service. Des médecins sont tués à Port-au-Prince. Entre-temps, malgré la dissolution officielle des macoutes, ce corps n'a jamais été désarmé. À un certain moment, il a continué pendant plusieurs années de commettre des actes répréhensibles sur la population. Celle-ci réagit parfois en pratiquant aussi des actes de violence contre les anciens miliciens²⁵¹.

La période comprise entre 1991 et 1994, pendant le coup d'État militaire contre Aristide, était particulièrement difficile où plusieurs massacres étaient perpétrés. Il y a lieu de noter ceux de Carrefour Vincent à Port-au-Prince et de Raboteau aux Gonaïves. Pour soutenir le pouvoir des militaires, des milices constituées en partie d'anciens macoutes, portant généralement l'appellation d'attachés, se sont formées. La plus connue était le Front pour l'avancement et le progrès haïtien (FRAPH)²⁵².

Après son retour de l'exil, le président Jean-Bertrand Aristide a interdit les groupes paramilitaires et a dissous l'armée. Le processus n'a pas été bien pensé. La plupart des armes n'ont pas été récupérées par l'État. Ces gens en arme se sont éparpillés à travers le pays emportant leurs armes comme récompense ou comme souvenir. Ils n'hésiteront pas à l'utiliser au besoin comme pour défendre la question de leurs pensions²⁵³.

En difficulté face à ses opposants, le président Aristide aurait formé ou laissé former des groupes armés prenant l'appellation de « chimères ». Les membres de ces groupes armés sont originaires essentiellement des quartiers populaires. Ces derniers ont fait régner la peur chez les opposants du régime. De l'assassinat à la bastonnade en public, ils étaient très inventifs. L'un des faits marquants

²⁵¹ <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Hai%CC%88ti-E%CC%81volution-des-gangs-des-groupes-arme%CC%81s-et-de-la-violence-politique-web.pdf> (consulté le 27 juin 2023)

²⁵² Idem

²⁵³ Idem

de ces hommes, c'est l'attaque d'une entité de l'Université d'État d'Haïti le 5 décembre 2003. Le recteur d'alors était sorti avec les deux jambes cassées au niveau du genou. Pour les récompenser, certains ont bénéficié des postes dans la fonction publique. Des institutions, comme la police, auraient même été infiltrées. Ainsi, des « chimères » aurait intégré l'institution policière empêchant ainsi l'institution d'agir avec professionnalisme et en toute liberté. Ce qui affaiblissait l'État de jour en jour (United Nations High Commissioner for Refugees, 2008).

En 2004, l'ancien officier de la police haïtienne, Guy Philippe, a lancé une rébellion contre le gouvernement d'Aristide. Ses troupes étaient constituées d'un groupe d'anciens militaires (démobilisés) et de civils armés. Parmi eux, il y avait Louis Jodel Chamblain, un ancien officier de l'armée. Ce dernier est aussi un ancien dirigeant du groupe paramilitaire FRAPH. Les rebelles ont attaqué le pouvoir à partir le département du Centre. Au fil des jours, plusieurs villes sont tombées, dont le Cap-Haïtien. Le pouvoir devient de plus en plus faible. La force de la police diminue à chaque victoire des rebelles et l'arsenal de ces derniers se garnit en même temps.

Le 29 février 2004, le président est parti. Le pays, essentiellement Port-au-Prince, a dû faire face à l'« Opération Bagdad ». C'était la réaction des partisans du président déchu pour provoquer le chaos en réaction au départ du président. Parmi les actes posés, il y a lieu de noter, entre autres, l'assassinat, l'enlèvement, l'incendie d'entreprises et de véhicules, le vol de véhicules, la décapitation de policier (Yves, 2021).

Le président Préval semble avoir fourni beaucoup d'efforts pour maîtriser la situation. Malheureusement, l'arrivée au pouvoir de Michel Joseph Martelly, en 2011, va inaugurer un changement de politique préjudiciable à la stabilité et à la sécurité. Par exemple, un inventaire réalisé entre la fin de 2015 et le début de 2016 dans l'arsenal de la Police nationale au Palais national a constaté la disparition d'environ 50 fusils T-65. On a retracé l'une de ces armes en République dominicaine lors du braquage d'une banque. Auparavant, la police jamaïcaine avait fait état de deux fusils T-65 appartenant à la Police nationale d'Haïti trouvés en possession de bandits (Geffrard, 2018). Au lieu de réprimer les bandits, les nouvelles autorités les ont renforcés. La complicité entre les autorités et les gangs est une évidence. Certains gangs déçus dénoncent

leurs patrons très bien placés dans l'État²⁵⁴. Le président du pays n'est pas au-dessus des soupçons. Ce qui laisse comprendre que le chaos est provoqué par ceux-là mêmes qui sont censés l'éviter.

5.1.1.2. — La balkanisation du territoire haïtien : tentative de cartographier le gangstérisme en Haïti

La multiplication des gangs en Haïti se fait à un rythme vertigineux. À chaque trouble social, de nouveaux groupes apparaissent sur le territoire. Il est difficile de dénombrer avec précision les différents groupes armés qui se partagent le territoire haïtien. D'ailleurs, leur effectif augmente continuellement. En 2004, on recensait officiellement une trentaine de groupes armés sur toute l'étendue du territoire. Quinze années plus tard, soit en 2019, on en comptait près d'une centaine. Environ deux années plus tard, ils sont encore plus nombreux. Selon certaines évaluations, ils seraient aujourd'hui plus de 150. Pour d'autres, leur nombre serait de plus de 200 dans le pays. La région métropolitaine de Port-au-Prince est la zone la plus affectée. Elle compte plus de la moitié des gangs opérant dans le pays (Haïti Libre, 2021 ; Ouimet, 2022 ; Poulet & Lauvergnier, 2022). La carte sur la présence des groupes armés dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince est une illustration claire de la situation (Carte 14).

Dans la grande région métropolitaine de Port-au-Prince, parmi ces principaux gangs, il y a lieu de citer le « G9 en Famille et Alliés », les « 400 Mawozo », le « G-PEP », le gang de « Grand-Ravine », le gang « 5 Secondes » et celui dénommé « Baz Pilate » (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022).

Le groupe « G9 en Famille et Alliés » est un regroupement de neuf gangs. Ils sont parmi les plus puissants de la région métropolitaine de Port-au-Prince. Ce groupe a été formé en juin 2020 par un ancien policier, Jimmy Chérizier²⁵⁵. Le territoire de cette alliance couvre une grande partie de la capitale. Il s'étend du bidonville de Cité soleil, à la sortie nord, pour arriver à la limite de la sortie sud, dans la zone de Portail Léogâne. D'autres zones comme Bas Delmas et Simon Pelé sont aussi

²⁵⁴ C'est l'exemple de Odma, ancien chef du gang de Savien accusant l'ancien député Victor Prophane comme leur fournisseur. En effet, l'ancien député aurait fourni des armes à des groupes lors de la campagne électorale devant conduire à son élection. Une fois élu, selon Odma, le député n'a pas respecté ses promesses. C'est dans ce contexte que le gang s'est formé.

²⁵⁵ Il porte un surnom de Babekyou (Barbecue). Pour certains, ce surnom fait référence à sa cruelle pratique qui consiste à brûler ses victimes. Selon ses explications, ce surnom lui est attribué par rapport à sa mère qui était une vendeuse de barbecue (poulet braisé en Haïti).

sous son contrôle. Cette alliance permet aux gangs d'étendre leur zone d'influence et d'offrir à leurs patrons politiques un outil efficace permettant de mieux terroriser les opposants (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022 ; InSight Crime, 2021).

Au sein du G9, « Baz Pilate », dont le chef est appréhendé par la police depuis le mois de juin 2022 est un gang qui mérite notre attention. Membre du G9, « Baz Pilate » occupe la partie de la capitale qui correspond au Champ de Mars, la zone où se trouve les bâtiments du gouvernement, ainsi que le quartier populaire de Ti Bois, limitrophe à Grand Ravine. Son influence s'étend jusque dans le Nord, au-delà de la ville de Port-au-Prince et du département de l'Ouest. Proche de l'équipe PHTK²⁵⁶, il recrute ses membres au sein des forces de police et compte non seulement d'anciens policiers, mais aussi des policiers encore en fonction, provenant même des corps spécialisés. Certains de ses membres travaillent aussi dans l'administration publique à titre de fonctionnaire ou de contractuel. Ce gang arrive même à se créer des liens au sein de l'appareil judiciaire. Il aurait même des contrats avec certains membres du secteur privé pour la protection de leurs biens (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022).

Face au G9, il existe une autre coalition qui s'appelle GPEP dont la base est à Cité Soleil. Conduite par Jean Pierre Gabriel (Ti Gabriel), le GPEP serait le groupe proche de l'opposition. Il combat le G9 proche du PHTK. Parmi ses alliés, il y a le gang des « 400 Mawozo » (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022 ; Mistler-Ferguson, 2022).

Le groupe « 400 Mawozo » est un autre puissant groupe armé qui sévit également dans l'agglomération de Port-au-Prince. Basé dans la commune de Ganthier à la sortie est, sur la route menant à la frontière haïtiano-dominicaine, ce gang est très redouté. Il contrôle les communes de Ganthier et de la Croix-des-Bouquets, une bonne partie des communes de Tabarre, ainsi des quartiers résidentiels de la commune de Pétion-Ville. Ses influences s'étendent également dans les communes de Thomaseau et de Fonds-Verettes. Il aurait même placé des pions à l'extérieur de ses zones d'influence directe. Ces derniers sont éparpillés dans tout le pays, à l'instar de Gros-Morne, dans la commune de l'Artibonite ; et à l'extérieur, comme en République Dominicaine. Le groupe se serait constitué au cours de l'année 2016, avant de prendre de l'extension deux ans plus tard.

²⁵⁶ Parti politique fondé par l'ancien président d'Haïti Joseph Mîche Martelly en 2012 quelque temps après son élection sous la bannière du parti « Repons Peyizan ».

La seule voie de communication qui relie l'Ouest au Nord, en passant les départements du Centre et de l'Artibonite, est sous son contrôle. Ayant à sa tête le nommé Joseph Wilson (Lanmò San Jou), les « 400 Mawozo » compteraient plus de 1 000 membres. Il aurait même existé une liste d'attente sur laquelle sont inscrits les noms d'autres jeunes qui espèrent un jour faire partie de ce groupe armé (Berger, 2021 ; Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022 ; InSight Crime, 2022).

À la sortie Sud de la capitale se trouvent, entre autres, les gangs « 5 secondes » et celui de Grand-Ravine. Ces deux gangs sont parmi les plus puissants de ceux qui se placent à la sortie Sud de la ville de Port-au-Prince. Ils s'allient aux dépens de leur rival de Ti Bois. Leur emplacement leur permet de se partager les quartiers de Grand-Ravine, de Fontamara et de Martissant. Si le grand quartier général de l'un se trouve au littoral, l'autre se place plus ou moins de l'autre côté de la route, un peu en hauteur. Ce qui impacte, à côté de Port-au-Prince, les quatre départements du Grand Sud : Les Nippes, la Grande-Anse, le Sud-Est et le Sud. La route pour y accéder passe par ces zones de non-droit (Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022 ; metronews, 2021).

À côté de ces principales bandes armées décrites plus haut, il est important de souligner l'activité de plusieurs autres qui se font de plus en plus populaires dans la capitale et dans ses environs. De ces bandes, il y a lieu de citer « Chiens méchants », « Kraze Baryè », la bande à « Ti makak », celle de Canaan et celle appelée « Caravanne ».

« Chiens méchants » est un groupe armé qui opère dans les communes de la Croix des Bouquets et de Tabarre. Plus précisément, il s'installe dans les quartiers de Butte Boyer, de la Croix-des-Missions, de Ti Ginen, de Shada, de Anba Bannann. Allié du régime de PHTK, ce gang a des connexions avec d'autres groupes armés de même tendance politique que lui dans les autres quartiers de la capitale, comme à Cité Soleil (Anmwe News, 2020).

Le gang « Kraze Baryè », quant à lui, évolue dans les communes de Tabarre et de Pétion-Ville. Les quartiers de Pernier, de Métivier, de Torcel, de Fort-Jacques sont parmi les espaces placés sous son contrôle. Commandé par Vitelhomme Innocent, ce gang aurait été utilisé par les opposants au régime de PHTK pour combattre le président Jovenel Moïse, selon les déclarations de son chef, aujourd'hui déçu. Ces derniers jours, il devient l'un des plus puissants gangs du pays.

Au mois de juin 2023, il aurait attaqué deux anciens sénateurs de la République. Ils ont la vie sauve, mais, dans les deux cas, leur domicile a été vandalisé et incendié. Il aurait également séquestré une journaliste très connue, Marie Lucie Bonhomme²⁵⁷. Enlevée dans son domicile en pleine nuit, la journaliste a été conduite au chef du gang. Après l'avoir interrogée, elle a été relâchée.

Opérant dans la zone de Laboule 12, le gang « Ti makak » tire son nom du quolibet de son chef Carlo Petit-Homme. Il faut noter qu'il y a la bande à Toto qui s'oppose à celle de Carlo Petit-Homme. L'origine de ce différend est une question foncière. Celui-là est pratiquement démantelé en avril 2023 après la mort de son chef et l'attaque du gang par la population.

Canaan est un nouveau quartier situé sur la route Nationale numéro 1, à la sortie Nord de la capitale. Il relève administrativement de la commune de la Croix-des-Bouquets. Ce quartier a été improvisé en 2010 par la prise d'assaut d'un espace du domaine de l'État, dans le contexte du séisme. Une décennie après, l'espace devient un calvaire pour les personnes fréquentant ce tronçon, à cause de la multiplication des gangs. Le gang de Canaan 90 dirigé par un nommé Jeff²⁵⁸ mérite une attention particulière par ses actions.

Dans la banlieue sud de la capitale, dans la commune de Carrefour, la « Caravane » était au début un groupe de policiers qui s'organisaient pour empêcher le contrôle de la commune par les gangs, essentiellement celui de Grand-Ravine. Aujourd'hui, selon les réseaux sociaux, ces policiers seraient alliés à des civils armés pour renforcer leur groupe. Ce qui crée ainsi un groupe armé illégal.

Les villes de province n'ont pas échappé à ce fléau. Il est presque impossible de trouver une ville sans un groupe armé, même si certains sont apparemment inoffensifs²⁵⁹. Les interventions de la

²⁵⁷ La raison de l'enlèvement de la journaliste reste méconnue. Tout simplement, c'est une journaliste vedette qui habite dans la zone d'influence du gang dirigé par Vitelhomme Innocent. Son mari est aussi très connu. Ancien président du Conseil électoral provisoire ayant organisé les élections présidentielles favorisant l'arrivée de Michel Martelly au pouvoir, il est aujourd'hui co-propriétaire du média Télé Pluriel.

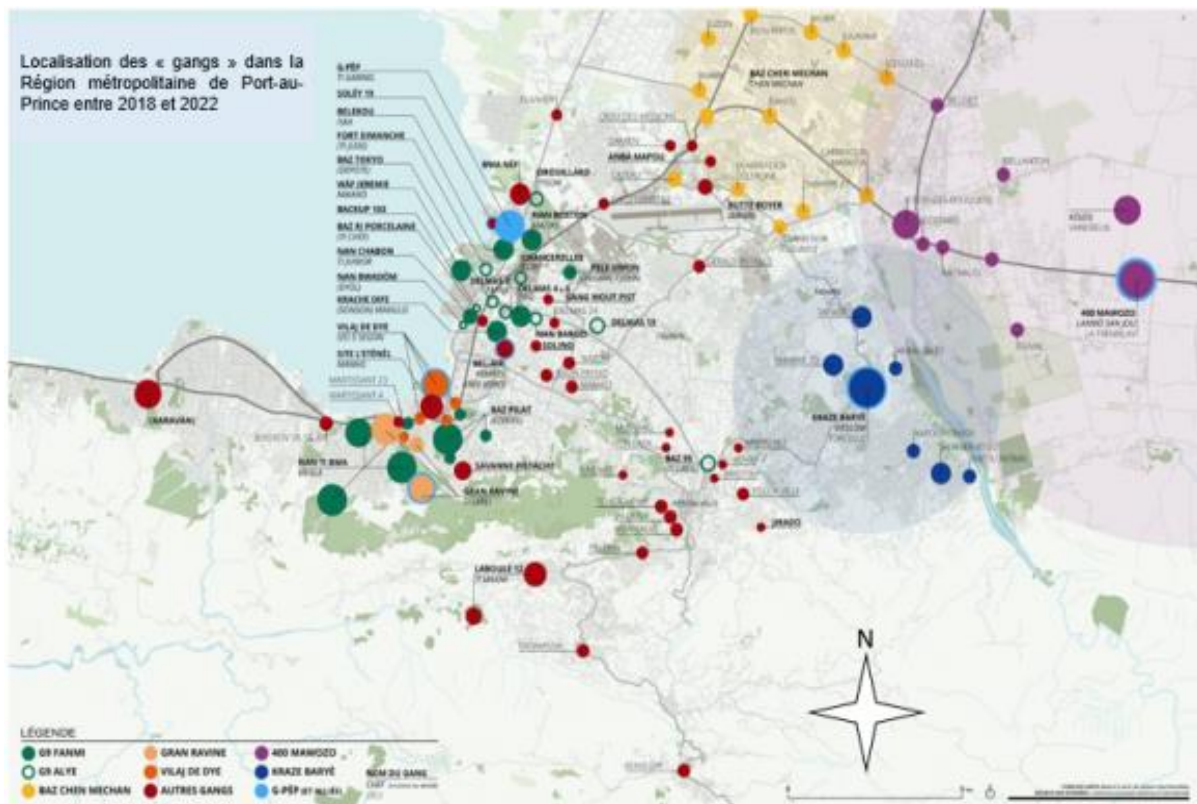
Il faut aussi ajouter que, quelques jours après l'enlèvement de la journaliste, son mari, Pierre Louis Opona a été séquestré en rentrant chez lui. Il a passé deux mois entre les mains des ravisseurs. Enlevé le 20 juin 2023, il est relâché le 26 août.

²⁵⁸ <https://haitistandard.com/le-chef-de-gang-du-canaan-90-denomme-djol-abattu-par-la-police/> (consulté le 2 mars 2023)

²⁵⁹ Il faut comprendre que, même apparemment inoffensifs, les gangs grandissent avec le temps et finissent généralement par devenir des monstres.

police pour les démanteler restent sans succès réel. Quand un chef de gang est tué ou arrêté, un autre est rapidement installé. Aussi, cela ne dissuade pas d'autres criminels de former d'autres gangs. Par exemple, en octobre 2018, la police a abattu un chef de gang dans la commune de l'Arcahaie. Deux années plus tard, les médias annoncent le démantèlement d'un gang dans la même commune en question (Bertrand, 2020 ; Loop Haïti, 2018). Mais, aujourd'hui, la commune est contrôlée presque entièrement par les gangs.

Carte 14.- Multiplication des gangs dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince



Source : (Prince, 2023)

Ces dernières années, le territoire haïtien subit les conséquences de la mauvaise gouvernance. La multiplication des gangs en est une manifestation. La région métropolitaine de Port-au-Prince est l'un des espaces le plus affectés, bien que le phénomène soit national.

Montrouis, commune côtière réputée pour ses plages et ses hôtels, n'en est pas épargnée. Les exactions des gangs n'épargnent même pas les autorités, à l'instar du maire qui a été blessé par plusieurs projectiles en juin 2020. Alors qu'il accompagnait la police pour effectuer une patrouille

dans la ville, ils ont été attaqués par des bandits²⁶⁰. La situation est similaire au niveau du département de l'Artibonite. Depuis l'année 2019, des groupes armés prennent en otage la population de plusieurs communes de ce département. Les communes de Petite-Rivière-de-l'Artibonite, de l'Estère, de Marchand Dessalines, de Liancourt, de Verrettes sont les plus touchées. À la fin de janvier 2023, six policiers ont été tués à Liancourt après que le commissariat a été attaqué²⁶¹. Parmi les gangs les plus connus de l'Artibonite, il y a lieu de citer « Gran grif », « Ti Mépris » et « Kokorat san ras ».

Dans le Nord-Ouest, plusieurs gangs armés cherchent à s'imposer. C'est l'exemple de « Bon Diri » à Port-de-Paix. Deux de ses membres ont été tués le 22 octobre 2022 dans des échanges de tirs avec la police. Nous y trouvons également le gang « 3 millions ». Ce n'est pas uniquement la métropole du Nord-Ouest qui est concernée. Les autres communes font, elles aussi, face à la multiplication des gangs. C'est le cas de la commune de Chansolme, un petit coin, naguère, paisible (REALITE INFO, 2022 ; Rezo Nodwes, 2022a, 2022 b).

Le département du Centre, par sa position, semble servir un point de relais entre la République Dominicaine et Haïti. Il favorise l'approvisionnement des gangs en armes et en munitions. Il n'y a pas que des gangs locaux qui s'y sont installés, à l'instar de « 400 Egare » de Maïssade²⁶². Certains gangs de Port-au-Prince, dont « 400 Mawozo », y sont très influents. Dans les départements du Sud et du Nord, comme partout dans le pays, la question de la multiplication des gangs armés est un fait. Les événements de juin 2020, au Cap-Haïtien, en sont une preuve. En effet, le gang « Aji vit » a attaqué le quartier de « Nan Bannann » en tirant à l'arme automatique et en incendiant des maisons. L'intervention de la police s'est soldée, entre autres, par la séquestration et la mort d'un policier (J. Francisque, 2021).

Ainsi, comme le montre la carte sur la violence ou sur les incidents liés aux gangs en Haïti (Carte 15), c'est tout le pays qui est concerné. Si le département de l'Ouest et celui de l'Artibonite

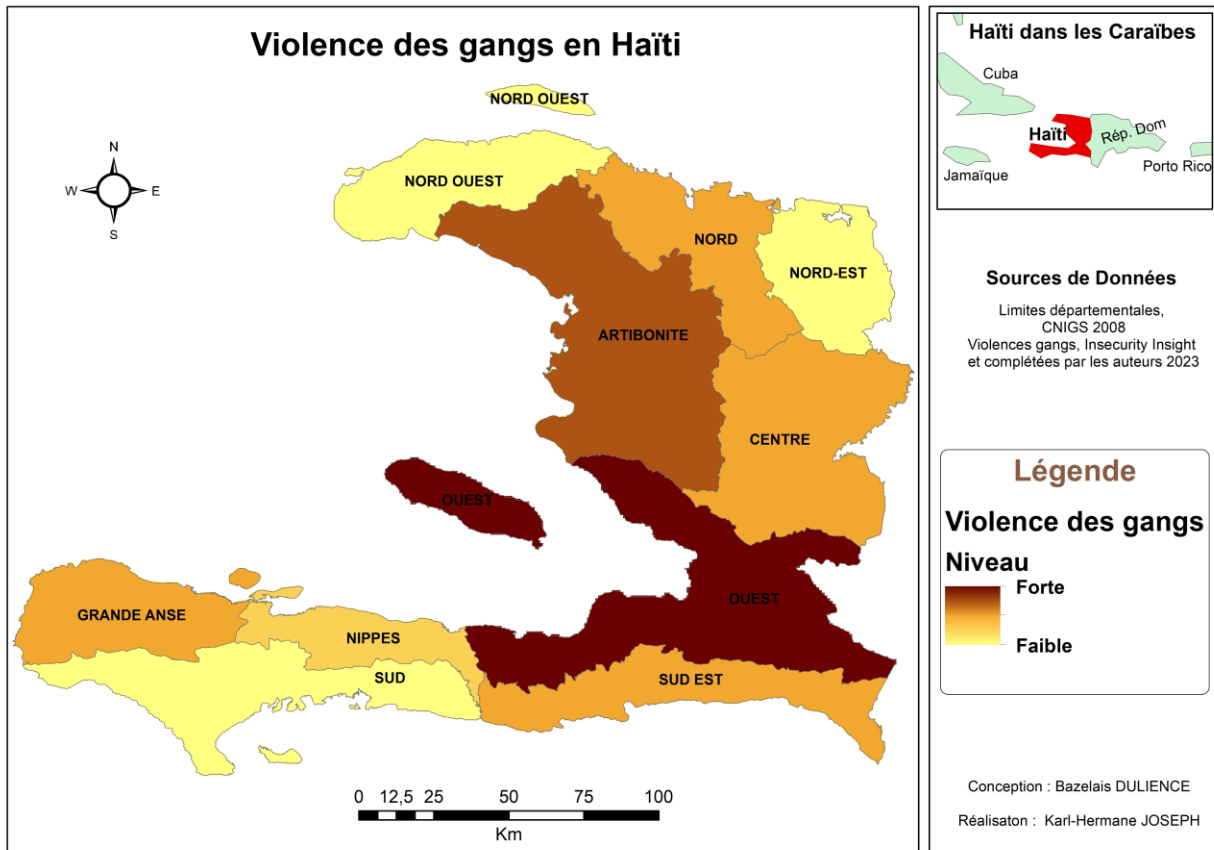
²⁶⁰ [Haïti — Insécurité : Le Maire de Montrouis blessé par plusieurs balles — HaitiLibre.com : Toutes les nouvelles d'Haïti 7/7](#) (consulté le 3 mars 2023).

²⁶¹ <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2023-01-26/haiti/des-manifestants-se-rassemblent-a-port-au-prince-apres-le-meurtre-de-six-policiers.php> (consulté le 17 juin 2023)

²⁶² <https://centreinfos.com/article/actualite/haiti-arrestation-du-chef-du-gang-des-400-egare-au-cap-haitien/973> (consulté le 6 mars 2023)

sont les plus affectés, le pays dans son ensemble en est concerné. Des armes de guerre sont ainsi en circulation à travers tout le pays (Image 37).

Carte 15.- Incidents liés aux gangs en Haïti



Bazelais Dulience et Karl Hermane Joseph, septembre 2023

Cette carte fait état d'incidents liés aux gangs survenus en Haïti entre août 2020 et novembre 2022. Elle est construite à partir des données d'un rapport de « Insecurity Insight »²⁶³ et qui sont complétées par les auteurs.

Il s'agit d'énumérer des cas de violences liés aux gangs entre août 2021 et novembre 2022. Ce n'est pas un recensement exhaustif de tous les cas survenus. Il n'y en a que quelques-uns qui sont pris en compte. Elle montre à quel point le territoire haïtien, dans son ensemble, est concerné par les activités des gangs. Si le département de l'Ouest dépasse grandement les autres départements, aucun coin du pays ne peut être déclaré à l'abri des gangs.

²⁶³ <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2021/11/Ha%C3%AFti-Rapport-de-situation-11-Novembre-2021.pdf> (consulté le 14 juillet 2023)

Image 37.- Des membres du gang « 400 Mawozo »



Source²⁶⁴

Cette image donne une idée de l'armement des gangs. Ces fusils sont des armes de guerre. Il faut aussi comprendre qu'il s'agit uniquement de quelques membres. Selon des informations fournies par la presse, ils sont vraiment beaucoup plus nombreux.

Il est également important de souligner que leurs équipements se modernisent aussi. Depuis un certain temps, il semble que certains gangs fassent l'acquisition de drones et installent des caméras de surveillance à certains points stratégiques de leurs zones d'influence.

5.1.2. — La population face aux gangs

Dans le contexte de multiplication des groupes armés, la population demeure la première victime. Que ce soit en Somalie, au Mexique, en Colombie ou au Libéria, la vie des populations est grandement impactée par la perte du contrôle du territoire par l'État. Dans ce cas, les gangs occupent les espaces laissés par les pouvoirs publics et imposent un nouveau mode d'existence. La population doit faire face au viol, au vol, à l'assassinat, à la destruction de propriétés, aux déplacements forcés et au blocage des voies d'accès²⁶⁵. En fait, la population est prise en otage. À côté de la dégradation de ses conditions matérielles, la présence des gangs lui enlève aussi la liberté de circulation. Pour mieux comprendre la réalité haïtienne, il est important d'analyser le mode opératoire des gangs en Haïti ainsi que ses impacts sur la liberté de circulation.

²⁶⁴ <https://i0.wp.com/rezonodwes.com/wp-content/uploads/2022/05/image-5.png?ssl=1> (6 juillet 2023)

²⁶⁵ [Rapport d'enquête sur les abus des droits de l'homme commis par les gangs dans la zone de Brooklyn de juillet à décembre 2022 \(ohchr.org\)](#) (consulté le 18 juin 2023)

5.1.2.1. — Le mode opératoire des gangs

Certains groupes armés comme le « G9 » de Jimmy Chérizier, « Kraze baryè » de Vitelhomme Innocent se donnent des objectifs politiques. Le chef du « G9 », à travers ses discours, veut se faire passer pour un révolutionnaire. Vitelhomme Innocent, répète toujours qu'il était un allié de l'opposition politique contre le président Jovenel Moïse et, qu'il réclame aujourd'hui le fruit de ses combats.

Dans une vidéo qui circulait sur les réseaux sociaux, un membre du gang « 5 secondes » de Village de Dieu a eu aussi un jour ce discours. Il a même essayé de comparer les actions de sa bande avec celles de Fidel Castro lors de la révolution cubaine. Malgré tout, en réalité, il est difficile de parler de leurs objectifs. Mais, ce qui est certain c'est qu'ils ont tous un élément en commun : les mêmes modes opératoires.

Derrière la gangstérisation se cache d'abord la volonté de s'enrichir. Ainsi, ces groupes criminels mettent sur pied toute une série d'actions et de procédés qui ne visent que la « terrorisation » de la population. Parmi ces procédés, il y a la séquestration contre rançon, le vol des camions de marchandises, la spoliation et les homicides/les massacres.

1.— La séquestration contre rançon

La séquestration contre rançon devient un fléau au sein de la société haïtienne. Constatant l'ampleur du phénomène, en octobre 2021, pour titrer un article, Radio-Canada a parlé d'une « *Épidémie de kidnappings à Haïti* »²⁶⁶. La séquestration constitue l'une des principales sources de financement et d'enrichissement des gangs. Selon le CARDH, au cours des trois dernières années, allant de 2020 à 2022, environ 2 662 cas de séquestration ont été recensés. L'année 2021 était théoriquement la plus difficile avec 1 009 cas. Apparemment, l'année 2022 a connu une baisse de plus de 150, avec seulement 857 cas recensés. Selon le CARDH, ces données sont très loin d'être le reflet de la réalité. Elles exprimeraient moins de 50 % des enlèvements contre rançon que connaît le pays. Généralement, par rapport à un manque de confiance envers les institutions,

²⁶⁶ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1832439/enlevement-rapt-missionnaires-haiti-entrevue-emmaelie-prophete> (consulté le 4 mars 2023)

les proches des victimes préfèrent négocier leur libération directement avec les ravisseurs, sans mettre les autorités au courant (CARDH, s. d.).

Sans avoir accès à ces données compilées, il est facile de se faire une idée de l'ampleur de la situation. Il suffit de consulter les médias en ligne, essentiellement les réseaux sociaux. Si les cas ne sont pas rapportés à la police ou à un média quelconque, il est facile qu'un ami le porte à la connaissance du grand public à l'aide de Facebook ou de WhatsApp.

Les victimes de ce phénomène proviennent de toutes les catégories sociales ou de toutes nationalités. À titre d'illustration, en octobre 2021, le gang des « 400 Mawozo » a séquestré onze missionnaires américains et un Canadien. Ils étaient accompagnés de cinq de leurs enfants ou adolescents. Pour leur libération, une rançon de 17 millions de dollars avait été exigée (Abi-Habib, 2021 ; Radio-Canada, 2021). Ces otages ont pu recouvrer leur liberté, après plusieurs semaines, dans des conditions floues. Après la libération de deux d'entre eux, par le gang, la version officielle explique que les autres se sont échappés miraculeusement. Une version peu crédible tenant compte de la logistique généralement mise en place pour surveiller les otages.

Les titres dans les médias concernant les enlèvements en Haïti sont nombreux ces dernières années. La récurrence des titres à ce sujet témoigne de son importance. Le 18 octobre 2021, dans la rubrique internationale, Radio-Canada écrit : « Accablé par l'enlèvement de missionnaires, Haïti se met à l'arrêt »²⁶⁷. Le 1^{er} décembre 2021, nous pouvons lire dans les colonnes de Le National un article titré : « *Plus de 100 raptus enregistrés pour le mois de novembre 2021, selon le CARDH* »²⁶⁸. Le 9 mai 2022, Martinique La Première publie « *Haïti : 17 personnes, dont 8 citoyens turcs, enlevés près de la capitale* »²⁶⁹. Le 31 janvier 2023, tout le monde pouvait lire un article du Journal de Montréal ayant pour titre « *Enlèvement à Haïti d'un membre d'une mission d'assistance médicale cubaine* »²⁷⁰. La liste serait trop longue si nous nous étions donné l'objectif de tout

²⁶⁷ <https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/1832559/haïti-kidnappings-gangs-criminels-greve-generale-port-au-prince> (consulté le 5 mai 2024)

²⁶⁸ https://www.lenational.org/post_article.php?pol=993 (consulté le 5 mai 2024)

²⁶⁹ <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/haïti-17-personnes-dont-8-citoyens-turcs-enlevees-pres-de-la-capitale-1281888.html> (consulté le 5 mars 2022)

²⁷⁰ <https://www.journaldemontreal.com/2023/01/31/enlevement-a-haïti-dun-membre-dune-mission-dassistance-medicale-cubaine> (consulté le 5 mars 2023)

répertorier. Le 7 août 2023, Le Journal de Montréal écrit « Hausse “inquiétante” des enlèvements en Haïti, avertit l’Unicef »²⁷¹.

Il n’y a pas que les étrangers qui se font séquestrer. Les Haïtiens sont les premières victimes de cette nouvelle entreprise. Nous voulons en souligner certains cas concernant des Haïtiens. En janvier 2020, une religieuse Dachoune Sévère a été enlevée chez elle à Carrefour²⁷². Le titre d’un périodique dont la capture d’écran se trouve plus bas atteste le fait (Image 38). Les informations concernant le montant de la rançon n’ont pas été rendues publiques. Mais, tout porte à croire qu’il était considérable. Le 21 mai 2020, les « 400 Mawozo » ont séquestré l’ingénieur Dave Augustin à Tabarre. Un million de dollars américains étaient exigés comme rançon. Après maintes négociations, les ravisseurs ont accepté la somme de 150 000 dollars américains²⁷³.

Les séquestrations deviennent le quotidien des Haïtiens. Les derniers cas relevés par la presse montrent combien la population est aux abois. C’est l’exemple de l’institution scolaire du Sacré-Cœur. Dans une note datée du 3 mars, l’institution annonce l’arrêt des cours en présentiel après « l’enlèvement d’une élève et de son père devant la barrière principale de l’école ce jeudi [2 mars 2023] ». Un étudiant de l’Université d’État d’Haïti, Whenchel Jeanty, a été kidnappé quelques jours plus tôt et libéré contre rançon le dimanche 5 mars 2023. Ce lundi 6 mars 2023, les employés des Archives Nationales réclament la libération d’un collègue qui a été séquestré par les assaillants (François Fils, 2023 ; Vant Bèf Info, 2023 c, 2023 b).

Les Haïtiens ne sont pas à l’abri même dans l’intimité de leur foyer comme le prouve le cas de la sœur Dachoune Sévère évoqué plus haut. Ce n’est pas l’unique cas enregistré. Le 20 octobre 2021, Nadia Eugène a été enlevée chez elle à Bon Repos. Séquestrée, elle a été libérée contre rançon plus d’un mois après son enlèvement (Le Filet Info, 2021 ; Universel Magazine, 2021). Au soir du 3 mars 2023, aux environs de onze heures du soir, les hommes de Vitelhomme Innoncent ont arraché, à Frère 44²⁷⁴, huit personnes de leur foyer et les conduisent dans leur base (Vant Bèf Info, 2023a).

²⁷¹ <https://www.journaldemontreal.com/2023/08/07/hausse-inquietante-des-enlevements-en-haiti-avertit-lunicef> (consulté le 5 mai 2024)

²⁷² <https://www.infohaiti.net/carrefour-haiti-la-soeur-dachoune-severe-liberee/> (consulté le 5 mars 2023)

²⁷³ <https://www.connectas.org/especiales/violencia-secuestro-en-haiti/fr/> (consulté le 18 juin 2023)

²⁷⁴ Une localité de Pétion-Ville.

Ce lundi 6 mars 2023, plusieurs cas d'enlèvement suivi de séquestration sont rapportés. Ces rapt sont réalisés dans plusieurs points de la capitale, dont Delmas 75, Delmas 101 et Pétion-Ville. Pour mieux confondre la population et aussi pour mieux les piéger, « *dans la majorité des cas, les malfrats portaient des uniformes de la police et utilisaient des véhicules estampillés "Police"* », nous rapporte le quotidien haïtien Le Nouvelliste (Le Nouvelliste, 2023).

Image 38.- Le titre d'un périodique haïtien sur l'enlèvement de la religieuse : Sœur Dachoune Sévère



Source²⁷⁵

Titre d'un article qui informe sur l'enlèvement d'une religieuse. Ce genre de titre est très populaire dans la presse haïtienne.

À côté de la violence psychologique subie par les victimes de séquestration, elles sont généralement victimes de violences physiques également. Ces violences se déclinent en viol en réunion, en coups et blessures, en brûlures. Pour les brûlures, les hommes armés utilisent des matières plastiques de toutes sortes, dont des bouteilles de boisson, des produits en styromousse, des cuillères, et des sacs. D'autres formes de violence sont aussi pratiquées sur les personnes séquestrées pour casser la morale et la résistance de leurs proches. Ce qui doit les pousser à aller jusqu'au bout dans le versement de la rançon. Malheureusement, il peut arriver que la victime soit exécutée malgré le versement de la rançon.

2.— Le vol des camions de marchandises

²⁷⁵ <https://www.tripfoumi.com/blog/2021/01/09/une-religieuse-kidnappee-dans-la-residence-des-soeurs-a-carrefour/> (consulté le 18 juin 2023)

Le détournement des camions de marchandises constitue un autre mode opératoire des bandits. Cela constitue une autre forme de terreur à laquelle la population est exposée et aussi une autre source d'enrichissement pour les gangs. Avec la centralisation du pays depuis l'occupation américaine, Port-au-Prince devient le centre politique, administratif et économique du pays. L'essentiel des produits de première nécessité, dont les produits alimentaires et les matériaux de construction, provient de la capitale. Étant donné que les gangs prennent le contrôle des principaux axes reliant Port-au-Prince aux autres régions du pays et que la police est impuissante, les camions de marchandises deviennent la cible des bandits. C'est une situation qui a de grandes répercussions sur l'économie du pays. Ces produits se font rares et leur prix augmente. Ainsi, la population est doublement pénalisée.

Comme pour le kidnapping, les titres des articles de presse du pays constituent un vrai indicateur. Par exemple, le 7 août 2019, face à ce fléau, Le Nouvelliste écrit :

« Le détournement des camions de marchandises devient monnaie courante un peu partout sur les principales artères du pays. Le journal ne dispose pas de données exactes sur le nombre de détournements réalisés au cours des six derniers mois à la sortie sud de la capitale et dans le Bas-Artibonite, mais il n'y a pas un jour sans qu'il y ait un cas ou une tentative déjouée par la PNH. [...] Les commerçants du grand Sud et les distributeurs de la capitale sont les principales victimes de cette situation. Ne sachant à quel saint se vouer, certains d'entre eux sont obligés de plier bagage » (Flecher, 2019).

Il n'y a pas que les transporteurs qui approvisionnent les villes de province qui sont concernés. Les marchandises destinées au marché de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince sont aussi détournées. Par exemple, le 11 mai 2022, à Delmas 2, la Compagnie de tabacs « Comme il faut » se faisait détourner 5 camions de marchandises. Le 23 janvier 2023, des hommes armés ont détourné un camion à l'Avenue Christophe, à Port-au-Prince. Ce qui est le plus frappant, c'est qu'il arrive à traverser le Centre-ville sans se faire arrêter en empruntant l'Avenue Magloire Ambroise (Le Facteur Haïti, 2023 ; Toussaint, 2022).

Face à l'ampleur que prend ce phénomène, en mai 2022, de nombreux chauffeurs dominicains ont pris la décision de ne plus assurer la livraison de marchandises en Haïti. Ces derniers décident de les livrer à la frontière haïtiano-dominicaine. Les chauffeurs haïtiens sont chargés de les transporter

en Haïti²⁷⁶. Dans ce contexte, ce sont les chauffeurs haïtiens qui courent le risque de se faire piller ou de se faire séquestrer.

3.— La spoliation et les conflits terriens

Cette situation fait aussi naître une insécurité de nature foncière. En effet, faisant déjà face à une absence de cadastre et à une pratique de spoliation bien installée (Daudier, 2013 ; L'EXPRESS, 2017), le chaos semble profiter aux gangs. Ils n'ont pas hésité à accaparer des portions de terres jadis convoitées. Les combats entre gangs au niveau de Laboule 12 sont en partie dus à un conflit terrien²⁷⁷. Dans les zones de Montrouis et de l'Arcahaie, les conflits fonciers ont de graves impacts sur les activités touristiques. En janvier 2022, un différend foncier a fait 8 morts et plusieurs blessés. En mai de la même année, après des conflits provoquant l'incendie de plusieurs maisons et causant décès, le littoral a été attaqué et « trois maisons de plage cossues » ont été incendiées à Carriès (Geffrard, 2020 b, 2022). Dans d'autres cas, comme dans le Nord et le Nord-Est, les bandits soutenus par certaines autorités se lancent dans une pratique de spoliation. Ce désordre touche aussi bien les fonds de terre des particuliers que ceux de l'État (Pélissier, 2023). Ce qui nourrit le climat d'insécurité déjà précaire. Ceux qui osent parler peuvent être victimes de séquestration et être même d'assassinat.

4.— Des homicides et des massacres

L'état lamentable de la situation se traduit également par l'affrontement armé des gangs conduisant à des homicides (ciblés ou accidentels) et à des massacres dans les quartiers populaires. Nous désignons par homicide l'assassinat d'une personne de manière individuelle et par massacre, la mort d'un groupe de personnes. Cela peut aller de quelques individus à quelques dizaines d'individus.

En effet, la crise haïtienne des dernières années a occasionné l'assassinat d'un grand nombre d'individus. Si la plupart sont des anonymes, certains d'entre eux sont très connus. Dans le contexte actuel, il est difficile d'énumérer tous les homicides et tous les massacres commis ou

²⁷⁶ <https://www.haitilibre.com/article-36660-haiti-insecurite-de-nombreux-transporteurs-dominicains-refusent-d-entrer-en-haiti.html> (consulté le 18 juin 2023)

²⁷⁷ <https://www.karibinfo.com/index.php/2022/10/31/haiti-apres-l-assassinat-deric-jean-baptiste/> (consulté le 8 mars 2023)

perpétrés par les gangs. Il n'existe pas un système de données fiable recensant ces meurtres, surtout quand la victime est un anonyme. Depuis 2021, plusieurs assassinats ont retenu les esprits. À titre d'exemple, nous pouvons citer les cas d'assassinat suivant : 1) Le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Monferrier Dorval, le 28 août 2020 chez lui ; 2) Le Président d'Haïti, Jovenel Moïse, survenu chez lui le 7 juillet 2021 ; 3) L'ancien sénateur Yvon Buissereth, directeur général de l'EPPLS²⁷⁸, le 6 août 2022 ; 4) L'entrepreneur, homme politique, Eric Jean-Baptiste, survenu dans la soirée du 28 octobre 2022 (Agence France-Presse, 2022 ; Le Parisien/AFP, 2022 ; Metronews, 2022 ; RCI Martinique, 2020).

À côté de ces meurtres, il existe également plusieurs massacres perpétrés par les gangs, parfois avec l'appui des autorités, sur la population civile. C'est l'exemple du massacre perpétré, selon plusieurs médias et selon les rapports du RNDDH²⁷⁹, par le gang « G9 » pour le compte du pouvoir d'alors. Les 13 et 14 novembre 2018, le quartier de la Saline a été attaqué par Serge Alexis, dit Ti Junior. Il aurait agi sous les ordres du délégué départemental de l'Ouest, Joseph Pierre Richard Duplan et Fednel Monchery, directeur général du MICT. De graves atrocités ont été perpétrées contre la population de ce bidonville. Selon le rapport du RNDDH cité par ReliefWeb, au moins 71 personnes ont été tuées. Il y avait également plusieurs personnes violées et blessées, sans oublier des maisons incendiées. Quelques mois plus tard, en juillet 2019, le quartier a été une nouvelle fois attaqué. À cette attaque, 20 morts, 2 personnes portées disparues et 6 blessés ont été dénombrés (Reliefweb, 2019 ; Thomas, 2020).

En mai 2022, la guerre des gangs opposant « Chien Méchant » à « 400 Mawozo » a fait près de 150 morts. À ces morts, il faut ajouter les blessés, les personnes violées, les déplacés et les maisons incendiées. En juillet 2022, en seulement une semaine, la guerre entre bandits à Cité Soleil a fait plus de 234 morts. En décembre de la même année, c'est le tour de la commune de l'Arcahaie, où des gens armés ont causé environ une douzaine de décès au sein de la population (Daniels, 2022 ; Nembrot, 2022 ; Simon, 2022). D'autres cas similaires peuvent être encore soulignés. C'est le cas de six policiers cantonnés à Liancourt qui sont tués le 25 janvier 2023, dans l'attaque de leur commissariat par le gang armé dénommé « Gran grif »²⁸⁰ (AlterPresse, 2023).

²⁷⁸ Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux

²⁷⁹ Réseau National de Défense des Droits Humains

²⁸⁰ « Grandes griffes »

5.1.2.3. — Gangstérisation et liberté de circulation

Le tourisme est par essence, la circulation, le déplacement hors de son environnement habituel. En effet, depuis quelques années, la circulation des personnes devient très difficile à travers le pays. La situation globale crée chez de la population une peur bleue liée au danger qu'impliquent les déplacements à travers le pays. Le sentiment d'insécurité est réel. Le témoignage d'une mère, habitant à Port-au-Prince, est poignant. Selon elle, à chaque fois qu'elle ou sa fille, étudiante à l'Université d'État d'Haïti, est dans l'obligation de sortir de la maison, elles se livrent à une sorte de rituel d'adieu. La raison, c'est qu'elles ne sont pas sûres qu'elles se reverront.

Aujourd'hui, selon plusieurs témoignages et selon ce que nous pouvons observer, les gens se déplacent de moins en moins. Ils restent confinés chez eux. Ils n'effectuent que les déplacements indispensables. Les voyages interurbains sont de plus en plus évités. Les professionnels ne font plus le trajet d'un département à un autre, comme c'était le cas pour certains d'entre eux. À titre d'illustration, certains professeurs qui résidaient dans l'Ouest et qui travaillaient dans le Nord ont décidé, depuis environ trois ans, de s'installer définitivement dans les environs de leur lieu de travail. La cause est le fait que les gangs perturbent grandement la circulation des personnes (ReliefWeb, 2023).

En effet, le transport aérien demeure l'unique moyen sûr pour circuler à travers Haïti. Malheureusement, avec son prix exorbitant²⁸¹, il devient inaccessible pour la majeure partie de la population. La clientèle de ce type de transport est, généralement, constituée des membres de la diaspora et des travailleurs humanitaires. Ces derniers sont des employés des ONG ou des cadres d'autres institutions, qui sont, pour la plupart, étrangères. Le transport terrestre est soumis aux lois des bandits. Il n'est pas rare de voir des autobus interceptés et les occupants séquestrés. Cette pratique est presque celle de tous les gangs (Agence France-Presse, 2022, 2023 ; Hessoun, 2023 ; Sainsilien, 2021 ; VBI, 2020). Les cas sont nombreux. À titre d'exemple, en novembre 2021, un autobus reliant Port-au-Prince à la ville des Cayes a été kidnappé avec une cinquantaine de

²⁸¹ Le trajet Cap/Port-au-Prince peut atteindre facilement les 125 dollars américains pour un aller simple. Ce qui équivaut à plus de 19 000 gourdes. C'est un montant très élevé dans un pays où le taux de chômage est élevé et qu'un ouvrier dans les manufactures gagne environ 15 439 gourdes chaque mois.

passagers par le gang « 5 secondes »²⁸². En juin 2022, 38 personnes à bord de deux minibus, en direction de Miragoâne, ont été enlevées au niveau de Village de Dieu. Situé à la sortie de la capitale, ce quartier constitue la base officielle de ce gang précédemment cité (Agence France-Presse, 2022, 2023 ; Hessoun, 2023 ; Sainsilien, 2021 ; VBI, 2020).

Même si la guerre des gangs n'est pas dans la réalité de la commune de Gros-Morne, le contrôle des routes par des groupes armés constitue un frein à la libre circulation des personnes. Le 13 novembre 2020, 51 personnes à bord d'un autobus assurant le trajet Port-de-Paix/Port-au-Prince ont été attaquées. Un jour avant ce drame, deux autres autobus ont été attaqués dans la même localité par des hommes armés. Ce n'est pas un cas isolé. D'autres usagers de ce secteur sont victimes de séquestration. C'était le cas de 16 passagers de la compagnie Sans Souci enlevés d'un autobus le 14 juillet 2021. Le 3 février 2023, toujours dans l'Artibonite, une cinquantaine de personnes, montées à bord de deux autobus, ont été enlevées dans la commune Liancourt. En effet, pour éviter la route nationale no 1 où évoluent plusieurs gangs, les chauffeurs ont emprunté la route qui passe par le département du Centre (Carte 16). Malgré tout, ils ne sont pas en sécurité. Ils peuvent être séquestrés par les hommes de Savien (Agence France-Presse, 2022, 2023 ; Hessoun, 2023 ; Sainsilien, 2021 ; VBI, 2020).

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les passagers voyageant entre la République dominicaine et la République d'Haïti par Jimani sont également exposés aux mêmes risques avec les « 400 Mawozo ». Leur dernière séquestration d'un groupe remonte au mois de janvier 2023. Ainsi, 37 passagers du bus Capital Coach Line, reliant les deux parties de l'île, ont été pris en otage et séquestrés (Agence France-Presse, 2022, 2023 ; Hessoun, 2023 ; Sainsilien, 2021 ; VBI, 2020).

Face à l'incapacité des pouvoirs publics d'assurer le contrôle du territoire et la libre circulation des personnes. Les gangs se donnent des pouvoirs démesurés. Ils posent des actes qui mettent de plus en plus en danger la liberté de circulation. Ils sont très ingénieux en ce qui concerne les méthodes utilisées. À chaque moment, ils inventent une nouvelle technique pour mieux étendre la terreur.

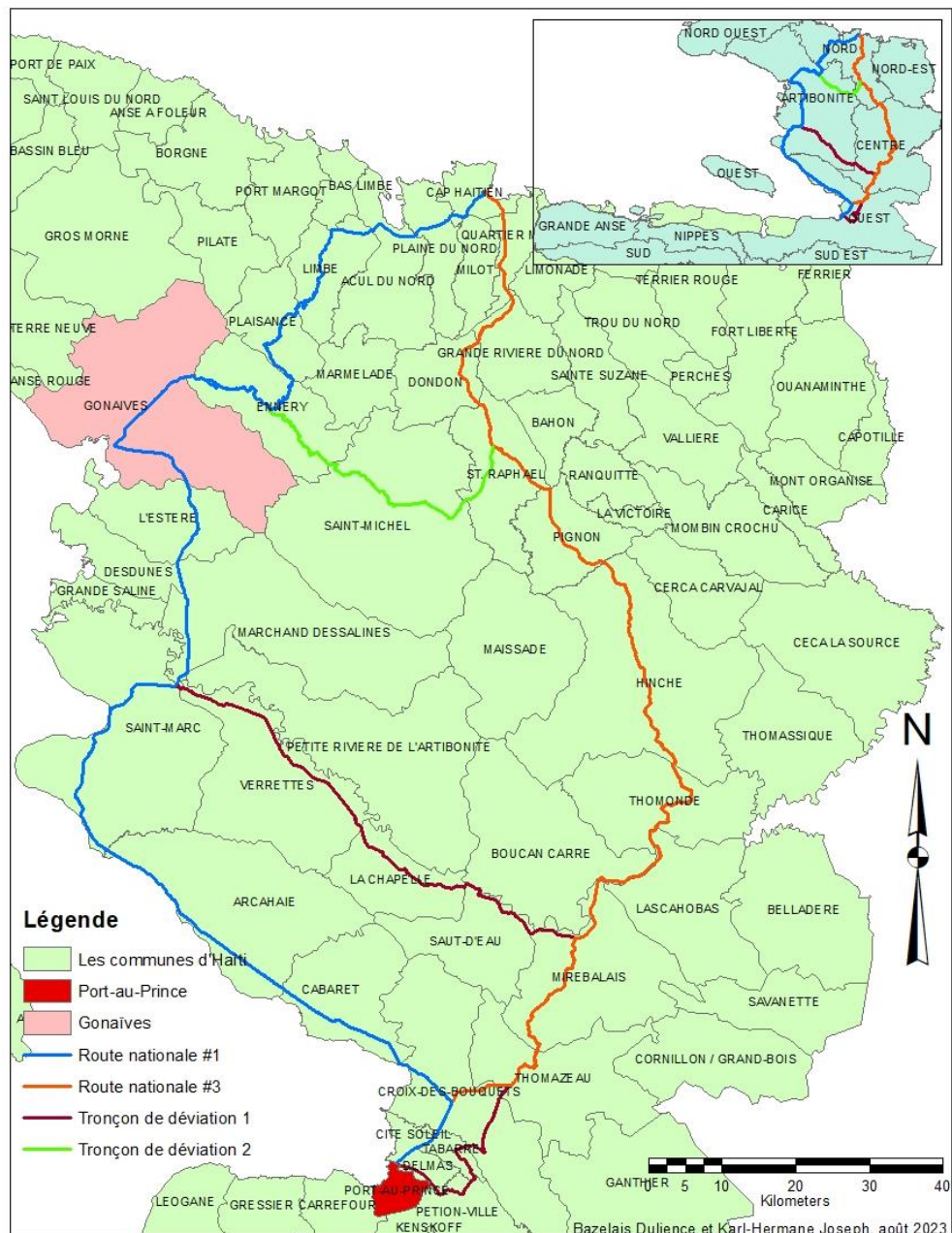
²⁸² <https://gamaxlive.com/2021/11/11/une-cinquantaine-de-passagers-dun-autobus-reliant-port-au-prince-cayes-kidnappes-a-martissant-un-crime-de-trop-selon-lassociation-des-proprietaires-et-chauffeurs-dhaiti/> (consulté le 7 mars 2023)

Parallèlement à la séquestration des autobus, ces hommes armés contrôlent les gares routières et font payer les usagers. Ils établissent sur les routes plusieurs postes de péage où les chauffeurs doivent s'acquitter d'un certain montant fixé par trajet ou hebdomadairement. Selon ce qui circule sur les réseaux sociaux, ils ont changé de stratégie. Pour mieux contrôler les activités des chauffeurs, plusieurs gangs ont décidé soit d'enregistrer formellement les véhicules, soit de distribuer des cartes d'accès²⁸³. L'annexe 2 est un formulaire d'enregistrement pour les usagers du grand Sud distribué par les gangs occupant la sortie sud de la capitale. Cette situation décourage les chauffeurs qui se plaignent que le transport ne représente plus une activité économique rentable. Certains d'entre eux abandonnent ce secteur pour choisir d'autres activités économiques moins risquées. Pour faire face aux exigences financières des gangs, les conducteurs font répercuter les droits imposés par les malfaiteurs sur le prix du trajet.

Par ailleurs, le contrôle des voies de communication par les gangs armés pousse souvent les usagers de la route à refuser leur trajet habituel pour adopter d'autres trajets plus longs, plus difficiles et parfois aussi dangereux. C'est le cas des usagers du tronçon Gonaïves/Port-au-Prince (Carte 16). Pour éviter les gangs situés sur la route nationale no 1, les voyageurs ont dû traverser par le département du Centre en passant par Verrettes. Aujourd'hui, le contrôle de Verrettes par les hommes de Savien pousse les usagers à traverser les départements du Centre et du Nord avant d'atteindre Saint-Michelle-de-l'Attalye avant de se diriger vers Les Gonaïves. Le journaliste Johnny Ferdinand l'a bien exposé lors d'une émission à la radio Caraïbe. D'une durée d'environ deux heures initialement, le trajet se transforme en une pénitence de presque une journée. Une entreprise coûteuse en temps en argent.

²⁸³ <https://lefiletinfo.com/haiti-transport-en-commun-des-gangs-armes-font-de-nouvelles-exigences-aux-chauffeurs/>
(consulté le 16 mars 2023)

Carte 16.- Un exemple de l'impact de la gangstérisation sur la liberté de circulation



Cette carte met en relief la situation des usagers empruntant la route Port-au-Prince/Gonaïves et inversement. L'installation des gangs sur la route nationale no 1, dans la zone de Canaan, dans la commune de Croix-des-Bouquets, conduit les usagers à bifurquer vers la route nationale no 3 pour atteindre la ville de Mirebalais. De là, ils peuvent traverser les communes du département de l'Artibonite avant de reprendre la route nationale no 1.

Les actions du gang de Savien au niveau de la commune de Petite-Rivière-de-l'Artibonite les contraignent de continuer sur la route nationale no 3 jusqu'à Saint-Raphaël dans le département du Nord. Là, ils empruntent des voies intérieures pour arriver à Ennery. Ensuite, ils vont prendre la direction des Gonaïves.

5.2.— Les impacts de la crise actuelle sur la destination

L'aggravation de la crise sociopolitique et économique du pays a des impacts considérables sur la destination. Bien qu'elle soit depuis des années une « destination de crise », la réalité actuelle constitue une exception dans la crise. La restriction de la circulation interdépartementale, interurbaine et même intra-urbaine, met le secteur touristique à rude épreuve. Cela implique directement la délocalisation à l'étranger, essentiellement en République Dominicaine, de certaines activités phares qui, d'habitude, attirent les membres de la diaspora. Dans certains cas, elles sont tout simplement annulées. Dans ce contexte, malgré l'attachement de la diaspora, cela peut, dans une certaine mesure, jouer sur leur décision de venir en vacances dans leur pays d'origine. Une petite enquête menée auprès d'une centaine de membres de la communauté diasporique haïtienne le prouve. Dans ce contexte, les entreprises touristiques agonisent !

5.2.1. — Les impacts sur les acteurs du secteur

La question de la sécurité reste l'une des exigences majeures de la plupart des touristes. La violence et l'insécurité poussent les voyageurs à choisir d'autres destinations où le problème de l'insécurité n'est pas posé. L'instabilité politique, même de courte durée, affecte l'image d'une destination sur le long terme. Elle réduit la qualité des flux touristiques. Elle affecte non seulement le nombre de touristes, mais aussi leur profil. Alors que la destination reçoit de moins en moins de touristes, ces derniers pourraient constituer de plus en plus des plus pauvres avant de disparaître en fonction de l'intensité de la crise. Selon Banengäi-Koyama et ses collaborateurs (2021), plusieurs études empiriques ont montré que l'instabilité politique est beaucoup plus néfaste pour une destination que les attentats terroristes. Pour répéter Bruno Sarassin (2004), le tourisme est au risque du politique (Banengäi-Koyama et al., 2021 ; Sarrasin, 2004a). C'est une réalité qui a déjà été observée en Haïti depuis les années 1980. L'instabilité du pays participe à repousser les touristes étrangers du territoire. Cela fait encore ses preuves avec la crise actuelle qui affaiblit encore plus ce qui restait du secteur.

5.2.1.1. — Perte de l'attractivité du territoire

La situation au cours des quatre dernières années s'est gravement détériorée en Haïti. Le secteur touristique en est grandement touché. En effet, l'ultime paralysie des activités touristiques de ces

dernières années en Haïti a débuté en février 2019²⁸⁴ lors d'une contestation populaire de nature politique et sociale. Elle a ainsi provoqué la paralysie de toutes les activités économiques. La circulation des personnes a aussi été affectée. En fait, tous les secteurs en étaient impactés. Le secteur touristique, par sa nature, est parmi les plus touchés.

Après environ deux semaines de troubles, les conséquences avaient commencé à se faire sentir. En pleine saison touristique, certains touristes se voyaient bloqués dans leurs hôtels pendant plusieurs jours avant d'être rapatriés. C'est le cas d'une centaine de touristes canadiens ayant acheté un forfait tout-inclus auprès d'Air Transat qui ont été bloqués à Royal Decameron. Ils n'avaient pu quitter leur hôtel pour l'aéroport que par hélicoptère. Un groupe de 25 lycéens québécois avait dû également écourter leur séjour à Port-au-Prince à cause de la détérioration de la situation (AFP, 2019 ; La Presse canadienne, 2019 ; Radio-Canada, 2019 ; Saint-Pré, 2019).

Du même coup, certaines compagnies aériennes ont décidé de suspendre leurs liaisons vers Haïti. C'est le cas d'Air Transat qui, le 17 février, a annoncé la suspension de la vente de forfaits vacances sur Haïti pour deux mois. Air Canada l'a suivi le 26 février en déclarant la suspension de ses vols entre Montréal et Haïti jusqu'au 29 avril (AFP, 2019 ; La Presse canadienne, 2019 ; Radio-Canada, 2019 ; Saint-Pré, 2019).

Si elles n'ont pas suspendu leurs activités dans le pays, d'autres compagnies ont réduit l'intensité de leurs activités sur Haïti. Au cours de ce même mois de février, Air Caraïbes a cessé de vendre des forfaits vacances pour Decameron. À partir du 5 avril, Jet Blue a réduit sa fréquence à un seul vol vers New York et vers Fort Lauderdale à l'aéroport international Toussaint Louverture. Quant à Delta Airlines, son vol quotidien vers Atlanta a été réduit à trois vols par semaine. Entre-temps, certains gouvernements ont demandé à leurs ressortissants de ne pas voyager vers Haïti (La Presse canadienne, 2019 ; Saint-Pré, 2019). Ces cas ne sont que des illustrations. La réalité est beaucoup plus grave.

Les conséquences sont rapides et durent dans le temps. Si nous prenons l'exemple des événements de février 2019, en quelques jours, la destination qui cherchait à sortir sa tête de l'eau, se retrouvait

²⁸⁴ Soit le 7, une date qui correspond à la fin de la dictature en Haïti. En effet, le 7 février 1986, Jean Claude Duvalier a laissé le pouvoir après 29 ans de dictature imposée au pays. Cette date en Haïti est à la fois une occasion de commémoration et contestation.

sur la liste noire du tourisme mondial. Les tour-opérateurs internationaux et les sites de ventes de billets n'affichaient plus Haïti dans les forfaits offerts. La capture d'écran suivante (Image 39) en est un témoignage. Des avertissements sont émis par le ministère des Affaires étrangères de plusieurs pays dont la France, les États-Unis et le Canada, exhortant leurs ressortissants à éviter tout voyage en Haïti. Les réservations sont annulées sur plusieurs mois, provoquant rapidement un taux d'occupation drastiquement bas. Une situation qui aura, sans aucun doute, de lourdes conséquences à moyen et long terme pour le secteur touristique. À l'hôtel Le Plaza par exemple, au 19 février (officiellement dans une période qui devrait être la haute saison touristique), le taux d'occupation n'était que de 6 %. Seulement 6 des 95 chambres étaient occupées. À Karibe, il n'était que 2,7 %, soit 4 chambres sur 147 (Saint-Pré, 2019).

Image 39.- La destination Haïti n'est plus accessible sur les sites de ventes de billet

The screenshot shows the CheapTickets website interface. At the top, there is a navigation bar with the CheapTickets logo, a 'Get CheapCash' button, and links for 'Account', 'My Lists', 'My Trips', and 'Support'. Below this is a secondary navigation bar with links for 'Home', 'Vacation Packages', 'Hotels', 'Cars', 'Cruises', 'Flights', 'DEALS!', 'Activities', 'Discover', 'Event Tickets', 'Mobile', and 'CheapCash'. A 'More' dropdown menu is also visible. The main content area is titled 'Please help us with a little more information' and contains three search fields: 'Leaving from' (Fort Lauderdale, FL, United States), 'Going to' (Port-au-Prince, Haiti (PAP-Toussa)), and 'Departing' (02/28/2019). A red error message is displayed below the 'Going to' field, stating: 'We could not find any airports that match your search for 'Port-au-Prince, Haiti (PAP-Toussaint Louverture Intl.)'. Please enter a new city name, airport name, or airport code.'

Source : Bazelais Dulience, février 2019

Cette capture d'écran fait partie de trois captures réalisées le 19 février 2019, quelques jours après l'éclatement du premier épisode de « pays lock » qu'a connu le pays. Nous avons voulu vérifier

l'ampleur des conséquences des manifestations de rue sur la destination en essayant de réserver des vols vers Haïti. Trois aéroports différents et deux sites de vente ont été choisis. Nous avons essayé de réaliser la première réservation sur « CheapTicket ». Nous avons choisi un vol de l'Aéroport international Fort Lauderdale (États-Unis) vers l'Aéroport international Toussaint Louverture à Port-au-Prince en date du 28 février 2019. Par la suite, nous avons choisi le site « Expedia » pour réserver les deux autres vols. Le départ était fixé pour le 3 mars 2019. L'un devrait partir de l'Aéroport international Miami vers celui de Port-au-Prince. Pour l'autre, nous devrions nous embarquer à l'Aéroport international Pierre-Élliott-Trudeau de Montréal pour nous diriger vers Port-au-Prince. Dans les trois cas, voici le message en anglais qui a été affiché : « Nous ne trouvons aucun aéroport qui correspond à votre recherche... S'il vous plait, rentrez le nom d'une nouvelle ville, celui d'un nouvel aéroport et un nouveau code d'aéroport »²⁸⁵.

En fait, cela signifie que la destination haïtienne est rayée de la carte touristique internationale. Un coup dur pour les acteurs du tourisme et essentiellement les entreprises touristiques.

Il faut comprendre que dans ce contexte, les gérants sont obligés de prendre des décisions administratives pour tenir le coup, comme dans le cas de la pandémie de COVID-19. Parmi lesquelles, il y a le renvoie définitif (ou provisoire) de travailleurs, le changement du régime de travail à temps plein à celui de temps partiel. C'est une situation qui met les travailleurs dans la précarité. Certains établissements, à l'instar du complexe Moulin sur Mer, ont dû cesser par moment toutes activités en février 2019²⁸⁶. D'autres ont dû cesser les activités définitivement. C'est le cas de Best Western dont nous avons évoqué plus haut son inauguration en 2013 comme faisant partie des investissements de la diaspora dans le secteur touristique. En effet, le premier hôtel 5 étoiles d'Haïti a dû fermer ses portes en octobre 2019 dans le contexte du deuxième épisode de « pays lock ». Ce qui, du coup, jette au chômage plusieurs dizaines de travailleurs puisque la structure fournissait 150 emplois directs et près de 500 autres de manière indirecte²⁸⁷.

Cela affecte le pays tout entier, de la capitale aux villes de province. L'hôtel Port-Morgan, un établissement de quatre étoiles, situé à l'Île à Vache, peut aussi illustrer cette descente aux enfers des entreprises touristiques du pays. Se trouvant en hauteur, face à la mer, il était très prisé aussi bien par des visiteurs étrangers que par des membres de la diaspora. Après environ trois mois de trouble, les responsables ont dû fermer les portes (Image 40). À notre visite en décembre 2019, il

²⁸⁵ Le message en anglais : « We could not find any airports that match your search for 'Port-au-Prince, Haiti (PAP-Toussaint Louverture Intl'. Please enter a new city name, airport name or airport code ».

²⁸⁶ <https://www.icihaiti.com/article-26982-icihaiti-tourisme-moulin-sur-mer-cesse-temporairement-ses-activites.html> (consulté le 28 avril 2023)

²⁸⁷ <https://www.haitilibre.com/article-29066-haiti-flash-l-hotel-5-etoiles-best-western-victime-de-la-crise-annonce-sa-fermeture-definitive.html> (consulté le 30 avril 2023)

n'y avait aucun client sur les lieux. La piscine était sèche. Pour tout personnel, il n'y avait qu'un gardien qui protégeait les lieux. Selon ses informations, le personnel a été renvoyé. Les tables du restaurant étaient encore recouvertes de nappes, comme pour exprimer que depuis la dernière préparation aucun client ne s'est présenté. Comme pour montrer le niveau d'abandon des lieux, à la place des clients, il n'y avait que des chèvres attachées sur la pelouse.

Image 40.- Port-Morgan : Images d'un lieu abandonné



Source : Bazelais Dulience, décembre 2019

Ces photos illustrent les difficultés des entreprises touristiques en Haïti dans le contexte de l'accentuation de la crise. Au cours du dernier trimestre de l'année 2019, à la suite de deux blocages complets du pays (survenu en février et de septembre à novembre), les conséquences pour le tourisme en Haïti étaient inestimables. L'Hôtel Port-Morgan à l'Île à Vache en est une illustration. Les deux photos en haut sont, d'abord, la plaque de classification hibiscus du MTIC qui identifie également l'établissement. Ensuite, nous avons l'image d'un restaurant sans clients.

Les deux autres photos de bas représentent à leur tour, la piscine de l'établissement sans eau et une partie de la pelouse abandonnée et transformée en pré pour pâture des chèvres.

En effet, les entreprises touristiques ne sont pas affectées uniquement par manque de clients. Elles sont parfois aussi victimes d'attaques violentes au cours de la crise. Plusieurs cas attestent ce fait. En octobre 2019, plusieurs entreprises touristiques ont été prises pour cible par des individus, que ce soit à Port-au-Prince, à Montrouis, à Jacmel ou à Cap-Haïtien²⁸⁸. En mai 2020, dans le cadre d'un conflit terrien, plusieurs maisons de plage, de bateaux et au moins un hôtel ont été incendiés à l'Arcahaie. Dans la soirée du 15 mars 2023, des individus armés ont envahi Wahoo Bay. Le personnel a été intimidé, les lieux ont été saccagés et certains matériels emportés (Fleuristil, 2020 ; Sénat, 2023).

Les acteurs touristiques ne cachent pas leur déception dans ce contexte. « *En dix jours, Haïti a perdu tous les efforts consentis ces 7 dernières années pour le replacer sur la carte touristique du monde !* » s'exclama en février 201, le représentant de l'hôtel Le Plaza dont les propos ont été rapportés par le Le Nouvelliste (Fleuristil, 2020 ; Isaac, 2019 ; Sénat, 2023). Le coordonnateur du Groupe d'Appui et de Réflexion sur le Tourisme, Godson Lubrun expose ainsi la réalité : « *L'industrie est mise à plat. Les crises à répétition mènent le secteur à une situation compliquée. [...] La crise des "pays lock", la crise sanitaire du coronavirus de 2020, les épisodes d'instabilité politique et l'insécurité généralisée qui viennent à la suite ont occasionné une décroissance du secteur...* » (O. Charles, 2023).

Ce n'est pas seulement le tourisme international qui est affecté. Le tourisme domestique est également concerné au même niveau. Les espoirs que ce pan du tourisme faisait naître en 2018 ont volé en éclat. Comme nous l'avons vu au chapitre II, les gérants d'établissements hôteliers, les managers des tour-opérateurs sont unanimes sur ce point. À chaque crise, les déplacements à l'intérieur du pays deviennent plus difficiles. La population se déplace de plus en plus par nécessité et non pour le plaisir.

5.2.1.2. — Perturbation des activités culturelles et artistiques

Depuis les années 1980, le secteur culturel est considéré comme un très bon allié du tourisme. Il est, selon l'OCDE, « *de plus en plus utilisé comme l'un des aspects du produit touristique et des*

²⁸⁸ <https://www.haitilibre.com/article-29048-haiti-crise-des-etablissements-touristiques-cibles-d-attaques-de-manifestants.html> (consulté le 28 avril 2023)

stratégies visant à mettre en valeur l'image des destinations » (OECD, 2009). Pour Magnani (2014), le tourisme et la culture constituent, aujourd'hui, essentiellement pour les pays en développement, une association dont les résultats sont très positifs sur le plan du développement (Magnani, 2014).

En réalité, cela ne concerne pas uniquement les pays en développement puisque « *plus de 50 % de l'attractivité touristique en Europe est générée par le patrimoine culturel* » (Chikhaoui, 2021). Ce qui signifie que l'ensemble des éléments culturels et artistiques d'une société participe grandement à la promotion d'une destination ainsi qu'à son attractivité. Haïti n'en fait pas exception. Chaque année, toute une série d'activités culturelles est organisée dans le pays. Ce qui attire un grand nombre de visiteurs venus de la diaspora.

Parmi ces activités culturelles très prisées en Haïti, il y a les bals et les festivals des groupes musicaux. La période des vacances d'été est le moment privilégié généralement choisi par la diaspora pour participer à ces activités. En effet, depuis un certain temps, face à l'insécurité, ces prestations sont de plus en plus délocalisées vers les États-Unis ou vers la République Dominicaine. Dans un article du média en ligne Juno7, écrit en août 2021, on parle de la république voisine comme le nouveau « *point central des spectacles haïtiens* » (D. Charles, 2021).

Un autre exemple que nous pouvons prendre est le Sumfest. Depuis environ six années, chaque été se déroule, sur la Côte des Arcadins, au bord de la mer, un festival de musique où les participants peuvent se baigner à la mer et déguster les mets haïtiens. C'est une activité de grande ampleur (Image 41) où beaucoup de groupes musicaux haïtiens du pays et de la diaspora ont eu l'occasion de mettre de l'animation. Quant aux participants, ils viennent de partout et essentiellement de la diaspora²⁸⁹. Face à l'insécurité, la cinquième édition qui aura lieu en juillet 2023 sera délocalisée aux États-Unis, plus précisément à Key Biscaine en Floride²⁹⁰. L'insécurité est clairement désignée comme la cause.

²⁸⁹ <https://mag2news.com/haiti-culture-une-nouvelle-edition-de-sumfest-prevue-pour-fin-juillet/> (consulté le 30 avril 2021)

²⁹⁰ <https://lejournaler.info/2023/03/12/haiti-a-cause-de-linsecurite-sumfest-aura-lieu-a-miami-cette-annee/> (consulté le 1^{er} mai 2023)

Comme pour justifier la décision de délocaliser l'événement en terre américaine, un mois après cette annonce, le promoteur du festival, Alain Joseph a été séquestré le 13 avril 2023 à l'intérieur d'une église située dans les hauteurs de Port-au-Prince²⁹¹.

Image 41.- Un pan du Sumfest sur la Côte des Arcadins



Source : (Joly, 2023)

Cette photo a été prise au cours de la quatrième et dernière édition du Festival Sumfest tenue à Wahoo Beach sur la Côte des Arcadins en Haïti.

En fait, à part quelques villes de province comme le Cap-Haïtien où la vie nocturne existe encore dans le centre-ville, dans la plupart des villes, essentiellement à Port-au-Prince, les salles de spectacles sont toutes fermées. Les affiches de spectacles se font de plus en plus rares. Seuls quelques groupes ont bravé l'insécurité et osent organiser des bals ou des festivals. Mais, rien ne garantit que leurs membres puissent rentrer sains et saufs après les prestations. La séquestration du guitariste de groupe DISIP le 6 janvier 2023 est un exemple. Revenant d'un bal dans le Sud, il

²⁹¹ <https://fcnhaiti.com/le-promoteur-de-sumfest-kidnappe-a-linterieur-dune-eglise-a-peguy-ville/> (consulté le 1^{er} mai 2023)

a été enlevé à Martissant²⁹². Même si sa séquestration était de courte durée, cela illustre à quoi les artistes et mêmes touristes sont exposés.

5.2.2. — La perception de la diaspora sur la destination face à la crise

Selon Chiffman et Kanuk (1991), cité par Croutsche, « *la perception est un processus par lequel un individu sélectionne, organise et interprète les stimuli en leur donnant une signification cohérente par rapport à son environnement immédiat* ». Pour Kotler, Filiatrault et Turner (1994), « *la perception est une condition préalable à l'action, laquelle ne dépend pas seulement des caractéristiques des stimuli physiques, mais aussi de leurs réactions avec l'environnement et des conditions particulières à l'individu* » (Croutsche, 2003). En ce qui concerne le tourisme, la notion de perception renvoie à la relation « *image-destination* » (Croutsche, 2003). La perception est un élément important à considérer dans le choix d'une destination. Elle est d'autant plus importante qu'elle est en quelque sorte subjective. En ce sens, une destination plus violente peut bénéficier d'une perception plus positive qu'une autre moins violente. Donc, tout dépend de l'image que la destination renvoie. Cela n'a rien à voir à ce qui se passe réellement sur le terrain. Cela dépend de la sensibilité des personnes concernées et de la nature des campagnes publicitaires dont ces deux destinations font l'objet. L'image d'une destination est, quant à elle, « *la somme des croyances, idées et impressions qu'une personne a d'une destination* » (Devanne & Fortin, 2011).

Aussi importante soit-elle, elle n'est pas toujours facile à cerner. Car, comme nous l'avons dit plus haut, à côté des éléments objectifs, elle dépend d'autres éléments subjectifs propres au vécu de chaque individu ou de chaque groupe. C'est en ce sens que, dans ce contexte de crise, analyser la perception de la diaspora par rapport à la destination haïtienne est une démarche très intéressante pour clore cette recherche. Considéré comme un acteur majeur du tourisme en Haïti, depuis la fin de la dictature des Duvalier, son attachement n'est pas forcément immuable. Dans cette partie, nous nous donnons pour objectif d'analyser l'impact de la crise sur la perception de la diaspora de la destination haïtienne.

²⁹² <https://haitistandard.com/kidnapping-le-keyboardiste-du-groupe-disip-sexy-joe-libere-apres-son-enlevement-spectaculaire-a-martissant/> (Consulté le 1^{er} mai 2023)

5.2.2.1. — Présentation de l'enquête et du profil des enquêtés

Pour comprendre la perception de la diaspora de la destination haïtienne par rapport à l'accentuation de la crise, nous avons effectué une petite enquête. À partir de cette dernière, nous avons pu atteindre près d'une centaine de personnes, soit 97 exactement. Elle a un triple objectif. D'abord, face à la délocalisation de certaines activités culturelles vers la République dominicaine, dans le contexte de la crise haïtienne, il s'agit de comprendre si la diaspora haïtienne est sur le point de choisir cette destination à la place d'Haïti. Ensuite, c'est de comprendre dans quelle mesure la situation sécuritaire en Haïti entrave les voyages de la diaspora au pays. Enfin, par rapport au calme relatif qui existe dans le Nord, c'est de déceler si les membres de la diaspora seraient disposés à y voyager malgré tout.

Le questionnaire comportait vingt questions qui concernent : 1) L'identification et l'origine de l'interviewé ; 2) La région géographique de résidence et sur le nombre d'années de résidence à l'étranger ; 3) Les voyages touristiques effectués au cours de ces trois dernières années (lieu et motivations) ; 4) La perception qu'ils ont de la destination haïtienne dans le contexte de l'aggravation de la crise, par rapport à la République Dominicaine.

En ce qui concerne le sexe, les 97 enquêtés sont répartis en 68 d'hommes et 27 de femmes. L'un d'entre eux s'identifie comme « Autre sexe ». Un autre n'a pas indiqué son sexe. De ces 97 répondants, membres de la diaspora haïtienne, trente-sept (soit 39 %) sont originaires de la région Nord ; trente-cinq (soit 36 %) viennent du département de l'Ouest ; treize (soit 14 %) sont issus des départements de l'Artibonite, du Centre et du Nord-Ouest ; onze (soit 11 %) proviennent du Grand Sud, y compris le département du Sud-Est.

La plupart d'entre eux, plus précisément 54 (soit 57 %), ont leur résidence en Amérique du Nord. La deuxième région de résidence constitue les Antilles d'où vivent 20 répondants, soit 21 % du total. Viennent ensuite l'Europe et l'Amérique du Sud qui comptent respectivement 7 et 6 répondants, représentant les mêmes chiffres en matière de pourcentage. La rubrique « Autre » totalise 8 répondants, soit également 8 %.

Ces personnes-là ont au moins une année de résidence au pays d'accueil. Plus clairement, ils sont 59, soit 62 % à y avoir vécu pendant une période allant d'un an à cinq ans. Parmi ces personnes,

14 d'entre eux (soit 15 %) ont, entre six à dix ans de résidence au pays d'accueil. Ceux qui ont plus de dix ans sont au nombre de 22 et représentent 23 % des répondants.

Les définitions de la diaspora n'imposent pas réellement une durée quelconque de résidence. En revanche, pour la notion de visiteur ou celle de touriste, les définitions officielles s'accordent sur une durée ne dépassant pas une année. C'est pourquoi nous avons choisi la durée de résidence soit d'au moins une année pour qu'on soit considéré comme faisant partie de la diaspora. Cependant, il y a un élément qui semble présenter une limite à ce choix. Certains étudiants, dont la principale raison d'établissement à l'étranger est les études, sont ici considérés comme faisant partie de la diaspora à part entière. Mais, bien qu'ils n'aient pas pu présentement contribuer économiquement et financièrement au maintien du secteur touristique dans le pays, ils sont probablement de futurs acteurs. D'ailleurs, ils contribuent présentement à travers leur réseau à faire la promotion de la destination.

5.2.2.2. — Les impacts de la crise sur la perception de la diaspora de la destination haïtienne

La situation qui prévaut en Haïti fait fuir les visiteurs étrangers. Ils sont depuis quelque temps remplacés par la diaspora. Avec l'aggravation de la crise, qui prend une tournure cahoteuse, il paraît que la principale clientèle de la destination haïtienne est réticente en ce qui a trait à ses voyages au pays. Comme le déclare la Fondation Zile, à cause de la guerre des gangs, la diaspora haïtienne préfère se rendre en République Dominicaine²⁹³. Ce qui signifie que la crise joue sur la perception que la diaspora a de la destination haïtienne. Il est intéressant de comprendre en quoi consiste cette perception.

5.2.2.2.1. — La République dominicaine semble ne pas être sur le point d'être la grande bénéficiaire

Les activités culturelles, naguère, attiraient une grande partie des membres de la diaspora. La délocalisation de plusieurs de ces activités vers la République Dominicaine voudrait dire que les voyages de la diaspora haïtienne suivraient le même rythme. Pourtant, à première vue, les données confirment l'inverse.

²⁹³ <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28412> (consulté le 21 juin 2023)

En effet, si une grande partie des membres de la diaspora questionnées, soit 48 %, ont voyagé dans d'autres pays pour leurs vacances, Haïti reste de loin la première destination par rapport à la République Dominicaine. Sur les 51 répondants qui étaient partis en vacances ces trois dernières années, seulement 5 ont voyagé vers la république voisine. Vingt et deux (22) avaient choisi une autre destination qui n'est ni Haïti ni la République Dominicaine. Quant à Haïti, elle en a reçu dix-neuf (19). Et, cinq n'ont pas précisé où ils étaient partis en vacances.

Donc, en comparant les 19 qui ont choisi Haïti comme destination de vacances par rapport à ceux ayant choisi la République Dominicaine, la différence est énorme. En matière de pourcentage, cela signifie que 37 % des répondants ont choisi Haïti et moins de 10 % ont choisi la République Dominicaine. Avec ces données, nous pourrions dire que, malgré la situation chaotique, la république voisine n'est pas en passe d'être choisie comme destination de vacances à la place d'Haïti. Toutefois, il faut souligner que ceux qui sont partis vers une autre destination qui ne se situe pas sur l'île représentent 43 % des répondants. Ce qui pourrait dire, malgré les différents motifs pouvant conduire un Haïtien de la diaspora à voyager vers Haïti, le pays n'est pas la première destination de vacances de la communauté diasporique.

Pour mieux analyser le niveau de préférence des membres de la diaspora pour ces deux destinations insulaires, nous leur avons demandé laquelle des deux auraient-ils choisi pour passer leurs vacances. Sur 76 personnes ayant répondu à cette question, 41 répondants, soit 54 %, ont choisi Haïti contre 35 répondants (soit 46 %) qui auraient opté pour la République Dominicaine. En voulant expliquer la raison de leur choix, il est étonnant de voir que seulement 12 % déclarent se sentir plus en sécurité en République Dominicaine qu'en Haïti. 37 % admettent que leur choix serait motivé par la situation d'insécurité en Haïti. En revanche, 51 % précisent que leur choix n'est nullement orienté par la question sécuritaire. Cela permet de conclure deux choses. Premièrement, malgré la situation sécuritaire critique en Haïti, la diaspora conserve encore ses attaches avec le pays. Deuxièmement, en dehors de la question sécuritaire, il semblerait qu'il existe d'autres éléments motivant les voyages des membres de la diaspora en République Dominicaine.

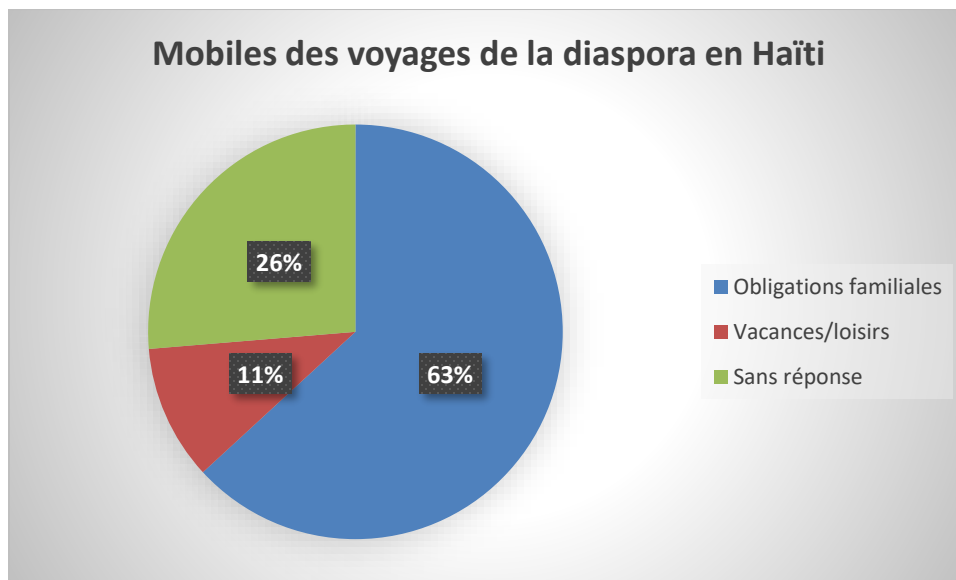
Si ces données semblent être très expressives s'agissant des choix, la réalité est plus complexe à cerner. Les voyages vers Haïti, dans le cadre du tourisme de la diaspora, peuvent être guidés par une multitude de motivations qui n'existent que dans le cadre du tourisme diasporique. Les

réponses fournies par les répondants le prouvent. En effet, comme le montre le diagramme suivant (Graphique 6), 63 % des personnes qui ont choisi Haïti comme destination ont justifié leur choix par des obligations familiales. Il n'y a que deux personnes sur 19 qui ont été motivées par un besoin de vacances et de loisirs.

Cela nous fait comprendre que, dans le cas où ils n'auraient pas de famille et de proches dans le pays, ils pourraient bien ne pas le visiter. D'ailleurs, seuls 7 % environ ont déclaré qu'ils se sentaient en sécurité lors de leur voyage au pays. Les réponses concernant leur choix si un ami de l'étranger leur avait demandé de l'emmener en Haïti sont très indicatives. Paradoxalement aux choix antérieurs qui semblent que l'attachement au pays est serré, 77 % des 88 réponses reçues vont dans le sens négatif. Seulement 23 % répondent positivement. Si dix-neuf n'ont pas expliqué le sens de leur choix, 69 répondants (soit 78 %) ont mentionné l'insécurité comme le mobile. Pour ces 23 %, nous pouvons supposer que leur réponse obéit à la logique voulant qu'il ne faille jamais dire du mal du pays, même quand ça va mal.

Si les données de l'enquête ne concluent pas clairement que la République Dominicaine est sur le point d'être choisie par la diaspora comme nouvelle destination à la place d'Haïti, les faits prouvent le contraire. Aujourd'hui, de plus en plus d'Haïtiens choisissent la république voisine pour installer des entreprises et faire des acquisitions immobilières. Au cours du premier semestre 2023, les Haïtiens sont les premiers à acquérir des maisons en République Dominicaine, devant les Américains. Sur 160 propriétés achetées pendant cette période par 40 nationalités, 33 d'entre elles (soit 17, 64 %) sont acquises par des Haïtiens. Ces derniers n'y vivent même pas forcément. Les Américains arrivent en deuxième position avec 31 propriétés, soit 16,57 % (Allwitch, 2023).

Graphique 5.- Mobiles des voyages de la diaspora en Haïti



Source : Bazelais Dulienc, mai 2023

Ce diagramme nous permet de découvrir que les obligations familiales constituent le principal mobile de la visite des membres de la diaspora haïtienne en Haïti au cours de ces trois dernières années. Les vacances et les loisirs ne représentent que 11 %. Toutefois, 26 % ne se sont pas exprimés. De toute façon, cela n'aurait pas changé de manière significative la tendance.

5.2.2.2.2. — La Nord en position favorable des intentions

Face à l'insécurité qui affecte le pays, la région Nord devient, depuis quelque temps, l'espace relativement le plus sécuritaire du pays. Malgré leur présence, les gangs sont moins visibles. Les séquestrations et les assassinats ne sont pas aussi fréquents qu'à Port-au-Prince. Ce qui permet l'existence d'une vie nocturne au Centre-Ville du Cap-Haïtien, même si certains éléments de l'insécurité y sont palpables. En effet, comme partout en Haïti, le nombre d'armes à feu en circulation devient incontrôlable. On en fait usage même au moment des loisirs comme cette soirée du 14 août 2020 décrite par le journaliste Daudier (Daudier, 2023). Le rationnement d'électricité dont la région fait l'objet depuis plus d'une année constitue également l'un de ces éléments auxquels nous faisons référence. D'ailleurs, dans certains quartiers comme à Cité Lescot, les jets de pierres et de bouteilles sont souvent utilisés à la tombée de la nuit comme outil de protestation contre le rationnement de l'électricité (Duverné, 2023 ; Simon, 2019).

Malgré tout, cette relative sécurité dont bénéficie la région attire de plus en plus l'attention. Abritant l'un des deux aéroports internationaux du pays, elle peut recevoir des visiteurs venant directement de l'étranger, essentiellement des États-Unis. Ainsi, certains membres de la diaspora haïtienne voulant se ressourcer l'ont choisi comme destination (J. Francisque, 2022). Du même coup, plusieurs événements culturels et touristiques majeurs ont abandonné Port-au-Prince au profit du Nord. Nous pouvons souligner deux exemples. D'abord, c'est le cas du Dîner en blanc organisé en 2019 et en 2022 à Cap-Haïtien. Ensuite, il s'agit de la 16^e édition du Festival de Jazz de Port-au-Prince (PAPJAZZ), délocalisé à Cap-Haïtien du 18 au 22 janvier 2023 (Ricot, 2023 ; Zétrenne, 2022a, 2022 b).

De plus en plus, les acteurs cherchent à attirer de nouveaux visiteurs dans la région. La campagne de réservation pour la prochaine édition du Dîner en Blanc est déjà lancée. Cet événement aura lieu le samedi 19 août 2023, pour une troisième fois dans le Nord. En mai dernier, le maire adjoint de la ville a lancé le concept de « *Okap Fiesta* ». Ce concept a pour objectif de promouvoir le Cap-Haïtien comme une destination culturelle au niveau de la Caraïbe. Selon un article de Loop, ce dernier est « *une plateforme de coordination, de synchronisation et d'organisation d'événements culturels, artistiques, intellectuels et sportifs allant du 20 juin jusqu'au 20 septembre 2023* »²⁹⁴.

Cette période correspond à la haute saison touristique dans la région. Habituellement, c'est la période où les activités culturelles sont les plus intenses. C'est le moment des différentes festivités champêtres, des activités de première communion et de l'arrivée du plus grand nombre de visiteurs. Notons que la troisième édition du Dîner en Blanc dans la région sera réalisée au cours de cette période.

À côté de ces éléments, depuis quelques années, la ville du Cap-Haïtien se spécialise dans l'organisation d'impressionnants défilés à chaque célébration de la fête du drapeau le 18 mai. En cette année, face à l'insécurité, le Nord a été choisi par les autorités centrales pour la commémoration officielle de la création du bicolore.

Dans ce contexte, les acteurs touristiques de la région avaient lancé un slogan titré « *Okap pa Ayiti* » (le Cap-Haïtien n'est pas Haïti). Dans ce contexte, plusieurs personnalités importantes, dont

²⁹⁴ <https://haiti.loopnews.com/content/la-mairie-du-cap-haitien-lance-un-concours-de-logo-pour-okap-fiesta> (consulté le 9 juin 2023)

des artistes et des publicistes comme Daniel Fils-Aimé (Tonton Bicha), se font les porte-parole de ce slogan. Dans une vidéo publiée sur Facebook, le 24 juin 2022, par « *Haïti 24 infos* »²⁹⁵, nous pouvons voir le publiciste accompagné du chanteur BIC (Roosevelt Saillant) marchant dans les rues du Cap-Haïtien. Accompagné d'une autre personne, il a scandé : « *Nou pa Ayiti, nou Okap Ayisyen, kote ou ka mache a dezèdimaten...* ». Ce qui peut se traduire ainsi en français : « *Nous ne sommes pas en Haïti, nous sommes au Cap-Haïtien, où nous pouvons marcher à travers les rues jusqu'à deux heures du matin...* ». Il faut dire que cela fait référence à la situation globale du pays, essentiellement de celle de Port-au-Prince et de ses environs. Ce slogan, et même cette campagne, gagne les réseaux sociaux et le web. Sa récurrence à partir d'une simple recherche sur Google peut donner une idée de sa popularisation. En l'espace de quelques mois, soit une année environ, une partie non négligeable de la diaspora en est touchée. Selon notre enquête, sur un total de 97 personnes, près de 59 % (soit 57 personnes) déclarent avoir déjà pris connaissance de cette campagne.

Par sa réalité, la réalité de la région Nord jouit d'une bonne perception de la part de la diaspora haïtienne, contrairement au reste du pays. En effet, près de 61 %, soit 59 personnes, de notre échantillon pensent que les départements du Nord et du Nord-Est sont plus sécuritaires que le reste du pays. Ceux qui pensent le contraire, même s'ils ne sont pas négligeables, sont de loin inférieurs à la catégorie précédente. En conséquence, la région jouit d'un pourcentage confortable des intentions de voyage. Si environ 30 % n'étaient pas disposés à voyager dans le Nord, craignant d'être victime de l'insécurité, 67 % seraient disposés à y voyager et y séjourner. Dans les réponses explicatives du choix, la plupart des répondants admettent que la situation sécuritaire affecte le territoire dans son ensemble, mais la situation est contrôlable dans le Nord contrairement au reste du pays. Aussi, certains d'entre eux admettent que leur volonté d'y voyager est motivée par la présence de leurs parents et de leurs proches dans la région. Dans le cas contraire, ils n'auraient jamais voyagé en Haïti dans un tel contexte.

Conclusion

La crise haïtienne s'est empirée depuis un certain temps, permettant sans exagération de parler de chaos. Il s'est manifesté fondamentalement par l'effritement de l'autorité publique au profit des

²⁹⁵ <https://www.facebook.com/watch/?v=546883643556609> (consulté le 7 mai 2023)

groupes armés qui balkanisent le territoire. Ils tuent, séquestrent et pillent. La circulation des personnes et des marchandises est compromise. Ce qui asphyxie une économie déjà moribonde. Le tourisme n'en est pas épargné. Ces dernières années, les flux de visiteurs ne cessent de diminuer. Pendant ce temps, certains établissements sont contraints de fermer leurs portes, d'autres sont contraints de réduire leur personnel. Le territoire perd de son attractivité à mesure que la crise perdure.

Si la République Dominicaine ne se place pas dans l'immédiat comme la destination de vacances des membres de la diaspora, il est clair que le pays en perd déjà beaucoup. La plupart de ceux qui avaient effectué un voyage touristique ces trois dernières années ne l'ont pas fait en Haïti. En ce sens, si la situation persiste, la destination va indéniablement perdre cette clientèle. La multiplication des gangs en constitue le facteur fondamental.

Toutefois, la région Nord semble profiter de ses potentialités et de sa relative stabilité pour se positionner comme une alternative face au reste du pays. Mais, nous ne savons pas pour combien de temps.

Conclusion générale

Le passé d'un État est indispensable pour comprendre sa réalité présente. Au cours de son histoire, depuis son indépendance, le pays a fait face à l'impérialisme européen puis américain. Ce qui disloque toutes ses structures économiques et politiques.

Après l'indépendance, l'asphyxie du pays a été planifiée et provoquée par les puissances européennes et ainsi que les États-Unis. La reconnaissance de l'indépendance du pays par la France a été octroyée au prix d'énormes sacrifices financiers. Aussi, les commerçants étrangers soutenus par leur pays se livraient à des extorsions à peine croyables. Au début du XXe siècle, les États-Unis ne se contentaient pas de saisir la réserve d'or du pays, ils l'ont également occupé pendant près de vingt ans. Après leur départ, c'est un pays désarticulé, exsangue. Malgré leur absence physique, le contrôle à distance du pays fait de ce dernier un État désarticulé.

Les efforts entrepris par certains hommes d'État, à l'instar de Dumarsais Estimé, ont permis au pays de se placer sur la scène touristique internationale. Au cours de la décennie 1960-1970, Haïti était une destination touristique très prisée dans la Caraïbe. L'attractivité du territoire reposait sur sa richesse patrimoniale. Elle est caractérisée par son histoire unique et sa culture fascinante. Ce sont tous ces aspects, combinés aux éléments naturels (les montagnes, le soleil et la mer) qui font la spécificité de la destination.

Malheureusement, depuis la fin des années 1970, le contexte général fait perdre à la destination sa position dans l'industrie. Cela peut être résumé par le manque d'investissement dans l'économie du pays, de manière générale et dans le secteur touristique en particulier ; la vétusté des infrastructures touristiques ; les problèmes politiques ; et, la concurrence régionale.

Le fait, aux États-Unis, d'associer les Haïtiens à la transmission du SIDA a représenté l'ultime coup affectant l'image de la destination haïtienne. Cela a fait fuir la clientèle internationale qui était, pour la plupart, constituée d'Américains. À côté du départ des touristes internationaux, les investissements étrangers qui étaient déjà faibles, deviennent de plus en plus rares, et même inexistantes. En conséquence, la destination devient, de jour en jour, moins attrayante.

C'est dans ce contexte qu'une autre clientèle va occuper la scène. Après le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986, la diaspora haïtienne qui profite de la fin de la dictature a commencé à se

positionner comme une clientèle majeure. Il faut indiquer qu'elle n'est pas l'unique clientèle. Le contexte sociopolitique haïtien a permis l'arrivée d'une autre clientèle très atypique. Ce sont les membres des missions onusiennes (militaires et civiles), ainsi que ceux des multiples ONG qui évoluent dans le pays. À cela, il faut ajouter les croisiéristes qui accostent à Labadie, l'enclave touristique située dans le Nord du pays. Pour ces derniers, ce sont des touristes, que nous pourrions considérer comme invisibles. Les retombées réelles sont très faibles pour les populations de la région. La bulle touristique sécurisée de Labadie n'a pas vraiment de contact avec le reste du territoire.

À partir de notre cas d'étude, nous concluons que la communauté diasporique constitue un acteur fondamental pour le secteur. Elle assure l'essentiel des investissements du secteur et constitue l'essentiel des flux de visiteurs. Dans le premier cas, elle se fait remarquer dans la construction d'hôtels, de restaurants et d'entreprises de location de voiture. Les exemples de JBJ Rent a Car et de Prestige Auto Group, de Sublime Bar Restaurant au Cap-Haïtien ; de Cinélia Hôtel, de Extravaganza, de Chou Bar, de Tontonne Restaurant, de Boni Hôtel à Trou-du-Nord ; de Le Christopher, de La Belle Maison, du Centre culturel Lakou Lakay à Milot ; de Le Marien, de Trinity Brothers, de Legacy Hôtel et Restaurant, de Délices Bar Restaurant, de Fort-Royal et de Bravo Maison à Fort-Liberté sont à considérés.

Ces entreprises représentent dans les villes de moindre importance l'essentiel des investissements touristiques existant. C'est le cas de Milot, de Tou-du-Nord et de Fort-Liberté. À Milot, les trois structures d'hébergement et de restauration qui existent appartiennent à des membres de la diaspora. À Trou-du-Nord, sur dix établissements (hôtels et restaurants) dénombrés, six appartiennent à la diaspora. La réalité est la même pour Fort-Liberté puisque la plupart des structures touristiques appartiennent également à la diaspora. D'ailleurs, à Fort-Liberté comme presque dans toutes les petites villes, elles sont plus imposantes que celles n'appartenant pas à la diaspora.

Les membres de la diaspora investissent également dans des tour-opérateurs comme c'est le cas de Destination Hispaniola et de Belle Vue Tours. Ces deux entreprises se sont spécialisées dans l'organisation de voyages en faveur des étrangers ou des membres de la diaspora en Haïti. Les

membres de la diaspora s'investissent aussi dans l'organisation d'événements comme le Dîner en blanc.

Cette communauté se fait aussi remarquer à travers ses visites dans le contexte des festivités champêtres et dans d'autres contextes liés à la vie quotidienne et familiale, à l'instar des noces et des premières communions. À l'occasion de ces voyages, la communauté diasporique en profite généralement pour visiter les sites touristiques et pour consommer dans les établissements touristiques. La reprise des activités touristiques en Haïti au moment de la pandémie est un bon exemple. Elle prouve l'importance de la clientèle diasporique. Les activités touristiques étaient presque au point mort avec la fermeture des frontières. L'arrivée de la diaspora qui accompagne leur réouverture a favorisé graduellement la reprise des activités dans le secteur.

Ainsi, nous pouvons reprendre notre hypothèse principale, la diaspora constitue le socle du développement touristique d'Haïti. Elle agit non seulement comme investisseur, mais également comme cliente. Toutefois, en ce qui concerne la clientèle, il n'y a pas que la diaspora. Aussi atypique qu'elle soit, il y a une clientèle qui s'est constituée avec la crise. Nous l'appelons une clientèle de crise. Ce sont par exemple le personnel des ONG et celui des missions de maintien de paix.

Aussi, malgré la faiblesse, et même l'absence du tourisme locale, les populations locales supportent grandement ce qui reste du secteur touristique haïtien. Elles consomment dans les établissements touristiques dans des situations liées à leur quotidien comme les noces, les funérailles et les premières communions. En effet, ces événements représentent une source non négligeable de revenus pour les entreprises touristiques. Dans certains cas, ils représentent environ 50 % des revenus totaux des petites structures.

Si l'attachement de la diaspora à la destination est incontestable et s'affirme depuis près d'une quarantaine d'années, il n'est pas pour autant infaillible. L'aggravation de la situation au cours de ces trois dernières années affecte grandement la perception que les Haïtiens vivant à l'étranger ont de cette destination. La multiplication des gangs armés réduit de plus en plus les espaces sécuritaires. Cela conduit à la délocalisation de certaines activités culturelles vers la République

Dominicaine. Aussi, certains membres de la diaspora préfèrent d’y séjourner au moment de leurs vacances en lieu et place d’Haïti²⁹⁶.

Même si présentement la République dominicaine n’est pas sur le point de remplacer Haïti comme la destination de vacances de la diaspora, mais de plus en plus de membres de cette communauté refusent de séjourner en Haïti. Ils ont tendance à choisir d’autres destinations de vacances et de loisirs. Les données collectées au cours de notre travail prouvent cette tendance. En plus, les Haïtiens (dont des membres de la diaspora) font de plus en plus l’acquisition de biens immobiliers en république voisine. Si cela ne traduit pas réellement une préférence pour la République Dominicaine, il traduit une méfiance par rapport à ce qui se passe en Haïti.

Aussi, les acteurs touristiques ont cette même compréhension de la réalité si nous nous considérons le point de vue du propriétaire du Centre culturel Lakou Lakay. Il a déclaré : « *Nous ne pouvons pas compter sur eux [les membres de la diaspora] à l’infini. Ils ont une occupation, une famille, une vie à conserver ou protéger. Si la situation s’aggrave, ils ne vont pas se risquer. Ils iront en Israël, en Europe ou ailleurs, même s’ils aimeraient bien venir [en Haïti]. Donc nos gouvernements doivent travailler pour rétablir la sécurité, pour permettre à la diaspora de rentrer en grand nombre au pays* ».

Malgré l’accentuation de la crise, la région Nord semble se démarquer un peu de la situation générale. L’activité touristique y est plus intense que dans d’autres régions du pays. Elle reçoit de nouveaux événements qui devraient être organisés dans le département de l’Ouest, tout en créant son propre dynamisme. L’affluence des membres de la diaspora à l’occasion de certains événements comme le Dîner en blanc et le PaP Jazz en sont la preuve.

Enfin, le cas de la région Nord nous enseigne que, au-delà de la question touristique, l’État doit repenser la gouvernance du territoire. Il faut abandonner ce centralisme, instauré depuis l’occupation américaine, pour décentraliser réellement le pays. Cela évitera que les régions respirent au rythme de la capitale. En cas d’asphyxie de celle-ci, les régions pourraient constituer de véritables bouées d’oxygène pour faire repartir le système.

²⁹⁶ <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28412> (consulté le 26 juin 2023)

Si le Nord résiste mieux, c'est probablement grâce à l'aéroport international et la route nationale no 6. Ces deux infrastructures permettent l'ouverture de la région sur l'extérieur. Elle est accessible directement depuis les États-Unis par l'aéroport. La route nationale no 6 lie les grandes villes (Fort-Liberté et Cap-Haïtien) de la région à la République dominicaine dans une heure environ.

Toutefois, il y a certaines pratiques qui inquiètent dans la région. Ces dernières risquent de compromettre durablement toutes les perspectives de développement réel, en particulier les possibilités de structuration du secteur touristique. Le phénomène de spoliation auquel la région fait face en est un élément.

Bibliographie

- Abeille, S. B. (2022, juillet 12). Le diner en blanc en Haïti, plus qu'un pique-nique élitiste, mais une énorme opportunité pour la ville qui l'accueille. *Lenational.Org*. https://lenational.org/post_article.php?soc=246
- Abi-Habib, A. P. E. M. (2021, octobre 19). Missionnaires enlevés en Haïti : Le gang exige 17 millions pour libérer ses otages. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2021-10-19/missionnaires-enleves-en-haiti/le-gang-exige-17-millions-pour-liberer-ses-otages.php>
- AFP. (2018, juin 1). Les Dîners en blanc, pique-niques géants « bon chic-bon genre », ont 30 ans. *L'Express.fr*. https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/les-diners-en-blanc-pique-niques-geants-34-bon-chic-bon-genre-34-ont-30-ans_2013419.html
- AFP. (2019, février 17). *Crise haïtienne : 25 étudiants québécois rapatriés au Canada*. Le Soleil. <https://www.lesoleil.com/2019/02/17/crise-haitienne-25-etudiants-quebecois-rapatries-au-canada-9b64077edf2c9c1655c81a4e4ef786be/>
- Agence France-Presse. (2022, octobre 29). Haïti : Le dirigeant de l'un des principaux partis politiques est assassiné. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2022-10-29/haiti/le-dirigeant-de-l-un-des-principaux-partis-politiques-est-assassine.php>
- Agence France-Presse. (2022, juin 10). Haïti : Quelque 38 personnes prises en otage après le détournement d'un minibus. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2022-06-10/haiti/quelque-38-personnes-prises-en-otage-apres-le-detournement-d-un-minibus.php>
- Agence France-Presse. (2023, janvier 19). *Haïti : Des passagers d'un autobus venant de République dominicaine enlevés par les membres d'un gang*. TVA Nouvelles. <https://www.tvanouvelles.ca/2023/01/19/enlevement-en-haiti-des-passagers-dun-car-venant-de-republique-dominicaine>
- Agunias, D. R., & Newland, K. (2012). *Comment associer les diasporas au développement : Manuel à l'usage des décideurs et praticiens dans les pays d'origine et d'accueil*. OIM/MPI.
- Alexis, N. (2008). *Perspectives de développement de l'écotourisme : Étude de cas du département du Sud-Est d'Haïti* [Master, Académie Universitaire Louvain]. <https://jobpaw.com/private/memoire/42.pdf>
- Allwitch, J. (2023). Les Haïtiens #1 des acheteurs d'immeubles en RD, devant les Américains. *Loop News*. <https://haiti.loopnews.com/content/rd-les-haitiens-premiers-acheteurs-etrangers-de-maisons>
- Alphonse, R. (2023, juin 2). *Corruption : Laurent Lamothe sanctionné par les États-Unis d'Amérique*. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/242662/corruption-laurent-lamothe-sanctionne-par-les-etats-unis-damerique>
- AlterPresse. (2023, janvier 26). *Haïti-Criminalité : 6 policiers nationaux tués par des gangs armés dans l'Artibonite*. <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28998>
- Amewokunu, Y., & Su, Z. (2009). Repenser l'évaluation du risque-pays dans le contexte de la mondialisation. *Management international/Gestión Internacional/International Management*, 13(2), 35-52. <https://doi.org/10.7202/029778ar>

- Amnesty International. (1992). *Haïti : La tragédie des droits de l'homme depuis le coup d'État* (AMR36/03/92 ; p. 20). <https://www.amnesty.org/download/Documents/192000/amr360031992fr.pdf>
- Amode, N. (2019). Les Haïtiens face au marché du travail chilien : Des jeux de catégorisation aux luttes de classement. *Civilisations*, 68(1), 183-204. <https://www.cairn.info/revue-civilisations-2019-1-page-183.htm>
- Anmwe News. (2020, février 10). *Haiti : Un gang au nom de « Chiens Méchants » terrorise Tabarre et Croix-des-Bouquets — Anmwe News*. <http://news.anmwe.com/haiti-un-gang-au-nom-chiens-mechants-terrorise-tabarre-et-croix-des-bouquets/>
- Anteby-Yemini, L., & Berthomière, W. (2005). Les diasporas : Retour sur un concept. *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, 16, Article 16. <https://journals.openedition.org/bcrfj/57>
- Assogba, Y. (2002). Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique. *Nouvelles pratiques sociales*, 15(1), 98-110. <https://doi.org/10.7202/008263ar>
- Audebert, C. (2017). La diaspora haïtienne : Territoires migratoires et réseaux. In *La diaspora haïtienne : Territoires migratoires et réseaux*. Presses universitaires de Rennes. <http://books.openedition.org/pur/26969>
- Augustin, D., & Prophète, C.— H. (2019). *Transferts de la diaspora et taux de change réel. Le cas d'Haïti* (p.26) [Étude]. BRH. https://frd.brh.ht/fichiers_coin/Transferts%20de%20la%20diaspora%20et%20taux%20de%20change%20r%C3%A9el-Le%20cas%20dHa%C3%AFti.pdf
- AyiboPost (Réalisateur). (2022). *Rara Lakay pote kilti lakay nan Mayami*. <https://www.youtube.com/watch?v=gyL3EdzFMbo>
- Backer, E., & Morrison, A. M. (2017). VFR Travel : Is It Still Underestimated? *International Journal of Tourism Research*, 19(4), 395-399. <https://doi.org/10.1002/jtr.2145>
- Baker, P. (2005, août4). *Overseas Haitians and The Haitian Economy*. Promo Capital International Development Research Centre, Ottawa, Canada. <https://slideplayer.com/slide/7958044/>
- Banengai-Koyama, T.-C., Ongono, P., & Ekom, T. (2021). Stabilité politique, qualité des institutions et tourisme en Afrique. *Mondes du Tourisme*, 19, Article 19. <https://doi.org/10.4000/tourisme.3683>
- Barlatier, P.-J. (2018). Les études de cas. In *Les méthodes de recherche du DBA* (p.496). EMS Editions.
- Barros, J. (1968). Une analyse de l'économie haïtienne. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 21(84), 421-424. <https://doi.org/10.3406/caoum.1968.2498>
- Basu, P. (2004a). Route metaphors of roots-tourism in the Scottish diaspora. In *Reframing Pilgrimage : Cultures in Motion*. Routledge. file:///C:/Users/Ba/Downloads/Route_Metaphors_of_Roots_Tourism_in_the-1.pdf
- Basu, P. (2004 b). Route Metaphors of Roots-Tourism in the Scottish Highland Diaspora. In S. Coleman & J. Eade (Eds.), *Reframing Pilgrimage : Cultures in Motion* (p.153-178). Routledge. file:///C:/Users/Ba/Downloads/Route_Metaphors_of_Roots_Tourism_in_the-1.pdf
- Beauvais, A. (2022, août 12). How a lavish pop-up picnic is bringing hundreds of tourists to Haiti this weekend. *Miami Herald*. <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article264349386.html>

- Bédard, F., & Kadri, B. (2004). Développement et tourisme : Une relation durable. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(23-3), Article3. <http://journals.openedition.org/teoros/770>
- Bellegarde, D. (1938). *La nation haïtienne*. J. de Gigord.
- Benjamin, C., Lapointe, D., & Sarrasin, B. (2019). Tourism and terrorism : The determinants of destination resilience and the implications for destination image. In *Reputation and image recovery for tourism industry*. Goodfellow Publishers Limited.
- Berger, M. (2021, octobre 18). Who is 400 Mawozo, the Haitian gang accused of kidnapping American missionaries? *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/world/2021/10/17/haiti-kidnapping-400-mawozo-christian-aid/>
- Bernadin, R. (2005, mars3). *À propos de l'acte d'indépendance d'Haïti de Fort-Liberté*. <https://lenouvelliste.com/article/16240/a-propos-de-lacte-dindependance-dhaiti-de-fort-liberte>
- Bertheleu, H., & Wadbled, P. (2018). Espace 1. Une longue histoire ! In G. Étienne (Éd.), *Histoires de migrations : Intimités et espaces publics* (p.33-56). Presses universitaires François-Rabelais. <https://doi.org/10.4000/books.pufr.10062>
- Bertrand, R. (2020, novembre 15). Arcahaie-Important coup de filet de la PNH : un puissant gang démantelé. *Haiti24*. <https://haiti24.net/arcahaie-important-coup-de-filet-de-la-pnh-un-puissant-gang-demantele/>
- Beucher, S., & Reghezza, M. (2004). *Les risques*. Bréal.
- Bosio, A. & AFP. (2014, août 22). Le Dîner en blanc, de Paris à Mexico. *LEFIGARO*. <https://www.lefigaro.fr/gastronomie/2014/08/22/30005-20140822ARTFIG00148-le-diner-en-blanc-de-paris-a-mexico.php>
- Bost, F., & Rosière, S. (2018). Crises et mutations contemporaines : Approches géopolitiques et géoéconomiques. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 34, Article 34. <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4543>
- Botti, L., Peypoch, N., & Solonandrasana, B. (2013). *Économie du tourisme*. Dunod.
- Boyer, M. (1982). *Le tourisme* (2^e éd.). Éditions du Seuil.
- Boyer, M. (1999). *Histoire du tourisme*. Presses Universitaires de France.
- Boyer, M. (2000). *Histoire de l'invention du tourisme : XVI-XIXe siècles*. Éditions de l'Aube.
- Boyne, S., Carswell, F., & Hall, D. (2002). Reconceptualising VFR Tourism. In C. M. Hall & A. M. Williams (Éds.), *Tourism and Migration : New Relationships between Production and Consumption* (p.241-256). Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-017-3554-4_13
- Branche, S. L. (2004). Tourisme, terrorisme et mondialisation : Au-delà des analyses géopolitiques. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/2266>
- Bruce, C., & Urbain, E. (2021). Discours du tourisme diasporique : L'exemple d'une visite louisianaise en Acadie. *Argumentation et Analyse du Discours*, 27, Article27. <https://doi.org/10.4000/aad.5483>
- Bruneau, M. (2006). Les territoires de l'identité et la mémoire collective en diaspora. *L'Espace géographique*, 35(4), 328-333. <https://doi.org/10.3917/eg.354.0328>
- Butler, R. (2003). Relationships between Tourism and Diasporas Influences and Patterns. *Espace Populations Sociétés*, 21(2), 317-326. <https://doi.org/10.3406/espos.2003.2084>

- Butterlin, J. (1960). Géologie générale et régionale de la république d'Haïti. In *Géologie générale et régionale de la république d'Haïti*. Éditions de l'IHEAL. <http://books.openedition.org/iheal/5606>
- Cadeau, R. (2021). Faire pays dans un cyberspace : Le cas des Haïtiens en Île-de-France. *EchoGéo*, 58, Article 58. <https://doi.org/10.4000/echogeo.22749>
- CARDH. (s. d.). *Celulle d'observation de la criminalité-COC — CARDH*. Consulté 4 mars 2023, à l'adresse <https://cardh.org/celulle-dobservation-de-la-criminalite>
- Caroit, J.-M. (2005, août 8). En Haïti, deux rapports révèlent le système de corruption mis en place par l'ex-président Aristide. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2005/08/08/haiti-deux-rapports-revelent-le-systeme-de-corruption-d-aristide_678417_3222.html
- Casey, M. (2012). *From Haiti to Cuba and Back : Haitians' experiences of migration, labor, and return (1900-1940)* [Doctor of Philosophy]. Université of Pittsburgh.
- Castor, S. (1988). *L'occupation américaine d'Haïti*. (CRESFED). Les classiques des sciences sociales. http://classiques.uqac.ca/contemporains/Castor_Suzy/Occupation_americaaine_Haiti/Occupation_americaaine_Haiti.html
- CECI. (2014). *Cadre fonctionnel pour la gestion du Parc National Historique Citadelle, Sans Souci, Ramiers (PNH-CSSR)* (p.57). MEF-UTE. http://www.ute.gouv.ht/bm/documents/Documents_projets/PAST/LCR_PF-2.pdf
- Ceriani-Sebregondi, G., Chapuis, A., Gay, J.-C., Knafou, R., Stock, M., & Violier, P. (2008). Quel serait l'objet d'une « science du tourisme » ? *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 27(1), Article 1. <https://journals.openedition.org/teoros/1629>
- Champagne, É.-P. (2019, novembre 16). Rapport : Les enfants d'immigrants généralement plus instruits. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2019-11-16/rapport-les-enfants-d-immigrants-generalement-plus-instruits>
- Charaï, Z. (2014). *Les effets du tourisme sur l'identité culturelle : Le cas de la médina de Fès* [Doctorat]. Université Nice Sophia Antipolis.
- Charles, D. (2021, août 8). *Les activités culturelles d'Haïti sont organisées en République Dominicaine—Juno7*. <https://www.juno7.ht/activites-culturelles-dhaiti-sont-organisees-en-rep-d/>
- Charles, O. (2023, août 5). Le secteur touristique mis à genou. *Le National*. https://lenational.org/post_article.php?eco=154
- Chikhaoui, S. (2021, janvier 6). Tourisme : Sept raisons pour fusionner tourisme et culture ? *L'Expert Journal*. <https://lexpertjournal.net/fr/tourisme-sept-raisons-pour-fusionner-tourisme-et-culture/>
- Chopin, T. (2019, janvier 15). Le tourisme international, enjeu de la mondialisation. *Major-Prépa*. <https://major-prepa.com/geopolitique/tourisme-international/>
- Clavandier, G. (2013). *La mort collective : Pour une sociologie des catastrophes*. CNRS éditions. <https://univ.scholarvox.com/catalog/book/docid/88926223?searchterm=catastrophe>
- Clergeau, C., & Peypoch, N. (2019). Introduction. Le tourisme : Enjeux et questionnements pour la recherche en sciences de gestion. In *La recherche en management du tourisme* (p.9-25). Vuibert. <https://doi.org/10.3917/vuib.clerg.2019.01.0009>
- Clerveau, M. (2016). *Gestion des catastrophes et évolution des vulnérabilités : Retour sur les catastrophes des années 2000 en Haïti* [Doctorat]. Université de Poitiers.

- CNUCED. (2021, juin 30). *L'économie mondiale pourrait perdre plus de 4 000 milliards de dollars en raison de l'impact de la Covid-19 sur le tourisme* | CNUCED. Prospérité pour tous. <https://unctad.org/fr/news/leconomie-mondiale-pourrait-perdre-plus-de-4-000-milliards-de-dollars-en-raison-de-limpact-de>
- Cohen, R. (2008). *Global diasporas : An introduction* (2. ed). Routledge. <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.470.8830&rep=rep1&type=pdf>
- Condès, S. (2004). Les incidences du tourisme sur le développement. *Revue Tiers Monde*, n° 178(2), 269-291. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-2-page-269.htm>
- Coradin, J. D. (1995). *Histoire diplomatique d'Haïti : 1870-1908* (Éditions des Antilles, Vol.3).
- Corneille, W., & Lebrun, M.-E. (2020, février 18). Haïti/Île-à-Vache : Les dégâts sociaux très réels de la corruption. *AlterPresse*. <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25279>
- Corvington, G. (2009). *Port-au-Prince au cours des ans* (1— VIII). Henri Deschamps.
- CRDI — Centre de recherches pour le développement international. (2012). *Des visages connus de l'étranger : Le tourisme de la diaspora dans les Caraïbes*. <https://www.idrc.ca/fr/recherche-en-action/des-visages-connus-de-letranger-le-tourisme-de-la-diaspora-dans-les-caraibes>
- Croutsche, J.-J. (2003). Comportements et choix en matière de destination touristique : Modèle ECCT. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 22(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/1852>
- Croutsche, J.-J., & Roux, M. (2005). Risques et tourisme : Vers un modèle causal d'évaluation de l'impact des risques sur le comportement des touristes. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 24(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/1531>
- Daniels, J. P. (2022, mai 13). « Incredible cruelty » : Gang battles leave 150 dead in Haitian capital. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2022/may/13/haiti-gang-battles-dead-wounded-displaced>
- Darbellay, F., & Paulsen, T. (2008). *Le défi de l'inter- et transdisciplinarité : Concepts, méthodes et pratiques innovantes dans l'enseignement et la recherche*. PPUR Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Daudier, V. (2013, avril 28). Quand le cadastre bloque le développement. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/116197/quand-le-cadastre-bloque-le-developpement>
- Daudier, V. (2023, août 18). Cap- Haïtien : Vie nocturne et pluie de balles à la veille du 15 août. *Le Nouvelliste*. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/219832/cap-haitien-vie-nocturne-et-pluie-de-balles-a-la-veille-du-15-aout>
- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2007). La résilience : Un concept pour la gestion des risques. *Annales de géographie*, 654(2), 115-125. <https://doi.org/10.3917/ag.654.0115>
- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2013). *Risques et catastrophes : Observer, spatialiser, comprendre, gérer*. Armand Colin. <https://univ.scholarvox.com/catalog/book/docid/88921924?searchterm=risk%20urbains>
- Dautruche, J. R. (2011). Le Rara de Léogâne : Entre fête traditionnelle liée au vaudou et patrimoine ouvert au tourisme. *Ethnologies*, 33(2), 123-144. <https://doi.org/10.7202/1015028ar>
- Dautruche, J. R. (2019). Tourisme et vaudou en Haïti : Nouveaux acteurs et nouvelles dynamiques. *Mondes du Tourisme*, 15, Article15. <https://doi.org/10.4000/tourisme.1976>

- Davidas, L. (2006). L'archipel des Antilles, terres d'Amérique ? : La nouvelle « New Frontier » et ses implications. *Caliban. French Journal of English Studies*, 19, Article19. <https://doi.org/10.4000/caliban.2438>
- De La Rue, S., Pixley, R. A., & Craddock, J. C. (1937). *Haiti, Annual Report of the Fiscal Representative*. United States Department of State.
- Décime, E. F. (2012, avril 7). *Haïti-Rara : Ses mutations à travers l'espace et le temps*. <https://www.alterpresse.org/spip.php?article12657>
- Dehoorne, O. (2002). Tourisme, travail, migration : Interrelations et logiques mobilitaires. *Revue européenne des migrations internationales*, 18(1), Article1. <https://doi.org/10.4000/remi.1676>
- Dehoorne, O. (2006). L'avènement du tourisme de masse sous les tropiques. Eléments de réflexion sur les enjeux touristiques dans l'espace caribéen. *Études caribéennes*, 4, Article4. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.733>
- Dehoorne, O. (2009). Le tourisme de croisière dans la Caraïbe : État des lieux et perspectives. In *Confrontation et collision du réel et de l'imaginaire de six ports francophones : Bordeaux (France), Saint-Louis (Sénégal), Fort-de-France (Martinique), Jacmel (Haïti), Shédiac (Nouveau-Brunswick), Québec (Canada)* (p.198). Editions Publibook.
- Dehoorne, O., Murat, C., & Petit-Charles, N. (2009). Le tourisme de croisière dans l'espace caribéen : Évolutions récentes et enjeux de développement. *Études caribéennes*, 13-14, Article 13-14. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.3843>
- Dehoorne, O., Saffache, P., & Tatar, C. (2008). Le tourisme international dans le monde : Logiques des flux et confins de la touristicité. *Études caribéennes*, 9-10, Article 9-10. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.882>
- Delince, K. (1993). *Les forces politiques en Haïti : Manuel d'histoire contemporaine*. KARTHALA Editions. <https://books.google.fr/books?id=eNdoh-tPn6UC&pg=PA44&lpg=PA44&dq=nombre+de+kilom%C3%A8tres+de+c%C3%B4te+d%27Ha%C3%Afti&source=bl&ots=yIHR4tU5-O&sig=ACfU3U1nU7XMiu316SJAkxskwyzjQW-uIw&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwj1uuLcvtHpAhWEg-AKHVXGC1UQ6AEwCHoECBAQAQ#v=onepage&q=nombre%20de%20kilom%C3%A8tres%20de%20c%C3%B4te%20d%27Ha%C3%Afti&f=false>
- Demen-Meyer, C. (2005). Le tourisme : Essai de définition. *Management Avenir*, n° 3(1), 7-25. <https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2005-1-page-7.htm>
- Demesvar, K. (2015). *Interprétation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel dans les parcs nationaux. Cas du Parc National Historique : Citadelle, Sans-Souci, Ramiers de la République d'Haïti* [Doctorat, Université Laval]. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/26223/1/31051.pdf>
- Destination Hispaniola*. (s. d.). Consulté 30 août 2022, à l'adresse <http://hispaniola.tours>
- Devanne, A.-S., & Fortin, M.-J. (2011). Construire l'image d'une destination touristique dans un paysage en changement : Défi d'articulation autour de l'éolien en Gaspésie (Canada). *Mondes du Tourisme*, 4, Article4. <https://doi.org/10.4000/tourisme.457>
- Dominique, R. B. (2010). La valeur sociale du vaudou à travers l'histoire : Esclavage, migrations et solidarité. *Museum International (Edition Française)*, 62(4), 106-112. <https://doi.org/10.1111/j.1755-5825.2011.01113.x>

- Dorigny, M. (2005). 2. Aux origines : L'indépendance d'Haïti et son occultation. In *La fracture coloniale : La société française au prisme de l'héritage colonial* (Nicolas Bancel, p. 45-55). La Découverte. <https://www.cairn.info/la-fracture-coloniale--9782707149398-page-45.htm?contenu=resume>
- Dorsinville, H. (2020, juillet 13). Il n'existe presque aucune trace de l'exposition internationale du bicentenaire de Port-au-Prince. *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/il-nexiste-presque-aucune-trace-de-lexposition-internationale-du-bicentenaire-de-port-au-prince/>
- Dreyfuss, J. (2021, août 10). Opinion | Haiti's Forgotten Asset: Its Diaspora. *POLITICO*. <https://www.politico.com/news/magazine/2021/08/10/haitian-american-diaspora-reform-politics-moise-502824>
- Dufoix, S. (2003). *Les diasporas* (1^{re} éd.). Presses Universitaires de France.
- Duhamel, P. (2018). *Géographie du tourisme et des loisirs : Dynamiques, acteurs, territoires* (Arman Colin).
- Duhau, I., & Davoigneau, J. (2018). Cap-Haïtien versus Jacmel, essai sur la ville en Haïti. *Études caribéennes*, 39-40, Article 39-40. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.12835>
- Dulience, B. (2021). Le tourisme de diaspora en Haïti. *Études caribéennes*, 49, Article 49. <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/22115>
- Dulience, B., Dehoorne, O., & Saffache, P. (2021). Le tourisme de croisière en Haïti : De la destination escale à la bulle sécurisée. *Études caribéennes*, 48, Article 48. <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/22153>
- Dumazedier, J. (1962). *Vers une civilisation du loisir ?* Éditions du Seuil.
- Dumez, H. (2016). *Méthodologie de la recherche quantitative*.
- Dupont, L. (2009). Cointégration et causalité entre développement touristique, croissance économique et réduction de la pauvreté : Cas de Haïti. *Études caribéennes*, 13-14, Article 13-14. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.3780>
- Duverné, G. (2023, avril 25). L'approvisionnement électrique au Cap-Haïtien : Un enjeu majeur pour le développement de la région. *Rezo Nòdwès*. <https://reznodwes.com/?p=309263>
- Elie, J., Lieber, M., & Lutringer, C. (2011). Migration et développement : Les politiques de la Chine et de l'Inde à l'égard de leurs communautés d'outre-mer. *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*, 2, Article 2. <https://doi.org/10.4000/poldev.710>
- Étienne, J. O. (2018). *Stratégies d'acteurs et logiques d'action dans la reconstruction Post-catastrophe de Port-au-Prince : Approche par les vulnérabilités post-catastrophes* [Doctor of Philosophy]. Université Paris8.
- Étienne, S. P. (2018). L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti. In *L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti*. Presses de l'Université de Montréal. <http://books.openedition.org/pum/15165>
- Farmer, P. (2009). *Sida en Haïti : La victime accusée* (Karthala, p.10.1522/030148888). J.-M. Tremblay. <https://doi.org/10.1522/030148888>
- Field, M. J., Behrman, R. E., & Children, I. of M. (US) C. on C. R. I. (2004). Defining, Interpreting, and Applying Concepts of Risk and Benefit in Clinical Research Involving Children. In *Ethical Conduct of Clinical Research Involving Children*. National Academies Press (US). <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK25555/>
- Flecher, J. (2019, août 7). *Détournements de camions de marchandises, des commerçants aux abois, d'autres plient bagage. Le Nouvelliste*.

- <https://www.lenouvelliste.com/article/205560/detournements-de-camions-de-marchandises-des-commerçants-aux-abois-dautres-pliant-bagage>
- Fleuristil, P. (2020, mai 20). Conflit terrien — Arcahaie : Des maisons et hôtels incendiés sur la Côte des Arcadins. *Rezo Nòdwès*. <https://rezonodwes.com/?p=172991>
- Formarier, M., & Jovic, L. (2012). Situation de crise. In *Les concepts en sciences infirmières* (2e édition, p. 138-140). Association de Recherche en Soins Infirmiers. <https://www.cairn.info/concepts-en-sciences-infirmieres-2eme-edition---page-138.htm>
- Fouron, G. E. (2020, août 18). *Haiti's Painful Evolution from Promised Land to Migrant-Sending Nation*. Migrationpolicy.Org. <https://www.migrationpolicy.org/article/haiti-painful-evolution-promised-land-migrant-sending-nation>
- Francisque, E. (1986). *La structure économique et sociale d'Haïti* (Imprimerie Henri Deschamps).
- Francisque, J. (2020a, juillet 31). Haïti était une destination de choix pour les touristes sexuels dans les années 1970. *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/haiti-etait-destination-de-choix-pour-les-touristes-homosexuels-dans-les-annees-1970/>
- Francisque, J. (2020 b, août 6). Que connaissez-vous de l'embargo imposé à Haïti en 1991 ? *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/que-connaissiez-vous-de-lembargo-impose-a-haiti-en-1991/>
- Francisque, J. (2021, janvier 11). Aji Vit, le gang qui sème la terreur au Cap-Haïtien. *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/aji-vit-le-gang-qui-seme-la-terreur-au-cap-haitien/>
- Francisque, J. (2022, septembre 17). Cap-Haïtien n'est pas la nouvelle capitale d'Haïti ! *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/cap-haitien-nest-pas-la-nouvelle-capitale-dhaiti/>
- François Fils, B. (2023, mars4). En raison de l'insécurité, l'institution du Sacré-Cœur ferme ses portes et annonce la reprise des cours en ligne. *Vant Bèf Info (VBI)*. <https://vantbefinfo.com/en-raison-de-linsecurite-linstitution-du-sacre-coeur-ferme-ses-portes-et-annonce-la-reprise-des-cours-en-ligne/>
- Gagnon, Y.-C. (2012). *L'étude de cas comme méthode de recherche* (2^e éd.). Presses Universitaires du Québec.
- Gaillard, G.-K. (2020, janvier 30). Dette de l'indépendance : 28 milliards de dollars à rembourser par la France à Haïti ? ! *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/211786/dette-de-lindependance-28-milliards-de-dollars-a-rembourser-par-la-france-a-haiti>
- Gainot, B., & Régent, F. (2019). Haïti : Entre Indépendance et Restauration (1804 – 1840). *La Révolution française. Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française*, 16, Article16. <http://journals.openedition.org/lrf/3141>
- Garfield, R. (2000). *Effets des sanctions économiques sur la santé et le bien-être des populations*. Overseas Development Institute.
- Gary, L. C. (2021, septembre 11). *Le Nouvelliste | L'évolution des transferts de la diaspora haïtienne*. <https://lenouvelliste.com/article/232581/levolution-des-transferts-de-la-diaspora-haitienne>
- Gaspard, F. (2008). *Haïti : Ajustement structurel et problèmes politiques*. L'Harmattan.
- Geffrard, R. (2010). Manifestations à travers le pays. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/86523/manifestations-a-travers-le-pays>
- Geffrard, R. (2018, juillet 5). *Des mitraillettes perdues au palais national retrouvées dans les pays voisins*. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/189796/des-mitraillettes-perdues-au-palais-national-retrouvees-dans-les-pays-voisins>

- Geffrard, R. (2020a, janvier 13). Le président Jovenel Moïse constate la caducité du Parlement. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/211051/le-president-jovenel-moise-constate-la-caducite-du-parlement>
- Geffrard, R. (2020 b, mai 19). Carriès : Mettre le feu à des maisons cossues comme signal de détresse... . *Le Nouvelliste*. <https://www.lenouvelliste.com/article/216362/carries-mettre-le-feu-a-des-maisons-cossues-comme-signal-de-detresse>
- Geffrard, R. (2022, janvier3). Huit personnes tuées dans un conflit terrien à l'Arcahaie. *Le Nouvelliste*. <https://www.lenouvelliste.com/article/233482/huit-personnes-tuees-dans-un-conflit-terrien-a-larcahaie>
- Gérard, P.-C. (1993). *L'économie haïtienne et sa voie de développement* (Henry Deschamps). Henri Deschamps.
- Gillet, C. (2011). Risque et excellence d'une destination touristique : L'exploration de la relation entre deux concepts antinomiques. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 30(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/1258>
- Global Initiative Against Transnational Organized Crime. (2022). *En Haïti : Expansion, pouvoir et aggravation de la crise* (p.26). <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>
- Goreau-Ponceaud, A. (2010). Pratiques touristiques de et en diaspora. Quand les Indiens prennent possession du monde. *Mondes du Tourisme*, 2, Article2. <https://doi.org/10.4000/tourisme.278>
- Gouvernement de la République d'Haïti : MPCE. (2012). *Plan Stratégique de Développement d'Haïti : Pays émergent en 2030. Tome I : Les grands chantiers pour le relèvement et le développement d'Haïti* (p.306). Gouvernement de la République d'Haïti : MPCE. https://www.aecid.ht/sites/default/files/documents/plan_strategique_de_developpement_haiti_1.pdf
- Graillot, L. (2021). Principaux facteurs du bien-être dans le domaine du tourisme. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 40(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/9858>
- Greaterantilleshotels.com. (2022). *LE MARIEN HOTELS & RESORTS FORT LIBERTE*. <http://lemarien-s-resorts.greaterantilleshotels.com/fr/>
- Gustave, J. R. (2014). *Patrimonialisation, tourisme et développement local : Le cas de « Lakou Souvnans » des Gonaïves entre le regard des initiés et des non-initiés*. [Maitrise]. Université d'État d'Haïti.
- Gustave, J. R. (2021). *Patrimoine, tourisme et communautés locales en Haïti. Une étude dans les Départements de l'Artibonite et du Centre* [Doctorat]. Université Laval.
- Haïti Libre. (2018, juillet 23). Haïti — Culture : La gastronomie haïtienne à l'honneur à Montréal — HaitiLibre.com : Toutes les nouvelles d'Haïti7/7. *HaitiLibre.com*. <https://www.haitilibre.com/article-25039-haiti-culture-la-gastronomie-haitienne-a-l-honneur-a-montreal.html>
- Haïti Libre. (2020, avril 17). Haïti — Tourisme : L'épidémie assène le coup de grâce au secteur hôtelier haïtien — HaitiLibre.com : Toutes les nouvelles d'Haïti7/7. *HaitiLibre.com*. <https://www.haitilibre.com/article-30553-haiti-tourisme-l-epidemie-assene-le-coup-de-grace-au-secteur-hotelier-haitien.html>

- Haïti Libre. (2021, juillet 4). Haïti — FLASH : Les gangs disposeraient « potentiellement » de plus de 3 000 hommes armés. *HaitiLibre.com*. <https://www.haitilibre.com/article-34137-haiti-flash-les-gangs-disposeraient-potentiellement-de-plus-de-3-000-hommes-armes.html>
- Haitian Government Tourism Bureau. (1956). *A Guide to Haiti : Star of the Caribbean*. Haiti Government Tourist Bureau, [195-?]. <https://play.google.com/books/reader?id=P9pKAQAAlAAJ&pg=GBS.PP2&hl=fr>
- Harvey, V. (2013). Première édition du Dîner en blanc Haïti. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2013/07/14/premiere-edition-du-diner-en-blanc-haiti>
- Harvey, V. (2014, novembre 3). Deuxième édition du Dîner en blanc Haïti. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2014/11/03/deuxieme-edition-du-diner-en-blanc-haiti>
- Hassid, O. (2008). *La gestion des risques* (2^e éd.). Dunod.
- Heine, J., & Verlin, J. (2014). Modes de gouvernement en Haïti après le séisme de 2010. *Cahiers des Amériques latines*, 2014/1(75), Article75. <https://journals.openedition.org/cal/3090>
- Helly, D. (2006). Diaspora : Un enjeu politique, un symbole, un concept ? *Espace populations sociétés*. *Space populations societies*, 2006/1, Article2006/1. <https://doi.org/10.4000/eps.960>
- Hessoun, C. (2023, février6). Des passagers de deux bus enlevés à Haïti. *La Nouvelle Tribune*. <https://lanouvelletribune.info/2023/02/des-passagers-de-deux-bus-enleves-a-haiti/>
- Historical and Cultural Outbound Tour Company to Haiti*. | *Belle Vue Tours*. (s. d.). Consulté 2 septembre 2022, à l'adresse <https://www.bvtourshaiti.com/>
- Hoerner, J.-M. (2008). Contribution à la science du tourisme. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 27(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/355>
- Hoerner, J.-M. (2008). *Géopolitique du tourisme* (Armand Colin).
- Huang, W.-J., King, B., & Suntikul, W. (2017). VFR Tourism and the Tourist Gaze : Overseas Migrant Perceptions of Home. *International Journal of Tourism Research*, 19(4), 421-434. <https://doi.org/10.1002/jtr.2104>
- Hugon, P. (2017). Les trappes à vulnérabilité et les catastrophes : Niveaux d'analyse et approches systémiques. *Mondes en développement*, 180(4), 13-34. <https://doi.org/10.3917/med.180.0013>
- Hugues Séraphin & Bénédicte Paul. (2015). La diaspora : Un levier pour le développement du tourisme en Haïti. *Mondes Du Tourisme*, 11(11). <https://doi.org/10.4000/tourisme.990>
- Hurbon, L. (1987). *COMPRENDRE HAÏTI. Essai sur l'État, la nation, la culture* (Les classiques des sciences sociales). KARTHALA. http://classiques.uqac.ca/contemporains/hurbon_laennec/comprendre_haiti/comprendre_haiti.html
- Hutchison, P. (2023, juin 7). New York sous la fumée des incendies de forêt du Québec. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-06-07/new-york-sous-la-fumee-des-incendies-de-foret-du-quebec.php>
- InSight Crime. (2021, juillet9). G9 and Family. *InSight Crime*. <https://insightcrime.org/caribbean-organized-crime-news/g9-family-profile/>
- InSight Crime. (2022, mars 23). 400 Mawozo. *InSight Crime*. <https://insightcrime.org/haiti-organized-crime-news/400-mawozo/>
- International Crisis Group. (2007). *Construire la paix en Haïti : Inclure les Haïtiens de l'extérieur* (24 ; Rapport Amérique latine/Caraiïbe, p.33). International Crisis Group.

- <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/24-peacebuilding-in-haiti-including-haitians-from-abroad-french.pdf>
- International Organisation for Migration. (2014). *Haitian Migration to Brazil : Characteristics, Opportunities and Challenges* (6; p. 120). IOM. https://publications.iom.int/system/files/pdf/cuaderno_migratorio_no6_en.pdf
- Isaac, M. (2019, février 19). Opération « Pays Lock » : le secteur touristique à genoux. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/198303/operation-pays-lock-le-secteur-touristique-a-genoux>
- ISPAN. (s. d.). *Liste de monuments*. Consulté 24 août 2021, à l'adresse <https://ispan.gouv.ht/?cat=3>
- Jabouin, E. (2018). Naufragés des Caraïbes : Les Haïtiens et leur accueil défavorable en France et aux États-Unis dans les années 1970 et 1980. *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 32, Article32. <https://doi.org/10.4000/diasporas.2683>
- Jalabert, L. (2003). Les violences politiques dans les États de la Caraïbe insulaire (1945 à nos jours). *Amnis. Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/Amérique*, 3, Article3. <https://doi.org/10.4000/amnis.484>
- Jalabert, L. (2005). Un populisme de la misère : Haïti sous la présidence Aristide (1990-2004). *Amnis. Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/Amérique*, 5, Article5. <https://doi.org/10.4000/amnis.1003>
- Jeannite, S. (2018). *Tourisme, mondialisation et développement : Une analyse d'économie politique internationale de la diffusion du tourisme en Haïti* [Maitrise]. Université du Québec à Montréal.
- Joachim, B. (1975). La reconnaissance d'Haïti par la France (1825) : Naissance d'un nouveau type de rapports internationaux. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 22(3), 369-396. <https://doi.org/10.3406/rhmc.1975.2324>
- Joachim, D. (2010, juin 14). L'axe Labadie-Acul du Nord et Citadelle progresse. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/80448/laxe-labadie-acul-du-nord-et-citadelle-progresse>
- Joly, A. (2023, mars 13). *Sumfest délocalisé de Côte des Arcadins à Key Biscayne | Loop Haiti*. Loop News. <https://haiti.loopnews.com/content/le-festival-sumfest-delocalise-de-cote-des-arcadins-key-biscayne>
- Joseph, M. (2018, août 7). Le rôle des États-Unis dans le sous-développement d'Haïti expliqué par le professeur Georges Eddy Lucien. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/190912/le-role-des-etats-unis-dans-le-sous-developpement-dhaiti-explique-par-le-professeur-georges-eddy-lucien>
- Judkis, M. (2016, août 26). Why do people hate Diner en Blanc? The word 'pretentious' keeps coming up. *Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/lifestyle/food/why-do-people-hate-diner-en-blanc-the-word-pretentious-keeps-coming-up/2016/08/24/3639f2c6-6629-11e6-be4e-23fc4d4d12b4_story.html
- Jules, L., & Laplanche, K. T. (2005). Le tourisme en Haïti : Diagnostic, stratégies, perspectives. In *Tourisme et développement durable : Actes du colloque du Ceregmia, Schoelcher, 25-26 septembre 2003* (Editions Publibook, p. 281-304). Kinvi Logossah et Jean-Michel Salmon.
- Kee, P. (2014). Diasporas. *Australian Economic Review*, 47(2), 251-257. <https://doi.org/10.1111/1467-8462.12071>

- Kerby, R. (2015, avril 24). Le tourisme : « une locomotive qui entraîne l'économie ». *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/144033/le-tourisme-une-locomotive-qui-entraîne-leconomie>
- King, B., & Nguyen, T.-H. (2004). The culture of tourism in the diaspora : The case of the Vietnamese community in Australia. In *Tourism, Diasporas and Space*. Routledge.
- Knowles, R. B., Buckalew, J. O., Markley, B., & Waite, L. (1999). *L'évaluation des ressources en eau d'Haïti* (p.89). United States Southern Command. <https://www.sam.usace.army.mil/Portals/46/docs/military/engineering/docs/WRA/Haiti/Combined%20Final%20Haiti.pdf>
- Kolbe, A. R., Brookes, K., & Muggah, R. (2013). Is Tourism Haiti's Magic Bullet ? An Empirical Treatment of Haiti's Tourism Potential. *STRATEGIC NOTE*, 9, 23. https://igarape.org.br/wp-content/uploads/2013/06/NE_9_Is-Tourism-Haiti%E2%80%99s-Magic-Bullet__7jun.pdf
- Konan, K. E. (2017). *Les risques liés au transport maritime : Étude sur la sécurité et la sûreté maritimes* [Doctor of Philosophy, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne]. <https://theses.hal.science/tel-03101171/document>
- Kramer, P., Atis, M., & Schill, S. R. (2016). *Inventaire écologique de référence pour le Parc Nationale des Trois Baies, Haïti* (p.216) [Recherche]. TNC, ANAP, IDB.
- La Presse canadienne. (2019, février 26). *Air Canada suspend ses vols entre Montréal et Haïti à cause du « désordre civil » | Crise en Haïti 2019*. Radio-Canada.ca ; Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1155418/air-canada-suspension-vol-montreal-haiti-desordre-civil>
- Lacassin, R., Klinger, Y., & Feuillet, N. (2013). Sismotectonique du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti. *Outre-Terre*, 35-36(1-2), 163-183. <https://doi.org/10.3917/oute.035.0163>
- Lacoste, Y. (2003). *De la géopolitique aux paysages : Dictionnaire de la géographie*. Armand Colin.
- Ladouceur, R. (2013). Un premier Dîner en blanc en Haïti. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/118426/un-premier-diner-en-blanc-en-haiti>
- Laëthier, M. (2014). Yo nan peyi laguyan tou : Pratiques langagières des Haïtiens dans l'île de Cayenne. In I. Léglise & B. Migge (Éds.), *Pratiques et représentations linguistiques en Guyane : Regards croisés* (p.193-207). IRD Éditions. <http://books.openedition.org/irdeditions/6951>
- Lambert, H. (2010). Le processus de politisation de l'enclave cubaine dans l'aire métropolitaine de Miami, 1959 à nos jours. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 31(1), 55-66. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2010-1-page-55.htm>
- Languillon-Aussel, R. (2011, avril 2). *Tourisme et loisir(s), pour une brève définition* [Document]. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/tourisme/popup/TourismeLanguillon2.htm>
- Lanquar, R. (2004). Tourisme, incertitudes politiques et démocratisation. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(1), Article1. <https://journals.openedition.org/teoros/3130>
- Larané, A. (2022, septembre 8). *Migrations d'hier et d'aujourd'hui—L'humanité en marche—Herodote.net*. herodote.net. https://www.herodote.net/L_humanite_en_marche-synthese-2599-445.php

- Laurens, J.-P. (2020). Chapitre X. Les migrants et la réussite scolaire. In *1 sur 500 : La réussite scolaire en milieu populaire* (p. 209-228). Presses universitaires du Midi. <http://books.openedition.org/pumi/13462>
- Le Facteur Haïti. (2023, janvier 12). *Port-au-Prince : Détournement d'un camoin de marchandises à l'Avenue Christophe — Le Facteur Haïti*. <https://lefacteurhaiti.com/port-au-prince-detournement-dun-camoin-de-marchandises-a-lavenue-christophe/>
- Le Filet Info. (2021, novembre 1). *Libération contre rançon, de la jeune fille enlevée à Bon Repos en sa résidence privée*. Le Filet Info. <https://lefiletinfo.com/liberation-contre-rancon-de-la-jeune-fille-enlevee-a-bon-repos-en-sa-residence-privée/>
- Le Monde. (2017, janvier 4). Haïti : L'élection de Jovenel Moïse à la présidence de la République est confirmée. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/01/04/haiti-jovenel-moise-confirme-president-de-la-republique_5057254_3222.html
- Le Nouvelliste. (2009, mars 18). Haïti : Le ministère du Tourisme présente son 2ème bulletin de statistiques du tourisme. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/68238/haiti-le-ministere-du-tourisme-presente-son-2eme-bulletin-de-statistiques-du-tourisme>
- Le Nouvelliste. (2023, mars 6). *Plusieurs cas d'enlèvements signalés dans la région métropolitaine*. <https://lenouvelliste.com/article/241087/plusieurs-cas-denlevements-signales-dans-la-region-metropolitaine>
- Le Parisien/AFP. (2022, janvier 22). Assassinat du président haïtien : Six mois après, toujours autant de questions en suspens. *leparisien.fr*. <https://www.leparisien.fr/international/assassinat-du-president-haitien-six-mois-apres-toujours-autant-de-questions-en-suspens-22-01-2022-QR4BHDM7PBHXVB5GVBPYQO3TFI.php>
- Lebaron, F. (2016). Risques politiques. *Savoir/Agir*, 35(1), 5-7. <https://doi.org/10.3917/sava.035.0005>
- Léger, F. (2010). Le créole haïtien aux Bahamas : Image, fonctions, statut et enseignement. *Journal of Haitian Studies*, 16(2), 74-90. <https://www.jstor.org/bu-services.univ-antilles.fr:5000/stable/41715415>
- Léger, F., & Armbrister, A. P. (2009). Factors Affecting the Teaching and Learning of Haitian Creole in The Bahamas. *International Journal of Bahamian Studies*, 15(0), Article 0. <https://doi.org/10.15362/ijbs.v15i0.118>
- L'Encre Noir. (2015, août 31). 3e édition du Dîner en Blanc Haïti, une réussite touristique. *L'Encre Noir*. <https://lencrenoir.com/3e-edition-du-diner-en-blanc-haiti-une-reussite-touristique/>
- Léonard, R.-M. (2003). L'indépendance d'Haïti perceptions aux États-Unis, 1804-1864. *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 90(340), 207-225. <https://doi.org/10.3406/outre.2003.4052>
- Lesourd, M. (2005). La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert. *Hommes & Migrations*, 1256(1), 52-65. <https://doi.org/10.3406/homig.2005.4370>
- L'EXPRESS. (2017, mars 2). *Faute de cadastre en Haïti, les spoliations se multiplient*. L'Express. https://www.lexpress.fr/styles/faute-de-cadastre-en-haiti-les-spoliations-se-multiplient_1885003.html
- Libaert, T. (2015). *La communication de crise* (4^e éd.). Dunod.
- Liendle, M. (2012). Vulnérabilité. In *Les concepts en sciences infirmières* (p. 304-306). Association de Recherche en Soins Infirmiers. <https://doi.org/10.3917/arsi.forma.2012.01.0304>

- Loop Haïti. (2018, octobre 19). Haiti-Insécurité : Le « chef de gang » de l'Arcahaie abattu par la Police. *Loop News*. <https://haiti.loopnews.com/content/haiti-le-chef-de-gang-de-larchaie-abattu-par-la-pnh>
- Lucien, G. E. (2014). *Une modernisation manquée : Port-au-Prince (1915-1956)* (Vol. 2). Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Lucien, G. E. (2018). *Le Nord-Est d'Haïti La perle d'un monde fini : Entre illusions et réalités (Open for Business)*. L'Harmattan.
- Lucien, G. E. (2020). *Espaces périphériques et économie d'archipel. La Trajectoire contemporaine de Verrettes (Haïti)* (2^e éd.). Gouttes-Lettres.
- Magnani, E. (2014). Culture et tourisme ? Limites et potentialités d'un développement touristique durable à Gorée, Sénégal et à Ilha de Moçambique, Mozambique (P. Bachimon, Trad.). *Via. Tourism Review*, 4-5, Article 4-5. <https://doi.org/10.4000/viatourism.981>
- Magne, L. (2010). *Histoire sémantique du risque et de ses corrélats : Suivre le fil d'Ariane étymologique et historique d'un mot clé du management contemporain* [Conférence]. 15e Journées d'histoire de la comptabilité et du management, Paris. <https://basepub.dauphine.psl.eu/handle/123456789/4438>
- Malandre, D. V. (2022, août 19). Dîner en blanc réussi au Cap-Haïtien. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/237670/diner-en-blanc-reussi-au-cap-haitien>
- Mandon, P. (2015). L'approche historique du développement comparé : Des visions complémentaires ? *Revue d'économie du développement*, 23(1), 97-128. <https://doi.org/10.3917/edd.291.0097>
- Manigat, L. (1969). Les États-Unis et le secteur caraïbe de l'Amérique latine. *Revue française de science politique*, 19(3), 645-683. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1969.393172>
- Marcelino, P. F. (2013). *Si proches et si lointaines : Les diasporas haïtiennes aux Caraïbes* (Recherche ACPOBS/2013/PUB08 ; p. 158). OIM/Observatoire ACP sur les migrations. https://publications.iom.int/system/files/pdf/si_proche.pdf
- Mars, H. (2013, juillet 11). Pour l'expansion du tourisme dans le Nord. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/118959/pour-lexpansion-du-tourisme-dans-le-nord>
- Mathijssen, A., & Mathijssen, F. P. (2020). Diasporic medical tourism : A scoping review of quantitative and qualitative evidence. *Globalization and Health*, 16(1), 27. <https://doi.org/10.1186/s12992-020-00550-x>
- Mayer, R. E., & Roche, Y. (2012). *Dictionnaire des termes géographiques contemporains* (2^e éd.). Guérin.
- Mayi, A.-E. (2007). *Les territoires du tourisme en ville : La pratique des acteurs dans les villes d'Amboise, Blois et Tours* [Doctorat]. Université d'Angers.
- Ménanteau, L., & Vanney, J.-R. (2003). La baie de Fort-Liberté (NE d'Haïti) : Paysages et patrimoines naturels et historiques. *Espaces tropicaux*, 18(9), 679-688. https://www.persee.fr/doc/etrop_1147-3991_2003_act_18_9_1168
- Mensah, I. (2015). The roots tourism experience of diaspora Africans : A focus on the Cape Coast and Elmina Castles. *Journal of Heritage Tourism*, 10(3), 213-232. <https://doi.org/10.1080/1743873X.2014.990974>
- Merlin, P. (2008). *Tourisme et aménagement touristique. Des objectifs inconciliables ?* La Documentation française.
- Merlin, P., & Choay, F. (2010). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* (3^e éd.). Presses Universitaires de France.

- Meschinet de Richemond, N., & Reghezza, M. (2010). La gestion du risque en France : Contre ou avec le territoire ? *Annales de géographie*, 673(3), 248-267. <https://doi.org/10.3917/ag.673.0248>
- metronews. (2021, juin 4). Le gang de Grand Ravine veut imposer son hégémonie à Martissant. *METROPOLE*. <https://metropole.ht/le-gang-de-grand-ravine-veut-imposer-son-hegemonie-a-martissant/>
- Metronews. (2022, août 8). L'assassinat de l'ancien sénateur Buissereth choque partout en Haïti. *METROPOLE*. <https://metropole.ht/lassassinat-de-lancien-senateur-buissereth-choque-partout-en-haiti/>
- Michel, F. (2004). Tourisme et terrorisme : Ou l'ère du voyage à risque. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(1), Article 1. <https://journals.openedition.org/teoros/2297>
- Millet, J. L. (2012). *Patrimoine naturel et culturel du Nord et du Nord'Est : Quartier Morin, Limonade, Caracol, Sainte Suzanne, Trou du Nord, Terrier Rouge, Fort Liberté, Ferrier* (p. 53). CIAT. http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/2012CIAT_patrimoine_naturel_8villes.pdf
- ministère de l'Économie et des Finances — Unité Centrale d'Exécution. (2007). *Programme de remise en état de l'infrastructure économique de base—Proposition d'un cadre pour le développement des infrastructures dans la région Nord d'Haïti* (Administratif Prêt BID 1493/SF-HA ; p. 57). Ministère de l'Économie et des Finances. http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/200705UTE_proposition.pdf
- Ministère du Tourisme. (2008). *Bulletin trimestriel des statistiques touristiques (BUST)* (Vol. 1, no 1). Ministère du Tourisme.
- Ministère du Tourisme, Multilateral Investment Fund, & CECI. (2013). *Rapport d'inventaire des ressources touristiques du Nord et du Nord-Est* (ATN/ME-12283-HA ; Projet d'appui au développement touristique de la région Nord d'Haïti, p. 160). <https://www.ceci.ca/data/fr-haiti-rapport-inventaire-ressourcers-touristiques-1.pdf>
- Mistler-Ferguson, S. (2022, juillet 21). G9 vs. G-PEP — The Two Gang Alliances Tearing Haiti Apart. *InSight Crime*. <https://insightcrime.org/news/g9-gpep-two-gang-alliances-tearing-haiti-apart/>
- Montinard, M. (2019). *Pran wout la : Dynamiques de la mobilité et des réseaux haïtiens* [Universidade Federal do Rio de Janeiro]. https://www.academia.edu/43153711/Pran_wout_la_dynamiques_de_la_mobilite%C3%A9_et_des_re%C3%A9seaux_ha%C3%A9tiens
- Moral, P. (2005). *L'économie haïtienne* (Editions Fardin).
- Morange, M., & Schmoll, C. (2016). *Les outils qualitatifs en géographie : Méthodes et applications*. Armand Colin.
- Morin, M. (2008). *Concepts de base en sécurité civile*. https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/securite_civile/publications/concepts_base/concepts_base.pdf
- Morin, R. (2022, avril 28). Bermuda trail brings island's Black heritage to the fore. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/travel/2022/04/29/bermuda-african-diaspora/>
- Morley, S. P., Autre, Autre, Autre, Autre, & Autre. (2021). *Une traversée d'espoir : La migration des femmes haïtiennes vers Tapachula, au Mexique* (Centre for Gender and Refugee Studies). <https://imumi.org/wp-content/uploads/2021/01/Une-traversee-despoir-La-migration-des-femmes-Haitiennes-vers-Tapachula-au-Mexique.pdf>

- MTPTC. (2001). *Pour un développement durable des infrastructures routières : Document de formulation de stratégie*.
- MTPTC & UCE. (2019). *Projet de connectivité du transport aérien dans la région des Caraïbes-Haïti : Analyse des risques et impacts potentiels environnementaux et sociaux et plan de mobilisation des parties prenantes* (P170907 ; Mobilisation des parties prenantes et information, p. 42). République d'Haïti.
- Nagy, R. (2009). Tourisme et migration dans le Maramureş. *Ethnologies*, 31(1), 111-126. <https://doi.org/10.7202/038502ar>
- Nations Unies. (2009). *Compte satellite du tourisme : Recommandations concernant le cadre conceptuel 2008*. https://unstats.un.org/unsd/publication/Seriesf/SeriesF_80rev1f.pdf
- Nations Unies & Union Européenne. (2021). *Évaluation Socioéconomique de l'Impact de la Pandémie Covid-19* (Administratif ESI Covid-19; p. 115). Nations Unies/Union Européenne. https://haiti.un.org/sites/default/files/2021-03/ESI-COVID-19_Evaluation%20socio-economique%20Impact%20Pandemie%20COVID-19_14Fev2021.pdf
- Nembrot, F. T., Lauriane (Réalisateur). (2022, juillet 19). *Haïti : Qui sont les gangs auteurs des dernières fusillades meurtrières à Port-au-Prince ?* CETRI/TV5 Monde. <https://www.cetri.be/Haiti-qui-sont-les-gangs-auteurs>
- Niget, D., & Petitclerc, M. (2012). Le risque comme culture de la temporalité. In *Pour une histoire du risque : Québec, France, Blegique* (p. 352). Presses de l'Université du Québec.
- OCDE & INURED. (2017). *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti. Les voies de développement*. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264278844-fr>
- OECD. (2009). *The impact of culture on tourism*. OECD. <https://www.oecd.org/fr/cfe/tourisme/42040218.pdf>
- OECD. (2017). *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti* (Les voies de développement, p. 19-33). OECD. https://www.oecd-ilibrary.org/development/interactions-entre-politiques-publiques-migrations-et-developpement-en-haiti/evaluation-et-recommandations-de-politiques-en-haiti_9789264278844-5-fr
- OIM. (2015). *Migration en Haïti : Profil migratoire nationale 2015* (p. 84). OIM. https://kmhub.iom.int/sites/default/files/migration_profile_haiti_2015_0.pdf
- OMT. (1994). *Recommandations sur les statistiques du tourisme* (83 ; Recommandations de l'ONU et de l'OMT, p. 27). OMT. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/31st-session/documents/m83note-F.pdf>
- Organisation internationale pour les migrations. (2015). *Migration en Haïti : PROFILE MIGRATOIRE NATIONAL 2015* (p. 84). OIM.
- Ouimet, G. (2022, décembre 16). Voici comment de puissants gangs criminels ont réussi à prendre le contrôle d'Haïti. *24 heures*. <https://www.24heures.ca/2022/12/16/voici-comment-de-puissants-gangs-criminels-ont-reussi-a-prendre-le-contrôle-dhaiti>
- Pagney, P. (1994). *Les catastrophes climatiques*. Presses Universitaires de France.
- Palierse, C. (2020, février 11). Les Français ont soutenu l'activité touristique dans l'Hexagone en 2019. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/les-francais-ont-soutenu-lactivite-touristique-dans-lhexagone-en-2019-1170773>

- Pangestu, M. E. (2021, avril 30). *Le tourisme dans un monde post-Covid : Trois mesures pour construire un avenir meilleur*. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/le-tourisme-dans-un-monde-post-covid-trois-mesures-pour-construire-un-avenir-meilleur>
- Parkinson, B. (2021, août 12). Royal Caribbean Replacing Labadee Calls Due to Unrest in Haiti. *Cruise Radio*. <https://cruiseradio.net/royal-caribbean-replacing-labadee-unrest-haiti/>
- Paryski, P. E., Victor, J. A., Beauchamps, J.-M., Guisse, S., Owen, K., Georges, G., & Armand, E. (1998). *La gestion de l'environnement en Haïti : Réalités et perspectives* (PNUD/UNOPS/HAI/92/001 ; p. 244). UNOPS. https://agroforesterie-bassinsversants.ht/IMG/pdf/unops_gestionenvironnementhaitiralitesperspectives1998.pdf
- Paul, B., & Séraphin, H. (2015). L'Haïtianité et la responsabilité sociale de la diaspora dans le développement d'Haïti. *Études caribéennes*, 29, Article 29. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.7161>
- Péan, L. (2003). *Haïti, économie politique de la corruption* (Maisonneuve et Larose, Vol. 1).
- Péan, L. (2005). *Haïti, économie politique de la corruption* (Maisonneuve et Larose, Vol. 2).
- Péan, L. (2006). *Haïti, économie politique de la corruption* (Maisonneuve et Larose, Vol. 3).
- Péan, L. (2007). *Haïti, économie politique de la corruption* (Maisonneuve et Larose, Vol. 4).
- Pélissier, F. (2023, mai 31). Gangs et autorités attaquent les paysans à Limonade. *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/gangs-et-autorites-attaquent-les-paysans-a-limonade/>
- Peretz, P. (2005). « Diasporas », un concept et une réalité devant inspirer le soupçon ? *Hypotheses*, 8(1), 137-146. <https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2005-1-page-137.htm>
- Petrowski, N. (2009, août 21). Le dîner en blanc à Montréal : Une tradition est née. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/nathalie-petrowski/200908/21/01-894491-le-diner-en-blanc-a-montreal-une-tradition-est-nee.php>
- Pierre, H. (2015). *Défis, enjeux et politiques : Migrations, environnement et changements climatiques en Haïti* (p. 84). Union européenne/Organisation internationale pour les migrations. https://rosanjose.iom.int/SITE/sites/default/files/migrat_envir_changem_climat_haiti_0.pdf
- Pierre, J. A. (2014). *Sociologie économique de la corruption : Vers une étude de l'implémentation des politiques publiques de lutte contre la corruption en Haït* [Thèse de doctorat]. Université Paris-Sorbonne.
- Piriou, J. (2016). La dimension régionale du système touristique : Une lecture réticulaire par les pratiques spatiales des touristes au sein de l'espace des « châteaux de la Loire ». *Mondes du Tourisme, Hors-série*, Article Hors-série. <https://doi.org/10.4000/tourisme.1276>
- PNUD. (1991). *Disponibilité en eau et adéquation des besoins* (Technique HAI/86/003 ; Région Nord, p. 66). ONU/DCTD.
- Poulet, M., & Lauvergnier, C. (2022, novembre 11). Enquête : Haïti, dans l'enfer des gangs. *Les Observateurs — France 24*. <https://observers.france24.com/fr/%C3%A9missions/les-observateurs/20221111-haiti-dans-enfer-des-gangs-enquete-violences-enlevements-balles-perdues-victimes-citoyens-osint>
- Président Paul Eugène Magloire 6 Déc. 1950 au 6 Déc. 1956*. (2018). <https://www.youtube.com/watch?v=QRek9fSD9LM>
- Prince, N. (2023). L'insécurité dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et la déterritorialisation du quartier de Martissant (Haïti). *Études caribéennes*, 55, Article 55. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.27386>

- Prophete, J. M. (1999). Les habitations rurales dans l'optique de la décentralisation et de l'aménagement spatial. *Cybergeo: European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.1853>
- PÜndrich, A. P., Brunel, O., & Barin-Cruz, L. (2008). La crise comme processus et comme événement : Analyse de deux études de cas. In *Post-Print* (hal— 00363770 ; Post-Print). HAL. <https://ideas.repec.org/p/hal/journal/hal-00363770.html>
- Py, P. (2007). *Le tourisme : Un phénomène économique* (La documentation Française). Les études de la documentation française.
- Radio-Canada. (2019). *Les touristes québécois coincés en Haïti seront rapatriés samedi | Crise en Haïti 2019*. Radio-Canada.ca ; Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1153222/touristes-ecoliers-canadiens-haiti-renvoi-suspension>
- Radio-Canada. (2021, octobre 18). *Épidémie de kidnappings à Haïti : Une preuve de la « faillite de l'État »*. Radio-Canada.ca ; Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1832439/enlevement-rapt-missionnaires-haiti-entrevue-emmelie-prophete>
- RCI Martinique. (2020, août 29). *Haïti : Monferrier Dorval, bâtonnier de l'ordre des avocats, assassiné à son domicile*. RCI. <https://www.rci.fm/deuxiles/infos/Faits-divers/Haiti-Monferrier-Dorval-batonnier-de-lordre-des-avocats-assassine-son-domicile>
- REALITE INFO. (2022, octobre 22). *Nord-Ouest : Deux individus du gang « Bon Diri » tués par la Police à Port-de-Paix*. <https://realiteinfo.com/nord-ouest-deux-individus-du-gang-bon-diri-tues-par-la-police-a-port-de-paix/>
- Reliefweb. (2019, août 16). *Haiti-Massacre La Saline/Justice : Des organisations de droits humains exigent la protection des familles des victimes — Haiti | ReliefWeb*. <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-massacre-la-salinejustice-des-organisations-de-droits-humains-exigent-la>
- ReliefWeb. (2023, janvier 28). *Haïti : Face à la violence des gangs et au vide politique, le Conseil de sécurité entend quelques appels pressants pour le déploiement d'une force internationale*. <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-face-la-violence-des-gangs-et-au-vide-politique-le-conseil-de-securite-entend-quelques-appels-pressants-pour-le-dploiement-dune-force-internationale>
- Rencontre-Tourisme-Culturel.fr, L. (2020, novembre 21). ▷ Clé du tourisme de la diaspora africaine pour l'Afrique. *Rencontres Tourisme Culturel*. <https://rencontres-tourisme-culturel.fr/cle-du-tourisme-de-la-diaspora-africaine-pour-lafrique>
- République d'Haïti. (2007). *Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté* (p. 172). https://www.aecid.ht/sites/default/files/documents/pubdoc4_dsncrp.pdf
- Rezo Nodwes. (2022a, octobre 5). Port-de-Paix : Près d'une dizaine de membres de gang lynchés par la population, selon la police du Nord'Ouest. *Rezo Nòdwès*. <https://rezonodwes.com/?p=292129>
- Rezo Nodwes. (2022 b, novembre 15). Démantèlement du gang 3 Milyon à Port-de-Paix : 7 présumés bandits arrêtés par la police. *Rezo Nòdwès*. <https://rezonodwes.com/?p=296476>
- Rich, D. (2021, juillet 8). Qui sont les groupes armés qui terrorisent Haïti? *France 24*. <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210708-qui-sont-les-groupes-arm%C3%A9s-qui-terrorisent-ha%C3%Afti>

- Ricot, M. S. (2023, janvier 16). Le Festival de Jazz de Port-au-Prince (PAPJAZZ) vous attend au Cap-Haïtien. *Le Nouvelliste*. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/240088/le-festival-de-jazz-de-port-au-prince-papjazz-vous-attend-au-cap-haitien>
- Roberts, S. (2012). Assessing the potential of diaspora tourism. *Journal of Eastern Caribbean Studies*, 37(3 and 4), 115-131. <https://www.jecsonline.com/wp-content/uploads/2019/09/JECS-Vol-37-Nos.-3-4-Sept-Dec-2012-1.pdf#page=119>
- Rodné-Jeanty, J., & Desse, M. (2019). Entre patrimoine et enclave touristique, la difficile mise en tourisme du Nord Est d'Haïti. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 279(1), 51-68. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2019-1-page-51.htm>
- Rousseau, B. R. (2019, janvier 4). Haïti Culture 101 : Introduction au Rara Haïtien. *Rezo Nòdwès*. <https://rezonodwes.com/2019/01/04/haiti-culture-101-introduction-au-Rara-haitien/>
- Sainsilien, E. (2021, juillet 15). *Haïti-Kidnapping : 16 passagers à bord d'un autobus de la compagnie « Sans-Souci » enlevés par des hommes armés — Universel Magazine-News-politique-Sport*. <https://universelmagazine.com/haiti-kidnapping-16-passagers-a-bord-dun-autobus-de-la-compagnie-sans-souci-enlevés-par-des-hommes-armés/>
- Saint-Fleur, W., & Falca Lima, L. S. D. C. (2021). Enjeux et contraintes augmentées du développement touristique patrimonial urbain en Haïti : Le cas du cap-haïtien et de Milot. *Bulletin de la Société Géographique de Liège*. <https://popups.uliege.be/0770-7576/index.php?id=6260>
- Saint-Fleur, W., Lima, L. S. D. C. F., & Schmidt, D. (2021). Tourisme urbain et patrimoine haïtien : Une réflexion sur les pratiques. *Études caribéennes*, 48, Article 48. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.20789>
- Saint-Louis, V. (Réalisateur). (2017, mars 16). *Multi Million dollars Hotels and Resorts opens In northern part of Haiti*. Tele Image. <https://www.youtube.com/watch?v=bP0mg-tbFHK>
- Saint-Pré, P. (2019, février 26). *Air Canada, Air Transat, JetBlue et Delta s'éloignent du ciel d'Haïti*. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/198616/air-canada-air-transat-jetblue-et-delta-seloignent-du-ciel-dhaiti>
- Saint-Pré, P. (2020, janvier 10). Haïti a reçu environ 20 milliards de dollars de transferts de la diaspora entre 2010 et 2019. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/211022/haiti-a-reçu-environ-20-milliards-de-dollars-de-transferts-de-la-diaspora-entre-2010-et-2019>
- Saint-Victor, A. (2021, août 5). *Communauté haïtienne au Canada*. L'encyclopédie canadienne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/communaute-haitienne-au-canada>
- Sarrasin, B. (2004a). Le tourisme, au risque du politique. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(1), Article 1. <https://journals.openedition.org/teoros/2283>
- Sarrasin, B. (2004 b). Risque politique et tourisme : Nouveautés et continuités. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 23(23-1), Article 1. <http://journals.openedition.org/teoros/2271>
- Schut, P.-O., & Levet-Labry, É. (2012). Le rôle des pratiques sportives et de loisirs dans la définition et l'urbanisation des sites touristiques en France. *Espaces et sociétés*, n° 151(3), 31-47. <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2012-3-page-31.htm>
- Secrétairerie d'État au Tourisme. (1996). *Plan Directeur Tourisme* (Projet PNUD HAI/95/015 ; p. 252). Ministère du Commerce et de l'Industrie, République d'Haïti.
- Sénat, J. D. (2023, mars 16). Le complexe hôtelier Wahoo Bay Beach attaqué et vandalisé par des individus armés. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/241318/le-complexe-hotelier-wahoo-bay-beach-attaque-et-vandalise-par-des-individus-armés>

- Septembre, A. (2019). Le tourisme en Haïti, quel avenir? *lenational.org*.
http://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/economies&rebmun=2172
- Séraphin, H. (2014a). *Le tourisme : L'ouverture pour le peuple de Toussaint ?* Publibook.
- Séraphin, H. (2014 b). Les Jeux d'influences dans le tourisme : Cas d'Haïti. *Journal of Haitian Studies*, 20(2), 144-164. <https://www.jstor.org/stable/24340371>
- Séraphin, H., & Paul, B. (2016). La diaspora : Un levier pour le développement du tourisme en Haïti. *Mondes du Tourisme*, 11, Article 11. <https://doi.org/10.4000/tourisme.990>
- Simon, J. (2019, janvier 11). Panique nocturne au Cap-Haïtien : Des citoyens réclament l'électricité | Loop Haiti. *Loop News*. <https://haiti.loopnews.com/content/panique-nocturne-au-cap-haitien-des-citoyens-reclament-lelectricite>
- Simon, J. (2022, décembre 4). *A Dozen People Dead, Numerous Homes Incinerated, And A Small Town Terrorized As Haitian Gangs Battled For Territory*. <https://viconsortium.com/caribbean-caribbean/virgin-islands-a-dozen-people-dead-numerous-homes-incinerated-and-a-small-town-terrorized-as-haitian-gangs-battled-for-territory>
- Sinatti, G., & Horst, C. (2015). Migrants as agents of development : Diaspora engagement discourse and practice in Europe. *Ethnicities*, 15(1), 134-152. <https://doi.org/10.1177/1468796814530120>
- Site Officiel— ODID: Organisation pour le Développement Integral du Dondon. (2013). <http://dondonhaiti.org/index.html>
- Stock, M., Dehoorne, O., & Duhamel, P. (2003). *Le tourisme : Acteurs, lieux et enjeux*. Belin.
- Tchékémian, A. (2018). L'appréhension de la notion de risques et ses différentes déclinaisons en géographie. *Risques urbains*, 2(2). <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2018.0277>
- Tehindrazanarivelo, D. L. (2014). Chapitre III. Les effets secondaires sur la population civile de l'État-cible. In *Les sanctions des Nations unies et leurs effets secondaires : Assistance aux victimes et voies juridiques de prévention* (p. 137-205). Graduate Institute Publications. <http://books.openedition.org/iheid/1522>
- Théodat, J.-M. (2004). L'endroit et l'envers du décor : La « touristicité » comparée d'Haïti et de la République Dominicaine. *Revue Tiers Monde*, n° 178(2), 293-317. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-2-page-293.htm>
- Théodat, J.-M. (2015). Chapitre 3. Haïti et la mer : Une insularité ambiguë. In A. Musset & V. Brustlein-Waniez (Éds.), *Les littoraux latino-américains : Terres à découvrir* (p. 56-68). Éditions de l'IHEAL. <http://books.openedition.org/iheal/2845>
- Thomas, F. (2020, novembre 23). Haïti : Le pouvoir entre massacres et impunité. *Libération*. https://www.liberation.fr/debats/2020/11/23/haiti-le-pouvoir-entre-massacres-et-impunite_1806472/
- Tourisme au Burkina Faso. (s. d.). *Définition du tourisme d'affaires*. Tourisme au Burkina Faso. Consulté 27 décembre 2022, à l'adresse <https://www.burkinatourism.com/Definition-du-tourisme-d-affaires.html>
- Toussaint, C. J.— J. (2022, mai 13). Haïti : 5 Camions de marchandises d'une compagnie de tabacs détournés par des gangs. *Innova News*. <https://innovanewsht.com/haiti-5-camions-de-marchandises-dune-compagnie-de-tabacs-detournes-par-des-gangs/>
- Turner, R. B. (2003). Mardi Gras Indians and Second Lines/Sequin Artists and Rara Bands : Street Festivals and Performances in New Orleans and Haiti. *Journal of Haitian Studies*, 9(1), 34. <https://www.jstor.org/stable/pdf/41715209.pdf>

- United Nations High Commissioner for Refugees. (2008, juin). *Haiti : The chimères, their activities and their geographic presence; the treatment of the chimères by the authorities and the presence of group members within the government and the police (2006—May 2008)*. Refworld. <https://www.refworld.org/docid/4a70409420.html>
- Universel Magazine. (2021, octobre 22). *Haïti-Kidnapping : Une jeune fille enlevée chez elle à Bon Repos — Universel Magazine-News-politique-Sport*. <https://universelmagazine.com/haiti-kidnapping-une-jeune-fille-enlevee-chez-elle-a-bon-repos/>
- UNWTO (Éd.). (2002). *Tourism and Poverty Alleviation—Le tourisme et la réduction de la pauvreté (Version française)*. UNWTO. <https://doi.org/10.18111/9789284405930>
- UNWTO. (2016). *Recueil de recommandations de l'OMT, 1975–2015*. World Tourism Organization (UNWTO). <https://doi.org/10.18111/9789284417773>
- UNWTO. (2019, janvier 21). *Les arrivées de touristes internationaux atteignent 1,4 milliard deux ans plus tôt que prévu*. <https://www.unwto.org/fr/press-release/2019-01-21/les-arrivees-de-touristes-internationaux-atteignent-14-milliard-deux-ans-pl>
- Vant Bèf Info. (2023a, mars 4). Le gang de Vitelhomme kidnappe huit (8) personnes à Frères 44, hier soir. *Vant Bèf Info (VBI)*. <https://vantbefinfo.com/le-gang-de-vitelhomme-kidnappe-huit-8-personnes-a-freres-44-hier-soir/>
- Vant Bèf Info. (2023 b, mars 6). Haïti/Kidnapping : Les Archives Nationales réclament la libération d'un employé enlevé la semaine dernière. *Vant Bèf Info (VBI)*. <https://vantbefinfo.com/haiti-kidnapping-les-archives-nationales-reclament-la-liberation-dun-employe-enleve-la-semaine-derniere/>
- Vant Bèf Info. (2023 c, mars 6). Haïti-Kidnapping : L'étudiant Whenchel Jeanty recouvre sa liberté. *Vant Bèf Info (VBI)*. <https://vantbefinfo.com/haiti-kidnapping-letudiant-whenchel-jeanty-recouvre-sa-liberte/>
- VBI. (2020, novembre 14). Haïti-Insécurité : Un autobus transportant une cinquantaine de passagers détourné à Grosmorne. *Vant Bèf Info (VBI)*. <https://vantbefinfo.com/haiti-insecurite-un-autobus-transportant-une-cinquantaine-de-passagers-detourne-a-grosmorne/>
- Vellas, F. (1996). *Le tourisme mondial*. Economica.
- Veyret, Y. (2003). Introduction. In *Les risques* (p. 255). SEDES.
- Veyret, Y., & Meschiné de Richemond, N. (2003). Le risque : Définitions, vulnérabilités. In *Les risques* (p. 255). SEDES.
- Veyret, Y., & Reghezza, M. (2006). Vulnérabilité et risques. L'approche récente de la vulnérabilité. *Responsabilité et Environnement*, 43.
- Wagner, L. (2008). Diasporic visitor, diasporic tourist. *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, 57, Article 57. <https://doi.org/10.4000/civilisations.1396>
- Wah, T. (2013, avril 1). *Engaging the Haitian Diaspora*. The Cairo Review of Global Affairs. <https://www.thecaireview.com/essays/engaging-the-haitian-diaspora/>
- Walbum, B. (2014). *L'analyse du risque politique dans les décisions stratégiques. Le cas des réformes publiques en France* [Doctorat, Conservatoire National des Arts et Métiers]. <https://theses.hal.science/tel-00989597/document>
- Wargny, C. (2009, janvier 12). Haïti : Une transition qui n'en finit pas. *Alternatives Economiques*, 007. <https://www.alternatives-economiques.fr/haiti-une-transition-nen-finit/00074347>

- Wieckowski, M. (2021). Le tourisme international et son impact sur le développement de la Pologne. In C. Bataillou & B. Schéou (Éds.), *Tourisme et développement : Regards croisés* (p. 89-103). Presses universitaires de Perpignan. <https://doi.org/10.4000/books.pupvd.33792>
- WTTC. (s. d.). *Travel & Tourism Economic Impact*. Consulté 9 janvier 2023, à l'adresse <https://wttc.org/research/economic-impact>
- Yves, E. M. (2021, janvier 8). Que peut-on tirer de l'Opération Bagdad, 16 ans après ? *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/que-peut-on-tirer-de-loperation-bagdad-16-ans-apres/>
- Zéphirin, R. (2008). L'émigration-rémigration des Haïtiens dans l'espace interaméricain comme fin du modèle sociétal du « pays en dehors ». *Migrations Societe*, 117118(3), 11-24. <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2008-3-page-11.htm>
- Zétrenne, R. (2022a, juillet 5). Le Dîner en blanc revient... au Cap-Haïtien. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/236849/le-diner-en-blanc-revient-au-cap-haitien>
- Zétrenne, R. (2022 b, août 29). 2023 : Le Festival de Jazz de Port-au-Prince se tiendra... au Cap-Haïtien. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/237822/2023-le-festival-de-jazz-de-port-au-prince-se-tiendra-au-cap-haitien>

Remarque : La bibliographie est générée avec le logiciel Zotero.

Annexes

Annexe 1.- Présentation du niveau de risque de la destination haïtienne par le gouvernement canadien

Sécurité

Situation sécuritaire

La situation sécuritaire demeure instable en Haïti.

Les rassemblements de manifestants sont spontanés et imprévisibles. Ils donnent parfois lieu à des confrontations avec les forces de l'ordre et à des actes de violence. Des barrages routiers et des barricades enflammées sont parfois érigés de façon soudaine, perturbant ainsi certaines routes importantes dans diverses régions, notamment à Port-au-Prince et dans les environs de l'ambassade du Canada. L'accès à l'aéroport international Toussaint-Louverture pourrait en être affecté.

Depuis le 24 avril 2023, des groupes vigilantistes ont violemment attaqué et tué de présumés membres de gangs dans certains quartiers de Port-au-Prince et dans les provinces.

Le pays connaît d'importantes pénuries de carburant, d'eau et de nourriture. L'accès à l'argent liquide et aux denrées de toutes sortes est difficile. Les services d'urgence et les soins de santé en sont également affectés.

D'autres manifestations pourraient survenir et soudainement donner lieu à des actes de violence. Les télécommunications et l'accès à Internet pourraient également être perturbés.

Évitez tout voyage en Haïti. Si vous y êtes présentement en dépit de cet avertissement :

- limitez vos déplacements ;
- prévoyez des provisions suffisantes d'eau, de nourriture et de carburant ;
- ne franchissez pas les barrages routiers, même s'ils semblent sans surveillance ;
- planifiez plus de temps pour vous rendre à destination ;
- assurez-vous que votre passeport et vos autres documents de voyage sont à jour et en lieu sûr ;
- inscrivez-vous ou mettez à jour vos coordonnées au moyen du service [d'inscription des Canadiens à l'étranger](#) et encouragez les autres Canadiens en Haïti à faire de même ;

- surveillez les médias locaux pour vous tenir au courant de l'évolution de la situation ;
- suivez les directives des autorités locales.

Votre sécurité personnelle est fortement compromise si vous êtes présentement dans le pays. Vous devriez envisager de quitter le pays par des moyens commerciaux si vous pouvez le faire de façon sécuritaire.

Criminalité

Aperçu

Les taux de criminalité sont élevés dans les grands centres comme le centre-ville de Port-au-Prince, où opèrent des gangs armés, ainsi que près de la frontière avec la République dominicaine, où les activités criminelles sont répandues.

Le nombre d'incidents violents a augmenté depuis 2020, notamment les enlèvements à Port-au-Prince et ses alentours.

Il y a également eu une augmentation des cambriolages. Ces incidents se produisent généralement dans les quartiers de la classe moyenne, mais ils sont de plus en plus nombreux dans les quartiers aisés de Port-au-Prince et en dehors de Pétion-Ville.

Il se commet également des crimes mineurs, comme des vols à la tire et des vols de sac à l'arraché.

La criminalité augmente dans les périodes précédant le temps des fêtes en décembre, le carnaval en février ou mars et le début de l'année scolaire, fin août ou début septembre.

Les étrangers sont considérés comme riches, ce qui peut susciter l'envie. Pour éviter de devenir une cible :

- ne faites pas étalage de richesse ;
- évitez d'utiliser votre téléphone intelligent ou votre appareil photo en public ;
- soyez toujours attentif à ce qui se passe autour de vous ;
- rangez toujours en lieu sûr vos effets personnels, y compris votre passeport et vos autres documents de voyage ;
- méfiez-vous des nouvelles connaissances qui vous offrent leur amitié ou leur hospitalité ;

- ne vous promenez jamais seul et évitez de vous déplacer après la tombée de la nuit.

Région métropolitaine de Port-au-Prince

Plusieurs zones de l'agglomération de Port-au-Prince restent dangereuses en raison des activités criminelles et des enlèvements. Les autorités locales peuvent avoir de la difficulté à apporter leur aide en cas d'urgence dans ces régions :

- Artibonite Central
- Bas-Delmas
- Bel Air
- Carrefour
- Carrefour Drouillard
- Champ-de-Mars
- Cité Soleil
- Croix-des-Bouquets
- Centre-ville de Port-au-Prince
- Fontamara
- Jalousie
- Laboule 12
- Martissant
- Portail Léogane
- La route vers l'aéroport
- Santo
- Torcelle
- Toussant Brave

La présence des forces policières n'est pas assurée dans ces zones, et votre sécurité personnelle n'y est pas garantie. En raison de l'environnement local, les forces de sécurité ne sont pas toujours en mesure de fournir une aide d'urgence en temps voulu.

Si vous devez vous rendre dans ces quartiers, il est impératif de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent :

- faites toujours preuve de vigilance lors de vos déplacements en ville, dans les villages et à la campagne ;
- informez vos contacts locaux du moment de votre arrivée et de vos projets de voyage dans ces zones ;

- demandez à vos contacts locaux de vous servir de guides pendant vos déplacements ;
- lorsque vous circulez en voiture, gardez les vitres montées et les portières verrouillées ;
- évitez toute forme de transport public ;
- comme les conditions de sécurité peuvent changer à tout moment, demandez aux organismes, aux instituts ou aux hôtes qui vous encadrent de vous transmettre de l'information à jour sur la situation dans la région où vous comptez vous rendre ;
- évitez de sortir après la tombée de la nuit ;
- suivez les conseils des autorités locales.

Pétion-Ville

Les vols à main armée sont nombreux à Pétion-Ville. Dans la plupart des cas, les victimes sont attaquées en plein jour par des voleurs armés circulant en motocyclette. Les attaques sont en augmentation, notamment contre les automobilistes. Celles-ci surviennent généralement dans les bouchons de circulation aux heures de pointe.

- Faites preuve de vigilance en tout temps lors de vos déplacements.
- Lorsque vous circulez en voiture, gardez les vitres montées et les portières verrouillées.

Petit-Goâve

Il arrive que des bandes de malfaiteurs érigent des barrages routiers pour commettre des vols sur la route nationale 2, entre les régions de Petit-Goâve et de Miragoâne.

Aéroport international Toussaint-Louverture

Des voleurs à l'aéroport international Toussaint-Louverture détournent l'attention de voyageurs étrangers pour leur voler leur passeport.

- Soyez sur vos gardes lorsque vous réclamez vos bagages en arrivant à l'aéroport.
- Gardez sur vous vos objets de valeur et vos papiers d'identité.
- Demandez à vos contacts locaux d'organiser votre accueil à l'aéroport.
- N'ayez sur vous que de petites sommes d'argent.

Plusieurs fusillades ont également eu lieu le long de la route menant à l'aéroport. Des gangs ont commis des vols à main armée, notamment entre Delmas 33 et l'aéroport.

- Si des voleurs s'en prennent à vous, ne résistez pas.

- Faites preuve d'une extrême vigilance lorsque vous quittez l'aéroport.

Vols près des banques

Certains criminels attendent près des banques, surveillant les clients, et tentent de les voler lorsqu'ils sortent.

Le risque de vol est également plus élevé pour les personnes qui utilisent les guichets automatiques des banques.

- Soyez extrêmement vigilant lorsque vous entrez dans une banque ou lorsque vous en sortez.
- Utilisez uniquement les guichets automatiques qui se trouvent dans un hôtel ou un supermarché.
- Traitez directement avec un caissier si vous êtes dans une banque.
- Évitez de transporter d'importantes sommes d'argent.

Enlèvements

Les enlèvements sont courants.

Les ravisseurs s'en prennent aussi bien à la population locale qu'aux étrangers, y compris les personnes ayant la double nationalité qui vivent ou voyagent en Haïti, quel que soit leur rang ou leur classe sociale. Depuis septembre 2020, des centaines de Canadiens et d'autres ressortissants étrangers ont été enlevés. Des missionnaires, des travailleurs humanitaires et des enfants, peuvent devenir victimes. La plupart des victimes sont libérées en échange d'une rançon. Dans certains cas exceptionnels, cependant, les victimes disparaissent ou sont tuées.

- Méfiez-vous des petits groupes de flâneurs, surtout à proximité de votre lieu de résidence.
- Laissez les portes et les fenêtres verrouillées en tout temps.
- Donnez aux employés de maison la directive de ne laisser entrer que les visiteurs préalablement autorisés et dont l'identité a été vérifiée.
- Surveillez bien tous les visiteurs.
- Faites preuve d'une extrême vigilance, peu importe où vous vous trouvez dans le pays.

Manifestations

Les manifestations et les troubles civils sont fréquents.

En raison de l'instabilité politique actuelle, certaines manifestations ont tourné à la violence. Les manifestants ont installé des barrages routiers dans tout le pays et bloqué l'accès à l'aéroport. Dans ces circonstances, des pénuries d'eau, de nourriture et de carburant pourraient survenir.

Même les manifestations qui se veulent pacifiques peuvent soudainement donner lieu à des actes de violence. Elles peuvent aussi grandement perturber la circulation et les transports publics.

- Évitez les endroits où se tiennent des manifestations et de grands rassemblements
- Suivez les directives des autorités locales
- Consultez régulièrement les médias locaux pour vous tenir au courant des manifestations en cours

[Rassemblements de masse \(événements à grande échelle\)](#)

Sécurité des femmes

Les femmes qui voyagent seules peuvent subir certaines formes de harcèlement et de violence verbale.

[Conseils pour les voyageuses](#)

Coupages de service et pénuries de provisions

Les coupures de courant sont fréquentes, et des pénuries de fournitures essentielles comme l'eau et le carburant se produisent.

Assurez-vous de planifier adéquatement en cas de pannes et de pénuries d'approvisionnement.

Sécurité routière

L'état des routes et la sécurité routière laissent à désirer dans tout le pays en raison :

- des routes étroites et mal entretenues ;
- du manque de panneaux de signalisation, de feux de circulation et de marques sur la chaussée ;
- des taux élevés de conduite en état d'ébriété, avec les feux du véhicule éteints ;
- du mauvais entretien des véhicules ;
- d'un éclairage inadéquat des voies publiques.

Les inondations saisonnières peuvent nuire aux déplacements par voie terrestre et à la prestation des services essentiels. Les routes peuvent devenir impraticables et les ponts, subir des dommages.

Si vous devez vous déplacer à l'intérieur d'Haïti, envisagez d'engager un chauffeur par l'intermédiaire d'une agence ou d'un hôtel de bonne réputation. Si vous devez conduire :

- gardez toujours le réservoir d'essence au moins à moitié plein, car l'approvisionnement en essence est souvent interrompu ;
- ayez toujours sur vous un téléphone cellulaire et une liste de numéros de contact d'urgence, car les services d'assistance routière sont médiocres ;
- gardez à l'esprit que la couverture des téléphones cellulaires peut être intermittente dans certaines zones rurales ;
- évitez de conduire la nuit ou par mauvais temps, même en ville ;
- faites attention aux véhicules abandonnés au bord de la route ;
- faites attention aux piétons et aux animaux errants sur la route.

Transports publics

Les transports publics ne sont généralement ni sécuritaires ni fiables. Les conducteurs ne respectent pas toujours le Code de la route. Les véhicules sont souvent en mauvais état ou surchargés, ce qui entraîne des accidents graves avec blessures et parfois des décès.

Il faut éviter tous les transports publics en Haïti, mais plus particulièrement les camions transformés en autobus, appelés « tap taps ».

Traversiers

Les accidents de traversiers se produisent et sont souvent provoqués par des mesures de sécurité déficientes ou des conditions météorologiques extrêmes.

Vous devriez éviter les voyages en traversier. Si vous décidez de prendre un traversier :

- assurez-vous qu'on y trouve l'équipement de sécurité approprié ;
- assurez-vous que des gilets de sauvetage sont accessibles et mis à la disposition de tous les passagers ;
- ne montez pas à bord d'un bateau si vous avez l'impression qu'il est surchargé ou qu'il n'est pas en état de naviguer ;
- vérifiez les normes de sécurité des traversiers auprès de votre voyageur.

N.B. : Dernière mise à jour 6 juillet 2023

<https://voyage.gc.ca/destinations/haiti> (consulté le 7 juillet 2023)

Annexe 2.- Formulaire distribué par des gangs aux chauffeurs

FORMULAIRE POUR USAGER DU SUD

Non :

Identification : Sexe :

Téléphones :

Adresse :

.....

Profession / Activité :

Lieu de Travail : Tél
.....

Réf 1 : Tél
.....

Réf 2 : Tél
.....

Immatriculation Véhicule :

Modèle :

Couleur :

Fréquence de passage :

1 copie carte identité

Espace Réservé à la direction

No Vignette 1 :
.....

No Vignette 2 :
.....

No Vignette 2 :
.....

Ce formulaire aurait été distribué par les gangs aux chauffeurs qui fréquentent la sortie sud de la capitale²⁹⁷.

²⁹⁷ Cette capture d'écran a été réalisée le 13 février 2023 sur la page Facebook « Bat bravo pou la jenes ».

Annexe 3.- Quelques outils de collecte

Guide 1

Diaspora et tourisme dans la région Nord

Objectif : Comprendre le rôle de la diaspora dans la résilience du secteur touristique en Haïti

« Établissements touristiques »

Pouvez-vous nous faire l'historique de cet établissement ? Dans quel contexte a-t-il été créé ?

Combien de chambres a-t-il ?

Combien d'employés a-t-il ?

Qui est (sont) le (les) propriétaire(s) ?

Où est-ce qu'il(s) vit (vivent) ?

Selon vous, à combien peuvent s'élever ces investissements ?

Qu'est-ce qui, selon vous, peut motiver une personne vivant à l'étranger à investir autant d'argent en Haïti ?

Quelle est la principale clientèle de l'établissement ?

Quelles sont les périodes de haute saison et de basse saison pour l'établissement ? Que représente la diaspora dans votre clientèle à ces moments-là ?

Quelle est la place de la clientèle locale ?

De quelle manière la crise de COVID-19 avait-elle affecté l'établissement ?

À quel moment les premiers signes d'espoir apparaissaient-ils ?

Quel rôle joue la diaspora dans la reprise de vos activités dans le contexte post COVID-19 ?

Pour certains, la diaspora joue un rôle majeur dans la résilience du secteur touristique en Haïti, êtes-vous de cet avis ?

Pensez-vous que la diaspora est un acteur sur lequel nous pouvons compter, quelle que soit la situation (un acteur indéfectible) ?

Comment souhaiteriez-vous être cité dans mon texte ?

Guide 2

Rôle de la diaspora dans la résilience touristique d'Haïti

Objectif : Comprendre le rôle de la diaspora dans la résilience du secteur touristique en Haïti

« Tour opérateur »

Parlez-nous de cette entreprise : depuis quand est-elle créée ? Les fondateurs habitent-ils en Haïti ?

Où habitaient-ils en Haïti ? Y a-t-il un réseau de diaspora représentant l'entreprise ?

Quels types de services offre-t-elle ?

Quelle est d'habitude la provenance de vos clients ? Quel lien ont-ils d'habitude avec Haïti ?

Quelle est généralement la part de la diaspora dans votre clientèle ?

Lors des visites en Haïti, quelles sont les activités menées par les touristes ? (Ou, en quoi consiste l'offre touristique) ?

Où est-ce qu'ils sont généralement hébergés ?

D'après vous, combien dépense un client en moyenne lors d'une visite en Haïti ?

Votre entreprise a-t-elle subi les conséquences du COVID-19 ?

Quand est-ce que vous avez repris les activités ?

La diaspora joue-t-elle un rôle important dans la reprise des activités touristiques dans le contexte post-COVID-19 (juin-juillet 2020) ?

Êtes-vous d'avis que la diaspora est un acteur majeur dans la résilience de l'activité touristique en Haïti ? Pourquoi ?

Selon vous, cette clientèle est-elle indéfectible ?

Connaissez-vous d'autres entreprises dans la région qui ont un lien étroit avec la diaspora ? De quel type de lien s'agit-il ?

Guide 3

Guide d'entretien avec les dirigeants des bandes de Rara

Objectif : Comprendre le rôle de la diaspora dans la résilience du secteur touristique d'Haïti

« Festivités rara »

Quel est le nom de votre groupe ? Depuis combien de temps est-il créé ?

Pouvez-vous nous parler des festivités rara ?

Dans quelle période de l'année se déroulent habituellement les festivités rara ? Combien de temps durent-elles ?

En quoi consistent ces activités ?

Qui participent à ces activités ? D'où viennent-ils ?

Combien peut coûter une bande pendant cette période ?

Qui finance les groupes ?

Quelle est la place de la diaspora dans le financement des bandes ?

Comment finance-t-elle ces activités ?

Est-ce que la diaspora finance d'autres activités dans la zone ?

Selon vous, quelle est la place de la diaspora dans les festivités rara.